



LA VILLE ET SES HABITANTS
ASPECTS GÉNÉALOGIQUES,
HÉRALDIQUES ET
EMBLÉMATIQUES

ANNUAIRE – JAHRBUCH

1994

ANNUAIRE / JAHRBUCH 1994

Association Luxembourgeoise
de Généalogie et d'Héraldique,
Association sans but lucratif

(Statuts publiés au Mémorial C – n° 153,
du 9 juin 1984, p. 7179-7182)

Adresse de l'association:

A.L.G.H., a.s.b.l.

Château de Mersch / IIIe étage
Boîte postale 118
L-7502 MERSCH (Luxembourg)
Tél./Fax: (+ 352) 32 65 96

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'A.L.G.H. 1994 / ZUSAMMENSETZUNG DES VORSTANDS 1994

EMMEL Fernand G.	Président
ENSCH Jean	Vice-président
MULLER Jean-Claude	Vice-président, Bibliothécaire-archiviste, Responsable des Publications
KIESEL Georges	Secrétaire-Trésorier,
BACHE Martin	Membre
BREYER Francis	Membre
JUNG Arsène	Membre
KLEIN René	Membre, Responsable du groupe 'Héraldique'
KOHN Jo	Membre

Association Luxembourgeoise
de Généalogie et d'Héraldique

Luxemburgische Gesellschaft
für Genealogie und Heraldik

ANNUAIRE /
JAHRBUCH
1994

Responsable de l'édition: Jean-Claude MULLER

COMITÉ DE RÉDACTION – REDAKTIONKOMITEE

Francis BREYER
Fernand EMMEL
Jean-Claude MULLER
François SCHROEDER

Cette publication a bénéficié de la loi
du 4 mars 1982 sur le mécénat par l'in-
termédiaire du **Fonds Culturel National**.

Les articles sont publiés sous la responsabilité personnelle des auteurs. La reproduction des contributions ou la publication de leur traduction, resp. adaptation par n'importe quel moyen technologique est possible avec l'accord, fixé au préalable par écrit, de l'auteur et du Comité de rédaction de l'*Annuaire – A.L.G.H. – Jahrbuch* et comporte d'office une référence bibliographique complète à la publication originale.

La publication d'extraits doit être accompagnée de la référence à l'auteur et à l'année de la publication. La reproduction des illustrations et graphiques se fera exclusivement aux mêmes conditions.

ISSN 1016 – 216 X Annuaire – A.L.G.H. – Jahrbuch

© Association Luxembourgeoise de Généalogie et d'Héraldique,
asbl

ISBN 2-919919-07-5 1999 – Tous droits réservés pour tous pays.



Composition et Layout: Jean-Claude MULLER, Redange-sur-Attert
Impression et Reliure: Imprimerie Centrale S.A., Luxembourg

**LA VILLE ET SES HABITANTS:
ASPECTS GÉNÉALOGIQUES,
HÉRALDIQUES &
EMBLÉMATIQUES**

VOLUME I DES ACTES
DU XXI^e CONGRÈS INTERNATIONAL
DES SCIENCES
GÉNÉALOGIQUE ET HÉRALDIQUE

LUXEMBOURG
28 VIII – 3 IX 1994

ÉDITÉS PAR JEAN-CLAUDE MULLER

Luxembourg
Association Luxembourgeoise de Généalogie
et d'Héraldique, a.s.b.l.

1999

Si Ermesinde m'était contée...

**CONTRIBUTIONS
LUXEMBOURGEOISES**

**LUXEMBURGER
KONGRESSBEITRÄGE**

*inspirées par le 750^e anniversaire
de l'octroi de la charte de franchise
à la Ville de Luxembourg
par la comtesse Ermesinde
(août 1244)*



L'emblème du XXIIe Congrès International, dessiné par Monsieur Marcel LENERTZ, est inspiré du premier sceau de la Ville de Luxembourg, attesté pour la première fois en 1237, et consacré par l'octroi des lettres de franchise à la Ville par la Comtesse ERMESINDE en août 1244, il y a 750 ans.

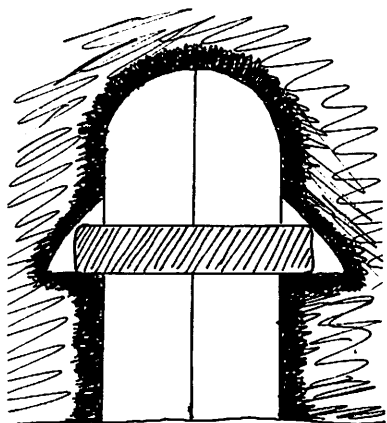
René KLEIN

LE PREMIER SCEAU DE LA VILLE DE LUXEMBOURG ET LE MONNAYAGE COMTAL – À PROPOS DE L'EMBLÈME DU XXI^E CONGRÈS INTERNATIONAL DE GÉNÉALOGIE ET D'HÉRALDIQUE

L'emblème du XXI^e Congrès International de Généalogie et d'Héraldique n'a pas été choisi au hasard. En effet le symbole en question est représenté dès la première moitié du XIII^e siècle non seulement sur le sceau de la Ville de Luxembourg, ville-hôte du Congrès, mais aussi sur la monnaie comtale de la même époque ¹.

À première vue, ce symbole n'a rien de particulier : des fortifications (châteaux, tours, murailles) ont été adoptées par de nombreuses villes et prévôtés. Même des particuliers (tel GUILLAUME d'Aspelt, frère de l'archevêque de Mayence PIERRE d'Aspelt) avaient opté pour ces figures.

D'un autre côté le symbole luxembourgeois frappe par sa grande simplicité, sa réduction à l'essentiel. Aucun détail de maçonnerie n'est indiqué. Et pourtant deux ajoutes triangulaires sur les côtés, détail apparemment



superflu, oublié d'ailleurs sur les monnaies, étonnent par leur présence. Quelle est leur signification ? Des recherches sur les fortifications apportent une réponse: Les triangles représentent des canaux obliques creusés dans les murs pour y faire coulisser une poutre en bois servant de verrou. En effet ce canal oblique se présente sur une coupe longitudinale par une section triangulaire ². Il s'en suit que le symbole luxembourgeois est bien une porte fortifiée et non un donjon ou une tour comme le veulent certains historiens et numismates .

LE SCEAU DE LA COMMUNAUTÉ BOURGEOISE

Qui est l'auteur de ce symbole, les bourgeois ou le comte de Luxembourg ? Pour répondre à cette question il faudra savoir dater et le sceau de la ville et le denier comtal.

Il y aurait lieu d'admettre que le choix d'un sceau se serait fait après l'affranchissement de la ville de Luxembourg par la comtesse ERMESINDE au mois d'août 1244. Or tel n'est pas le cas ! La plus ancienne empreinte de sceau conservée est appendue à une charte datée du 29 novembre 1237 ³. Même plus, le sceau de la ville est déjà annoncé dans un document en date du 19 mai 1227 ⁴, sans être parvenu jusqu'à nous.

L'étude des exemplaires de sceaux encore conservés démontre que la ville de Luxembourg s'est servie avant son affranchissement de trois matrices différentes :

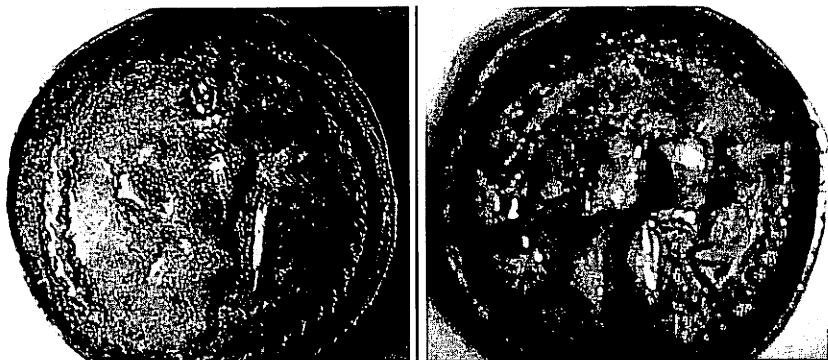
- La première matrice, d'un diamètre de 80 mm, montre la porte fortifiée au milieu, entourée d'une légende à double cercle : [+SIGILL]VM [IUS]TIGIARII (LUC)ENBURGENSIS E[...] (externe) + ET (COMV)NITA(TI)S VILLE (interne). Ce sceau fut appendu de 1227 à 1238.

- La deuxième matrice, d'un diamètre de 65 mm, représente la porte fortifiée au milieu, entourée de la légende + S IVDICIS ET COMUNITATIS LVCENBURGENSIS. Ce sceau fut appendu de 1237 à 1443 .

- La troisième matrice avait un diamètre de 38 mm. La porte fortifiée du milieu était entourée de la légende + CREDIBILE SIT. Ce sceau servait de contre-sceau au deuxième et fut appendu de 1237 à 1443. Les deux dernières matrices furent confisquées par le duc PHILIPPE de Bourgogne, qui en 1443 s'était emparé de la ville de Luxembourg ⁵.

LE DENIER COMTAL

Quant au denier comtal, il peut être décrit de la manière suivante:
- côté avers: lion rampant, couronné, à queue simple trilobée.
Grènetis extérieur. Anépigraphe.



- côté revers: porte fortifiée à trois créneaux entourée de la légende *LUSENBOR*. Grènetis extérieur ⁶.

La datation de cette monnaie est très délicate. En effet le nom du comte n'est pas mentionné dans la légende. Frédéric ALVIN, Édouard BERNAYS et Jules VANNÉRUS, tout en comparant le denier au sceau de la ville de Luxembourg, le situèrent dans le règne du comte Henri IV (1136-1196). Louis WIRION et Gustav BRAUN VON STUMM par contre attribuèrent la monnaie à la comtesse Ermesinde (1226-1247) en rapprochant le lion couronné du côté avers au sceau juvénile du comte Henri V, fils d'Ermesinde. Raymond WEILLER se rallia à cette dernière hypothèse en avançant la période de 1226/31 à 1240/41 ⁷.

Tout en étant du même avis que WEILLER, je voudrais pourtant préciser davantage. Au mois de novembre 1235 le jeune Henri V atteignit sa majorité, à l'époque 15 ans révolus. Mais c'est seulement vers la fin de l'année 1236 ou le début de 1237 que la matrice de son sceau au lion couronné, à queue simple trilobée, fut prête. Ce type de sceau est documenté pour les années 1237 et 1238. Les burelles des armoiries actuelles apparurent pour la première fois sur un contre-sceau appendu à une charte du mois de juillet 1238 ⁸. On peut donc considérer le début de 1238 comme limite supérieure pour la frappe des deniers au seul lion couronné.

Les monnaies luxembourgeoises sont documentées pour la première fois dans la charte d'affranchissement de la ville d'Echternach au mois de novembre 1236. Cette mention me paraît remarquable; la rente de bourgeoisie devait être payée en deniers luxembourgeois d'un poids tel que 320 pièces pesaient un marc ⁹. Cette indication m'a permis de démontrer que le denier

luxembourgeois équivalait à celui de Trèves et valait la moitié du denier de Cologne ¹⁰. Or à l'époque ce passage devait traduire la même information. Si la comtesse **ERMESINDE** avait à fixer la valeur du denier luxembourgeois, alors une bonne partie des bourgeois d'Echternach (d'ailleurs sujets de l'abbaye du même lieu) sembleraient avoir ignoré cette monnaie. Dans ce cas on est en droit d'admettre que la frappe du denier comtal ne précéda pas longtemps (une bonne année peut-être) la charte d'affranchissement. La première émission pourrait être située au début de 1235.

RÉSUMONS:

Le sceau de la ville de Luxembourg peut être daté vers 1227, le denier comtal vers 1235. Les bourgeois luxembourgeois doivent donc être considérés comme auteurs de la porte fortifiée à trois crénaux avec sa porte entr'ouverte, symbole combien éloquent du XXI^e Congrès International de Généalogie et d'Héraldique de Luxembourg (1994) dont les travaux s'articulent autour des thèmes scientifiques de la Ville et de ses habitants d'une part, et des migrations de l'autre.

POURQUOI LE SYMBOLE BOURGEOIS VINT-IL À ÊTRE REPRÉSENTÉ SUR LA MONNAIE DE LA COMTESSE **ERMESINDE ?**

Avant d'essayer de trouver une réponse à cette question, je voudrais rappeler à votre mémoire deux autres deniers, l'un trouvé au trésor de Sionviller en 1873, l'autre acquis en 1979 par le Cabinet des Médailles du Musée National d'Histoire et d'Art de Luxembourg. Les deux pièces sont de même effigie, de même style et de même poids. Elles proviennent de coins différents, mais ont fait probablement partie de la même émission.

Le côté avers présente un lion couronné, à queue simple, entouré de la légende **hNRI** (Henri). Grènetis extérieur. Le spécimen de Sionviller possède la légende fautive **LUSENBOR**.

Le côté revers montre une petite croix pattée et entre deux grènetis la légende **LUSENBOR**.

Les numismates luxembourgeois attribuent ces deniers au comte **HENRI V** à cause de leur poids élevé ¹¹. Or aucun d'eux n'a relevé l'absence de burelles et la présence du seul lion couronné. Puisque Henri V a adopté les burelles au cours de l'année 1238, force est donc de situer l'émission de ce type de denier avant cette date.

Ainsi la comtesse ERMESINDE et son fils HENRI V avaient fait battre deux monnaies différentes avant 1238: sur le côté avers étaient représentées les armes du comte (lion couronné), sur le côté revers, soit le symbole de la ville de Luxembourg, soit le symbole du comte (la croix pattée).

Du point de vue monétaire le comté d'Ermesinde pouvait être divisé grossièrement en deux parties: le quartier wallon (Durbuy, Laroche, Bastogne) était sous l'influence du denier de Liège, le quartier germanique (Luxembourg, Arlon, Thionville, Echternach, Bitbourg) sous l'influence des deniers de Trèves et de Metz. Contre cette prédominance du numéraire épiscopal, la comtesse Ermesinde se proposa de faire circuler ses propres deniers. Défendre l'emploi de monnaies étrangères eut été chose facile, mais irréaliste. En effet, les ressources du comté, pays agraire, étant limitées, comment munir le commerce de l'argent nécessaire ? Dès le début la comtesse ne pouvait espérer pourvoir qu'une partie du marché de ses monnaies. D'ailleurs 4 % seulement des sommes indiquées dans les documents du XIII^e siècle sont libellées en deniers luxembourgeois ¹².

Pour arriver à ses fins, ERMESINDE devait satisfaire à deux exigences: créer un denier équivalent au numéraire épiscopal et le faire accepter par les commerçants.

Mes recherches ont démontré que les deniers de la comtesse avaient bien la même valeur que ceux de Trèves et de Metz ¹⁰.

Il reste la deuxième exigence: comment déjouer la méfiance des commerçants confrontés à une nouvelle monnaie?

La ville de Luxembourg, située au pied du château comtal, était un des centres commerciaux du comté, donc un endroit idéal pour mettre en circulation la nouvelle monnaie. Pour favoriser ce processus, la comtesse ERMESINDE et son fils HENRI V firent graver le symbole des bourgeois de Luxembourg sur le côté revers de leur denier. Cette astuce heureuse n'était pourtant pas un fait isolé. Nous retrouvons à la même époque les deniers brabants aux symboles et aux noms de villes telles que Anvers, Bruxelles, Louvain, Tirlemont et Vilvorde ¹³.

Le denier à la porte fortifiée une fois accepté comme monnaie locale, Ermesinde tenta de le faire introduire dans les autres parties du comté. Ainsi en mai 1236 imposa-t-elle aux bourgeois d'Echternach le paiement des impôts en numéraire luxembourgeois. Echternach, à côté de l'abbaye impériale de Saint Willibrord, était un autre centre commercial.

Toutefois la circulation des deniers luxembourgeois devait être entravée par la trop faible quantité du numéraire disponible. Ainsi lors de l'affran-

chissement des bourgeois de Thionville le 15 août 1239 le comte HENRI V exigea le paiement de la rente bourgeoise non en monnaies luxembourgeoises, mais en deniers messins ¹⁴.

C'est ainsi que la comtesse Ermesinde initia par le denier au symbole bourgeois une longue série de monnaies luxembourgeoises. La porte fortifiée, symbole de la liberté bourgeoise, disparut en 1443, lorsque le duc Philippe de Bourgogne s'empara de la ville de Luxembourg et fit confisquer les matrices des sceaux. Mais en 1480 sa petite-fille Marie de Bourgogne, épouse de l'archiduc MAXIMILIEN I^{er} d'Autriche, rendit aux bourgeois de Luxembourg leur sceau à la porte fortifiée dont le devenir ultérieur reste pour le moment énigmatique. Il fut probablement détruit lors du grand incendie du 11 juin 1554 qui ravagea également l'hôtel de ville ¹⁵. Ce sceau ne fut plus remplacé, la porte fortifiée disparaissant ainsi comme symbole de la ville de Luxembourg.

SOURCES

1. WIRION, Louis: «Armoires de la Ville de Luxembourg». In: *Annuaire de la Société héraldique luxembourgeoise*. Luxembourg. (1950), p.25-35;
KLEIN, René: «Die Siegel Wilhelms von Aspelt». In: *Hémecht*. Luxembourg. (1982)–2, p.243-254.
WEILLER, Raymond: *Les monnaies luxembourgeoises*. Louvain-la-Neuve, 1977.
2. PIPER, Otto: *Burgenkunde*. München, 1912. Nachdruck Frankfurt/Main, 1957, p.303-304.
3. Archives nationales Luxembourg: A XXIV; VAN WERVEKE, Nicolas: «Urkundenbuch der Abtei Bonneweg». In: *Programme de l'Athénée de Luxembourg publié à la clôture de l'année scolaire 1879/1880*. Luxembourg, 1880, p.5-6, n° 5.
4. Archives de la Section historique de l'Institut Grand-Ducal (dépôt aux Arch. Nat. Lux.) n° 25, f.35: *Th prepositus et scabini Lucelburgenses...litteras nostras ipsis dedimus in testimonium sigillo nostro roboratas...*;
WAMPACH, Camille: *Urkunden- und Quellenbuch (UQB)*, Band II, n° 206.
5. KLEIN, René: Siegel Wilhelms (Anm. 1), p.244; MARGUE, Michel & PAULY, Michel: «Die Siegel der Stadt Luxembourg». In: *Ermesinde et l'affranchissement de la ville de Luxembourg*. Luxembourg, 1994, p. 59-71.
6. WEILLER, Raymond: *Monnaies lux.* (Anm. 1), p.8-9, n° 2; le numismate luxembourgeois a répertorié 15 coins différents touchant la légende du côté revers.
7. ALVIN, Frédéric: «Étude de numismatique luxembourgeoise». In: *Revue belge de numismatique*. (1893), p.459-481;
BERNAYS, Edouard & VANNÉRUS, Jules: *Histoire numismatique du comté puis duché de Luxembourg et de ses fiefs*. Bruxelles, 1910, p.27-28;
WIRION, Louis: «Le lion luxembourgeois à travers les âges». In: *Annuaire de la Société Héraldique luxembourgeoise*. (1951/52), p.17-18;
BRAUN VON STUMM, Gustav: «Der älteste Luxemburger Löwenpfennig als heraldisches Dokument». In: *T'Hémecht*. Luxemburg. (1952)–1, p.60-87;
WEILLER, Raymond: *Monnaies lux.* (Anm. 1), p.193-195.
8. KLEIN René: «Zum Ursprung des Luxemburger Wappens». In: *Hémecht*. Luxembourg. (1981)–4, p. 500; MARGUE, Michel: «Sigilli nostri auctoritate» Note sur le sceau de la comtesse Ermesinde. In: *Ermesinde et l'affranchissement de la ville de Luxembourg*. Luxembourg, 1994, p. 82, 85.
9. Landeshauptarchiv Koblenz: Bestand 1 A N° 100; KLEIN, René: *Lux. Wappen* (Anm. 8), *Hémecht* 1981, p.499, 510.
10. KLEIN, René: «Das Luxemburger Münzsystem zur Zeit der Gräfin Ermesinde». In: *Hémecht*. Luxemburg. (1992)–4, p.571-576.
11. BERNAYS/VANNÉRUS: *Hist. numismatique* (Anm. 7), n° 7, p.38-39;
WEILLER, Raymond: *Monnaies lux.* (Anm. 1), n° 7, p.11, 196;
WEILLER, Raymond: «Un denier inédit de Henri V, comte de Luxembourg (1247-1281)». In: *Hémecht*. Luxemburg. (1979)–4, p.565-568.
12. WEILLER, Raymond: *La circulation monétaire et les trouvailles numismatiques du Moyen Âge et des Temps Modernes au Pays de Luxembourg*. Luxembourg, 1975, p.44.
13. PIRENNE, Henri: *Histoire de Belgique*. (Édition 1972), tome I, p.180.
14. WAMPACH Camille: *Urkunden- und Quellenbuch* (Anm. 4), Band II, n° 353.



Michel MARGUE

LES TOMBEAUX DES COMTES DE LUXEMBOURG À CLAIREFONTAINE: NAISSANCE ET AFFIRMATION D'UN LIGNAGE PRINCIER

RÉSUMÉ

Les gisants du comte HENRI V de Luxembourg (+ 1281) et de son épouse MARGUERITE de Bar (+ 1274) dans l'abbaye cistercienne de Clairefontaine ont été jusqu'ici surtout étudiés soit pour élucider la question des origines des armoiries de la Maison de Luxembourg, soit pour leur valeur artistique, mais non encore en fonction de leur 'message' politique. Détruits lors de l'incendie de l'abbaye en 1794, leur aspect a été heureusement conservé par des dessins coloriés qu'un chroniqueur du début du XVIII^e siècle nous en a laissés. Ils font apparaître un riche encadrement héraldique qui traduit des liens à la fois généalogiques et politiques et illustrent ainsi une phase capitale de l'histoire de la principauté territoriale de Luxembourg, depuis sa 'renaissance' sous la comtesse ERMESINDE (+ 1247) jusqu'au pouvoir souverain du comte HENRI V.

L'étude des tombaux comtaux de Clairefontaine doit donc être revue en fonction de la politique d'ERMESINDE et de son fils HENRI et surtout en fonction de la vocation de monastère dynastique – "Hauskloster" – dévolue à l'abbaye de Clairefontaine. Par le contexte de sa fondation, par le choix de son emplacement, par la politique de tutelle que les comtes ont pratiquée à son égard, par les tombaux comtaux qui s'y trouvaient et ceux qui y étaient prévus, l'abbaye cistercienne de Clairefontaine était en effet un lieu hautement symbolique du nouveau pouvoir implanté entre Meuse et Moselle. C'est dans ce contexte que le 'programme' héraldique du gisant de HENRI V doit être étudié.

Au moyen âge ¹, le comté de Luxembourg plaça en l'espace d'un siècle et demi non moins de quatre empereurs sur le trône du Saint Empire. Le premier de ces empereurs luxembourgeois, HENRI VII, en fut aussi le plus éphémère: il mourut le 24 août 1313 sur le chemin du retour de cette expédition italienne qui lui avait permis de conquérir de haute lutte la couronne impériale ². Grâce à l'initiative de son frère BAUDOIN, archevêque de Trèves, nous disposons d'une chronique en images de ce périple italien ³. Cette "bande dessinée", encore récemment rééditée, montre la bannière luxembourgeoise au lion rouge sur fond de burelles bleues et blanches franchissant le Mont Cenis et forçant les villes italiennes du Nord. On la retrouve d'ailleurs en fin d'épisode à côté du lion de Bohême et de l'aigle impérial sur le lit de mort du jeune empereur décédé à Pise en 1313, l'année suivant son couronnement à Rome. Curieuse revanche sur le mauvais sort pour la Maison de Luxembourg, décapitée un quart de siècle plus tôt à la bataille de Worringen où elle avait perdu le comte HENRI VI et ses trois frères ⁴.

La question des origines des armes de la Maison de Luxembourg a été maintes fois débattue; je n'ai pas l'intention de revenir en détail sur ce sujet épineux ⁵. Il me semble plus intéressant de reprendre une autre représentation de ces armoiries, d'ailleurs légèrement antérieure. Elle nous a été transmise par un dessin colorié anonyme qui reproduit les pierres tombales du comte HENRI V, grand-père de l'empereur HENRI VII, et de son épouse MARGUERITE de Bar ⁶. Cette source n'a certes aucun caractère inédit; les gisants du comte et de la comtesse ont été maintes fois étudiés pour élucider la question des origines des armoiries de la Maison de Luxembourg ⁷, mais guère encore en fonction de leur valeur artistique ⁸ ni surtout de leur "message" politique. Suite aux études récentes concernant les sépultures et les tombeaux des rois de France et d'Angleterre et des empereurs allemands ⁹, ainsi qu'aux nombreux travaux relatifs aux fondations religieuses princières ¹⁰ et aux diverses formes de prières pour la mémoire des fondateurs défunts ¹¹, plus personne ne contestera de nos jours la valeur hautement symbolique des tombeaux princiers et du choix de leur emplacement. La fondation d'un lieu de sépulture était indéniablement non seulement un acte religieux, mais aussi un acte éminemment politique ¹².

Sans négliger les questions généalogiques et héraldiques soulevées par les gisants des comtes de Luxembourg, il convient par conséquent de les étudier dans un contexte historique plus vaste; tenir compte d'une part de leur programme iconographique, mais aussi du lieu de sépulture et du rôle dévolu à abbaye, de leur emplacement dans l'église et de toute forme de vénération qui s'y serait développée. Les tombeaux des comtes de Luxembourg du XIII^e siècles se trouvaient dans l'abbaye de Clairefontaine dont les maigres vestiges se situent actuellement en Belgique, à quelques kilomètres à l'est d'Arlon, à proximité immédiate de l'actuelle frontière luxembourgeoise ¹³. Même si la

comparaison maintes fois citée avec le fameux Saint-Denis des rois de France me semble hardie, au niveau plus modeste de la principauté territoriale luxembourgeoise, l'abbaye de Clairefontaine pourrait avoir joué un rôle comparable aux grands monastères dynastiques de France et d'Empire. Pour qui s'attache à saisir les principautés territoriales des XIIe et XIIIe siècles, cellules de base de la vie politique en Empire, ce rôle est fondamental. Cet aspect n'a pourtant guère été étudié pour le Luxembourg; son analyse pourra par conséquent jeter une nouvelle lumière sur la politique des diverses familles comtales luxembourgeoises et sur les grandes étapes de l'évolution territoriale de ce comté d'entre Meuse et Moselle ¹⁴.

LES COMTES DE LUXEMBOURG ET LEURS LIEUX DE SÉPULTURE

À l'image des empereurs et rois qu'ils imitaient, les princes territoriaux comptaient les fondations de communautés religieuses parmi les éléments fondamentaux de leur pratique gouvernementale. Toutes ces fondations n'ont cependant pas eu le caractère d'un monastère de lignage, d'un "*Hauskloster*". Les recherches récentes sur les "*Hausklöster*" des grands lignages allemands ont montré que cette notion, véritable terme technique pour lequel il faudrait d'ailleurs forger un vocable parallèle en langue française, ne doit être employée que si elle répond à certains critères ¹⁵. L'abbaye de Clairefontaine avait-elle été originellement conçue comme "*Hauskloster*" des Luxembourgeois? Si tel avait été le cas, la fondation de Clairefontaine vers le milieu du XIIIe siècle aurait constitué une nette césure dans l'histoire du comté de Luxembourg. Changer de monastère de famille eut en effet été un acte hautement symbolique à l'époque. À l'aide d'un rapide survol sur l'histoire du comté et les différents lieux de sépulture des comtes établis à Luxembourg j'espère montrer que chaque changement de lieu de sépulture répondait en effet à une mutation radicale du contexte politique et institutionnel.

Les origines du futur comté de Luxembourg remontent au fortin du *Lucilinburhuc* que le comte SIGEFROID fit construire sur un éperon rocheux dominant la vallée de l'Alzette à l'actuel emplacement de la ville de Luxembourg ¹⁶. Le comte avait acquis cette terre vers 963 par un échange avec l'abbaye Saint-Maximin de Trèves dont il deviendra probablement l'avoué un peu plus tard. SIGEFROID, tout comme ses successeurs au XIe siècle, ont progressivement renforcé la fonction centrale du lieu: au château s'ajouta dès la fin du Xe siècle une collégiale à l'intérieur et un marché à l'extérieur d'un élément de défense, attirant un premier peuplement castral. Pour notre problématique, il importe de souligner que l'église Saint-Sauveur, collégiale de type moyen fondée par le comte SIGEFROID et consacrée par l'archevêque de Trèves EGBERT en 987 n'était pas destinée à recueillir les tombeaux de la famille comtale. Ce constat est en effet doublement révélateur.

Du contexte économique, d'une part: les fondateurs de la collégiale Saint-Sauveur à Luxembourg, comme tous ces grands clans familiaux caractérisant l'aristocratie d'Empire du Xe siècle, ne possédaient pas encore de véritable point d'ancrage, un château d'après lequel ils se seraient nommés. Il serait donc tout à fait anachronique de vouloir faire du fortin de Luxembourg une sorte de "capitale" d'un comté où se serait incrusté un lignage sous la dénomination de "comtes de Luxembourg".

D'autre part, l'idée même d'un lignage comtal, fondé sur l'héritage de père en fils, héritage dont le point central aurait été un château d'après lequel le lignage se serait appelé, est étrangère au contexte socio-politique du Xe siècle. Comme ces comtes n'étaient pas "de Luxembourg", ils ne s'y sont pas fait enterrer. Tirant leur puissance de leur fidélité aux empereurs ottoniens, SIGEFROID a choisi comme lieu de sépulture l'abbaye impériale par excellence qu'était Saint-Maximin.

Dans le dernier tiers du XIe siècle un resserrement des droits et biens comtaux s'effectua autour de certains châteaux qui percent les anciennes structures administratives carolingiennes et ottoniennes et donnent ainsi leur nom à de nouveaux lignages ainsi qu'à leurs comtés. CONRAD Ier (1056-1086) fut le premier comte à porter le titre de *comes de Lucelemburg*, titre qu'il fit graver sur son sceau pour bien marquer le centre de ce que l'on peut désormais appeler son territoire, sa *terra*. Comme pour bien marquer cette mutation fondamentale, Conrad fonde en aval du château, "là où aucun de ses prédécesseurs n'avait jusqu'ici prié Dieu", un monastère dédié à Saint-Pierre - la future abbaye Notre-Dame de Luxembourg - qui revêt tous les caractères d'une abbaye de lignage¹⁷. Désormais, le comte et ses descendants, établis à Luxembourg, ne se feront plus ensevelir à Trèves, dans une abbaye impériale, mais à Luxembourg comtale, dans une fondation comtale. Et ce seront leurs moines, rédacteurs de leurs chartes, qui prieront pour l'âme de ce que l'on peut à juste titre appeler les membres de la première Maison de Luxembourg. Et comme dans beaucoup de cas de fondations princières, la rupture s'étend également au niveau religieux: aux Bénédictins issus de la réforme de Saint-Maximin on préféra la dernière tendance rénovatrice en faisant appel à des moines formés par le réformateur RICHARD de Saint-Vanne.

Avec le décès du comte CONRAD II la première Maison de Luxembourg s'éteignit en 1136 et le comté passa au comte de Namur, HENRI dit l'Aveugle¹⁸. Autre lignage, autre lieu de sépulture: en 1121, les comtes de Namur avaient fondé non loin de Namur et en étroite collaboration avec NORBERT de Xanten Floreffé, la plus ancienne abbaye norbertine en Empire, dont la première communauté vint probablement directement de Prémontré¹⁹. Après sa mort en 1196, le corps d'HENRI l'Aveugle fut ramené à Floreffé pour y reposer à côté de ses parents²⁰. Signe d'un renouveau religieux, la prédilec-

tion des comtes de Namur au XIIe siècle va aux chanoines réguliers et de l'ordre de Prémontré. HENRI avait lui-même formulé en 1171 le désir d'être enterré dans l'église de Floreffe ²¹.

La question du monastère de lignage devait donc immanquablement se poser à nouveau pour les descendants du comte HENRI l'Aveugle. Après de nombreuses vicissitudes, l'unique héritière du comte HENRI, la comtesse ERMESINDE, finit par récupérer une partie de l'héritage de son père: le comté de Luxembourg et les modestes comtés ardennais de Laroche et Durbuy ²². Par son mariage avec WALÉLAN de Limbourg, elle élargit le domaine comtal de sa dot, le comté d'Arlon qui faisait la jonction entre le Luxembourg et ses terres ardennaises. Il semble que la question du lieu de sa sépulture ne se posa qu'à l'extrême fin de son règne, lorsque la comtesse moribonde formula son intention de créer une abbaye à Clairefontaine. Traditionnellement, la comtesse ERMESINDE est supposée avoir fondé l'abbaye cistercienne, ainsi qu'un tissu de légendes se plaît à le raconter. En réalité, le processus de la fondation est plus complexe et mérite d'être revu.

CLAIREFONTAINE - MONASTÈRE DE LIGNAGE ?

Suite aux études du professeur Georges DESPY, il est désormais établi que le document daté de 1247 et qualifié habituellement de "testament" d'ERMESINDE a en réalité été confectionné dans la deuxième moitié du XIIIe afin, entre autres, de faire passer la comtesse pour la fondatrice de l'abbaye ²³. Certes, il n'y a aucune objection majeure à voir en ERMESINDE l'instigatrice de la fondation. Mais la dotation initiale, la concrétisation du projet et la demande de rattachement à l'ordre cistercien sont l'oeuvre de son fils, le comte HENRI V, et de la femme de celui-ci, la comtesse MARGUERITE de Bar. A la mort d'Ermesinde, l'abbaye n'existe pas encore, puisque le pseudo-testament parle d'une *abbatia sanctimonialium construenda* ²⁴ alors qu'en 1253, une charte de HENRI V cite expressément le *locus in qua abbatia residet* ²⁵. Les premières chartes en faveur de l'abbaye sont d'ailleurs formelles, qu'elles émanent de l'archevêque de Trèves, du pape ou du couple comtal: *novum claustrum, quod pie recordationis Irmingardis, quondam comitissa Luccellenburgensis, ... inchoavit* ²⁶ (entendons par-là qu'elle lança l'idée de la fondation) et *domina Margareta, comitissa Luccellenburgensis, feliciter consummavit* ²⁷, c'est-à-dire que sa belle-fille concrétisa ce qui n'était qu'un vague projet. Plus que son époux Henri V, MARGUERITE de Bar semble d'ailleurs avoir joué un rôle capital dans la réalisation de la fondation, puisque c'est elle également qui demanda en 1250 le rattachement à l'ordre cistercien ²⁸.

À revoir les nombreuses donations de HENRI V et de son épouse MARGUERITE pour Clairefontaine, ainsi que la disposition des tombes d'Ermesinde et du couple comtal, l'on peut aisément confirmer, voire préciser

les constatations de Georges DESPY qui supposait que la confection postérieure du pseudo-testament d'ERMESINDE relevait du désir de valoriser la mémoire de la première comtesse de Luxembourg et marquise d'Arlon. HENRI V et sa femme ne manquent pas une occasion de souligner dans les exposés de leurs chartes que c'est bien leur mère, comtesse de Luxembourg, qui fonda Clairefontaine. En 1270, ils accordent plusieurs privilèges à l'abbaye, "*spécialement pour le salut de l'âme de la comtesse Ermesinde ... qui fonda et comença la maison de Clairefontaine*"²⁹.

L'emplacement initial du tombeau d'ERMESINDE va également dans cette direction³⁰. À l'inverse des corps de Henri V et de son épouse, placés au centre de l'église, celui d'ERMESINDE³¹ occupait une chapelle latérale, dans l'épaisseur du mur extérieur, sous un enfeu. Cette position plus discrète pourrait s'expliquer par les règles strictes qui régissaient initialement l'emplacement des tombeaux dans les abbayes cisterciennes³². À l'origine, les bienfaiteurs étaient ensevelis dans le cimetière de l'église, puis on admit leur sépulture dans les galeries du cloître, et même à l'intérieur de l'église, mais les dalles funéraires, gravées, ne devaient pas gêner la circulation et étaient par conséquent placées à ras le sol, c'est-à-dire dans le pavement. C'est pour contourner ces prescriptions que l'on recourut à l'élévation de chapelles latérales. Dans le cas du tombeau d'Ermesinde, la construction de la chapelle latérale qui l'abritait ne peut être daté. On pourrait l'attribuer à Henri V et son épouse Marguerite de Bar qui auraient souhaité ainsi rehausser le prestige de la comtesse-fondatrice, mais l'absence de toute description ou d'autres éléments datables³³ ne permettent pas d'être trop affirmatif à ce sujet³⁴. Deux détails me semblent ici intéressants. D'une part, les fouilles ont révélé que, de par la position de son tombeau, Ermesinde reçut sa sépulture avant que l'église ne fut terminée³⁵. En ce sens, les fouilles confirment l'analyse des textes: la construction de l'église abbatiale ne fut entamée qu'après la mort d'Ermesinde, sur initiative de son fils et de sa belle-fille qui la concevaient comme lieu de sépulture. D'autre part, la chapelle latérale construite sur le tombeau d'Ermesinde fut dédiée à sainte Marguerite, dont le culte fut largement soutenu par l'Ordre cistercien à partir de la fin du XIIe siècle³⁶. Cette dédicace aurait également pu constituer une référence à la comtesse MARGUERITE.

C'est donc dans le chef de HENRI V et de son épouse que se forma le projet de faire de l'abbaye cistercienne de Clairefontaine la nécropole du lignage de comtes de Luxembourg issus d'ERMESINDE. C'est aussi ce couple comtal qui donnera à l'abbaye son caractère de monastère de lignage. Comme je l'ai souligné plus haut³⁷, le "*Hauskloster*" se distingue d'autres monastères par plusieurs caractéristiques:

- Il est d'abord, évidemment, une fondation princière sur un domaine comtal. Nous l'avons vu, c'est HENRI V qui attribua à la future abbaye cister-

cienne son *locus monasterii*, le terrain sur lequel s'élèveront les bâtiments de la communauté ainsi que quatre cents journaux de terre et de bois aux alentours de l'abbaye. Cette dotation initiale se situait à l'extrême limite orientale du domaine primitif d'Arlon. Vieux vicus romain, Arlon avait été fortifié au Bas Empire pour devenir ensuite le centre d'un comté carolingien. Ce comté était ensuite passé aux mains des ducs de Limbourg qui s'intitulèrent même marquis d'Arlon, puis, comme dot à la comtesse Ermesinde lors de son mariage avec Waléran de Limbourg en 1214 ³⁸.

Le choix du lieu répondait à plusieurs critères, différents des topoi hagiographiques avancés par des légendes tardives l'attribuant à une apparition de la Vierge ou à la présence d'une source miraculeuse bénite par saint Bernard en personne ³⁹. D'une part, l'environnement à Arlon était plus propice à l'installation d'une communauté religieuse qu'à Luxembourg, premier chef-lieu du comté: à Luxembourg, les Bénédictins de Notre-Dame ne toléreraient aucune concurrence, tandis qu'à Arlon, deuxième chef-lieu du comté, aucune seigneurie ecclésiastique détenant églises et rentes ne risquait de porter ombrage à la nouvelle communauté. Bien plus, les dîmes et les droits de patronage des villages voisins avaient tous été cédés par le comte à ses vassaux sous formes de fiefs castraux ⁴⁰. Ces chevaliers d'extraction sociale modeste, originellement dévolus au comte mais qui tendaient à se créer de petites seigneuries indépendantes, ne tardent pas à suivre l'exemple de leur suzerain en cédant à l'abbaye dîmes et rentes des villages voisins. Même si une directive écrite ne nous est pas parvenue, il ne fait aucun doute que le comte les y incita. L'abbaye de Clairefontaine, étroitement soumise à l'autorité princière comme nous allons le voir, devenait ainsi un point de concentration du pouvoir comtal dans une région où son influence avait pâti de la concession croissante de bénéfices.

D'autre part, la situation dans un vallon boisé, légèrement à l'écart de la ville et de la grande voie menant d'Arlon à Luxembourg, convenait bien à l'implantation d'une communauté de femmes pieuses supposées tournées vers la vie intérieure et la prière dans la clôture; l'on sait la préférence des Cisterciens pour ces lieux retirés, même s'ils ne dédaignaient pas de se voir attribuer dîmes et rentes sur les villages avoisinants, car on est évidemment ici bien en territoire peuplé et loin du topos classique de la fondation cistercienne en plein désert humain ⁴¹. L'économie cistercienne, concentrant une large part des récoltes des environs dans les granges de l'abbaye, nécessitait la proximité d'un marché; ce rôle pouvait ici être joué par Arlon, marché d'importance régionale, dont une part des taxes revenait de nouveau au comte. Ajoutons encore comme caractéristique classique la présence de nombreuses sources, qui conduisent les moniales à rejeter le toponyme local, *Bardenburg*, pour lui préférer un néologisme, *Clarus fons*. Et finalement il ne faut pas perdre de vue la situation privilégiée de Clairefontaine, à la limite entre les comtés d'Arlon et

de Luxembourg, douaire et terre patrimoniale: comme nous l'avons déjà signalé, Clairefontaine fait le lien entre les terres occidentales et orientales de la principauté.

- Deuxième critère du monastère de lignage: il contient la tombe du fondateur et celles de ses successeurs, bref, des plus illustres membres du lignage⁴². Tel est le cas à Clairefontaine, où Henri V fit probablement enterrer sa mère dans une chapelle latérale comme nous l'avons vu. Le comte, décédé en 1281⁴³, et sa femme qui l'avait précédé dans la tombe entre septembre 1271⁴⁴ et décembre 1274⁴⁵, reçurent une sépulture dont l'emplacement montre que les règles initialement très strictes régissant l'accueil des sépultures laïques dans les abbayes cisterciennes⁴⁶ étaient de moins en moins respectées dans la seconde moitié du XIIIe siècle - ce peut-être en particulier dans les monastères de femmes, moins engagés dans l'économie agraire et qui auraient donc davantage dépendu des revenus liés aux fondations de messes pour la mémoire des bienfaiteurs défunts⁴⁷. Les deux tombeaux de marbre se trouvaient tout près des deux pôles de l'église: celui de Henri V dans le choeur des clercs chargés du service de l'autel, celui de son épouse dans la grande nef, au milieu du choeur réservé aux moniales et fermé par une cloison⁴⁸. La comparaison avec l'emplacement du tombeau d'Ermesinde est évocatrice: le lieu central des deux tombeaux de Henri V et de Marguerite de Bar ne laisse planer aucun doute sur leur qualité de fondateurs.

Le rôle capital joué par Marguerite de Bar doit être souligné puisqu'il permettra d'élucider des problèmes d'interprétation iconographique des tombeaux. Son rôle a déjà été mentionné lors de l'affiliation de Clairefontaine à l'Ordre de Cîteaux entreprise à l'initiative de la comtesse⁴⁹. Il se reconnaît d'ailleurs également dans le fait que d'autres membres de la famille de Bar sont à mettre en relation directe avec l'abbaye de Clairefontaine. Son frère Renaud (+ 1271) figure parmi les bienfaiteurs de l'abbaye et a trouvé sa place dans la *memoria* des moniales⁵⁰. Par ailleurs, il se peut que les deux premières abbes, Hedwige (citée en 1257 et en 1270) et Alix (citée en 1289), ou du moins cette dernière, aient été de la famille de Bar⁵¹. De plus, l'on pourrait considérer la dédicace de la chapelle latérale abritant le tombeau d'Ermesinde comme une référence des moniales à leur bienfaitrice Marguerite de Bar⁵².

Les trois filles d'Henri V entrées en religion furent également enterrées à Clairefontaine: Jeanne, Marguerite et Catherine, bienfaitrices de l'abbaye⁵³, dont la première devint la troisième abbesse de la communauté⁵⁴. Son fils Henri VI fit également des libéralités à l'abbaye⁵⁵, mais son corps, déchi-queté dans la bataille de Worringen, ne pouvait y trouver refuge; ses restes méconnaissables furent déposés dans une tombe commune sur le lieu de la bataille. Son successeur, l'empereur Henri VII, mourut inopinément en Italie, où il fut enterré, à Pise. Mais il ne fait aucun doute que Clairefontaine revêtait

pour lui aussi le caractère d'un monastère de lignage: avant de partir, ses derniers privilèges et dons étaient adressés à Clairefontaine, "pour mieux assurer notre salut ainsi que celui de nos ancêtres qui y reposent" ⁵⁶. Sous son fils Jean l'Aveugle, comte de Luxembourg et roi de Bohême, la tradition familiale ne subit pas de rupture: Jean attribua de nombreux privilèges à l'abbaye de Clairefontaine, où il voulut être enterré ⁵⁷. Son testament de l'an 1340 précise que "nous ordonnons que notre corps y soit porté et enseveli, quel que soit l'endroit du monde où nous rencontrera la mort" ⁵⁸. Il est normal que cette prédilection des comtes de Luxembourg pour Clairefontaine se perdit au cours du bas moyen âge, lorsque leurs sépultures obéirent à un nouveau but, celui de légitimer l'accession au trône impérial.

- Élément essentiel du monastère de lignage, il ne conserve pas seulement les témoignages visibles de la famille de son fondateur, mais aussi la mémoire de celle-ci dans ses prières. Cette charte de 1253, qui, du point de vue économique, doit être considérée comme la véritable charte de fondation de Clairefontaine puisqu'elle en assure la dotation primitive est explicite en ce qui concerne les buts de la fondation: *cum felicis memorie Ermensindis, comitissa Luceburgensis, mater nostra, ob remedium anime sue et suorum, claustrum quod Clarusfons appellatur, situm prope Arlons castrum, construere cepit* ⁵⁹. La dotation primitive par le couple comtal devait donc permettre aux moniales de bénéficier d'une assise matérielle solide leur permettant d'assumer *libere et quiete et pacifice* le devoir liturgique primordial qui incombe au monastère de lignage: la prière qui, pour la famille des fondateurs de l'abbaye, tenait lieu de pénitence perpétuelle, et devait leur assurer le salut éternel. Et ceci non seulement pour la "fondatrice" du monastère, mais, comme l'indique le même document, *pro salute animarum nostrarum* (le couple comtal) et ... *antecessorum et successorum nostrorum*.

Le testament de JEAN l'Aveugle dévoile quelques détails du mécanisme de ce procédé: le don d'une rente annuelle de cinquante livres de petits tournois devait être employé par l'abbaye pour célébrer chaque année un anniversaire pour le repos de son âme et pour chanter des messes pour la rémission de ses péchés. Malheureusement, aucun texte ne nous révèle plus de détails sur les activités mémorielles des moniales ⁶⁰, les sources liturgiques faisant entièrement défaut, tout comme les nécrologes de l'abbaye qui auraient pu préciser quels étaient les membres de la famille qui bénéficiaient de la prière des moniales, en dehors de ceux dont on a pu identifier les sépultures. Citons simplement le comte Renaud de Bar, frère cadet de la comtesse Marguerite et bienfaiteur de l'abbaye ⁶¹, en la mémoire duquel les moniales érigèrent une plaque commémorative que les historiens anciens de l'abbaye ont confondu avec un tombeau ⁶².

- Quatrième et dernier critère, auquel l'abbaye de Clairefontaine répond parfaitement: le monastère de lignage est placé sous la tutelle de la

famille des fondateurs. Derrière l'apparence trompeuse de certains privilèges que réclamaient les tendances réformatrices auxquelles les fondateurs confiaient leur monastère et qui s'exprimaient par le libre choix de l'abbé et l'absence d'avouerie, se cachait en effet souvent une forme plus au moins sévère de soumission au prince. A Clairefontaine, les deux premières abbesses étaient peut-être et la troisième certainement issues des maisons du couple fondateur, de Bar et de Luxembourg, ce qui permettait une ingérence directe dans la vie intérieure du monastère⁶³. Aucune exemption notable accordée par le prince fondateur n'est à souligner. Bien au contraire, l'absence d'avouerie que réclamaient traditionnellement les abbayes cisterciennes, était contournée ici par la *protectio* comtale, la tutelle déjà citée dans la charte de 1253 qui fait figure de véritable charte de fondation⁶⁴. Le comte de Luxembourg exerçait le droit de haute justice sur les terres de l'abbaye; en 1259, HENRI V précise qu'il accorde sa protection *come sires souverains*, notion nouvelle d'un pouvoir qui s'affiche comme autorité suprême, exclusive⁶⁵. La *protectio* comtale, qui touche peu à peu toutes les communautés religieuses fondées au XIIIe siècle, donne ainsi au comte HENRI V l'occasion d'intervenir en dehors du domaine proprement comtal, sur des fiefs comme sur des alleux qui échappaient en principe à son autorité. Nous tenons là, avec la fondation de l'abbaye de Clairefontaine et l'instauration d'un nouveau type de rapports juridiques entre la maison comtale et les monastères, un élément clé de l'évolution du pouvoir comtal vers l'autorité souveraine et la "*Landesherrschaft*" d'essence plus territoriale que personnelle.

Ces rapports apparaissent d'ailleurs également de façon symbolique dans le plus ancien sceau de l'abbaye. A côté de la Vierge, assise et tenant l'Enfant Jésus et le globe, il montre les armes de Luxembourg, témoignage incontestable de son statut de monastère comtal⁶⁶.

LE PROGRAMME HÉRALDIQUE DES TOMBEAUX COMTAUX À CLAIREFONTAINE

Les tombeaux des fondateurs [voir les illustrations en couleur p. 33 et 41] me semblent obéir à cette même logique de représentation du pouvoir princier. De par leur tradition sous forme de dessins⁶⁷ de Sébastien-François de BLANCHART – attribution qui me paraît indiscutable⁶⁸ –, ces tombeaux posent d'abord de sérieux problèmes de critique des sources. Vers 1700, BLANCHART avait encore pu voir les tombeaux des princes, avant qu'ils ne fussent détruits après l'incendie et les pillages par les troupes révolutionnaires françaises et l'abandon des lieux. Il nous en a laissé les deux dessins montrés en introduction ainsi qu'un troisième resté inédit jusqu'ici. Malheureusement, le dessinateur ne donne que les gisants et la dalle supérieure vus d'en haut. Pour compléter la description des tombeaux, il faut recourir aux notes de

Pierre Alexandre Cyprien MERJAI, qui a encore vu les monuments à la fin du XVIIIe siècle: tout en indiquant que cela vaut pour les deux tombeaux, il précise que celui de HENRI V *est élevé de terre* et que leurs flancs étaient décorés *d'arcades ou niches sculptées*⁶⁹. Cette description tend à donner raison au père JOSET qui, sans indiquer ses sources, parlait de deux blocs de marbre de 80 centimètres de haut surmontés de gisants. Non pas des tombeaux plats, mais d'imposants monuments de marbre, signes bien distinctifs servant à magnifier le couple défunt.

Ne disposant pas d'un inventaire complet des tombeaux réalisés aux XIIIe et XIVe siècles en France du Nord et dans la frange occidentale de l'Empire, il ne me semble pas indiqué de porter ici un jugement définitif sur des aspects artistiques très controversés qui n'ont pas encore trouvé de solution satisfaisante. Bon nombre de points sont encore à soumettre à une analyse approfondie, notamment en ce qui concerne le lieu de production, la datation de l'oeuvre et son commanditaire⁷⁰. A ce sujet je me bornerai ici à insister sur le fait que la comparaison avec les productions étrangères et en particulier la présence du riche étalage héraldique ne me paraît nullement en contradiction avec une datation dans le dernier quart du XIIIe siècle comme on a pu l'avancer dans des recherches antérieures⁷¹. Le modèle iconographique ici choisi, la pose, les attributs, les vêtements et les symboles utilisés correspondent tout à fait au goût du XIIIe siècle finissant⁷² et ne suscitent guère de commentaire. Par ailleurs, je serais plutôt enclin à attribuer les deux oeuvres au même atelier: le dessin inédit de Blanchart montre en effet sur le gisant de HENRI V le même arc en accolade trilobé que celui qui entoure le chef de la comtesse Marguerite. La disposition des motifs héraldiques plaide d'ailleurs pour la même unité de conception et d'exécution.

Il importe plutôt de souligner que diverses caractéristiques des tombeaux, comme la qualité de leur exécution, leur emplacement central dans le choeur des clercs et celui des moniales, et enfin leur riche décoration héraldique témoignent tous du même souci de mettre en exergue le souvenir du fondateur et de sa famille. C'est ce "programme" héraldique, mal interprété jusqu'ici, qui nous retiendra ici.

Là encore, la plus élémentaire précaution en matière de critique historique nous oblige à nous assurer de la valeur de notre source tardive: les armoiries de l'encadrement, le burelé du surcot et du carreau, les armes luxembourgeoises représentées sur l'écu sont-ils des copies conformes à l'original ou ont-elles été rajoutées par l'auteur du dessin? La comparaison des deux dessins fournis par BLANCHART n'inspire guère la confiance, tant les différences sont importantes. Et pourtant, la polychromie originelle de ces tombeaux en marbre, à laquelle nous ne sommes guère habitués, ne fait aucun doute. De plus, le souci de la précision du dessinateur, peu évident lorsqu'il s'agit de

rendre les éléments architecturaux ou vestimentaires, est plus marqué dans la représentation des armoiries. Ceci n'est d'ailleurs guère étonnant pour qui connaît l'intérêt particulier de BLANCHART pour les questions généalogiques et héraldiques. La comparaison avec d'autres tombeaux enfin montre que la figuration d'armoiries sur des bandes d'encadrement relève d'un procédé sinon fréquent, du moins attesté dans la seconde moitié du XIII^e siècle sur des tombeaux de bronze richement décorés: ceux exécutés pour le roi de France à Royaumont, abbaye cistercienne fondée par Louis IX, ou pour des membres de la branche capétienne des ducs de Bretagne, à Villeneuve-lez-Nantes ⁷³. Rappelons enfin que le tombeau de l'abbesse MARGUERITE (+ 1337), petite-fille de HENRI V, à Marienthal - autre abbaye de femmes soutenue par les comtes de Luxembourg aux XIII^e et XIV^e siècles - porte également des armoiries ⁷⁴. Il est donc peu probable que les écus entourant HENRI V représentent une adjonction moderne du dessinateur de la fin du XVII^e siècle, soucieux de figurer les 32 quartiers de noblesse du comte.

Fort de cette certitude, tournons-nous d'abord vers les armes que l'on trouve sur l'écu de HENRI V et dont le burelé est repris sur le carreau et le surcot; il s'agit bien évidemment du signe distinctif que HENRI V a adopté comme fondateur d'un nouveau lignage. Sur le premier sceau armorial que le jeune Henri utilisait de 1236 à 1238 lors du début de son gouvernement commun avec sa mère ERMESINDE, les burelles sont encore absentes; sur la première monnaie luxembourgeoise frappée vers 1226-1238 elles font également défaut. J'aimerais simplement rajouter aux études antérieures sur les origines des armes luxembourgeoises ⁷⁵ une précision de datation: c'est dès juin 1238 que l'on trouve un premier témoignage du nouvel écu sur les restes d'un contre-sceau armorial dont on possède dans la suite de meilleurs exemplaires. Le champ burelé apparaît dès lors aussi sur la deuxième monnaie comtale ⁷⁶.

Pour bien saisir le caractère novateur de cet emblème, reprenons rapidement l'histoire du comté ⁷⁷: après l'extinction de la première maison de Luxembourg, la comtesse ERMESINDE, fille du comte de Namur, avait réussi à récupérer le comté de Luxembourg grâce aux actions militaires de ces deux époux, le comte de Bar et le duc de Limbourg. De l'union avec ce dernier était issu l'héritier mâle tant attendu du comté, HENRI V; ERMESINDE ne portant pas de signe distinctif, c'est donc à HENRI V qu'il revint de mettre en forme et de divulguer le signe distinctif de son autorité publique qui sera celui du nouveau lignage: le burelé d'or et d'azur, au lion de gueules, armé, lampassé et couronné d'or, à la queue simple. A Clairefontaine, nouveau monastère de lignage, la mise en scène de ce nouvel emblème devait être particulièrement visible.

Sans vouloir entrer dans le détail d'une recherche héraldique complexe et certes encore inachevée, je pense que les armoiries qui servaient à encadrer le gisant du comte me semblent jouer le même rôle de représentation

du nouveau lignage. Elles sont d'une interprétation délicate, et ceci pour plusieurs raisons. D'une part, certains devaient être illisibles vers 1700, puisque des 31 écus, trois ont été laissés en blanc par Blanchart, pour la même raison, certaines armoiries n'ont pas forcément été correctement reproduites, comme par exemple celles des ducs de Limbourg, d'or au lion de gueules, alors que le lion de gueules était en réalité sur un champ d'argent ⁷⁸. D'autre part, si l'on peut admettre qu'elles correspondent aux principales familles apparentées au couple comtal, certaines attributions restent impossibles puisque l'ensemble des descendants de HENRI V – en particulier ses filles, dont l'inventaire doit d'ailleurs être revu ⁷⁹, et leurs époux ne sont pas tous connus. Dans ces conditions, il est délicat de vouloir retrouver un système cohérent dans la configuration des armoiries; j'aimerais par conséquent insister sur le caractère provisoire des identifications ici proposées qui toutefois ne met pas en cause la teneur général du programme héraldique affiché sur la tombe comtale.

À l'inverse des auteurs qui ont jusqu'ici analysé ces armoiries ⁸⁰, j'aimerais souligner ce que l'on pourrait considérer comme leur "caractère territorial": liées par définition à une personne et un lignage, elles me semblent à travers son détenteur indiquer aussi une terre, une principauté. En ce sens elles sont le reflet de leur temps qui connaît une évolution menant à - si j'ose m'exprimer ainsi - la "territorialisation" du pouvoir princier ⁸¹. Ainsi les armoiries des comtes de Bar et de Luxembourg sur le manteau de la comtesse forment un couple héraldique auquel correspond non seulement l'union du couple comtal, mais aussi la parfaite alliance politique entre les deux maisons comtales dans le dernier tiers du XIIIe siècle ⁸². Il en est de même pour la bordure inférieure du tombeau, la plus proche de l'observateur regardant le gisant de face: elle reflète l'ascendance du comte HENRI V, à savoir le Limbourg (pour son père WALÉLAN) et Namur (pour sa mère ERMESINDE) ainsi que les armes de la Maison issue de cette union, les armes de Luxembourg que Henri V porta le premier. Dans ce cas, ce sont les armes des maisons princières et de leurs terres de la seconde moitié du XIIIe siècle qui ont été représentées, et non pas les armes individuelles des parents du comte ayant vécu dans la première moitié du siècle ⁸³. En adoptant cette lecture des armoiries au second degré, on pourrait aussi admettre que l'écu parti aux armes de Bar et de Luxembourg, écu qui n'appartient à aucune maison comtale, serait celui des détenteurs de la terre de Marville, terre commune de Bar et de Luxembourg ⁸⁴ depuis 1270 ⁸⁵.

Plus que des personnes apparentées au comte ou à la comtesse, ce seraient donc des lignages et davantage encore leurs territoires que l'artiste ou plutôt son commanditaire auraient voulu représenter. Même s'il subsiste encore des points d'interrogation concernant certaines identifications ⁸⁶, on retiendra en ce sens: Flandre, Hainaut, Looz/Chiny, Gueldre, Clèves, Limbourg, Marville, Durbuy, Bar, Lorraine et peut-être Salm ⁸⁷.

Plusieurs schémas d'explication s'offrent dès lors à l'analyse. La première s'orienterait d'après le nombre des armoiries représentées par BLANCHART: 31 d'après son dessin colorié, 33 d'après le croquis inédit. En tenant compte de l'imprécision manifeste de l'auteur, on pourrait supposer que 32 quartiers de noblesse étaient alignés autour du gisant de HENRI V. Le comte aurait donc pu remonter de cinq degrés dans son ascendance, ce qui l'aurait placé vers le milieu du XIe siècle, c'est-à-dire avant le développement des armoiries. L'on aurait donc appliqué à cette époque pré-héraldique les armoiries correspondantes de la fin du XIIIe siècle. Compte tenu des approximations et des erreurs qui ont nécessairement dû intervenir lors de cette transposition, cette hypothèse est évidemment difficile à vérifier. La mémoire biologique ne dépassant pas deux générations, il faudrait supposer l'existence d'une généalogie écrite dont on n'a pourtant aucune trace. Si l'on peut déjà douter des possibilités du comte de préciser les armes des grand-parents de son arrière grand-mère, ducs d'Aquitaine et comtes de Poitou, force est de constater – pour ne citer qu'un exemple – que ces armes là ne sont en tout cas pas représentées.

La forte présence des armes de Flandre indique une deuxième piste: le commanditaire aurait voulu représenter les familles princières alliées à son lignage, afin de rehausser le prestige de ce dernier. C'est donc dans l'entourage familial direct d'Henri V qu'il faudrait trouver les armes figurées, et non pas dans des siècles antérieurs. Pour la génération du comte HENRI V, citons d'abord Bar pour son épouse MARGUERITE, Durbuy ⁸⁸ pour son frère, GÉRARD (+ 1297/1304), Clèves ⁸⁹ pour sa belle-soeur MATHILDE, femme de GÉRARD, Lorraine ⁹⁰ pour FERRI III (+ 1303), fils de MATHIEU II et de CATHERINE, soeur de HENRI V; concernant la génération des enfants de HENRI V, on dénote la Flandre ⁹¹ et Namur ⁹² pour le gendre du comte, GUY de Dampierre (+ 1305), le Hainaut ⁹³ pour son autre beau-fils Jean II d'Avesnes (+ 1304), et peut-être Looz ⁹⁴ pour ARNOUL V (+ 1310) qui devait s'unir à l'une des filles de HENRI V ⁹⁵. Par ailleurs, on pourrait aussi éventuellement supposer que les frères et soeurs de l'épouse du comte auraient également été représentés, étant donné la forte présence de la famille de BAR à Clairefontaine: THIÉBAUT II (+ 1291), comte de Bar, et son frère cadet RENAUD (+ 1271), et enfin leur soeur JEANNE avec ses deux époux, le seigneur de Blâmont ⁹⁶ et le comte de Chiny ⁹⁷. Ainsi apparaîtrait un vaste clan familial, centré autour du couple Bar-Luxembourg. Le fait d'insister sur les relations familiales du couple et non pas sur l'ascendance du seul HENRI V, la présence d'autres membres de la famille de Bar à Clairefontaine, les liens familiaux entre la maison de Bar et celles de France, Bretagne et Champagne où l'on observe le même souci d'étaler son prestige dans les nécropoles familiales, bref, tout un ensemble d'indices plaideraient pour attribuer à MARGUERITE de Bar la commande des tombeaux comtaux. Ceci permettrait de ramener la commande aux années précédant la mort de la comtesse, donc au début des

années 1270. Ce n'est peut-être pas par hasard que cette datation coïncide avec le départ d'HENRI V pour la croisade et des dons substantiels à l'abbaye de Clairefontaine.

Resterait pourtant à expliquer la fréquence du lion de gueules limbourgeois⁹⁸, figuré par cinq fois. Certes, il s'agit ici de la maison dont était issu HENRI V par son père, mais l'on pourrait aussi avancer une autre explication à ce sujet, en combinaison avec les armoiries de Gueldre⁹⁹ qui figurent également sur le tombeau de HENRI V. En effet, si l'on veut se placer dans le contexte des années 1280-1288, c'est-à-dire de l'époque de la lutte pour la succession limbourgeoise sous HENRI VI de Luxembourg, on pourrait y voir le signe des prétentions luxembourgeoises sur le duché de Limbourg. RENAUD de Gueldre (+ 1326), dont les armoiries pourraient être représentées, avait en effet hérité des droits de succession au duché de Limbourg par son mariage avec l'unique héritière du duc Waléran IV de Limbourg (+ 1280) et les avait cédés au fils d'HENRI V en 1284/1288. La reproduction des armes du duché tant convoité et de l'héritier légitime qui les avait transmis aux comtes de Luxembourg n'était-elle pas une déclaration ouverte de la légitimité des droits luxembourgeois à la succession limbourgeoise? Il faudrait cependant alors placer la réalisation des tombeaux comtaux vers les années quatre-vingt du XIIIe siècle.

En dehors des relations de parentés et d'alliances matrimoniales, on pourrait encore avancer des relations vassaliques afin de résoudre l'attribution incertaine de certaines armoiries. Il serait en effet trop simpliste de ramener le choix des armoiries représentées sur le tombeau de Henri V au seul critère de la parenté directe et indirecte. Il est patent que les unions matrimoniales n'étaient souvent qu'un complément des alliances politiques et/ou vassaliques. En tout cas, le fait que ces armoiries ne présentent que des princes territoriaux et non de simples seigneurs d'un rang modeste montrent bien qu'elles servaient à afficher le pouvoir et le prestige d'un nouveau lignage issu du couple comtal enterré à Clairefontaine, étroitement lié aux plus puissantes lignées lotharingiennes et par là-même légitime détenteur du pouvoir entre Meuse et Moselle. Les épitaphes à la gloire du couple comtal et de sa famille, malheureusement pour la plupart disparus, obéissaient à la même logique, en rappelant les origines prestigieuses des défunts. Par leurs prières, en accueillant leurs bienfaiteurs dans leur *memoria* et en conservant leur effigie et les signes de leur puissance, les moniales veillaient en fait à maintenir le comte de Luxembourg et sa lignée parmi les vivants¹⁰⁰. Profitant ainsi de la gloire de leurs fondateurs, il est évident aussi qu'elles ont dû jouer un rôle actif dans l'évolution vers le "*Hauskloster*" qu'on ne peut considérer comme leur ayant été imposé de l'extérieur¹⁰¹.

* * * * *

Toute l'histoire des origines médiévales des principautés territoriales se résume à la capacité des ducs ou comtes d'imposer leur pouvoir comme autorité publique. La fondation d'un monastère de lignage, le choix d'un lieu de sépulture obéissent à ce désir de légitimation du pouvoir princier. C'est en ce sens qu'il faut interpréter la fondation de l'abbaye de Clairefontaine, même si tel n'était peut-être pas le projet initial de la comtesse ERMESINDE. Davantage qu'un lieu de prière marqué par le dénuement des premières communautés cisterciennes du XII^e siècle, Clairefontaine devait avant tout tenir lieu de sépulture de la Maison comtale issue d'ERMESINDE. C'est peut-être aussi en partie pour cette raison qu'elle rencontra tant de problèmes à se faire admettre par l'Ordre de Cîteaux. Et pourtant, malgré le succès des Frères Mineurs à cette époque, même dans l'entourage comtal, c'est vers les Cisterciens que se tournèrent les comtes, Ordre de tendance plus "aristocratique" et moins urbain que les Dominicains et Franciscains.

Dans la formation de la principauté luxembourgeoise, la fondation de Clairefontaine a la particularité de symboliser une triple rupture: au nouveau lignage issu du couple Limbourg-Namur correspondait un nouvel emblème et un nouveau lieu de mémoire. Au niveau de la représentation et de la légitimation du nouveau pouvoir la composante religieuse ne doit cependant pas être sousestimée: aux cultes rendus à la Vierge et à saint Bernard, au pèlerinage vers la source mystique, furent bientôt associés les vénérationes pour les bienheureuses abbesses HEDWIGE et JEANNE de Luxembourg. Restait à franchir un dernier pas, à une date qu'il nous est impossible de préciser aujourd'hui mais qui remonte probablement au bas moyen âge¹⁰²: l'amalgame, aux yeux du pèlerin, si bien rendu par un vitrail moderne de la chapelle actuelle, entre la sainte Vierge, mère par excellence, et la pieuse Ermesinde, fondatrice et mère du lignage.

[Note de l'éditeur]: Une autre version de cette contribution de Michel MARGUE a paru depuis le Congrès International de Luxembourg. Voir: «De la fondation privilégiée à la nécropole familiale: l'abbaye de Clairefontaine – Réflexions préliminaires à l'étude d'un lieu de mémoire dynastique». In: *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg*. Arlon. 126-127 (1995-1996), p. 57-91.



Le tombeau du comte HENRI V à Clairefontaine (dessin colorié de Sébastien-François de BLANCHART, fin du XVIIe siècle, Archives Nationales Luxembourg).

NOTES

1. Version annotée de la conférence introductive donnée lors du XXIe Congrès international des Sciences généalogique et héraldique à Luxembourg, le 29 août 1994. Ma reconnaissance va au président du Congrès, le Dr. Jean-Claude LOUTSCH, pour ses remarques qu'il m'a aimablement signalées, ainsi qu'au secrétaire dudit Congrès, M. Jean-Claude MULLER. En outre, j'ai une dette particulière envers Maggy FICHTNER-ALESCH, historienne d'art, qui a mis à ma disposition une partie de sa thèse de doctorat inédite sur la sculpture luxembourgeoise (1250-1430). Je compte revenir sur le sujet dans une version largement remaniée de cet article à paraître dans la Revue belge de philologie et d'histoire.

2. Voir récemment: K.-U. JÄSCHKE: *Imperator Heinricus. Ein spätmittelalterlicher Text über Kaiser Heinrich VII. in kritischer Beleuchtung*. Luxembourg, 1988 (Beiheft zur Hémecht); Maria Elisabeth FRANKE: *Kaiser Heinrich VII. im Spiegel der Historiographie*. Cologne-Vienne, 1992 (Forschungen zur Kaiser- und Papstgeschichte des Mittelalters. Beihefte zu J. F. Böhmer, Regesta Imperii 9); *Arrigo VII di Lussemburgo Imperatore da Aquisgrana a Buonconvento (1309-1313)*. Buonconvento, 1990.

3. Fr.-J. HEYEN (Bearbeiter): *Kaiser Heinrichs Romfahrt. Die Bilderchronik von Kaiser Heinrich VII. und Kurfürst Balduin von Luxemburg 1308-1313. Mit einer Einleitung und Erläuterungen*. Boppard a. Rhein, 1965, Munich, 1978 (dtv. 1358). Plus récemment: *Il Viaggio di Enrico VII in Italia*. Città di Castello, 1993.

4. Sur la bataille de Worringen, voir W. JANSSEN et H. STEHKÄMPER (éd.): *Der Tag bei Worringen. 5. Juni 1288*. Cologne-Vienne, 1988 (Mitteilungen aus dem Stadtarchiv von Köln 72) et le catalogue de l'exposition: W. SCHÄFKE (éd.): *Der Name der Freiheit 1288-1988. Aspekte Kölner Geschichte von Worringen bis heute*. Cologne 1988. Sur les implications de cette bataille pour la principauté territoriale luxembourgeoise et de sa maison comtale: M. MARGUE et M. PAULY: "Luxemburg vor und nach Worringen. Die Auswirkungen der Schlacht von Worringen auf die Landesorganisation sowie die Territorial- und Reichspolitik der Grafen von Luxemburg". In: *Jahrbuch für westdeutsche Landesgeschichte*. 16, 1990, p. 111-174.

5. Voir en dernier lieu J.-Cl. LOUTSCH: *Armorial du Pays de Luxembourg*. Luxembourg, 1974, p. 27 ss., qui prend position par rapport aux études anciennes de Braun von STUMM, WIRION et MATAGNE et retient la thèse selon laquelle le lion luxembourgeois serait dérivé de l'emblème de la Maison de Limbourg et les burelles proviendraient de l'emblème préhéraldique porté par les comtes de la première Maison de Luxembourg. Voir aussi du même auteur: «Origine des armes de la Maison de Luxembourg». In: *Recueil du XIe Congrès international des Sciences généalogique et héraldique* (Liège, 1972). Liège, p. 365-368, et Id.: «À propos d'un manuscrit généalogique concernant la Maison de Limbourg-Luxembourg». In: *Le Parchemin*, numéro jubilaire, Recueil Généalogique et Héraldique, XXXVI, 1986, p. 231-234, ainsi que les précisions de R. KLEIN: "Zum Ursprung des Luxemburger Wappens". In: *Hémecht*. Luxembourg, 33, 1981, p. 499-511, et de J.-Cl. LOUTSCH: «Le cimier au dragon et la légende de Mélusine». In: *Le cimier. Mythologie, rituel, parenté, des origines au XVIe siècle. Actes du 6e colloque intern. d'héraldique* (La Petite-Pierre, 1989). Bruxelles, 1990, p. 181-204.

6. Archives Nationales de Luxembourg. Farde isolée (Fonds et collections divers) comprenant deux feuilles isolées; voir les illustrations en couleur aux p. 33 et 41 du présent volume.

7. Voir ci-dessus, les travaux cités en note 5, ainsi que déjà L. WIRION: *La Maison de Luxembourg et son blason*. Luxembourg, 1945, p. 41, et Id.: «Le lion luxembourgeois à travers les âges». Extrait de l'*Annuaire 1951/1952 de la Société Héraldique Luxembourgeoise*, p. 20.

8. La seule étude publiée à ce sujet me semble le bref commentaire de Georges SCHMITT dans: *L'art au Luxembourg*, I. Luxembourg, 1966, p. 398-402. On attend la publication de la thèse de M. FICHTNER-ALESCH sur la sculpture luxembourgeoise entre 1250 et 1430 (Université de Vienne, 1993, sous la dir. de Gerhard SCHMIDT) pour de plus amples commentaires.

9. Citons, parmi une littérature abondante, les études récentes de J. EHLERS: "Grablege und Bestattungsbrauch der deutschen Könige im Früh- und Hochmittelalter". In: *Braunschweigische Wissenschaftliche Gesellschaft. Jahrbuch 1989* (paru en 1990), p. 39-74, et P. AUFGBAUER: "Der tote König. Grablegen und Bestattungen mittelalterlicher Herrscher (10.-12. Jahrhundert)". In: *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*. 45, 1994, p. 682-695. Pour la France: G. SOMMERS WRIGHT: "A Royal Tomb Program in the Reign of St. Louis". In: *Art Bulletin*. 56, 1974, p. 224-243, A. ERLANDE-BRAN-

DENBURG: *Le roi est mort. Étude sur les funérailles, les sépultures et les tombeaux des rois de France jusqu'à la fin du XIIIe siècle*. Genève-Paris, 1975 (Bibliothèque de la Société française d'archéologie, 7). On pourra encore recourir aux actes du colloque organisé en 1988 à Fontevraud sous le thème de: *La figuration des morts dans la chrétienté médiévale jusqu'à la fin du premier quart du XIVe siècle*, 1er Cahier de Fontevraud, 1989. En général, voir l'article de M. BORGOLTE: "Grablege". In: *Lexikon des Mittelalters* (= LexMA), IV, Zurich-Munich, 1984, col. 1628-1630 (bibliographie).

10. Les recherches sur les abbayes contenant les sépultures princières se font de plus en plus nombreuses. Les unes abordent le sujet à travers l'histoire du lignage ou la politique territoriale des princes, d'autres privilégient l'aspect artistique ou mémoriel; citons comme exemple, parmi les travaux récents, R. KAHSNITZ: *Die Gründer von Naach und Sayn. Fürstenbildnisse des 13. Jahrhunderts. Catalogue de l'exposition du Germanisches Nationalmuseum 1992*. Nuremberg, 1992.

11. Il faut évidemment citer dans ce contexte les études de Karl SCHMID et Joachim WOLLASCH et de leurs élèves qui ont largement fait progresser les recherches sur la 'Memoria' dans la société médiévale; voir p. ex. K. SCHMID et J. WOLLASCH (éd.): *Memoria. Der geschichtliche Zeugniswert des liturgischen Gedenkens im Mittelalter*. Munich, 1984 (Münstersche Mittelalter-Schriften, 48), K. SCHMID (éd.): *Gedächtnis, das Gemeinschaft stiftet*. Munich-Zurich, 1985 (Schriftenreihe der Katholischen Akademie der Erzdiözese Freiburg), D. GEUENICH et O. G. OEXLE (éd.): *Memoria in der Gesellschaft des Mittelalters*. Göttingen, 1994 (Veröff. des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 111), Chr. SAUER: *Fundatio und Memoria: Stifter und Klostergründer im Bild; 1100-1350*. Göttingen, 1993 (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 109).

12. O. G. OEXLE: "Memoria in der Gesellschaft und in der Kultur des Mittelalters". In: *Modernes Mittelalter*, éd. J. HEINZLE, Francfort/M.-Leipzig, 1994, p. 297-323 (ici, p. 312-314), cite les cas désormais bien étudiés des Ottons, des Saliens et des Welf.

13. Sur Clairefontaine, on aura un aperçu général pratique par A. DESPY-MEYER: «Abbaye de Clairefontaine». In: *Monasticon Belge, V, Province de Luxembourg*, Liège, 1975, p. 265ss. Les travaux plus anciens, souvent matière à critique, seront cités dans le courant de l'étude.

14. Résumé et bibliographie dans M. MARGUE: "Luxemburg, Grafen von, Grafschaft, Herzogtum, I et II". In: *Lexikon des Mittelalters*. Munich-Zurich, 1992, col. 28-31.

15. Une bonne synthèse sur le phénomène du "Hauskloster-Hausstift" fait défaut. Je compte revenir en détail sur la question dans le cadre de l'étude des principautés lotharingiennes. En dehors de bon nombre de monographies, on trouvera des éléments intéressants surtout les collégiales princières dans: H. SPROEMBERG: "Residenz und Territorium im niederländischen Raum". In: *Rheinische Vierteljahrsblätter*. Bonn, 6, 1936, p. 113-139, J. Fr. LEMARIGNIER: «Aspects politiques de la fondation de collégiales dans le nord de la France au XIe siècle». In: *La vita commune del clero nei secoli XI et XII (La Mendola)*, 1959, Milan, 1962, p. 90-112, U. LEWALD: "Burg, Kloster, Stift". In: *Die Burgen im deutschen Sprachraum*. Sigmaringen, 1976, I (Vorträge und Forschungen 19), p. 155-180, P. MORAW: "Über Typologie, Chronologie und Geographie der Stiftskirche im deutschen Mittelalter". In: *Untersuchungen zu Kloster und Stift*. Göttingen, 1980, p. 9-37 (Veröff. des Max-Planck-Instituts 68), et G. STREICH: *Burg und Kirche während des deutschen Mittelalters, I: Pfalz- und Burkapellen bis zur staufischen Zeit*. Sigmaringen, 1984 (Vorträge und Forschungen 29/1). Quant aux réflexions théoriques concernant les critères faisant d'une fondation princière un "Hauskloster", voir les remarques de K. SCHMID: "Zur Problematik von Familie, Sippe und Geschlecht, Haus und Dynastie beim mittelalterlichen Adel". In: *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*. 105, 1957, p. 1-62 (ici: 43-47), approfondies par W. STÖRMER: "Die Hausklöster der Wittelsbacher". In: *Wittelsbach und Bayern. I/1*. op. cit., p. 139-150, en particulier p. 148.

16. Au sujet des origines de la ville de Luxembourg, de son 'fondateur' et des relations du comte SIGEFROID avec l'abbaye royale Saint-Maximin de Trèves, je me permets de renvoyer respectivement à M. MARGUE et M. PAULY: «Saint-Michel et le premier siècle de la ville de Luxembourg». In: *Hémecht*. Luxembourg, (1989), p. 5-83, M. MARGUE: «Du château à la ville: les origines». In: G. TRAUSSCH (sous la dir. de) *La Ville de Luxembourg*. Anvers, 1994, p. 47-59, Id.: «Pouvoir princier et peuplement: aux origines de la ville de Luxembourg». In: *Château Gaillard*. 16, 1994, p. 285-298, Id.: «Sigefroid». In: *Nouvelle Biographie Nationale de Belgique*. III, 1995 (sous presse), Id.: «Aspects politiques de la "Réforme" monastique en Lotharingie. Le cas des abbayes de Saint-Maximin de Trèves, de Stavelot-Malmédy et d'Echternach (934-973)». In: *Revue Bénédictine*. 98, 1988, p. 34-42, où l'on trouvera aussi les références aux sources et la bibliographie complémentaire.

17. L'acte de fondation a été édité par C. WAMPACH: *Urkunden- und Quellenbuch zur Geschichte der altluxemburgischen Territorien ... (= UQB)*, I. Luxembourg, 1935, n° 301 du 6 juillet 1083. La critique paléographique et diplomatique de ce document capital pour l'histoire du comté, son interprétation dans le contexte des origines du comté de Luxembourg et les liens qu'il fait apparaître avec l'abbaye de Saint-Vanne forment un chapitre de ma thèse de doctorat «Études sur les structures du pouvoir entre Meuse et Moselle (Xe-XIIe siècles): origines et formation du comté de Luxembourg» en préparation à l'Université Libre de Bruxelles.

18. Sur ce personnage haut en couleurs qui mériterait une biographie dépassant le contexte événementiel, voir F. ROUSSEAU: *Henri l'Aveugle, comte de Namur et de Luxembourg 1136-1196*. Liège-Paris, 1921.

19. V. BARBIER: *Histoire de l'abbaye de Floreffe de l'Ordre de Prémontré, I. Histoire, 2e éd.* Namur, 1892, p. 15 ss.; *Floreffe. 850 ans d'histoire. Vie et destin d'une abbaye de prémontrés. Catalogue de l'exposition organisée à Floreffe*. Floreffe, 1973, p. 18, p. 111, W. M. GRAUWEN: «Norbert et les débuts de Floreffe». In: *Analecta Praemonstratensis*. 50, 1975, p. 5-23.

20. HENRI l'Aveugle serait décédé à Echternach, le 3 février 1196, et aurait été transféré à Floreffe où il fut inhumé à côté de ses parents et de sa seconde femme, sous une tombe de marbre sans armoiries, titre ou date qui existait encore au milieu du XVIe siècle. Les sources indiquées dans UQB I/545 ne mentionnent pourtant pas son lieu de décès. Voir aussi *Floreffe. 850 ans d'histoire*, p. 112.

21. F. ROUSSEAU: *Actes des comtes de Namur de la première race, 946-1196*. Bruxelles, 1936, p. 47-48, n° 18 de 1171.

22. Sur ERMESINDE, voir les contributions récentes dans M. MARGUE (sous la dir. de): *Ermesinde et l'affranchissement de la ville de Luxembourg. Études sur la femme, le pouvoir et la ville au XIIIe siècle*. Luxembourg, 1994 (Publications du CLUDEM 7 = Publications du Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg 1).

23. Pour ce qui suit, voir les travaux fondamentaux d'Andrée et Georges DESPY, dont en dernier lieu (avec indications des sources citées ici): G. DESPY: «Le "testament" d'Ermesinde et la fondation de l'abbaye de Clairefontaine». In: *Ermesinde et l'affranchissement de la ville de Luxembourg*, op. cit., p. 211-219, où l'on trouvera aussi les références à ses travaux antérieurs, notamment, Id.: «Les premières années de l'abbaye cistercienne de Clairefontaine». In: *Revue belge de philologie et d'histoire*. 48, 1970, p. 1207-1224.

24. UQB II/504.

25. UQB III/135.

26. UQB II/117 (privilege d'exemption attribué par ARNOULD, archevêque de Trèves dans une chartre d'août 1252; celle du 20 septembre 1251 = UQB II/85 est un faux, comme l'ont bien démontré A. et G. DESPY: *Les premières années ...*, op. cit., p. 1217).

27. Ibid. La même nuance a été volontairement gommée dans la suite pour faire de la fondatrice du lignage également la fondatrice du 'Hauskloster'; ainsi, les deux phases de la fondation n'apparaissent plus guère dans une chartre comtale de janvier 1270 (UQB IV/155): ... *la contesse Ermesent, mere a moi Henri desordit, ki funda et commença la maison de Clerefontainne delez Arlonz ...*

28. J. M. CANIVEZ: *Statuta Capitulum Generalium Ordinis Cisterciensis, II*. Louvain, 1934, p. 354 et 365.

29. Supra, note 27.

30. En ce qui concerne la découverte et l'emplacement du tombeau d'ERMESINDE, voir G. KURTH: *Le tombeau d'Ermesinde à Clairefontaine*. Liège, 1880, H. GOFFINET: «L'ancienne abbaye de Clairefontaine. Notice archéologique». In: *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg à Arlon*. 16, 1884, p. 17-72 (ici p. 54, p. 56-65), C. JOSET: *L'abbaye noble de Notre-Dame de Clairefontaine*. Bruxelles, 1935, p. 62-66, p. 342-350, N. KAYSER: *Clairefontaine*. Clairefontaine, 1963, p. 32-33.

31. Ce n'est qu'au courant du XIIIe siècle que les gisants de femmes se font de plus en plus nombreux et qu'apparaissent en particulier à côté des abbesses les femmes de fondateurs d'églises. Les Cisterciens appliquaient à leur égard des règles aussi strictes qu'à l'égard des autres bienfaiteurs. En 1193 encore, l'abbé de Salem fut sévèrement puni par le chapitre général de Cîteaux pour avoir accueilli dans son église une sépulture féminine (J.-M. CANIVEZ: *Statuta ...*, op. cit., II, Louvain, 1933,

p. 161). Sur les dispositions restrictives prises par les Cisterciens en matière de sépultures, voir ci-dessous, note suivante.

32. Conformément à l'esprit cistercien et en réaction aux usages qui s'étaient imposés dans les abbayes de type 'clunisiennes', le chapitre général de Cîteaux prit dès 1134 des mesures restrictives concernant l'enterrement de personnes étrangères à l'Ordre dans l'enceinte sacrée. Il s'agissait de sauvegarder un espace entièrement centré sur la prière, et donc libre de toute ingérence laïque, et dépouillé, dans le même but, de toute manifestation artistique. Cependant, dans la pratique, des exceptions à ces restrictions furent tolérées, en particulier concernant les fondateurs des abbayes de sang royal ou de rang épiscopal. Un aperçu sur les dispositions prises par les statuts du chapitre général de Cîteaux en matière d'enterrement est fourni par G. MÜLLER: "Cistercienser Klöster als Begräbnisstätten". In: *Cistercienser Chronik*. 34, 1922, p. 97-100, 116-118, 154-156. Voir aussi: J. SAUR: "Der Cistercienserorden und die deutsche Kunst des Mittelalters besonders in Hinsicht auf die Generalkapitelverordnungen vom 12.-14. Jahrhundert". In: *Stud. u. Mitt. zur Gesch. des Benediktiner-Ordens und seiner Zweige*. 34, 1913, p. 474-522, p. 660-699, H. RÜTTIMAN: "Der Bau- und Kunstbetrieb der Cistercienser unter dem Einfluß der Ordensgesetzgebung im 12. und 13. Jahrhundert". In: *Cistercienser-Chronik*. 23, 1911, p. 1-13, p. 50-57, p. 69-88 et p. 100-114, et M. AUBERT: *L'architecture cistercienne en France*, I. Paris, 1947, p. 329-332, et p. 347-349. On admet généralement le schéma suivant: première moitié du XIIe siècle: sépultures en dehors de l'église – dalles ramenées au niveau du sol dans le cloître, puis dans l'église depuis la deuxième moitié du XIIe siècle – tombeaux en élévation à gisant depuis la deuxième moitié du XIIIe siècle. Ce schéma doit cependant être revu et nuancé au moyen d'études régionales, comme p. ex. celle de J. LUCKHARDT: "Grabdenkmäler in Zisterzienserkirchen. Eine Studie zu den Werken in Marienfeld, Gravenhorst und Fröndenberg". In: *Monastisches Westfalen. Klöster und Stifte 800-1800*, catalogue de l'exposition éd. par G. JASZAL, Münster, 1982, p. 459-472, E. J. NIKITSCH: "Zur Sepulkralkultur mittelhochdeutscher Zisterzienserklöster". In: W. KOCH (éd.): *Epigraphik 1988*. Vienne, 1990, p. 179-194.

33. H. GOFFINE: *L'ancienne abbaye ...*, op. cit., p. 56.

34. D'après M. AUBERT: *L'architecture cistercienne ...*, op. cit., p. 348, l'usage de placer des tombes de bienfaiteurs dans des chapelles latérales ne daterait que du début du XIVe siècle et se trouverait surtout aux deux siècles suivants. mais comme il s'agit ici de la comtesse vénérée comme fondatrice de l'abbaye, la construction d'une chapelle latérale dédiée sainte Marguerite pourrait être avancée d'un demi-siècle et être attribuée à MARGUERITE de Bar.

35. C. JOSET: *L'abbaye noble ...*, op. cit., p. 62-63.

36. E. WIMMER: "Margareta v. Antiochien". In: *LexMA*, VI. Munich, 1992, col. 232.

37. Supra, note 15.

38. L'histoire du noyau préurbain d'Arlon est à revoir entièrement à la lumière de celle des premiers comtes d'Arlon et ducs de Limbourg. En attendant, on pourra se reporter aux éléments indiqués dans M. MARGUE: "Châteaux et peuplement dans le comté de Luxembourg (Xe-XIIIe siècles)". In: M. BUR (sous la dir. de): *Les peuplements castraux dans les Pays de l'Entre-Deux ... Actes du colloque de Nancy ...* 1992. Nancy, 1993, p. 282-320 (ici p. 293-296. Pour l'accession d'Arlon au stade de ville à la suite des mesures administratives prises par Ermesinde: M. MARGUE: "Rayonnement urbain et initiative comtale: l'exemple des chefs-lieux du comté de Luxembourg". In: *Villes et campagnes au moyen âge. Mélanges Georges Despy*, éd. J.-M. DUVOSQUEL et A. DIERKENS, p. 429-464 (passim).

39. Ces origines légendaires ont été véhiculées depuis les chroniques provenant de l'abbaye des XVIIe-XVIIIe siècles jusqu'à l'étude par ailleurs rigoureuse de C. JOSET: *L'abbaye noble ...*, op. cit., p. 25 ss. Seules des fouilles sérieuses pourraient contribuer à retracer des bribes de la pré-histoire de Clairefontaine et de son toponyme ancien *Bardenberc* (mention en 1251) que d'aucuns attribuent à une fortification antérieure au XIIIe siècle. Pour la période précédant la fondation de Clairefontaine, les fouilles devraient être interprétées en relation avec l'histoire d'Arlon d'une part, avec celle des fortifications anciennes de la région, dont les textes ne disent mot et qui ne sont pas encore étudiées de manière suffisante. Voir à ce sujet: J. MERTENS: «Le Kaarlsbiërg à Clairefontaine et quelques autres fortifications anciennes du Luxembourg méridional». Extrait du *Bulletin de l'Institut royal du patrimoine artistique*. III, 1960, dans: *Archaeologia Belgica*, 49, Bruxelles, 1960, p. 63-89.

40. La petite chevalerie d'origine non-noble était particulièrement nombreuse autour d'Arlon; voir M. MARGUE: *Nobles et chevaliers dans le comté de Luxembourg (XIIe-XIIIe siècles)*.

Mémoire scientifique inédit. Luxembourg, 1984, p. 151-152.

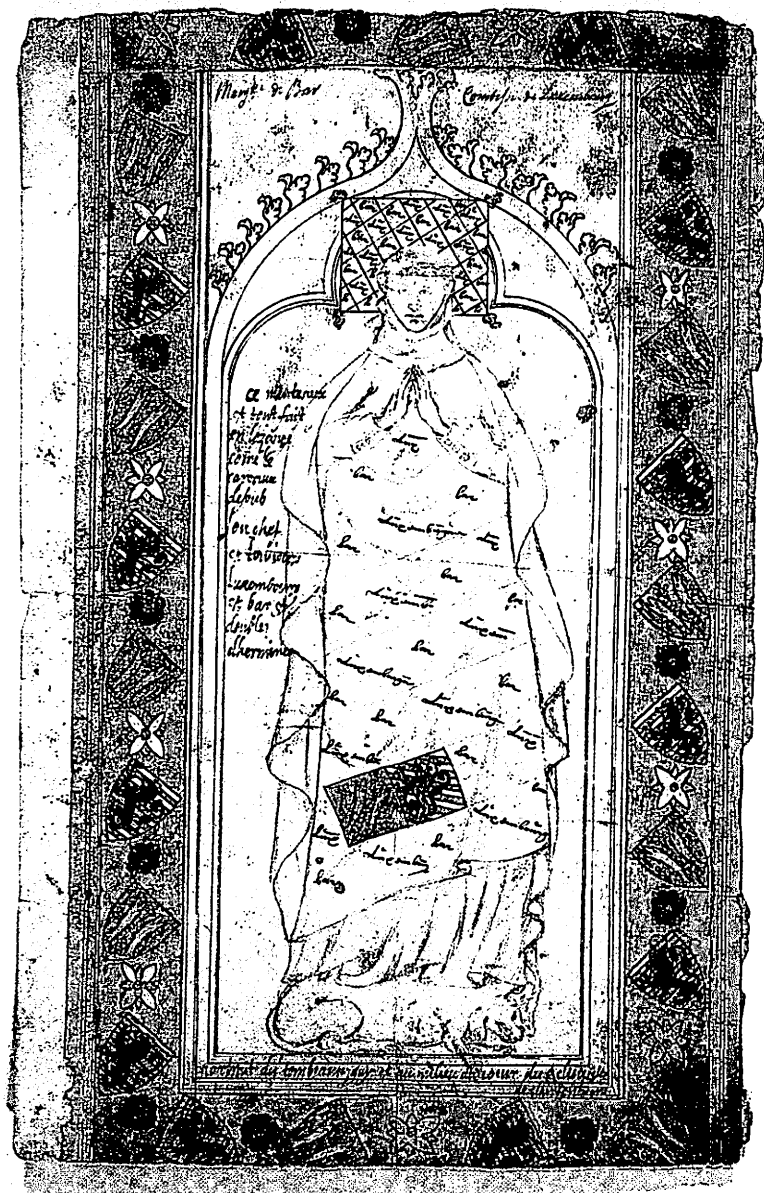
41. Sur ces origines légendaires des abbayes cisterciennes, voir ci-dessus, les travaux du professeur Georges DESPY cités en note 23.
 42. Sur les tombeaux qui se trouvaient dans l'église et que l'on a pu identifier à l'aide des chroniques de l'abbaye et des fouilles faites lors de la construction de la chapelle néo-romane, il faut se reporter à H. GOFFINET: *L'ancienne abbaye de Clairefontaine*, op. cit., p. 56-72, C. JOSET: *L'abbaye noble de Notre-Dame de Clairefontaine*, op. cit., p. 62-71, p. 342- 350, N. KAYSER: *Clairefontaine*, op. cit., p. 32-34. De nouvelles fouilles devraient cependant préciser avec plus de rigueur l'emplacement de certaines des tombes mentionnées ci-dessus.
 43. Le comte HENRI V décéda le 24 décembre 1281 à Mayence, où il avait rejoint le roi RODOLPHE de Habsbourg. Cf. Ellenhardi Chronicon,. In: *MGH, SS, XVII*, p. 125. Voir aussi UQB IV/576.
 44. Date de sa dernière mention (UQB IV/256; UQB IV/281 doit être ramené au 29 mars 1271).
 45. Lettre pontificale dont il ressort que HENRI V désire se remarier (UQB IV/351).
 46. Supra, note 32.
 47. Thèse émise par E.-G. KRENIG: "Mittelalterliche Frauenklöster nach den Konstitutionen von Cîteaux". In: *Analecta Sancti Ordinis Cisterciensis*. 10, 1954, p. 81, mais qui ne s'est pas vérifiée dans l'étude exemplaire de J. LUCKHARDT: *Grabdenkmäler in Zisterzienserkirchen*, op. cit., p. 459 et 470.
 48. Sur l'architecture des abbayes de moniales cisterciennes, voir les considérations de J.-J. BOLLY: «Architecture, cadre de vie et environnement des abbayes cisterciennes». In: *Revue Bénédictine*. 100, 1990, p. 187-238 (ici p. 209 ss.).
 49. Cf. supra, note 28.
 50. Infra, note 62.
 51. Infra note 63.
 52. Supra, note 36.
 53. En juillet 1302, MARGUERITE, *damoiselle de Luccenborch et dame de Malcre*, céda à l'abbaye de Clairefontaine dont sa soeur Jeanne était l'abbesse, ses granges de Pétange et de Bardenberg/Clairefontaine pour le salut de mon arme, de mes ancêtres, de mes parents et de mes amis (UQB VI/887). Une lettre adressée fin 1279/début 1280 par Henri V au roi d'Angleterre EDOUARD 1er mentionne le projet de mariage entre l'une de ses filles et le comte de Looz, ARNOUL V (+ 1310, également comte de Chiny après 1299), projet qui avorta pour cause de trop proche parenté entre Looz et Luxembourg: *cum in tertio et in quarto sint gradu* (UQB IV/515). Une chronique latine de l'abbaye de Clairefontaine copiée au XVII^e siècle prétend qu'il s'agissait là de Marguerite (cf. H. GOFFINET, Lettre de HENRI, comte de Luxembourg, à Edouard, roi d'Angleterre, dans *PSH*, 30, 1875, p. 277-282, ici p. 279-280). Marguerite, déjà promise au second fils que le comte de Flandre GUY de Dampierre avait eu de son premier mariage (UQB III/465 de mai 1264), ne fut finalement pas mariée puisqu'on la trouve jusqu'à la fin de sa vie qualifiée de 'demoiselle de Luxembourg'. Il se peut qu'elle se soit retirée au couvent de Clairefontaine.
- En ce qui concerne la proche parenté entre Looz-Chiny et Luxembourg-Bar, l'hypothèse de H. GOFFINET (ibid., p. 281) d'un premier mariage de LOUIS IV de Chiny avec une certaine MATHILDE de Bar, parents au troisième et quatrième degré, est peu vraisemblable et ne peut être étayée par des sources (voir A. LARET-KAYSER: *Entre Bar et Luxembourg: le comté de Chiny des origines à 1300*. Bruxelles, 1986, p. 105; d'ailleurs G. POUILL: *La Maison souveraine ... de Bar*, op. cit., ne cite pas de MATHILDE, fille de THIÉBAUT 1er de Bar). En remontant de trois degrés dans l'ascendance de MARGUERITE de Luxembourg par sa mère issue des comtes de Bar, l'on aboutit à THIÉBAUT 1er de Bar; celui-ci a certes épousé en premières noces LAURETTE de Looz, fille de LOUIS 1er de Looz (+ 1171), mais c'est de sa deuxième femme que THIÉBAUT a eu son fils Henri II, grand-père de MARGUERITE de Luxembourg. Par ailleurs, pour remonter d'ARNOUL V de Looz à Louis 1er de Looz, il faut passer par 5 degrés. HENRI V de Luxembourg aurait-il été si mal informé sur les ancêtres de sa femme et sur la famille de Looz qu'il se serait trompé par deux fois en sa défaveur? On peut en douter; il semble préférable d'admettre qu'une alliance matrimoniale entre Looz et

Luxembourg ou familles apparentées nous échappe à cause des lacunes des sources.

54. Pour l'emplacement de leur tombeau commun, voir supra, note 42.
55. UQB IV/212, donné en l'absence de son père parti en croisade le 9 décembre 1270.
56. UQB VII/1305 du 3 juillet 1310.
57. Voir C. JOSET: *L'abbaye noble ...*, p. 146-151.
58. Ce testament est édité par G. KURTH: *Le tombeau d'Ermesinde ...*, op. cit., p. 43-48.
59. UQB III/135 du 26 mars 1253.
60. Sur les 'services spirituels' dus pour la fondation d'un anniversaire et donc d'une inscription au nécrologe, on peut consulter J. LAURENT: «La prière pour les défunts et les obituaires dans l'Ordre de Cîteaux». In: *Mélanges Saint Bernard. XXIVe Congrès de l'Association bourguignonne des Sociétés Savantes à Dijon en 1953*. Dijon, 1954, p. 383-396. Un cas concret de notre région a été étudié par A. SCHNEIDER: *Die Cistercienserabtei Himmerode im Spätmittelalter*. Spire, 1954 (Quellen und Abhandlungen zur mittelrheinischen Kirchengeschichte, 1), p. 55-67. Une documentation abondante a récemment permis à R. AVERKORN: "Die Cistercienserabteien Berdoues und Gimont in ihren Beziehungen zum laikalen Umfeld. Gebetsgedenken, Konversion und Begräbnis". In: *Vinculum Societatis. Joachim WOLLASCH zum 60. Geburtstag*, éd. F. NEISKE, D. POECK et M. SANDMANN, Sigmariningendorf, 1991, p. 1-35, d'approfondir le sujet.
61. G. POULL: *La Maison souveraine ... de Bar*, op. cit., p. 194.
62. RENAUD (+ 1271) fut en effet enseveli en la maison des Templiers de Braux qu'il a fondée et richement dotée (G. POULL: *La Maison souveraine ... de Bar*, op. cit., p. 193-194), et non à Clairefontaine, comme le prétendait erronément H. GOFFINET: *L'ancienne abbaye ...*, op. cit., p. 71-72, sur base des témoignages d'un dessin du XVIIIe s. conservé aux Archives d'Arton. Voir aussi les remarques plus critiques de N. KAYSER: *Clairefontaine*, op. cit., p. 34.
63. La liste critique des abesses de Clairefontaine établie par A. DESPY: *Abbaye de Clairefontaine*, op. cit., p. 269 ss., ne retient finalement que Jeanne (citée de 1297 à 1310) comme abbesse issue de la famille comtale luxembourgeoise (p. 275). La description que donnent des sources certes tardives des armes de la première abbesse, HEDWIGE (citée de 1257 à 1270) ("d'azur semé de croisettes d'or, à deux bars adossés du même"), tenderait à faire d'elle la soeur de MARGUERITE de Bar, comtesse de Luxembourg par son mari HENRI V. Elle aurait donc été la fille de HENRI II, comte de Bar, et de PHILIPPINE de Dreux. C'est du moins ce que rapportent les chroniques de l'abbaye, mais ni les chartes de l'époque (voir UQB IV/212 du 9 décembre 1270, où HENRI VI et sa mère MARGUERITE de Bar nomment HEDWIGE *notre bone amie en Dieu suer Hawy* alors qu'on aurait pu s'attendre à la mention d'un lien de famille), ni les travaux récents sur la famille des comtes de Bar ne proposent cette identification (voir G. POULL: *La Maison souveraine et ducal de Bar*. Nancy, 1994, p. 194 ss). Par ailleurs, le prénom de HEDWIGE (*Hawys*) n'apparaît ni chez les Bar, ni chez les Dreux comme 'Leitname' féminin. L'abbesse ALIX (citée en 1289) quant à elle, porte bien un nom commun dans la famille de Dreux, ce qui pourrait également en faire une fille de PHILIPPINE de Dreux et une soeur de MARGUERITE de Bar. Avant de trancher cette question, il faut aussi se rappeler que les filles cadettes des maisons comtales, a fortiori quand elles entrent en religion, risquent toujours de passer à travers les mailles des recherches généalogiques. À priori, aucune objection majeure ne permet donc de rejeter la tradition émanant de l'abbaye même. HEDWIGE et JEANNE furent considérées comme bienheureuses dans leur Ordre.
64. UQB III/135.
65. UQB IV/311. Sur cette facette de la politique monastique de HENRI V, voir M. MARGUE: «Politique monastique et pouvoir souverain: Henri V, sire souverain, fondateur de la principauté territoriale luxembourgeoise?». In: *Le Luxembourg en Lotharingie. Mélanges Paul Marquie*. Luxembourg, 1993, p. 403-432.
66. Une représentation du sceau se trouve dans M. MARGUE (sous la dir. de): *Ermesinde ...*, op. cit., fig. 50, p. 217.
67. Voir ci-dessus, note 6. Les deux dessins ont été reproduits à de multiples reprises, notamment, en ce qui concerne le gisant de Henri V (en couleur) dans P. MARGUE: *Luxemburg in Mittelalter und Neuzeit*. Luxembourg, 1974, p. 65, J.-Cl. LOUTSCH: *Armorial ...*, op. cit., fig. 4, p. 30, M. MARGUE (sous la dir. de.): *Ermesinde ...*, op. cit., fig. 46, p. 209, et celui de MARGUERITE de Bar

dans: *L'art au Luxembourg*, I. Luxembourg, 1966, entre les pages 400 et 401. Les dessins du gisant de MARGUERITE de Bar publiés par C. JOSET: *L'abbaye noble ...*, op. cit., entre les pages 160 et 161, et par N. KAYSER: *Clairefontaine*, op. cit., p. 35, ont été retravaillés notamment au niveau du surcot complètement maladroitement. Pour les commentaires, voir ci-dessus, notes 5 et 6.

68. L'analyse paléographique du commentaire qui accompagne ces dessins montre qu'ils émanent certainement de la plume de S.-Fr. de BLANCHART.
69. P.A.C. MERJAI: *Voyages curieux et utiles*, ms. à la Bibliothèque Nationale de Luxembourg, 1805-1810, XVII, fol. 1462 r.
70. Voir l'étude annoncée en première note.
71. Dans *L'art au Luxembourg*, op. cit., p. 402, opte pour l'extrême fin du XIIIe ou même le début du XIVe siècle. Il fonde ses conclusions entre autres sur *le souci de l'étalage héraldique que le France ignore et qui n'apparaîtra en Belgique qu'à l'orée du XIVe siècle pour se généraliser surtout en Allemagne*. Or du moins la première assertion n'est pas correcte, comme nous allons le voir plus bas.
72. Pour comparaison, voir E. BORGWARD: *Die Typen des mittelalterlichen Grabmals in Deutschland*. Diss. Freiburg/Br., 1939, K. BAUCH: *Das mittelalterliche Grabbild*. Berlin et New York, 1976, J. W. HURTIG: *The armored gisant before 1400*. New York et Londres, 1979, V. EGLI: *Gebärdensprache und Bedeutung mittelalterlicher Rittergrabbilder*. Diss. Zurich, 1987.
73. Citons un peu au hasard de la documentation le tombeau commun d'ALIX de Thouars (+ 1221, épouse de Pierre MAUCLERC) et de sa fille YOLANDE de Bretagne (+ 1272) à l'abbaye Notre-Dame de Villeneuve-lez-Nantes, celui de la femme d'Olivier de MACHECOUL (fils cadet de Pierre MAUCLERC), décédée en 1279 et inhumée au même endroit, et les tombeaux que le roi de France LOUIS IX fit réaliser à Royaumont pour ses deux enfants Jean et Blanche, décédés en jeune âge peu avant 1250. Pour les représentations de ces tombeaux, on pourra recourir aux dessins de Roger de GAGNIÈRES; voir: J. ADHEMAR et al.: «Les tombeaux de la Collection Gaignières. Dessins d'archéologie du XVIIe siècle». In: *Gazette des Beaux-Arts*, 84, 1974, t. I-III, passim. Voir aussi, K. BAUCH: *Das mittelalterliche Grabbild*, op. cit., p. 74-75, et l'étude de J.-Y. COPY: «L'implantation de la Maison de Dreux en Haute-Bretagne». In: *La figuration des morts ...*, op. cit., supra, note 15, p. 155 ss. À partir de 1275 les ducs de Bretagne vont recourir aux tombiers limousins qui recevaient alors des commandes de toute l'Europe.
74. *L'art au Luxembourg*, op. cit., p. 425-427.
75. Supra, note 5.
76. Illustrations, références et commentaires dans M. MARGUE (dir.): *Ermesinde ...*, op. cit., p. 61, 76 et 85.
77. Voir M. MARGUE: Ermesinde. Notice biographique, dans: Id. (dir.): *Ermesinde ...*, op. cit., p. 11-27.
78. La même erreur se retrouve d'ailleurs sur la cotte d'armes du comte, qui devait être marquée d'un burelé d'argent et d'azur (comme le champ de son écu), alors que BLANCHART dessine un burelé d'or et d'azur.
79. La liste des enfants de Henri V présentée par G. POUILL: *La Maison souveraine ...*, op. cit., p. 200-201, est à revoir et à compléter. Ainsi p. ex. pour FÉLICITÉ, épouse du sire de Gaesbeck, soeur de HENRI VII et non pas de HENRI VI, et éventuellement pour YOLANDE, que le nécrologe de Marienthal nomme *de Hirsbergh* (voir UQB IV/576 et H. GOFFINET: «Ex necrologio in Mariendal ...»). In: *PSH*. Luxembourg, 29, 1874, p. 353-356).
80. L'interprétation des armoiries entourant le gisant de Henri V proposée par L. WIRION: *La Maison de Luxembourg et son blason*. Bruxelles, 1945, p. 40, est entièrement à revoir.
81. Cette évolution apparaît à la même époque dans d'autres domaines, comme p. ex. dans la titulature du justicier des chevaliers (M. MARGUE et M. PAULY: *Luxemburg vor und nach Worringen*, op. cit., p. 124-125) ou lors de la naissance, pour le pouvoir comtal, du concept de *dominus terre* (M. MARGUE: *Politique monastique ...*, op. cit., p. 421-425).
82. Sur la politique "extérieure" de Henri V, voir le mémoire scientifique inédit de E. WILHELMUS: *Le règne d'Henri V le Blondel, comte de Luxembourg 1247-1281*. Liège, 1975.
83. La comtesse ERMESINDE en effet ne porta pas d'armes et il faudrait déjà supposer que



Le tombeau de Marguerite de Bar à Clairefontaine (dessin colorié de Sébastien-François de BLANCHART, fin du XVII^e siècle, Archives Nationales Luxembourg).

le lion namurois ait déjà été porté par son père HENRI l'Aveugle, ce qui est hautement improbable puisqu'il fut importé par les DAMPIERRE (lion flamand avec brisure).

84. Les armes ici représentées sont celles adoptées par la communauté de Marville en 1327 lorsque les co-seigneurs JEAN l'Aveugle et EDOUARD de Bar les ont autorisés à se confectionner un sceau (voir A. PETIT: «Les monuments de Marville, première partie». In: *Le Pays gaumais*. Virton. 40-41, 1979-1980, p. 40, fig. 2. Le sceau de la prévôté de Marville (première mention: 1317) porte deux poissons (ibid., p. 43, fig. 4).

85. UQB IV/181 d'avril 1270.

86. La présence d'un écu d'or à l'aigle à deux têtes de sable reste à expliquer (armes des comtes d'Ahr-Hochstaden, dont un membre est uni par mariage à la fille du beau-frère d'HENRI V ?), de même que celui d'or à l'aigle de sable à deux têtes. Les hypothèses avancées jusqu'ici (un membre de la famille de Heinsberg, gendre de HENRI V par sa fille YOLANDE ou ADOLPHE de Nassau, roi d'Allemagne de 1292 à 1298) semblent peu satisfaisantes.

87. Pour l'identification des armes portant d'or aux deux saumons de sable, on aurait pu penser aux seigneurs de Blâmont, ligne cadette des comtes de Salm: en effet, FERRI Ier de Blâmont (+ ap. 1254) était le premier mari de la belle-soeur de HENRI V, JEANNE de Bar (+ ap. 1295), qui continue de se nommer dame de Blâmont jusqu'à sa mort. Pourtant les Blâmont portent de gueules à deux saumons adossés d'argent, de sorte qu'il aurait fallu ici aussi supposer une erreur dans la reproduction de BLANCHART. L'écu en question doit en tout cas être mis en relation avec l'une des familles comtales issues des comtes de Bar; cf. M. PASTOUREAU: «Géographie héraldique des pays lotharingiens: l'influence des armes de la maison de Bar (XIIIe-XIVe s.)». In: *Principautés et territoires et Etudes d'histoire lorraine. Actes du 103e Congrès national des Sociétés savantes ... 1978*. Paris, 1979, p. 335-348.

88. Armes de Luxembourg avec lambel à trois pendants de gueules (une seule fois représentées).
89. Note à biffer.
90. D'or à la bande de gueules chargée de trois alérions.
91. D'or au lion de sable, armes trois fois représentées.
92. D'or au lion de sable brisé s'une cotice de gueules, armes trois fois représentées; GUY de Dampierre, beau-fils d'HENRI V détenait le Namurois de 1263 à 1298.
93. Il s'agit des mêmes armoiries que celles de Flandre étant donné les origines communes des deux maisons comtales.
94. Burelé d'or et de gueules (deux fois).
95. Voir plus haut, note 53. Si cette interprétation est juste, la date de réalisation du tombeau de HENRI V se préciserait, puisqu'en 1279, HENRI espérait encore marier sa fille au comte de Loos.
96. Supra, note 87.
97. Après la mort de FERRI de Blâmont, JEANNE de Bar se remaria avec LOUIS, comte de Chiny (+ 1299).
98. D'or (au lieu d'argent) au lion de gueules.
99. D'azur au lion d'or, le champ billeté du même, armes deux fois représentées.
100. Voir O. G. OEXLE: "Die Gegenwart der Toten". In: *Death in the Middle Ages*, éd. H. BRAET et W. VERBEKE, Louvain, 1983 (*Mediaevalia Lovaniensia* 1, 9), p. 19-77.
101. Il est en particulier impossible de préciser leur rôle comme éventuel commenditaire des tombeaux; mais à la différence des cas de sépultures aménagées dans des abbayes plusieurs générations après la mort du fondateur, on ne peut ici pas ramener la réalisation des tombeaux aux seules moniales.
102. Sur les cultes rendus à la Vierge et à saint Bernard, voir C. JOSET: *L'abbaye noble ...*, op. cit., p. 31, 63 et p. 274, 347-348.

Michel PAULY

DIE PRIVATSIEGEL DER LUXEMBURGER SCHÖFFENFAMILIEN

KURZFASSUNG

- *Einleitung: Ursprung und Aufgaben des Schöffenkollégiums im Rahmen der Stadtfreiheit*
- *Katalog der Siegel – Siegeltypen – Entwicklungstendenzen*
- *Siegel als Hilfsmittel der genealogischen Forschung*

Beim 3. Internationalen heraldischen Kongreß 1983 in Montmorency, der den nicht-adligen Wappen gewidmet war, legte der Präsident der Académie Internationale d'Héraldique eine Studie vor über bürgerliche Wappen in den Städten Metz, Brüssel, Luxemburg und Arlon. Einleitend stellte Dr. Jean-Claude LOUTSCH damals fest: *«L'origine et l'évolution des armes bourgeoises ne semblent pas avoir beaucoup intéressé les chercheurs jusqu'à ce jour, et ceci bien à tort. Il s'agit d'un domaine très vaste, mal connu, d'un intérêt capital tant du point de vue sociologique que du point de vue de l'héraldique»*¹.

Dem kann man auch zehn Jahre später nur beipflichten. Und dasselbe gilt von der Siegelkunde². 1970 stellte Erich KITTEL in seinem Handbuch fest: *“Die Siegelkunden pflegen den Bürgersiegeln nur wenigen Zeilen zu widmen”*³. Während er Bürgern und Bauern immerhin 16 Seiten zugestand, waren es bei

© Annuaire – A.L.G.H. – Jahrbuch (1994) = Volume I des Actes du XXI^e Congrès international des sciences généalogique et héraldique à Luxembourg, édités par Jean-Claude MULLER, p. 43-86.

Wilhelm EWALD (1914) knapp zwölf Zeilen⁴. Von Nutzen wären z.B. Kataloge mit den Privatsiegeln von Schöffen oder Bürgern einer Stadt: Wenn man von den Schöffenkatalogen für Lüttich und Huy absieht, die im Stil des 19. Jahrhunderts auch jeweils eine Zeichnung oder Beschreibung des Siegels des jeweiligen Schöffen bringen⁵, bleibt die Literatur auf einige jüngere Arbeiten aus dem deutschsprachigen Raum beschränkt: Wolfgang PAGENSTECHER veröffentlichte 1947 einen Katalog der Burggrafen- und Schöffensiegel von Kaiserswerth (1221–1436)⁶, verliert sich in seinem Kommentar aber manchmal in der religiösen Symboldeutung. Unveröffentlicht blieben die Prüfungsarbeiten von Ilse BODO (1968) und Wolfgang MAYER (1977) mit vollständigen Siegelkatalogen der Wiener Ratsbürger des 14. und der ersten Hälfte des 15. Jahrhunderts⁷. Die 1976 von Hans HORSTMANN veröffentlichten Bürgersiegel von Liegnitz bestehen ausnahmslos aus Hausmarkensiegeln und reichen nicht vor 1339 zurück⁸. Neulich erschien ein Aufsatz von Theresia ZIMMER mit den Siegeln der Trierer Schöffen (1269–1440)⁹ und Peter URBANEK fertigte 1988 eine Dissertation über die Siegel der Regensburger Bürger bis ins 15. Jahrhunderts an, die im ersten Teil ausführlich der Frage nachgeht, wer wann das Siegelrecht erhielt¹⁰. Diese Häufung von Arbeiten in den letzten Jahren lassen hoffen, daß das Interesse an der historischen Auswertung der Bürgersiegel zunimmt. Es gibt daneben einige Aufsätze ohne Katalog, die sich mit bürgerlichen Siegeln beschäftigen, die jedoch zumeist in einem rein deskriptiven Ansatz stecken bleiben¹¹, wenn sie sich nicht gar auf den heraldischen Aspekt beschränken¹². Von größerem Nutzen bleibt der ältere Aufsatz von Ed. JACOBS über Wernigerode vom 1307 bis ins 18. Jahrhundert, der immerhin versucht zu einigen Verallgemeinerungen zu kommen, was den Gebrauch bestimmter Siegelbilder angeht¹³. Aus Frankreich ist mir keine Arbeit zum gestellten Thema bekannt geworden.

DIE ANFÄNGE DES BÜRGERLICHEN SIEGELWESENS

Aus der mir verfügbaren Literatur läßt sich eine provisorische Liste der ältesten Belege für Bürgersiegel in Städten des nördlichen Westeuropa (Frankreich ausgenommen, aus dem genannten Grund) zusammenstellen:

1245 Uccle¹⁴ – 1246 Louvain¹⁵ – 1249 Middelbourg¹⁶ – um 1250 Regensburg¹⁷ – 1253 Maastricht¹⁸ – 1253 München (im Text) bzw. 1313 (erhaltenes Original) – 1255 Wien¹⁹ – 1261 Liège²⁰ – 1264 Augsburg – 1269 Trier²¹ – 1270 Soest²² – 1272 Lübeck²³ – Kaiserswerth²⁴ – 1283 Worms²⁵ – Innsbruck²⁶ – 1286 Hildesheim²⁷ – 1287 Herford²⁸ – 1292 Aardenburg²⁹ – 1296 Konstanz³⁰ – Luxemburg – 1299 Brühl³¹ – um 1300 Freiburg³² – 1307 Wernigerode³³ – 1309 Meudon³⁴ – 1313 Marburg³⁵ – 1317 Berlin – 1318 Huy³⁶.

Aus dieser recht fragmentarischen Zusammenstellung geht hervor, daß die ersten Beispiele bürgerlicher Siegel wohl aus der Mitte des 13.

Jahrhunderts stammen, die meisten aber erst aus der zweiten Hälfte dieses Jahrhunderts, wenn nicht aus dem ersten Viertel des 14. Jahrhunderts³⁷. Dabei können angesichts der großen Fragilität der im allgemeinen recht kleinen Bürgersiegel auch Überlieferungsfragen eine Rolle spielen, denn die verfügbaren Kataloge gehen meistens von erhaltenen Exemplaren aus, nicht von aus Textquellen erschlossenen Beweisen einer bürgerlichen Siegelführung.

Es stellt sich nun die Frage, warum Bürger sich eigene Siegel anfertigen ließen. Der Frage soll exemplarisch am Beispiel der Stadt Luxemburg aus-gegangen werden.

[Anm. des Herausgebers: Der laufende Text des Aufsatzes ist fortgesetzt auf Seite 66; die Farbabbildungen der Privatsiegel der Luxemburger Schöffenfamilien, – ein wichtiger Bestandteil dieses Beitrags, – beginnen aus Umbruchgründen auf Seite 48.]

KATALOG DER PRIVATSIEGEL LUXEMBURGER SCHÖFFEN

Es folgt die Beschreibung der Siegel von 63 Luxemburger Schöffen und zwei Richtern. Der Katalog bringt für jeden Schöffen folgende Angaben ⁷⁰:

1. Name in standardisierter Schreibweise und Amtszeit⁷¹. Da anzunehmen ist, daß der jeweilige Schöffe spätestens von Amtsantritt an sein Siegel benutzte, erfolgt die chronologische Reihenfolge auf dieser Grundlage.

2. Umschrift. Auch wenn das Siegelbild eindeutig erkennbar ist, ist die Umschrift nicht immer lesbar. Ergänzungen von unlesbaren oder abgebrochenen Teilen erfolgen in eckigen Klammern, wenn sie nicht durch andere Exemplare abgesichert sind. Die Umschrift wird stets in Großbuchstaben wiedergegeben, auch wenn auf dem Siegel Minuskeln gebraucht wurden. Ist die Umschrift durch ein aus dem Siegelfeld herausragendes Objekt unterbrochen, wird diese Stelle mit einem Strich (–) gekennzeichnet. Sind einzelne Wörter der Umschrift durch Kleinbilder, z.B. Blumen oder Sterne, getrennt, werden diese Bilder mit einem Sternchen (*) wiedergegeben; ansonsten werden Trennungszeichen möglichst exakt wiedergegeben. Nicht rekonstruierbare Teile der Umschrift werden durch Punkte angegeben, deren Zahl in etwa der Buchstabenanzahl entspricht.

3. Beschreibung des Siegels und Durchmesser. Bei der Siegel- und Wappenbeschreibung sei daran erinnert, daß heraldisch rechts für den Betrachter links bedeutet, weil die Seitenangabe aus dem Blickwinkel des imaginären Wappenführers erfolgt.

4. Quellenangabe betreffend das abgebildete Exemplar. Fast alle Siegel sind auch in Vergrößerung abgebildet⁷²; nur bei unwesentlich verändertem Zweitsiegel desselben Schöffen wurde auf eine Abbildung verzichtet. Von mehrfach überlieferten Siegeln wurde das besterhaltene abgebildet. Die weiteren Quellenverweise beziehen sich auf Exemplare, die eventuell zur Ergänzung der Umschrift herangezogen wurden; eine vollständige Erfassung aller überlieferten Exemplare ist unter den gegebenen Umständen nicht möglich.

Da es sich um einen Siegelkatalog handelt, bleiben die heraldischen Farben natürlich unbekannt. Zum Teil hat Jean-Claude LOUTSCH⁷³ diese aufgrund von Wappenbüchern des 17.–18. Jahrhunderts in seinem «*Armorial*» angegeben; darauf wird in Fußnoten verwiesen.

1) Johann Madenart (30.11.1298–16.11.1326)

+ S • IOAHNNIS • DICTVS MADENART

im Feld ein nach rechts gehender Hund (Bracke oder Dackel)⁷⁴; 28 mm

ANL, A.XXXVII, 10.12.1315

2) Johann von Rettel (24.5.1308–15.3.1318)

S • IAN • DEROTELLE •

im Feld ein nach rechts bellender Hund (Bracke) mit Stern über dem Rücken; 20 mm

ANL, A.XXXVII, 10.12.1315

3) Philipp Madenart sr. (21.3.1314–26.11.1338)

+ S PHILIPPI • NADENART

im Feld ein nach rechts gehender Hund (Bracke oder Dackel); 22 mm

ANL, A.XXXVII, 10.12.1315⁷⁵; vgl. A.XXIV, 28.6.1328.

4) Petitcolin (17.6.1314–23.6.1324)

+ S PITTITCOLIN

im Feld ein spitzer Wappenschild

Wappen: drei Pfähle mit Freiviertel im rechten Obereck (Inhalt des Freiviertels nicht erkennbar)⁷⁶; 22 mm

ANL, A.XXXVII, 10.12.1315

5) Thilmann von Püttlingen (17.6.1314–3.2.1321)

?

im Feld spitzer Wappenschild

Wappen: Greif

Abguß ANL; Herkunft unbekannt; Verwechslung mit dem Siegel seines Onkels Heinrich von Püttlingen, Propsts von Luxemburg⁷⁶, möglich⁷⁷

6) Heinrich vom Graben (23.3.1315–7.6.1340)

HENRI * DES FOSSEIS *

im Feld ein Hahn mit bärtigem Menschenkopf und Narrenmütze, nach links schauend⁷⁸; 24 mm

AD Moselle, 7F526, n° 189, 16.6.1335⁷⁰; vgl. ANL-AHJ, Nr. 22, 27.11.1329; ANL, A.XXIV, 1.4.1337

7) Thilmann Buchard / von Rettel (22.5.1319–1.7.1348)

+ S TH • BOVRSCHART

im Feld ein nach rechts gehender Hund mit vierlatzigem Turnierkragen (als Brisüre)⁸⁰; 22-23 mm

ANL, A.XXXIX, 12.4.1346; vgl. A.XXIV, 28.6.1328; A4h, Nr. 71a, 8.6.1340⁸¹

8) Philipp Madenart jr. (18.12.1330–1.6.1372)

+ • S • PHI MADENART

im Feld ein spitzer Wappenschild

Wappen: drei (2/1) nach rechts gehende Hunde (Bracken) mit hochgestrecktem Schwanz⁸²; 23 mm

ANL-AHJ, Nr. 22, 27.11.1329; vgl. ANL-ASH, Abt. I, Nr. 166, 9.9.1333; ANL, A4h, Nr. 71a, 8.6.1340; A.XXXIX, 12.4.1346

8a) ders.

?

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Helm und Helmzier; 22 mm

Wappen: drei (2/1) nach rechts gehende Hunde

ANL, A4h, Nr. 125a, 26.7.1360; AD Moselle, 7F1006, n° 398, 22.2.1364⁸³

9) Bartholomeus Pygon (25.5.1333–25.7.1341)

• S • [...]OLM - P[...]UIS

im mit Blumen bestreuten Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Topfhelm in Seitenansicht; 19 mm

Wappen: fünf Pfähle

2.4.1337; ANL, A.XXIV

10) Johann von Mensdorf (30.3.1338–24.3.1359)

+ S • IOHANNIS DE MENSTORF

im Feld ein nach links gehender Hirsch⁸⁴; 22 mm

ANL-ASH, Abt. I, Nr. 195, 13.10.1344

10a) ders.

+ S • IOHANNIS DE MENSTORF

im Feld ein nach rechts gehender Hirsch⁸⁵ (etwas beleibter als in Nr. 10); 22 mm

AD Moselle, 7F522, n° 276, 3.4.1348⁸⁶; vgl. n° 319, 4.6.1353

11) Gobelman Goeche (29.11.1340–7.5.1361)

* S • G-OBLINI GE-VICHE

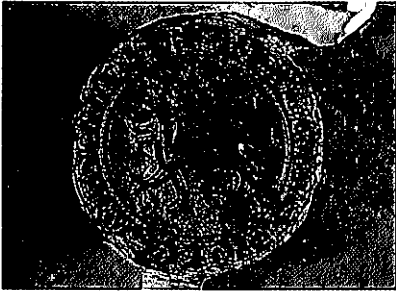
im Feld ein Blumenstock, darauf ein nach links springendes Einhorn; 22 mm

ANL, A.XXXIX, 14.11.1354; AD Moselle, 7F522, n° 279, 26.11.1348⁸⁷

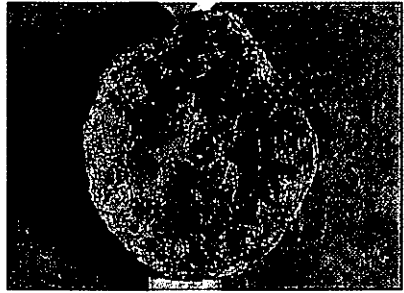
12) Heinrich Schuffler (25.7.1341–12.6.1380)

+ S H SC[H] - [VFLE]RE --

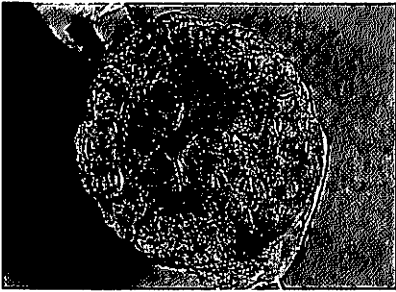
im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, großer, spitzer Wappenschild mit kleinem Topfhelm in Seitenansicht, Helmdecke und Helmzier (Geweih) von vorn; die Umschrift beginnt rechts in der Mitte!; 20 mm



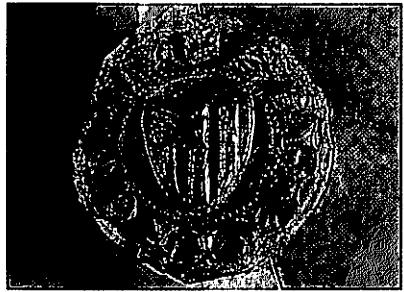
1



2



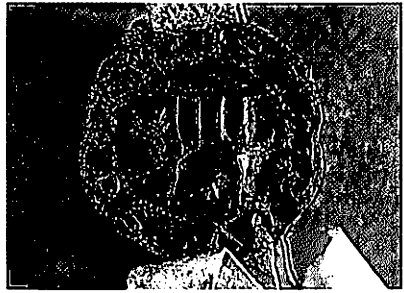
3



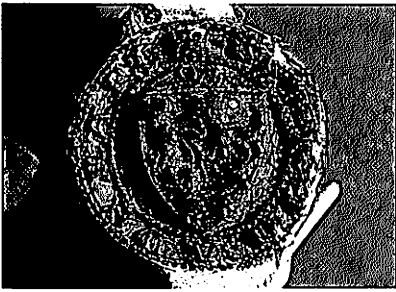
4



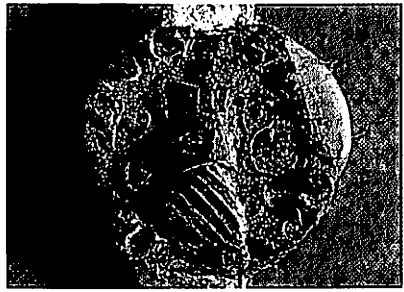
5



6



7

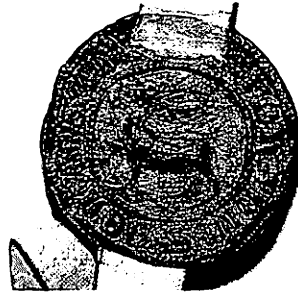


8

10



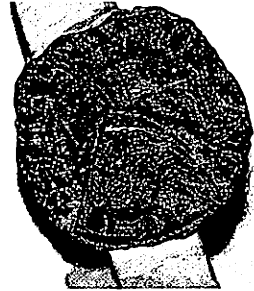
10A



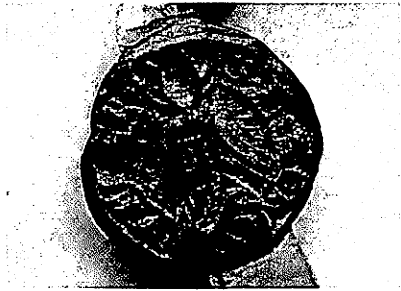
11



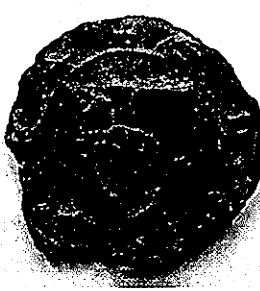
12



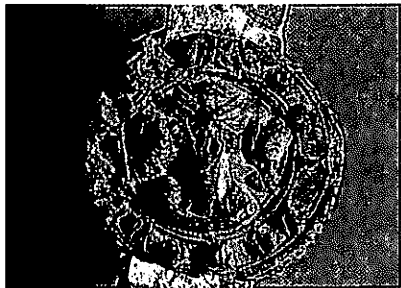
12A



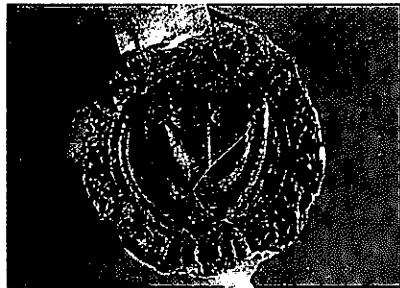
13



14



17



Wappen: nach rechts gehender Hirsch
AD Moselle, 7F522, n° 276, 3.4.1348⁸⁸

12a) ders.

S • H • SCH - VFLERE -

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Topfhelm (in Seitenansicht), Helmdecke und Helmzier (achtendiges Geweih, von vorn); Wappenschild kleiner als beim ersten Typ; 20 mm

Wappen: nach rechts gehender Hirsch⁸⁹

ANL-AHJ, Nr. 48, 23.7.1361; vgl. Nr. 55, 21.2.1374; ANL, A.XXXIX, 14.11.1354; A.XXX-VII, 16.1.1379; AD Moselle, 7F526, n° 417, 2.1.1367⁹⁰

13) Peterman Goeche (1.1.1342–8.2.1350)

+ S PETRE *

im Feld ein spitzer Wappenschild; 20 mm

Wappen: nach rechts aufgerichtetes Einhorn⁹¹

ANL-AHJ, Nr. 42, 24.1.1348; AD Moselle, 7F548, n° 283⁹²

14) Gilet von Orval (1.3.1343–14.2.1354)

+ S * GILET * V[....]E

im Feld ein aus einer Stadtmauer emporragender Turm mit vier Zinnen, umgeben von zwei, den Turm schauenden Köpfen, überflogen von einem Adler; 22 mm

ANL, A.XXXV.1, 2.10.1346⁹³

15) Gobel von Remich (18.3.1350–19.3.1352)

?

im Feld Wappenschild; 22 mm

Wappen: Greif

AD Moselle, 7F548, n° 295, 7.4.1351⁹⁴

16) Nikolaus von Remich (7.4.1351–3.2.1368)

[.....] - REM[...]

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Helm (in Seitenansicht), Helmdecke und Helmzier; 22 mm

Wappen: Greif

AD Moselle, 7F34, n° 303, 14.11.1351⁹⁵

17) Mathis auf dem Graben (26.3.1354–20.1.1381)

S MATHIES SUPRA [....]S]

im Feld ein spitzer Wappenschild; 21 mm

Wappen: steigender Halbmond, darüber drei Sterne, deren mittlerer auf den Mond strahlt⁹⁶

ANL, A.XXXVII, 26.1.1379; AD Moselle, 7F4, n° 378, 22.7.1360⁹⁷

18) Heinrich Buchard (26.4.1354–26.3.1376)

+ S' H[E]NRI[C]I [....]DI⁹⁸

im schraffierten Feld ein Vierpaß, darin ein spitzer Wappenschild; 23 mm

Wappen: drei (2/1) nach rechts schauende, stehende Hunde (Bracken), mit nach links gestrecktem Schwanz⁹⁹

AGR Brüssel, Chartes du Brabant, n° 3324, 21.12.1374; ANL, A.XXXV.1, Juli 1373

19) Nyclaes von Mensdorf (14.11.1363–26.5.1412)

+ SIGILLVM • NICHOLAI • DE • MEN[STORF]

im Feld ein nach rechts gehender Hirsch; 21 mm

AGR Brüssel, Chartes du Brabant, n° 4044, 21.12.1374¹⁰⁰

19a) ders.

S NYCOLAY - DE MENSTOR

im Feld eine oben und unten in die Umschrift ragende, ovale Kartusche, darin ein schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Kübelhelm, Helmdecke und Helmzier (achtendiges Geweih) von vorn; 23 mm

Wappen: nach rechts aufgerichteter Hirsch¹⁰¹

ANL, A.4h, Nr. 237, 22.9.1389; vgl. ANL-AHJ, Nr. 58 (20.1.1381), 62 (8.4.1386); ANL, A.XXXVI (31.8.1385); AD Moselle, 7F444, n° 705, 7.11.1408¹⁰²

20) Richard Monin (6.12.1363–28.2.1370)

+ S • RICHARDI • D' MONNI •

im Feld Wappenschild; 23 mm

Wappen: geteilt: rechts pfahlweise drei bezinnte Stadtpforten, links pfahlweise drei laufende Windhunde¹⁰³

AD Moselle, 7F540, n° 401, 5.3.1365¹⁰⁴

21) Adam im Marte (25.7.1370–3.4.1396)

+ SIGILLVM A-DE • DE • FORO

im Feld ein aus einer bezinnten Stadtmauer (in der Umschrift) emporragender, sech-seckiger Turm mit sechs Zinnen, umgeben von zwei den Turm schauenden Köpfen; 22 mm

ANL, A.XXIV, 13.2.1371; vgl. AD Moselle, 7F522, n° 512, 7.4.1379; n° 522, 26.5.1380; n° 551, 20.1.1386; n° 583, 9.1.1391¹⁰⁵; ANL-AHJ, Nr. 67, 14.5.1394

22) Wilhelm von Eydel (26.3.1376–1398)

[+ S'] VAN EY[DEL]

im Feld ein spitzer Wappenschild; 26 mm

Wappen: pfahlweise drei nach rechts laufende Windhunde¹⁰⁶

AGR Brüssel, Chartes du Brabant, n° 3560, 21.12.1374

22a) ders.

[S ..]LMI DE [..]IDLE[...]

im Feld ein spitzer Wappenschild; Umschrift mit Palmenstrauch aufgefüllt, 18–19 mm

Wappen: pfahlweise drei nach rechts laufende Windhunde

ANL-AHJ, Nr. 66, 27.7.1393; AD Moselle, 7F522, n° 583, 9.1.1391¹⁰⁷

23) Barthelmes von Strassen (25.9.1380–29.12.1403)

S BARTELMI - DE STRASSE' -

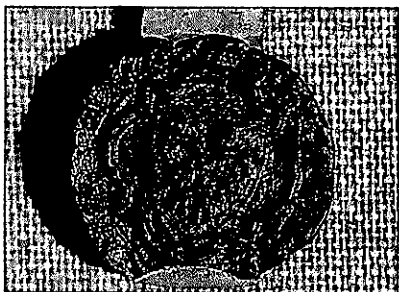
im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm, Helmdecke und Flug von vorne; 24 mm

Wappen: fünf Pfähle¹⁰⁸

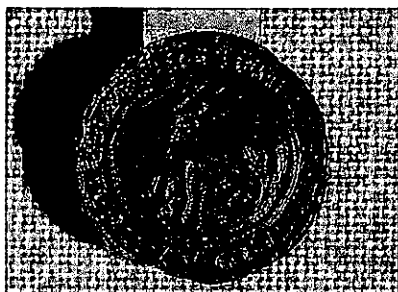
ANL-AHJ, Nr. 72, 6.5.1397; vgl. Nr. 67, 14.5.1394; AD Moselle, 7F34, n° 612, 23.7.1397¹⁰⁹

24) Claes von Lossingen (4.6.1385–8.1.1420)

[SIGILL]VM - NY • DE • LOS-SINGNON -



18



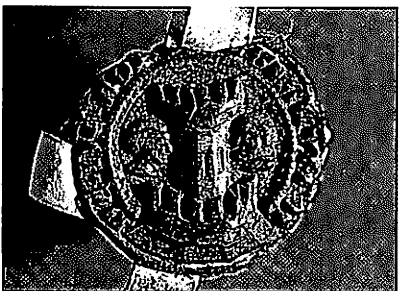
19



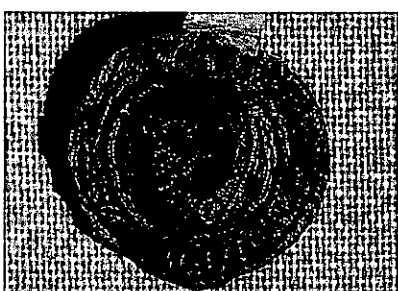
19A



20



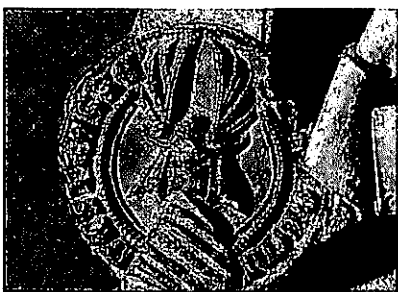
21



22



22A



23



24



25



26



27



27A



28



28A



28B

im Feld ein Dreipaß mit Spitze nach unten, darin ein spitzer Wappenschild; Umschrift oben links beginnend; 22 mm

Wappen: schraffiert mit drei Vögeln im Haupt¹¹⁰

ANL, A.XXXVI, 31.8.1385; vgl. ANL-AHJ, Nr. 62, 8.4.1386; ANL, A.XXXV.1, 2.6.1415; AD Moselle, 7F522, n° 554, 4.6.1385¹¹¹

25) Johann Franck von Echternach (26.9.1385–10.9.1429)

+ S • IOHANNIS • FRANCK EPTERNACENSIS

im schraffierten Feld ein spitzer Wappenschild; 22–24 mm

Wappen: geteilt, mit auf der Teilung schwebendem Schildchen, darin oben zwei Sterne, und dreilatzigem Turnierkargen¹¹²

ANL, A.XXXVII, 6.10.1389; vgl. ANL-AHJ, Nr. 70, 1.5.1395; 86, 20.11.1412; 116, 12.12.1426; 118, 2.5.1427; AD Moselle, 7F539, n° 687, 25.11.1406¹¹³

26) Heinrich von Bettingen (27.1.1386–6.2.1432)

S HENRICH V-AN BETIGEN-

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm in Seitenansicht und Helmzier (Federnbusch); 22–24 mm

Wappen: Greif¹¹⁴

ANL, A.XXXVII, 6.10.1389; vgl. ANL-AHJ, Nr. 80, 12.11.1405; 86, 20.11.1412; 108, 10.2.1424; 113, 27.5.1425; 115, 2.5.1425; 124, 16.9.1430; ANL, A4h, Nr. 429*, 24.7.1417; AD Moselle, 7F522, n° 598, 8.2.1396¹¹⁵

27) Giltz von Kettenheim (13.6.1397–10.11.1423)

+ S' • GILCZ: VON: KETTENEM •

im Feld spitzer Wappenschild

Wappen: Turm mit sechs Zinnen, aus der Stadmauer aufsteigend, umgeben von zwei den Turm schauenden Köpfen¹¹⁶

AD Moselle, 7F34, n° 612, 23.7.1397¹¹⁷

27a) ders.

S:GILCZ:VON-KETTEHEM-

im mit Blumen bestreuten Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm in Seitenansicht und Helmzier (schwanartiger Aufbau mit Kopfprofil an der Seite); 25 mm

Wappen: Turm mit sechs Zinnen, umgeben von zwei den Turm schauenden Köpfen
ANL, A.XXXV.1, 8.10.1404; vgl. ebd., 22.1.1401; A.XXXVII, 11.11.1423

28) Johann von Strassen (13.7.1405–28.9.1443)

'S IOHANN S - TRASSEN DER IOG

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm, Helmdecke und Flug (von vorne); 25 mm

Wappen: fünf Pfähle mit Freiviertel (Inhalt nicht erkennbar) im rechten Obereck¹¹⁸
ANL, A4h, Nr. 385, 26.10.1411¹¹⁹

28a) ders.

[S] IOHANN S-TRASSEN IOG

Siegelbild wie bei Nr. 28

Wappen: fünf Pfähle¹²⁰

ANL, A.LII, Nr. 1417, 11.1.1431; vgl. Nr. 429*, 24.7.1417; Nr. 458, 6.11.1419; 475, 28.1.1421; 599b, 1.11.1428; A.XXXVII, 11.11.1423; ANL-AHJ, Nr. 83, 22.9.1408; 86, 20.11.1412; 113, 27.5.1425; 115, 2.5.1425; 123, 4.7.1430; AD Moselle, 7F15, n° 802, 21.10.1425¹²¹

28b) ders.

S • IOHAN VO - STRASSEN *

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm, Helmdecke und Flug in Seitenansicht

Wappen: fünf Pfähle

ANL, A.XXXV.1, 20.10.1438; vgl. ANL-AHJ, Nr. 141, 9.10.1437; 154, 18.7.1442

29) Johann von Eydel (22.4.1407–20.4.1422)

SIGILLUM • IO-HANNES : D • EYDEL

im mit Blumen belegten Feld eine ovale, zugespitzte Kartusche, darin ein schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm in Seitenansicht und Flug von vorne; 25 mm

Wappen: pfahlweise drei nach rechts laufende Windhunde¹²²

ANL-AHJ, Nr. 88, 19.2.1415; vgl. Nr. 91, 18.9.1416; AD Moselle, 7F814, n° 712, 7.5.1409¹²³

30) Johann von Bettingen (20.9.1414–11.12.1436)

• + S • IOHAN • VO- • BETTINGEN

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender Vierpaß, darin ein schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm in Seitenansicht und Helmzier (Federnbusch); 25 mm

Wappen: Greif¹²⁴

ANL, A4h, Nr. 429*, 24.7.1417; vgl. Nr. 458, 6.11.1419; ANL-AHJ, Nr. 118, 2.5.1427;

ANL, A.XXXVI, 11.12.1435; AD Moselle, 7F15, n° 802, 21.10.1425¹²⁵

31) Johann Schalopp (10.2.1424–1.7.1438)

- • S:IOHAN - SCHA[L]-OP *

im Feld ein an drei Stellen in die Umschrift ragender, kleeblattförmiger Dreipaß, darin ein abgerundeter Wappenschild, die Zwickel mit Sträuchern bestreut; Umschrift oben links beginnend; 26-27 mm

Wappen: Gans (oder Pelikan)¹²⁶

ANL, A.XXXVI, 26.11.1425; vgl. A.XXXVII, 11.11.1423; ANL-AHJ, Nr. 108, 10.2.1424

32) Jakob Knorre/von Püttlingen (16.5.1424–28.9.1443)

S IACOP - I PUTTLING-

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender Vierpaß, darin ein schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm in Seitenansicht, Helmzier (Mohrenkopf?) und Flug; 26 mm

Wappen: stehender Löwe¹²⁷

ANL, A.XXXVII, 7.12.1434; vgl. ANL-AHJ, Nr. 109, 16.5.1424; 128, 18.10.1431; AD Moselle, 7F449/14, n° 873, 24.2.1441¹²⁸

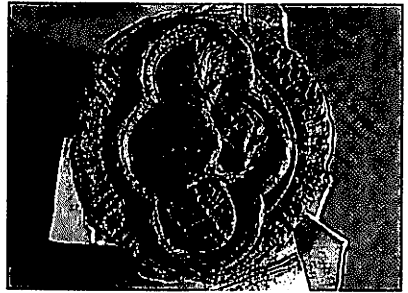
33) Hippel von Elvingen (20.5.1425–10.5.1432)

.... - ...LVIN...

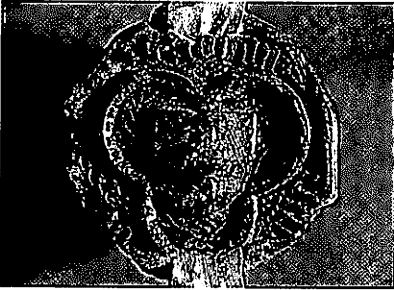
im Feld eine oben und unten in die Umschrift ragende, ovale Kartusche, darin ein



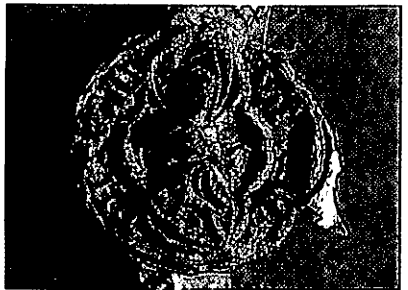
29



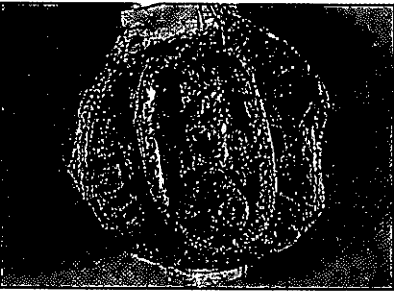
30



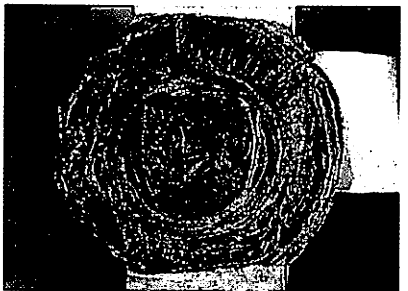
31



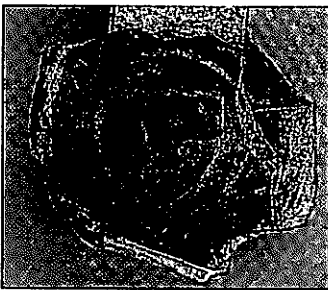
32



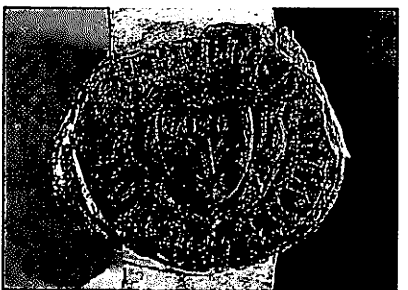
33



34



34A



35



36



37



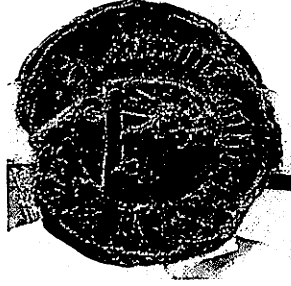
38



39



40



41



41A



42

schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Bügelhelm in Seitenansicht und Helmzier (Federnbusch?); 26 mm

Wappen: Wolf¹²⁹

ANL, A.XXXVI, 26.11.1425

34) Watrin von Ansler (Richter 1427, 1435, 1438)¹³⁰

?

im Feld ein abgerundeter Wappenschild

Wappen: ein nach rechts schauender Hund mit schräg geteiltem Freiviertel im linken Obereck

ANL, A.XXXVI, 11.12.1435

34a) ders.,

S WATRIN DE *** [.....]

im Feld ein abgerundeter Wappenschild; 26 mm

Wappen: nach rechts schauender Hund mit Ringelschwanz¹³¹

ANL, A.XXXV.1, 20.10.1438

35) Johann Buwemeister I (11.1.1431–18.7.1442)

S • IOHAN • - BUMEIST - VA • LUCC -

im Feld ein Dreipaß (Spitze nach unten), dessen lilienförmigen Enden in die Umschrift reichen, darin ein spitzer Wappenschild; Umschrift rechts oben beginnend; 25 mm

Wappen: Hausmarke in Form einer zweizackigen Gabel, oben und am Stielende im Fuß umgeben von drei (2/1) Sternen¹³²

ANL, A.XXXV.1, 20.10.1438; vgl. A4h, Nr. 821, 19.4.1441; ANL-AJH, Nr. 134, 20.10.1434; 142, 15.3.1438

36) Johann Ubelender von Diedenhofen (20.10.1434–17.6.1441)

+ S • IOHAN • UBELENDER • VON • D

im Feld ein abgerundeter Wappenschild

Wappen: Hausmarke in Form eines umgekehrten Ankers¹³³

ANL, A.XXXVII, 7.12.1434; A4h, Nr. 821, 19.4.1441; ANL-AHJ, Nr. 148, 15.6.1439

37) Diederich von Atzenrat (14.1.1444–1445)

S DEDERICH V - A[TZ]ENRAT

im Feld kleeblattförmiger Dreipaß, darin ein schräg stehender, abgerundeter, unten in die Umschrift ragender Wappenschild mit Helm (in Seitenansicht) und Helmzier (zwei Hörner), begleitet von zwei Sträuchern; 26 mm

Wappen: drei Vögel (?) auf Balken

AD Moselle, 7 F 449/14, n° 873, 24.2.1441

38) Johann Lauffenvelt (14.1.1444–14.6.1451)

S • IOHAN - LAUFF[- EN]FEL[T] -

im Feld Dreipaß, dessen lilienförmige Spitzen in die Umschrift hineinragen; im Dreipaß leicht spitzer Wappenschild; 26 mm

Wappen: Hausmarke in Form eines H, dessen Schrägstrich mit dem linken unteren Ende und mit dem rechten oberen Ende verbunden ist, während das rechte untere und das linke obere Ende mit einem fünfstrahligen Stern belegt sind

ANL, A.XXXV.1, 21.2.1450

39) Johann von Weiler (14.1.1444–29.1.1462)

+ S + IOHAN + - + V + WILER

im Feld eine oben und unten in die Umschrift ragende, ovale Kartusche, darin ein von einem Engel gehaltener, abgerundeter Wappenschild; 25 mm

Wappen: drei Sterne auf Querbalken¹³⁸

ANL, A4h, Nr. 1837; 13.9.1487¹³⁵; vgl. ANL-AHJ, Nr. 157, 10.3.1445; 198, 18.12.1461

40) Thilmann von Bilstein (14.1.1444–15.5.1467)

S TIL-MAN-WILLS-TEND-ER VE-RWER

im Feld ein Vielpaß, dessen sechs Enden in die Umschrift reichen, darin ein spitzer Wappenschild; 22 mm

Wappen: gerautet, im Schildkopf drei Pflugscharen¹³⁶

ANL, A4h, Nr. 1255, 16.2.1464¹³⁷; vgl. ANL-AHJ, Nr. 171, 21.1.1450; 178, 14.9.1452; 191, 30.1.1459; 199, 28.12.1461; AD Moselle, 7F523, n° 1198, 27.12.1464¹³⁸

41) Thilmann Thilmany (2.3.1445–18.5.1476)

...ILMAN... NTLIN * THIL *

im Feld ein leicht zugespitzter Wappenschild; Umschrift aufgefüllt mit Kleeblättrstrauch (!)

Wappen: Muschel¹³⁹, oben umgeben von zwei dreiblättrigen Kleeblättern

ANL-AHJ, Nr. 160, 26.7.1445

41a) ders.

S + THILMANI + IOHIS + THILMANI'S

im Feld ein leicht zugespitzter Wappenschild

Wappen: Muschel, oben umgeben von zwei Andreaskreuzchen

ANL, A4h, Nr. 1255, 16.2.1464¹⁴⁰; vgl. ANL-AHJ, Nr. 164, 12.12.1446; 178, 14.9.1452; 179, 15.10.1453; 180, 11.5.1454; 181, 14.9.1455; 182, 24.9.1455; 189, 21.2.1458; 196, 29.9.1461; AD Moselle, 7F523, n° 1147, 13.10.1462¹⁴¹

42) Peter von Kayl (10.6.1445–9.3.1452)

* S PE-TER • V-KEIL *

im Feld ein in die Umschrift ragender Dreipaß (Spitze nach oben), in dessen Mitte ein spitzer Wappenschild; 24–25 mm

Wappen: Eichenzweig mit drei Blättern und drei Eicheln (?)¹⁴²

ANL-AHJ, Nr. 171, 21.1.1450; vgl. Nr. 170, 14.1.1450; AD Moselle, 7F437, n° 950, 5.8.1448¹⁴³; ANL, A.XXXV.1, 21.2.1450.

43) Thilmann von der Veltz (9.3.1452–28.2.1470)

S TILMAN VAN DER VELC

im Feld ein spitzer Wappenschild; 22–24 mm

Wappen: Hausmarke in Form einer zweizackigen Gabel, deren oberen Enden rechtwinklig nach außen und unten abgebogen sind, zwischen der Gabel und zu beiden Seiten des Stiels umgeben von drei fünfblättrigen Blumen¹⁴⁴

AVL, Quittung vom 24.3.1453 in CB 1452–53; vgl. ANL-AHJ, Nr. 209, 11.11.1464; Nr. 181, 14.9.1455; 182, 24.9.1455; 189, 21.2.1458; AD Moselle, 7F523, n° 1199, 3.1.1465¹⁴⁵

44) Jacob Schusse (11.6.1455–26.7.1457)

[...JOB * I * - * [.....]E

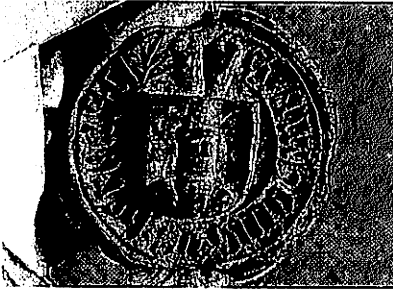
im Feld ein Dreipaß (Spitze nach unten), darin ein abgerundeter Wappenschild, Zwickel



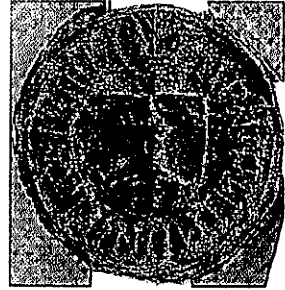
43



44



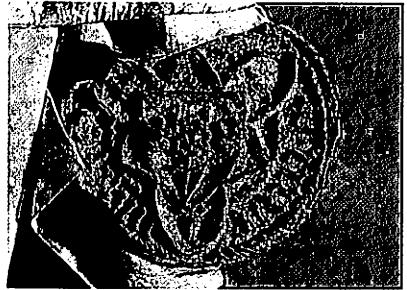
45



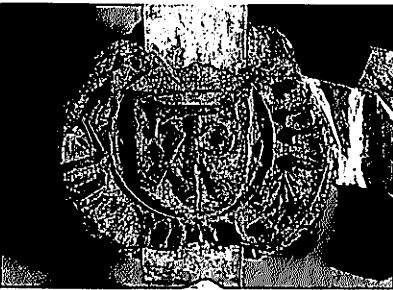
45A



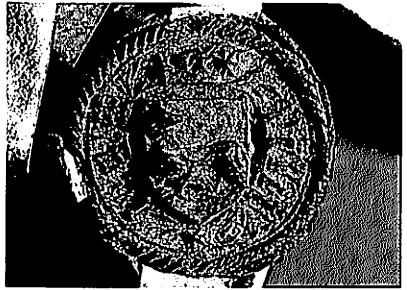
46



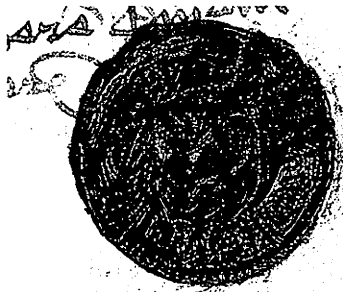
47



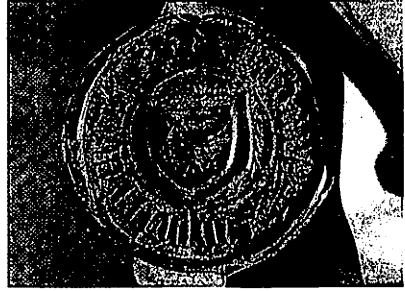
48



49



49A



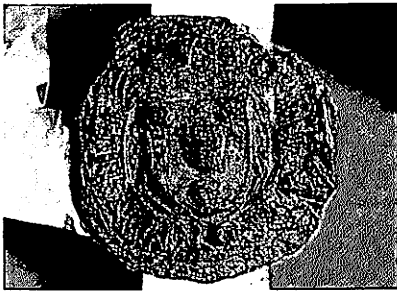
50



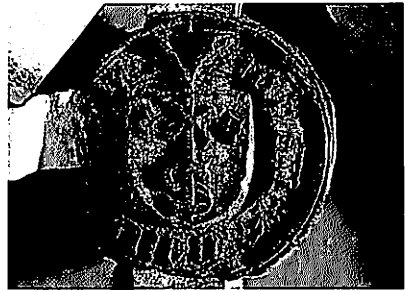
51



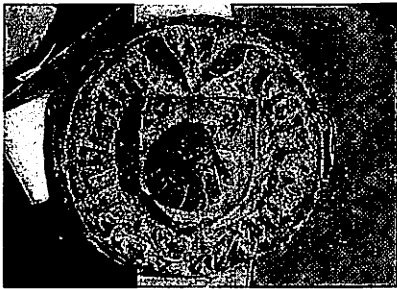
52



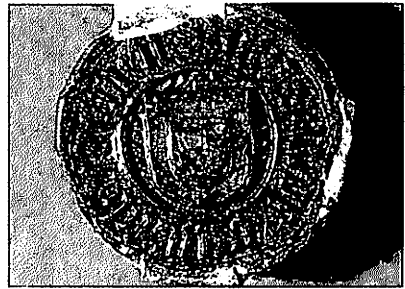
53



54



55



56

mit Sträuchern betreut

Wappen: abgerundetes, schwebendes Wappenschildchen, begleitet im Haupt von zwei Sternchen¹⁴⁶

ANL-AHJ, Nr. 183, 5.4.1456

45) Anthonis von Bernkastel (28.7.1457–18.5.1476)

S • ANTHONIS • DE • BERKASTEL *

im Feld ein abgerundeter Wappenschild, überhöht von zwei in die Umschrift ragenden Rollen; Umschrift ergänzt mit Strauch; 24 mm

Wappen: Turm mit Spitzdach auf Dreieberg¹⁴⁷

ANL-AHJ, Nr. 199, 28.12.1461; vgl. Nr. 204, 15.3.1463

45a) ders.

ANTHONIS VNN BERNCASEL

im Feld ein abgerundeter Wappenschild, überhöht von einem in die Umschrift ragenden Blumenstrauch

Wappen: Turm mit Spitzdach auf rundem Hügel, begleitet von Stern im linken Obereck

ANL-AHJ, Nr. 238, 22.12.1473

46) Clais von Contern jr. (29.9.1461–24.10.1476)

S * CLAIS * VON * CONTREN ***

im Feld ein abgerundeter Wappenschild; 22 mm

Wappen: drei albanische Mützen (2/1) rundum eine Distelblüte¹⁴⁸

ANL-AHJ, Nr. 217, 10.4.1469; vgl. Nr. 196, 29.9.1461; 233, 14.3.1473; AD Moselle, 7F523, n° 1147, 13.10.1462¹⁴⁹

47) Clais Buwemeister (15.12.1461–16.7.1472)

S CLA[IS]-BUWE-MEISTER-

im Feld ein an drei Stellen in die Umschrift ragender Vielpaß (Spitze nach unten), darin ein spitzer Wappenschild; Umschrift oben links beginnend

Wappen: unter zwei fünfzackigen Sternchen Hausmarke in Form einer zweizackigen Gabel mit einem zu einer kopfstehenden 4 hochgebogenem Stiel, zwischen den Zacken umgeben von drei Rosen¹⁵⁰

ANL-AHJ, Nr. 203, 1.3.1463; vgl. Nr. 224, 2.1.1471

48) Peter Tumerel (15.6.1462–16.2.1466)

[..]TERI * TUM[ER]EL *

im Feld ein abgerundeter Wappenschild; Umschrift von Rosetten unterbrochen; 22 mm

Wappen: Initialen R und spiegelverkehrtes E an Schaft des T angelehnt¹⁵¹

ANL-AHJ, Nr. 209, 11.11.1464

49) Peter Wolff von Vilcheringen (13.1.1468–13.2.1474; 27.12.1477–17.10.1500)

* [S] * PETER * WOLFF *

im Feld ein spitzer Wappenschild; 24–26 mm

Wappen: nach rechts schauender Wolf¹⁵²

ANL-AHJ, Nr. 217, 10.4.1469; vgl. Nr. 22, 2.1.1471; 272, 12.3.1483; 280, 14.6.1486

49a) ders.

S • PETER • WOLFF • VO WILCHERING[EN]

im Feld ein abgerundeter Wappenschild; 25–26 mm
Wappen: nach rechts bellender Wolf mit erhobenem Schwanz
AVL, Quittung vom 4.5.1485 in CB 1484–85; vgl. ANL, A.XXXV.1, 23.4.1490; ANL-AHJ, Nr. 273, 29.2.1484; 289, 28.12.1490

50) Godart Mulrepesch von der Neuerburg (5.3.1469–14.8.1474)

. GODART:MULERPESECH:

im Feld ein spitzer Wappenschild; 26 mm

Wappen: langschnabelliger Vogel auf schwebendem Wappenschild¹⁵³

ANL, A4h, Nr. 1189, 8.10.1461; vgl. Nr. 1189a, 8.10.1461¹⁵⁴; ANL-AHJ, Nr. 244, 10.12.1474

51) Clais Schellart von Bastnach gen. Haltfast (3.5.1470–1486)

- S • CLAIS * SCHO-LLARTT -

im Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, spitzer Wappenschild, gehalten von einem Engel; seitenverkehrtes S und T; 27-29 mm

Wappen: drei Fische (Schollen?) (2/1)¹⁵⁵

AVL, Quittung vom 8.10.1483 in CB 1482–83; vgl. ANL, A.XXXIV, 28.1.1484; A4h, Nr. 1794a, 22.10.1485¹⁵⁶

52) Barthelmes von Bassenheim (20.5.1473–1483)

BAR[THO]LMIS •• VA • BASSENHEM

im Feld abgerundeter Wappenschild; 27 mm

Wappen: zehndichtiges Hirschgeweih¹⁵⁷

ANL, A.XXXIV, 29.12.1474; Urkunde vom 31.10.1482 in Privatbesitz

53) Wilhelm Moriset (16.5.1475–6.1.1493)

S * WILHEM MORISET *

im Feld ein abgerundeter Wappenschild; 26 mm

Wappen: (Mohrenkopf ?) zwischen drei Sternen (zwei im Haupt, einer im Fuß)¹⁵⁸

ANL, A4h, Nr. 1717a, 21.3.1482; vgl. A.XXXV.1, 23.4.1490

54) Johann von Eischen sr. (1.8.1476–9.8.1483)

- + IOHAN * VAN * ISCHEN

im Feld ein abgerundeter Wappenschild; I (im Wappen) nach oben in die Umschrift hinein zu Y verlängert; Umschrift ergänzt mit Strauch; 27-28 mm

Wappen: Initialen X (oben) und S (unten) auf I, oben umgeben von zwei Sternen¹⁵⁹

ANL-AHJ, Nr. 254, 2.4.1478; vgl. Nr. 252, 27.12.1477; 253, 27.12.1477

55) Conrait Thilmany (7.12.1475–20.7.1483)

S - CORRADE *** TILLMANE -

im Feld ein leicht zugespitzter Wappenschild, überhöht von einem in die Umschrift ragenden Blumenstrauß (?); 27 mm

Wappen: Muschel, im Kopf umgeben von zwei Sternchen¹⁶⁰

ANL-AHJ, Nr. 254, 2.4.1478; Urkunde vom 31.10.1482 in Privatbesitz

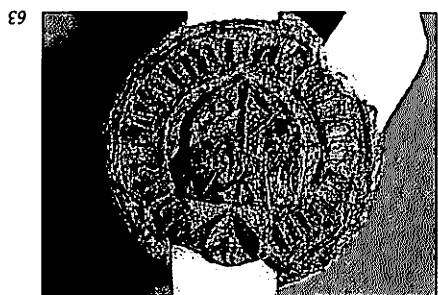
56) Clais Schusse von Scheidelingen (17.10.1476–31.8.1492)

S:CLAIS:SCHUE:VAN:SCHEIDELINEN

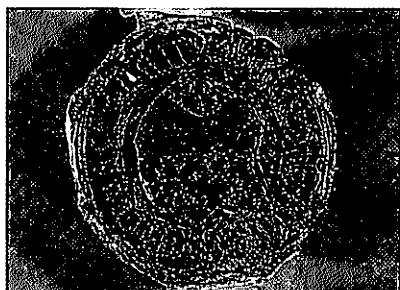
im Feld ein abgerundeter Wappenschild; 27–28 mm



69



79



09



57

Wappen: schwebendes Wappenschildchen, begleitet von drei (2/1) sternförmigen, fünfblättrigen Blumen¹⁶¹

ANL, A. XXXIV, 13.9.1482; vgl. ANL-AHJ, Nr. 269, 4.3.1482; 270, 8.9.1482; 281, 10.12.1486; 282, 24.12.1486; 283, 24.12.1486; 291, 19.3.1492

57) Peter von Eynsbruch (Nov. 1283–19.3.1492)

S : PETER : VAN * - EISBRUCH

im Feld ein abgerundeter Wappenschild, rechtsseitig gehalten von einem nach rechts gebeugten, wilden Mann, dessen Kopf und Füße in die Umschrift ragen; 27 mm

Wappen: Sparren umgeben von drei dreiblättrigen Kleeblättern¹⁶²

ANL-AHJ, Nr. 291, 19.3.1492; vgl. ANL, A. XXXIV, 28.5.1489; A. LII, Nr. 2177, 19.1.1489; AD Moselle, 6F91, 7.9.1491¹⁶³

58) Diederich von Hillen (Richter 1483–1484)

[.....] HILLEN *

Wachssiegel mit Papierdecke¹⁶⁴

Wappen: sechs Rauten

AVL, Quittung vom 12.9.1485, in CB 1483–84

59) Friedrich vom Kreuz (29.2.1484–11.7.1506)

N FREDRICH - VO DE CRUCII UM (?)

im mit Ranken belegten Feld ein oben und unten in die Umschrift ragender, schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Bügelhelm in Seitenansicht und Helmzier (zwei Rinderhörner); 25-26 mm

Wappen: durchgehendes Kreuz¹⁶⁵

ANL, A. XXXIV, 8.2.1488; vgl. A. XXXVII, 15.9.1487; AD Moselle, 6F91, 11.4.1491¹⁶⁶

60) Gerhart von Gerhartshofen gen. Ketzgin (10.5.1484–1491)

+ GERHAR[T] : VAN • GERHAR[.]HO[.]

im Feld ein leicht tartschenförmiger, spitzer Wappenschild; 27 mm

Wappen: leerer Querbalken, im Haupt zwei Hütchen (?), im Fuß (Körner pickender) Vogel

ANL, A. XXXIV, 28.5.1485

61) Johann Buwemeister II (19.1.1489–31.8.1492)

[S IOHA]NN • BUWEME[.] • [.]

im Feld ein spitzer Wappenschild

Wappen: Hausmarke in Form einer zweizackigen Gabel, deren Stiel nach rechts hochgebogen sich selbst kreuzt, begleitet neben und zwischen den Zacken von drei fünfblättrigen Rosen¹⁶⁷

ANL, A. LII, Nr. 2177, 19.1.1489

62) Johann Hoffnagel von Remerschen (25.5.1493–23.5.1504)

S • IOHAN • * • HOFNA[GEL]

im Feld ein tartschenförmiger, gerundeter und gehörnter Wappenschild

Wappen: gewellter Schrägstrich, in jeder Hälfte von einem Kleeblatt begleitet¹⁶⁸

ANL, A. LII, Nr. 2300, 30.7.1498; vgl. A. XXIV, 8.2.1494

63) Bartholomeus Groisman von der Veltz (8.2.1494–18.2.1505)

[S] BARTHOLMUS GROSMAN

im Feld ein spitzer Wappenschild, überhöht von einem in die Umschrift ragenden Dreieck (?); 26 mm

Wappen: Hausmarke in Form eines I, oben belegt mit einem X, unten E und R (?) an Schaft angelehnt, beidseitig begleitet von einer Blume¹⁶⁹
ANL-AHJ, Nr. 305, 28.9.1498; vgl. ANL, A.XXIV, 8.2.1494

64) Johann von Arlon (20.4.1494–13.10.1517)

S * IOHAN * VAN * ARLE *

im Feld ein spitzer Wappenschild; 25 mm

Wappen: drei fünfblättrige Rosen auf Querbalken, im Fuß begleitet von einem Kleeblatt¹⁷⁰

ANL-AHJ, Nr. 305, 28.9.1498; vgl. Nr. 297, 1.2.1495; ANL, A.XXIV, 8.2.1494; A.LII, Nr. 2300, 30.7.1498; Nr. 2499, 24.7.1515; AD Moselle, 7F449, n° 1492, 3.8.1498¹⁷¹

65) Thijs Zypgin (12.8.1499–30.11.1518)

S * THIC *** ZIPGIN *

im Feld ein spitzer Wappenschild; Umschrift mit Blumen ergänzt

Wappen: sechsblättrige Blume, umgeben von drei Sternen (zwei im Haupt, einer im Fuß)¹⁷²

ANL-AHJ, Nr. 312, 9.4.1500; vgl. Nr. 356, 20.11.1507

Desweiteren sind einige Siegel von Schöffen und Richtern nur schriftlich belegt, aber nicht materiell überliefert: Conche Veulcheri¹⁷³, Johannes Husen¹⁷⁴, Nikolaus Winant¹⁷⁵, Thomas von Eydel¹⁷⁶. Von Johann Gudemann ist bekannt, daß er ein Wappen trug (drei Silberlöwen in rot)¹⁷⁷, doch ein Siegel ist nicht überliefert.

* * * * *

[Anm. des Herausgebers: ab hier Fortsetzung des Textes von Seite 45]

DIE URSPRÜNGE DER ERSTEN BÜRGERSEL

Dabei werde ich mich wie im Titel angekündigt auf die Siegel der Schöffenfamilien beschränken können. Außer den Schöffen besaßen nur recht wenige Stadtbürger ein Siegel. *„Daß Richter und Schöffen als erste mit eigenen Siegeln vertreten sind“*, schreibt KITTEL³⁸, *„hat außer dem ständischen Hintergrund auch den Grund, daß die Gerichtspersonen in Ermangelung oder neben einem institutionellen Gerichtssiegel am häufigsten Siegel benötigten“*. JACOBS Vermutung, daß alle einigermaßen wohlhabenden Bürger von Wernigerode ein Siegel führten, weil sie Stadtvogt werden konnten und dann eins brauchten³⁹, mag im Ansatz richtig sein, greift aber zu kurz; in Luxemburg sind Siegel nur selten aus der Zeit vor dem Amtsantritt eines Schöffen überliefert. Um zu einer nüancierteren Antwort zu gelangen, sind die beiden von KITTEL angeführten Gründe näher zu untersuchen: Wer waren die Schöffen und Richter? Warum brauchten sie ein Privatsiegel neben dem Stadtsiegel?

Die ersten Schöffen der Stadt Luxemburg sind 1222 belegt, als Zeugen in einer Urkunde des Abtes von Unserer Lieben Frau von Luxemburg ⁴⁰. Mit großer Wahrscheinlichkeit waren sie Beisitzende im Propsteigericht. Zusammen mit dessen Vorsitzendem, dem Propst, besiegelten die Stadtschöffen 1227 eine Urkunde desselben Abtes. In beiden Fällen wird nicht gesagt, welches Siegel sie gebrauchten. Von 1237 und 1238 ist erstmals ein Stadtsiegel überliefert, das im zweiten Fall ausdrücklich von vier namentlich genannten Stadtschöffen an die Urkunde des Ritters Egidius von Bastendorf gehängt wurde, weil der selbst kein Siegel hatte. Die Umschrift des älteren Siegels (nur von 1238 überliefert) lautet: [+ SIGILL]VM [IUS]TIGIARI II (LVC)ENBVRGENSIS E[....] (außen) + ET (COMMV)-NITA(TI)S VILLE (innen), jene des jüngeren (ab 1237): + S IVDICIS ET COMUNITATIS LVCENBURGENSIS ⁴¹. In beiden Fällen zeigte das Siegelfeld eine bezinnte, rundbogige Stadtpforte. Der hier erstmals genannte Stadtrichter hatte offenbar seit Ende der 20er Jahre den Propst ersetzt: die Stadt war ein eigener Rechtsbezirk geworden. Diese Tatbestände wurden dann im August 1244 im sog. Freiheitsbrief, den die Gräfin ERMESINDE den Stadtbewohnern gewährte, schriftlich sanktioniert ⁴².

Während diese Freiheitsurkunde festhielt, daß in Zukunft die freien Bürger der Stadt den Richter selbst wählen und ihn dem Stadtherrn, also der Gräfin, zur Einsetzung präsentieren sollten, hieß es ebendort, daß die Stadtschöffen *“wie bisher gewohnt“* eingesetzt würden, also vom Stadtherrn ernannt wurden. Wenn damit auch nicht ausgeschlossen wurde, daß die Bürger dem Grafen Kandidatenvorschläge machen konnten, so bleibt doch dessen Einfluß auf den Schöffensatz unbestritten. Der geht auch sehr deutlich aus der prosopographischen Analyse der Schöffenfamilien des 13. Jahrhunderts hervor, soweit sie uns namentlich bekannt sind. Viele stammten aus dem Kreis der Dienstmannen um den Stadtherrn, gehörten also irgendwie zur gräflichen Ministerialität.

Das gilt in ganz besonderem Maße von dem ersten Schöffen, der überhaupt ein Siegel führte: WILHELM von Aspelt. Doch man darf sich fragen, ob der Ausdruck ‘privates’ Siegel korrekt ist: Eher handelte es sich um sein Siegel als Propst von Luxemburg, als welcher er von 1276 bis mindestens 1291 belegt ist ⁴³. Im Siegelfeld befand sich eine doppelte, bezinnte Stadtpforte, umgeben von drei Lilien ⁴⁴: Die Lilien sind eindeutig als Zeichen der Amtsmacht zu deuten ⁴⁵. Die Ähnlichkeit des Siegelbildes mit jenem des Stadtsiegels und des Bitburger Propsteisiegels ist recht groß: Wilhelm hat nur das Tor verdoppelt. Ich habe andernorts die Vermutung geäußert, daß das Stadtsiegel vom Propsteisiegel abgeleitet war, auch wenn für Luxemburg aus dem 13. Jahrhundert kein eigenes Propsteisiegel überliefert ist ⁴⁶. Es ist anzunehmen, daß Wilhelm, der von 1280 bis 1298 zudem als Stadtschöffe fungierte ⁴⁷, sein Siegel dem Stadt- oder Propsteisiegel nachempfand. Nach seinem

Ausscheiden aus der Propstei änderte er nach René KLEIN sein Siegelbild: An die Stelle der doppelten Stadtpforte trat nun eine dreitürmige Festung⁴⁸, wie sie auch rechts und links neben dem Löwen auf dem ersten, von 1313 überlieferten Luxemburger Propsteisiegel zu erkennen⁴⁹ ist. Ich neige eher dazu, in beiden Siegeln Wilhelms Amtssiegel zu sehen, das Mitte der 90er Jahre abgeändert wurde, weil es zu sehr dem Luxemburger Stadtsiegel glich; das neue Siegel ähnelte nun dem Diederhofener Stadtsiegel. In beiden Fällen übernahm der Propst von Luxemburg typische Symbole der Landesherrschaft als Siegelbild. Die Umschrift band das Siegel an den Siegelführer, aber qua Amt; erst später entstand ein anonymes, amtsbezogenes Propsteisiegel (1313 erstmals belegt). Daher betonte er auch in einem Kaufvertrag mit der Münsterabtei im Jahr 1280: *“In cuius rei testimonium sigillum prepositatus Luccelburgensis quo utor presentibus litteris meo nomine duxi appendum”*⁵⁰, weil es nicht üblich war, das Amtssiegel zu persönlichen Zwecken zu gebrauchen. Er bat denn auch seine Mitschöffen, das Stadtsiegel zur Bestätigung anzuhängen. Daher kann Wilhelm von Aspelt nicht als erster privater Siegelführer in der Stadt Luxemburg gelten; sein Siegel ist ein Sonderfall aus der Zeit, da Amtssiegel und Privatsiegel sich im städtischen Bereich zu differenzieren begannen. Andererseits bestätigt Wilhelm von Aspelt KITTELS doppelte Begründung, warum Stadtschöffen als erste Bürger eigene Siegel führten: ständisch gehörte er zur gräflichen Ministerialität und sein Amt (als Propst, denn als Schöffe scheint er stets nur das Stadtsiegel angehängt zu haben) verlangte die Siegelführung.

Mithin wäre Conche Veulcheri⁵¹ der erste Luxemburger Bürger und Schöffe, der ein privates Siegel führte. Seine ständische Herkunft ist nicht eindeutig. Mindestens einmal kommt er auch in gräflichen Diensten vor: Zusammen mit dem vorgenannten Wilhelm von Aspelt nahm er 1296 im Namen HEINRICHs VII. 600 Pfund entgegen. Schon bevor er Schöffe wurde (Erstbeleg: 10.02.1296), besiegelte er 1293 die Quittung eines Bürgers für den Herzog von Lothringen. Sein Siegel ist leider nicht überliefert.

Das älteste Bürgersiegel stammt also auch in Luxemburg vom Ende des 13. Jahrhunderts, ist also nicht viel jünger als in vergleichbaren Städten des Auslands. Jüngere Arbeiten über Wien und Regensburg kommen zum selben Schluß wie meine Überlegungen betreffend WILHELM von Aspelt: die ersten Bürger, die ein Siegel führten, stammten aus ritterlichen Geschlechtern, Ausnahmen, also nicht-ministeriale Siegelführer, waren Personen, die von amtswegen ein Siegel brauchten⁵². Die Imitation der Siegelführer ministerialer Herkunft durch andere Schichten bzw. der Aufstieg anderer Familien in deren Ämter⁵³ brachten dann gegen Anfang des 14. Jahrhunderts eine Ausweitung der bürgerlichen Siegelführung mit sich.

Auch in Luxemburg traten erst nach 1270 häufiger Schöffen rein bürgerlicher Herkunft auf, die im 14. Jahrhundert die Mehrheit im Magistrat stell-

ten⁵⁴. Dann verbreitete sich der Gebrauch von Privatsiegeln durch die Schöffen. Das hängt eng mit den bisher nicht untersuchten Gewohnheiten der Stadtkanzlei zusammen, insbesondere in Sachen der freiwilligen Gerichtsbarkeit⁵⁵. Eine flüchtige Durchsicht von zwei Klosterfonds im Nationalarchiv, die wegen ihrer besonders großen Reichhaltigkeit ausgewählt wurden (Kloster Marienthal und Hl.-Geist-Kloster in der Stadt), ergab folgende Beobachtung: Von der Mitte des 13. Jahrhunderts an kam es immer häufiger vor, daß Schenkgeber den Richter und die Schöffen der Stadt Luxemburg – die sie z.T. einzeln nannten oder kollektiv bezeichneten – darum baten, eine von ihnen ausgestellte Urkunde zu besiegeln, da sie selbst kein Siegel besaßen⁵⁶. Außer ihnen wurden weiterhin aus demselben Grund der Graf selbst oder der Abt von Luxemburg oder das Trierer Offizialat um Besiegelung gebeten. An die Stadtschöffen wendeten sich naturgemäß vorwiegend Stadtbürger, doch Auswärtige waren keine Ausnahme. Gegen 1270 bürgerte sich die Praxis ein, in der *'corroboratio'* die Richter und Schöffen, die als Zeugen beim Rechtsakt anwesend waren, namentlich zu nennen⁵⁷. Deren Bestätigung erfolgte dann manchmal in der *wir*-Form⁵⁸. Ohne daß diese Praxis aufgegeben wurde, häuften sich gegen Ende des Jahrhunderts Urkunden, in denen nicht mehr der Schenkgeber selbst der Aussteller war, sondern die von den Schöffen ausgestellt wurden⁵⁹. Schon vorher kam es auch vor, daß nur ein Teil der Schöffen als Zeugen wirkten, die ausdrücklich betonten, im Namen aller sieben Schöffen zu agieren⁶⁰. Diese zwei Tendenzen verbanden sich gegen Mitte des 14. Jahrhunderts: Nunmehr fungierten zwei Stadtschöffen als Aussteller, vor denen die Bittsteller erscheinen und um öffentliche Bestätigung ihres Rechtsgeschäfts baten; die beiden Schöffen hängten nicht mehr das Stadtsiegel an die Urkunde, sondern ihre beiden privaten Siegel⁶¹. Das Stadtsiegel wurde nunmehr zwar seltener gebraucht, verschwand aber nicht⁶²: An den hochpolitischen Versteigerungsbrief vom 20.10.1438, der die Veräußerung der Güter ihres burgunderfreundlichen Mitschöffen Thilmann von Hünsdorf festhielt, den sie zu einer Wiedergutmachungsstrafe von 1.000 rheinischen Gulden verurteilt hatten, hängten der Richter Watrin von Anslar und die vier Schöffen Johann von Strassen, Jakob von Püttlingen, Johann Buwemeister und Johann Ubelender von Diedenhofen das Stadtsiegel und ihre jeweiligen Privatsiegel⁶³. Ungeklärt bleibt aber die Frage, ob das Stadtsiegel nunmehr seltener gebraucht wurde, weil die Schöffen eigene Siegel besaßen, oder ob die Schöffen sich eigene Siegel anschafften, um das große, schwerfällige Stadtsiegel nicht mehr an zum Teil recht kleine Schöffenbriefe hängen zu müssen. Ein städtisches Geschäftssiegel ist nämlich erst fürs 15. Jahrhundert belegt⁶⁴.

Wenn die Siegelkunde-Handbücher bisher stets nur das mehr oder weniger genau datierte Aufkommen von Bürgersiegel konstatieren, wäre m. E. mal systematischer zu prüfen, wer die ersten siegelführenden Personen waren und ob sich nicht eine enge Verbindung mit deren amtlichen Rolle in der frei-

willigen Gerichtsbarkeit bzw. im öffentlichen Notariat feststellen läßt. Es sei sofort gesagt, daß entgegen der in Luxemburg beobachteten Entwicklung in Trier erst ab etwa 1440 zwei Schöffen ihr eigenes Siegel an Stelle des Stadtsiegels in Gütersachen amtlich benutzten, obschon Privatsiegel von Schöffen seit 1269 belegt sind⁶⁵. Dieselbe Entwicklung wie in Luxemburg stellt hingegen G.H.A. VENNERS im selben Zeitraum für die Städte Roermond, Geldern, Goch, Venlo fest⁶⁶. So *„eigenartig in unserem Gebiet“*, wie er meint, war diese Gepflogenheit also nicht.

SIEGELIDENTITÄT, SIEGELÄHNLICHKEIT, SIEGELVERÄNDERUNG

Zu einer vollständigen heraldischen, kunsthistorischen und paläographischen Auswertung dieses Katalogs (z. B. in bezug auf Paßformen, Schrifttypen, Wappenbilder, ...) ist hier nicht der Ort. Da aber immerhin von 83% der Schöffen, die zwischen 1300 und 1500 amtierten, die Siegel bekannt sind, seien ein paar sozialhistorische Hypothesen gewagt und Fragen aufgeworfen.

Die Siegelbilder stabilisierten sich zwar in Luxemburg relativ früh – es gibt Beispiele vom Anfang des 14. Jahrhunderts an –, doch kleinere Veränderungen von einer Generation zur anderen oder von einem Bruder zum andern blieben auch im 15. Jahrhundert noch in vielen Familien üblich. Farbwechsel in den Wappen sind auf den Siegeln natürlich nicht festzustellen. Typisch für Siegeldifferenzierungen war aber z. B., daß die beiden Brüder Petermann und Gobel Goeche ein Einhorn im Wappen trugen (Nr. 11, 13), doch das eine war nach rechts, das andere nach links gerichtet. Johann und Nyklaes von Mensdorf hatten einen Hirschen im Wappen (Nr. 10, 19), doch der Wechsel vom nach links zum nach rechts laufenden Tier zeigt keinen Generationswechsel an, da schon unter Johann der jüngere Typ (nach rechts) belegt ist; Johann veranlaßte den Stempelwechsel vielleicht, weil der neue Typ heraldisch korrekter war¹⁷⁸.

Zwischen den Siegelbildern Gilets von Orval und seines Sohnes Adam im Marte gab es auch leichte Unterschiede, doch die hohe Siegelähnlichkeit bei Gilet von Orval, Adam im Marte und Giltz von Kettenheim (Nr. 14, 21, 27) konnte letzte Sicherheit bringen, daß es sich bei den drei Schöffen mit so unterschiedlichen Namen um Großvater, Vater und Sohn handelte. Die Besitzgeschichte und ein spärlicher Hinweis, daß Adams Vater Gilet und sein Sohn Giltz hieß, fanden damit eine Bestätigung¹⁷⁹.

Bei Johann von Rettel und seinem mutmaßlichen Sohn Thilmann Buchard/von Rettel kann man von einer echten Brisüre sprechen: beide füg-

ten dem familientypischen Hund ein Beizeichen (Stern oder Turnierkragen) hinzu (Nr. 2, 7). Bei Johann Franck von Echternach (Nr. 25) stellt der Turnierkragen keine Brisüre dar, wie ein Vergleich mit seinen in Echternach bezugten Verwandten zeigt¹⁸⁰, die Veränderung bestand eher in der Verdoppelung des Sterns im Wappen.

In den Familien Madenart und Buchard (Nr. 1, 2, 3, 7, 8, 18) wechselte die Zahl der Hunde zwischen eins und drei, ohne daß eindeutige Regeln zu erkennen sind: Johann und Philipp Madenart sr. hatten je einen Hund im Feld, doch Johanns Siegel war viel größer; Philipp jr., Johanns Sohn, und Heinrich Buchard hatten drei Hunde; Johann und Thilmann von Rettel je einen Hund mit Brisüre (Stern bzw. Turnierkragen). Johann von Rettel und Philipp Madenart sr. waren wahrscheinlich die beiden Gatten Katharina Buchards und hatten fast dasselbe Siegel, so daß nicht mit Bestimmtheit gesagt werden kann, wessen Siegel Thilmann Buchard übernahm: jenes seines Vaters oder seines Stiefvaters¹⁸¹? Das genaue Verwandtschaftsverhältnis zwischen den Familien Buchard/von Rettel und Madenart bleibt ungeklärt¹⁸².

Daß Heinrich und Johann von Bettingen einen Greif im Wappen trugen, während ihr mutmaßlicher Vater bzw. Großvater Heinrich Schuffler einen Hirsch trug (Nr. 12, 26, 30), hängt vielleicht daran, daß die Familie sich von der Schöffenfamilie von Mensdorf unterscheiden wollte, die ebenfalls einen Hirschen trug.

In den Familien von Strassen (seit Bartholomeus Pygon) (Nr. 9, 23, 28) und von Eydel (Nr. 22, 29)¹⁸³ waren die Siegelwappen stets gleich, nur das Arrangement im Siegelbild änderte. Man darf festhalten, daß gerade bei den Familien, die ein Vollwappen im Siegel trugen¹⁸⁴, sich das Wappen sehr früh stabilisierte. Im ersten Siegel Johanns von Strassen (Nr. 28) gab es allerdings in Form eines Freiviertels ein Beizeichen, wahrscheinlich, um das Siegel von jenem seines gleichnamigen Onkels zu unterscheiden¹⁸⁵. Der Wechsel wäre dann dadurch zu erklären, daß er sein Jugendsiegel mit der Bisüre und dessen Umschrift ihn zudem als "der junge" betitelte, beim Tod seines Onkels (um 1408)¹⁸⁶ abschaffte. Doch dieses zweite Siegel (Nr. 28a) wurde auch schon 1408 gebraucht¹⁸⁷ und betitelte ihn weiterhin als "der Junge". Ab 1437 ist schließlich ein drittes Siegel belegt (Nr. 28b), das nunmehr einen völlig anderen Helm und Helmzier zeigte und ohne Zunamen in der Umschrift. Beide Wappen von Strassen und von Eydel sind vereint im jüngst gefundenen Siegel Margaretes von Roussy, der Gattin Johanns von Strassen¹⁸⁸. Die Familie von Roussy trug in der Tat dasselbe Wappen wie die Eydel (und die Diederhofener Schöffenfamilie Marschalk)¹⁸⁹. Johann von Eydel war Schultheiß in Roussy und im südluxemburgischen Raum begütert¹⁹⁰. Die Wappenidentität könnte durch anders nicht belegte Verwandtschafts- oder Lehnsbeziehungen mit der Grundherrenfamilie von Roussy bedingt sein. Schließlich ist noch Richard

Monin, ein Schwager Philipp Madenarts¹⁹¹, in diese Verwandtschaft einzuordnen: Sein neu entdecktes Siegel (Nr. 20) war ebenfalls geteilt und vereinigte das Wappen von Eydel und eines, das jenem des Metzger 'Paraigne' von Port-Sailly sehr ähnelte¹⁹².

Aufgrund der Siegelgleichheit würde ich heute noch deutlicher als in meiner Dissertation dafür plädieren, daß Bartholomeus Pygon der Großvater des Barthelmes von Strassen war¹⁹³. Die Wiederkehr der Vornamen Philipp und Barthelmes in beiden Familien deutet in dieselbe Richtung. Damit ist die Familie seit Conche Veulcheri, Pygons Schwiegervater, bis Johann von Strassen mit rund 150 Jahren die am längsten auf einem Schöffenstuhl sitzende Familie. Daß Conche Veulcheri – abgesehen von Wilhelm von Aspelt – der erste Luxemburger Bürger war, von dem (in einer Textquelle) Siegelführung bezeugt ist, und daß Bartholomeus Pygon der erste Schöffe war, der schon 1337 ein Vollwappen mit Helm und Helmzier im Siegel führte, scheint dann kein Zufall gewesen zu sein.

Aufgrund der für diese Arbeit neu entdeckten Privatsiegel Gobels¹⁹⁴ und Nikolaus von Remich (Nr. 15, 16) läßt sich zwischen den beiden Schöffen, die wie übrigens mehrere Remicher Schöffen¹⁹⁵, einen Greif im Siegelwappen trugen, ebenfalls eine Verwandtschaft vermuten, es sei denn der Greif war Remicher Ortssiegel, was aber nirgends belegt ist.

In der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts änderte man das Wappensiegel von einer Generation zur anderen auch in Händlerfamilien nur leicht. Das Beispiel der drei Schöffen aus der Familie Buwemeister ist insofern typisch (Nr. 35, 47, 61). Von Thilmann zu Conrad Thimany wurden nur im Schildhaupt die Kreuzchen durch Sternchen ersetzt (Nr. 41, 55). Die Erbfolge im Magistrat war in burgundischer Zeit allerdings seltener geworden¹⁹⁶.

Die entscheidende Rolle der Sigillographie für Familienrekonstruktionen wurde schon mehrfach hervorgehoben. Am krassesten lag der Fall bei Clais Schellart von Bastnach genannt Haltfast¹⁹⁷. Angesehene Historiker wie Nikolaus van Werveke und Jules Vannérus haben diesen Stadtschöffen stets mit dem herzoglichen Rentmeister Clais Haltfast aus einer Arloner Schöffenfamilie identifiziert, der etwa gleichzeitig u. a. auch in Luxemburg lebte und dessen Tochter Elisabeth Bernhard von Hondelingen geheiratet und zu den Erben Gilles' von Busleyden, des Arloner Schöffen, Ratsherrn und Kammerherrn Herzog Karls von Burgund, gehört haben soll, weil ihr Vater mit dessen Tochter Jacqueline verheiratet gewesen sein soll. Abgesehen von solchen Verwandtschaftsangaben, die nur schwer auf einen Nenner zu bringen waren, brachte die Sigillographie letzte Sicherheit, daß es sich bei den beiden Clais um zwei verschiedene Personen handeln mußte: Das Siegelwappen von Elisabeth Haltfast zeigte eine Händlermarke in Form eines Kreuzes

begleitet von einer Rose im Schildfuß. Es ähnelte damit sehr dem Wappen des Arloner Schöffen Clais Haltfast, beim dem nur die Rose fehlt¹⁹⁸, während der Luxemburger Schöffe wie gezeigt drei Fische im Siegelwappen trug (Nr. 51). Beide Schöffen waren also verschiedene Personen und Elisabeth war nicht die Tochter des Luxemburger, sondern des Arloner Schöffen. Clais Schellart war auch nicht der Sohn Johanns von Diekirch, des Einnehmers von Thionville, dessen Wappen einen mit drei Kreuzchen belegten Balken, begleitet von drei Lilien (2/1) zeigte.

Die große Siegelähnlichkeit läßt auch eine enge Verwandtschaft zwischen Jakob Schusse und Clais Schusse von Scheidelingen vermuten (Nr. 44, 56), die aber durch kein anderes Indiz untermauert wird¹⁹⁹.

Und Diederich von Atzenrat (Nr. 37), der in die Schöffenfamilie von Bettingen eingeheiratet hatte²⁰⁰, stammte offenbar aus einer Familie von Viandener Vassalen, da nach LOUTSCH der 1405 belegte Clais von Atzenrat dasselbe Wappen trug²⁰¹ wie Diederich. Damit vervollständigt sich auch das Bild vom sozialen Umfeld dieser Schöffenfamilie²⁰².

SIEGEL ALS AUSDRUCK SOZIALER MENTALITÄTEN

Als Modererscheinung mag man die wechselnde Siegelgröße abtun: Während im 14. Jahrhundert der Durchmesser zwischen 20 und 24 mm schwankte – mit Ausnahme Johann Madenarts –, erreichte er in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts oft 27–28 mm, ohne daß dabei eine Regel zu erkennen ist²⁰³.

Ein Siegelwechsel ist bei elf Schöffen zu beobachten (Nr. 8, 10, 12, 19, 22, 27, 28, 34, 41, 45, 49) und dürfte meistens wohl auf den Bruch oder den Verlust der Matrize zurückzuführen sein²⁰⁴. Bei Peter Wolff (Nr. 49) stammt das zweite Siegel aus seiner zweiten Amtszeit – er war 1474–77 aus dem Magistrat geschieden, weil er 1474 zum Generalprokurator am Hofgericht ernannt worden war²⁰⁵ –, doch sein erstes Siegel ist auch noch nach 1477 belegt. Mehrere andere Schöffen benutzten offenbar ebenfalls ihr nur in Kleinigkeiten verändertes, neues Siegel parallel zum alten²⁰⁶.

Während schon Pitticolin (Nr. 4) – ein Ministeriale! – 1314–24 sein Siegelbild in ein Wappenschild faßte, trugen ab 1330 alle Schöffen ein Wappensiegel. Der auch andernorts faßbare Siegeszug des Wappensiegels²⁰⁷, unabhängig vom Stand des Trägers, wird also in Luxemburg voll bestätigt. Vollwappen mit Wappenschild, Helm, Helmdecke und Helmzier sind allerdings nur auf den Siegeln von 15 Schöffen (Nr. 8a, 9, 12, 16, 19a, 23, 26, 27a, 28, 29, 30, 32, 33, 37, 59) dargestellt²⁰⁸. Die Besitzer dieses Siegeltyps²⁰⁹ lassen mich

sehr daran zweifeln, daß das modischer Zufall gewesen sein soll: Die Schöffen, die ein Vollwappen im Siegelbild führten, gehörten nämlich ausschließlich jener reich begüterten Grundherrenschicht an, die durch Konnubium und Lebensstil in den Kleinadel aufzusteigen versuchte und die von der Mitte des 14. bis ins erste Viertel des 15. Jahrhunderts den Stadtmagistrat dominierte²¹⁰: die Pygon-von Strassen, Schiffler-von Bettingen-von Atzenrat, Nikolaus von Remich, Nyclaes von Mensdorf, Giltz von Kettenheim, Johann von Eydel, Philipp von Elvingen. Siegel mit Vollwappen paßten mentalitätsmäßig ohne Zweifel zu diesen Schöffen, die gleichzeitig im Rittergericht saßen, zu Pferd Kriegsdienst leisteten und eine Burg erwarben oder erbauten. Die einzige Ausnahme, auf die diese sozioökonomischen Kriterien nicht passen, stellt Jakob von Püttlingen dar; bei ihm dürfte es sich um Nachahmung handeln. Die ersten Träger dieses aus dem Reitersiegel abgeleiteten Siegeltyps²¹¹ waren Bartholomeus Pygon und sein Schwiegersohn Heinrich Schiffler: für beide sind schon umfangreicher Grundbesitz und Nähe zum Landesherrn nachzuweisen. Daß drei Schöffen – Philipp Madenart jr., Nyclaes von Mensdorf und Giltz von Kettenheim – ihr Siegel umarbeiten ließen und ab 1360 das einfache Wappen durch ein Vollwappen ersetzten, läßt auf einen sicher nicht zufälligen oder nur modisch bedingten Mentalitätswandel schließen. Wenn Pama in bezug auf die Niederlande behauptet, das Vollwappen mit Helm und Helmzier sei erst viel später als der einfache Wappenschild von Bürgern übernommen worden und dann nur *«par esprit d'imitation et dans un but décoratif»*²¹², vermag ich ihm nicht zu folgen: Ein Vollwappen ist in Luxemburg von 1337, nur 22 Jahre nach dem ersten Wappensiegel, überliefert und letzteres gehörte 1315 zu den vier ältesten erhaltenen Bürgersiegeln. Händler, die einen Schöffenstuhl erhielten, trugen nie ein Vollwappen. Daher fehlt es auch in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts, mit einer Ausnahme: Friedrich vom Kreuz (Nr. 59) trug ebenfalls ein Vollwappen im Siegel. Auch das war kaum Zufall, er stammte aus einer Trierer Familie, die in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts (!) zu einem der führenden Schöffengeschlechter in der Moselstadt aufgestiegen war²¹³.

Ab 1430 tauchen Siegel auf mit einer (Haus- oder Händler)marke im Wappenschild (Nr. 35, 36, 38, 47, 48, 54, 61, 63). (Bei Peter Tumerel und Johann von Eischen darf allerdings darüber diskutiert werden, ob es sich um ein Initialenwappen oder um ein Hausmarkenwappen handelt.) Dieser nur in nicht-adligen Kreisen verbreitete Wappentyp²¹⁴ ist in Luxemburg nur bei solchen Schöffen nachweisbar, die eindeutig Händlerkreisen entstammten. Im Vergleich zu vielen anderen Städten, in denen die ältesten erhaltenen Bürgersiegel schon Hausmarken zeigen²¹⁵, taucht diese Art Wappenbilder bei Luxemburger Schöffenfamilien recht spät auf²¹⁶, was im übrigen völlig mit unserer Beobachtung übereinstimmt, daß echte Händler erst im 15. Jahrhundert in den Stadtmagistrat gelangten, während im 13. Jahrhundert die Ministerialen und im 14. Jahrhundert Grundbesitzer dominierten²¹⁷.

Eine Berufsangabe erfolgte nur in einem Fall: Thilmann von Bilstein ließ sich in der Siegelumschrift als Färber bezeichnen (Nr. 40). Kein Schöffe nahm – wie in den Maasstädten Lüttich und Huy üblich²¹⁸ – seinen Amtstitel in die Umschrift auf: vielleicht ein Hinweis, daß sie ihre Siegel schon vor dem Aufstieg in den Magistrat besaßen?

Redende Wappen sind recht selten anzutreffen: Peter Wolff, Friedrich vom Kreuz, vielleicht Clais Schellart (Nr. 49, 51, 59). Das Wappen Anthonis von Bernkastel (Nr. 45) als Bergkastel zu interpretieren, scheint vielleicht doch etwas gewagt, obschon in der Umschrift auffallenderweise N in Bernkastel fehlt.

Sehr häufig waren Tierfiguren als Siegel- bzw. Wappenbilder. Auch wenn es durchaus Unterschiede zwischen edlen und vulgären Tieren gab, wenn also ein Hund kein Löwe war und ein Hirsch kein Einhorn und eine Gans kein Greif, kann in dieser Hinsicht keine sozial differenzierende Regel festgestellt werden. Die recht häufige Darstellung von Hunden (Nr. 1, 2, 7, 8, 18, 20, 22, 29, 34) oder Hirschen²¹⁹ (Nr. 10, 12, 19, 52) könnte allerdings den bürgerlichen Anspruch auf das Jagdrecht bzw. den Stolz der Oberschicht auf die Jagdpraxis dokumentieren²²⁰.

Als Modererscheinung ist wohl die Schildform anzusehen: Fast alle Siegel tragen einen spitzen Wappenschild, bis in den 1420er Jahren, auffallenderweise fast nur bei Schöffen aus Händlerkreisen, abgerundete Schilder auftauchen²²¹. Gegen Ende des 15. Jahrhunderts verwenden Gerhart von Gerhartshofen und Johann Hoffnagel von Remerschen für ihre Wappensiegel tartschenförmige Schilder, wie sie um 1480 in Flandern aufgekommen waren²²².

Auch bei den drei Siegeln, auf denen – ebenfalls in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts – ein Engel bzw. ein wilder Mann den Wappenschild hält²²³ (Nr. 39, 51, 57), dürften eher modische Einflüsse Pate gestanden haben, obschon die kleine Stückzahl kaum sichere Schlußfolgerungen erlaubt; die drei Schöffen sind in der Tat eher als wohlhabend und begütert anzusehen, so daß auch diese Gestaltungsform Ausdruck einer bestimmten sozialen Mentalität sein könnte. Sie bzw. ihr Graveur war offenbar eher für solche modische Neuerungen zugänglich. Bei Schöffen, die einfache Händler waren, sind keine derartige Sondertypen des Siegels belegt.

Doch auch wenn man modische Einflüsse annimmt, bleibt die Frage der Herkunft und der Übertragungswege: Welche Siegelgraveure in dem eher abseits von großen Handelsströmen gelegenen Luxemburg standen unter welchem Einfluß? Die Handbücher sind leider sehr zurückhaltend mit chronologisch und regional differenzierten Angaben zu derartigen Modeerscheinun-

gen. Namentlich sind in Luxemburg nur zwei Siegelhersteller bekannt: Cointz der Ysengreber erhielt 1444 zwölf Gulden, um das neue, vom Burgunderherzog entworfene Stadtsiegel anzufertigen²²⁴, und Johan Goltsmit erhielt 1479–80 16 Groschen für Silber und Machlohn für ein *“silbernes signet met dem le[wl]en uff dem roest, dar man die tzeichen met gebet int rathaus”*²²⁵. Waren sie auch Graveure der Privatsiegel der städtischen Oberschicht? Und wer noch? An Goldschmieden, denen man diese Fertigkeit zutrauen kann, fehlte es nicht in der Stadt²²⁶. Allerdings läßt die Qualität der meisten Siegelmatrizen sehr zu wünschen übrig. Vor allem die Umschriften waren oft nur sehr gering ausgefräst, zudem recht unregelmäßig (z.T. wurden Unzialen und Minuskeln gemischt²²⁷, holprig und sogar fehlerhaft (vgl. Nadenart für Madenart). Auch verschiedene Bilder waren recht plump: etwa der zu kleine Helm auf dem überproportionierten Schild in Heinrich Schufflers erstem Siegel (Nr. 12) – vielleicht eine Erklärung für die Anfertigung eines neuen Stempels – oder die überdimensionalen Vogelpfoten im Siegelwappen Godart Mulerpeschs (Nr. 50).

Jean-Claude LOUTSCH war im eingangs zitierten Vortrag zur Feststellung gelangt, daß in kleinen Städten wie Luxemburg und Arlon die Siegelgestaltung viel freier war, nicht den Regeln der führenden Familien unterlag. Wie viele Heraldiker und Sigillographen sah er darin nur den Ausdruck von Modeerscheinungen: *«Nous ne pouvons y retrouver que des notions de mode ou de prédilection pour certains meubles»*²²⁸. Dem kann man, was die meisten Wappenbilder anbelangt, ohne Zweifel zustimmen. Wer einen Hund oder ein Einhorn ins Wappen nahm, darin läßt sich keine Regel erkennen. Doch meine Beobachtungen führen mich zum Wunsch nach stärkerer Berücksichtigung der Sozialgeschichte durch die Sigillographen²²⁹: Statt die Siegeltypen zu schnell als beliebig darzustellen, sollte genauer in klar umgrenzten Beständen, etwa einer Stadt, nach dem Zusammenhang zwischen sozialer Herkunft und Wappen- bzw. Siegeltyp unterschieden werden²³⁰. Vielleicht ergeben sich dann doch Regeln, die stärker auf Siegeltypen denn auf Wappenbilder bezogen sein dürften. Ich hoffe, zur Erstellung eines solchen Theorieansatzes zumindest das Luxemburger Material zum Vergleich zur Verfügung gestellt zu haben.

ANMERKUNGSAPPARAT

VERZEICHNIS DER ABKÜRZUNGEN

- AD** = Archives départementales (en France).
- AGR** = Archives générales du Royaume, Bruxelles.
- ANL** = Archives nationales, Luxembourg.
- AVL** = Archives de la ville de Luxembourg.
- CCBL** = Alphonse Verkooren, Arlette Graffart, René Laurent e. a., Inventaire des chartes & cartulaires des duchés de Brabant et de Limbourg et des pays d'Outre-Meuse, Bruxelles, 1910–1976.
- CCL** = Alphonse Verkooren, Inventaire des chartes & cartulaires du Luxembourg (Comté puis Duché), 5 vol., Bruxelles, 1914–1922.
- CM** = N. van Werveke, Cartulaire du prieuré de Marienthal, = PSH 38 (1885) und 39 (1891).
- CVL** = Fr. X. Würth-Paquet et N. van Werveke, Cartulaire ou recueil des documents politiques et administratifs de la ville de Luxembourg. De 1244 à 1795, = PSH 35 (1881).
- PSH** = Publications de la Section historique de l'Institut grand-ducal de Luxembourg.
- UQB** = Camille Wampach, Urkunden- und Quellenbuch zur Geschichte der altluxemburgischen Territorien bis zur burgundischen Zeit, Luxemburg, 10 Bände, Luxemburg, 1935–1955.

ANMERKUNGEN

1. Jean-Claude LOUTSCH: «Étude comparative sur la formation des armoiries bourgeoises dans des villes d'importance et de taille différentes au moyen âge: Metz, Bruxelles, Luxembourg et Arlon». In: *Les armoiries non nobles en Europe: XIIe–XVIIIe s., Académie internationale d'héraldique. IIIe colloque international d'héraldique*, Montmorency, 19–23 septembre 1983, édité par les soins de Hervé PINOTEAU, Michel PASTOUREAU et Michel POPOFF, Paris, 1986, p. 63–82, hier p. 63. Die Arbeit von Konrad F. BAUER: *Das Bürgerwappen. Ein Buch von den Wappen und Eigenmarken der deutschen Bürger und Bauern*. Frankfurt a.M., 1935, verfolgt keine wissenschaftliche Ansprüche.

2. Als Nicht-Experte für Sphragistik, der umso herzlicher an dieser Stelle den Veranstaltern seinen Dank aussprechen möchte für die Einladung zum Vortrag, möchte ich alle hier geäußerten Urteile unter den Vorbehalt der mangelhaften Fachkenntnis stellen. Folgt man aber Eckart HENNING: "Zum gegenwärtigen Stand der Siegelforschung in Deutschland und Österreich". In: *Blätter für deutsche Landesgeschichte*. 120 (1984), p. 549–562, dem letzterschienenen Forschungsbericht zu dieser Hilfswissenschaft, sind Arbeiten zu einzelnen Siegelarten und Siegelführergruppen in der Tat eher selten. Im Artikel 'Siegel' in der jüngst erschienenen Lieferung des *Lexikon des Mittelalters*, Band VII, München, 1995, Sp. 1848–1861 werden Bürgersiegel nicht einmal erwähnt. Auch in René

GANDILHON/Michel PASTOUREAU: *Bibliographie de la sigillographie française*. Paris, 1982, sucht man ein entsprechendes Kapitel vergeblich.

3. Erich KITTEL: *Siegel*. Würzburg, 1970, p. 367.
4. Wilhelm EWALD: *Siegelkunde*. München, 19143, p. 211.
5. Chevalier Camille de BORMAN: *Les échevins de la souveraine justice de Liège*. 2 tomes, Liège, 1892; Maurice YANS: *Les échevins de Huy. Biographie des échevins et des maires de Huy-Grande*. Liège, 1952.
6. Wolfgang PAGENSTECHE: "Burggrafen- und Schöffensiegel von Kaiserswerth". In: *Düsseldorfer Jahrbuch*. 44 (1947), p. 117-154.
7. Ilse BODO: *Die Siegel der Wiener Ratsbürger des 14. Jahrhunderts*. Wien, 1968; Wolfgang MAYER: *Die Siegel der Wiener Ratsbürger 1396-1439*. Wien, 1977. Ich bedanke mich bei Herrn Archivdirektor Dr. Ferdinand OPPL, Wien, der mir freundlicherweise Kopien der beiden Arbeiten zur Verfügung stellte. Im Beitrag von Wolfgang MAYER: "Die Siegel der Wiener Ratsbürgerfamilien des Spätmittelalters". In: *ADLER. Zs. f. Genealogie u. Heraldik*. 11 (1978), p. 385-396, sind nur die allgemeinen Ergebnisse seiner Arbeit festgehalten.
8. Hans HORSTMANN: *Wappen, Fahnen, Bürgersiegel. Beiträge zur Liegnitzer Heraldik*. = Beiträge zur Liegnitzer Geschichte, Bd. 6, Lorch, 1976.
9. Theresia ZIMMER: "Trierer Schöffen im Siegelbild vom 13. bis zum Anfang des 15. Jahrhunderts". In: *Festschrift für Franz-Josef Heyen zum 65. Geburtstag*, hrg. v. Heinz-Günther Borck und Hans-Walter HERRMANN, unter Mitarbeit von Johannes MÖTSCH. = *Jb. f. westdt. Landesgeschichte* 19 (1993), p. 189-204.
10. Peter URBANEK: *Wappen und Siegel Regensburger Bürger und Bürgerinnen im Mittelalter (bis 1486)*. Dissertation Regensburg, 1988; vgl. ders.: "Über das Siegelwesen der Regensburger Bürger bis zum Ende des 14. Jahrhunderts". In: *Archiv für Diplomatik*. 38 (1992), p. 217-234.
11. Vgl. z. B. C. PAMA: «L'Héraldique bourgeoise dans les Pays-Bas». In: *Archives héraldiques suisses*. LXIII (1949), p. 62-65; Olivier CLOTTU: «Les armoiries des bourgeois, artisans et paysans en Suisse occidentale du XI^e au XVI^e siècle». In: *Les armoiries non nobles en Europe* (wie Anm. 1), p. 21-38; Franz-Heinz von HYE: "Zur Geschichte des bürgerlichen und bäuerlichen Wappenwesens in Tirol mit besonderer Berücksichtigung der Städte Innsbruck und Hall". In: *Les armoiries non nobles en Europe* (wie Anm. 1), p. 39-48; René-J. WATTIEZ: «Les armoiries bourgeoises dans la principauté de Liège, sous l'ancien régime (essai de statistique)». In: *Les armoiries non nobles en Europe* (wie Anm. 1), p. 151-157.
12. Hanns JÄGER-SUNSTENAU: "Wiener Bürgerwappen des 14. und 15. Jahrhunderts". In: *Festschrift zum hundertjährigen Bestehen des Herold zu Berlin 1869-1969*. Berlin, 1969, p. 109-118, beruht zwar ausschließlich auf Siegeln, doch er beschreibt nur die Wappen und schließt sogar Schilde mit Hausmarken oder Buchstaben als "mit echter Heraldik nicht gut verträglich" aus (ebd., p. 110).
13. Ed. JACOBS: "Zur Geschichte der Bürgersiegel". In: *Zeitschrift des Harz-Vereins für Geschichte und Altertumskunde*. 41 (1908), p. 207-247.
14. H. NELIS: «Étude diplomatique sur la juridiction gracieuse des échevins en Belgique (1150-1300)». In: *Annales de la Société d'Emulation de Bruges*. LXXX (1937), p. 1-49, hier p. 42.
15. Ebd.
16. PAMA: *Héraldique bourgeoise* (wie Anm. 11), p. 62.
17. URBANEK: *Siegelwesen* (wie Anm. 10), p. 218.
18. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 367.
19. Ivo LUNTZ: *Die allgemeine Entwicklung der Wiener Privaturkunden bis zum Jahre 1360*. Wien, 1917, p. 8.
20. BORMAN: *Les échevins* (wie Anm. 5), Text 1, p. 433f. (älteste erhaltene Siegel); WATTIEZ: *Principauté de Liège* (wie Anm. 11), p. 152, nennt 1248 und geht wohl vom Amtsantritt des betreffenden Schöffen aus (vgl. a.a.O., p. 74).

21. ZIMMER: *Trierer Schöffn* (wie Anm. 9), p. 193/196.
22. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 368.
23. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 370.
24. PAGENSTECHER: *Burggrafen- und Schöffensiegel* (wie Anm. 6), p. 132.
25. KITTEL: *Siegel I* (wie Anm. 3), p. 368.
26. Von HYE: *Tirol* (wie Anm. 11), p. 39.
27. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 370.
28. KITTEL: *Siegel I* (wie Anm. 3), p. 370.
29. KITTEL: *Siegel I* (wie Anm. 3), p. 369.
30. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 368.
31. KITTEL: *Siegel I* (wie Anm. 3), p. 368.
32. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 368.
33. JACOBS: *Bürgersiegel* (wie Anm. 13), p. 214.
34. CLOTTU: *Suisse occidentale* (wie Anm. 11), p. 23.
35. KITTEL: *Siegel I* (wie Anm. 3), p. 368.
36. YANS: *Les échevins de Huy* (wie Anm. 5), p. 24, 27.
37. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 367. Michel PASTOUREAU: *Les sceaux*. = Typologie des sources du moyen âge occidental, fasc. 36, Turnhout, 1981, p. 29, spricht allgemein vom 13. Jahrhundert. Fabien PLAZANNET: *Les sceaux gascons du moyen âge*, nennt in seiner noch unveröffentlichten Dissertation ebenfalls die zweite Hälfte des 13. Jahrhunderts für das Aufkommen von Bürgersiegeln (siehe École nationale des chartes. Positions des thèses 1994, p. 152–158).
38. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 367.
39. JACOBS: *Bürgersiegel* (wie Anm. 13), p. 220.
40. Quellenzusammenstellung in Michel PAULY: *Luxemburg im späten Mittelalter. I. Verfassung und politische Führungsschicht der Stadt Luxemburg im 13.–15. Jahrhundert*. = PSH 107/Publ. du CLUDEM, 3, Luxembourg, 1992, p. 31.
41. Michel MARGUE/Michel PAULY: "Die Siegel der Stadt Luxemburg. Ein Symbol des Verhältnisses zwischen Landesherrn und Stadt". In: *Ermesinde et l'affranchissement de la ville de Luxembourg. Etudes sur la femme, le pouvoir et la ville au XIIIe siècle sous la dir. de Michel MARGUE*, = Publ. du CLUDEM, 7, Luxembourg, 1994, p. 59–71, hier p. 59/63.
42. Michel PAULY: "Der Freiheitsbrief der Stadt Luxemburg: herrschaftlicher Machtanspruch oder bürgerliches Emanzipationsstreben?" In: *Ermesinde et l'affranchissement de la ville de Luxembourg* (wie Anm. 41), p. 235–253.
43. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 44), p. 124.
44. René KLEIN: "Die Siegel Wilhelms von Aspelt". In: *Hémecht*. Luxembourg, 34 (1982), p. 243–254, hier p. 246.
45. Vgl. Michel MARGUE: «Sigilli nostri auctoritate». Note sur le sceau de la comtesse Ermesinde». In: *Ermesinde et l'affranchissement de la ville de Luxembourg* (wie Anm. 41), p. 73–87, hier p. 86f.
46. MARGUE/PAULY: *Siegel* (wie Anm. 41), p. 66.
47. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 518.
48. KLEIN: *Aspelt* (wie Anm. 44), p. 245, 249; vgl. nebenstehend Abb. A.
49. MARGUE/PAULY: *Siegel* (wie Anm. 41), Abb. 12, p. 68.
50. UQB IV, Nr. 529; vgl. KLEIN: *Aspelt* (wie Anm. 44), p. 247f.

51. Vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 131f. mit allen Quellenbelegen für das Folgende.
52. Daß die Ministerialen zur politischen Führungsschicht der Städte in der Frühphase gehörten, ist mittlerweile Gemeinplatz der mittelalterlichen Stadtgeschichte; vgl. den Sammelband *„Stadt und Ministerialität“*, hrsg. v. Erich MASCHKE und Jürgen SYDOW = Veröffentlich. der Hist. Komm. für Geschichtl. Landeskunde in Baden-Württemberg, Reihe B, Bd. 76; Carl-Hans HAUPTMEYER: „Vor- und Frühformen des Patriziats mitteleuropäischer Städte. Theorien zur Patriziatsentstehung“. In: *Die Alte Stadt*. 6(1979), p. 1–20; Andreas SCHLUNK: „Stadt ohne Bürger? Eine Untersuchung über die Führungsschichten der Städte Nürnberg, Altenberg und Frankfurt um die Mitte des 13. Jahrhunderts“. In: *Hochfinanz, Wirtschaftsräume, Innovationen. Festschrift für Wolfgang von Stromer*, hrsg. v. Uwe BESTMANN, Franz IRSIGLER, Jürgen SCHNEIDER, Bd. I, Trier, 1987, p. 189–243; PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 471, Anm. 3 mit Hinweisen auf weitere Literatur. Die Vermutung, daß sich *„unter den ersten wappenführenden Bürgern ... Angehörige ritterlicher Familien befunden haben, die im Bürgertum aufgegangen waren“*, äußerte schon Konrad BAUER: *Das Bürgerwappen* (wie Anm. 1), p. 7, doch ohne den Beweis dafür anzutreten. Zu den ersten Siegelführern aus ritterlichen Familien vgl. BODO: *Wiener Ratsbürger* (wie Anm. 7), p. 17; URBANEK: *Wappen und Siegel* (wie Anm. 10), p. 3, 8.
53. Vgl. URBANEK: *Wappen und Siegel* (wie Anm. 10), p. 3, 9.
54. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 470ff.
55. MARGUE/PAULY: *Siegel* (wie Anm. 41), p. 67ff. Vorbildlich zur städtischen Diplomatie LUNTZ: *Wiener Privaturkunden* (wie Anm. 20), und ders.: *Beiträge zur Geschichte der Wiener Ratsurkunde*. Wien, 1917. Die an sich hervorragende Arbeit von NELIS: *Étude diplomatique* (wie Anm. 14), der für den belgischen Raum eine Vorreiterrolle zukommt, beruht für die Grafschaft Luxemburg auf einer sehr lückenhaften Dokumentation, so daß sie zu z.T. falschen Ergebnissen kommt.
56. Erste Beispiele: ANL, A.XXXIX, 10.1.1238 (n.st) = UQB II, 333; A.XXXV.1, 12.3.1259 (n.st.) = UQB III, 292. Vgl. allgemein zur freiwilligen Gerichtsbarkeit der Schöffen: NELIS: *Étude diplomatique* (wie Anm. 14); Pierre-Dominique SCHMIDT: «Les actes notariés en Flandre au moyen âge. Contribution à l'étude de la juridiction gracieuse». In: *Revue d'histoire du droit*. LXI (1993), p. 33–52, hier p. 34–36.
57. ANL, A.XXXV.1, 26.6.1270, 29.11.1270 = UQB VI, 192, 211; ANL, A.XXXIX, 10.2.1296 (n.st.) = CM, 229.
58. ANL, A.XXXIX, 10.2.1296 (n.st.) = CM, 229.
59. ANL, A.XXXV.1, 28.6.1298 = UQB VI, 718ff.
60. ANL, A.XXXV.1, 12.9.1286 = UQB V, 184; A.XXXIX, 14.8.1297 = CM, 235.
61. ANL, A.XXXIX, 12.4.1346 = CM, 390; A.XXXV.1, 28.2.1347.
62. Es hing z.B. an Urkunden von Mai 1336 (CCL II, 708); 13.1.1360 (CCL III, 1002); 27.1.1360 (ANL, A.IV, 68/1); 23.1.1362 (CCL III, 1033); 29.2.1396 (CVL, 21); 23.6.1419 (CVL, 31); 14.2.1438 (insetiert in CVL, 38).
63. ANL, A.XXXV.1, 20.10.1438.
64. MARGUE/PAULY: *Siegel* (wie Anm. 41), p. 70.
65. ZIMMER: *Trierer Schöffen* (wie Anm. 9), p. 189f.
66. G. H. A. VENNERS: „Die Siegel der Städte, Schöffengerichte und Kirchspiele“. In: Stefan FRANKIEWITZ/Gerard VENNERS: *Die Siegel der Städte und Dörfer im geldrischen Oberquartier 1250–1798*. Geldern, s. d., p. 59–72, hier p. 67f.
- 67.-69. Fußnoten entfallen.
70. Die Darstellung folgt im Prinzip den Regeln, denen Toni DIEDERICH bzw. Theresia ZIMMER in ihren Siegelkatalogen gefolgt sind: Toni DIEDERICH: *Rheinische Städtesiegel*. Neuss, 1984, p. 21f.; ZIMMER: *Trierer Schöffen* (wie Anm. 9), p. 192f.; vgl. auch PASTOUREAU: *Les sceaux* (wie Anm. 37), p. 56; *Vocabulaire international de sigillographie*, édité par le Conseil international des archives. Comité de sigillographie. Rome, 1990, p. 17–37.

71. Nach PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 517–521.
72. Ich danke meinen beiden Kollegen Michel MARGUE und Jean SCHROEDER für die Dia-Aufnahmen.
73. Entfällt.
74. Vgl. Jean-Claude LOUTSCH: *Armorial du pays de Luxembourg*, Luxembourg, 1974, p. 540; Paul MARGUE: "Die Bevölkerung der Stadt Luxemburg von den Anfängen bis in die Zeit Johans des Blinden". In: *T Hémécht*. Luxembourg 15 (1963), p. 71–116, hier p. 81A (Abb.).
75. Vgl. Gilbert CAHEN: *Catalogue des sceaux, t. II: Sceaux laïques. Seigneurs (de I à Z), juridictions, municipalités, officiers et bourgeois*. Metz, 1983, n° 1599, p. 367.
76. Vgl. P. MARGUE: *Bevölkerung* (wie Anm. 74), p. 81A (Abb.).
77. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 655.
78. Nicht abgebildet.
79. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 367; P. MARGUE: *Bevölkerung* (wie Anm. 74), p. 96A (Abb.).
80. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1598, p. 366.
81. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 251.
82. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1600, p. 367.
83. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 540; P. MARGUE: *Bevölkerung* (wie Anm. 74), p. 96A (Abb.).
84. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1612, p. 371s.; J. Th. de RAADT: *Sceaux armoriés des Pays-bas et des pays avoisinants (Belgique – Royaume des Pays-Bas – Luxembourg – Allemagne – France)*. Recueil historique et héraldique. 4 volumes. Bruxelles, 1898–1903, t. II, p. 400. Nicht abgebildet, da Urkunde in ANL nicht mehr auffindbar.
85. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 566.
86. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1604, p. 369; de RAADT IV (wie Anm. 84), p. 530.
87. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1603, p. 368.
88. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1601, p. 367s.; de RAADT III (wie Anm. 84), p. 408.
89. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 723.
90. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1602, p. 368.
91. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 389.
92. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1606, p. 369f.
93. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1605, p. 369, in bezug auf Siegelexemplar in AD Moselle, 7F540, n° 273, 18.1.1349.
94. Nicht abgebildet, da stark beschädigt. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1607, p. 370; de RAADT III (wie Anm. 84), p. 213; LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 672.
95. Nicht abgebildet, da stark beschädigt. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1601, p. 370; de RAADT III (wie Anm. 84), p. 213; LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 672.
96. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 367.
97. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1609, p. 371; de RAADT IV (wie Anm. 84), p. 447.
98. Eine Überprüfung am Original in AGR Brüssel hat die von VERKOOREN (CCBL V, Nr. 3324; vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 95) rekonstruierte Umschrift + S* * HENRI VILERS * LA * TUR als falsch erwiesen.

99. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 251.
100. Vgl. de RAADT II (wie Anm. 84), p. 463.
101. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 566.
102. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1613, p. 372f.; de RAADT II (wie Anm. 84), p. 476 (s. v. Meustoirff).
103. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 586.
104. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1610, p. 371.
105. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1612, p. 372.
106. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 346: in Gold mit drei schwarzen Windhunden.
107. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1615, p. 373; vgl. de RAADT I (wie Anm. 84), p. 414.
108. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 749: in rot mit drei bis fünf goldenen Pfählen.
109. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1618, p. 374f.
110. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 529.
111. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1614, p. 373.
112. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 370.
113. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1619, p. 375.
114. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 229: in rot mit goldenem Greif.
115. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1616, p. 374.
116. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 279.
117. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1617, p. 374.
118. Vgl. LOUTSCH: *Armorial I* (wie Anm. 74), p. 749.
119. Vgl. de RAADT III (wie Anm. 84), p. 488.
120. Vgl. LOUTSCH, *Armorial* (wie Anm. 74), p. 749.
121. CAHEN: *Catalogue des sceaux II*, n° 1621, p. 376, liest die Umschrift: S IOHA VA STAS SE DER IOG. Vgl. auch de RAADT II, p. 488.
122. Vgl. LOUTSCH, *Armorial* (wie Anm. 74), p. 346.
123. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1620, p. 375.
124. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 229.
125. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1622, p. 376.
126. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 708; de RAADT III (wie Anm. 84), p. 369, sieht in der Wappenfigur einen Schwan; vgl. Abb. in Paul MARGUE: *Luxemburg in Mittelalter und Neuzeit (10.–18. Jahrhundert)*. Luxemburg, 1964, p. 51.
127. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 655.
128. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1623, p. 377.
129. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 337: in Gold naturgetreuer Wolf; RIETSTAP: *Armorial général illustré II*, Tafel 265; vgl. Freskomalerei in der Kirche von Rindschleiden (Michel PAULY: «Le bas Moyen Age. Chances et handicaps d'une ville et de ses habitants». In: *La Ville de Luxembourg. Du château des comtes à la métropole européenne*, sous la direction de Gilbert Trausch, Anvers, 1994, p. 61–79, hier Abbildung p. 65).
130. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 528.
131. Vgl. LOUTSCH: *Armorial I* (wie Anm. 74), p. 189.

132. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 212.
133. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 775.
134. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 813: in Gold roter Schrägbalken mit drei goldenen Sternen belegt; vgl. Fenster in St.Michelskirche.
135. Das Siegel aus seiner Amtszeit als Rat am Hofgericht war mit jenem, das er als Schöffe trug, identisch; vgl. de RAADT *IV* (wie Anm. 84), p. 251.
136. Identifikation der Figuren im Haupt als Pflugscharen nach D. L. GALBREATH/Léon JÉQUIER: *Lehrbuch der Heraldik*. Lausanne, 1974, p. 134, Abb. 267; p. 229, Abb. 650; LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 235, sieht darin Lanzenspitzen, ebenso CAHEN (Anm. 139), während de RAADT *IV* (wie Anm. 84), p. 390, drei Pfeilspitzen sieht und auch die Umschrift anders liest.
137. Vgl. de RAADT *IV* (wie Anm. 84), p. 390.
138. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1627, p. 378.
139. Vgl. LOUTSCH, *Armorial* (wie Anm. 74), p. 759.
140. Vgl. de RAADT *IV* (wie Anm. 84), p. 27.
141. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1625, p. 377f.
142. Vgl. LOUTSCH, *Armorial* (wie Anm. 74), p. 476.
143. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1624, p. 377.
144. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 783.
145. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1628, p. 379.
146. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 724.
147. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 225, unterscheidet nicht zwischen beiden Typen.
148. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 299, sieht einen Vogel anstelle der Distelblüte.
149. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1626, p. 378; er sieht eine Muschel anstelle der Distelblüte.
150. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 212.
151. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 765.
152. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 829, unterscheidet nicht zwischen beiden Typen.
153. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 596.
154. Vgl. de RAADT *III* (wie Anm. 84), p. 534.
155. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 408.
156. Vgl. de RAADT *III* (wie Anm. 84), p. 392.
157. Vgl. LOUTSCH: *Armorial I* (wie Anm. 74), p. 209.
158. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 592; de RAADT *II* (wie Anm. 84), p. 519.
159. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 833.
160. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 759.
161. Vgl. LOUTSCH: *Armorial I* (wie Anm. 74), p. 723.
162. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 334.
163. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1630, p. 379f.
164. Vgl. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 172 und Abb. 81. Nicht fotografierbar.
165. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 308; Siegel fast identisch mit jenem des gleichnamigen Trierer Schöffen vom 10.1.1438 (ZIMMER: *Trierer Schöffen* (wie Anm. 9), p. 196 und Abb. 14), der zusätzlich einen Stern im rechten Obereck trägt.

166. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1629, p. 379.
167. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 212.
168. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 451: blau mit silbernem Schrägstrich.
169. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 400.
170. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 193.
171. Vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1631, p. 380.
172. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 836.
173. UQB V, Nr. 481, 15.3.1293.
174. AD Moselle, 7F2, Nr. 98 (23.6.1317).
175. ANL, A.XXXV.1, 16.11.1326.
176. ANL, A.XXXVI, 18.9.1380; ANL-AHJ, Nr. 58, 20.1.1381.
177. Es figuriert an 82. Stelle in der Turiner Wappenrolle von der Kaiserkrönung Heinrichs VII. 1312 in Rom; vgl. Jean-Claude LOUTSCH: «Le fonte araldiche». In: *Il viaggio di Enrico VII in Italia*, [Roma], 1993, p. 147–215, hier p. 180.
178. *Wappenfibel. Handbuch der Heraldik*. hrg. vom "Herold", Neustadt an der Aisch, 1970^{1b} p. 42.
179. PAULY, *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 196.
180. Vgl. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 370.
181. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 93, 141.
182. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 92f./95, 141ff. mit Stammbäumen.
183. Dasselbe Wappen ist für Arnolt von Eydel belegt, der wie Wilhelm an der Schlacht von Bäsweiler teilnahm (vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 219): + S' * ARNOLT • VAN: EYDEL: im Feld ein spitzer Wappenschild; 25 mm Wappen: pfahlweise drei laufende Windhunde AGR Bruxelles, Chartes du Brabant, n° 3559 (21.12.1474)
184. Siehe unten.
185. Dessen Siegel ist einmal belegt: S IOHAN [DE -STRASSEN] im Feld eine oben und unten in die Umschrift ragende ovale Kartusche, darin ein schräg stehender, spitzer Wappenschild mit Stechhelm in Seitenansicht, Helmdecke und Flug in Vorderansicht; 24 mm Wappen: fünf Pfähle ANL, A.LII, Nr. 1071, 27.12.1403.
186. Vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 234.
187. URBANEK: *Wappen und Siegel* (wie Anm. 10), p. 41, schreibt, daß in Regensburg, wo mehrere hundert Siegelführer belegt sind, 7,8% von ihnen nacheinander zwei Siegel benutzten, aber nur fünf Personen gleichzeitig. Ursachen für letzteres nennt er auch nicht.
188. [...] MARG[...] VAN RUTHGEN im Feld ein spitzer Wappenschild; 24 mm Wappen geteilt: rechts fünf Pfähle, links pfahlweise drei laufende Windhunde AD Moselle, 7F449, 760 (16.11.1417); vgl. zur Person PAULY: *Luxemburg I*, p. 235.
189. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 691, 557; vgl. Wappenrelief am Marktplatz in Diedenhofen.
190. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 217.
191. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 143.
192. LOUTSCH: *Étude comparative* (wie Anm. 1), p. 64/71.
193. Zum Folgenden PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 146/148 und 222/236 mit Stammbäumen.
194. Gobels Siegel ist nur einmal überliefert, da er ansonsten immer das Propsteisiegel an Urkunden hängt.

195. Zum Beispiel Thulmann, Johanns Sohn, von Remich (AD Moselle, 7F449, n° 626, 20.9.1399; Siegel erhalten); vgl. CAHEN: *Catalogue des sceaux II* (wie Anm. 75), n° 1640, 1641, 1642, 1644, 1645, 1647, p. 383–386. sowie den sehr allgemeinen Hinweis bei LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 672.
196. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 434ff.
197. Zum Folgenden: PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 356–363 mit Stammbäumen sowie Michel PAULY: «Naissance d'une bourgeoisie provinciale: le cas des familles Haltfast, Schellart et Buwemeister d'Arlon, Bastogne et Luxembourg». In: *Revue belge de philologie et d'histoire*. Bruxelles. 71 (1993), p. 277–289, hier p. 277–281.
198. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 407. Original in: ANL, A.LII, Nr. 2115, 12.3.1484.
199. Vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 325.
200. Vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 186f.
201. LOUTSCH: *Armorial* (wie Anm. 74), p. 198.
202. Vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 176–189.
203. PAGENSTECHER: *Burggrafen- und Schöffensiegel* (wie Anm. 6), p. 119, kam für Kaiserswerth zu sehr ähnlichen Ergebnissen (21–24 mm Durchmesser).
204. URBANEK: *Wappen und Siegel* (wie Anm. 10), p. 41: In Regensburg führten 7,8% der Siegler nacheinander mehrere Typare. URBANEK erklärt den Wechsel mit dem Verlust des Siegelstempels, dem Einzug des Siegels durch den Familienvater oder den Drang nach modischer Neuheit.
205. Vgl. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 345.
206. Vgl. oben zu Anm. 188.
207. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 377f.; CLOTTU: *Suisse occidentale* (wie Anm. 11), p. 23.
208. Die Kol. e5 in Tabelle T.1 in PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 424–429 ist leider durch Satzfehler unlesbar und unvollständig. Zum Folgenden vgl. ebd. p. 465f.
209. Helm und Helmzier finden sich in Regensburg erstmals 1301 auf Bürgersiegel (Urbanek, Wappen und Siegel (wie Anm. 10), p. 52), in Lüttich 1372 (WAITIEZ: *Liège* (wie Anm. 11), p. 152), in Tirol nicht vor dem 15. Jahrhundert (von HYE: *Tirol* (wie Anm. 11), p. 40f.). In der Westschweiz sind sie selten (CLOTTU: *Suisse occid.* (wie Anm. 11), p. 23, kennt deren nur 20 in Freiburg i. Ü. und 13 in Neuchâtel). In Kaiserswerth findet sich vor 1436 nur ein Vollwappen auf einem Burggrafensiegel (1390), aber bei keinem Schöffen (PAGENSTECHER: *Burggrafen- und Schöffensiegel* (wie Anm. 6), p. 147 und Abb. 51). Bei Wiener Bürgern sind Vollwappen 1338 erstmals und ab 1385 häufiger belegt (BODO: *Wiener Ratsbürger* (wie Anm. 7), p. 23 u.a.); nach MAYER: *Wiener Ratsbürger* (wie Anm. 7), p. 15, erfreuten sie sich „ganz besonders großer Beliebtheit“. Die prosopographischen Angaben in den zitierten Arbeiten sind aber zu knapp, um Näheres über die soziale Einordnung der Familien zu erfahren, die Vollwappen im Siegelbild trugen. Nach JACOBS: *Bürgersiegel* (wie Anm. 13), p. 216, findet man in Wernigerode Vollwappen auf Bürgersiegeln erst vereinzelt gegen Ende des 15. Jahrhunderts, erstmals 1479 bei einem Bürger, der aus der Reichsstadt Goslar stammte.
210. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 460ff., 473ff.
211. Max PRINET: «L'origine du sceau à l'écu timbré». In: *Bull. archéol. du Comité des travaux hist. et scientif.* 1910, p. 63–74.
212. PAMA: *Héraldique bourgeoise* (wie Anm. 11), p. 64.
213. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 395–399; Michael MATHEUS: *Trier am Ende des Mittelalters. Studien zur Sozial-, Wirtschafts- und Verfassungsgeschichte der Stadt Trier vom 14. bis 16. Jahrhundert*. = Trierer historische Forschungen, Bd. 5, Trier, 1984, p. 200–206; ZIMMER: *Trierer Schöffen* (wie Anm. 9), p. 196 und Abb. 14.
214. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 378; GALBREATH/JÉQUIER: *Handbuch* (wie Anm. 137), p. 44/46.

215. KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 379 (Lübeck 1272, Soest, 1285, Köln 1299, Hildesheim 1304, Dortmund 1307); Von HYE: *Tirol* (wie Anm. 11), p. 39 (erste Hausmarkensiegel in Innsbruck: 1283, 1322); BODO: *Wiener Ratsbürger* (wie Anm. 7), p. 19. Auch PAMA: *Héraldique bourgeoise* (wie Anm. 11), p. 64, behauptet, die Handwerkermarken seien spezifisch heraldischen Figuren bei Bürgerwappen vorausgegangen. KITTEL, a.a.O., meinte dagegen schon: „*Es ist nicht so, daß Siegel mit Hausmarken unbedingt am Anfang der bürgerlichen Siegel stehen und dann im Lauf des 14. Jahrhunderts zunehmend in eine Konkurrenz mit den Wappensiegeln geraten*“.
216. Ähnlich die Feststellung von LOUTSCH: *Étude comparative* (wie Anm. 1), p. 68.
217. PAULY: *Luxemburg I* (wie Anm. 40), p. 470–478; ders.: «Une ville en voie d'émancipation: Luxembourg du XIIIe au XVe siècle». In: *Château-Gaillard XVI* (1994), p. 329–334, hier p. 330ff.
218. YANS, Les échevins de Huy (wie Anm. 5); BORMAN, Les échevin ... de Liège (wie Anm. 5).
219. Die Interpretation von PAGENSTECHE: *Burggrafen- und Schöffensiegel* (wie Anm. 6), p. 137, der im Hirsch ein Symbol der Sehnsucht nach Gottesvereinigung sieht, scheint mir weit hergeholt, da kaum religiöse Symbole auf Luxemburger Bürgersiegeln zu erkennen sind.
220. Vgl. Jagdszenen auf Kaiserswerther (PAGENSTECHE: *Burggrafen- und Schöffensiegel* (wie Anm. 6), p. 135: s.v. Conradus ante Pontem) und Lütticher Siegel (BORMAN: *Les échevins* (wie Anm. 5), p. 70–72: s.v. Henri de Neuvise).
221. In Wien läßt sich dieselbe Entwicklung ab 1400 beobachten (BODO: *Wiener Ratsbürger* (wie Anm. 7), p. 17f.; MAYER: *Wiener Ratsbürger* (wie Anm. 7), p. 10).
222. GALBREATH/JÉQUIER: *Lehrbuch der Heraldik* (wie Anm. 136), p. 82.
223. Zu den Schildhaltern vgl. GALBREATH/JÉQUIER: *Lehrbuch der Heraldik* (wie Anm. 136), p. 195–198.
224. Michel PAULY: «*Sigillum ad causas ville luccenburgensis*». *Das Siegel der Stadt Luxemburg in burgundischer Zeit*. Luxemburg, s.d., p. 3.
225. AVL: *Comptes de la baumairie 1479–80*, fol. 90v; gemeint ist wohl das Gegensiegel mit dem alten Luxemburger Grafenwappen, wie es als Hauptsiegel u. a. in AVL, Urkunde LXIV vom 4.7.1483, erhalten ist; vgl. François LASCOMBES: *Chronik der Stadt Luxemburg. Bd. II: 1444–1684*. Luxemburg, 1976, p. 96/2, Abb. 3.
226. Vgl. Georges SCHMITT: «Les orfèvres de la ville de Luxembourg depuis la fin du 14e siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime». In: *T Hénecht*. Luxembourg 15 (1963), p. 349–369, hier p. 352ff. Nach KITTEL: *Siegel* (wie Anm. 3), p. 140f., war die Verfertigung der Siegelstempel im allgemeinen die Sache der Goldschmiede.
227. Die Siegelepigraphik wäre allerdings noch von berufenerer Seite genauer zu untersuchen.
228. LOUTSCH: *Étude comparative* (wie Anm. 1) p. 68.
229. Die sozialhistorische Aussagekraft der Siegel hat auch PASTOUREAU: *Les sceaux* (wie Anm. 37), p. 68, 72f., kaum erkannt.
230. Dieselbe Forderung nach regionalen und sozialen Vergleichen bei Modeerscheinungen stellt Michel PASTOUREAU: *Traité d'héraldique*. Paris, 1979, p. 255ff., in bezug auf die Heraldik.

Fernand G. EMMEL

LE JUSTICIER BOURGEOIS, PREMIER ÉCHELON D'UNE PROMOTION SOCIALE À LUXEMBOURG-VILLE

RÉSUMÉ

Après un petit aperçu sur la position du justicier dans l'organisation de l'ancien magistrat de la Ville de Luxembourg, il sera question des justiciers dits bourgeois parce que issus des métiers, c'est-à-dire des corporations. On exposera lesquels d'entre eux ont eu des chances de réussir.

On verra ensuite que jusque dans les années 1720, devenir justicier bourgeois à Luxembourg pouvait signifier que l'individu en question avait des chances d'accéder aux fonctions d'échevin, ce qui signifiait dans tous les cas un honneur particulier.

Mais pour être élu – et il sera question des particularités de ces élections – il fallait pouvoir s'appuyer sur des relations. Dans ce contexte, on ne peut ignorer les relations généalogiques en particulier, et les relations plus généralement sociales. L'exposé est illustré par des exemples de quelques familles.

LA RÉALITÉ DE LA CHOSE

Parler de promotion sociale il y a trois siècles sent l'anachronisme aux yeux de bien d'historiens. C'est peut-être vrai en ce qui concerne la termino-

logie elle-même, mais sans doute pas en ce qui concerne la réalité qui se cache derrière. À l'époque, nous dit-on, on recherchait avant tout les honneurs ¹. De nos jours on se garde d'avouer un penchant pour l'honneur mais on n'estimera pas «deshonorant» celui pour l'acquisition de biens matériels, de fortune. Au départ il y a donc, hier comme aujourd'hui, le besoin de faire carrière. Car nos ancêtres lointains ne faisaient rien d'autre ².

L'honneur, c'était d'abord une affaire de titre honorifique. Deux exemples de la seconde moitié du XVII^e siècle pourront utilement illustrer cette constatation. Le 14 février 1687, la fille de l'ancien justicier Théodore ITZIUS allait épouser Mathias Louis LA TOUCHE. À ce moment son père est qualifié de «*dominus*» ³. Mieux encore, on répète ce qualificatif en 1698 à la mort de son épouse ⁴. Et quand en 1691 il assiste comme témoin au mariage NALYSEFFTER on le cite toujours très respectueusement comme «*Dominus Theodorus ITZIUS*» ⁵. Ainsi le justicier bourgeois qui auparavant pouvait tout juste prétendre au titre de maître appartient désormais à une couche supérieure, celle des seigneurs, celle des avocats, conseillers, membres du clergé etc.

Nous pourrions cependant tout aussi bien nous reporter trente ans plus tôt. En août 1650 la fille de Théodore KRIPS, justicier l'année précédente (1649) allait se marier et le père jouissait toujours du titre de «*dominus*» ⁶.

Autre exemple: Encore six ans après avoir été justicier bourgeois en 1645, l'épouse de Théodore SCHAFF, marraine le 14 novembre 1651, est qualifiée d'«*uxor Domini Theodori SCHAFF*» ⁷.

N'oublions finalement pas Nicolas ALDRINGEN, l'aubergiste du «Lion d'Or», qui, après avoir été justicier bourgeois en 1641, est toujours qualifié de «*Dominus*» en 1653 ⁸.

L'honneur que recherchaient nos ancêtres luxembourgeois comportait bien-sûr un aspect bien matériel car on ne dédaignait point les avantages financiers rattachés aux «honneurs», les comptes de la ville sont là pour le montrer clairement ⁹.

JUSTICIERS ET ÉCHEVINS:

DEUX FONCTIONS, UNE ADMINISTRATION

Mais avant d'aller plus loin, parlons de ce «justicier bourgeois» et de «l'honneur» que la fonction comportait, parlons des chances qui s'ouvraient au détenteur de ce titre. Nous ne pourrions éviter un rapide coup d'œil sur

l'organisation ¹⁰ de l'administration urbaine à Luxembourg pendant l'Ancien Régime, en particulier pendant les dix-septième et dix-huitième siècles.

À vrai dire, les débuts en remontent au moyen-âge, bien avant le moment il y a trois quarts de millénaire, quand la comtesse ERMESINDE octroya sa charte dite d'affranchissement. Un moment privilégié dans l'histoire de la ville qu'il convient de commémorer dignement, certes, mais qui ne change rien au fait qu'elle ne créa probablement rien de vraiment nouveau. On pense généralement qu'elle ne fit que codifier des usages plus anciens. On ne peut même pas avancer que la fonction de justicier ait représenté une innovation, puisque des sceaux de justicier sont signalés avant cette date ¹¹. Quant aux fonctions d'échevin, elles remontaient sans nul doute plus haut dans le temps.

Ce qui distinguait les deux charges, c'était d'abord la durée de leurs mandats respectifs, car les échevins étaient nommés à vie par le prince ou son représentant, à vie pour autant qu'ils ne fussent pas mutés pour exercer le même métier dans une autre ville du duché ¹². Ils étaient des fonctionnaires, non pas des autorités politiques comme c'est le cas de leurs homonymes modernes, issus d'élections au suffrage universel.

Le justicier quant à lui n'exerçait sa fonction que pendant une année, même si le mandat pouvait être confié à la même personne plusieurs fois de suite. Autre différence: la charge était élective et, avec le temps, elle était exercée alternativement par un échevin et une personnalité sortie de la "bourgeoisie", donc des métiers. On parlait soit d'un justicier échevin, soit d'un justicier bourgeois.

Quant à la cérémonie d'élection elle-même, nous n'en trouvons des détails que dans des registres du magistrat du XVII^e siècle ¹³.

Or, il ne s'agissait point d'élections démocratiques dans le sens que nous accordons de nos jours à ce terme, ni même directes. Car tout se passait à un niveau bien au-dessus de la base populaire et à deux degrés. Intervenaient en effet, à côté des échevins en place les corps de métiers représentés par les maîtres des treize corporations qui se considéraient comme les représentants de la bourgeoisie. Or, le rôle des corporations se réduisait en fin de compte à bien peu de chose. Si nous ignorons tout des procédures de vote au moyen âge, l'image se précise à partir du dix-septième siècle quand la documentation archivistique commence à devenir plus dense. D'un procès-verbal de 1617 et d'un autre de 1621 ¹⁴ il ressort clairement que le choix essentiel appartenait aux seuls échevins, même quand il s'agissait d'élire un justicier bourgeois.

En 1617 il était question de procéder à l'élection d'un justicier éche-

vin et il appartenait aux métiers de proposer deux candidats. Leur choix était nécessairement limité puisque seulement sept personnes pouvaient être envisagées comme candidats: les échevins en place. Du moment que les maîtres s'étaient mis d'accord sur les noms des deux échevins ayant trouvé leur approbation, ils les communiquaient aux échevins, réunis séparément dans une autre chambre de l'hôtel de ville, le Palais grand-ducal actuel ¹⁵. À eux à présent de trancher.

Scénario inverse en 1621: Les échevins se réunissaient d'abord pour délibérer sur les noms de deux candidats bourgeois à proposer aux treize maîtres auxquels incombait cette fois-ci la décision finale. Dans tous les cas de figure l'influence des échevins était plus étendue que celle des treize maîtres qui, dans le meilleur des cas, pouvaient choisir entre tout juste sept noms. Le réservoir des candidats dans lequel les échevins pouvaient puiser était évidemment beaucoup plus vaste.

Les échevins avaient ainsi toute latitude pour ne sélectionner que des personnages susceptibles de trouver leur agrément. Puisque ce candidat était destiné à présider leur collège pendant une année entière ils avaient la chance de pouvoir limiter les risques de frictions. Le justicier bourgeois finalement élu ne pouvait raisonnablement se faire d'illusions sur son influence réelle ou ses chances de faire prévaloir ses vues au sein du collège, puisqu'en définitive il devait son élection aux échevins en place. S'il convenait à ses nouveaux collègues inamovibles, il pouvait escompter faire carrière prolongée en politique. Rien n'empêchait ces messieurs de le proposer un seconde, voire une troisième fois. C'est ce qui se passait tant au XVIIe qu'au XVIIIe siècle, qui se différencient pourtant sur au moins un point: Le bourgeois devenu justicier bourgeois au XVIIIe siècle avait atteint l'échelon final dans les honneurs. Il ne pouvait plus espérer autre chose que de devenir justicier une seconde ou une troisième fois, à la différence des usages au XVIIe siècle quand l'élection aux fonctions de justicier bourgeois pouvait en règle générale être perçue comme une sorte d'antichambre à l'honneur suprême, au poste d'échevin de plein droit.

DU JUSTICIER À L'ÉCHEVIN

Un tel cas devait s'être présenté déjà au milieu du XVIe siècle. En 1542 Barthélémy BIRCKEN devint justicier bourgeois, Déjà l'année suivante il commençait à siéger comme membre de plein droit parmi les échevins ¹⁶.

De même Jacques TOURNOLT, justicier bourgeois en 1587 ¹⁷ fut appelé à compléter le collège trois ans plus tard comme échevin ¹⁸. Mais une telle promotion sociale manifeste ne se faisait pas toujours avec la rapidité de ces deux exemples.

Pierre PATH, justicier bourgeois en 1579¹⁹ dut attendre huit ans avant de pouvoir faire le saut²⁰.

Jean COENEN quant à lui dut laisser passer seize ans entre son année de justicier en 1621²¹ et son admission au collège échevinal en 1637²².

D'autres anciens justiciers ne seront jamais échevins, comme par exemple Luc BOSCH, pourtant justicier bourgeois par deux fois, en 1619 et 1623²³.

LES FAMILLES ET L'IMPORTANCE DES RELATIONS FAMILIALES

On pourrait citer encore Gaspard ALDRINGEN, justicier bourgeois en 1617²⁴. Or, ALDRINGEN aura au moins la satisfaction de voir échoir l'honneur d'une charge scabinale à deux de ses fils, Jean et Nicolas²⁵. Il faut dire aussi qu'en 1617 la famille ALDRINGEN ne jouissait peut-être pas encore de la renommée que devaient lui conférer le général du même nom servant sous WALLENSTEIN pendant la guerre de Trente ans et ses deux frères évêques. Déjà cependant, elle était assez aisée et liée à d'autres familles du «tout Luxembourg» de l'époque. Les relations entre les deux familles ALDRINGEN ne sont pas claires. Mais il semble que Gaspard soit le grand-père du général^{26a}.

La famille ALDRINGEN est supposée avoir immigré à Luxembourg de la région de Saint-Vith vers la fin du XVI^e siècle. L'une de ses branches a produit le maréchal Jean comte d'ALDRINGEN tombé à la bataille de Landshut en 1634. Son père, Léonard ALDRINGEN, transporteur de sa profession, marchand de blé en gros et fournisseur des armées, avait acquis une certaine aisance. Il en sera de même de l'aubergiste Gaspard ALDRINGEN qui, d'après les comptes municipaux de la fin du XVI^e siècle et du début de XVII^e, pour autant qu'ils sont conservés, fait figure lui aussi de fournisseur privilégié du magistrat en matière de logement et de boissons aux hôtes étrangers²⁶. Il ne fait que continuer une tradition vieille de plusieurs siècles et que nous pouvons déjà noter au quinzième siècle à propos de Jean SCHALOP²⁷.

Gaspard ALDRINGEN sera parrain chez des RODOLPH, des FENTSCH ou PAVEYER, KARGER, DE MARY et des KEILL pour ne citer que ces familles. Toutes sont liées à un titre ou à un autre avec le «tout Luxembourg» de l'époque²⁸.

Ajoutons que sa femme Jeannette était marraine de Joachim BOSCH en 1606. Lucas BOSCH, justicier en 1619 figurait comme parrain auprès de

Luc SIMONY en 1606, d'Anne BENNOT en 1611, de Luc RIMLING en 1615. L'un des membres de la famille BOSCH, Pierre est qualifié en 1613 de *Mechlinensis*. Quant à savoir s'il était originaire de Malines ou s'il ne faisait qu'y résider pendant un certain temps il n'est malheureusement pas possible d'y répondre ²⁹.

Nicolas ALDRINGEN, époux d'Anne NIEDERKORN, fille de Théodore, devint justicier bourgeois en 1605, puis échevin en 1608 en remplacement de Lucas DORN ³⁰. Malheureusement le mandat de ce Théodore NIEDERKORN était bien court puisqu'il allait se terminer par sa mort en 1610.

Nicolas ALDRINGEN reprit de son beau-père l'auberge du «Lion d'Or». Anne NIEDERKORN sa femme était manifestement une marraine bien convoitée et nous la retrouvons entre autre chez des MEIß, FAULBECKER, FENNAUX, NEUMAN, MADERT et bien d'autres. Son «activité» devait rapporter à son mari la charge de justicier bourgeois en 1641 ³¹. À cette époque son beau-frère Georges NIEDERKORN faisait lui aussi partie du collège échevinal depuis 1635 ³².

De même un Jean ALDRINGEN, avocat, notaire, syndic des Franciscains était échevin depuis 1636 ³³. Sa femme à lui était la fille de Luc PAVEYER, justicier en 1603 et 1695, échevin de 1605 à 1614, son épouse avait été marraine de Gertrude SCHAFF en 1606 et de Franz MEIß en 1611 ³⁴.

Un fils de Nicolas ALDRINGEN épousera une JOLLIOT, fille de Nicolas JOLLIOT, maître des postes et justicier en 1660, puis échevin de 1669 à 1680 ³⁵. Pour illustrer la destinée glorieuse des JOLIOT, il suffit de relire les passages leur consacrés par Alphonse RUPPRECHT ³⁶.

Ainsi donc les relations familiales jouaient manifestement un rôle essentiel. Rien d'étonnant puisque les échevins choisissaient en tout premier lieu certains de leurs futurs pairs. Celui qui aspirait à devenir échevin devait dès lors s'être fait un nom et avoir retenu l'attention de ces messieurs. Bien mieux encore, il importait de ne pas froisser leurs susceptibilités. Mieux valait plutôt conforter les vanités de ceux dont on recherchait l'attention.

Le mariage facilitait évidemment bien les choses et les exemples ne manquent pas:

Euchaire BOCK était aussi le gendre de Georges MEUCHIN ³⁷ et François BOUDRY, justicier et puis échevin de 1680 à 1704 ³⁸ avait pris soin d'épouser Anne Elisabeth JOLLIOT, la fille de l'ancien justicier Nicolas JOLLIOT ³⁹. Il sera à son tour beau-frère de Jacques CLEMENS ou CLÉMENT ⁴⁰, par deux fois justicier bourgeois en 1667 et 1669 ⁴¹. L'échevin Henri COELEN

dont le mandat devait courir de 1612 à 1636 avait été justicier en 1622 et était marié à Catherine FELLER ⁴². Mais surtout il pouvait déjà compter sur une ascendance dont le nom n'était plus à faire ⁴³. Il était, nous dit-on, héritier de Mang VOLTZ, échevin de 1535 à 1552, lui-même héritier de Jean WARNAIGE ou BARNAIGE ⁴⁴. Et si nous ne nous trompons pas le dernier nommé descendait d'un clerc juré de la chancellerie de Luxembourg que Michel PAULY a pu situer aux alentours de l'année 1400 ⁴⁵. Nos suppositions paraissent confortées par ce que nous savons d'un autre descendant des BARNAIGE, Hubert CROEFF, dont le grand-père n'était autre que Mang VOLTZ lui aussi.

Henri COELEN avait un fils, Remacle COELEN, que nous retrouvons comme échevin entre 1650 et 1658. Il occupait le fauteuil du justicier en 1654 ⁴⁶. Citons encore Georges de LA VAL, échevin de 1594 à 1601, marié à Dorothée, fille de Christian BUSBACH-DRONCKMAN, syndic et lui-même beau-fils de syndic ⁴⁷.

Voilà encore le boulanger Mathias NEUNHEUSER dont l'épouse s'appelait Cécile MORIAN ⁴⁸. Il se pourrait fort bien qu'elle ne fût autre que la fille de Jean MORIAU, justicier bourgeois en 1599 ⁴⁹, dont nous ignorons beaucoup de choses, sauf le prénom de son épouse: Jeannette ⁵⁰. D'après le premier registre de Saint Nicolas la famille entretenait des relations avec les PATH, les NEUMETZLER, les FELTZ.

C'est sans doute sa fille Cécile qui avait épousé le médecin DE MERY. Mathias NEUNHEUSER, boulanger, sera justicier bourgeois en 1611 et dès cet instant on le qualifiera de «*dominus*», comme les autres membres du magistrat ⁵¹. Il ne fera cependant pas le saut qu'il attendait peut-être, mais sa descendance prendra de l'altitude et Jean NEUNHEUSER, époux de Suzanne REAL, fille elle-même d'un ancien justicier, remplacera Nicolas ALDRINGEN comme échevin en 1668 ⁵².

Ainsi donc, le mariage ouvrait toute grande la porte à une carrière scabinale qui pouvait s'étendre sur un nombre impressionnant d'années. Il fallait seulement qu'on soit assez jeune au moment de la nomination et puis compter un peu sur la chance pour que la mort ne vienne pas mettre une fin prématurée aux ambitions. On découvre assez vite les multiples liens familiaux entre les ALDRINGEN, les NIEDERKORN, les STRENG, les MEISZ, plus tard les JOLLIOT, les HOLBACH et d'autres encore. Autres exemples: Corneille DOMAL (ou DUMAL), justicier bourgeois en 1625 et échevin de 1634 à 1635, était l'époux de Marguerite FLENIS, fille de Jean FLENIS et veuve de Mathias BIRTHON, imprimeur et échevin. Manifestement une de ses filles, Elisabeth de son prénom, était mariée au futur justicier Nicolas JOLLIOT, ce qui ressort de l'acte de décès en 1685 ⁵³.

'INTERNATIONALITÉ' DE LA CHARGE SCABINALE

L'heure est venue de conclure, mais non sans profiter de l'occasion pour faire le joint avec l'autre grand sujet de ce congrès, celui des migrations.

Car la naissance étrangère ne présentait nullement une entrave aux honneurs à Luxembourg. Jean CO(E)NEN de Liège en est une parfaite illustration parmi bien d'autres, bien que sa carrière ait été lente à se faire et de courte durée par-dessus le marché. Le 6 octobre 1609 il épousa Jeanne BOSCH, fille de Corneille ⁵⁴. Douze ans plus tard il fut appelé une première fois aux fonctions de justicier (1621) ⁵⁵.

Après 1633, devenu veuf pour la seconde fois, il a dû convoler une troisième fois. L'élué s'appelait Marie Agnès LUD(T)LING, belle-soeur de Jean GOBIN, receveur général ⁵⁶. Son épouse qui était la soeur de sa seconde femme, avait figuré comme marraine lors du baptême de son fils Jean Richard ⁵⁷. Lorsque finalement il devint échevin il était receveur des aides ecclésiastiques. Mais sa carrière prendra fin après sept ans d'échevinat par sa mort le 7 mai 1644 ⁵⁸.

Nous avons déjà pu entrevoir dans le cas de COENEN, de Gaspard ALDRINGEN et de Théodore ITZIUS par exemple, que le fait d'être parrain ou marraine n'était pas étranger à la réussite sociale. Car pour gagner la confiance des messieurs en place rien de plus facile apparemment que d'associer les membres du collège échevinal et ceux du conseil provincial, les hauts fonctionnaires donc, aux fêtes de famille.

Nul besoin cependant d'attendre la naissance d'un enfant, puisque le mariage pouvait lui aussi très bien faire l'affaire. Jean BEYER natif de Sierck, invita comme témoins à son mariage en 1685 les échevins PUTZ et MEIß ainsi que le notaire STRABIUS et le pharmacien LE CLERQ ⁵⁹. Treize ans plus tard il avait atteint son but et siégeait comme échevin au magistrat de Luxembourg ⁶⁰.

FORTUNE ET CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

Accéder aux charges scabinales équivalait donc à une sorte d'apothéose du «*cursus honorum*» de l'époque. Il ne faut cependant pas croire que la fortune n'ait joué aucun rôle au départ. La fortune des justiciers ou anciens justiciers est déjà attestée bien tôt dans l'histoire des magistrats de la ville de Luxembourg. Je pense à Jean SCHALOP et à son frère, le premier justicier en 1422 ⁶¹ je n'oublie pas pour autant le personnage hautement en couleur

qu'était Peter vom LUGENSTEIN, justicier bourgeois en 1534, dont on peut lire les exploits dans la chronique de l'abbé LASCOMBES ⁶².

La fortune était peut-être même une «*conditio sine qua non*» pour pouvoir réaliser ses ambitions. Puisqu'elle dépendait en grande partie de la profession exercée, il peut être plus que simplement intéressant de nous pencher sur l'origine professionnelle de quelques échevins.

Nous constatons ainsi qu'à l'occasion le pouvoir central paraît avoir imposé certains de ses candidats à lui, personnages généralement étrangers à la ville. Mais ils avaient l'avantage d'être connus du prince et de son représentant dans le duché, le gouverneur.

Ainsi, François BOUDRY débutait comme commissaire des vivres et terminait sa carrière non seulement comme échevin de Luxembourg, mais aussi comme Landmayer de Kehlen, localité qui dépendait cependant de la justice de la ville ⁶³. Quant à Eustache DUTHIER, échevin de 1636 à 1650, et justicier en 1638 ⁶⁴, il était le fils de Toussaint qui avait d'abord servi le gouverneur Comte de MANSFELD en qualité de cuisinier ⁶⁵. Marié à Anne RODENMACHER, DUTHIER devint aubergiste propriétaire du «Cerf» ⁶⁶. Par sa belle-famille il s'introduisit dans le cercle des familles les plus en vue à Luxembourg à l'époque. Armé ainsi et épaulé par le pouvoir central il put penser à réaliser son ambition. Voilà donc que le service «public» pouvait servir de tremplin à une carrière politique locale enviable.

N'en exagérons toutefois pas l'importance. Pour toute la période du XVII^e siècle, pour lequel notre assise documentaire est relativement solide, nous ne pouvons avancer que six exemples de titulaires justiciers bourgeois issus du service public. Sur un total de 42 noms, le pourcentage est donc de 14,5 %. La grande majorité, soit 54,38%, est issue du milieu commerçant (23 sur 42). Beaucoup d'entre eux sont qualifiés de merciers. Treize d'entre eux seront à un moment ou à un autre de leur vie professionnelle des cabarettiers, aubergistes, hôteliers. Autant dire qu'un sur deux justiciers bourgeois sortait du milieu de l'hôtellerie. Il reste finalement un dernier groupe à relever, mais ces trois individus ne font pas le poids et représentent tout juste 7 % des titulaires. Aussi nombreux étaient d'ailleurs les gens de loi, notaires en particulier. Les cas tout à fait exceptionnels sont ceux d'un entrepreneur, d'un apothicaire, d'un imprimeur. A la rigueur on pourrait même les inclure dans la catégorie des commerçants ce qui ne ferait qu'en rehausser encore davantage l'importance numérique. À vrai dire la composition socio-professionnelle du magistrat n'avait pas pas tellement changé de celle relevée par Michel PAULY pour la fin du moyen-âge ⁶⁷.

NOTES

1. Richard VAN DÜLMEN: *Kultur und Alltag in der frühen Neuzeit. Band 1: Das Haus und seine Menschen*. München: C.H. Beck, 1990.
2. Voir p. ex. Fernand BRAUDEL: *Civilisation matérielle, économie et capitalisme; XVe - XVIIe siècles. Vol. 1: Les structures du quotidien*. Paris: Armand Colin, 1979.
3. A.V.L.: LU I 32 n° 13 folio 363.
4. A.V.L.: LU I, 32 n° 13 folio 563.
5. A.V.L.: LU I 32 n° 13 folio 432.
6. A.V.L.: LU I 32, n° 2, folio 10v.
7. A.V.L.: LU I 32 n° 2 folio 17.
8. A.V.L.: LU I 32 n° 2, folio 34.
9. La série des comptes de la baumaîtrise débute en 1388 et comporte des lacunes pour le début du XVe siècle et d'énormes lacunes pour le XVIe, pour lequel seulement 3 comptes sont conservés. À partir de la seconde moitié du XVIIe siècle, la conservation devient plus régulière. Nous ne pouvons par conséquent guère affirmer quoi que ce soit de bien précis pour les époques avant le XVIIe siècle. C'est pourquoi notre étude se borne à exposer la situation de ce qui représente vraiment l'Ancien Régime, le XVIIe et le XVIIIe siècle. Pour ladite période aussi nous disposons des sources nécessaires en matière de généalogie. En effet les registres paroissiaux conservés aux archives de la ville le sont à partir de 1601 pour la paroisse de St Nicolas, quoiqu'avec de notables lacunes..
10. Les études à son sujet ne manquent pas. On ne peut passer sous silence les premiers essais notamment de J. ULVELING, de FERRON, ni d'ailleurs la "Kulturgeschichte" de Nicolas VAN WERVEKE, ni les ouvrages de Léon ZETTINGER. Toutefois, depuis quelques années, de nouvelles études ont paru qui ont relativisé les résultats un peu trop forfaitaires de nos prédécesseurs. Pour le Moyen Âge il faut actuellement se reporter à l'oeuvre de Michel PAULY: *Luxemburg im späten Mittelalter*. On lira peut-être aussi avec quelque intérêt l'article que j'ai moi-même publié au volume du Fonds Mercator consacré à la ville de Luxembourg (1994).
11. Voir M. PAULY, (op cit. note 10).
12. Ibidem.
13. A.V.L.: LU I, 10.
14. A.V.L.: LU I, 10 n° 2 fol. 2, respectivement fol. 5 v°.
15. Sur la bâtisse en question il existe une littérature assez abondante notamment: p.ex.: WÜRTH-MAJERUS: «Le Novum Forum à Luxembourg. I. L'ancien hôtel de ville». In: *Les Cahiers Luxembourgeois*. (1936), n° 1.
16. François LASCOMBES: *Chronik*, vol II, p. 803.
17. Ibidem, p. 807.
18. Ibidem, p. 808.
19. Ibidem, p. 807.
20. Ibidem, p. 808; quoique la famille PATH retombât ensuite dans l'oubli elle continua néanmoins pendant quelques décennies à soigner ses relations sociales avec les notamment les MEIB et les STRO. Cf. A.V.L.: LU I 32 n° 1 folios 9v, 31, 37v.

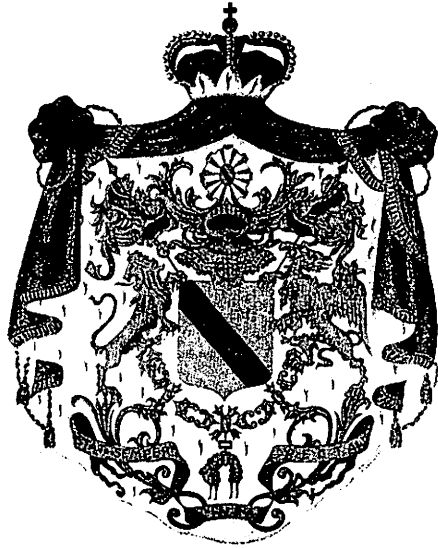
21. Ibidem, p. 808.
22. Ibidem, p. 812.
23. Ibidem, p. 811.
24. Ibidem, p. 811; Il sera parrain en 1608 chez Gaspard de MARY, fils du receveur général.
25. Ibidem, p. 811-815.
26. A.V.L.: LU I 20.
27. Michel PAULY: "Johann Schalopp, ein Schöffe aus der 1. Hälfte des 15. Jahrhunderts". In: *Hémecht*. Luxembourg. (1981), n° 2, p. 124
28. A.V.L.: LU I 32 n° 1 fo 19v, 32, 51, 56v, 89.
29. A.V.L.: LU I 32 n° 1 fo 38v, 65, 74, 75.
30. LASCOMBES: *Chronik* II, p. 810.
31. LASCOMBES: *Chronik* II, p. 812.
32. Ibidem.
33. Ibidem.
34. Ibidem, A.V.L.: LU I 32 n° 1 fo 40v, 67.
35. LASCOMBES, ibidem.
36. Alphonse RUPPRECHT: *Logements militaires à Luxembourg, 1794-1814*. Publié une première fois comme suite dans *Ous Hémecht* et réédité en 1979 par Carlo HURY, p. 114-116.
37. A.V.L.: LU I,32 n° 1, passim.
38. François LASCOMBES: *Chronik*, vol II, p.815.
39. A.V.L.: LU I,32 n° 10, fol. 486.
40. A.V.L.: LU I,32 n° 10, fol. 152.
41. François LASCOMBES: *Chronik*, vol II, p.815.
42. A.V.L.: LU I,32 n° 1, fol. 68.
43. A.V.L.: LU I,10 n° 6 fol. 11; A.V.L.: LU I 32, n° 1, fol. 57.
44. François LASCOMBES: *Chronik*, vol II, p. 802-804.
45. Michel PAULY: *Luxemburg in späten Mittelalter*, p. 376.
46. François LASCOMBES: *Chronik*, vol II., p. 327
47. François LASCOMBES: *Habitants*, (op. cit. note 1), p. 60.
48. A.V.L.: LU I 32 n° 1, fol. 22.
49. LASCOMBES: *Chronik*, vol. II, p. 809.
50. A.V.L.: LU I 32 n° 1.
51. A.V.L.: LU I 32 n° 1, fol. 120; LASCOMBES: *Chronik*, II, p. 810.
52. LASCOMBES: *Chronik*, II, p 815.
53. A.V.L.: LU I,32 n° 13, fol. 330.
54. A.V.L.: LU I,32 n° 1, fol. 57v.

55. François LASCOMBES: *Chronik*, II, p. 811.
56. Ibidem, p. 350.
57. A.V.L.: LU I, 32 n° 1, fol. 83.
58. François LASCOMBES: *Chronik*, p 327.
59. A.V.L. LU I 32 n° 13, fol. 328.
60. LASCOMBES: *Chronik der Stadt Luxemburg*, Vol III, p. 529.
61. Michel PAULY: *Luxemburg im späten Mittelalter*. p. 248-250.
62. François LASCOMBES: *Chronik der Stadt Luxemburg*, vol II, p. 285.
63. François LASCOMBES: *Chronik*, p. 30 et 338.
64. François LASCOMBES: *Chronik*, II, p. 812.
65. A.V.L.: LU I 32, n° 1, fol. 22v et 23 v.
66. A.V.L.: LU I, 32, n° 1, fol. 108. On trouve Toussaint DUTHIER une première fois comme parrain d'une fille DOMELDING, puis en 1603 chez des enfants SCHERER et FAUL BECKER. Plus significatif cependant est le marrainage de son épouse, dont on ignore le nom de jeune fille, mais qui figure comme marraine en 1603 chez Angèle NEUNHEUSER: A.V.L. LU I 32, n° 1.
67. Michel PAULY: *Luxemburg im späten Mittelalter*, op. cit.

ARMOIRIES MUNICIPALES

DAS STÄDTISCHE WAPPENWESEN

*La Problématique en Belgique,
dans les Pays Scandinaves,
dans les Pays du Monde Germanique
dans les Pays de l'Est Européen,
dans les Pays du Monde Roman,
au Canada...*



Grandes armoiries du Prince de LIGNE.



Château de Beloeil: vue aérienne.

Andrée SCUFFLAIRE

ARMOIRIES FAMILIALES ET EMBLÈMES LOCAUX: LA MAISON DE LIGNE ET BELOEIL

RÉSUMÉ

Dans le Hainaut d'Ancien Régime, les magistrats locaux disposaient souvent d'un sceau commun dont le champ fut gravé la plupart du temps aux armoiries du seigneur du lieu, laïc ou ecclésiastique. Ces blasons pouvaient persister à travers les âges ou être remplacés par d'autres symboles, par exemple lors du passage d'une seigneurie d'une famille à l'autre.

L'annexion à la France révolutionnaire en 1795, la création du Royaume des Pays-Bas en 1814 et les premières années du Royaume de Belgique après 1830 ont modifié la situation du tout au tout: aux emblèmes de la féodalité succédèrent les trophées républicains, l'aigle impériale napoléonienne, les marques néerlandaises et, finalement, le Lion Belgique.

Bientôt, une nouvelle législation entra en vigueur: les communes du jeune État pouvaient se voir reconnaître les armoiries figurant sur les sceaux de leurs anciens échevinages ou, même, se faire concéder d'autres blasons, souvent les armoiries du dernier seigneur du lieu à la condition d'obtenir l'autorisation du chef de famille si la famille était toujours représentée.

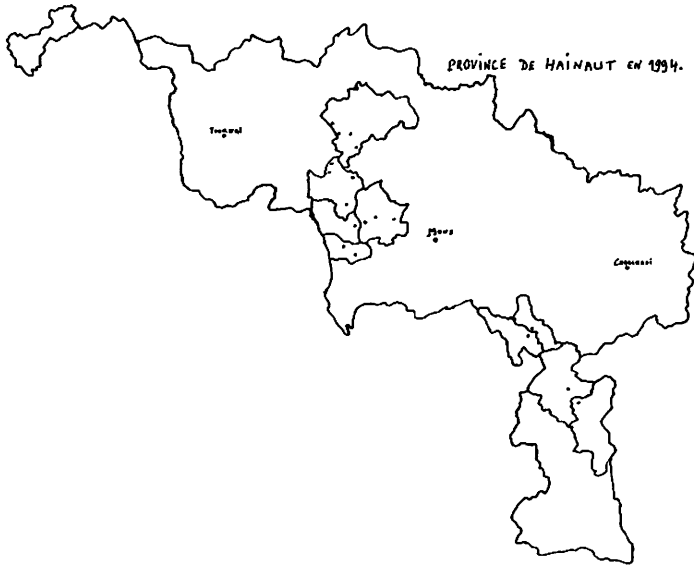
L'évolution récente des institutions belges a bouleversé une procédure, d'ailleurs muable, dont le mécanisme a été présenté lors du colloque de l'Académie internationale d'Héraldique, organisé en 1988 à Keszthely en Hongrie: d'abord, la fusion des communes intervenue le 1er janvier 1977 et complétée en 1983 a ramené le nombre total des entités de plus de 2.500 à 589. Cette fusion de communes a rendu nécessaire l'attribution d'autres emblèmes. D'autre part, la transformation de la Belgique en État fédéral a provoqué l'apparition d'une législation nouvelle, plus ou moins contraignante, les décrets pris par les Communautés et Régions n'ayant pas exactement la même teneur, comme il a été expliqué en 1988.

Au sein de la Communauté française de Belgique, un décret de 1985 est d'application. Une des premières 'nouvelles' communes à en bénéficier a été Beloeil, bien connue grâce à la Maison de LIGNE. Prenant cette localité du Hainaut en exemple, nous montrons comment, si l'Histoire paraît s'estomper, les souvenirs du passé peuvent s'incarner dans un État remodelé.

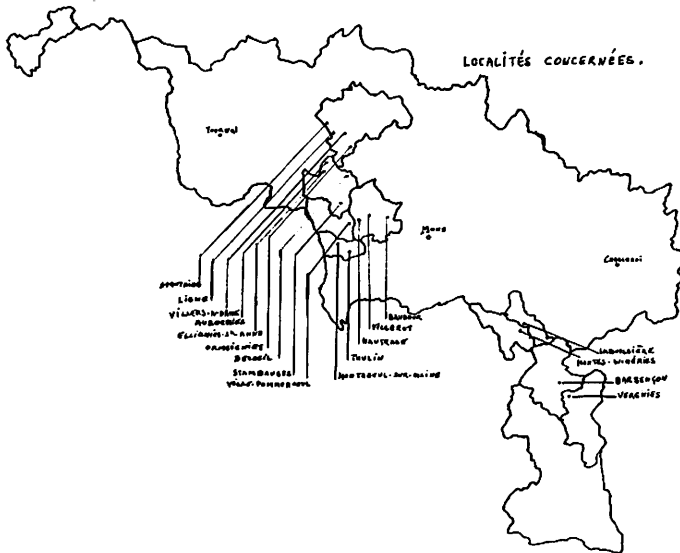
Cet exposé se situe dans la ligne de celui que j'ai présenté au cours de la réunion de notre Académie, en octobre 1988, au château-musée Festetics, à Keszthely, réunion consacrée aux armoiries des villes et communes et dont les *Acta* ont été publiés en 1990 par MM. Iván BERTENYI et L. CZOMA. Cette communication tendait à faire le point sur l'héraldique municipale en Belgique à l'époque. Il s'agira aujourd'hui d'en illustrer un cas particulier.

AVANT L'INDÉPENDANCE DE LA BELGIQUE: LES EMBLÈMES LOCAUX CONCERNÉS

Les communautés locales d'Ancien Régime disposaient d'échevinages qui «tenaient en principe leur pouvoir du seigneur foncier» comme l'a écrit le professeur M.-A. ARNOULD dans l'étude substantielle qu'il a consacrée aux communautés rurales en Hainaut¹. Sans revenir ici sur leurs caractéristiques et leurs activités, il faut souligner que, dans le centre du comté de Hainaut, les échevins disposaient généralement d'un sceau commun, gravé le plus souvent aux armes du seigneur, mais distinct du sceau personnel de celui-ci. Dans le Tournaisis et dans les villages de l'est de la province actuelle – alors sous la mouvance du comté de Namur ou de la principauté de Liège – les échevins légitimaient leurs actes écrits de leur sceau personnel ou en utilisant la forme de la charte-partie dite aussi *chirographe*. Édouard PONCELET a publié dès 1909 une somme relative à la sigillographie et à l'héraldique des villes, communes et juridictions du Hainaut ancien et moderne, persuadé qu'il était de l'apport indispensable de ces disciplines à la recherche historique. Il voulait aussi «faciliter les recherches des administrations communales désireuses d'obtenir la reconnaissance des armoiries ou des sceaux dont usaient, avant la Révolution, leurs prédécesseurs»². Nous renvoyons aux chapitres qu'il a consacrés à la période que j'appellerai 'intermédiaire', celle de l'annexion à la France républicaine puis impériale suivie du régime néerlandais, qui marque dans le monde des sceaux de collectivités, comme dans tant de domaines, la césure avec l'Ancien Régime. Avant ces épisodes, PONCELET constate que les armoiries du souverain, d'institutions ecclésiastiques ou de grandes familles seigneuriales se retrouvent comme signe distinctif de plusieurs échevinages. En ce qui concerne l'une de ces lignées, PONCELET a complété son étude générale en intitulant «Sceaux d'échevinages» un chapitre de sa *Sigillographie des de Ligne* parue en 1923³.



Carte de la province de Hainaut actuelle bornée au sud par la France.



Carte de la province de Hainaut actuelle:
les localités concernées citées dans l'exposé sont indiquées par des points.

Sachant la fragilité des empreintes de sceaux en cire et la rareté des matrices conservées, on ne s'étonnera pas qu'il y soit fait appel à des témoins datant pour ainsi dire exclusivement de la période dite moderne. Se souvenant du désastre survenu aux Archives de l'État à Mons en 1940 par faits de guerre, on se réjouira de disposer du résultat des recherches de PONCELET, devenu une source indispensable encore que parfois perfectible.

Parmi les sceaux d'échevinages où apparaît l'écu à la bande, armoiries de la Maison de LIGNE que l'on sait d'or à la bande de gueules même si les couleurs héraldiques n'apparaissent que tard sous la forme de gravures, on dénombre, par ordre alphabétique, ceux de Baudour, Hautrage, Houtaing (fin XVI^e siècle), Ville-Pommeroeul et Villerot. Les armoiries de la famille de LIGNE sont écartelées avec celles de FAUQUEMBERG sur les sceaux scabinaux de Montroeuil-sur-Haine, Ormeignies, Stambruges, Thulin et Villers-Notre-Dame. Sur une série de sceaux, un écu gravé aux armes seigneuriales considérées comme les marques initiales de la tenure accompagne un écu aux armoiries LIGNE-FAUQUEMBERG: Aubechies, Beloeil, Ellignies-Sainte-Anne, Houtaing (1547) et Ligne. Un autre ensemble de sceaux portent un écu écartelé LIGNE-BARBENÇON: Barbençon, Ghoy et les Sars (La Buisserie), Vergnies et Wihéries (Hantes-Wihéries) ⁴.

LES ARMOIRIES COMMUNALES APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1830 ET L'APPLICATION EN LA MATIÈRE DES ARRÊTÉS ROYAUX DE 1837 ET DE 1913

Quelle est la situation de cette vingtaine de localités à partir de l'indépendance belge ? La règle générale est que le sceau communal porte le Lion Belgique et les inscriptions légales. Les localités dont l'administration d'Ancien Régime a disposé d'un sceau armorié peuvent prétendre à se voir reconnaître ces armoiries et utiliser ainsi un sceau qui ne les distingue pas seulement du commun par la légende prescrite. En fait, mis à part les grands ensembles urbains à qui leurs marques personnelles furent reconnues dès 1838, le Lion Belgique ne disparut que très lentement et même pas complètement ⁵.

Des communes citées caractérisées autrefois par un scel échevinal LIGNE en tout ou en partie, neuf seulement obtinrent des arrêtés royaux de reconnaissance dans la première partie du XX^e siècle; deux d'entre elles ne reçurent pas les armoiries LIGNE, comme on le verra.

Barbençon reçoit le premier arrêté royal le 14 septembre 1910: un écu d'argent à trois lions de gueules lui est accordé – des lions armés, lampassés et couronnés d'or alors que les lions n'apparaissent pas couronnés sur les sceaux

scabinaux – ce sont les armoiries BARBENÇON anciennes, présentes dans l'écartelé marquant l'union de Jean II de LIGNE avec Eustache de BARBENÇON, en 1380.

Le 27 décembre de la même année 1910, *Ville-Pommeroeul* obtient le seul écu d'or à bande de gueules, sans la Toison d'or et la couronne à cinq fleurons propres à Philippe de LIGNE, mort en 1583; elles apparaissent cependant sur les sceaux scabinaux; c'est Marguerite de LALAING qui avait apporté en dot à son époux Ville-Pommeroeul, Hautrage, Imbrechies et Villerot. Mais ces emblèmes personnels seront reconnus beaucoup plus tard à *Villerot*, par arrêté royal du 14 décembre 1957, les fleurons de la couronne étant ici séparés par une perle.

Par arrêté royal du 22 juillet 1925, *La Buissière*, héritière de Ghoy-sur-Sambre, obtient la reconnaissance de l'écu écartelé LIGNE-BARBENÇON: à l'exemple du sceau de 1579, les lions sont armés et lampassés, mais non couronnés.

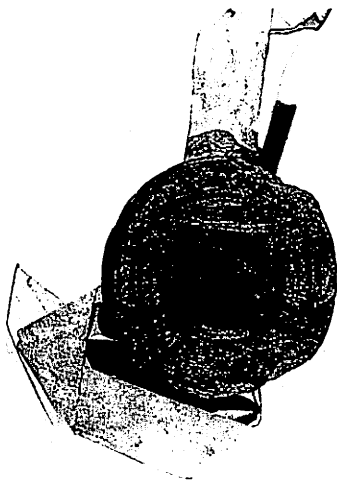
Le 22 mars 1929, l'arrêté royal octroyé à *Thulin* lui reconnaît l'écu écartelé au 1 et au 4, d'or à la bande de gueules qui est LIGNE et au 2 et au 3, d'azur à la fasce d'or, qui est FAUQUEMBERG, sommé d'une couronne à cinq perles posées directement sur le cercle, comme sur le scel échevinal de 1535. Cet écartelé fut adopté par Antoine de LIGNE après l'acquisition du comté de Fauquemberg, en Artois, au début du XVI^e siècle.

L'arrêté royal du 21 décembre 1931 reconnaît à *Hantes-Wihéries* les armoiries de l'ancienne terre franche de Hantes, au diocèse de Liège, c'est-à-dire le blason LALAING, de gueules à dix losanges d'argent posées trois, trois, trois et un. L'écartelé LIGNE-BARBENÇON n'est pas retenu: *La Buissière* l'a déjà obtenu, d'une part, et *Wihéries* était autrefois un arrière-fief de *Barbençon*.

Le 8 décembre 1952, *Baudour* obtient reconnaissance d'un écu d'or à la bande de gueules timbré d'une couronne à cinq fleurons séparés par une perle comme sur le scel échevinal utilisé au début du XVIII^e siècle.

Le 29 janvier 1953, c'est au tour de *Beloeil*, déjà candidate malheureuse en 1867, notons-le, d'obtenir par arrêté royal le rappel du scel échevinal du début du XVII^e siècle où se côtoient devant une représentation de saint Pierre l'écu écartelé LIGNE-FAUQUEMBERG et celui des seigneurs du XIV^e siècle, les CONDÉ-MORIALMÉ dont Jean II de LIGNE a hérité *Beloeil*: de vair à deux chevrons de gueules " .

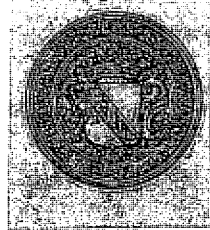
Par arrêté royal du 5 mars 1954, *Ellignies-Sainte-Anne* obtient, elle, la rappel du scel échevinal utilisé à la fin du XV^e siècle avec cette description «deux écus géminés, à dextre un écu écartelé au 1 et au 4 d'or à la bande de gueules,



23-VIII.
1658.

BAUDOUR

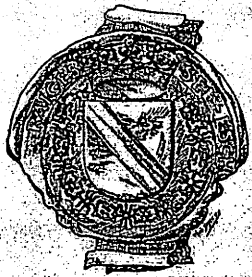
1726



VILLEROT fin 17^e s.

HAUTRAGE.

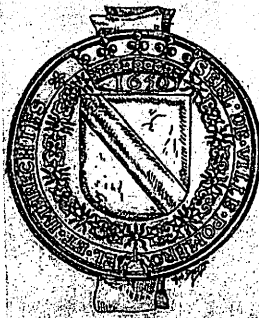
fin 17^e s.



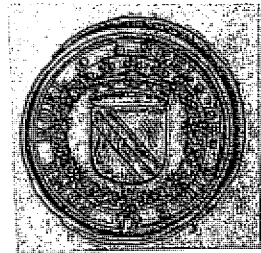
VILLE-POMMERCEUL.



1609

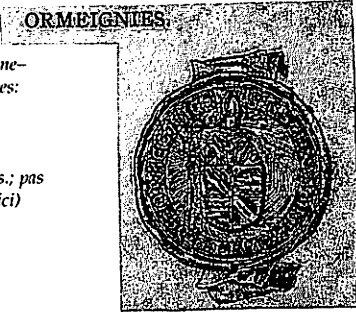


1650



1770

Ill. page de gauche:



Sceaux d'Ancien Régime-
Armoiries LIGNE seules:
Échevinages de:
- Baudour
- Hautrage
- Houtaing (fin XVIe s.; pas
d'exemplaire présenté ici)
- Ville-Pommeroeul
- Villeroi

Ill. page de droite:

Sceaux d'Ancien Régime-
Ecartelé
LIGNE-FAUQUEMBERG:
Échevinages de :
- Montroeuil-sur-Haine
- Ormeignies
- Stambruges
- Thulin
- Villers-Notre-Dame

1640

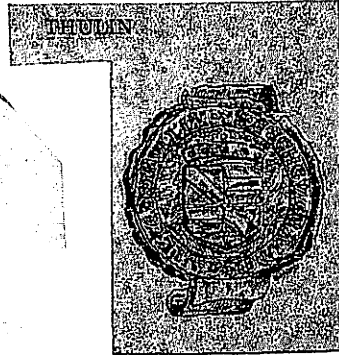
STAMBRUGES.



1641

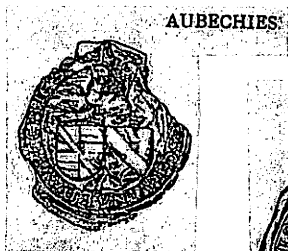


18^e s.



1535

5-71-
161R

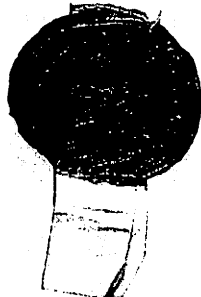


1560

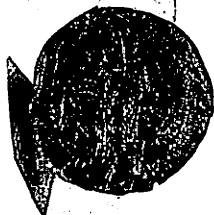
17-18°



11-VI-1658



ELLIGNIES 1604
1604 janvier 1713.



A.E. n° Mons: Grappe d'Ellignies
 suite des 24 mars 1604.
 (L'effigie sur copie de la figure
 de 1713.)

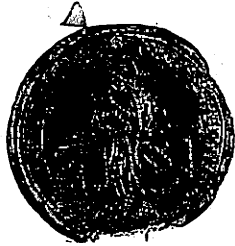
10-I-1537 (A.Jr.)

LIGNE.

HOUTAING



1547



1631

III. page de droite:

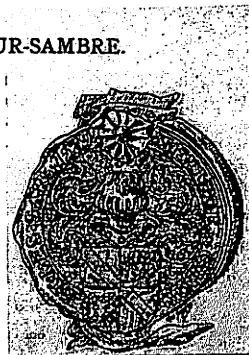
Sceaux d'Ancien Régime—
Écartelé LIGNE-BARBENÇON
Échevinages de:
– Barbençon
– Ghoy et les Sars (La Buisnière)
– Vergnies
– Wihéries (Hautes-Wihéries)

BARBENÇON.



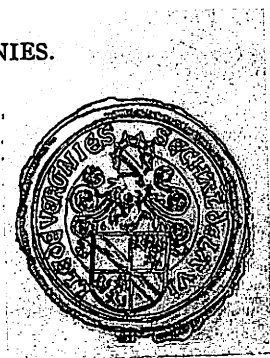
1596.

GHOY-SUR-SAMBRE.



1599

VERGNIES.



1534

WIHÉRIES.



1568

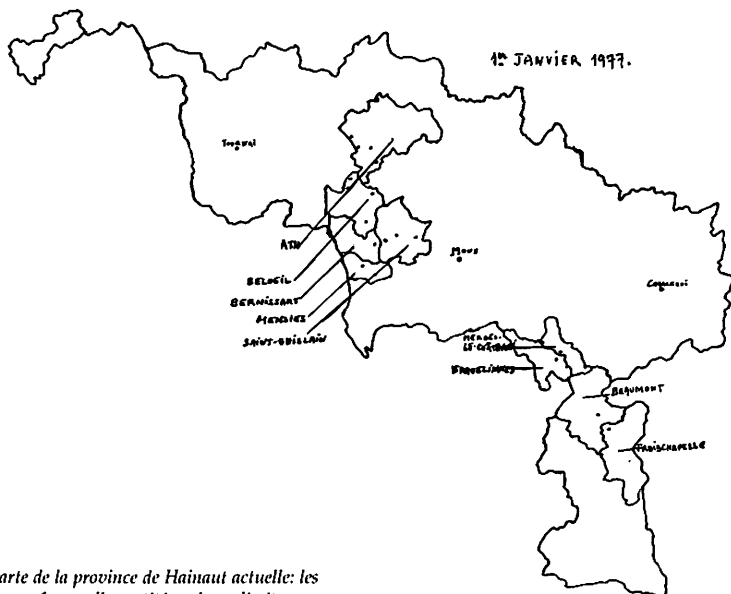
III. page de gauche:

Sceaux d'Ancien Régime—
Écartelé LIGNE-FAUQUEMBERG plus
autre écu:
Échevinages de :
– Aubechies
– Beloeil
– Ellignies-Sainte-Anne
– Houlaing (première moitié du XVIe s.)
– Ligne

au 2 et au 3, d'azur à la fasce d'or, l'écu sommé d'une couronne à onze perles dont trois relevées; à senestre, d'argent à trois croix haussées sur deux degrés de sable; les deux écus posés devant une sainte Anne debout auréolée portant sur le bras droit la Vierge Marie enfant également auréolée, le tout d'or»⁷.

LES CONSÉQUENCES DE LA FUSION DES COMMUNES (LOI DU 23 JUILLET 1971)

La fusion des communes appliquée en Belgique dès le 1^{er} janvier 1977 entraîne la 'disparition' officielle des communes regroupées en entités: pour toutes celles dont il a été question jusqu'ici, neuf nouvelles administrations sont constituées. Houtaing, Ligne, Ormeignies et Villers-Notre-Dame sont réunies à la ville d'Ath (en tout vingt communes); Aubechies, Ellignies-Sainte-Anne et Stambruges sont groupées avec Beloeil (au total, dix communes); Ville-Pommeroeul rejoint Bernissart (quatre communes); Montroeuil-sur-Haine et Thulin font dorénavant partie de Hensies (quatre communes); Baudour, Hautrage et Villerot, de leur côté, rejoignent la ville de Saint-Christain (sept communes); Barbençon est intégrée à la ville de Beaumont (en tout, huit communes), Vergnies à Froidchapelle (cinq communes), La Buisserie à Merbes-le-Château (quatre communes) et Hantes-Wihéries à Erquelines (six communes).



Carte de la province de Hainaut actuelle: les
neuf nouvelles entités et leurs limites.

Dans la période transitoire qui s'écoule alors avant l'installation du Conseil d'Héraldique et de Vexillologie de la Communauté française de Belgique, le 3 mars 1989, la procédure d'attribution d'armoiries suit son cours habituel et cinq entités obtiennent par arrêté royal de garder les armoiries de la localité éponyme. C'est la cas, dans l'ordre chronologique, d'Erquelines (A. R. du 16 septembre 1977), de Merbes-le-Château (16 mai 1978), de Beaumont (5 septembre 1978), de Saint-Ghislain (29 mars 1979) et d'Ath (8 juin 1979): un patrimoine ancien, largement connu, est ainsi préservé sans recourir à des blasons fantaisistes où s'imbriqueraient partitions et figures historiquement disparates. Les emblèmes de la Maison de LIGNE, eux, n'apparaissent plus dans les cinq signes distinctifs adoptés.

En l'occurrence, restent alors à fixer par l'Exécutif de la Communauté française les armoiries des nouveaux Beloeil, Bernissart, Hensies et Froidchapelle. Des derniers cas cités, deux restent en attente de contacts plus poussés avec l'autorité communale; un autre, Hensies, en est, en mai 1994, au stade final de la promulgation par arrêté du Gouvernement de la Communauté française, mais l'une des premières entités à disposer d'un tel arrêté de l'Exécutif, comme se nommait alors l'institution, a été Beloeil, le 18 décembre 1991. C'est ainsi que la remise des premiers diplômes d'honneur matérialisant ces arrêtés, qui concernent vingt et une communes, s'est déroulée officiellement la même année en présence des autorités, au château de Beloeil, domaine ancestral des princes de LIGNE.

L'ÉLABORATION DE L'ARRÊTÉ DU 18 DÉCEMBRE 1991 CONCERNANT LA NOUVELLE COMMUNE DE BELOEIL

Lors des échanges de vues préliminaires concernant Beloeil, plusieurs préalables furent envisagés. Pour le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie, tenu d'observer la procédure de reconnaissance déterminée par les arrêtés de l'Exécutif du 8 août 1988 et du 26 février 1991, les armoiries dont disposait l'ancien Beloeil ne pouvaient être reprises telles quelles; d'une part parce qu'il visait à la simplification des symboles en excluant les ornements extérieurs à l'écu – pour la plupart propres au seigneur lui-même – de même que les écus jumelés; d'autre part, parce que, des dix communes fusionnées sous le toponyme Beloeil, seuls, les échevins du lieu et ceux d'Aubechies, Ellignies-Sainte-Anne et Stambruges avaient utilisé un sceau aux armoiries LIGNE présentées d'ailleurs dans des compositions différentes. Pour rappel, Aubechies avait un écu LIGNE-FAUQUEMBERG et un écu LIGNE; Beloeil, un écu LIGNE-FAUQUEMBERG et un écu CONDÉ-MORIALMÉ; Ellignies-Sainte-Anne, un écu LIGNE-FAUQUEMBERG et un écu à trois croix haussées,



BARBENÇON

A. R. du 1 septembre 1910

d'argent à trois lions de gueules, armés, lampassés et couronnés d'or.



VILL-POMIHROUL

A. R. du 27 décembre 1910

d'or à la bande de gueules.

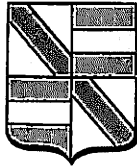


LABUISSIÈRE

A. R. du 22 juillet 1925

écartelé : aux 1. et 4. d'or à la bande de gueules, qui est de Liège; aux 2. et 3. d'argent à trois lions de gueules armés et lampassés d'or, qui est de Barbençon. L'écu timbré d'un heaume d'argent taré de haut, sommé d'une couronne à cinq fleurons

d'or, gillé, colleté et liseré de même, doublé et attaché d'azur aux lambrequins d'or et de gueules. Cimier : un évron d'or.



THULIN

A. R. du 22 mars 1929

écartelé : aux 1. et 4. d'or à la bande de gueules, qui est de Liège; aux 2. et 3. d'azur à la fasce d'or, qui est de Lanquembert. L'écu sommé d'une couronne à cinq perles posées directement sur le cercle.



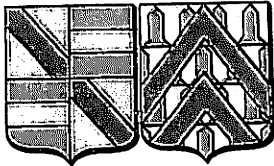
BAUDOUR

A. R. du 8 décembre 1952

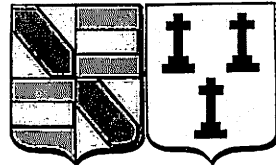
d'or à la bande de gueules - l'écu timbré d'une couronne à cinq fleurons séparés par une perle.

*HANTES-WIHERIES 1931 (29-30)
(dolaing)*

BELAÏCH - A. R. du 29 janvier 1957



deux écus geminés : le premier écartelé : aux 1. et 4. d'or à la bande de gueules, aux 2. et 3. d'azur à la fasce d'or; le second de vair à deux chevrons de gueules - les deux écus posés devant un saint Pierre d'or.



ELLIGNIES-SAINTE-ANNE - A. R. du 5 mars 1953

deux écus geminés : à dextre, écartelé aux 1. et 4. d'or à la bande de gueules; aux 2. et 3. d'azur à la fasce d'or, l'écu sommé d'une couronne à onze perles dont trois relevées; à sénestre, d'argent à trois crois haussées sur deux degrés de sable, les deux écus posés devant une sainte Anne debout, auréolée, portant sur le bras droit la Vierge Marie enfant, également auréolée, le tout d'or.



VILLEROT (Hainaut).

A.R. du 12 novembre 1957, reconnaissance (N.B. du 11 décembre 1957).

d'or à la bande de gueules, l'écu sommé d'une couronne à cinq fleurons séparés l'un de l'autre par une perle et entouré du collier de la Toison d'or.



BEAUMONT

A. R. du 50 juin 1858

d'or à un château d'ouvert à la coulisse levée, timbré d'une couronne d'

5-IX-1978



QUEVAUCAMPS

A. R. du 12 juin 1911
d'or au lion de sable.



ATH

A. R. du 50 janvier 1840

d'or à une aigle à deux têtes de sable, chargée en cœur d'un écusson d'or au lion de sable, ayant pour support une croix tréflée de sable posée sur trois degrés de même.

8-VI-1979

Ill. page de gauche:

Armoiries de communes (1910-1957)

- Barbençon (1910)
- Ville-Pommeroeul (1910)
- La Buissière (1913)
- Thulin (1929)
- Hantes-Wilhéries (1931)
- Baudour (1952)
- Beloeil (1953)
- Ellignies-Sainte-Anne (1954)
- Villeroit (1957)



SAINT-GHISLAIN

A. R. du 29 août 1840

d'or à une demi-aigle de sable, parties d'azur aux trois fleurs de lys d'or, 2 et 1.; l'écu timbré de la mitre abbatiale d'or et de la crosse de même. Supports : une aigle éployée à droite, et à sénestre un ours muselé de gueules, le tout reposant sur une terrasse de simple.

29-IV-1979

Ill. page de droite:

Armoiries de cinq des nouvelles entités, attribuées entre 1976 et 1989:

- Erquelinnes (1977)
- Merbes-le-Château (1978)
- Beaumont (1978)
- Saint-Ghislain (1979)
- Ath (1979).



MERBES-LE-CHATEAU

A. R. du 14 octobre 1889

d'argent au château couvert de gueules à la porte ouverte munie de sa herse levée de sable flanqué de chaque côté de deux ours ronds, couvertes également de gueules et sommées chacune d'un globe d'or, le tout posé sur une terrasse alésée de simple.

16-VI-1978

Ill. en haut de cette page:

- Armoiries de Quevaucamps (1911).



ERQUELINNES

A. R. du 16 octobre 1926

d'azur à la fusée d'or, accompagnée de trois têtes de lions du même lampassées de gueules à la bordure enpellet, également d'or.

16-IX-1977

Les photographies de sceaux originaux sont faites d'après des documents originaux conservés au château de Beloeil.

- Les reproductions des dessins à la plume sont extraites des ouvrages cités de PONCELET.

- Les armoiries en couleurs sont tirées de SERVAIS, op. cit.

écus réunis dans chaque cas par le saint patron local, soit respectivement saint Géry, saint Pierre et une Vierge à l'Enfant qui a pu être interprétée comme sainte Anne avec Marie; Stambruges, pour sa part, avait un écu écartelé LIGNE-FAUQUEMBERG tenu par une représentation de saint Servais. Les communes de Beloeil et d'Ellignies portaient depuis 1953 et 1954 des armoiries au type scabinal, témoins de leur passé. Des six autres communes fusionnées, seule Quevaucamps disposait depuis le 12 juin 1911 d'armoiries d'or au lion de sable, souvenir de la fin du XVe siècle où la localité, avec Blaton et d'autres, constituait un fief direct tenu du comte de Hainaut par le comte de Flandre, à l'époque un seul et même personnage: PHILIPPE le Beau, fils de MAXIMILIEN et de MARIE de Bourgogne *.

S'il n'était pas raisonnable d'oublier dans l'héraldique communale en devenir un écu blasonné d'or à la bande de gueules dont la présence marque le statut historique de tant d'échevinages locaux, il fallait de toute évidence obtenir en premier lieu l'accord du chef de la famille propriétaire de ces armoiries depuis tant de siècles. Sans doute pouvait-il refuser de partager cet emblème glorieux. On put lui rappeler – ce qu'il savait pertinemment, tout comme les édiles locaux, d'ailleurs – que la renommée de Beloeil est viscéralement attachée à celle de la Maison de LIGNE et que les ornements extérieurs à l'écu: cimier, manteau, couronne de prince du Saint-Empire et supports (lion et griffon) ainsi que la devise restaient propres à la famille. Un problème aurait pu se poser puisque les communes fusionnées sont invitées non seulement à porter des armoiries, mais à user d'un sceau propre – ici aux armes de l'écu – et à adopter un drapeau. Tout en gardant les couleurs de l'écu, pour éviter que l'emblème communal puisse être confondu avec la bannière princière qui flotte au portique de la cour du château, le choix s'est porté sur un «tranché jaune-or sur rouge» où la diagonale évoque la bande, de toujours une des pièces principales de l'héraldique.

Ill. page de droite:

Diplôme d'honneur présentant les armoiries, le drapeau et le sceau de la nouvelle entité de Beloeil.



Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française reconnaissant à la commune de Belœil des armoiries particulières, un seau et un arapeau.

L'Exécutif de la Communauté française.

Vu le décret du 3 juillet 1962 instituant le Conseil d'Héraldique et de Vexillologie de la Communauté française et fixant le drapeau, le seau et les armoiries des villes et des communes;

Vu l'Arrêté Royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites ratifié par la loi du 30 décembre 1975, en vertu dequels les communes d'Ancoisles, Baviéris, Belœil, Elliquies Sainte-Anne, Quevaucamps, Ramagnies, Stambroigne Française, Mionville et Wasclincourt ont été fusionnées en une nouvelle commune du nom de Belœil;

Vu l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 août 1988 fixant la procédure de reconnaissance des armoiries, seaux et arapeaux des villes et des communes modifiée par l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 février 1991;



Vu la délibération du 25 septembre 1990, par laquelle le Conseil communal de Belœil sollicité de l'Autorité supérieure la reconnaissance d'armoiries particulières, d'un seau et d'un arapeau rappelant les liens historiques ayant une la plupart des composants de l'entité de Belœil.

Sur proposition du Ministre-Président chargé de la Culture et de la Communication,

Arrête:

Article unique: La commune de Belœil est autorisée à faire usage d'armoiries particulières, d'un seau et d'un arapeau, à après décrits et figurés: armoiries et seau: "d'or à la bande de gueules" arapeau: "français jaune-ou sur rouge"

Bruxelles, le

Par l'Exécutif de la Communauté française
Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française

Hainy Flaur
†

NOTES

1. ARNOULD, M.-A.: «Les communautés rurales en Hainaut». In: *Recueils de la Société Jean Bodin*. Vol. XLIV: *Les communautés rurales, 5e partie*. Paris, 1987, p. 281-315.
2. PONCELET, Ed.: *Sceaux et armoiries des villes, communes et juridictions du Hainaut ancien et moderne*. Mons, 1909, 709 pp.
3. PONCELET, Ed.: «Sigillographie des de Ligne». In: *Annales Prince de Ligne*. Bruxelles-Paris. 4 (1923), p. 20-35 et 89-121, plus spécialement p. 110-121.;
LIGNE, Prince Albert de: *Histoire généalogique de la Maison de Ligne*. Bruxelles, [1950], 189 pp.;
BRONNE, Carlo: *Beloeil et la Maison de Ligne*. Beloecil-Paris-Tournai, 1979, 285 pp.;
SCUFFLAIRE, Andrée: «Histoire de la Maison de Ligne». In: *Le château de Beloecil*. [= *Musea Nostra* n° 31]. Bruxelles-Gand, 1994, p. 7-19.

4. Cet exposé n'a pas pour objet une étude systématique de chaque scel échevinal cité (dimensions – forme ronde variant de 35 à 48 mm – couleur de la cire – graveurs – coûts, etc...), ni d'autres sceaux de biens LIGNE situés hors de la province de Hainaut actuelle, mais la recherche de la continuité dans le devenir historique. Des anachronismes apparents (caractères des légendes, par exemple) peuvent provenir de la disparition de matrices par faits de guerre ou autres.

Toutes les communes autrefois localités dotées d'échevins sont situées en Belgique, dans la province de Hainaut bornée au sud par la France, dans les arrondissements d'Ath (Aubechies, Beloecil, Ellignies-Sainte-Anne, Houtaing, Ligne, Ormeignies, Stambruges, Ville-Pommeroeul et Villers-Notre-Dame), de Mons (Baudour, Hautrage, Montroeuil-sur-Haine, Thulin et Villeroit) et de Thuin (Barbençon, Hantes-Wihéries unies dans le département de Jemappes par décret du 20 mars 1792, La Buissière groupant Choy-sur-Sambre et les Sars, et Vergnies).

Sur les sceaux scabinaux d'Aubechies, Beloecil, Ellignies-Sainte-Anne, Houtaing et Ligne, deux écus sont soutenus par le saint patron local soit, dans l'ordre, saint Géry, saint Pierre, la Vierge à l'Enfant couronnés ou non – et dans ce dernier cas, peut-être confondus avec sainte Marthe portant Marie – saint Quirin, la Vierge à l'Enfant auréolés. Pour Ormeignies, un buste de saint Ursmer surmonte l'écu, tandis que saint Servais, tenant l'écu de Stambruges, est représenté en pied.

Des notices consacrées aux communes en question ont paru dans *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*. Bruxelles, 1981, vol. 1 et 2, Wallonie et Bruxelles. Les volumes relatifs au comté de Hainaut dans la série des *Albums de Croÿ*, également publiée par le Crédit Communal depuis 1985, décrivent et expliquent les régions clichées au début du XVIIe siècle. La même institution a fait paraître en 1976 des monographies provinciales: *La province hier et aujourd'hui. De province vroeger en nu*, accompagnées de cartes.

5. SERVAIS, Max: *Armorial des provinces et des communes de Belgique*. Bruxelles, 1955, 1043 pp., avec *Supplément 1955-1968*, 1969, 471 pp. Les planches d'écus en couleurs avec descriptions sont suivies des notices rangées par figures héraldiques.
6. SCUFFLAIRE, Andrée: «Brisures en Hainaut au XIVe siècle». In: *Actes du 5e colloque international d'héraldique, Spolète 12-16 octobre 1987*, sur le thème proposé par l'A.I.H.: *Brisures, augmentations et changements d'armoiries*. Bruxelles, 1988, p. 271-277. Il y apparaît que la représentation et la description de la fourrure et de l'émail des armoiries CONDÉ-MORIALMÉ ont pu varier.
7. L'écu aux trois croix haussées devrait rappeler une très ancienne mouvance de la localité.
8. SCUFFLAIRE, Andrée: *Les fiefs directs des comtes de Hainaut de 1349 à 1504. Tome V. Châtellenie d'Ath, prévôtés de Bavay, de Beaumont et de Maubeuge, terre de Chimay*. Bruxelles, 1993, p. 124-125, sous ATH 102.

Luc DUERLOO

BELGIAN LOCAL HERALDRY UNDER DUTCH RULE

ABSTRACT

For fifteen years (1815–1830) the kingdom of the Netherlands comprised all three Benelux countries. During that period the kingdom tried to enliven the outward appearances of the new political regime by restoring the use of civic heraldry. The Hoge Raad von Adel was in charge of this operation.

Even though the process presented itself as a restoration, a considerable number of communes (i.e. local or municipal administrations) that had never before borne arms, were effectively granted ensigns armorial. Many of these new arms may score well below our present-day aesthetic standards, but they do have the merit of trying to create emblems that did not recall bygone days, but reflected the concerns and expectations that were actually fostered by the communities involved. As such they do belong to the best traditions of civic heraldry.

The period of Dutch rule over Belgium stretches from 1815 to 1830. In 1815 the kingdom of the Netherlands was created out of the territories that had constituted the Habsburg Netherlands, the prince-bishopric of Liege and the Dutch Republic before the French Revolution. Only fifteen years later this union collapsed in the Belgian Revolution. As a result the Grand-Duchy of Luxembourg became a separate state in 1839.

The union of the three countries may have been short-lived, yet it made a permanent mark on heraldic practice. The influence of Dutch rule on noble heraldry and nobiliary law has already been demonstrated ¹. The results in the field of town and commune heraldry have been published for the Netherlands proper ² and for the Grand-Duchy of Luxembourg ³, while a revised armorial of the Belgian communes is under way ⁴. The present contribution partly anticipates upon the latter. It wants to chart the different influences and motives that gave a highly distinctive flavour to the arms that were recognized or granted to local authorities in the future Belgian provinces.

HERALDRY REFLECTING THE REGIME

In any age the structures of local government play an important part in determining the features of civic heraldry. The area that has developed into the kingdom of Belgium was never an exception to the rule. In the *Ancien Régime* local government was basically characterized by the dichotomy of town and country. On the whole towns enjoyed a relatively large autonomy. They dispensed justice in the prince's name and according to local custom, could issue by-laws and levy taxes, were responsible for maintaining the peace within the town's limits and could organize a militia for defensive purposes. The principal cities sent representatives to the estates, where they could influence princely policy through their financial clout. By comparison the communities in the countryside were almost powerless. Their institutions were under the sway of the local lord of the manor. Within their boundaries political power was just another form of private property.

The difference between town and countryside was reflected in heraldry⁵. The Southern Netherlands could boast a long and rich tradition of civic heraldry. As in many other fields the prince left the local authorities very much to their own devices. He would only intervene if a town's heraldic display was usurping symbols of sovereignty⁶. The seals used by the institutions or rural communities were of a different nature. Many would sport the coat of arms of the lord of the manor, while the remainder frequently displayed emblems that were strictly speaking of a semi- or non-heraldic nature.

The French Revolution undid it all. In 1795 the Austrian Netherlands and Liège were annexed by France. The incorporation into the *république une et indivisible* had profound and in many respects lasting effects. Local autonomy was abolished all but in name. Local institutions were rendered virtually powerless and had to operate under constant interference from above. In practice they had become little more than instruments of the central executive in Paris⁷. Simultaneously the use of arms whether personal or corporate was forbidden and all arms on public display had to be removed⁸.

The restoration that was initiated by the Dutch regime in 1815, was by far more cosmetic than real. Revolutionary centralism and Napoleonic autocracy remained the guiding principles, but were shrouded in historical names⁹. The return to different institutional regimes for towns and rural communes may have appeared as a return to the past, but the true effects were quite the contrary. Towns were granted individualized charters. These provided for councils that were elected on a narrow franchise, thereby ensuring that oppositional forces would be kept out of office. On top of that the towns' political influence was limited in the provincial estates. For their part rural communes were subjected to sets of general rules that varied slightly from pro-

vince to province. In the end their fate differed little from that of the towns as they were likewise given access to the provincial estates and both towns and communes had to make do with the ubiquitous influence of the central executive.

At the same time the Dutch regime recuperated heraldry as a means of propping up appearances. On 24th December 1814 WILLIAM I, then styled sovereign prince, issued a decree ordering all towns, communes and corporations that had been armigerous in the past, to submit their coat of arms to the sovereign for approval. Towns and communes without historical arms were likewise ordered to apply for a grant. The *Hoge Raad van Adel*, that was already dealing with the daunting task of re-instating the nobility, was designated as the competent administration ¹⁰. The royal decree of 24th August 1815 declared that the freshly annexed Belgian towns and communes had to send in their applications before the end of the year ¹¹. Contrary to what happened in the Northern provinces, the response of Belgian local authorities was usually lukewarm. The *Hoge Raad van Adel* wanted the provincial governors to put pressure on the negligent. Some did, but others were obviously dragging their feet as well ¹². As can be read from the adjacent table, the result was an impressive number of approvals and grants of local coats of arms that was most unevenly spread. Particularly in Limburg and the French speaking provinces, that were politically indifferent or dissaffected, few rural communes bothered at all.

province	towns' arms	communes' arms
West Flanders	13	29
East Flanders	10	131
Antwerp	4	46
Limburg	3	4
Brabant	4	34
Hainaut	11	1
Namur	2	0
Liège	6	4
Luxemburg	11	0
Total	64	249

It was certainly indicative that twenty-three towns out of eighty-seven failed to comply with the obligation to have their coat of arms confirmed by the king. Out of these twenty-three no less than seventeen were situated in the exclusively French speaking provinces Hainaut, Namur and Liège, while another four non-armigerous towns were situated in the bilingual province of Brabant. By comparison a mere four towns without registered arms could be found in the Dutch speaking provinces of West Flanders, East Flanders, Antwerp and Limburg. To the exception of the latter, these provinces also showed the highest returns in confirmations or grants of arms to rural communes. Coming to terms with this obvious lack of zeal, WILLIAM I issued the royal decree of 3rd of January 1818, allowing communes the choice between armorial and non-armorial seals ¹³.

HERALDRY REFLECTING THE LAND

Until the obligation was lifted it was obvious that towns found it far easier to comply than rural communes. A town normally had little difficulty in proving which arms it had used before the French Revolution. The *Hoge Raad van Adel* would simply add a coronet of five strawberry leaves to denote the town's privileged position and dispatch the letters patent ¹⁴. For their part few communes could produce sufficient proof of ancient use at such short notice. The exceptions that could produce proofs, usually had no more to go by than an ancient seal without any indication of the usual tinctures. The *Hoge Raad van Adel* was not taken aback by this inconvenience. It merely ruled that every coat with this predicament would be coloured *azure and or* in honour of the ruling dynasty. Hence the arms of Deurne changed from supposedly *argent, three chevrons gules, on an escutcheon of the field, an eradicated tree vert to azure, three chevrons or, on an escutcheon of the second, an eradicated tree of the field* ¹⁵.

Most communes that were asked which armorial bearings they had used in the past or would like to see granted to them in future, really did not know where to start. An acting governor of the province of Antwerp wrote in a letter to the *Hoge Raad van Adel* that few if any knew how to handle the issue ¹⁶. He expressed his profound disapproval of their inclination to petition for the coat of arms of the former lords of the manor. He pointed out that the petitioners thereby overlooked that manorial rights had not been restored in the Belgian provinces and concluded that allowing this «*serait jeter une singulière confusion dans une matière dont la clarté est le but*». With a smack of *Jacobinism* that was not entirely uncommon to the Dutch administration, he likewise expressed his reservations about conceding communes the effigy of the local patron saint. Although inspired by different considerations, the *Hoge Raad van Adel* echoed his views on the inappropriateness of granting manorial arms to

communes¹⁷. It did not however share his misgivings about local saints. In the province of Antwerp alone the *Hoge Raad van Adel* admitted twenty-two out of forty-six communal arms that bore an image of a saint as principal charge, while quite a few more instances could be found in the arms of communes in the neighbouring catholic provinces of East Flanders, (Belgian) Brabant, Limburg and (Dutch) North-Brabant.

The policy pursued by the *Hoge Raad van Adel* was not unwise. For notwithstanding the resentment it may have caused in some quarters, the introduction of patron saints to local heraldry amounted to an attempt by rural authorities to establish a heraldic style of their own. Given the relative importance of saint's attributes in older civic arms, one could even argue that this option was not entirely without precedent. At the same time the alarm felt by the acting governor regarding manorial arms proved to be largely unfounded. Even after a quarter of a century of harsh French rule, memories of what the manorial system had been like, were still vivid. This was certainly the case in Sint-Gillis-bij-Dendermonde¹⁸. The local council sent in a petition boldly stating that because «*les emblèmes seigneuriaux, n'ayant rien d'agréable au souvenir, il convient de les laisser dans un éternel oubli*». The authorities of Sint-Gillis may have been unique in their outspokenness, but their strong feelings about the manorial past were certainly shared by others. In a symbolic gesture of prime importance the commune of Berendrecht for instance had its new coat of arms put on the pillory, thereby openly declaring its liberation from interference by the local lord of the manor.

Refusing to draw on the past was one thing, but finding an alternative source of inspiration for communal arms was quite another. Some cases could be solved through the means of canting arms. An obvious example was the commune of Handzame that was granted *azure, two hands dexter couped and clasped proper, cuffed or*. Vlierzele was assigned *or, an elder-bush proper, on a mount vert, elder being in Dutch called vlier*¹⁹. In the same vein Ertvelde and Wuustwezel petitioned respectively for a pea-plant²⁰, which is called an *erwt* in Dutch, and a weasel²¹. Sint-Maria-Oudenhove got an elaborately canting coat of arms *azure, a castle (representing an old hof) or, on a chief per pale argent and sable, a cipher of the Virgin Mary counterchanged*²².

When lacking the opportunity to make an easy pun, a considerable number of communes in the south of West Flanders and particularly of East Flanders decided to base their projects on the local economy. Again the councillors of Sint-Gillis gave the most vivid expression to this approach²³. Their petition to the *Hoge Raad van Adel* went on «*que dans la composition d'armoiries il serait propre de faire entrer des symboles de l'industrie*». In their view «*ce serait le moyen de la nourrir et stimuler et qu'ainsi en y attachant un tel sens moral les armoiries seraient des objets honorables et d'utilité publique*». Acting upon their resolu-

tion to make heraldry useful and honourable, the councillors wanted a pig to be put in the communes' coat of arms. Not only, according to their petition, the inhabitants «s'adonne[nt] plus que partout ailleurs à leur engraissement», but the adoption of this animal would also honour the traditional wisdom that man had learnt the art of plowing from a pig. Faced with such convincing arguments, the *Hoge Raad van Adel* concurred with the proposal and granted *azure, a pig statant or, between three mullets of eight points of the second*. It did not however accept the proposed motto, *Sine labore nihil*, that would have rubbed in the moral sense of the arms once and for all.

Refusing external ornaments such as mottoes was standard procedure for communal arms. This policy certainly made sense from an heraldic and aesthetic point of view, yet robbed us of several delightful maxims. Very much on the same wavelength as Sint-Gillis, the council of Hemelverdegem suggested *Werkzaamheyd baart welvaaren*²⁴. Prosperity was an often recurring theme with Ophasselt proposing *Belgis welvaaren*²⁵ and Voorde echoing *Lands welvaerd*²⁶. Overboelare would nowadays shock the entire anti-nicotine lobby with its arms, *argent, a tobacco-plant proper*, and the proposed motto *Utile delectat*²⁷. Finally the award for the most down to earth slogan, in more than one way, went to Herent with *Het mest is den God van den acker*²⁸.

Pigs and tobacco-plants were not the only references to local produce. Onkerzele got arms with three ears of wheat. Denderhoutem, Egem, Michelbeke and Oprakel were each granted a garb of corn, Sint-Maria-Lierde preferred a garb of barley, while Bevere-bij-Oudenaarde got an indirect reference by means of a cornflower. Industrial crops were not overlooked either. The coat of arms of Erembodegem displays a twig of hop, those of Grembergen and Hamme-bij-Dendermonde show a branch of flax, in the latter accompanied by a twig of hemp. Apart from the elder that was already mentioned among the canting charges, typical cottage flowers were furthermore represented by the peony in the arms of Ooike. The shield of Edelare sports two local features: a cherry-tree, that was easy enough to understand, and a crocodile that hung, no doubt stuffed, in a local chapel until the French removed it in 1797²⁹. There certainly was considerable latitude, yet not every commune could get its own way. Weert notably failed to have its coat of arms emblazoned with a pile of peat and Herent, that was already mentioned for its motto and agronomical lesson rolled in one, did not succeed in having a manure-cart to go with it³⁰. Judging by these two examples the *Hoge Raad van Adel* apparently disliked smelly charges.

The predilection for crops was matched by a bent towards including the farmer's tools in the shield. Every stage of the agricultural process was in one way or the other represented. A plough could for instance be found in the arms of Oprakel, three coulterers in those of Sint-Lievens-Houtem and a har-

row featured in the shield of Sint-Denijs. Those that worked the land on smaller plots could be provided with spades and rakes from the arms of Moerbeke and Sint-Goriks-Oudenhove. In order to get the harvest home the scythes represented in the armorial bearings of Michelbeke and Sint-Maartens-Lierde and the pitchfork and flail displayed in the arms of Goeferdinge would surely prove handy. Beehives were on offer in the ensigns armorial of Etikhove, Moorsele and Sint-Goriks-Oudenhove, while Noordschote threw in three butter-churns and a press. The councillors of Nederbrakel, Ophasselt and Zegelsem could not make up their minds and stuffed in so many agricultural implements that it looked as if a tenant farmer had just been evicted. The cottage-industry, that had considerable importance in the southern parts of Flanders, was not forgotten. The arms of Nederbrakel and Sint-Martens-Lierde each found room for a loom and the coat of Moorsele sported two shuttles. The ensigns armorial of Schendelbeke and Zele respectively contained instruments of the local bleach and hemp industries ³¹. Taking this track-record into account, it is unclear why Sleidinge failed to get the flax machine it had asked for ³². A particular case was that of Elsegem, where a moral interpretation was added alongside a spinning-wheel and a loom by cramming in two lions *combatant* holding olive branches and one more lion *couchant guardant*. The three of them were meant to represent that «*le repos et la paix ... sont les vrais protecteurs des peuples*» ³³.

HERALDRY REFLECTING MENTALITIES

Elsegem was not the only example of a council that wanted to give a deeper meaning to the commune's arms. The return of peace after a quarter of a century of revolutionary upheavals, obviously worked inspiring. Dentergem, Hofstade and Sint-Lievens-Houtem obtained a classical pigeon with olive branch ³⁴, but Hofstade's request to have the arms adorned with the motto *Pax optima rerum* was, as usual, rejected ³⁵. The attempt by Bevel to wrap three pillars of prosperity into their motto, *Justitia, pax et libertas*, was equally unsuccessful ³⁶. The theme itself was not disliked by the *Hoge Raad van Adel*, but the medium was. Other, more symbolic renderings did meet approval. Hence the commune of Opdorp was granted *azure, in chief a pair of scales or, in base a compass and an anchor of the second* in order to extol the importance of justice, work, industry and hope ³⁷. Iddergem was also allowed a pair of scales that stood for justice and Welle got clasped hands holding olive branches that evoked peace through unity ³⁸.

Somewhat surprisingly a certain number of communes summoned truly classical allegory to their aid. Nukerke and Voorde adorned their coats of arms with the figure of Ceres ³⁹. Their motivation was probably comparable to that of the councillors of Meigem who, without success, applied for the same deity «*en souvenir que la culture est le premier soutien de l'État*» ⁴⁰. Another

reference to antiquity emerged in the petition of the authorities of Kerkem. They wanted to have an achievement with the columns of Hercules as supporters. When reading their motives one cannot but feel sympathy for the *Hoge Raad van Adel* that had to cope with all this. According to the petitioners, the columns of Hercules were appropriate «*non que notre commune est située au bout de la terre, ... ni que ce soit la plus petite possible, dont le contraire est prouvé par celle de Sotteghem, qui se voudroit arroger le nom de ville, mais on ne sauroit pousser plus loin la courageuse fidélité à la cause belgique, ce qui sera figuré dans nos armoiries par un lion et un chien*» ⁴¹.

Among these symbolic arms adulation of the new regime or dynasty were never far behind. The arms of Nederboelare figured a greyhound supporting an oval that was emblazoned with a farmer picking fruit from a tree. All of this was put in front of an orange-tree, «*dont ils semblent réclamer la protection*». In the original request the intended message was furthermore to be stressed by the motto *Beschermt door zijne blaaderen* ⁴². The miscellaneous farming-tools that were heaped in the shield of Goeferdinge, likewise stood in the shade of an orange-tree and were meant to be strengthened by the motto *Ik blooy onder zijne schaduw* ⁴³. In the coat of arms of Hermelgem a lion took a nap underneath an orange-tree ⁴⁴ and if the petitioners of Blaasveld, Meerhout and Sint-Katelijne-Waver would have had their way, at least three more orange-trees would have grown in local arms ⁴⁵. The armorial bearings of Nederzwalm were to contain a dune, «*signifiant les constance et durée du gouvernement*» ⁴⁶. The councillors of Leupegem and Wortegem behaved like perfect courtiers by opting for sunflowers, a traditional symbol of love and loyalty towards the prince. So as to avoid any misunderstanding, the former expressed the wish to be allowed *Quid vis faciam* as a motto ⁴⁷.

With hindsight one cannot help wondering where the revolutionaries of 1830 might be hiding. It would be hazardous to regard the request of Erwetegem to receive *l'ancien lion belge* and the maxim *Patria* as tokens of an emerging Belgian nationalism ⁴⁸, for the meaning of the word *belgique* had only just begun to evolve towards its present significance. To make this point clear, it is sufficient to recall that the Order of the Dutch Lion was at that time officially styled *l'Ordre du Lion belge*. All in all the archival sources that were consulted for this contribution are not of a nature to be informative on how the inhabitants of the Belgian provinces really felt about Dutch rule. Yet one document is puzzling to say the least. It may in itself not be too surprising that the authorities of Knesselare asked for a coat of arms that would simply bear the Dutch lion ⁴⁹, but why on earth did they do so on April Fool's Day?

In the end looking for traces of loyalty and dissent in local heraldry under Dutch rule, is really begging the question. When taking into account that the returns of civic and communal arms above all reflected the interest the

provincial governor had taken in the matter and that the authorities were in a position to refuse anything they disliked for one reason or the other, the resulting heraldry was just as much, if not more, a reflection of the ideas and values held by the central government and its representatives than of those dear to the local councils themselves. But the basic interest of this particular brand of heraldry lies elsewhere. Very much like medieval and early modern civic heraldry, the arms created by the *Hoge Raad van Adel* for rural communes in the Belgian provinces combined the three customary sources of inspiration for local heraldry: political relationships, economical interests and collective mentalities. In order to create a blend in keeping with the times and sensitivities of the moment, the *Hoge Raad van Adel* was prepared to break new ground and accept new and often unusual charges. It is common knowledge that today few if any are thrilled by the results of this enterprise. Yet in the final analysis it is well worth remembering that the authorities at least attempted to create a heraldry that was both contemporary in outlook and appealing to the recipients.

BIBLIOGRAPHY

d'ABLAING van GIESSENBURG, W. J. : *Nederlandsche gemeentewapens of wapenboek der gemeenten, heerlijkheden, waterschappen en corporaties, welke sedert 1815 deel hebben uitgemaakt van, of behoord hebben tot het Koninkrijk der Nederlanden, zoowel Noordelijk als Zuidelijk gedeelte, getrokken uit het officiële register bij het Ministerie van Justitie te 's-Gravenhage bewaard*. The Hague, 1862.

LEMOGNE, Nicolas, LENERTZ, Marcel, and LOUTSCH, Jean-Claude (éd.): *Armorial communal du grand-duché de Luxembourg*. Luxembourg, 1989.

NIJKAMP, G.P., SCHUTTE, OTTO and KEUZENKAMP, J.H.: *Gemeentewapens in Nederland naar het officiële register van de Hoge Raad van Adel*. The Hague, 1989.

SERVAIS, Max: *Wapenboek van de provinciën en gemeenten van België*. Brussels, 1955.

SERVAIS, Max: *Wapenboek van de provinciën en gemeenten van België. Supplement*. Brussels, 1969.

NOTES

1. Luc DUERLOO: "De heraldiek van de Belgische adel". In: Luc DUERLOO and P. JANSSENS: *Wapenboek van de Belgische adel van de 15de tot de 20ste eeuw*. Vol. I. Brussels, 1992, p. 29-40, particularly p. 38; P. JANSSENS: "De Hoge Raad van Adel te 's-Gravenhage". In: idem, p. 57-59; and [G.P. NIJKAMP and Otto SCHUTTE]: "Inleiding". In: *De Nederlandse adel. Besluiten en wapenbeschrijvingen*. The Hague, 1989, p. 7-32.
2. [G.P. NIJKAMP, O. SCHUTTE and J.H. KEUZENKAMP]: *Gemeentewapens in Nederland naar het officiële register van de Hoge Raad van Adel*. The Hague, 1989, is the most recent work of reference. The introduction to W.J. d'ABLAING van GIESSENBURG: *Nederlandsche gemeentewapens of wapenboek der gemeenten, heerlijkheden, waterschappen en corporaties, welke sedert 1815 deel hebben uitgemaakt van, of behoord hebben tot het Koninkrijk der Nederlanden, zoowel Noordelijk als Zuidelijk gedeelte, getrokken uit het officiële register bij het Ministerie van Justitie te 's-Gravenhage bewaard*. The Hague, 1862, is still worth reading.
3. There is no way round Nicolas LEMOGNE, Marcel LENERTZ, and Jean-Claude LOUTSCH (éd.): *Armorial communal du grand-duché de Luxembourg*. Luxembourg, 1989.
4. This armorial is scheduled for 1997. It will replace M. SERVAIS: *Wapenboek van de provinciën en gemeenten van België*. Brussels, 1955, and its supplement.
5. An important collection that illustrates this point is Xavier de GHELLINCK VAERNEWYCK: *Sceaux et armoiries des villes, communes, échevinages, châtelainies, métiers et seigneuries de la Flandre ancienne et moderne*. Paris, 1935.
6. Luc DUERLOO: *Privileges uitbeelden. De Zuidnederlandse wapenkoningen en wapenkunde in de eeuw van de Verlichting*. Verhandelingen van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, Klasse der Letteren, CXXXV, Brussels, 1991, p. 190.
7. E. HELLIN: "Het staatsapparaat". In: *De erfenis van de Franse Revolutie 1794-1814*. Brussels, 1989, p. 231-245, particularly p. 232-238.
8. Luc DUERLOO: *Privileges*, p. 171; and idem: "Le blason... une science fort profonde. A survey of written heraldic source material in the Southern Netherlands". In: Roger HARMIGNIES, éd.: *Sources de l'héraldique en Europe Occidentale. Actes du 4e colloque international d'héraldique*. Brussels, 1985, p. 58-69, particularly p. 58.
9. C. W. Van der POT: "Gemeentelijke bestuursorganisatie 1815-1819". In: *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis*. 12 (1933), p. 241-309; and C. WYFFELS: "De niet als stad erkende historische steden in België". In: *Gemeentekrediet van België, Driemaandelijks tijdschrift*. Brussels. 39 (1985), p. 13-22.
10. The text of this decree is reproduced in: d'ABLAING van GIESSENBURG: *Nederlandsche*, p. 3-4.
11. Ibidem, p. 6-8.
12. The Hague, Archives of the Hoge Raad van Adel, *Andere Zuidnederlandse provinciën*: Letter of the Hoge Raad van Adel to the governor of Namur, 13.11.1816. I am indebted to Mr. Otto SCHUTTE for allowing me to consult these papers. Henceforth the abbreviation HRvA will be used.
13. d'ABLAING van GIESSENBURG: *Nederlandsche*, p. 8.

14. *Ibidem*, p. 10-12.
15. M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 804.
16. HRvA: *Antwerpen*: Letter of acting governor van ERTBORN to Hoge Raad van Adel, 23.10.1816.
17. d'ABLAING van GIESSENBURG, *Nederlandsche*, p. 9-10.
18. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Sint-Gillis bij Dendermonde to Hoge Raad van Adel, 22.06.1816.
19. M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 375 and p. 968.
20. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of ERTVELDE to the Hoge Raad van Adel, 18.03.1816.
21. HRvA: *Antwerpen*: Petition of Wuustwezel to the Hoge Raad van Adel, 13.05.1816.
22. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Sint-Maria-Oudenhove to the Hoge Raad van Adel, 18.05.1816; and M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 267.
23. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Sint-Gillis bij Dendermonde to Hoge Raad van Adel, 22.06.1816.
24. *Industry bears prosperity*. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Hemelveerdegem to Hoge Raad van Adel, 25.06.1816.
25. *Prosperity of the Netherlands or of Belgium* as the significance of the word is shifting at that stage. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Ophasselt to Hoge Raad van Adel, 20.05.1816.
26. *Prosperity of the country*. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Voorde to Hoge Raad van Adel, 10.04.1816.
27. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Overboelare to the Hoge Raad van Adel, 14.03.1816.
28. *Manure is the God of the field*. HRvA: *Zuid-Brabant*: Petition of Herent to Hoge Raad van Adel, 19.12.1818.
29. M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 371, 561, 666, 811, 957, 963-965 and 991. HRvA: *Oost-Vlaanderen*., Petition of Edelare to Hoge Raad van Adel, s.d. [before 1818].
30. HRvA: *Antwerpen*: Petition of Weert to Hoge Raad van Adel, 07.06.1816; and *ibidem*: *Brabant*: Petition of Herent to Hoge Raad van Adel, 19.12.1818.
31. M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 419, 186, 561, 602, 803, 811, 956, 996-997, 1016-1017, 1022, 1040-1041 and 1049.
32. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Sleidinge to Hoge Raad van Adel, 25.03.1816.
33. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Elsegem to the Hoge Raad van Adel, 22.03.1816.
34. M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 486 and 946.
35. HRvA: *Antwerpen*: Petition of Hostade to the Hoge Raad van Adel, 30.03.1816.
36. HRvA: *Antwerpen*: Petition of Bevel to Hoge Raad van Adel, 01.06.1816.

37. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Opdorp to the Hoge Raad van Adel, 22.03.1816.
38. M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 376 and 1041-1042.
39. *Ibidem*, p. 362.
40. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Meigem to Hoge Raad van Adel, 25.03.1816.
41. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Kerkem to Hoge Raad van Adel, 02.07.1816.
42. *Protected by its leaves*. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Nederboelare to Hoge Raad van Adel, 25.06.1816.
43. *I flourish in its shade*. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Goeferdinge to Hoge Raad van Adel, 29.05.1816.
44. M. SERVAIS: *Wapenboek*, p. 992.
45. HRvA: *Antwerpen*: Petition of Blaasveld to Hoge Raad van Adel, 20.05.1816; Petition of Meerhout to Hoge Raad van Adel, 31.05.1816; Petition of Sint-Katelijne-Waver, 17.05.1816.
46. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Nederzwalm to Hoge Raad van Adel, 30.04.1816.
47. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Leupegem to Hoge Raad van Adel, 21.03.1816; Petition of Wortegem to Hoge Raad van Adel, 06.06.1816.
48. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Erwetegem to Hoge Raad van Adel, 10.06.1816.
49. HRvA: *Oost-Vlaanderen*: Petition of Knesselare to Hoge Raad van Adel, 01.04.1816.

Nils G. BARTHOLDY

DÄNISCHE STÄDTESIEGEL ALS AUSDRUCK LANDESHERRLICHER BEZIEHUNGEN

KURZFASSUNG

Die Wappenführung der Fürsten im Königreich Dänemark und im Herzogtum Schleswig spiegelt sich seit dem Mittelalter in den Siegelbildern einiger Städte wider. Vor allem leitet sich der Figurinhalt der betreffenden Städtesiegel von den dänischen Löwen her. In einigen Fällen ist die Beziehung des Fürsten zur Stadt wohl dokumentiert und das Vorkommen der fürstlichen Wappenfiguren im Siegel dadurch motiviert. Andere Siegel scheinen wegen ihrer Bilder irgendeine Verbindung der Stadt zum Fürsten vorauszusetzen.

Die drei halben gekrönten Löwen im Siegel Ripens bezeugen die bekannte, von mehreren Privilegien bestätigte, königliche Gewogenheit der tätigen Stadt gegenüber. Eine gewisse typologische Ähnlichkeit damit haben die beiden halben Löwen des schleswigschen Herzogs im Siegel Flensburgs, denen später das holsteinische Nesselblatt hinzugefügt wird. Der Löwe im Siegel der jütischen Stadt Varde mag den dortigen Gutsbesitz des lüneburgischen Herzogs erklären und macht vielleicht eine Phase der Entwicklung des Lüneburger Wappens als Bristüre des dänischen Königswappens aus. In Schonen ist der Löwe im Siegel Ystads wahrscheinlich ein Zeugnis einer sonst nicht dokumentierten Beziehung zum König, während der Schild mit drei gekrönten Löwen im Siegel Skanörs deutlich die königliche Oberhoheit in bezug auf den jährlichen Heringsmarkt zum Ausdruck bringt. Eine förmliche Wappenverleihung stellt der Wappenbrief ERICHs des Pommers an die Stadt Malmö dar, die den Kopf des pommerschen Greifen bekommt.

In dem vom Dänenkönig beherrschten Estland führt Reval (estnisch: Tallinn, "Dänischstadt") drei gekrönte Löwen. Sie werden im 20. Jahrhundert zum estnischen Staatswappen.

Eine Korrelation zwischen dem Bildinhalt einiger mittelalterlicher Städtesiegel und der fürstlichen Heraldik ist offenbar und zeugt von einer Verbundenheit der betreffenden Stadt mit einem bestimmten politischen Herrschaftsbereich. Für den deutschen Raum ist sie schon gründlich, obwohl ohne eindeutige Ergebnisse, untersucht worden¹. Ein bildmäßiger Hinweis auf den Fürsten setzt keinen Verleihungsakt voraus, schließt aber auch nicht aus, daß der Landesherr auf die Gestaltung des Siegels Einfluß genommen hat. Die Frage, ob das Siegelbild einer Stadt dem Wappen eines Fürsten ähnlich ist, weil es Loyalität dem Landesherrn gegenüber ausdrückt, oder Abhängigkeit vom Fürsten widerspiegelt, läßt sich kaum endgültig beantworten. Im folgenden kommen grundsätzlich nur städtische Siegel im historischen Königreich Dänemark mit dem Herzogtum Schleswig und der Insel Fehmarn in Betracht. Dadurch bringt die Untersuchung, die auf das Mittelalter beschränkt ist, teilweise Licht in das dänische Königswappen.

VARDE (JÜTLAND)

Der stolze nach sinister schreitende, herschauende Löwe (Leopard) ist wahrscheinlich vom Löwen der Welfen abgeleitet und wird vor dem Hintergrund der im Jahre 1202 eingegangenen Ehe zwischen WILHELM von Lüneburg, Sohn HEINRICHs des Löwen, und der dänischen Königstochter HELENA erklärbar.

Laut einer Urkunde aus dem Jahre 1267 einigten sich die beiden Brüder ALBRECHT und JOHANN, WILHELMS und HELENAs Enkelkinder, bei der Teilung Braunschweig-Lüneburgs, u. a. die Güter in Dänemark und ihre etwaigen künftigen Ansprüche auf Dänemark gemeinsam behalten zu wollen². JOHANNs Sohn, Herzog OTTO von Braunschweig und Lüneburg, verkaufte im Jahre 1296 seine dänischen Erbgüter, die dem Text der Urkunde zufolge in oder bei Varde lagen, an Graf GERHARD II. von Holstein. Vier Jahre später bestätigte König ERICH VI. von Dänemark, daß die Herzöge von Braunschweig und



Varde, um 1300. Abguß, Reichsarchiv Kopenhagen, Siegelsammlung, 125,28. GRANDJEAN: DKS, Varde II. Foto: Reichsarchiv Kopenhagen.



WILHELM von Lüneburg (Braunschweig), 1200–1204. Zeichnung,
nach *Origines Guelficar.*

wurzelt schon deswegen in der vorhergehenden Zeit.

Lüneburg ihre Erbgüter in Dänemark an den holsteinischen Grafen verkauft hatten; in der Urkunde werden einige genauer als der "Bezirk" von Varde (*Vardesyssel*) bestimmt³. Die Welfen beherrschten im 13. Jahrhundert vermutlich die Stadt Varde oder jedenfalls deren Umgebung, wozu auch eine Burg gehörte. Das älteste Siegel Vardes wird zur Zeit um 1300 datiert und ist vielleicht noch älter⁴. Der Löwe bezieht sich aber nicht auf die Schauenburger, deren Wappen ein Nesselblatt war, und

OTTO "das Kind", WILHELMS und HELENAs Sohn, nahm früh, wohl spätestens 1223, als er nur noch Herzog von Lüneburg war, ein nach dem dänischen gebildetes Wappen an, in Gold ein (aufrechter) blauer Löwe, eine Brisüre des Wappens seines mütterlichen Geschlechts; später wurde das Wappen Lüneburgs mit den roten Herzen ergänzt. Die Löwengestalt im Stadtsiegel Vardes entspricht dem heraldischen Lüneburger Löwen also nicht, sondern deutet auf eine frühe Form des Welfenlöwen. HEINRICH der Löwe verwendete einen Löwen frei im Siegelfeld. Sein Sohn, der mit der dänischen HELENA verheiratete WILHELM von Lüneburg, gestorben 1213, führte 1200 und 1204 einen ähnlichen nach sinister gekehrten Löwen⁵. In dieselbe Richtung schreitet der Löwe in dem seit 1231 bekannten Siegel der Stadt Braunschweig. Es kommt auch ein Löwe in Siegeln anderer welfischer Städte vor: Schwerin, Lüneburg, Bleckede. Die letzterwähnte Stadt an der Elbe östlich von Lüneburg wurde von WILHELM 1209 mit dem Namen Löwenstadt gegründet; denselben Namen hatte im Anfang die von HEINRICH dem Löwen neugegründete Stadt Lübeck getragen. Die mit frühen Welfenlöwen vergleichbare Gestaltung des Löwen im Varder Stadtsiegel zeigt darauf hin, daß schon WILHELM von Lüneburg die Güter in oder bei Varde als Mitgift seiner Gemahlin in Besitz nahm. WILHELM war möglicherweise Gründer der Stadt Varde⁶.

RIPEN (JÜTLAND)

Der älteste Abdruck des Ripener Siegels stammt aus dem Jahre 1295⁷. Das Typar kann aber noch ein paar Jahrzehnte älter sein. Hinter einem romanischen Kirchenbau springen drei schreitende, herschauende, gekrönte Löwen (Leoparden) halben Leibes sichtbar hervor. Die Zusammenstellung der drei königlichen Wappenlöwen und des Domes drückt in vorzüglicher Weise den Charakter der alten Königs- und Bischofsstadt aus. Die kleinen vierblättrigen Blumen, womit das Siegelfeld bestreut ist, ändern die Aussage des Siegels nicht.

Der tätigen Handelsstadt, die Zugang zur Nordsee hatte, und dem reichen kirchlichen Zentrum war die königliche Gewalt das ganze Mittelalter hindurch günstig gestimmt⁸. Etwa 50 Privilegienbriefe der Könige an die Stadt sind bekannt. In dem lange dauernden Streit in Dänemark – zwischen dem König und dem Erzbischof von Lund in der zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts – stellte sich die Ripener Geistlichkeit auf die Seite des Königs. Seit dem Anfang des 13. Jahrhunderts hielt sich der König mit seinem Hof oftmals in Ripen auf. Im Jahre 1229 richtete hier WALDEMAR II. eine Hochzeit für seinen Sohn WALDEMAR, den erwählten König, und ELEONORA von Portugal, aus. 1259 wurde CHRISTOFFER I. im Dom begraben. In einem jüngeren, seit 1311 nachweisbaren Stadtsiegel erscheint der Dom in gotischem Stil⁹. Dies entspricht vielleicht dem Wiederaufbau nach dem Einsturz eines Turmes oder der ganzen Kirche im Jahre 1283¹⁰. Das ältere Siegel mit dem romanischen Kirchenbau wird dadurch indirekt datiert. Zur relativen Datierung der beiden Siegel trägt auch die Gestaltung der Wappentiere bei. Die drei Löwen im ältesten Siegel sind denen in dem seit 1265 bekannten Siegel König ERICHs V. stilistisch sehr ähnlich, während die Löwen im zweiten Ripener Siegel mit denjenigen in dem erstmals 1290 vorkommenden Siegel ERICHs VI. deutlich übereinstimmen. Die königlichen Siegel waren zweifelsohne unmittelbare Vorbilder, als Ripen seine Siegelstempel schneiden liess. In dem seit 1377 bekannten Sekretsiegel Ripens mit der Heiligen Jungfrau und dem Kind als Hauptmotiv kommen auch Elemente aus der königlichen Heraldik vor: ein schreitender, herschauender, gekrönter Löwe (Leopard) und zehn Herzen, die als Seeblätter gestaltet sind¹¹.



*Ripen, 1295. Abdruck: 1295 15/4,
Reichsarchiv Kopenhagen, Neue
chronologische Reihe Nr. 117.
GRANDJEAN: DKS, Ribe I. Foto:
Reichsarchiv Kopenhagen.*



*Ripen, 1377. Abguß, Reichsarchiv
Kopenhagen, Siegelsammlung, 84.
GRANDJEAN: DKS, Ribe III. Foto:
Reichsarchiv Kopenhagen.*

FLensburg (SCHLESWIG)

Eine gewisse typologische Ähnlichkeit mit dem alten Ripener Siegel haben die beiden vom dänischen Königswappen abgeleiteten herschauenden Löwen (Leoparden) des schleswigschen Herzogs im Siegel Flensburgs, wo sie hinter einem befestigten Turm hervorspringen, der die Stadt als solche oder die vermutete Peberburg symbolisiert ¹².

Der älteste bekannte Abdruck hängt unter einer Urkunde aus dem Jahre 1386. In einem erstmals 1443 vorkommenden, aber sicher älteren Siegel ist der Grund mit kleinen vierblättrigen Blumen bestreut. Auch wenn die Löwen in den Siegeln der Herzöge häufig gekrönt erscheinen, sind sie es sicher nicht in den Flensburger Stadtsiegeln.

Im August 1386 wurde der Schauenburger Graf GERHARD VI. von Holstein mit dem gesamten Herzogtum Schleswig von dem jungen, dänischen König OLUF, tatsächlich dessen Mutter MARGARETHE, belehnt. Nachdem Graf GERHARD Herzog von Schleswig geworden war, wandte er Flensburg seine besondere Aufmerksamkeit zu. Vor allem bestätigte und erweiterte er die Privilegien der Stadt, und er prägte dort Münzen teils mit dem Nesselblatt, teils mit den schleswigschen Löwen ¹³. Der erhaltene Abdruck des oben erwähnten ältesten Siegels gehört zu einem Brief aus dem Februar 1386, und die beiden Schleswiger Löwen im Siegel können schon deswegen nicht von der Belehnung her motiviert sein. Mit der früheren Pfandherrschaft der Schauenburger im 14. Jahrhundert in Flensburg wie im Herzogtum lassen sie sich kaum verbinden. Der Bildinhalt des Flensburger Stadtsiegels ist sicher älter und bezieht sich ohne Zweifel auf die Herzöge von Schleswig aus ABELS Geschlecht, die seit 1232 bis zum Aussterben dieser aus dem dänischen Königshaus entsprossenen Linie im Jahre 1375 mit zwei Löwen im Schild das Herzogtum regierten. Herzog WALDEMAR IV. bestätigte 1284 den Flensburgern ihr Stadtrecht.

In einem Siegelabdruck, das erstmals für das Jahr 1495 belegt ist, ist das holsteinische Nesselblatt über den Löwen hinzugefügt und dies kommt auch in allen späteren Flensburger Siegeln vor ¹⁴. Unmittelbar scheint es vielleicht naheliegend, die Hineinnahme des Nesselblatts in das Stadtsiegel den bis 1459 in Schleswig und Holstein regierenden SCHAUBURGERn zuzuschreiben. Die Ergänzung um das Nesselblatt ist aber vermutlich nicht viel älter als das erste Vorkommen. Im Jahre 1460 wurde der Oldenburger König CHRISTIAN I. von Dänemark, Norwegen und Schweden auch Herzog von Schleswig und Holstein. Bei der Teilung der Herzogtümer 1490 zwischen seinen beiden Söhnen erhielt König HANS den Segebergischen Anteil einschließ-



*Flensburg, 1443. Abdruck,
Reichsarchiv Kopenhagen,
Siegelammlung, IX,
Schleswig, Städte.
GRANDJEAN: SKH,
Flensburg III. Foto:
Reichsarchiv Kopenhagen.*



*Flensburg, 1555. Abdruck,
Reichsarchiv Kopenhagen,
Siegelammlung, IX,
Schleswig, Städte.
GRANDJEAN: SKH, Flensburg
VI. Foto: Reichsarchiv
Kopenhagen.*

lich Flensburg und sein jüngerer Bruder FRIEDRICH (I) den gottorfischen. König HANS hielt stets FRIEDRICH gegenüber einen rechtswahrenden Anspruch auf Schleswig und Holstein aufrecht. Es ist durchaus denkbar, daß der König, um seinen grundsätzlichen Anspruch zu unterstreichen, in das Siegel Flensburgs als der bedeutendsten seiner Städte in den Herzogtümern das holsteinische Nesselblatt einsetzen ließ ¹⁵.

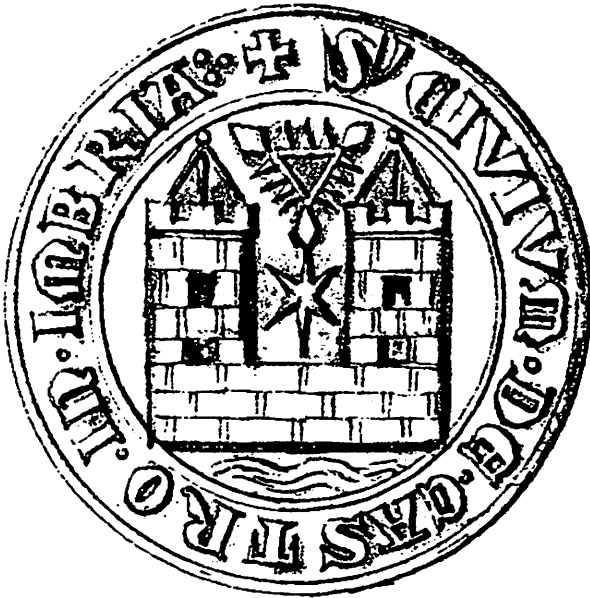
BURG (FEHMARN)

Die Insel Fehmarn benutzte im 14. Jahrhundert ein Siegel mit einer Krone. Das älteste, aus dem Jahre 1349 erhaltene Siegel der Stadt Burg auf Fehmarn zeigt eine Burg und darüber eine Krone. Sie entspricht ohne Zweifel der Krone im Siegel der Insel und drückt im allgemeinen das königliche Dominium aus. Im Jahre 1407 verwendete die Stadt ein Siegel, in dem die Krone durch das holsteinische Nesselblatt ersetzt worden war ¹⁶.

Dies spiegelt indirekt die damaligen Auseinandersetzungen innerhalb der Schauenburger Dynastie wider. Dem anspruchsvollen Bischof HEINRICH von Osnabrück, Bruder des 1404 verstorbenen Herzogs von Schleswig und Grafen von Holstein, GERHARD VI., hatte dessen Witwe das Land Fehmarn überlassen müssen; ihre Söhne waren minderjährig ¹⁷. Sie appellierte an Königin MARGARETHE und ERICH den Pommer, die sich gerne in die Verhältnisse des alten dänischen Herzogtums einmischten. In dieser Lage ist es vorstellbar, daß der neue Herr auf Fehmarn der Stadt Burg auferlegte, ihr Siegelbild zu ändern. König ERICH der Pommer bekämpfte später die SCHAUENBURGER, um Schleswig näher an die dänische Krone zu knüpfen. 1416 unternahm er einen Vorstoß gegen Fehmarn. Die SCHAUENBURGER gewannen aber die Insel wieder. Im Jahre 1420 verwüstete der König Fehmarn auf das grausamste. Als er 1424 sein Verfahren verteidigte, wies er darauf hin, daß die Einwohner die Burg dem Feind übergeben, auf die Krone, die sie in Siegeln ihres Landes gebraucht hatten, wie auf das Reichsbanner verzichtet und stattdessen das Nesselblatt, das Wappen der holsteinischen Herren, in Siegel und Panier eingesetzt hatten ¹⁸. 1580 führte der Dänenkönig bei der Belehnung Fehmarns die Krone als Landeswappen wieder ein.



Burg, 1349. Abdruck,
Reichsarchiv Kopenhagen,
Siegelsammlung, IX,
Schleswig, Städte.
GRANDJEAN: SKH, Burg I.
Foto: Reichsarchiv
Kopenhagen.



Burg, 1407. Zeichnung,
Reichsarchiv Kopenhagen,
Sammlungen Jakob
LANGEBEKS XV,
Siegelzeichnungen, 18 d 2.
GRANDJEAN: SKH, Burg II.



Husum, vor 1500. Abdruck: 1549 7/6, Reichsarchiv Kopenhagen, Schleswigsche Fürstenarchive, Hansburg B, Briefe von anderen, IV. GRANDJEAN: SKH, Husum I. Foto: Reichsarchiv Kopenhagen.

HUSUM (SCHLESWIG)

Aus dem Jahre 1549 stammt ein Siegelabdruck des im 15. Jahrhundert sehr wichtigen Handelsplatzes in Westschleswig. Der Stempel muß aber vor 1500 geschnitten worden sein¹⁹. In einem von Palisaden flankierten Tor mit drei Fähnlein auf dem Schindeldach schreiten zwei schleswigsche Löwen.

König CHRISTIAN I., seit 1460 Landesherr in Schleswig, verlieh wahrscheinlich im Jahre 1465 Husum das Weichbildrecht, und vielleicht hängt die Annahme der beiden Schleswiger Löwen damit zusammen. Im Jahre 1472 bestrafte der König den Ort, weil die Einwohner mit seinem Bruder, Graf GERHARD von Oldenburg, sympathisiert hatten²⁰.

SKANÖR (SCHONEN)

Außer einem Sekretsiegel mit dem in ganz Skandinavien volkstümlichen St. Olaf hatte die Stadt auf der südwestlichen Halbinsel am Sund auch ein großes Siegel²¹. Der älteste Abdruck davon stammt aus dem Jahre 1421. Der Stil, hierunter die spitzige Schildform, deutet aber auf die zweite Hälfte des 13. Jahrhunderts.

Zu dieser Zeit war Skanör der Hauptsitz des großen, jährlichen, internationalen Heringsmarktes im Herbst²². Das Vorkommen einer Burg im Siegel stimmt damit überein, daß die Stadt, vor einer Burg und von dieser überwacht, entstanden war. An beiden Seiten der Burg sieht man einen Hering. Riesige Heringschwärme wurden im Mittelalter in Öresund gefan-



Skanör, zweite Hälfte des 13. Jahrhunderts. Abdruck: 1421 28/6, Reichsarchiv Kopenhagen, Neue chronologische Reihe Nr. 2757. GRANDJEAN: DKS, Skanör II. Foto: Reichsarchiv Kopenhagen.

gen und in Skanör und Falsterbo zu Salzheringen verarbeitet und für den Export in Tonnen gefüllt. Am Strand hatten die beteiligten Städte, nach Nationen getrennt, ihre Verarbeitungsplätze. Der Schild unten mit drei schreitenden, herschauenden, gekrönten Löwen (Leoparden) ist das Wappen des Burgherrn, d. h. des Dänenkönigs, der beträchtliche Zolleinnahmen von dem Markt erhielt und unbestritten die Oberhoheit darüber innehatte.

Für das Einsalzen der Heringe wurde Salz aus Lüneburg importiert. In dem Siegel dieser Stadt ist eine Burg abgebildet, derjenigen im Siegel Skanörs völlig identisch, jedoch ohne Heringe; der Lüneburger Löwe erscheint im Schild ²³. Wahrscheinlich hat derselbe Stempelschneider beide Siegel geliefert, die Zeugnisse des gegenseitigen Handelsverkehrs sind.

YSTAD (SCHONEN)

Östlicher an der Südküste Schonens gab es in Ystad auch einen jährlichen Heringsmarkt im Herbst, aber in kleinerem Maßstab. Sowohl in einem Sekretsiegel als in einem großen Siegel führte die Stadt einen schreitenden, gekrönten Löwen; im größeren ist das Siegelfeld von kleinen, fünfblättrigen Blumen bestreut ²⁴. Der älteste erhaltene Abdruck des letzterwähnten Siegels stammt aus dem Jahre 1421. Der Stempel muss aber schon in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts gefertigt worden sein, und der Bildinhalt ist vermutlich noch älter.

Die sinnvollste Motivation zur Annahme der Löwenfigur mag die Beziehung der Stadt zum König gewesen sein. Der König hatte seine Interessen an den Zolleinnahmen und anderen Abgaben vom Markt zu wahren. Im Jahre 1303 erklärte ERICH VI. in einer Urkunde, daß Ystad ihm gehöre. Die Lage der Stadt war aber auch von den territorialen Machtverhältnissen geprägt. Mit der in der Ostsee liegenden Insel Bornholm wie der ganzen Umgebung von Ystad war der Erzbischof von Lund belehnt, der eine immer größere Eigenständigkeit anstrebte ²⁵. Während des 13. Jahrhunderts kam es zu einem erbitterten Streit zwischen dem König und seinem mächtigen Vasallen. Es ist durchaus denkbar, daß diese verschärfte, politische Situation die Stadt anregte, sich an den Stadtherrn, den König, zu halten und deshalb sein Wappen zu brisieren, ebenso wie sich mehrere deutsche Städte von dem örtlichen Fürsten unter Berufung auf die Oberhoheit des Kaisers distanzieren und dies auch bildlich zum Ausdruck brachten.



*Ystad, zweite
Hälfte des 14.
Jahrhunderts.
Abdruck: 1421
28/6, Reichsarchiv
Kopenhagen, Neue
chronologische
Reihe Nr. 2757.
GRANDJEAN: DKS,
Ystad II. Foto:
Reichsarchiv
Kopenhagen.*

MALMÖ (SCHONEN)

Die größte Stadt Schonens hatte im 14. Jahrhundert ein Siegel mit einem Kirchenbau und ein Sekretsiegel mit einem Schlüssel. Beide Siegelbilder sind Anspielungen auf die St. Petri Kirche Malmö. 1417, und vielleicht nur in diesem Jahre, verwendete die Stadt ein Siegel mit einer Kogge und deutscher Umschrift; Malmö war von der Deutschen Hanse beeinflusst²⁶.

Als einzige dänische Stadt im Mittelalter bekam Malmö ein Wappen vom König. In einem förmlichen Wappenbrief vom 23. April 1437 schenkte ERICH der Pommer der Stadt einen roten Greifenkopf mit einer goldenen Krone in Silber, der mit roten und weißen Straußenfedern besetzt auf dem Helm wiederholt wird²⁷. Die Figur ist eine Minderung des Wappens von Pommern, des Stammlandes des Königs. Das Wappen sondert sich also von den Siegelbildern ab, die von dem dänischen Wappen abgeleitet sind. Der Brief ist ähnlich formuliert wie die übrigen vom König ausgestellten Adelsbriefe, die auch ein Wappen verleihen. Der kinderlose ERICH der Pommer bemühte sich früh um die Sicherung der Erbfolge in seinen nordischen Reichen zugunsten eines pommerschen Veters, BOGISLAW. Die Städte,

und besonders Malmö, suchte der König an die pommersche Sukzession zu binden. Demgemäß war Herzog BOGISLAW, wie in einigen früheren Briefen an Malmö, auch im Text des Wappenbriefes mit einbegriffen, und die Verleihung eines Greifenkopfes sollte zweifelsohne die dynastische Politik ERICHS des Pommers unterstreichen. Der Brief, der das Wappen als ein Geschenk bezeichnet, ist auf Gotland ausgefertigt worden, wo sich der politisch geschwächte König seit 1436 aufhielt. Drei Jahre später wurde er abgesetzt.

Das 1437 verliehene Wappen wandte die Stadt zum erstenmal im Jahre 1438 in einem neuen Siegel an. Am Anfang des 16. Jahrhunderts fügte Malmö selbst einen wilden Mann als Schildhalter hinzu. In einem 1560 geschrittenen Siegel halten zwei wilde Männer das Wappen²⁸. Seit 1449 kamen wilde Männer am königlichen Wappen vor, und im Siegel Malmös drücken sie Beziehungen zum Königshaus aus.



Malmö, 1560. Abdruck: 1608 17/5, Reichsarchiv Kopenhagen, Huldigung, 68,2. GRANDJEAN: DKS, Malmö VIII. Foto: Reichsarchiv Kopenhagen.

REVAL/TALLINN (ESTLAND)

Nach der Eroberung Estlands im Jahre 1219 liess der dänische König WALDEMAR II. eine Burg an der Stelle bauen, wo die Schlacht stattgefunden hatte. Der estnische Name der dort entstandenen Stadt, Tallinn, bedeutet "Dänischstadt". Ein Siegel für Tallinn/Reval ist seit 1294 bekannt²⁹. Es zeigt in einem spitzigen Dreieckschild drei schreitende, herschauende, gekrönte Löwen (Leoparden), die den dänischen Wappentieren entsprechen, aber es fehlen die Herzen; dies könnte, wie es im Siegel des in gleicher Weise vom König gegründeten Skanörs der Fall ist, als eine einfache Brisüre aufgefasst werden. Stilistisch kann dieses erste Siegel Revals, besonders wenn es mit den damaligen dänischen Königssiegeln verglichen wird, schon aus der Mitte des 13. Jahrhunderts stammen. Das Dreilöwenwappen drückt die Verbundenheit mit Dänemark deutlich aus. Auf dem oberen Rande des Schildes erscheint ein gekrönter Kopf mit langen Locken. Das ist nicht das Gesicht einer Frau, son-



Reval/Tallinn, 1340. Zeichnung von Magnus PETERSEN,
nach Aarbøger for Nordisk Oldkyndighed og Historie 1882. Foto: Reichsarchiv Kopenhagen.

dem ein Königshaupt als Symbol des Landesherrn. Es liegt ein ähnlicher Fall wie im Wappen der Stadt Nürnberg vor.

Das seit 1340 nachweisbare Revaler Siegel ist ohne Zweifel ein paar Jahrzehnte älter, weil der Wappenstil dem des zweiten Königssiegels ERICHs VI. ähnelt. Dieses Stadtsiegel weist zu beiden Längsseiten des Schildes je einen Drachen auf, entspricht ansonsten dem Inhalt des ersten Siegels³⁰. Nachdem König WALDEMAR IV. im Jahre 1346 Estland an den Deutschen Ritterorden verkauft hatte, wurden die drei Löwen weitergeführt. Als Estland später unter schwedischer Herrschaft war, verband man ebenso das Wappen mit dem ganzen Land. Im Jahre 1784 sprach die Stadt Reval dem Heroldmeisteramt in St. Petersburg die Meinung aus, das Dreilöwenwappen sei von den dänischen Königen verliehen worden. Als Estland 1918 seine Selbständigkeit erlangte, wurden die drei Löwen (Leoparden), jedoch ungekrönt, zum Staatswappen gemacht.

Während der Sowjet-Periode war das alte Wappen verboten, ist aber seit 1990 wieder das Hoheitszeichen Estlands.

ANMERKUNGEN

1. Erich KITTEL: "Die städtischen Siegel und Wappen und der Landesherr im Mittelalter". In: *Festschrift zum hundertjährigen Bestehen des Herald zu Berlin*. Berlin, 1969.
2. *Urkundenbuch zur Geschichte der Herzöge von Braunschweig und Lüneburg und ihrer Lande*. I, Hannover, 1859, p. 42, N° 64.
3. *Diplomatarium Danicum*. 2. Reihe, 4. Band, 1942, p. 192 s., N° 231; 5. Band, 1943, p. 141 s., N° 130.
4. Poul Bredo GRANDJEAN: *Danske Købstæders Segl indtil 1660 [DKS]*. Kopenhagen, 1937, p. 43, Varde I und II.
5. Werner PARAVICINI: "Die älteste Wappenrolle Europas: Ottos IV. Aachener Krönung von 1198". In: *Archivum Heraldicum*. (1993)–II, p. 114.
6. Vilhelm MARSTRAND: *Varde*, 1942, p. 33. – B. U. HUCKER: "Kaiser Otto IV.". In: *Monumenta Germaniae Historica – Schriften*. 34 (1990), p. 54 ss.
7. GRANDJEAN: *DKS*, p. 36, Ribe I.
8. J. KINCH: *Ribe Bys Historie og Beskrivelse indtil Reformationen*. Ribe, 1869.
9. GRANDJEAN: *DKS*, p. 36, Ribe II.
10. Chr. Axel JENSEN: "Sfragistik og Topografi. En Studie over Bygnings- og Landskabsbilleder paa danske Middelalders-Sigiller". In: *Festskrift til Kristian Erstev*. Kopenhagen, 1927, p. 183 s.
11. GRANDJEAN: *DKS*, p. 36, Ribe III.
12. Poul Bredo GRANDJEAN: *Slesvigske Købstæders og Herreders Segl indtil 1660 herunder Landskabers Segl [SKH]*. Kopenhagen, 1953, p. 14, Flensburg I–III.
13. Hans-Friedrich SCHÜTT: "Flensburg im Mittelalter". In: *Flensburg. Geschichte einer Grenzstadt*. Flensburg, 1966, p. 36.
14. GRANDJEAN: *SKH*, p. 14, Flensburg IV.
15. Broder SCHWENSEN: "Siegel, Wappen und Fahne der Stadt Flensburg". In: *Grenzfriedenshefte*. Flensburg, 1993, p. 3.
16. GRANDJEAN: *SKH*, p. 13, Burg I–II, p. 18, Femern I.
17. Erich HOFFMANN: "Spätmittelalter und Reformationszeit". In: *Geschichte Schleswig-Holsteins*. 4. Band, Teil II, III, Neumünster, 1984, p. 229 ss.
18. «Acta Processus inter Ericum Regem Daniae ab una & Ducem Slesvicensem ac Comites Holsatia ab altera parte de Ducatu Slesvicensi 1424». In: *Scriptores Rerum Danicarum*. VII, 1792, p. 300.
19. GRANDJEAN: *SKH*, p. 15, Husum I.
20. HOFFMANN: *Op. cit.* (Anm. 17). In: *Geschichte Schleswig-Holsteins*. 4. Band, Teil II, IV, 1986, p. 302 s.

21. GRANDJEAN: *DKS*, p. 55, Skanør I-II.
22. Paul-Erik HANSEN: "Skaanemarkedet". In: *Handels- og Søfartsmuseet paa Kronborg Aarbog 1945*. 1945.
23. A. THISET: "Skaanske By- og Herredsvaaben i den danske Tid". In: *Historisk tidskrift för Skåneland*. 1. Band (1903), p. 335, 344.
24. GRANDJEAN: *DKS*, p. 57, Ystad I-II.
25. Salomon KRAFT: "Den danska tiden". In: *Ystads Historia*. I, Ystad, 1956, p. 34 ss.
26. GRANDJEAN: *DKS*, p. 52 s., Malmö I-III.
27. *Diplomatarium civitatis Malmogiensis. Malmö stads urkuudsbok*. 1. Band, 1901, p. 28 s. – Eine farbige Abbildung in *Malmö stads historia I*, Malmö, 1971, p. 176. – Eine schwarz-weiße Abbildung in: *Sources de l'héraldique en Europe occidentale, Actes du 4e colloque international d'héraldique Bruxelles 1985*, Bruxelles, 1985, p. 24.
28. GRANDJEAN: *DKS*, p. 53 s., Malmö IV-VIII.
29. O. GREIFFENHAGEN: "Revals Wappen und Flagge". In: *Beiträge zur Kunde Estlands*. 13 (1927/1928), Heft 1-5, p. 133 s.
30. *Ibidem*, p. 135.

Tom C. BERGROTH

FROM THE THREE CROWNS TO THE DOUBLE-HEADED EAGLE

ABSTRACT

In the history of Finland the year 1809 meant a considerable change, as the country was separated from Sweden and became a Grand-Duchy of Russia. When the autonomy was established the County Administrative Boards continued using their county coat of arms as before without any changes or additions. They were however gradually complemented, as the Russian symbol of power was to be introduced.

For the inhabitants the presence of Russian military forces gave the general look of the towns a new character. The uniforms and colours became a part of daily life. Customs officials and policemen were given new badges, later uniforms, a visible part of everyday life. The three crowns on coins was replaced by the double-headed eagle, although Swedish monetary units remained current right up to the 1830s. The double-headed eagle had the Finnish coat of arms in its heart-shield.

An emblem that was more conspicuous in the cities were the various shop signs with the double-headed eagle. The symbolic value of these emblems was that they gave evidence of the protection and supervision by the imperial authority.

The symbolic language plays an important role in transmitting the image of lawful power and order, be it in the cities or in the country at large.

INTRODUCTION

Through the ages people have been confronted with the symbols of power in heraldic coats of arms, flags and uniforms, on coins and in seals. In connection with wars, conquests and occupations it is usual that the symbols of a foreign power become part of everyday life. The symbolic language then plays an important role in transmitting the image of lawful power and order.

Gustav VASA already introduced special badges for couriers, mail carriers and civil servants travelling in Sweden and Finland on royal commissions. These badges granted the holder free disposal of the horses of the farmers as well as free accommodation in their homes. The crowned post-horn is an example of what until this day has been one of the probably best known symbols of a civil service department. Another sign of state or police authority is the uniform, the symbol of the maintenance of law and order. Government officials wore uniforms with state emblems. When customs officials and policemen were given official badges at the end of the 18th century, these generally displayed three crowns. After 1809 their old badges were exchanged for new ones with the double-headed eagle, which had Russian and Swedish, sometimes only Swedish, text on them. These badges were a visible part of everyday life up to the time before World War I.

The concepts of *the three crowns* and *the double-headed eagle* are usually associated with Sweden and Russia respectively. The symbolic value of these images leaves a distinct mark. If you look at the Russian commemorative medal that was struck for the Peace Treaty of Turku in 1743, it is quite natural to find the Goddesses of Peace on the reverse side with palm twigs in their hands, each of them seated on a globe, one depicting the three crowns, the other the double-headed eagle.

THE THREE CROWNS

The three crowns were used in a coat of arms for the first time in 1364 by ALBRECHT of Mecklenburg, who then introduced the three crowns as the arms of the kingdom, i.e. the first real national arms. But — even before that — one, two or three crowns had been used by the Swedish kings as symbols on coins.

The use of the national coat of arms and arms emblems within the Swedish State Administration is mentioned in the Government Regulations of 1734 issued by King KARL XII in Turku. The Government Offices were here granted permission to "*use the coat of arms of His Royal Majesty and the State of Sweden in their seal*". In 1714 the Council was instructed to see to it that new

seals were made for the Government Offices. Till then they had used the King's own seal. Elias BRENNER, Assistant Judge and Heraldic Counsellor, made drawings for a seal for the Judiciary Board displaying in the arms the three crowns surmounted by a royal crown and the emblem of the Board, two keys crossed. This seal was approved in November the same year. In addition to the Judiciary Board also the Mines Authority used the three crowns, whereas the other Government Offices used the large so-called King's arms with a quartered shield. With regard to the use of the national arms it was prescribed in 1741 that the flags in use in the galleys of the navy were to have the crowns in the upper, inner field.

In 1752 it was stipulated that every piece of work made of gold, silver or pewter was to be stamped with a hallmark with three crowns. The general public came to know the small Swedish national arms with the three crowns mainly in the coins, riksdaler, that were minted beginning during the reign of Queen ULRIKA ELEONORA and continuing during the reign of King FREDRIK I in the 1740's. The shield was from 1748 encircled by the collar of the Royal Order of the Seraphim and ensigned with a royal crown. Before that the general public had seen the three crowns on copper coins. These crowns were then figuratively the best known symbol of the Kingdom of Sweden, as it still is today.

THE DOUBLE-HEADED EAGLE

The origins of the eagle reach as far back as the Byzantine Middle Ages. It appears for the first time as a symbol of the Russian realm in 1472 during the reign of Tsar IVAN III, who began using it that year as a State symbol after his marriage to a relative of the last Byzantine emperor. After that he considered himself to be the inheritor of that rank. At the same time the double-headed eagle was ensigned with a crown.

The double-headed eagle of that time was very different in form from the eagle that we have come to identify with Russia since 1857. Ever since the eagle was introduced its form has undergone changes which often have been characterized by the style of the period. The eagle that came into use in the Grand Duchy of Finland had been modelled during the times of Emperor PAUL I and it was taken over as such by his son ALEXANDER I. This eagle is characterized by the broad wings turning outwards and almost encircling the head of the eagle. In the middle of the 17th century the arms of Moscow — St. George on horseback killing a dragon — were placed as a heart shield on the breast of the eagle. On cap badges and other punched emblems the monogram of the reigning emperor or empress usually took the place of the arms of Moscow on the heart shield. This became a permanent practice under

CATHARINE II and PAUL I. The heart shield is encircled by the collar of the Order of St. Andrew, which was added to the national coat of arms by PETER the Great circa 1700. The eagle is holding the sceptre and the orb in its claws. Tsar PETER's national coat of arms changed slightly during the reigns of the following sovereigns, but was in use right up to the change of government in 1825. Then the eagle was given a new form with the wings spread out to the sides. According to the metaphorical language of the Empire style flaming torches and a laurel wreath were now placed into the claws of the eagle.



*Table medal commemorating the Peace Treaty, signed in Turku, between Russia and Sweden in 1743, reverse.
Engraved by Andreas VESTNER in Nürnberg, Germany.
Turku Provincial Museum/Per-Olof WELIN 1967.*

A NEW HERALDIC ORDER

In the history of Finland the year 1809 meant a considerable change, as the country was separated from Sweden and became a Grand Duchy of Russia. The official Finnish coat of arms was used as a political symbol for the first time in March 1809 at the opening of the Diet in Porvoo. There the Russian national coat of arms was used on the canopy and the Finnish lion in the coat of arms on the chair-back of the throne.

The main ceremonies were held in the Cathedral of Porvoo where large-sized Finnish province and county coats of arms were hung on the gallery rails. The Diet meeting in Porvoo adopted a uniform for the Finnish nobility. This uniform was planned by Governor-General Georg Magnus SPRENGTPORTEN, and was different from both the Russian and the Swedish uniforms of that time. The cut of this uniform was that of a morning coat, and the colour was dark blue in contrast to the green Russian uniform. The richly embroidered and very high collar also differed from contemporary models. The embroidery on the sleeves was also a novelty.

THE FINNISH LION AND THE DOUBLE-HEADED EAGLE

The Finnish coat of arms was given an independent function in the Grand Duchy, and was approved by ALEXANDER I as early as October 26th, 1809, in accordance with the Suecia model, as it was called. This model had been engraved in 1712 by the copper plate engraver Johan van der AVELEEN in Stockholm after a drawing by a native Finn, Elias BRENNER. As early as 1811 the coat of arms with the Finnish lion was placed on the Russian double-headed eagle on the title-page of the "Finnish Official Year-Book of 1811, published in His Majesty's Imperial Ordinance by His Academy in Turku" (original title: "*Finlands Stats-Calender för året 1811, utgifven, efter Hans Kejsersl. Maj:ts Nådigste Förordnande, af Dess Academie i Åbo*", printed in 1810). Finland's unique position was emphasized by the fact that the old Finnish coat of arms was acknowledged as such. These were the arms that the Cabinet Council placed as a heart shield on the Russian national coat of arms. When the coat of arms was used independently the shield was generally ensigned with a grand-ducal crown.

When the autonomy was established, the County Administrative Boards continued using their county coats of arms as before without any changes or additions. They were, however, gradually complemented. When Finland was ceded to Russia in 1809 it was clear that the Russian symbol of

power, the double-headed eagle, was to be introduced. The new coats of arms of the counties were a combination of the Russian double-headed eagle and the county coats of arms that had been used when Finland was a part of Sweden. The basic composition was the same; the double-headed eagle constituted the main coat of arms with the county arms as a small heart shield on the breast of the eagle. No attempts were made by the Russian side to design new coats of arms, but the county coats of arms were maintained in the form they had been given by Erik DAHLBERG in "*Suecia antiqua et hodierna*" of 1712.



Official shield of the custom servants bearing a double-headed eagle. Observe text in Russian and Swedish. Oval-shaped, pressed brass. Height 7,6 cm. Beginning of the 1810's. Turku Provincial Museum/Pekka KUJANPÄÄ 1993.

The first real change probably took place in the autumn of 1809 when the Emperor decided that the Swedish national coat of arms on the stamped paper was to be exchanged for the grand-ducal coat of arms with the Finnish lion. The Cabinet Council passed a resolution on December 5th, 1809, to begin using "a seal consisting of the Imperial eagle ensigned with an Imperial crown and in the middle the arms of Finland circumscribed by the words *Charta Sigillata of the Grand Duchy of Finland*". During the spring of 1810 the Emperor gave orders for a larger and a smaller seal for the Cabinet Council to be checked at the Mint in St. Petersburg. The seal of the Finnish Post Office Department was confirmed the following year. During the period of 1809—1822 most of the authorities began using the new combination. It is uncertain in what order this happened. In connection with an inventory in 1858 it appeared that there were more than 300 seals with the national coat of arms, but no special resolution with reference to any of them had been passed. It is typical of the first decades of the autonomy that there was no central control of official heraldry.

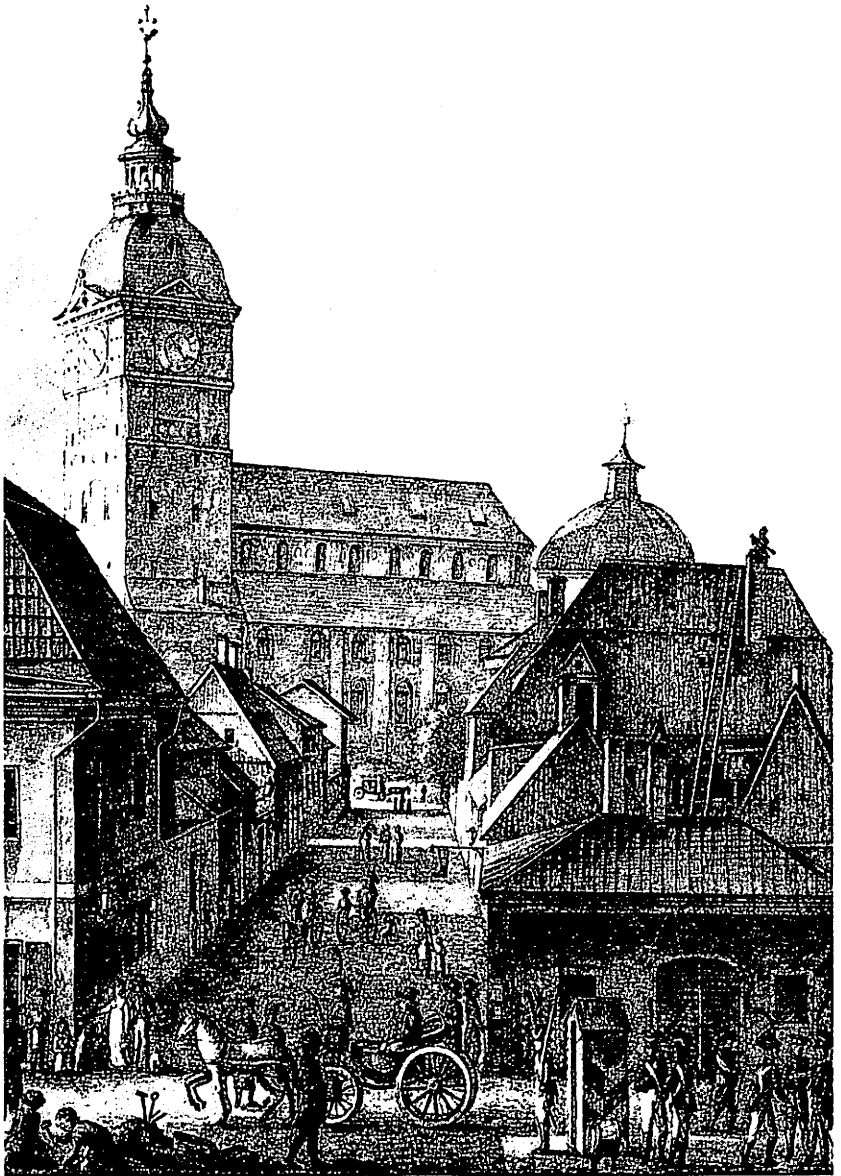
The Swedish monetary units were current in Finland right up to the end of the 1830's. The Russian rouble and kopeck became naturally current from December 29th, 1809, through a resolution then passed. The double-headed eagle was displayed on the coins. The "complete" coat of arms of Finland — with the eagle dominating — was adopted and used from 1809, and appeared on the Official Year-Book from 1811 (up to 1858) as well as on the "*Imperial Russian Banco Assignments*" (i.e. banknotes) that were issued in Turku starting the same year. In 1822 a new type of banknote was introduced. It was printed in Helsinki and the double-headed eagle was displayed at the top of the banknote with the Finnish arms in the heart shield.

CHANGES IN THE URBAN SCENE

The presence of Russian military forces in the country gave the general look of the towns a new character with the black and dark green colours of the Russian uniforms with epaulettes in gold and silver differing from the grey uniforms of the Swedish-Finnish army, and the double-headed eagle manifesting itself on Russian cap badges and buttons.

For the bourgeoisie in Turku, as in many other towns in Finland, the question of accommodation for the Russian troops came up. It is true that the matter of accommodation was hard and burdensome for the residents, who were confronted with officers and soldiers who understood neither the language of the country nor the Finnish legal system, but they brought in their train an unprecedented flourishing of public entertainment into town. So many magnificent uniforms have hardly been seen in Turku, at any time before or after, as during these first years of the 1810's. This is especially the case with regard to the visit of Emperor ALEXANDER I to Turku in the spring of 1809, and in August 1812, at that time in order to meet Sweden's new Crown Prince Jean-Baptiste BERNADOTTE, later known as King CARL XIV JOHAN, regarding the new Swedish policy of neutrality and the treaty of friendship between Russia and Sweden. It was usual to build triumphal arches to confer honour on royal or imperial visits. These arches generally consisted of the monogram of the sovereign ensigned with a crown and of the main symbol of the national coat of arms. A triumphal arch had been built for King ADOLF FREDRIK in connection with his visit to Turku in 1743, and the same was done for ALEXANDER I in 1809. During his visit in 1812 the town was also illuminated.

Information concerning the Russian regiments stationed in Turku is difficult to find. At least the Petrov, Libau and Nevsky regiments were stationed in Turku and the surrounding countryside from 1809, the Petrovsky light infantry regiment right up to 1819. The Russian uniform did not differ very

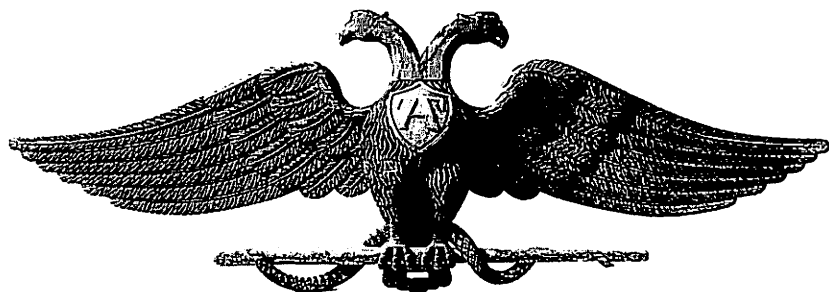


View from Brinkkala of the street leading to the Cathedral of Turku in 1814. Observe Russian military below at the right, a common sight in Finnish cities from 1808 onwards. A. W. RANCKEN of an aquarelle by C.L. Engel. Turku Provincial Museum/Pekka KUJANPÄÄ 1989.

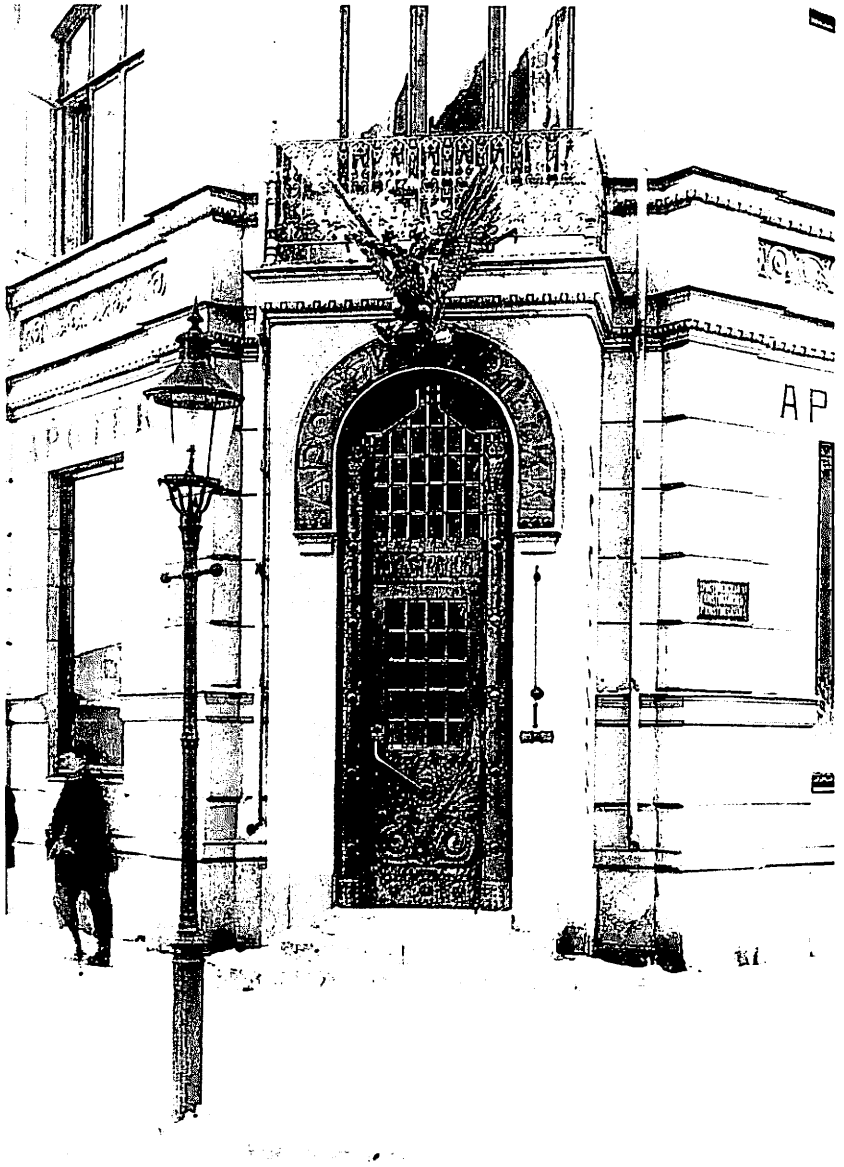
much from the Swedish uniform of model 1807, except for the colours. Evident was, however, the high head covering, shako, broadening towards the top. Also regimental banners could be seen in the town. This type of banner had been introduced during the reign of PAUL I in 1796 after the Prussian model, and was composed of a Maltese cross with a laurel wreath surrounding the Russian double-headed eagle in the centre. In the corners of the banner there were wreaths with the monogram of the reigning emperor. The colours of the regiments of the line were generally green crosses on a white ground.

The former Finnish military forces had been disbanded at the end of the war. It was not until 1813 that three light infantry regiments were formed for the defence of the country on Finnish initiative. In this connection the Finns wished to maintain the grey colour, while the green colour was preferred by the Russian side. A Russian concession, however, was the light blue collars and sleeve cuffs indicating the Finnish units. No Finnish regiment was stationed in Turku.

An emblem that was more conspicuous in the town was naturally the various shop signs with the double-headed eagle. There is not much information available about eagles of this kind affixed on buildings and shop signs in Turku. The symbolic value of these emblems was that they gave evidence of the protection and supervision of the imperial authority. In Turku the eagle was probably found only on pharmacy signs, and the heart shield depicts either the arms of the town or those of the county. As late as 1858 Russians in authority drew the attention of the city council to the fact that there were at least four shop signs in Turku with an incorrect eagle, i.e. the form was antiquated and out of use !



Pharmacy ensign from the 1830's. In the heart shield was usually placed the monogram of the reigning tsar or, as in this case, the initial letter of the city, A for Åbo (Swedish name of Turku). Turku Provincial Museum/Per-Olof WELIN 1966.



The Strandell Pharmacy with double-headed eagle above main entrance in Turku, Slottsgatan 19, early 1870's. Turku Provincial Museum.



The double-headed eagle of the above mentioned pharmacy in the collections of the Historical Museum. The pattern of this eagle is after 1857 and in the heart shield the Finnish lion. Turku Provincial Museum/Per-Olof WELIN 1966.

THE UNIFORMS OF THE MEMBERS OF THE CABINET COUNCIL

When the Finnish Cabinet Council (from 1816 called the Finnish Senate) was formed in 1809, the question of uniforms came up. At this time the Empire style fashion with dress-coats of French model was dominant all through Europe. It was natural that the new Finnish uniforms should follow the Russian fashion.

On October 2nd, 1809, the Cabinet Council, the new supreme management of Finland, was inaugurated. In addition to the Governor-General, General BARCLAY de TOLLY, and the members of the Cabinet Council, who had had time to reach Turku, also representatives of the Court of Appeal, the University teaching staff, the county administration, the clergy of the town, the teaching staff of the school, the Magistracy, as well as representatives of the Elders of the town were present. After a divine service in the Cathedral those present gathered at the Richter house, which had been furnished for the occasion. The throne with canopy and back-cloth had been transported from Porvoo to Turku where it had been set up, and would remain up to 1819 when it was transferred to Helsinki.

On this occasion the Finnish members of the Cabinet Council did not yet have a uniform. It is to be supposed that they wore either the uniform of the nobility, which had already been confirmed the same year and was worn by the noblemen at the Porvoo Diet, or the old Swedish uniform, which was still allowed. In May 1810 the new uniform was confirmed. The model for this uniform was the contemporary French marshal's uniform with a coat of dress-coat model, a very high and richly embroidered collar, breeches and silk stockings with shoes for full-dress and parade uniform, black trousers in hussar boots for official uniform. A high bicorn hat completed the outfit.

NEW CIVIL UNIFORM

The old "Provincial Uniform", introduced in 1802 when Finland was a part of Sweden, remained in use up to 1817. It consisted of a dark blue coat of morning-coat model. It was fairly widely worn, as, in addition to noblemen and higher officials, also estate owners had the right to wear it. In 1803 and 1804 the use of uniforms was further extended as county governors and customs officials got uniforms of their own. In November 1809 General BARCLAY de TOLLY drew up a plan for uniforms for county administration officials in which the old blue colour was retained. The colour of the collar was different in each county, for Turku the colour was black. The gold embroide-

Petit uniforme pour
les membres du conseil
de l'Empire

approuvé par Sa
Majesté Impériale
à l'exception de la
couleur du collet en
de parvenue que
en velours noir.

St. Pétersbourg
le 15 May 1810.
Le Secrétaire d'Etat
Spéransky.



Original watercolour of the Cabinet Uniform 1810 with confirmation of the then Minister of State of Russia, Count Michail SPERANSKY (1772-1839), signed in St. Petersburg May 15th 1810. National Board of Antiquities and Historical Monuments, Collection of the Finnish National Museum.

ries for the county governors were to be like those of Russian generals. The officials who had already acquired oak-leave embroideries of Swedish model were allowed to continue wearing them. The buttons were decorated with the arms of each county except for customs officers. Their button decoration consisted of the national coat of arms with the Finnish lion in the heart shield. Only persons of officer's rank were allowed to wear a rapier with portépée. The bicorn hat was decorated with a Russian silk galloon. Those who had served in the army were allowed to wear a plume.

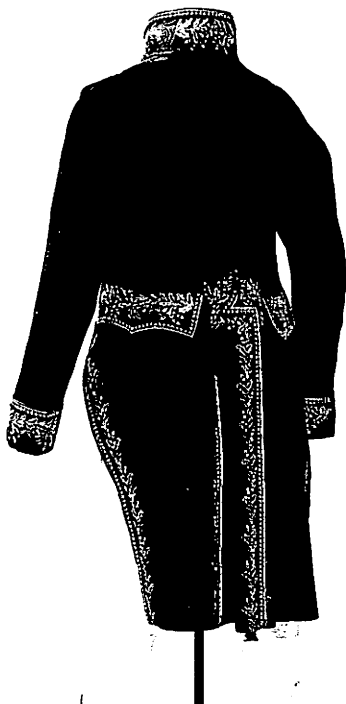
The reason why the old uniform of Swedish model was retained with only slight changes may be traced to ALEXANDER I, who wanted the conditions in Finland to be moulded in such a way that the people would not feel that they were a conquered nation, but that the connection with Russia should be regarded as compatible with the interests of the country. A resolution (= decision) of February 24th, 1811, confirmed that "*His Imperial Majesty retains the County Uniform in Finland in its present state with regard to colour and cut.*" On March 13th of the same year the members, secretaries, barristers, and judges of the Court of Appeal were provided with a uniform the colour of which was green as opposed to the blue that had been proposed. The colour of all Finnish civil uniforms, with only a few exceptions, was to be green during the time of the autonomy. In 1811 also the Pilotage Service received new uniforms, which, however, had a clearly military cut. The officials of the county administration received new uniforms in 1817, as did the University teaching staff and students. The new uniform was different with regard to the coat that was cut like a morning coat. Another interesting detail was that the double-headed eagle did not appear on the buttons; they were allowed to bear the arms of each county, a tradition that was maintained all through the Russian period.

On December 6th (18th), 1816, ALEXANDER I confirmed a uniform for the Finnish county officials, employees, and clerks; a coat of dark green broadcloth with collar and cuffs in different colours for each county (for Turku — black, Hämeenlinna — orange, Heinola — dark green, Viipuri — light blue, Kuopio — light green, Vaasa — scarlet, Oulu — crimson or raspberry red), yellow buttons with the county arms, a white waistcoat, dark green pantaloons (= trousers), boots with spurs, a rapier with a yellow hilt, a three-cornered hat with a cockade, and tassels as usual. On more formal occasions shoes with buckles were to be used instead of boots, with white silk stockings and white breeches. This uniform was prescribed for county and city officials, district sheriffs, district police superintendents, and generally for those who served within the police force and the local administration in the county. It could also be worn by public service officials who did not have a specially prescribed uniform of their own. Lower officials, outside the so-called table of ranks, were not allowed to use a rapier lace, i.e. they did not carry a dress sword.

The new regulations were accompanied by drawings (= coloured aquarelles) both of the uniform and of the collars, cuffs, and pocket-flaps. These were sent to the Governor-General, and also announced in *Åbo Allmänna Tidningar* (= The Public Newspapers of Turku) on January 29th, 1817. At the inauguration of the new Academy building in Turku on October 30th of the same year the new uniforms were probably seen in full for the first time.

The introduction of civil uniforms for those on duty, and the requirement that they also were to be worn, caused heavy expense for their wearers. It seems that there was no great rush among the officials to acquire these uniforms, as still in December 1818, one year after the introduction of the new uniform, Governor-General Carl Erik MANNERHEIM had to call attention to the deficiencies, and remind the officials that the Emperor perhaps would visit Finland during the coming year, and then it would be compulsory to wear a uniform.

Another new phenomenon that a bystander might notice at the beginning of the Russian period were the new Orders of Knighthood that were worn to the uniform. Orders and decorations were not uncommon to Finnish subjects. Sweden was a forerunner in Europe in this aspect. At the recommendation of the Council of the Realm FREDRIK I of Sweden founded in 1748 besides the Order of the Seraphim in one class, two orders of merit, the Order of the Sword for officers and the Order of the North Star for civil servants, both in two classes. These orders had been awarded to many prominent Finns.



The Grand Uniform of the Cabinet Council 1810, reverse. Dark green velvet, gold embroideries on the front, collar, sleeve cuffs and pocket flaps. The first uniform confirmed in Finland. Turku Provincial Museum/Martti PUHAKKA 1983.

In Russia there was the Order of St. Andrew (1698) and the Order of St. Alexander Nevsky (1722), both with only one grade, knight. These orders were reserved for the highest officials. In the reign of Empress CATHERINE the Great, two new orders of merit saw daylight, namely the Order of St. George for military merits in 1769 and, the Order of St. Wladimir for both civil and military merits in 1782, both came in four classes. In 1797 Emperor PAUL I incorporated among the Russian Orders of Knighthood the Order of St. Anna with three classes, originally a dynastic order of the House of Holstein-Gottorp, founded in 1738. As a means of winning the confidence and loyalty of higher officials ALEXANDER I bestowed a great number of Russian orders on Finnish officials during the years following 1808. To bestow orders on military and civil officials of an annexed country was quite common then as today. It was a gesture meant to show, that his subjects were on an equality with the Russians.

The Grand-Duchy with an autonomous status relating to constitutional law allowed in fact the establishing of Finnish orders, but so was not done. Instead Russian orders were to be awarded for the next century to come. In the first place it was the three classes of the Order of St. Anna that were conferred in 1808-11, secondly the lower classes of the Order of St. Wladimir. Bishop Johan Jakob TENGSTROM and Adolf Fredrik TANDEFELT, President of the Court of Appeal, among others, were decorated already in the spring of 1808 with the Order of St. Anna First Class (= Grand Cross), later both were also awarded the Order of St. Alexander Nevsky, the third highest ranking order in Russia. Bishop TENGSTROM's approach towards the Russian occupation troops in Turku and his conduct during the Porvoo Diet earned him this high award. The same cannot be said about TANDEFELT's achievements, but he seems to have ingratiated himself with the Emperor. ALEXANDER I also gave his Finnish subjects, holding Swedish Orders of Knighthood and other Swedish decorations, permission to wear these alongside with the Russian orders and decorations.

In 1812 the Emperor decided that Helsinki was to be the new capital of Finland. It would, however, take until 1819 before the Cabinet Council and other civil service departments had left Turku definitely. When the symbol of Russian authority, the throne with the canopy, left Turku this meant the end of the city's role as a centre for the governing of the country. That put an end to a short, but brilliant period in the history of the city. However, the University and the Court of Appeal remained in Turku, and so did the Russian troops, and they continued to influence the general look of the city through their official uniforms.



Adolf Fredrik TANDEFELT (1747-1822), president of the Turku Court of Appeal. Oil painting by Carl von BREDA. TANDEFELT wears the grand uniform of the Cabinet Council (from 1816 the Finnish Senate), which was confirmed in 1810. He is wearing the Grand Cross of the Order of St. Alexander Nevsky and at the neck the Order of St. Anna above the Swedish Order of the North Star. Turku Court of Appeal.

SOURCES

Unprinted sources:

DAHLSTRÖM, Svante: *Utlåtande rörande Åbo stads vapen*, 31 januari 1960.

Printed sources:

Polnoe sobranie zakonov rossiiskoi imperii, 1st series 1649-1825. St. Petersburg, 1830.

Samling af Plakater, Förordningar, Manifester, och Påbud, samt andre Allmänna Handlingar, hwilcka i Stor-Furstendömet Finland sedan 1808 års början ifrån trycket utkommit. Första delen, 1809-1812. Helsingfors, 1831.

Samling af de till efterlefnad gällande Bref, Förklaringar och Föreskrifter, hwilka av Hans Kejsersl. Maj:t, äfwensom ifrån Expeditionerne i Dess Senat för Stor=Furstendömet Finland blifwit utfärdade uti Justitiæ-, Oecimniæ- och Politia-Ärenden. Första Delen från och med år 1809 till och med år 1820. Åbo, 1821.

LITERATURE

BERGROTH, Tom C: "Russian Imperial State Heraldry as An Instrument to Russianize Finland in The 19th Century". In: *Staaten, Wappen, Dynastien, XVIII. Internationaler Kongress für Genealogie und Heraldik in Innsbruck vom 5. bis 9. September 1988, hrsg. von H.H. HYE.* Innsbruck, 1988, p. 237-246.

—: *Några finska civiluniformer från 1800-talet.* Garderobe, Årskrift 1986. Stockholm, 1987.

GRIPENBERG, Ole: *Civiluniformer i Finland.* Finska Fornminnesföreningen nr 69. Helsingfors, 1969.

HEDBERG, Carol: *Finlands vapen. Finsk heraldik i nutiden.* Rødovre, 1979 (2nd edition).

LINDGREN, Uno: *Heraldik i svenska författningar. En vapenrättslig översikt från medeltiden till våra dagar.* Lund, 1951.

MEINANDER, K.K.: "Suomalaisia sotalippuja v:n 1809 jälkeen". In: Suomen museo. Helsinki. 45 (1928).

NIKULA, Oscar: *Turun kaupungin historia 1809-1856.* Turku, 1972.

RANCKEN, A. W. - Kauko PIRINEN: *Suomen vakunat ja kaupunginsinetit.* Porvoo, 1949.

TALVIO, Tuukka: *Suomen rahat.* Helsinki, 1981.

Clara NEVÉUS

POPULAR REACTIONS TO HERALDIC ISSUES – THREE SWEDISH EXAMPLES: THE MUNICIPAL ARMS OF GÄVLE, SUNDSVALL, AND GOTHENBURG

ABSTRACT

In the 20th century heraldic and comparable symbolism has sometimes been at issue in the press and within local authorities. Three Swedish cases of this will be accounted for in detail, viz. the cities of Gävle, Sundsvall and Gothenburg. Common traits in the debates are pointed out, and it is hoped that the account can be of guidance for anyone who wants to introduce new, or change existing, symbols for municipal units in the future.

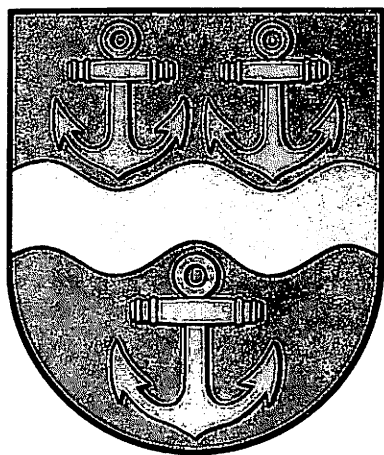
GÄVLE

Gävle is known to have been in existence as a town since the beginning of the 15th century. For a long while it was the only town in Norrland, the province to the north of the river Dalälven. Its oldest known municipal seal, first found in use in 1567, shows a capital G, the initial of the town's name. Some time later the G was placed within a shield and came to be used as a coat of arms, with the letter in gold on an azure field. No royal confirmation of this coat was ever issued.

* The information in this paper is taken from three dossiers "Gävle, Sundsvall, and Göteborg" in the records of the Board of the National Herald (*Riksheraldikerämbetet*) and of the heraldic section of the National Archives (*Riksarkivets heraldiska sektion*).

At the beginning of the 1930's the National Herald took note of this state of affairs and rejected the letter G as being poor heraldry. He assumed that a more correct coat of arms had existed but was unable to find any evidence of it, and therefore suggested a completely new coat, a phoenix rising from the flames, this being meant to symbolise the vitality of the town, which had been badly damaged by fire and risen again several times over. The town administration was by no means willing to give up its ancient emblem, and obtained the support of historians and heraldic experts for the view that initials were indeed acceptable in coats of arms, both in Sweden and abroad. The phoenix was dismissed on several counts: most Swedish towns had been burnt down and rebuilt on one or more occasions; moreover the phoenix was already in use as the trade mark of a fire insurance firm and of a whole range of products of various kinds, paper, firearms, textiles, tobacco and matches. The herald's proposal was called cultural vandalism, and the town regarded itself as entitled to continue to use its coat of arms without royal confirmation. Discussion of the subject was dropped.

At the start of the Second World War the subject arose again – for reasons typical of the time. The navy had given the name of Gävle to one of its destroyers, and now asked for information concerning the town's coat of arms in order to use it on small boats and other articles belonging to the warship. The National Herald intervened once more and put forward a new suggestion intended to be an improvement on the letter G for both the town and its namesake the destroyer: *Azure a river argent between three anchors or*. The design was meant to refer to shipping and the town's position on the river Gävleån. The events of the early thirties seemed about to be repeated. The letter G would not be abandoned willingly. The local history society persuaded WRANÉR, the borough architect, to produce a proposal of his own. This contained a fish embowed reversed, which would not only betoken the fishing industry but also, inasmuch as the form of the fish resembled a letter G, hark back to the earlier coat of arms. Moreover the field was to be strewn with anchors. The herald gave this composition his approval only with some hesitation, maintaining that his own was superior, since a beast reversed was considered to be fleeing – especially unsuitable for a destroyer – and since a symmetrical composition was more suitable on naval vessels and on flags. He sketched a further version, a symmetrical design with two embowed fishes in the form of a G and a reversed G. The press and the public were drawn into the debate. A high-spirited versified comedy was published entitled *"The Heraldic Controversy in the Land of Gevalia"*. An artist suggested that a small overlying shield containing the letter G should be added to the herald's proposal, but the herald was not to be moved. Both his and the town's proposals were ridiculed. The fish was said to look like one of the town councillors; and the combination of anchors and a river was considered more appropriate for a regicide than for Gävle. (The Swedish King GUSTAVUS III was murdered at the opera in 1792 by a nobleman called ANCKARSTRÖM, literally "Anchor-river".)



(top)
(bottom left)
(bottom right)

The seal of Gävle (16th century).
The coat of arms of Gävle, 1941 (stream, three anchors).
Proposal for Gävle, 1941 (fish).

The town council debated for over two hours before a decision was reached. Councillors speaking for the local history society fought for their fish, describing it as a thing of value, an ancient Christian symbol, and going on to

claim that if the fish was not adopted then the G should be kept without any new decision being taken. Opponents pointed out that the three anchors in the form of a cross could also be interpreted as a Christian symbol, standing for faith and hope. In the end a majority voted to accept the National Herald's proposal, and this was later confirmed by royal consent. The confirmation was celebrated in verse in the local press.

Ten years later it was time to sum up. A journalist had brought to light a previously unknown variant of the Gävle coat of arms, found in an item printed in 1860 and showing an anchor combined with a monogram made from two G's of which one was in reverse. Several of the protagonists from 1941 were interviewed and expressed their regret that they had not known of this design on the earlier occasion, since it would have been helpful as a compromise. But the question had now been dropped, as it seemed to have been resolved, and the anchors and river were in full use. At a major exhibition held in Gävle in 1946 the three restaurants within the exhibition area were called The Three Anchors, The Blue Field and The Silver River! Nonetheless the emblem of the letter G naturally remains on view on several of the older public buildings in the town.

In 1969 and 1971 four rural districts were incorporated into Gävle, each already possessing a coat of arms. The idea was put forward of increasing the number of anchors in the Gävle coat from three to five, but finally it was decided to retain the town coat unchanged as the emblem of the new enlarged municipality.

However during the 1980's the municipal authorities succumbed, like those in other places, to the new fashion of creating a unified "graphic profile". A committee set up to investigate the subject complained that the coat of arms had an antiquated effect, was expensive to print, and moreover appeared in various forms; it suggested a graphical emblem for Gävle as an organisational unit, leaving the coat of arms simply to denote Gävle as a geographical entity. The new emblem, the result of a public competition, had been tidied up by an expert in design and consisted of the municipality's name with the G decorated with wavy lines to denote the river Gävleån and the dots over the ä replaced by seagulls as a sign of Gävle's position on the coast and its association with recreation, shipping and fishery. The emphasis on the initial is reminiscent – without doubt unintentionally – of the G for which so many had argued during the 30's and 40's.

The new design was accepted by several municipal boards but was subjected to devastating criticism from the borough architect and other weighty figures on the building committee, for whom the coat of arms was to be valued as being clear, easily understood and well established. The new

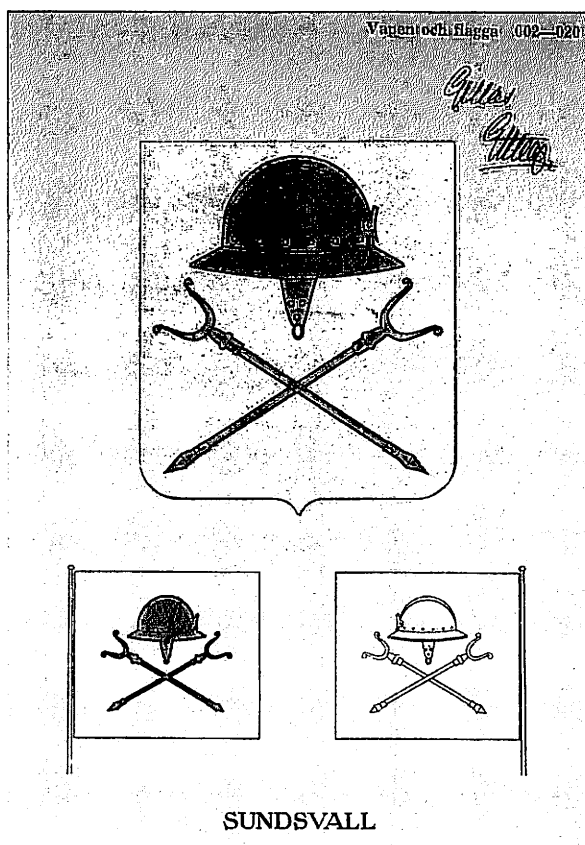
emblem was seen as the result of an ineffective attempt at ingenuity; it was also called unbalanced and held to be devoid of artistic value. Other departments, and also the public whose concern was evident in the correspondence columns of the local press, attacked the design for its “splashy” lettering and contended that the coat of arms should be preserved, any new rulings being concerned only with the typeface to be used next to it. The municipal director of information protested that the new text was technically easier to manage in print, but was unable to prevent the design from being laid aside. The coat of arms had conquered ! We may imagine the joy of the National Herald in his heavenly abode !

SUNDSVALL

Sundsvall provides another example of a locality where the question of an emblem has roused the public to lively, and in this case still unresolved, debate. Here however the controversy is not between a coat of arms and a symbol of a different, “more modern” kind; it is rather a question of resounding protests on the part of many people against an emblem adopted without their being consulted – of subjects contra authority, that is. The matter has been additionally complicated by the fact that an active religious group within the population has made common cause with the critics. But we had better begin from the beginning.

Sundsvall obtained the privileges of a borough in 1624. This first charter already contains stipulations concerning the town seal, and it is this that later developed into the coat of arms which was confirmed as such in 1939. The predominant feature of the coat of arms consists of *two “musket forks” (firing rests) in saltire and in chief a morion (the hat-like helmet of the time) azure upon a silver field*. The manufacture of muskets was the oldest industry in the town, hence the choice of charge. The firing rests gave rise to the nickname “Fork Town”, still occasionally heard. The borough architect during the sixties was Hans SCHLYTER, a knowledgeable amateur armorist; in collaboration with the heraldic authorities he produced in 1968 a simple and effective drawing of the coat of arms and promoted its use, inter alia as a flag. He had also been active in the provision of a long series of coats of arms for neighbouring local authorities. In the middle of the 70's the State Herald of the time visited Sundsvall at his invitation, gave a lecture and admired in the main square the display of heraldic flags of the town and its surrounding districts. In 1974 the municipality had been enlarged, and at the time of the visit the older borough coat of arms had recently been registered as the coat of arms for the new entity without any real discussion.

In the summer of 1988 Sundsvall commemorated the fact that a hundred years earlier the old wooden-built town was destroyed in a disastrous



The coat of arms and the flag of Sundsvall, 1939.

the guise of an S with a dragon's head. This had been created by a professional designer, Henry STRÖM, at the request of the new municipal director of information. Attention was drawn to the historical links, so recently of topical interest, between the dragon and Sundsvall; it was said that in eastern tradition the dragon was a being with favourable associations connected with mighty forces of nature, likely to inculcate the spirit of initiative and progress which the municipality needed. The new symbol would be used on the municipality's correspondence, in advertisements, on clothes and souvenirs and so on.

At first reactions were not universally negative. Quite a few people considered the symbol striking. Others, of a different mind, thought it unnecessary and pointed to the town coat of arms – what was wrong with that? The pastor of a suburban parish took however to the sledgehammer: in western

fire and a start was made at rebuilding the town using for the most part less combustible materials. The symbol of this “stone town centenary” was a dragon, since many buildings in the new town were adorned with weather-vanes in the form of this beast, considered a protection against fire. No one seems to have objected to the choice of symbol.

In December of the same year the municipal administration presented the inhabitants with what was evidently a complete surprise, namely a new symbol for Sundsvall in

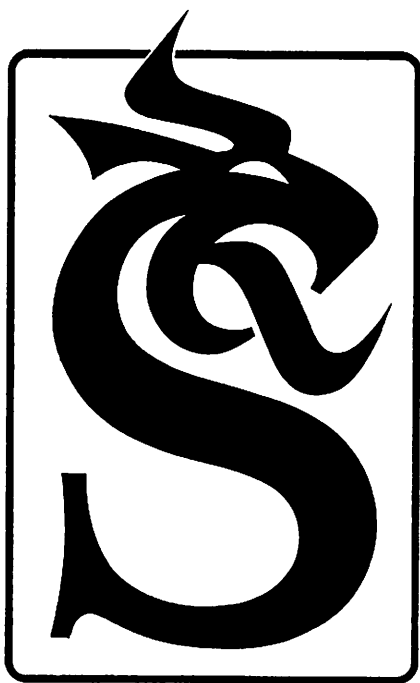
tradition and in the Bible, he said, the dragon stands for evil, for Satan himself. The pastor's argument seems to have turned the tide of opinion; many letters to the press supported his views. Others, perhaps not wanting to be classed as church people but nonetheless opposed, insinuated that the S-shape was intended to identify the town with its ruling party, the social democrats, whose name is commonly abbreviated to s in the Swedish press.

The municipality was in no mood to draw back. Its leading representative claimed to be glad at having caused such a reaction – a good logotype ought to arouse debate; silence would have been worse; in any case the coat of arms had not been abolished; rather the logotype would be a complement to it, used to promote the municipality's marketing; on royal visits and suchlike the coat of arms would be in use; and anyway all the decisions had by now (the spring of 1989) been taken, and flags, writing paper and tee-shirts had been ordered.

Of course the controversy continued. There were palpable signs of civic anger against despotism, against unwillingness to take public opinion into account. The clergy presented 2.000 signatures opposed to the dragon and offered prayers. Pensioners' associations protested. One person discreetly pointed out that the coat of arms contained symbols of war and nobody had minded. In the autumn of 1989 spokesmen for the municipality once again had to turn out in defence of the dragon. Local government employees were pep-ped up with gifts of nail-files with which to sharpen their claws. The people of the church had stickers printed showing the dragon trampled underfoot, and return-to-sender labels for mail from the municipality, which they would not open because of the decoration on it. There were even rumours that local government employees engaged in sending out mail had been threatened with murder. Representatives of the churches sought to bring the municipal administration to court for persecuting a group within the community. A year and a half after the introduction of the dragon the hostilities had still not died down, even though voices were occasionally heard pleading for calm, calling the affair a storm in a tea-cup and accusing the churches of having no sense of humour.

In February 1994 I contacted the present municipal director of information, who had been in office for a couple of years. He thought that the wave of protests had receded; a pastor who had once been especially active was by and large the only person who still refused to open mail marked with the dragon-symbol, and the municipality was so considerate as to try to remember to use other envelopes when writing to him. I was also sent the municipality's competently compiled "profile programme" containing rules for the use of the symbol in print, on working clothes, signs and so on. On page six of the programme there is a short paragraph on the coat of arms, with a concise expla-

nation of its design and a black and white depiction at the side. There it is stated that the dragon is not a replacement for but rather a complement to the coat of arms, and that the latter should be used in particular contexts and always with the approval of the chief municipal officer. For everyday use it is the dragon that counts ! The director of information could only remember a couple of occasions on which the coat of arms had been used during the previous year: a formal petition on the part of the municipal administration, and an information brochure produced by the provincial administration in which all its municipalities were presented with their coats of arms.



Sundsvall

Sundsvall, 1988.

GOTHENBURG

Probably no Swedish municipal coat of arms has been exposed to more intensive and prolonged debate than that of Gothenburg (in Swedish Göteborg), the nation's second city. The coat's history has been narrated several times in Swedish, most recently and most thoroughly by my predecessor, G. SCHEFFER (*Svensk Tidskrift* 1952). I do not know, however, whether it has been presented in any detail to an international audience.

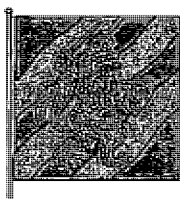
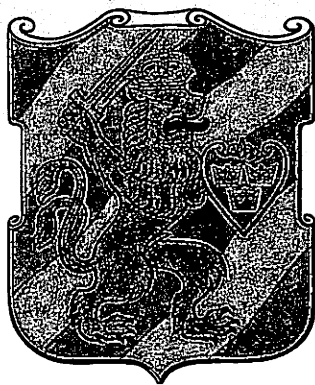
The coat dates from the 17th century when the city was founded. When ratified by royal assent in 1952 its form had been the subject of discussion between the city authorities and the National Herald since the early 1920's, and it was evidently controversial in far earlier times. The general public has often been deeply involved in the discussion.

Gothenburg was founded as Sweden's western defence during a period of unrest. At the start of the 17th century the kingdom's access to the North Sea was limited to a very short strip of coast around the mouth of the river Göta Älv. Both Bohuslän and Halland, the regions to the north and south, still belonged to the Danish state. The coat of arms is already described in the first charter of 1607, for a foundation that soon afterwards was burnt to the ground. The description reappears in GUSTAVUS II ADOLPHUS's charter of 1621, which is considered the year of the foundation of the city of Gothenburg on its present site.

The exceptional nature of the coat demonstrates, as does its name, "*the fortress of the Götar* (or Goths)", how important the new foundation was thought to be. It combines two of the most important items in our Great Arms of State, which quarter the Three Crowns with the somewhat earlier "Göta Lion" originally used by the royal FOLKUNGA dynasty in the 13th century; there the quarterings are surmounted by a small central shield with arms representing the present royal house. The arms of Gothenburg show the Göta Lion wielding a sword and a shield with the Three Crowns, the emblem of the Svear (Swedes in a narrower sense).

It is curious to note that the coat of arms of Sweden herself is portrayed in a very similar manner in a printed armorial published in Nüremberg in 1555 by Virgilius SOLIS. Several details, such as the alleged tinctures, are wrong, but nevertheless we see there a lion protecting itself with a shield of the Three Crowns. (This information is taken from an article by Niklas A. LINDHULT in the newspaper *Göteborgs Morgonpost*, 28th January 1928).

The main problem has been the fact that from the beginning the lion in the Gothenburg arms has been borne reversed, i.e. turned to sinister, the



GÖTEBORG

The coat of arms of Gothenburg, 1952.

reversed lion with an enclosed crown and double tail as early as 1607. A sketch for the charter of 1621 nonetheless gives a non-reversed (dexter-facing) lion, double-tailed but uncrowned. The available verbal descriptions are incomplete and hard to interpret; despite this there is according to SCHEFFER every reason to believe that the intention of the founders was to provide the city with arms obeying the normal rules of heraldry. The reversed lion on the seal is thus the result of a misunderstanding which has been conserved over the centuries. The citizens of GUSTAVUS ADOLPHUS's time became used to this unconventional coat. Nothing came of a plea that the coat be altered made in 1716 by the learned, heraldically knowledgeable artist and numismatist Elias BRENNER, who was willing to accept the crown but wished for correctness'

beholder's right, which is heraldically anomalous. Opinions have also varied concerning the lion's crown and tail, of which according to heraldic expertise the former ought to be of the open type, and the latter single rather than double – this in accordance with the lion of the 13th century. The enclosed crown belongs to the 16th century, and lions' tails are usually not divided before the renaissance period.

The extant source material provides no clear guidance as to how the coat's character originated. What is certain is that the Gothenburg city seal showed a

sake to turn the lion about. In a new charter of the same year the lion is still reversed, but guardant, i.e. shown with its head turned toward the onlooker. A strange compromise indeed ! In LILJEBLAD's armorial of 1878 – the only one published in that century, and replete with oddities – the lion is reversed but also reguardant, i.e. with its head turned right around to face dexter.

During the final decade of the 19th century the question of the Gothenburg coat of arms was taken up once again. There were plans to initiate a municipal medal of merit. The local historians who were consulted recommended that the oldest version of the arms, the seal from the first foundation of the city, should be respected. The medal thus bore the lion reversed.

At the beginning of the 1920's the city's tricentenary was to be celebrated. The city administration chose to stay with the traditional coat of arms without seeking official approval, by now the usual procedure on such occasions. The tricentenary was marked with great quantities of shields and flags exhibiting the traditional arms. It was in all likelihood at this time that the citizens of Gothenburg really got to know what the city arms were. There were also proposals that the flag of Gothenburg be flown as a jack on craft having the city as their home port. I have not been able to ascertain whether this was done to any great extent.

No particular note was afterwards taken of the arms until the inception of the 1930's, when the city flag was displayed in connection with performances by a Gothenburg company at the Stockholm theatre Dramaten, this leading to comments in the capital's newspapers. The city administration returned to their deliberations of 1923 and asked the opinion of the National Herald with the aim of seeking royal confirmation of the arms.

The herald's report arrived at the conclusion that the traditional orientation of the lion had arisen in error, and recommended that the city decide upon an heraldically correct coat, that is, with the lion unreversed and wearing an open crown. He was able to adduce two 17th century medals, and also a number of military armorial bearings, on which the shield-carrying Göta Lion stood turned towards dexter. The city was however reluctant to depart from the traditional coat, and since it (as the applicant) and the heraldic authorities had different views royal confirmation was not granted.

During the following decades the debate revived from time to time. From 1934 onwards anyone wishing to use community arms for business purposes was required to seek permission from the holders of the right to the arms, and the National Herald was also to state his view of the case. Now not everyone bothered with this requirement, with the result that both variants of the arms were seen. In works of reference and on souvenirs, postcards etc. which the herald was able to influence the lion was turned to dexter, as it was

in some military coats of arms, where the armorists' arguments against a "fleeing" lion were naturally enough especially powerful. Yet the city fathers never approved the "correct" version. The debate flamed up of itself during this period. Both members of the public and more or less self-proclaimed armorists made their views known in the press. Gothenburgers adhered in general to the traditional arms and reacted with irony to attempts at centralised rulings from Stockholm. An instance of victory for the traditional coat away from Gothenburg itself occurred in 1937, when in Uppsala the student members of the Gothenburg nation (similar to a fraternity) had their new banner sewn up with the reversed lion, inasmuch as they were able to demonstrate that two of three previous banners had been of this type. When however a Gothenburg newspaper organised a "referendum" among its readers in 1950, the majority in favour of the reversed lion was surprisingly small.

The battle over the Gothenburg arms led also to another matter remaining unresolved, namely the arms of the administrative province known as *Göteborgs och Bohus län*. Tradition decreed that the arms of Gothenburg should be included, and therefore the National Herald took the question up at the commencement of the 1950's. A solution was now found: the Gothenburgers agreed that the herald's interpretation of extant source material was correct; however it was considered that the precedents of 300 years indicated that the arms ought to be confirmed in the traditional form which the city employed. The herald for his part seconded the city's wish on the grounds of unbroken tradition and the inhabitants' attachment to their accustomed coat of arms. As soon as objections to the orientation of the beast had been dropped, the traditional forms of the crown and the tail were likewise admitted.

The depiction used as an example in conjunction with the confirmation, finally granted in 1952, was produced by Anders BILLOW in close agreement with the seal of 1607, and thus differs radically from all other Swedish municipal coats, inter alia in the shape of the shield. The drawing of the lion, which has often been criticised, is quite original. – As for the province's coat of arms, its blazon could not be settled until roughly ten years later, during SCHEFFER's time as herald. It was to contain in addition the



The simplified version of the Gothenburg coat, 1988.

arms of the region of Bohuslän, and this coat too presented problems that were not easy to solve. But that is another story.

The post of National Herald was abolished in 1953, to be replaced by that of the State Herald, whose office is part of the National Archives. It must have been satisfying for the last National Herald that he had succeeded in bringing to a conclusion the vexed question of the arms of the nation's second city, despite the fact that in doing so he had met with much criticism from other expert armorists.

As in our other cases there is a coda to the story of the Gothenburg arms. Here too the city administration has wished to bring in a more modern logotype for everyday use, mostly in black and white, in place of the coat of arms with its richness of detail and technical problems for printers. The year was 1988. The idea was to use a drastically stylised version of the motif of the arms, namely the lion with the sword and shield. An advertising firm was entrusted with the task, but the National Archives were to keep an eye on the work in progress. The preliminary proposal was based on BILLOW's lion, and had both merits and weaknesses, the outlines being thickened and much detail being removed. The National Archives were unenthusiastic but refrained from rejecting the proposal, since it was not to replace the arms, merely to complement them. There was much expression of disapproval, both from learned armorists, unable to contemplate anything other than the complete arms, and from the public. The proposal was therefore withdrawn.

The result of all these discussions has been that since that time the city of Gothenburg has adopted the 1952 version of the lion also in cases where black and white or small scale versions are needed. The only simplification those involved have dared introduce concerns the drawing of the "beard"; apart from this, every detail, down to the last pearl in the crown, remains in place. As a result, of course, the people of Gothenburg feel at home with the design, but as a logotype it is very unsuitable when used, as it most often is, in reduced format. When the arms are shown complete and in colour, BILLOW's original painting is still used.

As an armorist one must regret that the arms have been frozen and not permitted to move with the times. In this instance, moreover, a form of the coat has been preserved which in most aspects belongs to the start of the 17th century, hardly what one would call a golden age of heraldry. The drawing of both the shield and the lion is markedly dated. The small Three Crowns shield has an unusual shape that is quite unlike that of the main shield itself. The lion's anatomy is curious, and it is obliged to hold its shield in an unnatural fashion for the front side to be visible. Surely it would not be impossible to come up with a more modern alternative, that were suited for reproduction both in a single colour and on a small scale.

CONCLUSIONS

I have reported on heraldic developments in three Swedish towns where source material has made it possible to follow a public debate sometimes including the contributions of "the man in the street". Are there any common features ?

In GÄVLE the local population and the local administration fought as long as they could for the 'G' which they had adopted. Having been forced to give in and accept the new arms laid down by the authorities, they defended these when a new letter-based symbol was proposed.

SUNDSVALL's coat of arms had been ordained by authority from the first, and was used for centuries, though in a somewhat anonymous way. When the local powers-that-be presented a new logotype, this was resisted strenuously, yet in vain. The ancient coat had few defenders; the main consideration was that a change had been introduced without asking the inhabitants. It will be interesting to see whether the new logo eventually gets accepted as was the case in Gävle.

In GOTHENBURG the arms originally prescribed happened straightaway to be mistreated by local seal engravers. The back-to-front heraldic beast has since become a symbol of the city and its people about which no high-ups in Stockholm can be allowed to make any observations. The very battle for the arms seems to have made them a matter of exceptional importance for ordinary Gothenburgers, and the local authorities must beware of making the slightest change to the emblem to which people are accustomed.

The common factor in all these accounts seems to be that the public are either indifferent or conservative in questions of local symbols. If views are expressed by anyone, they are of a very definite kind. No alterations are permitted ! Possibly this is due to people nowadays being used to modern trademarks, emblems and logotypes that are fixed not in words but in a depiction; due to this there is no understanding of what makes a coat of arms. Disaster lies before us! As an armorer one must lament this state of affairs. For myself I see it as a pedagogical duty to keep the heraldic coat of arms alive by bringing attention to the possibility of a variety of designs made at different times by different artists, for it is this possibility that has enabled heraldry to survive for hundreds of years. If heraldry is going to have a future, its spokesmen must continually emphasise the possibility of variation as the basic principle behind coats of arms – and also strive, of course, whenever new coats are to be created, for that simplicity of form and colour which characterised the oldest period of heraldic history and distinguishes the best among contemporary non-heraldic emblems.

Franz – Heinz von HYE

HAUPT– UND RESIDENZSTADT, STADTHERR UND STADTWAPPEN

KURZFASSUNG

Gegenstand des Beitrags soll das durchaus bemerkenswerte wechselseitige Verhältnis zwischen den Stadtwappen europäischer Residenzstädte und der politischen Macht und Größe der betreffenden Staaten und Dynastien sein.

Den Anstoß zu dieser Thematik gab nicht zuletzt der diesjährige Standort unseres Kongresses, die ebenso schöne wie interessante Residenzstadt Luxemburg.

Das Stadtwappen von Luxemburg zeigt in einem neunmal von Silber und Blau geteilten Schild den aufrechten, nach rechts gewandten und golden bekrönten, doppelt geschwänzten, roten Löwen von Limburg. Wie ein Vergleich mit dem Wappen der alten Grafen und seit 1354 Herzoge von Luxemburg aus dem Hause Limburg bzw. des heutigen Staatswappens von Luxemburg erkennen läßt, sind die Schilde dieser beiden Wappen miteinander völlig identisch. – Dieser bemerkenswerte Umstand hat mich veranlaßt, einerseits der Geschichte dieser beiden Wappen nachzugehen und andererseits zu überprüfen, ob eine derartige Identität zwischen dem Wappen des in der betreffenden Stadt residierenden Stadtherren und dem betreffenden Stadtwappen häufig anzutreffen oder selten ist.

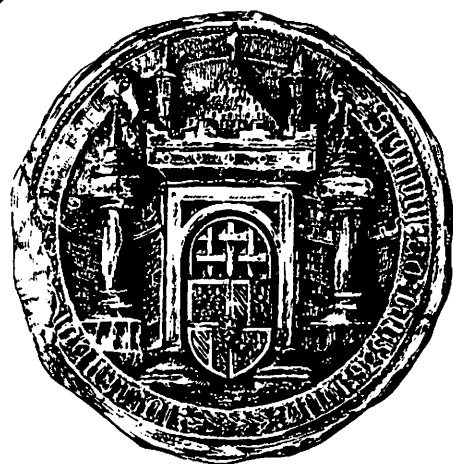
DAS LUXEMBURGER WAPPEN

Zunächst will ich mich daher der Geschichte des Luxemburger Wappens zuwenden: Dieses seit 1235–1239 nachweisbare Wappen ¹ wurde zwar in dem um 1242–1249 verfaßten "*Clipearius Teutonicorum*" des KONRAD von Mure noch nicht erwähnt ², erlangte aber spätestens ab dem Zeitpunkt allgemeine Bekanntheit, als 1307 Graf BALDUIN von Luxemburg Erzbischof von Trier ³, und ein Jahr später mit seiner Hilfe sein Bruder HEINRICH von Luxemburg zum römisch-deutschen König gewählt und 1312 zum Römischen Kaiser gekrönt worden ist ⁴. War es in diesem Falle die durch die Ermordung König ALBRECHTS I. (1308) ausgelöste Vakanz des römisch-deutschen Königiums, so war es bereits zwei Jahre später die Krise um die Nachfolge am böhmischen Thron, die es HEINRICHs Sohn JOHANN ermöglichte, die Wenzelskrone zu erlangen und mit dem Königtum Böhmen den bis dahin eher mager dotierten Luxemburgern eine gewaltige Hausmacht zu sichern ⁵.

Während nun Kaiser HEINRICH VII. so lange er lediglich "*COMES LVCEMBORGENSIS*" war, nachweisbar seit 1289 ein Reitersiegel mit dem luxemburgischen Wappen geführt, auf seinen königlichen und kaiserlichen Siegeln jedoch darauf verzichtet hat ⁶ oder gemäß dem alten Herkommen der Reichskanzlei darauf verzichten mußte, konnte sein Sohn JOHANN sehr wohl auch als König von Böhmen sein angeborenes Wappen als Graf von Luxemburg auf seinen königlich-böhmischen Siegeln weiterführen ⁷. Dasselbe gilt selbstverständlich auch für dessen älteren Sohn, den späteren Kaiser KARL IV. ⁸. So also gelangte das seit 1354 herzogliche ⁹ luxemburgische Wappen einerseits nach Böhmen und vor allem nach Prag, wo es z.B. auch am berühmten Altstäter Brückenturm der Karlsbrücke von ca. 1380 ¹⁰ angetroffen wird. KARLs jüngerer Sohn SIGMUND führte das luxemburgische Wappen dann sogar auch in die Reichsheraldik und nach Ungarn ¹¹, wo es – sogar ohne jede dynastisch-genealogische Verbindung auch von König Matthias CORVINUS (1458–1490) ¹² sowie auch, genealogisch sehr wohl begründet, von dessen Nachfolgern, König Wladislaw II. JAGIELLO (1490–1516) im St. Veits-Dom in Prag und von seinem Sohn König LUDWIG II. (1516–1526) offenbar als Anspruchs-Titel geführt worden ist ¹³.

Unterdessen war einerseits die Dynastie der Herzoge von Luxemburg mit Kaiser SIGMUND 1437 im Mannesstamme ausgestorben ¹⁴, während andererseits Herzog PHILIPP der Gute von Burgund im November 1443 das Herzogtum und die Stadt Luxemburg erobert und seinem Reiche einverleibt hat ¹⁵.

Mit der Grafschaft übernahm der Burgunder auch das Wappen der kurz zuvor ausgestorbenen Dynastie, welches damit endgültig von einem



dynastischen zu einem Territorialwappen umfunktioniert worden ist und als solches seither unangefochten besteht.

Eben aus der Zeit unmittelbar nach der Eroberung durch Herzog PHILIPP erfahren wir auch erstmals, daß schon damals, als in Entsprechung zum neuen Stadtherren auch ein neues Stadtsiegel geschnitten werden mußte, das Wappen des Herzogtums Luxemburg auch das Wappen der Stadt Luxemburg gebildet und einen "lewen auf dem rost" beinhaltet hat ¹⁶. Diesem wurden nun die "fewreisen" des von PHILIPP begründeten burgundischen Ordens vom Goldenen Vlies, *les briquets de Bourgogne*, zugeordnet ¹⁷. Konkret begegnet dieses burgundisch-luxemburgische Stadtwappen, wie Michel PAULY nachweisen konnte, auf einem "CONTRASIGILLUM VILLE LUXEMBURGENSIS" an einer Urkunde von 1483. Das zugehörige Haupt- oder Geschäftssiegel, welches in der Siegellegende als "SIGILLUM AD CAUSAS VILLE LUCENBURGENSIS" bezeichnet wird, zeigt hingegen als Siegelbild

gemäß alter städtischer Siegeltradition im allgemeinen und gemäß des seit 1227–1238 belegten Siegelbrauchs der Stadt Luxemburg im besonderen noch nicht das Stadtwappen, sondern einen symbolischen Torturm der Stadtbefestigung, wobei allerdings im neuen Stadtsiegel von 1444 in die Toreinfahrt das Wappen des neuen burgundischen Stadtherren hineingestellt worden ist. Das Siegelbild des alten Stadtsiegels von 1227–1238 wurde übrigens von den Veranstaltern unseres Kongresses in sehr origineller Weise zum Kongreßabzeichen auserwählt¹⁸. – Soviel zur Geschichte des Stadtwappens von Luxemburg, welches, wie gesagt, bemerkenswerterweise identisch ist mit dem Wappen sowohl der einstigen Grafschaft bzw. des Herzogtums, als auch des bestehenden Großherzogtums Luxemburg.

ANDERE EUROPÄISCHE RESIDENZSTÄDTE UND IHRE STADTWAPPEN

Ausgehend vom Luxemburger Beispiel stellt sich nun die Frage, ob derartige Beispiele in Residenzstädten häufig anzutreffen oder – wie man vielleicht meinen möchte – gar die Regel waren? Schon vorweg kann dazu festgestellt werden, daß – soweit ich diese Materie bis dato zu überblicken vermag – eher das Gegenteil der Fall ist.

Beinahe total negativ verlief eine diesbezügliche Überprüfung bei den Haupt- und Residenzstädten der übrigen europäischen Staaten wie England, Irland und Frankreich, Belgien und der Niederlande, Spanien, Portugal und des jungen Italien. Dasselbe gilt aber auch für Polen, Böhmen, Ungarn und Serbien, sowie für Rumänien, Albanien und Griechenland, für Rußland, Finnland, Norwegen, Schweden und Dänemark etc. Allerdings enthält das Stadtwappen von Paris ein Schildhaupt mit den französischen Lilien, das Wappen von Sofia einen Herzschild mit dem Wappen von Bulgarien und schließlich zeigt das Wappen der alten polnischen Residenzstadt Krakau seit dem 16. Jh. im symbolischen städtischen Torturm den polnischen Adlerschild.

Eine Sonderstellung in dieser Reihe nahmen vor der Entstehung des italienischen Staates die alten Stadtstaaten der Apenninen-Halbinsel ein, wo das Stadt- und das Staatswappen so lange identisch blieben, solange es keiner Dynastie gelang, auf Dauer die Herrschaft an sich zu ziehen. Das eindrucksvollste Zeugnis hierfür bildet die Republik Venedig, deren Wappen mit dem Markuslöwen sowohl in der Stadt Venedig selbst, als auch im gesamten Herrschaftsgebiet der *Signoria* von Oberitalien bis hinunter nach Dalmatien sowie auf den betreffenden Mittelmeerinseln angetroffen wird¹⁹. Kam es jedch in einem dieser Stadtstaaten zur Vorherrschaft einer Familie, dann kam es auch zum heraldischen Dualismus von Stadt und Ducat, wofür als Beispiele Mailand und Florenz angeführt seien.

DIE WAPPEN FÜRSTBISCHÖFLICHER RESIDENZSTÄDTE USW.

Die einzige dem heraldischen Gleichklang von Hauptstadt und Land wie in Luxemburg einigermaßen entsprechende Ausnahme bildet nur eine kleine Gruppe von fürstbischöflichen Residenzstädten des einstigen *Regnum Teutonicum*. Hier konnte von den insgesamt 58 Bischofsresidenzen, die um die Mitte des 17. Jahrhunderts bestanden haben ²⁰, immerhin bei 45 sowohl das Bistums- als auch das Stadtwappen überprüft werde ²¹. Dabei zeigte sich, daß bei 13 bischöflichen Residenzstädten eine weitgehende oder zumindest teilweise Identität zwischen dem fürstbischöflichen und dem Stadtwappen besteht. Miteinander völlig identisch sind davon jedoch nur vier, nämlich die Wappen von Osnabrück, Chur, Trient und Brixen. Eine entsprechende Untersuchung bezüglich der bischöflichen Residenzstädte in Süd-, West-, Nord- und Osteuropa steht noch aus.

Bezüglich einiger der vier genannten Städte seien hier noch ein paar kurze Bemerkungen angefügt. So hat man zwar in der Heraldik des alten Tiroler Fürstbistums Brixen bereits um 1340 zwischen dem Wappen des Bistums und jenem des Reichsfürstentums unterschieden ²², hat aber spätestens um 1300 für die Residenzstadt des Bischofs nicht das weltliche Territorialwappen sondern das Diözesanwappen mit dem *Agnus Dei* zunächst als Siegelbild für das Stadtsiegel und in der Folge auch als Stadtwappen in Verwendung genommen ²³. Hier besteht völlige Identität zwischen dem Stadt- und dem Bistumswappen. Die Fürstbischöfe von Trient bzw. Trento haben hingegen erst 1339, – und zwar vom obgenannten König JOHANN von Böhmen aus dem Hause Luxemburg, dem ersten Schwiegervater der Tiroler Erbgräfin MARGARETE (Maultasch), ein Wappen verliehen bekommen. Konkret handelte es sich dabei um das alte Adlerwappen von Böhmen, welches seit dem 13. Jahrhundert – damals vom böhmischen Löwenwappen abgelöst – in der Folge als das Wappen des hl. Wenzel gehandhabt worden ist. Dieses Wappen wird seither in völlig identischer Gestaltung sowohl als Wappen des Bistums und der Stadt Trient bzw. Trento, als auch als Wappen des ehemaligen Fürstentums bzw. der heutigen italienischen Provinz gleichen Namens geführt ²⁴.

Im Anschluß an diese bischöflichen Beispiele sei kurz erwähnt, daß auch zwischen dem Wappen der Reichsabtei Hersfeld und der gleichnamigen Stadt völlige Identität besteht.

Eine unübersehbare Beeinflussung des Stadtwappens durch jenes des einstigen fürstbischöflichen Stadtherren liegt bei folgenden bischöflichen Residenzstädten vor: Basel ²⁵, Würzburg, Straßburg, Worms, Konstanz,

Hildesheim, Minden, Münster und Passau. Dieser Gruppe zuzuordnen ist aber auch das Wappen der Deutschordens-Stadt Mergentheim, die von 1525 bis 1805 auch die Residenz des Hochmeisters des Deutschen Ordens beheimatet hat ²⁶. Auch das Stadtwappen der gleichnamigen Stadt der Reichsabtei St. Gallen ist hier zu nennen ²⁷.

LANDESHERR UND WAPPEN

LANDESFÜRSTLICHER STÄDTE

Die Beeinflussung des jeweiligen Stadtwappens durch den fürstlichen Stadtherrn war jedoch keineswegs auf den bischöflich-kirchlichen Bereich beschränkt, sondern trat im Machtbereich der weltlichen Territorialfürsten noch ungleich stärker in Erscheinung ²⁸. In Anbetracht der großen Zahl derartiger Beispiele seien hier nicht die betreffenden Stadtwappen, sondern nur einige Fürstentümer und andere Territorien des alten Reiches angeführt, wo dieses Phänomen ziemlich häufig zu beobachten ist, so z.B. Bayern, Brandenburg bzw. die Länder des Hauses Zollern, sowie Braunschweig, Hessen, Pommern, Sachsen, Schlesien, Württemberg oder – besonders bemerkenswert – der ehemalige Pflegamtsbezirk der Reichsstadt Nürnberg mit den Städten Lauf an der Pegnitz, Altdorf, Hersbrück, Velden und Gräfenberg ²⁹. Selbstverständlich sind hier auch Österreich ob und unter der Enns, Steyr und Tirol zu nennen ³⁰, wo sich namentlich das Wappen der steirischen Landeshaupt- und Residenzstadt Graz nur dadurch von jenem der Steiermark unterscheidet, daß der steirische Panther im Stadtwappen eine Krone trägt ³¹. – Bei systematischer Durchforstung des gesamten kommunalheraldischen Materials ließen sich zweifellos noch zahlreiche weitere einschlägige Gruppen landesherrlich geprägter Städtewappen in Erfahrung bringen. Für Dänemark sei hier auf den Beitrag von Nils G. BARTHOLDY in diesem Bande hingewiesen.

DER WAPPENGEBRAUCH DER EHEMALIGEN REICHSSTÄDTE UND STADTWAPPEN KAISERLICHER VERLEIHUNG

Eine dazu analoge Gruppe bilden die ehemaligen Reichsstädte, deren Stadtherr kein Reichsfürst sondern unmittelbar der römisch-deutsche König bzw. der Kaiser des Heiligen Römischen Reiches war. Diese Städte führten in der Regel – sei es im Schild des Stadtwappens oder in einem diesem zugesellten zweiten Schild – entweder den alten einköpfigen oder den jüngeren doppelköpfigen Reichsadler ³². Bei der Aufnahme des Reichsadlers in den städtischen Wappenschild wurde das eigentliche Stadtwappen meist dem

Reichsadler als Brustschild aufgelegt. Häufig werden in den Reichsstädten auch sogenannte Wappen-Dreiheiten oder -Pyramiden angetroffen, welche unter dem Reichswappen zweimal das Stadtwappen oder unter dem Wappen des regierenden Kaisers das Reichs- und das Stadtwappen zeigen.

Relativ späte Beispiele für diesen Wappenbrauch finden sich in Rothenburg ob der Tauber bezüglich Kaiser LEOPOLDS I. (vgl. unten) und in Dinkelsbühl mit Bezug auf Kaiser KARL VI. Das Rathaus in Rothenburg ob der Tauber stellt mit seinem Wappenschmuck für unsere Thematik überhaupt ein besonderes Denkmal dar, zumal hier die oben dargelegte reichsstädtische Wappenpraxis an ein- und demselben Gebäude im beeindruckenden Zeitraum vom 14. bis ins 17. Jahrhundert beobachtet werden kann: So zeigt der südseitige gotische Hausgiebel eine sogar fünf-teilige Wappenpyramide mit dem alten, einköpfigen schwarzen Reichsadler in goldenem Schild an der Spitze, gefolgt von Helm und Helmzier und daneben vom Wappenschild des böhmischen Wappens Kaiser KARLS IV., während die beiden unteren Giebelecken links und rechts das eigentliche sprechende Stadtwappen enthalten. Die Ostfassade des Renaissance-Erweiterungsbaues desselben Rathauses zeigt hingegen den mit dem Österreichischen Bindenschild als Brustschild belegten kaiserlichen Doppeladler Kaiser LEOPOLDS I. und darunter ebenfalls das Stadtwappen sowie ein zweites Symbol der Stadt und darunter schließlich eine darauf bezügliche Inschrift mit der Jahreszahl 1681.

In der Reichsstadt Dinkelsbühl wiederum ist es ein prächtiger Platzbrunnen aus dem Jahre 1715, der einerseits den Doppeladler des Reichs, belegt mit dem Stadtwappen als Brustschild, und andererseits den kaiserlichen Doppeladler KARLS VI. mit kastilisch-österreichischem Brustschild zeigt, wobei die beiden Fänge des Doppeladlers je einen Schild mit dem Stadtwappen halten. Dieser Platzbrunnen in Dinkelsbühl stellt zweifellos ein besonders spätes Beispiel dieses reichsstädtischen Wappenbrauches dar, zumal insbesondere die Berücksichtigung des regierenden, stets katholischen Kaisers nach der Reformation stark zurückgegangen ist.

Dasselbe läßt sich z.B. in Nürnberg auch bezüglich des doppelköpfigen Reichsadlers beobachten, der mit dem Doppeladler des katholischen Kaisers gleichgesetzt und daher am dortigen Rathaus-Neubau des 17. Jahrhunderts wieder durch den alten einköpfigen Reichsadler ersetzt worden ist ³³.

In ihrem äußeren Erscheinungsbild den Wappen der Reichsstädte z.T. sehr ähnlich sind die Wappen jener Städte, die unter Bezugnahme auf den Kaiser ebenfalls Elemente des römisch-kaiserlichen Wappens enthalten, aber keine Reichsstädte waren. Dieser Gruppe gehören in Österreich die Städte Krems, Wien und Wiener Neustadt ³⁴, desgleichen etliche Städte in den

Niederlanden ³⁵ sowie die altkastilische Hauptstadt Toledo an. Krems, Wien und Wiener Neustadt erhielten den Doppeladler durch ihren landesfürstlichen Stadtherren FRIEDRICH III., der eben zugleich Römischer Kaiser war. Im Falle von Krems und Wien wurde der Doppeladler jedoch nicht schwarz sondern golden tingiert, während im Wappen von Wiener Neustadt der schwarze Doppeladler eine goldene Halskrone erhielt, um eine deutliche Unterscheidung vom Doppeladler des Kaisers und des Reiches zu bewirken.

DIE 'REICHSKRONE' IM WAPPEN VON AMSTERDAM

Ganz anders gelagert sind die Dinge beim Stadtwappen von Amsterdam, welches vom nachmaligen Kaiser MAXIMILIAN I. noch als römisch-deutscher König im Jahre 1489 dadurch gebessert worden ist, daß er es "*metter Crone van onse Rijcke*" bekrönt hat ³⁶. Nachdem es sowohl MAXIMILIAN, als auch seine Kanzlei unterlassen haben, dem betreffenden sogar eigenhändig unterfertigten Privileg eine Abbildung dieser Krone beizugeben, hat man sich in Amsterdam in der Folge – soweit heute feststellbar – nicht einer Wiedergabe der Reichskrone KONRADS II. ³⁷ bedient, mit der MAXIMILIAN 1486 in Aachen zum römisch-deutschen König gekrönt worden ist, sondern führt spätestens seit ca. 1555 eine blau gefütterte kaiserliche Mitrenkrone ³⁸, jenen Kronentyp also, der sich vom Vorgang der bis 1530 praktizierten Kaiserkrönung durch den Papst ableitet und der in der sogenannten 'Rudolfskrone' bzw. späteren Österreichischen Kaiserkrone schönste künstlerische Gestaltung erfuhr ³⁹.

MAXIMILIAN selbst, dem es nicht vergönnt war, die Kaiserkrönung durch den Papst zu erlangen, weshalb er sich 1508 mit der vom Papst approbierten Annahme des Titels eines "Erwählten Römischen Kaisers" zufrieden geben mußte, hat diesen Kronentyp erst ab dieser Titelannahme in bzw. auf seinem Wappen geführt ⁴⁰. Es darf daher angenommen werden, daß sich auch die Stadt Amsterdam erst ab 1508 dieses Kronentyps auf ihrem Wappen bzw. auf Gebäuden der Stadt bedient hat, wie z.B. in weithin sichtbarer Form zuoberst am Westertoren. Eine ähnliche Bekrönung des Stadtwappens ist auch in mehreren anderen Städten der Niederlande zu beobachten, wie in Medemblik, in Kampen und in Deventer, wobei erst zu klären ist, ob dazu ebenfalls entsprechende Privilegien vorliegen oder ob man dort dem Beispiel der Hauptstadt gefolgt ist. Es fällt übrigens auf, daß man in den Niederlanden auch heute noch bei der Verleihung neuer bzw. bei der Bestätigung älterer Gemeindewappen gelegentlich sowohl im Schild, als auch zur Bekrönung desselben sich der kaiserlichen Krone bedient. Als Beispiele hierfür seien das 1948 verliehene Wappen der Gemeinde Lopik sowie das 1970 verliehene Gemeindewappen von Hulst angeführt ⁴¹.

DER DOPPELADLER KAISER KARLS V. UND DAS STADTWAPPEN VON TOLEDO

Die altkastilische Hauptstadt Toledo endlich hat angeblich im Jahre 1135 das jedenfalls im Jahre 1351 bestätigte Privileg erhalten, wonach die Stadt das Recht hat, das Wappen des jeweiligen Königs von Kastilien und Leon zu führen. Als dieser König in der Person KARLS V. zugleich auch Römischer Kaiser war, hat Toledo damals – wohl mit Genehmigung des Kaisers – auch den kaiserlichen Doppeladler mit der Collane des Ordens vom Goldenen Vlies sowie mit der persönlichen Devise KARLS *“plus ultra”* verbunden mit den beiden Säulen des Herkules in ihr Stadtwappen aufgenommen ⁴².

Nach des Kaisers Tod (1558) hat die Stadt unter der gestrengen Regierung König PHILIPPS II. sowohl die kaiserlichen, als auch die persönlichen Attribute KARLS V. wieder abgelegt, sie jedoch unter PHILIPPS gleichnamigem Nachfolger wieder und nunmehr auf Dauer in das Stadtwappen von Toledo integriert. Daran hat sich auch nach dem Wechsel der Dynastie von Habsburg zu Bourbon bzw. bis heute nichts geändert. Beredtes Zeugnis davon geben Abbildungen des Stadtwappens auf städtischen Bauten und Einrichtungen bis herauf in unsere Gegenwart ⁴³.

In seiner ursprünglichen Konzeption, wonach das Stadtwappen von Toledo mit dem Wappen seines königlichen Stadtherren identisch sein soll, hat die Wappenpraxis von Toledo langezeit, d.h. bis zum Tode König PHILIPPS II. (1598) weitgehend jener Wappenpraxis entsprochen, die wir eingangs in unserer schönen Kongreßstadt Luxemburg festgestellt haben.

ANMERKUNGEN

1. "Symbole des Staates und der Nation. Nationalhymne, Nationalfeiertag, Wappen und Fahne Luxemburgs". Hg. vom Service Information et Presse du Gouvernement et Service central de Legislation. In: *Voilà Luxembourg*. November 1993, Nr. 5, p. 42-45. Existiert auch als Sonderdruck in deutscher, französischer und englischer Sprache.
2. Vgl. die Edition bei Paul GANZ: *Geschichte der heraldischen Kunst in der Schweiz im 12. und 13. Jahrhundert*. Frauenfeld, 1899.
3. Pius Bonifacius GAMS O.S.B.: *Series episcoporum ecclesiae catholicae*. Regensburg, 1873, p. 318.
4. Theodor LINDNER: *Deutsche Geschichte unter den Habsburgern und Luxemburgern (1273 – 1437)*. Band I. Stuttgart, 1890 / Neudruck 1970, p. 167-179.
5. Ebenda, p. 195-200.
6. Otto POSSE: *Die Siegel der Deutschen Kaiser und Könige von 751 bis 1913*. Band 1. Dresden, 1909, Tafel 46 f.
7. Ebenda, Tafel 49.
8. Ebenda, Band 2. Dresden, 1910, Tafel 1, n. 3 u. 4.
9. Paul MARGUE: "Luxemburg". In: *Katalog der Ausstellung "Kaiser Karl IV. - Staatsmann und Mäzen"*. München, 1978, p. 195 ff.
10. Ebenda, p. 58.
11. O. POSSE: a.a.O. (Anm. 6), Band 2, Tafel 17.
12. So z.B. enthält eine zeitgenössische Darstellung der Wappen des Königs Matthias CORVINUS in einem Doppelkreis im Zentrum unter einer königlichen Spangenkronen als Allianzwappen rechts das viergeteilte Wappen des Königs mit Neu- und Alt-Ungarn, Böhmen und dem Corvinenwappen sowie links das neapolitanisch-aragonische Wappen seiner Gattin BEATRIX von Aragon, während im äußeren Kreis u.a. auch das Wappen von Luxemburg dargestellt erscheint. Den Hinweis auf diese handgemalte Wappendarstellung in einer ungarischen Handschrift verdanke ich meinem Kollegen Iván BERTÉNYI in Budapest.
13. *Katalog der Ausstellung "Matthias Corvinus und die Renaissance in Ungarn"*. = Katalog des Niederösterreichischen Landesmuseums N.F. Nr. 118. Wien, 1982, p. 513 f.
14. Vgl. dazu auch Franz-Heinz v. HYE: "Österreich, Tirol und Luxemburg. Historische Beziehungen und ihre heraldisch-genealogischen Denkstätten". In: *Annuaire – A.L.G.H. – Jahrbuch*. Luxemburg. (1996), p. 33-64.
15. Einnahme der Stadt und Festung Luxemburg durch PHILIPP von Burgund in der Nacht vom 22.-23. November 1443
16. Francois LASCOMBES: *Chronik der Stadt Luxemburg 963 -1443*. Band II. Luxemburg, 1968, p. 22.
17. Michel PAULY: *SIGILLUM AD CAUSAS VILLE LUCCEBURGENSIS. Das Siegel der Stadt Luxemburg in burgundischer Zeit*. Luxembourg, 1983, p. 1-7.

18. René KLEIN: «Le premier sceau de la ville de Luxembourg et le monnayage comtal – à propos de l'emblème du XXle Congrès International de Généalogie et d'Héraldique». In: Jean-Claude MULLER (Hrsg.): *Ermesinde – Mémoire des Générations*. = Catalogue de l'Exposition à la Bibliothèque nationale de Luxembourg à l'Occasion du 750e anniversaire de la charte de franchise octroyée à la ville de Luxembourg par la comtesse Ermesinde en août 1244. Luxembourg, 1994, p. XXVIII-XXXII.
19. Wipertus H. RUDT-COLLENBERG: "Der Löwe von San Marco – Historische und formale Aspekte des Staatssymbols der Serenissima". In: Franz-Heinz von HYE (Hrsg.): *Staaten – Wappen – Dynastien. XVIII. Internationaler Kongress für Genealogie und Heraldik in Innsbruck 1988* = Veröffentlichungen des Innsbrucker Stadtarchivs N.F. Band 18. Innsbruck, 1988, p. 465-487.
20. Vgl. P.B. GAMS: a.a.O. (Anm. 3), p. 257.
21. Rudolph Johann SIEBMACHER: *Wappen–Buch*. Nürnberg, 1701. (Neudruck München, 1975), Tafeln 9-13 (Bistümer und Abteien) bzw. 219-226 (Reichs– u. a. Städte).
22. F. H. von HYE: "Grundfragen fürstbischöflicher Heraldik (Bistum, Fürstentum, Domkapitel), dargestellt vor allem am Beispiel Brixen". In: *Comunicaciones al XV congreso internacional de las ciencias genealogica y heraldica* (Madrid, 1982). Tomo 2. Madrid, 1983, p. 255-266.
23. Conrad FISCHNALER und Karl RICKELT: *Wappenbuch der Städte und Märkte der gefürsteten Grafschaft Tirol*. Innsbruck, 1894, p. 13 und 66 ff.
24. P. Frumenzio GHETTA: *L'aquila stemma di Trento e del Trentino*. = Collana di pubblicazioni della biblioteca dei PP. Francescani 4. Trento, 1973.
25. Louis MÜHLEMANN: *Wappen und Fahnen der Schweiz*. Lengnau (1994), p. 86 - 93.
26. Friedrich MERZBACHER: "Die Stadt Mergentheim und der Deutsche Orden". In: *Quellen und Studien zur Geschichte des Deutschen Ordens* Band 20. Marburg/Lahn, 1978, p. 43-61.
27. L. MÜHLEMANN: a.a.O. (Anm. 25), p. 106-112.
28. Vgl. dazu auch F.H. HYE: "Programmatische Polit–Heraldik: Landeswappen, Einheitswappen, Anspruchswappen". In: *Veröffentlichungen des Verbandes Österreichischer Historiker und Geschichtsvereine*. Band 28. Wien, 1993, p. 395-403.
29. Siehe oben Anm. 19 !
30. Siehe dazu die betreffenden Bände des *Österreichischen Städtebuches*, hrsg. von der Österreichischen Akademie der Wissenschaften in Wien; sowie oben Anm. 22 !
31. Alfred Ritter ANTHONY VON SIEGENFELD: *Das Landeswappen der Steiermark*. Graz, 1900, p. 193, Tafel 11 / n° 36.
32. F.H. HYE: "Der Doppeladler als Symbol für Kaiser und Reich". In: *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*. Band 81. Wien, 1973, p. 63-100, bes. das Kapitel: Das Doppeladler – Reichswappen und die Reichsstädte p. 86-94.
33. Ernst MUMMENHOFF: *Das Rathaus in Nürnberg*. Nürnberg, 1891.
34. Vgl. *Die Städte Niederösterreichs*. = *Österreichisches Städtebuch* Band 4 / 2 und 3, Wien, 1976 und 1982.

35. J.H. KEUZENKAMP und O. SCHUTTE: *Gemeentewapens in Nederland 1914 -1989*. 's Gravenhage 1989, p. 61, 83,85,89,91,93,95,99,101,117,119,121,123,157,217,239.
36. Das betreffende Original-Privileg vom 1488 Februar 11. – Schiedam befindet sich im Stadtarchiv von Amsterdam, wobei ich auch an dieser Stelle meiner verehrten Kollegin Frau Direktor Dr. Wilhelmina C. PIETERSE für die freundliche Bereitstellung einer Kopie dieser Urkunde herzlich danken möchte. – Wenn im Text oben, scheinbar ungeachtet der hier zitierten Originaldatierung in der Urkunde, nicht das Jahr 1488 sondern 1489 angegeben wurde, so geschah dies deshalb, weil in der burgundischen Kanzlei MAXIMILIANS noch der "Osterstil" üblich war, wonach das neue Kalenderjahr nicht am 1. Jänner sondern jeweils mit dem Ostersonntag begonnen hat. Übertragen in die heutige chronologische Praxis ist daher der 11. Februar "1488 nach dem Osterstil" heute als der 11. Februar 1489 zu bezeichnen.
37. Zur Geschichte der in der Schatzkammer in Wien verwahrten, lange Zeit als "ottonisch" bezeichneten Reichskrone vgl. nunmehr Mechthild SCHULZE-DÖRRLAMM: "Die salischen Reichsinsignien". In: *Katalog der Ausstellung "Das Reich der Salier 1024 - 1125" in Speyer 1992*. Sigmaringen, 1992, p. 242 f.
38. S.A.C. DUDOK VAN HEEL: "De blauwe Keizerskroon op het Wapen van Amsterdam". In: *Amstelodamum*. Amsterdam. 80 (1993), p. 1-20; sowie R. van ANSWAARDEN: "Amsterdam, zoo zwaer met Gout bekroont...". In: *Ebenda*, p. 73-83.
39. Hermann FILLITZ: *Die Österreichische Kaiserkrone*. = Die Kronen des Hauses Österreich. Band I. Wien, 1959.
40. F.H. HYE: "Die heraldischen Denkmale Maximilians I. in Tirol. Versuch einer maximilianischen Heraldik". In: *Der Schlern*. Bozen. 43 (1969), p. 56-77.
41. Siehe oben Anm. 34!
42. Eben dieses Wappen Kaiser KARLS V., wobei die Füße des kaiserlichen Doppeladlers auf die von den Schriftbändern der obzitierten Devise KARLS V. umschlungenen Säulen des Herkules gestellt erscheinen, zeigt auch eine gußeisernerne Wappenplatte im *Musée National d'Histoire et d'Art* in Luxemburg im Katalog der dort aus Anlaß des XXIte Congrès International des Sciences Généalogique et Héraldique gezeigten Ausstellung «*Héraldique et Généalogie au Luxembourg*» (Nr. T 19) wurde dieses Wappen von Jean-Claude LOUTSCH irrig als königlich spanisches Wappen bezeichnet («*armes royales d'Espagne*»). – Der kaiserliche Doppeladler des Heiligen Römischen Reiches und seiner Kaiser begegnet in der spanischen Staatsheraldik ausschließlich in der Zeit Kaiser KARLS V. (1519-1558).
43. F.H. HYE: *Spanien – Tirol – Innsbruck. Zeugen gemeinsamer Geschichte*. = Veröffentlichungen des Innsbrucker Stadtarchivs. N.F. Band 19. Innsbruck, 1992, p. 80-88; sowie derselbe: "Österreich und Spanien vor und nach der Doppelhochzeit von 1495/96 im Spiegel historisch-heraldischer Monumente und unter besonderer Berücksichtigung des Stadtwappens von Toledo". In: *Las Armerias en Europa al Comenzar la Edad moderna y su Proyeccion al Nuevo Mundo*. = Actas del VII Coloquio Internacional de Heraldica (Caceres, 1991). Madrid, 1993, p. 163-184.

Günter MATTERN

DAS STADTWAPPEN IM WANDEL DER ZEIT

KURZFASSUNG

Ursprünglich benötigten die Städte keine Wappen; die Amtsfunktionen siegelten, die soldatische Mannschaft der Stadt zog aus unter dem Banner des Landesherrn, dem Stadt-, dem Quartier- oder Zunftbanner. Mit dem Erstarren der Territorialherren versuchten auch die Städte, die wirtschaftlich an Bedeutung zunahmen, Freiheiten zu erreichen und diese vom Kaiser abgesegnet zu erhalten. Man löste sich vom Wappen des Landesherrn oder seines Pfandinhabers, indem man das Wappen durch Farbänderung wechselte, das Emblem der höchsten Autorität übernahm und mit einem charakteristischen Beizeichen versah oder überhaupt ein neues Hoheitszeichen schuf.

Im Verlauf der Jahrhunderte konnte das Zeichen ändern, durch Vermehrung des Schildinhaltes, durch einen Gnadenbeweis des Kaisers oder des Papstes. Banner, Wappen, Siegel konnten einer Gemeinde entzogen werden als Strafe für deren Aufsässigkeit; das Zeichen konnte auch neu gestaltet werden durch politische Änderungen, beispielsweise bedingt durch den Westfälischen Frieden, durch NAPOLEON, das Dritte Reich oder den Kommunismus. Durch Gebietsreformen können allhergebrachte Embleme verschwinden und durch neue ersetzt werden.

Die Gefahr besteht auch darin, daß Politiker durch vermeintliche Bürgernähe klassische Wappen für überholt betrachten und durch Logos ersetzen oder aber Wappenformen durch Grafiker modernisieren lassen. Es wird nicht mehr begriffen, daß allein der Wappentext gilt, nach dem sich die Künstler zu richten haben.

Ein Stadtwappen, Ausdruck ihm anvertrauter Geschichte, Besonderheit, Einmaligkeit sollte nicht durch ein vorübergehendes Zeichen ersetzt werden. Ein Identifikationssymbol ginge ansonsten verloren. Ein Zeichen, an das sich jedermann gewöhnt hat, auf das man stolz ist, das man nicht missen möchte.

Unsere Zeitgenossen haben den Eindruck, ein Gemeindewappen sei seit alten Zeiten vorhanden und unverändert gewesen, um hoheitsrechtliche Aufgaben zu erfüllen. Wie wir jedoch sehen werden, war und ist dies nicht der Fall: Gemeinden führten bzw. führen nicht immer ein Wappen. Akten werden mit einem Siegel versehen, das nicht unbedingt ein Wappen beinhalten muß.

STADTWAPPEN UND LANDESHERRLICHKEIT

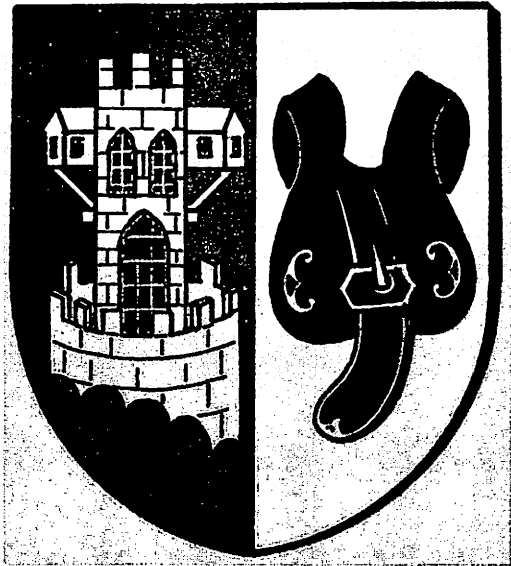
Ursprünglich benötigten Städte keine Wappen, denn sie gehörten dem Landesherrn und siegelten mit dessen oder mit einem eigenen Siegel. Im Falle eines Truppenaufgebotes zog man unter dem Banner des Landesherrn oder aber unter dem Quartierzeichen (Lausanne) oder der Gildenfahne in den Auszug. Zünfte, ob adelige Korporationen oder Handwerkerzünfte, man zog unter einem spezifischen Banner in den Kampf oder verteidigte die Stadt. Das führte dazu, daß manche Städte ein "gemeines", d. h. gemeinsames Banner annahmen, das dann in ein Wappen umgestaltet wurde. Der früheste Beleg mit dem Zürcher Wappen war ein Siegel, auf dem der Adler den Zürichschild in seinen Fängen hält (Hofgericht 1389) ¹. In Freiburg i. Ü. finden wir den Schwörbrief von 1410, dessen bildliche Darstellung das Wappenbanner, geteilt von Schwarz und Weiß, zeigt, eine Wiedergabe, die später ins Wappen übernommen wurde ². Andere Darstellungen lassen sich in diese Kategorie einfügen, so z. B. Luzern (1386), dessen Banner, allerdings um 90° gedreht, zum Stadt- und Kantonswappen wurde ³. Das Banner ist vielerorts die Vorlage für das zukünftige Wappen einer Stadt, einer Gemeinde, denn dieses wurde im Kampf eingesetzt und versinnbildlicht die Interessen der Stadtgemeinschaft.

Im Zuge des wirtschaftlichen Aufschwunges einer Stadt und im Bestreben, sich vom Landesherrn zu lösen, versuchten die Städte, ihre landesherrlichen Zeichen zu ändern. Nach jahrelangen Debatten, Auseinandersetzungen, ja Kämpfen mit den weltlichen oder geistlichen Landesherrn änderten die Städte ihre Banner, manche durch Farbänderungen (z. B. Basel) ⁴, andere wiederum durch Umkehrung der Farben (Straßburg) ⁵. Man wollte unter dem bekannten Zeichen leben, aber trotzdem eine Änderung zeigen, um sich hervorzuheben, um sich vom Althergebrachten, vom Landesherrn zu distanzieren. Streit um Anerkennung des Wappens und der Fahnen gab es unter anderem in Hamburg und Bremen mit den ehemaligen Landesherren ⁶.

Wir kennen auch Städte, vorab in Italien, die ihre Wappen nach den politischen Linien ausrichteten. Auf der einer Seite die Ghibellinen (Pisa), auch der anderen Seite die Guelfen (Florenz). Auch im Tessin finden wir solche Beispiele (Mendrisio) ⁷.

Im sozialen Aufstieg konnten Städte ihre eigentliche, ihre ursprünglichen Zeichen ändern: aus dem Marktzeichen wurde ein selbstgefälliges Wappen.

Das Wappen von Kaysersberg (Oberelsaß) ist der Sattel, um 1690 wurde das Siegel zum (selten gebrauchten) Stadtzeichen. 1906 vereinigte man beide Zeichen zum Stadtwappen⁸. Mellingen (Kanton Aargau) führte als Stadt und zeitweise Reichsstadt in Weiß eine rote Kugel; jetzt den Habsburger Löwen und den Bindenschild als Schildhaupt⁹.



Das Wappen von Kaysersberg (oben);

das Wappen von Mellingen (unten).

Viele Reichsstädte und Reichsdörfer fanden eine andere Lösung: Sie verwenden den Reichsadler (meistens einköpfig) und setzen als Brustschild das eigentliche Stadtzeichen auf den Adler. So anerkannte man den Kaiser, der weitab vom Gemeindegann regierte, bewahrte Tradition und die neu errungene Freiheit und zeigte dem Nachbarn den höchstmöglichen Schutz¹⁰.



STÄDTISCHE WAPPENÄNDERUNGEN BZW. –MEHRUNGEN

Im 15. Jahrhundert führten etliche Städte Banner mit einem häufig roten Schwenkel, vielleicht ein Zeichen der Reichsfreiheit oder eines anderen Privilegs. Dieser Schwenkel war um 1415 heiß begehrt, so daß Kaiser SIGISMUND manchen Gemeinden diesen Schwenkel verlieh (Konstanz, Aarau, Baden, Zofingen, Brunn). Dieser Schwenkel wurde zum Schildhaupt im Wappen, allerdings nicht immer, wie im Falle von Lenzburg oder Mellingen (Kanton Aargau). Solche Mehrungen kommen Gnadenakten bzw. –beweisen gleich, von denen noch zu sprechen ist ⁹.

Banner und somit später auch die Wappen erhalten vom Kaiser oder auch vom Papst Mehrungen oder Verbesserungen. Bekannte Beispiele aus der Schweiz sind die Bannerbriefe Kaiser MAXIMILIANS an Schwyz und Unterwalden, die später, trotz der de facto Trennung vom Hl. Römischen Reich, von diesen Ständen beibehalten wurden ¹¹. Gemäß Wappenbrief von Kaiser FRIEDRICH III. erhielt 1475 der Sankt Galler Bär ein goldenes Halsband und goldene Bewehrung. Thann (Oberelsass) erhielt 1469 von Herzog SIGISMUND ein Wappen: Gespalten, vorn der Bindenschild, hinten in Weiß eine grüne Tanne. 1498 verbesserte MAXIMILIAN das Wappen, der hintere Teil zeigte in Blau eine goldene Tanne. 1896 wurde das SIGISMUNDSche Wappen wieder eingeführt, 1919 der Vorgang widerrufen ¹².

Papst JULIUS II., durch Vermittlung von Kardinal SCHINER, schenkte 1512 den Schweizer Ständen, anschließend den Städten, den Zugewandten Orten und Gebieten besondere Banner, die das ins Tuch gesetzte Wappen zeigen und zudem, meistens im Obereck, eine christliche Besonderheit enthielten, die auf die Stadt, die Region oder auf die Pfarrei Bezug nahm. Manche Wappen wurden allerdings aufgewertet und mit "ritterlichen" Farben versehen, so erhielt Basel einen goldenen Baselstab in Weiß ⁴, ¹³, Biel goldene Beilschäfte ¹¹, oder Mülhausen im Elsaß ein goldenes Mühlrad ¹³. Diese Regierungen übernahmen mit Freude diese Verbesserungen und machten diese somit amtlich. Mit der Reformation (1529) verwarfen die protestantischen Städte diese päpstlichen Gunsterweise und kehrten zum ursprünglichen Wappen zurück. Heute noch finden wir Zeichen aus dieser bewegenden Zeit.

In dieser Zeit erhielten Städte auch Gnadenzeichen ihrer Landesherrn, da sie sich im Kampf gegen die Alt- bzw. Neugläubigen erfolgreich zur Wehr gesetzt oder aber im Kampf gegen einfallende Truppen sich unter widrigen Umständen erfolgreich verteidigt haben. Ich denke da an Brunn, Wien und Wiener Neustadt ¹⁴. Solche Gnadenbeweise erhielten viele Städte in der Südostecke des Reiches.

Änderte eine Stadt die Landeshoheit, wie z.B. manche Städte im Elsaß, so blieb das althergebrachte Wappen bestehen; der König übernahm vom Kaiser dessen Rechte und Pflichten. Ein nationalstaatliches Denken hat zu jener Zeit noch nicht bestanden. Der kaiserliche Adler konnte durch die Lilie ersetzt werden wie im Falle Kayserbergs. Laufenburg wurde 1806 geteilt, Klein-Laufenburg kam zu Baden, Laufenburg zum Kanton Aargau. Trotzdem verwendet man das traditionelle Habsburger Zeichen: In Gelb ein aufrechter roter Löwe.

Als 1994 das Berner Laufental mit den 13 Gemeinden zum Kanton Basel-Landschaft wechselte, stellten wir fest, daß je zwei Gemeinden das gleiche Wappen führen. Wir haben die Aufgabe, behutsam den vier Gemeinden beizubringen, daß die Hoheitszeichen geändert werden müssen, denn Wappengleichheit im Kanton ist gesetzlich nicht erlaubt. Da diese Gespräche emotionell geladen sind, wird die Änderung keine leichte Aufgabe darstellen.

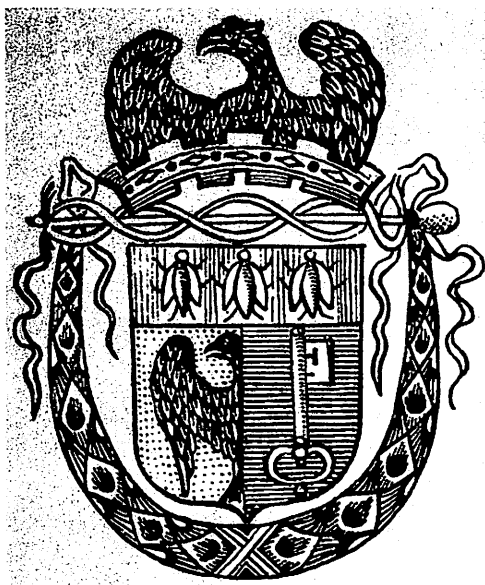
Liestal (Kanton Basel-Land) führte das fürstbischöfliche Wappen mit den sieben Krabben und dem rotem Schildbord. Unter der Herrschaft von Basel (ab 1400) mußte die Stadt mehrmals wegen Ungehorsams auf Banner, Wappen und Siegel verzichten, so unter anderem auch während der Bauernkriege 1653. Als das Gebiet von Baselland 1833 selbständig wurde, siegelte man mit dem Stadtwappen, allerdings ohne den Schildbord. 1921 kamen Stadt und Kanton überein, daß Liestal auf sein angestammtes Wappen verzichtete und stattdessen das Siegelbild in Farbe setzte ¹⁵.

Änderungen konnten auch von der Staatsregierung ausgehen, um Geld in den Staatssäckel zu bekommen. Gegen 1690 war d'HOZIER beauftragt, Wappen in Frankreich zu überprüfen und für die Bestätigung der Privilegien eine Steuer einzukassieren. Somit konnten die Städte ihr Wappen bestätigen, sich ein neues Zeichen zulegen oder aber auf ein Symbol offiziell verzichten. HOZIERs Untersuchungen haben für uns allerdings den angenehmen Nebenzweck, daß damit viele Wappen offiziell verzeichnet und der Nachwelt erhalten geblieben sind.

DAS STADTWAPPEN IM ZEITALTER VON REVOLUTION UND NATIONALISMUS

Mit der französischen Revolution änderte sich auch grundsätzlich die kommunale Wappengestaltung. Einmal wollte man sich vom standesherrlichen, vom zunftmässigen oder vom kirchlichen System lösen, zum anderen ein neues Element suchen, das mit der Tradition brach und einen Neuanfang

versprach. Revolutionäre Zeichen lösten die alten Standeszeichen ab (Genf). Zeichen aus der Symbolik der Freimaurer fanden vielerorts ihren Eingang in das städtische Hoheitssystem, sei es in Form von Siegeln, von Zeichen und Fahnen. Diese revolutionäre Erneuerung erfaßte viele Gemeinden in Zentraleuropa, doch nach etlichen Jahren entdeckte man die Tradition wieder, man besann sich auf das Ursprüngliche, auf charakteristische Zeichen einer Gemeinschaft. Die Revolution hinterließ, zumindestens vorerst, bald keine Spuren mehr¹⁶.



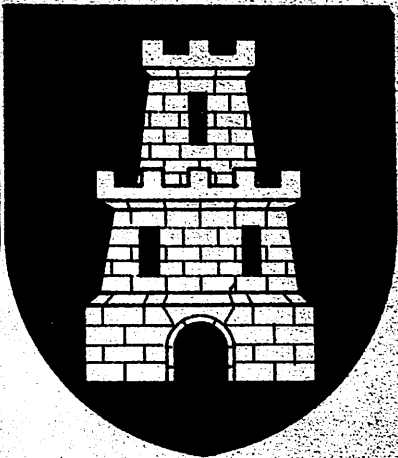
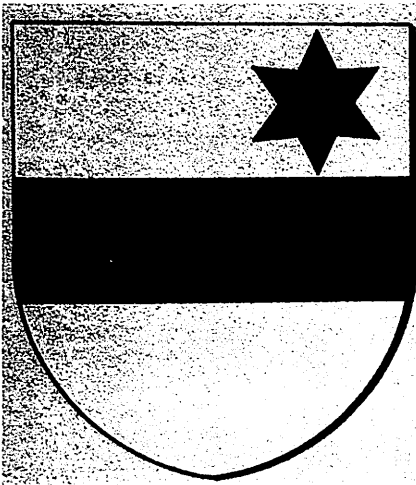
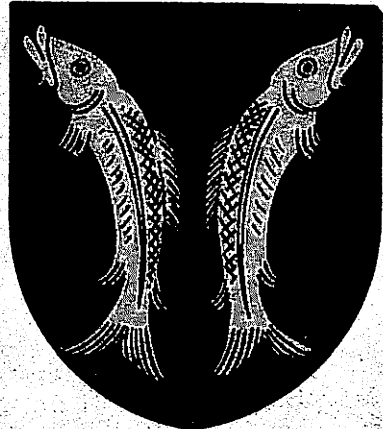
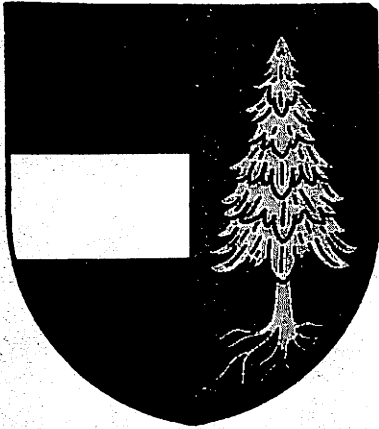
NAPOLEON, wir wissen es, schuf als Kaiser ein eigenes System für die Städte und Gemeinden; er teilte die Städte in Kategorien 1, 2, 3 ein und ließ ein Wappensystem erschaffen, um dieser Einteilung bildhaften Ausdruck zu verleihen. Viele Städte in seinem Machtbereich übernahmen bis 1813–1815 sein System, das zum ersten Male eine zentrale Ordnung darstellte; die eigentlichen Stadtzeichen kamen somit nur in einer untergeordneten Stellung zur Geltung.

Aufgrund der französischen Revolution wurde – vielleicht durch die Romantik – der Gedanke an Vaterland, an Nation, an einen Staat wach gehalten. Man lehnte fremde Stile ab, man wollte den vaterländischen, nicht nur in Italien oder Deutschland, auch in anderen Staaten trieben diese Gedanken seltsame Blüten.

Gruppen schufen sich Symbole, weniger Wappen als Nationalfarben, um sich in Vereinen oder auch im Ausland zu erkennen. Die Regierungen versuchten, dieser Entwicklung Einhalt zu bieten; sie verboten den deutschen Dreifarb, aber auch die italienischen und slawischen Farben. Die Farben der Provinz Posen, ursprünglich Rot-Weiß, wurden 1896 in Weiß-Schwarz-Weiß geändert, um den polnischen Gefühlen keinen Spielraum zu lassen¹⁷.

Eine solche Entwicklung kennen wir allerdings noch nicht bei den Städtewappen. Gebweiler (Ober-Elsaß) führt ein Wappen in den Farben blau-

weiß-rot, hier versuchten übereifrige Beamte, allerdings vergeblich, die Farben zu ändern. Pfirt (Ferrette) änderte während der letzten drei Jahrhunderte die Wappenfarben, von Gelb-Rot auf Schwarz-Weiß, dann auf Blau-Gelb und seit 1983 wieder Rot-Gelb ¹⁸.



*Das Wappen von Thann – in Blau eine goldene Tanne (oben links);
das Wappen von Pfirt/Ferrette – in Rot zwei goldene Barben (oben rechts);
das nebeneinander gestellte Wappen von Horbourg-Wilr (unten).*

WAPPENÄNDERUNG UND POLITISCHES SYSTEM...

Nach dem ersten Weltkrieg änderte die Situation. Städte und Gemeinden wechselten und somit auch manche Wappen. Ein sehr eklatantes Beispiel dafür finden wir im Wappen der Stadt Fiume / Rijeka: Der österreichische Doppeladler über der Quelle verlor einen Kopf, als die Stadt italienisch wurde, unter TITO verschwand auch dieser Adler, da "römisch", und nur die Quelle wurde abgebildet¹⁹. Viele ähnliche Beispiele finden wir in Polen, Tschechien und dem Baltikum (Mitau–Jelgava (Kurland), Lettland).

Die französische Regierung verlieh manchen Städten das Verdienstkreuz, das als integraler Bestandteil in das Wappen aufgenommen wurde (Dijon²⁰, Belfort). Im Zuge der Wappenbereinigung verschwanden diese unheraldischen Zeichen in den 1960er Jahren wieder aus den Städtewappen.

Das Dritte Reich versuchte, Wappen mit Heiligenattributen oder "unarischen" Zeichen durch andere, zeitgenössische zu ersetzen. Der Beginn des Zweiten Weltkrieges hinderte allerdings das Innenministerium, diese Änderungen – da als nicht kriegswichtig erkannt – umzusetzen. Mancher Bürgermeister war allerdings voreilig und legte den Staatsarchiven Muster eines neuen Stadtwappens vor (Tiengen in Baden-Württemberg)²¹. Anders erging es aber Gemeinden in besetzten Gebieten, denen ein neues Wappen aufoktroiert wurde (Lodz–Litzmannstadt oder Inowroclaw–Hohensalza)²². Nach Ende des Zweiten Weltkrieges ging der Kampf um die Gemeindewappen weiter. Historische Wappen in den Ostgebieten des ehemaligen Deutschen Reiches wurden in Frage gestellt oder auch geändert, so in Polen wie in der ex-DDR und der ehemaligen UdSSR. Die kommunistischen Regime in Ungarn²³ und in Rumänien²⁴ räumten mit den historischen Städtewappen gänzlich auf und schufen nach einem Einheitsmuster ganz neue Wappen, die seit der Umwälzung 1989–1990 wieder aufgehoben werden. Albanien schuf alle Städtewappen ab, da nicht zeitgemäß oder kapitalistisch. Spuren dieser Wappen sind in jenem Land nicht mehr zu finden.

...WIE GEMEINDEREFORM

Mit der Gemeindereform in Deutschland in den 60- und 70er Jahren sind viele Städte- und Gemeindewappen verschwunden; sie fristen ihr Dasein höchstens noch als Ortsteilwappen. In Zürich führten die Eingemeindungen 1896 und 1923 dazu, daß die Wappen der integrierten Orte als Quartierzeichen weiterleben und an Straßenbahnen geführt werden. Manche Wappen der neu-geformten Städte sind aufgrund eines einprägsamen neuen Zeichen entstanden, andere fügte man als Rebus zusammen und fand damit einen faulen

Kompromiß zwischen Geschichte und Zukunft. Einige wenige Städte kämpfen nach mehr als zehn Jahren immer noch um die gemeinsame Aussage in Form eines Wappens (Villingen-Schwenningen (Baden-Württemberg), Horbourg-Wihr (Oberelsaß).)

...WAPPEN IN WAPPEN

Wir kennen auch Stadtgemeinden, die nicht ein Wappen, sondern mehrere als Stadtzeichen führen. Der bekannteste Fall ist Nürnberg, auch Königsberg führte zwei Wappen im Stadtschild. Das Thema "Wappen im Wappen" würde uns in unseren Betrachtungen zu weit führen.

...WIE DIFFERENZIERUNG

Änderungen können auch von der Gemeinde beantragt werden: Das jeweilige Staatsarchiv begründet den Antrag, und die Regierung heißt diesen schlußendlich gut. Grindelwald (Kanton Bern), zwar keine Stadt, änderte vor kurzem sein Wappen, den österreichischen Bindenschild, indem es zusätzlich einen Steinbock und 4 Sterne erhielt. Es gibt aber auch Gemeinden, die ein anderes Stadtwappen usurpieren, so Altdorf (Kanton Uri), daß dasjenige von Altdorf (Nürnberg) ohne Genehmigung übernahm.

Wappen sind etwas Lebendes, somit versuchten Gemeinden, Städte oder Kreise, auch moderne Elemente in die Wappen aufzunehmen, Elemente, die eigentlich nicht zur ursprünglichen Heraldik gehören, wie das Eisenbahnrad (geflügeltes Rad), das Atombild mit Proton und seinen Elektronen, Geräte aus dem 18. bis zum 20. Jahrhundert. Die Heraldik war flexibel genug, um diese postheraldischen Elemente in sich aufzunehmen und sinnvoll zu verarbeiten.

...WIE LOGOS

Eine neuerliche Änderung steht ins Haus. Seit mehr als 15 Jahren versuchen Bürgernähe suchende Gemeinden die Wappen durch *Logos* zu ersetzen, einfache Zeichen, die vielleicht auf das historische Wappen anspielen oder aber nach gänzlich Neuem suchen wie z. B. ein Buchstabe in Grün. Wir Heradiker und Historiker sollten dieser Entwicklung Einhalt bieten, denn ein Stadtwappen ist kein Markenzeichen, das sich beliebig ändern ließe, noch eine Modeschöpfung, die jedes Jahr erneuert oder aber nach jeder Wahl der jeweiligen Partei angepaßt werden muß ²⁵.

Das Wappen ist der historische, der rechtmässige Ausdruck einer Stadt, einer Gemeinde; wir sollten uns allen Änderungen widersetzen.

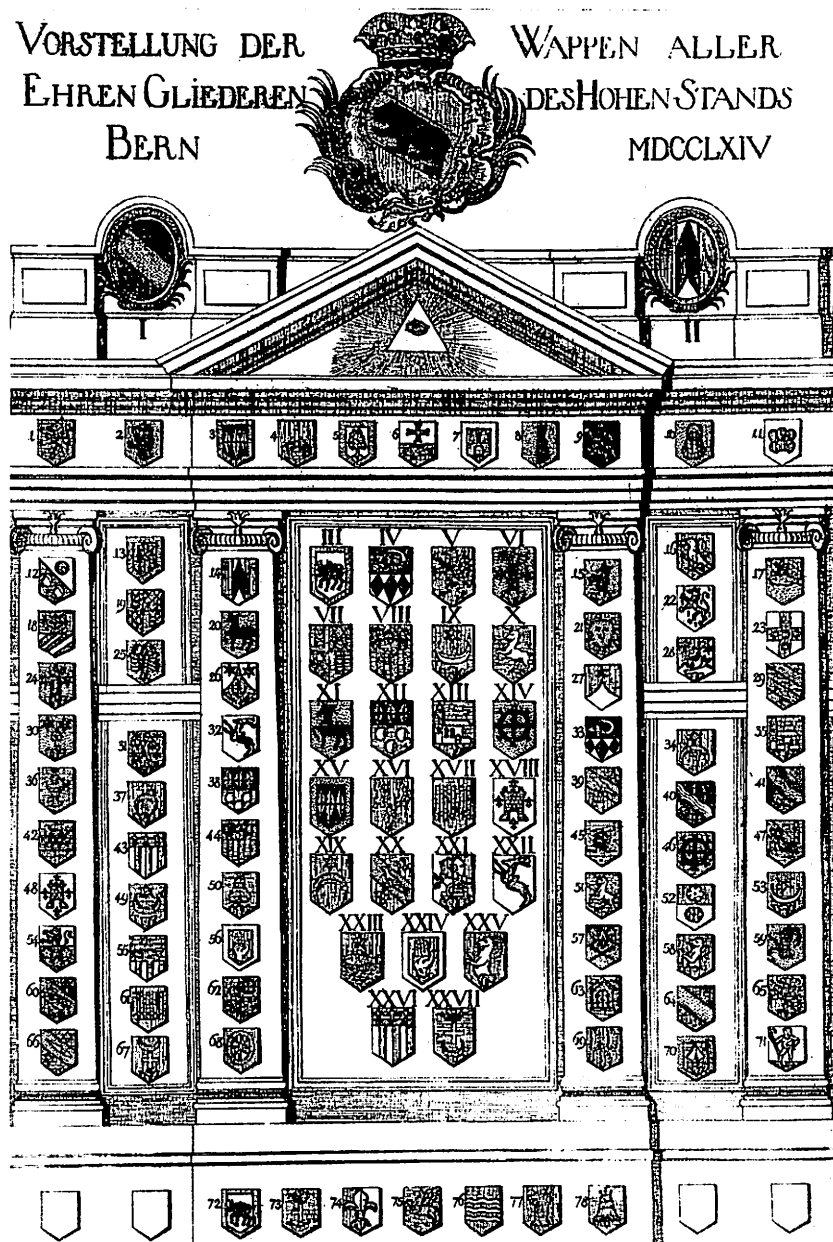
LITERATURANGABEN UND ANMERKUNGEN

1. Louis MÜHLEMANN: *Wappen und Fahnen der Schweiz*. Lengnau 3. Auflage, 1991, p. 28 ff.
2. Louis MÜHLEMANN: *Wappen und Fahnen der Schweiz*. Lengnau 3. Auflage, 1991, p. 76 ff.
3. Louis MÜHLEMANN: *Wappen und Fahnen der Schweiz*. Lengnau 3. Auflage, 1991, p. 42 ff. Vgl. auch Joseph M. GALLIKER: "Luzerns Panner und Fähnlein". In: *SAH*. Neuenburg. 82 (1968), p. 2-18, sowie: *Die Luzerner Gemeinden und ihre Wappen*. Ed. Ketty & Alexandre, Chapelle-sur-Moudon 1987, p. 23 - 32.
4. Louis MÜHLEMANN: *Wappen und Fahnen der Schweiz*. Lengnau 3. Auflage, 1991, p. 86 ff, sowie: *Die Gemeinden beider Basel und ihre Wappen*. Ed. Ketty & Alexandre, Chapelle-sur-Moudon, 1989, p. 20-26, bes. 25, und auch: Andreas STAEHELIN & Ulrich BARTH: "Der Baselstab". In: *SAH*. Liestal 105 (1991), p. 83-110.
5. Paul MARTIN: *Die Hoheitszeichen der Freien Stadt Straßburg 1200–1681*. Straßburg, 1941, p. 16-18.
6. Günter MATTERN & Otfried NEUBECKER: "Die Hansestädte,". In: *Jahrbuch 'Kleeblatt'*. Hannover. (1978/79), p. 71-106.
7. Gastone CAMBIN: "Lo stemma del Comune di Mendrisio". In: *SAH*. Liestal. 105 (1991), p. 255-266.
8. Günter MATTERN: "Geschichte der Farben des Elsaß und seiner Städte; ein Beitrag zur Fahngeschichte". In: *SAH*. Neuenburg. 90 (1976), p. 52-72, hier p. 64-65; *Armorial des Communes du Haut-Rhin*, 2e édition, Colmar, 1984.
9. Günter MATTERN: "Der Schwenkel als Schildhaupt". In: *SAH*. Liestal. 105 (1991), p. 38-48, hier p. 40-41.
10. Günter MATTERN: "Die Wappen der Reichsdörfer". In: *SAH*, *Archivum Heraldicum*. Neuenburg. 90 (1976), p. 44-53, 56-63; Günter MATTERN: "Die Wappenpyramide". In: *SAH*. Neuenburg. 97 (1983), p. 53-66, und 98 (1984), p. 77-92; Günter MATTERN: "Der Doppeladler als staatsrechtliches Symbol in der Schweizer Geschichte". In: *Staaten, Wappen, Dynastien (XVIII. Intern. Kongress für Genealogie und Heraldik in Innsbruck vom 5. bis 9. September 1988)*. Innsbruck: Veröffentlichungen des Innsbrucker Stadtarchivs, N. F., Band 18, 1988, p. 399-416.
11. Albert & Berty BRUCKNER: *Schweizer Fahnenbuch*. St. Gallen, 1942; Günter MATTERN: "Quelques exemples suisses d'augmentations honorifiques d'armoiries". In: *Brisures, Augmentations et Changements d'Armoiries (= Actes du 5e Colloque International d'Héraldique à Spolète 12 -16 octobre 1987)*. Bruxelles: Académie Internationale d'Héraldique, 1988, p. 171-176.
12. Joseph BAUMANN: «Les armoiries de Thann». In: *Thann 1161–1961; Regards sur 8 siècles d'histoire locale*. Mülhausen, 1961, p. 59-62.
13. Peter MÄDER: "The Julius Banners". In: *Flag Bulletin*. Lexington. 10 (1971), p. 107 ss.; Günter MATTERN: "Das Juliusbanner der Stadt Mülhausen von 1512". In: *SAH*. Neuenburg. 87 (1973), p. 21-27.
14. Jiri LOUDA: *European Civic Coats of arms*. London, 1966.
15. Paul SUTER: *Die Gemeindewappen von Baselland*. Liestal, 1966, siehe auch Anm. 4

16. Günter MATTERN: "Die Flaggen und Kokarden der Schweiz zwischen 1792 und 1848". In: *SAH*. Neuenburg, 88 (1974), p. 14-22.
17. J. SIEBMACHER's großes Wappenbuch, Band 2: Die Wappen der deutschen Landesfürsten, besonders: Wappenwesen der preußischen Provinzen, Landesteile und Landesbehörden. Nürnberg, 1929. Neustadt an der Aisch, 1981, (Neudruck).
18. *Armorial des Communes du Haut-Rhin*. Volume 4. Colmar, 1981.
19. Ladislao de LASZLOCZKY: «Stemmi, bandiere e sigilli della Città di Fiume». In: *SAH*. Liestal. 106 (1992), p. 6-27.
20. Jean MARILIER: *Armorial des Villes et Bourgs, Chefs-Lieux de Cantons de la Côte d'Or*. Dijon, 1989.
21. Klemens STADLER: *Deutsche Wappen*. Bremen, 1971. Band 8, p. 102.
22. Unter Aufhebung des 1530 verliehenen Wappens wurde ein neues Zeichen für Breslau angenommen: Geteilt in Gold den schwarzen, rotbewehrten, auf der Brust mit einem silbernen Halbmond belegten schlesischen Adler, unten in Rot das Eiserne Kreuz (*Breslauer Gemeindeblatt*, 37. Jg., Nr. 32, vom 21.10.1938). Der Wechsel des Wappens von Lodz–Litzmannstadt ist beschrieben im "Uniformenmarkt" 1941, p. 162 (Im Rahmen der Städteneuordnung im Bereich des "Generalgouvernements" wurde das Wappen in Anlehnung an das Familienwappen des Generals der Infanterie LITZMANN, nach dem die Stadt Lodz benannt wurde, geschaffen. Die Zeichnung des Wappens besteht aus einem goldenem Flügelkreuz in einem blauen Felde. Während die Farben aus dem LITZMANNschen Wappen entnommen sind, ist das Flügelkreuz ein altes germanisches Heilszeichen, das u.a. auch auf Urnen eines Gräberfeldes bei der Stadt vorkommt. – Das Flügelkreuz des Wappens (links) in Gold auf blauem Grunde wurde von einer Urne (Vandalenzeit), 1936 in Biala bei Zgierz aufgefunden, entnommen. Während die verschiedenen germanischen Symbole, wie Kreuz des Hexenbesens, Flügelkreuz und Hakenkreuz, einzeln die Außenwände der Urne zieren, sind sie an deren Fuß noch einmal in einem einheitlichen Bild zusammengefaßt), der von *Bydgoszcz–Bromberg* im "Uniformenmarkt" 1941, p. 46 (Das gesamte Mauerwerk ist grellrot in Zinnober oder Mennige gehalten, die Turmdächer und die beiden Torflügel sind im klaren Himmelsblau (Berg- oder Kobaltblau) hergerichtet. Die Turmspitzen mit der Wetterfahne sowie das hinter dem geöffneten Torflügel erscheinende Gitter ist zu prägen oder in Gelb auszumalen), der von *Saarlouis–Saarlautern* im "Uniformenmarkt" 1937, p. 41 (Am 13. Januar 1937 fand eine Großkundgebung statt; es war die neue Stadtfahne mit dem neuen Stadtwappen aufgezogen. Die Stadtfarben sind rot-weiß. Die Mauer im unteren Drittel des Schildes versinnbildlicht den Widerstand, den die Bevölkerung der Stadt allezeit westlichen "Verwelschungsbestrebungen" entgegengesetzt hat. Als Wappentier ist der Adler in der althergebrachten Form genommen. Das auf der Brust des Adlers angebrachte Hakenkreuz soll die Treue der Einwohner der ehemaligen Stadt Saarlouis und der anderen jetzt zur Stadt Saarlautern vereinigten Gemeinden zum "deutschen Vaterlande" versinnbildlichen). Gerade diese Reihe meldet viele Änderungen von Wappen aus dem Dritten Reich. Diese Reihe wurde übrigens von O. NEUBECKER redigiert !
23. *A Magyar varosok Cimerei*. Budapest, 1975.
24. Dan CERNOVODEANU & Ioan N. MANESCU: «Noile steme ale judetelor si municipiilor din Republica Socialista Romania». In: *Revista Arhivelor*. Bukarest. 36 (1974), Nr. 1/2.
25. Günter MATTERN: "Heraldik in Gefahr". In: *SAH*, *Archivum Heraldicum*. Neuenburg. 101 (1987), p. 21-24.

VORSTELLUNG DER
 EHRENGLIEDEREN
 BERN

WAPPEN ALLER
 DES HOHEN STANDS
 MDCCLXIV



Die regierenden Familien des Bernischen Staates im Jahr 1764 – Wappen der im Souveränen Rat vertretenen 78 Familien, die als Kollektiv den bernischen Landesherrn bildeten.

Edgar Hans BRUNNER

GENEALOGIE UND HERALDIK UNTER STAATLICHER AUFSICHT IM ABSOLUTISTISCHEN BERN

KURZFASSUNG

Geschildert werden die Zustände, die in der Hauptstadt eines Kleinstaates auf dem Gebiet der heutigen Schweiz vornehmlich zur Zeit des Ancien Régime geherrscht haben. Die Verfassung gliederte die Gesellschaft in verschiedene Klassen. Zur Aufrechterhaltung der Klassentrennung entschied sich die Obrigkeit zur Aufsicht und Kontrolle über die Genealogien der bevorrechteten Familien. Wie die Obrigkeit dazu kam und wie sie vorgegangen ist. Wie sind die unehelichen Kinder der Oberschichten behandelt worden: Schaffung einer besonderen Korporation (Landsassenkorporation) zur Eingliederung und Ausbildung dieser Bastarden, die in der Landwirtschaft eingesetzt werden sollten und andere Familiennamen führen mußten, womit sie aus der Genealogie ihrer biologischen Eltern ausschieden. Wie eine Kontrolle über die Eheschliessung dieser Bastarden ausgeübt worden ist.

Kontrolle der Wappenführung der Oberschichten und Schaffung eines Heroldsamtes. Versuch des Staates, die Wappenführung der bevorrechteten Familien zu kontrollieren und Wappenänderungen durch diese Familien unter Kontrolle zu halten. Verbot der Annahme von ausländischen Adels- und Wappenbriefen. Vorgehen des Staates bei unerlaubten Wappenänderungen. Siegelfähigkeit streng geregelt: das Sigillum authenticum ein Privileg der bevorrechteten Familien.

Was aus dieser Zeit heute noch gültig ist. Die Existenz eines offiziellen Heroldsamtes einer schweizerischen Gemeinde am Ende des 20. Jahrhunderts. Der Vortrag stellt den Versuch dar, die genealogischen und heraldischen Aspekte zu schildern, welche die Stadt Bern und einen engen Kreis ihrer Einwohner von einst und heute betreffen.

Die Stadt und ihre Einwohner: genealogische, heraldische und emblematische Aspekte – so ist das Kongreßthema umschrieben worden. Ich gehe davon aus, daß dabei an die Stadt als Gemeinde, als Munizipium, als selbstverwaltetes Bevölkerungszentrum innerhalb eines von staatlichen Behörden regierten Gebietes gedacht wurde. Wenn dem so ist, so werde ich dem Thema vielleicht nicht ganz gerecht, denn die Stadt, von der ich zu sprechen beabsichtige, hatte in dieser Hinsicht eine ganz besondere Stellung: sie unterstand nicht einer eigenen Gemeindebehörde, sondern direkt der Regierung des Staates auf dessen Gebiet sie lag. Der Kreis der bevorrechteten Stadtfamilien war identisch mit dem Kreis der bevorrechteten staatlichen Führungsschicht.

Ich werde die Zustände schildern, die in der Hauptstadt eines Kleinstaates auf dem Gebiet der heutigen Schweiz vornehmlich zur Zeit des Ancien Régime geherrscht haben, nämlich in der Stadt Bern. Am Schluß meiner Ausführungen werden Sie vernehmen, daß in genealogischer wie in heraldischer Hinsicht zum Teil noch immer Zustände herrschen, die an die Zeit des Ancien Régime erinnern, wobei keine Vorzüge mehr damit verbunden sind, so daß auch die egalitärsten Mentalitäten sich nicht daran stoßen.

Es sei daran erinnert, daß die heutige Schweiz zu den jüngsten Staaten Europas gehört, besteht sie als Staat doch erst seit 1848. Bis zum Einmarsch der französischen Revolutionsarmeen im Jahr 1798¹ war das, was wir heute die alte Eidgenossenschaft nennen, weder ein Einheitsstaat noch ein Bundesstaat oder ein Staatenbund, noch ein staatsähnliches Gebilde. Wir haben es hier mit souveränen Staaten zu tun, die durch eine Anzahl multilateraler und zum Teil bilateraler Militärbündnisse verschiedenen Inhalts miteinander locker verbunden waren: einen alle Eidgenossen umfassenden einheitlichen Bund gab es nicht². Die einzelnen eidgenössischen Orte, es gab deren 13 unmittelbar vor der französischen Revolution, legten größten Wert auf ihre Eigenstaatlichkeit und auf die Erhaltung ihrer eigenen Staatsverfassungen, obwohl im Lauf der Zeit ein starkes Gefühl der Zusammengehörigkeit sich zu entwickeln begann, das zuerst zu einer gegenseitigen Vorzugsbehandlung ihrer Staatsangehörigen geführt und sodann im 19. Jahrhundert die Gründung des Staatenbundes von 1815 und zuletzt des Bundesstaates von 1848 möglich gemacht hat.

Die Adelsrepublik Bern³ war der größte dieser Staaten. Am Ende des 18. Jahrhunderts hatte der bernische Staat eine Ausdehnung von rund 11.000 Quadratkilometern, was einem Viertel der heutigen Schweiz entspricht, und über 400.000 Einwohner. Das ausschliessliche und erbliche Recht auf alle Staatsstellen und auf die Ausübung sämtlicher Hoheitsrechte lag seit dem 17. Jahrhundert von Gesetzes wegen in den Händen eines engen Kreises bevorrechteter Familien: es war dies der Kreis der *regimentsfähigen Familien*. Diese

von der Verfassung vorgesehene erbliche Berechtigung garantierte den einzelnen Familien – sie waren im 18. Jahrhundert etwa Zweihundert an der Zahl – indessen keinen gesetzlichen Anspruch auf die tatsächliche Ausübung der staatlichen Macht. Im Lauf der Zeit entstand innerhalb der Regimentsfähigen ein noch engerer Kreis von etwas über 70 *regierenden Familien*, die miteinander eng verwandt und verschwägert waren und die Macht ausschliesslich unter sich teilten: sie bildeten als Kollektiv den Landesherrn.

Neben dem bevorrechteten Kreis der Regimentsfähigen gab es die nicht regimentsfähigen Bürger, auch Ewige Einwohner genannt, weil sie ein erbliches Wohnrecht in der Hauptstadt aber keine politischen Rechte besaßen. Der übrige, überwiegende Teil der Stadtbevölkerung bestand aus den Hintersäßen, die ein jährliches Hintersäßengeld bezahlen mußten, um in der Hauptstadt wohnen zu dürfen.

Im Mittelalter und bis gegen Ende des 16. Jahrhunderts wurde zuerst die Stadt, nach Eroberung ihres ausgedehnten Gebiets der Staat durch ein Patriziat regiert, das weitgehend der Erscheinung entsprach, die wir aus den großen Reichsstädten ⁴ kennen: es gab keine *rechtlich* abgeschlossene Schicht, keine *Geschlechter*, denen das Regiment *rechtlich allein* zugestanden hätte ⁵, obwohl, so weit die Quellen reichen, das aristokratische Prinzip der Selbstergänzung des Rates Geltung hatte. Die Voraussetzungen zur Etablierung eines in sich abgeschlossenen Standes beginnen gegen Ende des 16. Jahrhunderts Formen anzunehmen. Durch die *Nüwe Ordnung von Anno 1643* bildete sich eine neue Verfassung, die den Geburtsstand der regimentsfähigen Familien erst in aller Form gesetzlich schuf, wodurch staatsrechtlich eine Situation entstand, die keinen Zusammenhang mit den Zuständen im Mittelalter mehr hatte ⁶.

GENEALOGIE UNTER AUFSICHT

Die Bevorrechteten aus dem weiteren Kreis der bloß regimentsfähigen wie aus dem engeren Kreis der wirklich regierenden Familien hatten ein eminentes Interesse daran, sich vor Akrobaten zu hüten, die durch die Fabrikation falscher Genealogien in den geschlossenen Kreis ihrer Familien eindringen könnten. Es blieb ihnen nur ein Weg offen: ihre Genealogien unter staatliche Aufsicht zu stellen.

Die in der Hauptstadt beheimateten Familien, d. h. jene Familien, welche das Bürgerrecht der Hauptstadt besaßen, mussten von Gesetzes wegen einer bürgerlichen Korporation, d.h. einer der 14 Handwerkervereinigungen angehören, die u. a. Aufgaben erfüllten, die in anderen Gemeinwesen in wirtschaftlicher Hinsicht zum Teil den Zünften zufielen ⁷, allerdings mit

dem entscheidenden Unterschied, daß die bernischen Korporationen keine politischen Rechte besaßen und überdies Aufgaben im Staat erfüllten, für die die Zünfte in den Städten des deutschen Sprachraums nicht zuständig waren. Unter den gegebenen staatsrechtlichen Verhältnissen und politischen Umständen versteht sich, daß der enge Kreis der regierenden Familien im absolutistischen Bern nicht auf die Kontrolle über ihre burgerlichen Korporationen verzichten konnte: somit sassen regierende Familien in sämtlichen Korporationen. In ihren Exekutivorganen hatten die Mitglieder des souveränen Rates der Republik und deren engste Verwandte die wichtigsten Posten inne: die Herren saßen mit den Meistern in den gleichen Korporationen, blieben in Verbindung mit dem bürgerlichen Mittelstand und übten die sich aufdrängenden Kontrollen aus. Durch den Besitz ihrer Landgüter und die Bekleidung von Landvogteistellen blieben sie in enger Verbindung mit der Landbevölkerung.

Nach Einführung der Neuen Ordnung vom Jahr 1643 mußten die in Bern beheimateten Männer, soweit sie das Bürgerrecht der Hauptstadt besaßen und somit einen ausschließlichen, erblichen Anspruch auf die Bekleidung staatlicher Funktionen grundsätzlich erheben durften, ihre Stammbäume hinterlegen und die Filiationen beweisen *. Es ist nicht überliefert, wie diese *Beweise* durch die weniger bekannten und bescheideneren Familien im *Détail* durchgeführt worden sind. Es ist indessen anzunehmen, daß nicht nur die ständig nachgeführten Mitgliederregister über die Zusammensetzung der Räte, *Osterbücher* genannt weil die Amsterneuerungen jeweils auf Ostern durchgeführt wurden, sondern auch die laufend nachgetragenen Register der einzelnen Korporationen, und nicht zuletzt auch das in dieser Zeit nicht zu unterschätzende genealogische Gedächtnis der führenden Schichten dabei eine entscheidende Rolle gespielt haben müssen. Nach erfolgter strenger Prüfung der Filiationen wurden die burgerlichen Korporationen verpflichtet, die Genealogien der ihr angehörenden Familien ihrer staatsrechtlichen Stellung entsprechend in gesonderten Registern zu führen: die Regimentsfähigen und die Bürger ohne Regimentsfähigkeit mußten in getrennten Registern eingetragen werden. Gleichzeitig führte die Staatskanzlei, *Bürgerkammer* genannt, zusätzlich ein weiteres genealogisches Werk, in welchem alle Familiensöhne der Regimentsfähigen in den dort geführten Stammbäumen mit dem Eintritt ihrer Mehrjährigkeit eingetragen wurden. Einlaß in den souveränen Rat, von dem der Zugang zu den maßgebenden Staatsämtern ausschließlich abhing, hatte nur, wer in diesen Stammregistern eingetragen war. Durch diese Maßnahmen erhielt der Staat die Gewißheit, daß eine Manipulation der Genealogien der erblich bevorrechteten Familien und das Einschleichen eines Unberechtigten für die Zukunft unmöglich gemacht worden war.

Rechtlich schuf die Neue Ordnung von 1643 den staatsrechtlich privilegierten und geschlossenen Geburtsstand der Regimentsfähigen, den

Landesadel " der Republik. Dieser Kreis öffnete sich wieder mit dem Konstitutionsgesetz von 1790 ¹⁰, das mit dem Zweck erlassen wurde, die in jeder Aristokratie latent vorhandene Gefahr des Ausartens in eine Oligarchie zu vermeiden. Das Ziel sollte dadurch erreicht werden, daß der Kreis der bevorrechteten Geschlechter sowie derjenige der faktisch regierenden Familien automatisch zu erweitern war, sobald die neu festgesetzte Mindestzahl von Familien erreicht wurde. Die Zahl der regimentsfähigen Familien durfte inskünftig nicht unter 236 und diejenige der regierenden Familien nicht unter 76 fallen. Wer die Regimentsfähigkeit nicht besaß, war ein Untertan: auch der Adel in den eroberten Gebieten, im Aargau wie im Waadtland, war blosser Untertan.

Der bevorrechtete Stand der Regimentsfähigen durfte nur aus ehelich Geborenen bestehen. Nach einer Verordnung vom 28. März 1665 wurden die unehelichen Kinder der Bürger und Bürgerinnen aus regimentsfähigen Familien dem Stand der regimentsunfähigen Bürger zugewiesen ¹¹, die, wie bereits erwähnt, über keine politischen Rechte verfügten. Als am Ende des 18. Jahrhunderts die Landsaßenkorporation mit dem Zweck gegründet wurde, einen Heimatgemeindenersatz für die Heimatlosen zu bilden, beschloß der Große Rat der Republik am 27. August 1779 ¹², daß sowohl die Bastarden der Regimentsfähigen wie diejenigen der Bürger ohne Regimentsfähigkeit dieser Landsaßenkorporation sechs Monate nach der Geburt zuzuweisen seien. Sie hatten im übrigen den Namen ihrer Mutter anzunehmen, sofern dieselbe das Bürgerrecht der Hauptstadt nicht besaß, oder einen ganz neuen Namen, wenn die Mutter das regimentsfähige oder das regimentsunfähige Bürgerrecht der Hauptstadt besitzen sollte. Die Verordnung vom 2. April 1788 ¹³ regelte die Einzelheiten der Erziehung und der finanziellen Ausstattung dieser Bastarden, die nach dem Willen des Gesetzes im Bauernstand aufgezogen werden sollten und damit aus dem Kreis der Familien mit Bürgerrecht in Bern gänzlich und endgültig ausschieden. Am 30. März 1789 ¹⁴ ist diese Verordnung in dem Sinn ergänzt worden, daß den Bastarden das Recht gewährt wurde, *"erb und vergabungen durch testament oder andere verordnungen"* zu empfangen, wodurch ihr Schicksal in materieller Hinsicht nicht unwesentlich erleichtert worden ist.

Auf diese Weise sind die unehelichen Nachkommen von den offiziellen Genealogien der bevorrechteten Familien ausgeschieden, wodurch ein späteres Einschleichen in den Kreis der Bevorrechteten verhindert werden konnte. Für den Genealogen hatten diese Verordnungen zur Konsequenz, daß eine Weiterverfolgung der Nachkommenschaft solcher Bastarden sehr wesentlich erschwert wurde, obwohl die Landsaßenkorporation zur Aufgabe hatte, zur Vermeidung einer späteren Eheschließung durch zwei Geschwister, die von ihrer Verwandtschaft nichts wußten, ein Zentralregister zu führen ¹⁵.

DIE HERALDIK DER REGIMENTSFÄHIGEN

Der absolutistische Staat begnügte sich nicht damit, die Genealogien der bevorrechteten Familien zu beaufsichtigen und indirekt zu kontrollieren. Er beschloß ebenfalls, die Heraldik zu reglementieren.

In heraldischen Fragen folgte man in Bern weit mehr als in anderen Belangen dem Beispiel der monarchischen Staaten. Die am 26. Mai 1680 gegründete Bürgerkammer ¹⁶ übte, wie wir sehen werden, nebst ihren zivilstandsamtlichen Funktionen, wie wir heute sagen würden, u. a. auch die Funktionen eines Heroldsamtes aus. Am 24. November 1684 ¹⁷ erteilte der Große Rat der Bürgerkammer die Weisung, daß in den Stammregistern der regimentsfähigen und der regimentsunfähigen Bürger neben Namen, Zunamen und Gesellschaft, denen sie angehören, auch das Wappen beizusetzen sei. Begründet wird diese Weisung mit der Bemerkung, verschiedene Familien oder Familienzweige hätten ihre Wappen im Lauf der Zeit geändert und daß die daraus entstandene Unsicherheit mit der Registrierung der nun geführten Wappen aus der Welt zu schaffen sei. Gleichzeitig erhielt die Bürgerkammer die Weisung, jenen Familien, die kein Wappen führten, ein solches zu verleihen; dies in der Meinung, daß Wappenveränderungen in Zukunft nicht mehr zu erlauben seien. Die Aufsicht über die Heraldik der Regimentsfähigen und der Regimentsunfähigen blieb bei der Bürgerkammer, wie aus dem Großratsbeschuß vom 13. April 1731 deutlich zum Ausdruck kommt ¹⁸. Da die Bürgerkammer nicht in der Lage war, ihre Aufsichtsfunktionen auf dem Lande selber auszuüben, wurde sie gleichzeitig beauftragt, ihre diesbezügliche Kompetenz an die Landvögte zu delegieren, was sie auch tat.

Der Große Rat war bereits einige Tage vorher, am 6. April 1731, mit strengen Weisungen an die Landvögte gelangt: überall dort, wo Namen, Wappen und Titel angebracht worden seien, die nicht mit den im Jahr 1684 angeordneten Wappenbüchern übereinstimmen sollten, seien diese ungesetzlichen Namen, Wappen und Titel innert Jahresfrist durch die Richtigen zu ersetzen ¹⁹. Es entspricht dem Geist der Zeit und der vornehmen Gesinnung der Obrigkeit, daß Ausnahmen gestattet wurden: in Grabstätten durften sie aus Pietätsgründen verbleiben. Allerdings nur in dem Verstand, daß die betroffenen Familien in späteren Zeiten keine Ansprüche daraus ableiten dürften. Die Wappenführungsberechtigung bezog sich für alle Zeiten einzig und allein auf die im amtlichen Wappenbuch eingetragenen Wappen.

ZUR WAPPENFÄHIGKEIT IM ÖFFENTLICH-RECHTLICHEN SINN

Die Obrigkeit hat lediglich die Heraldik der Burgerschaft der Hauptstadt reglementiert. Die Wappenführung durch die Landbevölkerung wurde mit Ausnahme der noch zu behandelnden Fälle ignoriert und blieb unkontrolliert. Vor dem Gesetz gab es keine anderen Wappen als diejenigen der regimentsfähigen und der regimentsunfähigen Bürger der Hauptstadt. Auf dem Land wurden Wappen durch die Landbevölkerung praktisch nur zu Dekorationszwecken gebraucht, was eine Privatangelegenheit war, die keine rechtliche Bedeutung hatte. Außerdem hatte die Landbevölkerung im deutschsprachigen Raum des bernischen Staates keine eigentlichen *Familienwappen*, sondern, von wenigen regionalen Ausnahmen abgesehen, nur *persönliche Wappen* und Hausmarken²⁰, die sich kaum auf die nachfolgende Generation vererbten, so daß hier von einer eigentlichen Heraldik nicht gesprochen werden kann²¹. Die Söhne legten sich eigene Wappen und Hausmarken zu, die sie übrigens auch nicht immer unverändert ihr Leben lang führten²². Die Notare²³ führten keine Siegel; sie unterzeichneten ihre Urkunden mit ihrem Namen und einem "angenommenen und immatrikulierten" Handzeichen, d. h. mit einem *Signet*.

Die *Siegelfähigkeit*, d. h., die Berechtigung zur Führung eines rechtsgültigen Siegels, womit nicht nur in eigener Sache, sondern *auch für Dritte* gesiegelt werden durfte, war ein Standesprivileg der Regierenden und, innerhalb ihrer Herrschaften, der Tvingherren²⁴. Auf die Verhältnisse in den sogenannten privilegierten Landstädten und innerhalb des Adels im Waadtland, wird noch zu sprechen sein.

Eine historische Tatsache, die in der egalitären Schweiz von heute oft mißinterpretiert wird, ist die Einstellung der bernischen Obrigkeit zu dem im Ausland erworbenen Wappen oder Adelstitel.

Die Annahme eines durch einen ausländischen Souverän verliehenen Wappens oder Adelstitels wurde in Bern mit rückwirkender Kraft verboten²⁵, sofern die neu verliehenen Wappen nicht auf Grund des Großratsbeschlusses von 1684 bereits in das amtliche Wappenbuch eingetragen worden waren. Das heißt, solche Verleihungen von Adelstiteln oder Wappen waren im bernischen Staat wirkungslos. Im Großratsbeschuß ist zu lesen, daß sie "*in unseren statt und landen keine krafft noch gültigkeit, weder jetz noch in künfftigenn zeiten haben*". Dies ist nicht als Ausdruck einer adelsfeindlichen Gesinnung zu betrachten, denn der Obrigkeit lag sehr daran, daß die Adelsqualität ihrer regimentsfähigen Bürger im Ausland anerkannt wurde. Ein solches Verbot kannten auch alle monarchischen Staaten. Ein ausländischer Adel war auch in monarchi-

schen Ländern im Inland wirkungslos. Die Betroffenen mußten bei ihrem eigenen Souverän um eine Nobilitierung ersuchen, wenn sie in ihrem Heimatland dem Adel angehören wollten. Die bernische Obrigkeit ging jedoch noch einen Schritt weiter: sie verbot ihren Burgern oder Untertanen, einen im Ausland erworbenen Adelstitel gegenüber einem Bürger von Bern zu gebrauchen ²⁶.

Wenn wir die Realität des täglichen Lebens mit diesen Gesetzen und Verordnungen vergleichen, so stellen wir fest, daß, was die Heraldik betrifft, bereits gegen Ende des 18. Jahrhunderts die Praxis den Gesetzen nicht mehr unbedingt entsprach. Einzelne Familien oder einzelne Zweige vereinzelter Familien führten gegen Ende des 18. Jahrhunderts in der Öffentlichkeit Wappen, die ihnen in ausländischen Diplomen verliehen worden waren. Im 19. Jahrhundert war die Freiheit der regimentsfähigen Familien hinsichtlich Wappenführung kaum mehr eingeschränkt.

Die Heraldik der Bastarden war auch in Bern reglementiert: während des Mittelalters und bis zur Verordnung vom 27. August 1779, wovon bereits die Rede war, führten die Unehelichen, sofern sie anerkannt waren und den Familiennamen des Vaters trugen, das Wappen ihres Mannesstammes mit dem Linksschrägbalken der Bastarden. Nach dieser neuen Verordnung von 1779 schieden die neugeborenen Unehelichen wie bereits erwähnt aus dem Kreis der Burgerschaft aus und trugen einen neuen Namen. Da sie rechtlich ausserhalb der Familien ihrer biologischen Eltern standen, hatten sie auch keinen Anspruch auf die Wappen dieser Familien. Es gab keine Verordnung, die die Wappenführung der Angehörigen der Landsaßenkorporation regelte. In diesem Fall kann man sich natürlich die Frage stellen, ob ein Bastard als Landsaß überhaupt wappenfähig ²⁷ im öffentlich-rechtlichen Sinn war. Da die Männer nach Erlangung der Mehrjährigkeit das Bürgerrecht einer Landgemeinde kaufen konnten, sofern sie die Mittel dazu hatten, stand es ihnen nach Erwerb eines echten Heimatrechts frei, Wappen oder wappenähnliche Embleme zu Dekorationszwecken zu gebrauchen, die wiederum rechtlich keine Funktion hatten und somit auch keinen obrigkeitlichen Schutz genossen.

Die führenden Schichten der sogenannten privilegierten Landstädte der Republik, die über eine weitgehende Autonomie verfügten, ihr eigenes lokales Honoratiorentum besaßen, die man in einem weiten Sinn eine Art städtisches Patriziat nennen könnte, führten eigene Familienwappen gestützt auf ihre eigenen Gesetzgebungen. Auch die Adelsfamilien des Waadtlandes führten ungehindert ihre Wappen, wie sie es schon vor der bernischen Eroberung getan hatten. Das althergebrachte lokale Recht wurde durch Bern respektiert und soweit anerkannt, als es nicht die vitalen Interessen des Gesamtstaates berührte.

Soweit die Verhältnisse zur Zeit des Ancien Régime.

AMTLICHE FAMILIENHERALDIK HEUTE

Es wäre falsch, zu meinen, daß die alten Berner Familien in bezug auf ihre Heraldik sich von den Einrichtungen aus jener Zeit in- zwischen völlig befreit hätten.

Die bernische Aristokratie musste 1831 abdanken, um eine bewaffnete Revolution zu verhindern. Die erste demokratische Verfassung des bernischen Staates ist 1832 in Kraft getreten. Nun geschah aber mit der Gemeinde Bern etwas, was nicht vorauszusehen war: der Gemeinde Bern, einer juristischen Person des öffentlichen Rechts seit der Stadtgründung im 12. Jahrhundert, ist das Territorium entzogen worden, ohne daß es zu einer Auflösung der Gemeinde gekommen wäre. Dies dürfte wohl als ein einmaliges Geschehen in der Geschichte des europäischen Gemeindewesens angesehen werden müssen. Als Gemeinde ohne Territorium blieb sie das, was wir rechtlich eine *Personalgemeinde* nennen. Die in der alten Hauptstadt Bern beheimateten Familien behielten das Heimatrecht dieser Personalgemeinde, die den Namen *Bürgergemeinde Bern* zu tragen begann und zu jener Zeit einen Personenbestand von etwas über 2.000 Personen gehabt haben dürfte. Der Unterschied zwischen Burgern mit und Burgern ohne Regimentsfähigkeit war schon früher abgeschafft worden.

Die Bürgergemeinde Bern besteht heute nach wie vor. Unsere Vorfahren hatten die Klugheit, nicht unter sich zu bleiben. Sie nahmen seit 1832 immer wieder neue Familien auf. Der Anteil der Angehörigen der alten Familien am Gesamtbestand der Bürgergemeinde beträgt heute circa 28 %: von den rund 14.000 Burgern entstammen heute etwa 3.850 Personen den alten Familien, davon sind rund 1.550 Angehörige der ehemals regierenden Familien und 2.300 Angehörige der übrigen alten Geschlechter.

Die Bürgergemeinde Bern ist heute eine von der Verfassung des Kantons Bern in ihrer Existenz garantierte Gemeinde. Ihr steht ein 52köpfiges Parlament und eine 15köpfige Regierung vor, die ihre Funktionen ehrenamtlich ausüben. Die alten Familien stellen zeitweise bis zur Hälfte der Regierungsmitglieder, obwohl diese Zahl zur Zeit nicht erreicht wird, und bis zu 40 % der Parlamentarier. Die seit dem 16. Jahrhundert geführten Stammregister werden in der Bürgerkanzlei nach den aus der Zeit des Ancien Régime gültigen Normen heute noch weitergeführt. Daneben führen die bürgerlichen Korporationen die Genealogien der Familien ihrer Angehörigen ebenfalls nach wie vor fort.

Die Burgerkammer zur Zeit des Ancien Régime heißt heute Burgerkommission und amtet noch immer als amtliches Heroldsamt, als Heroldsamt einer Gemeinde eines Kantons mit demokratischer Verfassung.

Neuaufgenommene Familien unterbreiten ihre Wappen der Bürgerkommission zur Prüfung und Genehmigung oder ersuchen um Genehmigung der Annahme eines neuen Wappens. Das geltende amtliche Reglement für die Registrierung von Wappen von Neubürgern entspricht den Grundsätzen des historischen Wappenrechts. Dementsprechend hat diese Registrierung auch keine konstitutive Wirkung²⁸.

Wappen neuaufgenommener Bürger werden in den Stammregistern der Bürgergemeinde eingetragen, wenn damit keine Rechte einer blühenden oder ausgestorbenen Berner Familie verletzt werden. Dem Grundsatz nach werden die historischen Familienwappen aller eidgenössischen Orte gleichermaßen geschützt. Würden die Rechte an einem Wappen einer bürgerlichen Familie durch einen Angehörigen der Bürgergemeinde oder durch eine bürgerliche Institution verletzt, wäre die Klage bei der Bürgerkommission einzureichen, die darüber erstinstanzlich zu befinden hätte. Damit ist klar, daß die Zuständigkeit der Bürgerkommission in Wappenfragen sich auf die Familienwappen der Bürger von Bern beschränkt und über die Bürgergemeinde hinaus praktisch wirkungslos bleibt.

Die Berner Familienheraldik ist eine lebendige Institution geblieben, die innerhalb des engen Kreises der Bürgergemeinde Bern noch immer amtlichen Charakter trägt.

Mit diesen Ausführungen habe ich versucht, die genealogischen und heraldischen Aspekte zu schildern, welche die Stadt Bern und ihre Einwohner von einst und heute betreffen.

ANMERKUNGEN

1. Die französische Besatzungsmacht schuf 1798 einen schweizerischen Einheitsstaat, die Helvetische Republik. Es ist das Verdienst NAPOLEONS, erkannt zu haben, daß der Einheitsstaat der Eigenart der Schweizer nicht entsprach. Durch die Mediationsverfassung von 1803 wurde den ehemaligen schweizerischen Freistaaten die Souveränität zurück gegeben. Ein Staatenbund entstand am 7. August 1815. Der heutige Bundesstaat entstand 1848 durch die Annahme der Bundesverfassung durch das Volk der im Staatenbund vereinigten Freistaaten.

2. Es wäre völlig verfehlt, an einen Staat zu denken, der 1291 mit dem Rütli Schwur gegründet und im Lauf der Zeit durch Beitritt weiterer Orte stufenweise erweitert worden wäre bis es zu einem Staat der acht, später der dreizehn Orte und schließlich zur heutigen Schweizerischen Eidgenossenschaft kam. Das, was wir heute mit dem unpräzisen Ausdruck "die alte Eidgenossenschaft" von vor 1798 nennen, war kein Staat. Die hervorragendste Darstellung der staatsrechtlichen Verhältnisse eben dieser *alten Eidgenossenschaft*, die zur Zeit des Ancien Régime gedruckt wurde, ist: *L'État de la Suisse*, in französischer Übersetzung als anonyme Schrift 1714 in Amsterdam erschienen. Das Original, *Account of Switzerland*, stammt aus der Feder des englischen Gesandten bei den schweizerischen Staaten von 1705 bis 1713, Abraham STANYAN. Daß die Schweiz noch im 18. Jahrhundert mehr ein geographischer Begriff war, ist ersichtlich u. a. aus: *Dictionnaire Historique, Politique et Géographique de la Suisse*, Genf 1788, p. 136. An modernere Publikationen vgl. Hans NABHOLZ: "Die neueste Forschung über die Entstehung der Schweizerischen Eidgenossenschaft". In: *Papsttum und Kaisertum, Forschungen zur politischen Geschichte und Geisteskultur des Mittelalters, Paul Kehr zum 65. Geburtstag*. München, 1926, p. 526-548; Peter LIVER: "Von der Freiheit in der alten Eidgenossenschaft und nach Ideen der französischen Revolution". In: *Abhandlungen zur schweizerischen und bündnerischen Rechtsgeschichte*. Chur. (1970), p. 116, speziell p. 3, wo hervorgehoben wird, daß die 13 Orte an der eigenen Staatlichkeit festhielten und nie einen Gesamtstaat bildeten. Siehe ferner: Hermann RENNEFAHRT: "Die rechtliche Bedeutung des Bundes Berns mit den Waldstätten". In: *Festgabe des Historischen Vereins des Kantons Bern zum 600. Jahrestag des Eintritt Berns in den Bund der Eidgenossen*. Bern, 1953, und Fritz WERNLI: "Die Entstehung der Schweizerischen Eidgenossenschaft". In: *Studien zur mittelalterlichen Verfassungsgeschichte*. VI. Heft, 1972. Die allgemein übliche Redewendung "Der Eintritt Berns in den Bund der Eidgenossenschaft" ist natürlich irreführend. Richtiger wäre, vom "Beitritt Berns zu den eidgenössischen Bündnissen" zu sprechen.

3. Mit der Entwicklung Berns zum Staat stellten sich die Probleme nicht, die Thomas ZOTZ: "Adel in der Stadt des deutschen Spätmittelalters, Erscheinungsformen und Verhaltensweisen". In: *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*. Stuttgart. 141 (1993), p. 22-50 behandelt.

4. In meiner Arbeit "Nürnberg und Bern, Ein Stück Verfassungsgeschichte, Eine Richtigstellung". In: *Jahrbuch für fränkische Landesforschung*. 49 (1989), p. 135-139, habe ich bereits darauf hingewiesen, daß der bernische Staat des Ancien Régime kein Stadtstaat gewesen ist: die 12.000 Einwohner zählende Stadt Bern des 18. Jahrhunderts war nicht ein Staat an sich, sondern die Hauptstadt einer Republik, welche die erwähnte Ausdehnung von 11.000 Quadratkilometern erreicht hat, über 400.000 Einwohner zählte und eine große Anzahl weiterer Städte in sich einschloß. Das adlige Patriziat Berns war somit kein Stadtpatriziat, sondern vielmehr ein Staatspatriziat.

5. Otto BRUNNER: *Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte*. 2. Auflage. 1968, p. 266. Vgl. die zitierte Literatur in meinen Arbeiten "Patriziat und Adel im alten Bern". In: *Berner Zeitschrift für Geschichte und Heimatkunde*. (1964), p. 1 ff. und "Nürnberg und Bern", wie Anm. 4.

6. Siehe Andreas HEUSLER: *Schweizerische Verfassungsgeschichte*. 1920, p. 269, eine Arbeit, die bis heute nicht übertroffen wurde.

7. Wenn wir davon ausgehen, daß als Zunft eine Handwerkervereinigung mit politischen

Rechten zu verstehen ist, gab es in Bern keine Zünfte. Politische Rechte hatten nur die regimentsfähigen Familien. In Bern finden wir eine Familienherrschaft vor. In der Tat wurden die Zünfte in Bern bereits 1294 verboten. Die burgerlichen Gesellschaften waren in Bern zum Teil Handwerkervereinigungen, aber daneben hatten sie eine Reihe von sozialen und administrativen Aufgaben. Erschöpfende Auskunft über die Aufgaben der burgerlichen Gesellschaften bei A. ZESLIGER: *Das bernische Zunftwesen*. Bern, 1912, noch immer das grundlegende Werk über das Wesen, die Aufgaben und das Wirken der burgerlichen Gesellschaften Berns.

8. Über die Entwicklung, die zur Bildung des Geburtsstandes der staatsrechtlich bevorrechteten regimentsfähigen Familien siehe meine Arbeit "Die Nüwe Ordnung von Anno 1643, Studie zur Entstehungsgeschichte des bernischen Patriziats als Geburtsstand". In: *Mélanges offerts à Szabolcs de Vajay*. Braga, 1971, p. 135-152.

9. Zum Verhältnis des mittelalterlichen Adels zu den politisch führenden Familien burgerlichen Ursprungs (siehe Anm. 3) ist zu sagen, daß die ritterbürtigen Familien ihre staatsrechtlich bevorzugte Stellung de facto bereits seit Ende des 15. Jahrhunderts nur insofern bewahren konnten, als sie sich mit den führenden städtischen Familien zu einer Einheit zusammenschloßen. Nach der Neuen Ordnung von 1643 hatten die alten Adelsfamilien eine staatsrechtlich bevorzugte Stellung auch *rechtlich* nicht mehr auf Grund ihrer Ritterbürtigkeit beibehalten können, sondern nur kraft ihrer Regimentsfähigkeit, was rechtlich zur Standesgleichheit aller Regimentsfähigen geführt hat. Das soziale Prestige, einer Familie des Uradels anzugehören, konnte ihnen indessen natürlich nicht genommen werden.

10. *Sammlung Schweizerischer Rechtsquellen, Die Rechtsquellen des Kantons Bern, Erster Teil, Stadtrechte, Fünfter Band, Das Stadtrecht von Bern*, p. 537ff = SSRQ V 537ff.

11. SSRQ V 426.

12. SSRQ V 609ff. Es würde den Rahmen dieses Vortrages sprengen, die Institution der Landsaßenkorporation näher zu beschreiben. Obwohl Artikel 3 der *Hochobrigkeitlichen Verordnung die inkorporierten Landsassen betreffend, vom 28. Hornung 1780* statuierte, daß "...diese korporation ... als eine Gemeinde anzusehen sein soll", so heißt es in der Präambel zu dieser Verordnung "... so haben wir ... sämtliche in unsern teutsch und welschen Landen zerstreute Heimathlose, zu dem End in eine Korporation bringen lassen, damit selbige bis sich der eint oder andere von ihnen ein wirkliches Burgerrecht ... angeschafft haben...". Damit kommt deutlich zum Ausdruck, daß die Zugehörigkeit zur Landsaßenkorporation kein *wirkliches Burgerrecht* war. Nach der bernischen Terminologie jener Zeit, was kein wirkliches Burgerrecht war, konnte auch kein wirkliches Heimatrecht sein. Der Landsaße blieb auch bis zur Aufhebung dieser Institution im Jahr 1869 ein Bürger minderen Ranges, dem man, um dem Grundsatz der Gleichheit vor dem Gesetz gerecht zu werden, schlußendlich (1869) ein Heimatrecht zwangsweise verlieh.

13. SSRQ V 535ff und SSRQ V 609ff.

14. SSRQ V 536.

15. SSRQ V 537: "Es sollen endlich zu vermeidung der blutschand die, so von dem gleichen vatter oder mutter erzeitigt worden, als geschwisterte den nemlichen nahmen tragen, auch wann die weibsperson uneheliche kinder von verschiedenen burgern zeüget; worüber durch das landsaßen kammer secretariat, so wie über alle bastarden, ihre elteren und den ort ihrer angekauften heymath die genauste conttrole geführt, sonderheitlich allen kindern, sobald sie zu jahren kommen, ihre geschwisterte bekannt gemacht werden sollen".

16. SSRQ V 360ff.

17. SSRQ V 367f.

18. SSRQ V 455f.

19. SSRQ VII 78ff. "...aller ohrten, wo dergleichen nahmen, wapen und titul stehend, selbige inert jahrs frist von obrigkeits wegen ..., es seye in oberkeitlichen schlößeren, offentlichen ohrten oder sonst, wo sie in offentlichen vorschein kommen, es möge dan seyn in holtz, stein gehawen, in pytttschafften, siglen, mahltre-
reyn oder sonsten völlig abgethan" (p. 79).

20. Christian LERCH: "Das Wappen auf dem Land". In: *Berner Zeitschrift für Geschichte und Heimatkunde*. (1939), p. 89-102 und 207-224; Olivier CLOTTU: «L'Héraldique paysanne en Suisse». In: *Archivum Heraldicum*. 85 (1971), p. 716.

21. "True heraldry I would define as the systematic use of hereditary devices centred on the shield" (Anthony Richard WAGNER: *Heralds and Heraldry in the Middle Ages, An Inquiry into the growth of the armorial function of the heralds*. 2. Auflage, Oxford University Press, 1956, p. 12). Siehe auch meine Arbeit: *Wappenbuch Einer Eltrends Gesellschaft zu Schulmachern*. Bern, 1991, p. 14 Anmerkung 7 und die dort zitierte Literatur und Jürg BRETSCHER: "Bauern und Handwerkerwappen im obersässischen Haus". In: *Schweizer Archiv für Heraldik, Jahrbuch* 1981, p. 65-81, der richtigerweise zum gleichen Schluß kommt und in bezug auf das Wappenwesen im Bauernstand von Para-Heraldik spricht. Da die bernischen Bauernwappen zur Zeit des Ancien Régime meistens weder erblich waren noch von den gleichen Individuen lebenslänglich unverändert geführt worden sind, müssen sie rechtlich betrachtet in der Regel nur als Embleme gelten, die in wappenähnlicher Form gebraucht wurden. In Anlehnung an die WAPPENFIBEL, *Handbuch der Heraldik*, 18. Auflage, herausgegeben vom HEROLD Verein für Heraldik, Genealogie und verwandte Wissenschaften, Neustadt a. d. Aisch, 1991, p. 174, wäre es richtig, von *heraldisierten Emblemen* zu sprechen. Von Emblemen, und nicht von Wappen, spricht auch Claude JÉRÔME: «Armoiries et emblèmes de métiers et de bourgeois de Rosheim, Alsace (Bas Rhin)». In: *Schweizer Archiv für Heraldik*. 108 (1994), p. 7.

22. Michel PASTOUREAU: *Traité d'Héraldique*. Paris 1979, p. 27, hat das Element der Erblichkeit in die Definition von Heraldik nicht einbezogen, verlangt indessen, daß *l'emploi des mêmes figures fut constant chez un même personnage*.

23. SSRQ VII 540f. Siehe auch dort, p. 541, den Großratsbeschluß vom 7. September 1785: ohne eine besondere Genehmigung der Obrigkeit durfte der Notar dieses "angenommene und immatrikulierte" Handzeichen nicht mit Hilfe eines Stempels auf die Urkunden setzen, was den Zuständen im Heiligen Römischen Reich grundsätzlich entsprach: Karl KROESCHEL: *Deutsche Rechtsgeschichte*. Band 2, 8. Auflage, 1992, p. 36: Der Notar "vollzog (die Urkunde) nicht durch Besiegelung, sondern durch seine Unterschrift und sein Signet ein mit der Hand gezeichneten Symbol das sich der Notar bei seiner Ernennung beilegte". Siehe auch p. 37. Vgl. Wilhelm SCHMIDT-THOMÉ: "Das deutsche Notarsignet, Stand der Probleme und Forschung". In: *Kongreßbericht, 12. Kongreß für genealogische und heraldische Wissenschaften*. München, 1974, p. H425-H450, mit einschlägiger Literatur. Abbildungen von Notarsigneten in WAPPENFIBEL (wie Anm. 21), p. 213.

24. SSRQ VII 280. Für Ausnahmen, die mit erworbenen Rechten aus vorbernischer Zeit zu begründen sind, siehe SSRQ VII 539f.

25. SSRQ V 454ff.

26. "...noch gegen jemand von hiesigen burgeren brauchen, auch ußert landts sich diser diplomatum und deren inhalts wider keinen burger der statt Bern zu bedienen haben sollind" (SSRQ V 455).

27. Seit HAUPTMANN seine Theorie der Wappenfähigkeit erläuterte, wurde sie bekämpft. Heraldiker sind sich heute weitgehend darüber einig, daß nach Abschaffung der Leibeigenschaft jedermann wappenfähig war. In dieser Absolutheit kann ich diese Behauptung für die Zeit des Ancien Régime indessen nicht annehmen: in den österreichischen Erbländen war die freie Annahme eines Wappens seit 1616 verboten. Frei angenommene Wappen konnten nur am Rande des Gesetzes existieren. Auch in den Staaten des Hauses Savoyen war die freie Wappenannahme verboten: Hanns JÄGER-SUNSTENAU: "Die Wappenzensoren in den Hofkanzleien in Wien 1717 bis 1918". In: *Genealogica & Heraldica - Report of the 16th international Congress of Genealogical and Heraldic Sciences in Helsinki 16-21 August 1984*. Helsinki, 1986, p. 354. Ausserhalb des Heiligen Römischen Reiches war

die freie Wappenannahme auch nicht überall erlaubt: gemäß M. J. SAYER: *English Nobility, The Gentry, the Heraldry and the Continental Context*, p. 4, 6 und 7 war die Wappenführung in England und Schottland dem Adel vorbehalten. Er zitiert dabei Sir Edward COKE, Chief Justice of the King's Pleas and of the King's Bench: "*coat-arms are the most certaine proofes and evidence of nobility and gentry*" (p. 4). Einen hervorragenden Überblick über die wappenrechtliche Judikatur der englischen *Court of Chivalry* im Laufe der Jahrhunderte liefert das unentbehrliche kleine Werk: G. D. SQUIBB, Q.C., F.S.A.: *The Law of Arms in England*. Revised Edition 1967, Reprint von 1979. London: The Heraldry Society. Siehe auch Sir Anthony WAGNER: *Heralds and Ancestors*. London: British Museum Publications Ltd., 1978, p. 30f. In Portugal ist seit König MANUEL I die freie Wappenannahme verboten: *Ordenações do Senhor Rey D. Manuel*, Livro II, Título XXXVII, § 6, was durch König PHILIPP I. bestätigt wurde: *Ordenações Filipinas*, Livro V, Título 92, § 2 und § 3. Auch im Königreich Schweden ist die freie Wappenannahme im 18. Jahrhundert verboten worden. Wer wappenfähig ist, hat, unabhängig von einer Verleihung, einen rechtlichen Anspruch auf Führung eines Wappens, das auch gesetzlichen Schutz genießt und rechtlich anerkannt wird.

28. Vor allem in der Anfangszeit enthielten die kaiserlichen Wappen und Adelsbriefe in der Regel den orientierenden allgemeingültigen Vermerk, daß das verliehene Wappen jedem Mehrberechtigten weichen müße: hatte eine andere Familie das vom Kaiser verliehene Wappen schon früher aus eigener Initiative angenommen, so hatte das früher frei angenommene Wappen Rechtsschutz und nicht das vom Kaiser verliehene. Die Registrierung der verliehenen Wappen beim Heroldsamt hatte somit auch keine konstitutive Wirkung. Das ältere, frei angenommene und infolgedessen im Heroldsamt nicht registrierte Wappen wäre ungeschützt geblieben, wenn die Registrierung eine konstitutive Wirkung gehabt hätte. Soweit das historische Wappenrecht des Heiligen Römischen Reichs deutscher Nation.

Peter RÄTZEL

ZUM WAPPENGEBRAUCH IN REFORMATORISCHEN (STADT-)KIRCHEN

KURZFASSUNG

In der Geschichte Europas waren Kommunalgemeinde – die Stadt – und Kirchengemeinde – die Kirche –, bis in die Gegenwart miteinander verbunden und aufeinander bezogen. Prüft man die deutschsprachige Literatur unter dem Stichwort "kirchliche Heraldik" auf ihre Informationen zum Wappengebrauch in reformatorischen Stadtkirchen, so kann man zu dem Schluß kommen, daß in den "Kirchen des Wortes" heraldische Bilder mit der Reformation im 16. Jahrhundert ausgestorben sind. Eine genauere Beschäftigung mit dem Thema läßt jedoch erkennen, daß wohl doch ein reicherer Befund zu erwarten ist.

Ziel des Beitrages ist es, – im wesentlichen beschränkt auf den deutschen Bereich – auf Wappengebrauch in evangelischen Kirchen und Kirchengemeinden hinzuweisen. Anhand kirchlicher Amtskennzeichen und anderer Zierstücke werden Analogien und Unterschiede zur Amtsheraldik in der römisch-katholischen Kirche dargestellt. Der Verfasser hofft, auch auf dem Gebiet der Heraldik erkennbar zu machen, daß es sich lohnt, ökumenische Schätze zu heben.

In der Geschichte Europas waren die Stadt als Kommunalgemeinde und die Kirche als Glaubensgemeinde bis in die Gegenwart in der einen oder anderen Weise aufeinander bezogen. Klöster suchten ihren Standort bewußt fernab der Städte oder auch gerade in der Stadtmitte, bischöfliche Territorien waren Teil der Stadtstruktur, wenngleich rechtlich selbständig, die Menschen waren Christen und Bürger zugleich.

Diese Bezogenheit soll die Begründung liefern, im Rahmen dieses Kongreßthemas über kirchlichen Wappengebrauch zu sprechen, über Wappengebrauch in reformatorischen Kirchen überwiegend Deutschlands.

Prüft man die einführende oder populärwissenschaftliche deutschsprachige Literatur unter dem Stichwort "kirchliche Heraldik" auf ihre Informationen zum Wappengebrauch in reformatorischen Kirchen, so könnte man zu dem Schluß kommen, daß in den "Kirchen des Wortes" heraldische Bilder mit der Reformation ausgestorben sind. Eine genauere Beschäftigung mit dem Gegenstand läßt jedoch deutlich werden, daß ein reicherer Befund für den mitteleuropäischen Raum durchaus zu erwarten ist.

An den Beginn des Vortrags ist die Bemerkung zu stellen, daß diese Ausführungen das Thema nicht erschöpfen können. Auf die Notwendigkeit weiterer Forschung, insbesondere von Archivarbeit, soll ausdrücklich hingewiesen sein.

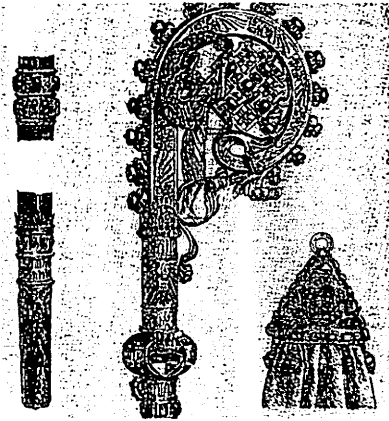
DIE AMTSKENNZEICHEN

Im Interesse eines ersten Überblicks will ich anhand der Insignien, die u.a. in der römisch-katholischen Kirche zur Bezeichnung ihrer Amtsträger, Institutionen und Territorien Verwendung fanden und finden Vergleiche ziehen zur Situation im evangelischen Bereich. Wenn auch die Verhältnisse der anglikanischen und skandinavischen Kirchen, insbesondere neuere Entwicklungen, in der deutschen Literatur kaum beachtet werden, muß und will ich zu diesem Bereich nichts vor den Teilnehmern dieses Kongresses sagen.

Generell kann man die Aussage treffen, daß mit wenigen Ausnahmen alle historisch verwendeten "katholischen" Amtskennzeichen und Zierstücke auch in reformatorischen Kirchen zu finden sind. Diese verallgemeinernde Aussage gilt natürlich für die Heraldik und bezieht sich nicht auf kirchenrechtliche Fragen. Ob aus der einen oder anderen Sicht Amtszeichen zu Recht oder Unrecht verwendet wurden, soll hier unberücksichtigt bleiben.

Die erwähnten Ausnahmen bei der Verwendung altkirchlicher Insignien im Bereich reformatorischer Kirchen sind die **Tiara**, der **Basilikaschild** und das **Pallium**, für die ich bisher in meinem Untersuchungsbereich keine Belege gefunden habe.

Das wohl älteste kirchliche Amtskennzeichen ist der **Hirtenstab** der Bischöfe, Äbte und Äbtissinnen. Ill. 1 zeigt den Stab der Äbtissin des evangelischen Klosters Heiligengrabe bei Wittstock, Land Brandenburg. Dieser Stab wurde 1901 vom damaligen Kaiser und König von Preußen, **WILHELM II.**,



Links: Äbtissinnenstab für Kloster Heiligengrabe mit dem Wappen von GERSDORFF.
 Rechts: Priorat St. Wigberti zu Werningshausen/Thüringen.

verliehen; am Knauf ist das Wappen der damaligen Äbtissin, einer geborenen von GERSDORFF angebracht ¹.

Das rechte Bild zeigt nicht etwa ein Wappen der heraldischen Frühzeit, sondern das Wappen des evangelischen Klosters Herrenalb, Kreis Württemberg, wie es der letzte Abt, Lucas von MEHRSTETTEN, verwendete: der Stab auf den Schild gelegt und seine Devise in den Schrägbalken auf eine nicht sehr heraldische Art eingefügt ⁵.

Die Verwendung des Hirtenstabes bei Wappen findet sich auch bei Amtsträgern, die den Stab liturgisch nicht verwenden: so beim Zeichen der evangelisch-methodistischen Bischöfe, ein für alle gleicher Schild mit dem Stab.

Die Form des Stabes, die als Caduceus vor allem in der orthodoxen Kirche Verwendung findet, kann mit dem Familienwappen von Heribert JANSSON belegt werden. JANSSON war von 1950–1987 schwedischer Pfarrer in Berlin und nahm als Propst 1990 dieses Wappen an ³.

1987 wurde durch die evangelische Kirche Thüringens die Regel des Priorats St. Wigberti in Werningshausen approbiert. Für das Priorat konnte ich ein Siegel entwerfen, das den **Priorsstab** in einer Form aufgreift, die die Attribute St. Wigberts verwendet.

Neben dem Hirtenstab entwickelte sich der **Kreuzstab** aus einem Kennzeichen des Papstes und seiner Legaten zu einem Attribut zunächst der

Patriarchen und Erzbischöfe, schließlich auch der Bischöfe. Ein Siegel GERNANDs als Bischof von Brandenburg zeigt schon 1238 auch den Kreuzstab ⁴. Interessant ist, daß der Kreuzstab wenig später wieder aus den Siegeln der Brandenburger Bischöfe verschwindet.

Im evangelischen Bereich findet der Kreuzstab sowohl Verwendung als bischöfliches Kennzeichen, hier das Wappen von Hanns LILJE, Landesbischof von Hannover und als Johannes XI. evangelischer Abt von Loccum, Niedersachsen, wie auch als allgemeines christliches Zeichen, wie es als Vortragekreuz den Wappenschild im Siegel der evangelisch-lutherischen St. Margarethenkirche zu Grumbach schmückt.

Mit dem Wappen des evangelischen Administrators von Kloster Ilsenburg, Christoph Graf zu STOLBERG, sowie dem des Klosters Hirsau, kann die Verwendung des **Schlüssels** belegt werden. In beiden Fällen sind Schlüssel (und Schwert) vom Patrozinium PETRI bzw. PAULI abgeleitet ⁵.

Daß das **Schwert** nicht nur als Symbol des Apostels PAULUS Verwendung fand, sondern auch traditionell als Kennzeichen der hohen Gerichtsbarkeit, zeigt das Wappen ELISABETH's Herzogin von Sachsen-Meiningen, die 1713 evangelische Äbtissin zu Gandersheim wurde und die Insignien der Reichsabtei gebraucht ⁵.

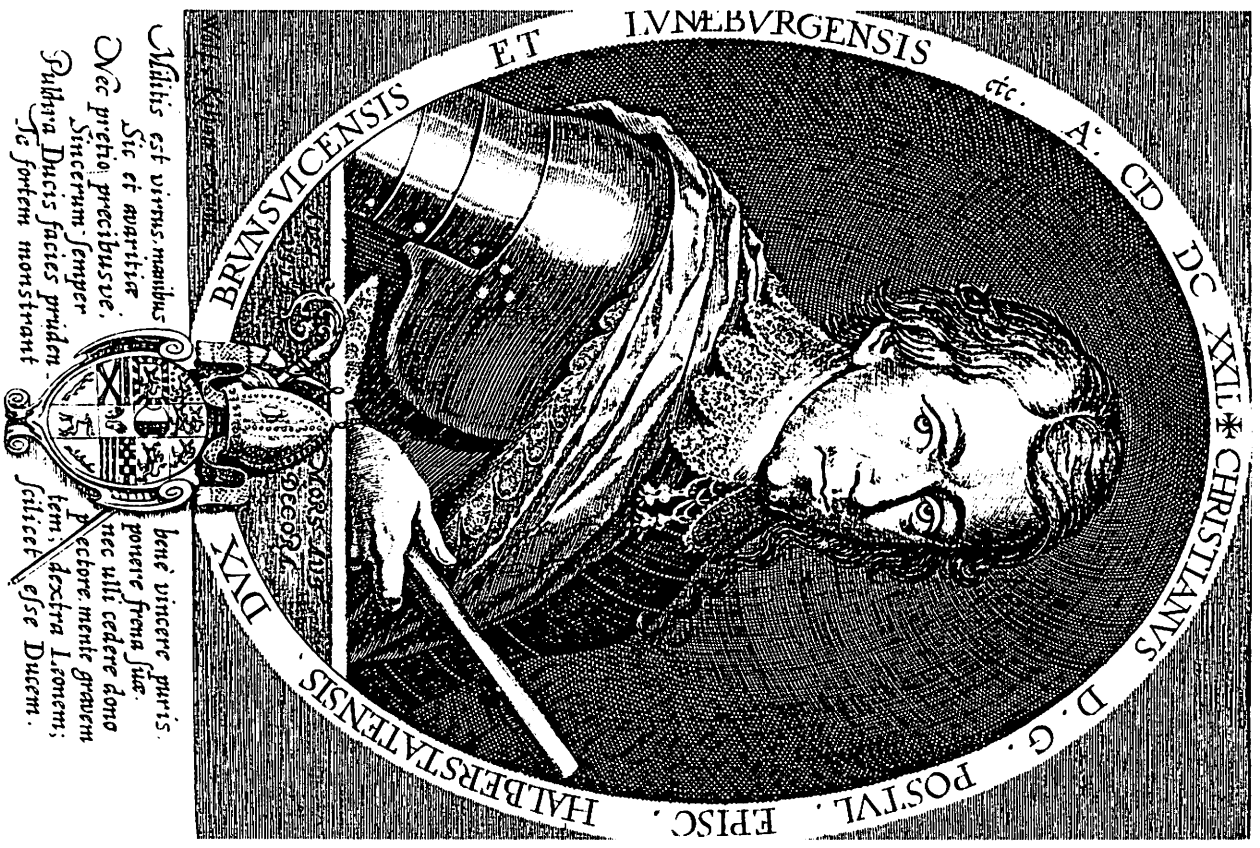
Das Schwert bezeichnet aber auch endzeitliche Aspekte. Das Emblem Johans von LEIDEN, Anführer der Wiedertäufer in Münster nach einem Kupferstich von Heinrich ALDEGREVER 1534, das Schrot'sche Wappenbuch 1580 zeigt davon auch eine heraldische Variante.

Die **Mitra** wird von einer Vielzahl evangelischer Bischöfe und Administratoren der Reformationszeit und danach verwendet. So gab es durchaus Beispiele evangelischer Bischöfe, die ihre Confirmation vom Papst erhielten oder als katholische Bischöfe die Reformation in ihrem Bistum einführten. Diese benutzten weiterhin die üblichen Amtskennzeichen.

Der schon genannte Abt von Loccum, Hanns LILJE, führte ein Wappen mit Mitra und Stab ⁶. Das Bild auf der gegenüberliegenden Seite zeigt CHRISTIAN, Herzog von Braunschweig und Lüneburg als Bischof von Halberstadt. Er hatte den Stuhl seit 1616 inne.

Das zeitgenössische Siegel des Klosters Heiligengrabe illustriert den heraldischen Gebrauch der Mitra bei einem evangelischen Frauenkloster.

Neben der Mitra ist der **kirchliche Hut** eine zweite Kopfbedeckung, die heraldisch Verwendung findet. Als evangelische Beispiele seien das historische Siegel des Pastorats Geyer, das Wappen des Priors von St. Wigberti,



*Militer est virus: manibus
 Sic et avaritia
 Nec prelio: precibusve,
 Sinceram semper
 Pulchra Ducis facies pruden
 Te fortem monstrant*

*bene vincere parvis.
 ponere frena suae.
 nec ulli cedere dono
 pectore mente gravem
 tem: dexetra Leonem;
 salice esse Ducem.*

Herzog CHRISTIAN von Brunsvicensis-Lüneburg. 1616 Bischof von Halberstadt.

Franz SCHWARZ, und das des Pfarrers Hans-Jürgen HEINRICH als Neuannahmen angeführt. Die Farbe der Quasten unterscheidet die evangelische Variante von den katholischen, anglikanischen oder schwedischen Hüten.

Mit dem Namen Heinrich ist zugleich der Übergang zu einer weiteren Kopfbedeckung, der **Krone**, gegeben. Die Pastorin Christine HEINRICH, Frau des Vorgenannten, benutzt die Lebenskrone nach Offenbarung Johannes 2, 10 als Oberwappen. Die Schnur kann hier als der an Christus gebundene Auftrag zu binden und zu lösen interpretiert werden.

Die evangelischen Äbtissinnen von Quedlinburg verwendeten dagegen traditionell den Fürstenhut als Zeichen der Stellung des gefürsteten Reichsstifts im deutschen Reich, so z.B. im Wappen der ANNA SOPHIE, Pfalzgräfin von Zweibrücken, als Fürstäbtissin von 1645–1680 ⁵.

Kronen und Prachtstücke der säkularen Heraldik haben in ihrer Zeit Eingang in das kirchliche Wappenwesen gefunden. Die Protestanten machen da keine Ausnahme:

Ein **Wappenmantel** wird beispielsweise von Abt JESTROH von Marienthal, einem evangelischen Kloster bei Wolfenbüttel, benutzt ⁵. Er bekrönt den Mantel mit seiner Mitra.

Im Leddin'schen Kirchensiegel gelangt der Mantel als Teil des Wappens des Patronatsherren in ein kirchliches Wappen.

Selbstverständlich lassen sich auch **Schildhalter** in evangelischen kirchlichen Wappen nachweisen. Das Siegel des Oberkirchenrats von Mecklenburg zeigt die Verwendung des landesherrlichen Wappens mit Schildhaltern als kirchliches Emblem, eine Art der Wappenwanderung, die häufiger festgestellt werden kann.

Aber auch schon früher waren Schildhalter üblich. GEBHARD Truchseß von Waldburg war von 1577–1583 Erzbischof von Köln und trat als solcher zum reformierten Glauben über. 1583 mußte er auf den Erzstuhl verzichten.

Die bei Nikolaus von AMSDORF, von LUTHER zum Bischof von Naumburg ordiniert, erkennbare Tendenz dieser Zeit, den **Helm** in kirchlichen Wappen wieder darzustellen, führte teilweise dazu, daß auf prägnant kirchliche Insignien, auch von katholischen Prälaten, völlig verzichtet wurde. Darüberhinaus hatte das kirchliche Wappenwesen mit seinen systematisierten Kennzeichen zur Zeit der Reformation keineswegs schon Eingang bei den niederen Rängen gefunden.

Pfarrer oder Domherren benutzten ganz selbstverständlich ihre Familienwappen mit Helm. So auch evangelische Geistliche. Über die Familienwappen der Patronatsherren gelangten vielfach Helme mit Zier in evangelische Kirchensiegel.

Die Kirchengemeinde Schwedt gestaltete später das Siegel mit Wappen in der gleichen Weise, obwohl hier kein Familienwappen zugrunde gelegt wurde.

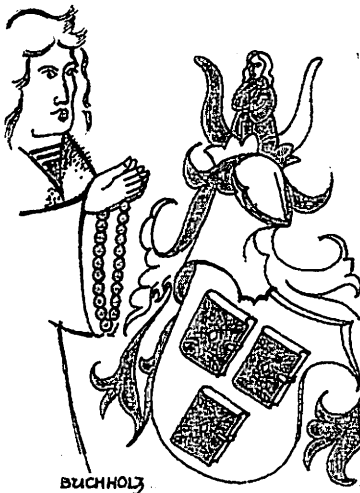
Schließlich haben auch **weitere Embleme** als Oberwappen Eingang in die kirchliche Heraldik gefunden, ohne Helmzier oder spezielles Amtskennzeichen zu sein.

Der **Anker** als Zeichen festen Glaubens bei der niederländischen Gemeinde augsburgischen Bekenntnisses Maastricht und das Siegel des evangelisch-lutherischen Landeskirchenamtes Schleswig-Holstein, das sogar den Herrgott selbst für sich requiriert, sollen stellvertretend für andere Bilder stehen.

Mit dem Stichwort **Orden** wird ein ganzer Komplex mit heraldischem Bezug angesprochen: ein beim Kongressvortrag gezeigtes Bild zeigte nicht etwa den apostolischen Orden vom Heiligen Grab, sondern Stern und Halskreuz des Jerusalemkreuzes, das König FRIEDRICH WILHELM IV. Äbtissin und Konventualinnen von Heiligengrabe verliehen hatte. Eine andere Illustration zeigte das Wappen Veits von THÜMEN, des ersten evangelischen Herrenmeisters der Ballei Brandenburg des Johanniterordens.

Auch säkulare Orden fanden Eingang in evangelische kirchliche Heraldik: ERNST AUGUST, Herzog von Braunschweig-Lüneburg, trägt als Bischof von Osnabrück deutlich den Hosenbandorden, das Bischofsamt dagegen ist bescheiden durch den Herzschild im vierten Feld dargestellt. Für das Bistum Osnabrück war übrigens nach dem Westfälischen Frieden festgelegt worden, daß der Bischofsstuhl abwechselnd durch einen katholischen und einen evangelischen Bischof zu besetzen sei. Letzterer hatte aus dem Hause Braunschweig-Lüneburg zu sein.

Da der **Rosenkranz** im katholischen Bereich vorzugsweise Attribut von Laienmitgliedern geistlicher Orden ist, darf auch die nachreformatorische Verwendung des Rosenkranzes mit zwei Beispielen von Ratsfamilien aus Frankfurt a.d. Oder belegt werden. Die Ill. links zeigt als Skizze ein Mitglied der Familie BUCHHOLZ, die Ill. rechts eines der Familie JOBST, auf ihren Epitaphien dargestellt mit dem Rosenkranz. Dazu muß man wissen, daß die Bürgerschaft in Frankfurt an der Oder bereits 1534, also vier Jahre vor der Einführung der Reformation in Brandenburg, den neuen Kurfürsten



JOACHIM II. gebeten hatte, auf eigene Kosten einen evangelischen Prediger anstellen zu dürfen und dabei in entschiedenem Gegensatz zur Universität stand.

Der Gebrauch von **Wahlprüchen** soll mit dem Wappen des Dietrich FRANKE, Stiftspropst von St. Batholomäus zu Zerbst gezeigt werden.

Schließlich benutzten und benutzen natürlich auch in deutschen evangelischen Kirchen Personen und Institutionen den **Schild** allein.

So verwendete JOHANN GEORG, Markgraf von Brandenburg, als evangelischer Bischof von Straßburg 1592–1604 in seinem Siegel nur Schilde 5, und das evangelisch-reformierte Moderamen Berlin-Brandenburg gebraucht den Wappenschild CALVINs.

AUSBLICK

Erwähnt werden muß wohl auch die Tatsache, daß Wappengebrauch in der Kirche überhaupt abgelehnt wird. Katholischerseits sei Kardinal Carl BORROMÄUS erwähnt; heute bietet die ökumenische *Communauté* von Taizé ein solches Beispiel: sie benutzt keinerlei Zeichen, nicht einmal einen Briefkopf.

Zusammenfassend kann gesagt werden, daß der rein gewohnheitsrechtliche Wappengebrauch in den deutschen reformatorischen Kirchen im Vergleich zur römisch-katholischen, der anglikanischen oder etwa der schwedischen Kirche weniger systematisch ist. Dies entspricht sicher auch der inne-

ren Struktur dieser Kirchen. Vielleicht läßt sich aber durch weitere gründliche Forschung das bisherige Bild vervollständigen.

Zu dieser Forschungsarbeit will ich mit diesem Beitrag anregen. Könnte nicht auch auf heraldischem Gebiet ein kleiner Schritt zur ökumenischen Annäherung der Kirchen geleistet werden ? Mit dem Entwurf des Kennzeichens des ökumenischen Rates christlicher Gemeinden in meiner Heimatstadt Frankfurt an der Oder soll dieser Wunsch deutlich werden.

BIBLIOGRAPHISCHE QUELLEN

1. HANSEL, Klaus: "Nachtrag zu 'Ehrungen in der evangelischen Kirche Preußens'." In: *Jahrbuch für Berlin-Brandenburgische Kirchengeschichte*. 1989, p. 281-312.
2. HANSEL, Klaus: "Ehrungen in der evangelischen Kirche Preußens (Fortsetzung)." In: *Jahrbuch für Berlin-Brandenburgische Kirchengeschichte*. 1991, p. 242-280.
3. *Skandinavisk Vapenrulla, 1990*, herausgegeben von Stiftelsen Skandinavisk Vapenrulla, Kristianstad, Sverige, 1991.
4. Domarchiv Brandenburg.
5. SIEBMACHER, J.: *Die Wappen der Bistümer und Klöster. Nachdruck*. Band 8. Neustadt a.d. Aisch: Bauer und Raspe, Inh. G. Geßner, 1976.
6. PIEPKORN, Arthur Carl: *Die liturgischen Gewänder in der lutherischen Kirche seit 1555*. Lüdenscheid/Lobetal: Oekumenischer Verlag Dr. F. Edel, 1987.

WEITERFÜHRENDE LITERATUR IN AUSWAHL

7. BÖCKEL, G.A.: "Georg von Polentz, der allererste evangelische Bischof". In: *Archiv für alte und neue Kirchengeschichte*. 4/1820, p. 555-577.
8. BRUNNER, Peter: "Nikolaus von Amsdorf als Bischof von Naumburg". In: *Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte*. 179/1961.
9. CRAMER, H.: *Urkundenbuch zur Geschichte des vormaligen Bisthums Pomesanien*. Marienwerder: Veröffentlichungen des historischen Vereins für den Regierungsbezirk Marienwerder, 1887.
10. FRANZEN, August: "Hermann V. von Wied". In: *Rheinische Lebensbilder*. Düsseldorf. Band 3, (1968).
11. GROTEFEND, Otto: "Die Siegel der Bischöfe von Kammin und ihres Domkapitels". In: *Baltische Studien, hrsg. von der Gesellschaft für Pommersche Geschichte und Altertumskunde*; Stettin. N.F. Band 26 (1924).
12. KARPA, O.: *Kloster Loccum - 800 Jahre Zisterzienser-Abtei*. Hannover, 1963.
13. KRUSCH, Bruno: "Die Wahlen protestantischer Bischöfe von Osnabrück vor dem westfälischen Frieden". In: *Mitteilungen des Vereins für Geschichte und Landeskunde von Osnabrück*. 33 (1908-1909).
14. PRANGE, Wolfgang: "Der Landesteil Lübeck". In: *Jahrbuch für Heimatkunde*. Oldenburg/Ostholstein. 34 (1990).
15. RÄTZEL, Peter: "Wappen der Kirche – Fünf Kapitel ökumenischer Heraldik". In: *Potsdamer Kirche*. N° 6 / 9. Februar 1986 ff.
16. SCHLEIF, Karl H.: *Regierung und Verwaltung des Erzstifts Bremen am Beginn der Neuzeit (1500–1645)*. Hamburg, 1972.
17. SCHREINER, K.: "Hirsau". In: *Germania Benedictina*. 5 / 1975.

Zdenko G. ALEXY

GEMEINDESYMBOLE IN DER SLOWAKEI

KURZFASSUNG

Nachdem die Kodifizierung der 135 Städtewappen in der Slowakei 1991 abgeschlossen ward, konzentrierte sich die Tätigkeit der staatlichen Heraldischen Kommission auf die Gemeindeheraldik und –vexillologie. Echte hergebrachte Wappen sind bei den Gemeinden nur selten vorzufinden; überraschend reich ist hingegen das Vorkommen von Gemeindesiegeln. Die Inhalte dieser Gemeindesiegel werden bei der Festlegung neuer Wappen heraldisiert. In Fällen, wo keine Siegelabdrucke zur Verfügung stehen, werden neue – oft redende – Wappen entworfen.

Zugleich legt die Heraldische Kommission Gemeindeflaggen fest, auf denen niemals ein Wappenschild erscheint. Sie bestehen meistens aus Streifen und zeichnen sich durch einen doppelten Schwalbenschwanz aus, was sie von den Landes- und Stadtflaggen unterscheidet.

DER BISHERIGE FORSCHUNGSSTAND

Auf internationalen Fachkongressen kam die Problematik der slowakischen Kommunalheraldik bisher dreimal zur Sprache. Zunächst in meinem Vortrag auf dem Heraldikkongress in Madrid (1982) über die Kommunalheraldik in der slowakischen Hohen Tatra, dann auf dem Internationalen Genealogie- und Heraldikkongress in Helsinki (1984), wo die slowakischen Städtewappen besprochen wurden. Auf dem Internationalen Vexillologischen Kongress in Zürich (1993) präsentierte ich einen Bericht über slowakische Kommunalflaggen und –fahnen (*).

Im Vortrag von Helsinki von 1984 hatte ich das Erscheinen einer Publikation über slowakische Städtewappen angekündigt. Dieses Buch, von KARTOUS, NOVAK und VRTEL' verfaßt, das auch Abbildungen von 135

(*) Ein Kongressbericht Zürich 1993 ist bislang (Sommer 1996) nicht erschienen. Mein dortiger Vortrag, samt Illustrationen, wurde aber in polnischer und slowakischer Fassung veröffentlicht, wie aus den Literaturangaben ersichtlich ist.



Abb. 1



Abb. 2



Abb. 3



Abb. 4



Abb. 5



Abb. 6

Abb. 1 - 6: Alte slowakische Siegelabdrücke

Städte- und Gemeindeflaggen beinhaltet, ist 1991 erschienen. Mein Beitrag auf dem Luxemburger Kongress beschränkt sich auf slowakische Gemeindeflaggen, d. h. Wappen, Flaggen und heraldische Siegel. Städte- und Gemeindeflaggen werden nur am Rande erwähnt.

Es ist das grosse Verdienst von Professor NOVÁK, *académicien* der Internationalen Heraldischen Akademie, daß er sich seit Anfang der siebziger Jahre gleichermaßen den Städte- und Gemeindeflaggen widmete. Das von ihm in zwei Ausgaben (1967 und 1972) herausgebrachte Buch über slowakische Städte- und Gemeindeflaggen gilt bis heute als das Standardwerk zu diesem Thema. Die Funktion dieser städtischen Symbole änderte sich allerdings grundlegend seit dem Erscheinen des Werkes. In den Erscheinungsjahren (1967, 1972) galt noch die vom Autor vertretene These, daß es sich bei seiner Forschungs- und Publikationsarbeit darum handle, ein womöglich komplettes Bild über die Vergangenheit der kommunalen Heraldik in der Slowakei zusammenzustellen. NOVÁK vermerkte hierzu, daß diese kommunalen Symbole lediglich dekorative Funktionen auszuüben hätten, da die in den Städten und Gemeinden tätigen administrativen Organe sich von Gesetzes wegen nur des (damals tschechoslowakischen) Staatswappens bedienen durften.

Trotzdem begann sich anfangs der siebziger Jahre die Öffentlichkeit für die Kommunalflaggen zu interessieren. Dies war auch in den Nachbarländern der Slowakei und in einigen andern Ländern des sog. Ostblocks der Fall. Die 1975 bei der Zentralen Archivverwaltung des slowakischen Innenministeriums ins Leben gerufene Heraldische Kommission hatte zunächst bloß die Aufgabe, die Kodifizierung städtischer Wappen zu beaufsichtigen und zu beeinflussen. Dieser Prozess ist mit der Publikation des oben erwähnten Wappen- und Flaggenbuches von 1991 abgeschlossen worden.

DAS WIRKEN DER HERALDISCHEN KOMMISSION

Eine völlig unerwartete Wirkung dieses Buches trat kurz darauf ein, als sich mehrere Gemeinden sowie Stadtteile größerer Städte, die vor der Eingemeindung als selbständige Gemeinden existiert hatten, an die Heraldische Kommission wandten, um ihre, vorher meist nur in alten Siegeln vorkommenden heraldischen Symbole, als Wappen kodifizieren zu lassen. Nachdem im städtischen Wappenbuch von 1991 auch Flaggen publiziert worden waren, erstreckten sich diese Anträge der Gemeinden ebenfalls auf die Festlegung der Gemeindeflaggen.

Bevor ich auf die eigentliche Problematik der Gemeindeflaggen eingehe, sollte ich noch darauf hinzuweisen, daß Wappen und Flaggen der slowakischen Städte, inklusive Begleittext, seit 1991 im zweimal monatlich

erscheinenden Periodikum *Verejná správa* (Öffentliche Verwaltung) regelmäßig veröffentlicht werden. Dort wird jeweils ganzseitig in Farbe ein Kommunalsymbol, d. h. Wappen und Flagge abgedruckt. Diese Zeitschrift erscheint separat in slowakischer und ungarischer Sprachversion. Sie wird an alle Stadt- und Gemeindeverwaltungen in der Slowakei versandt. Es verwundert daher nicht, daß die besprochene Veröffentlichung der kommunalen Symbole ihre Wirkung auf die Gemeindeverwaltungen nicht verfehlte. In *Verejná správa* werden die Gemeinden ebenfalls darauf hingewiesen, daß sie zwecks Beratung und Registrierung der Kommunalsymbole sowie Bestimmung der Farbzusammensetzung der Gemeindeflaggen mit der Heraldischen Kommission Kontakt aufnehmen sollen. Zugleich werden die Gemeinden darauf aufmerksam gemacht, daß der Heraldischen Kommission illustrative und archivalische Belege der Gemeindegelbe vorzulegen sind; diese stehen in den meisten Fällen spätestens seit der Einführung der thersianischen Bodenurbare in der Mitte des 18. Jahrhunderts zur Verfügung. Eine weitere, im erwähnten Werk von NOVÁK ausgewertete Quelle findet sich in der periodischen Dokumentation über die Tätigkeit des Innenministeriums seit dem Jahr 1902, die zur Inhaltsbestimmung von Gemeindegelben führte; allerdings betrifft dies nur eine geringe Anzahl von slowakischen Gemeinden.

Zur Vorlage bei der Heraldischen Kommission liefern die Gemeinden meistens zugleich mit der erwähnten Dokumentation, auch eigene Vorstellungen von der Wappengestaltung, welche von Gestaltern verschiedenen künstlerischen Niveaus erarbeitet wurden. Es gibt daher nicht wenige Fälle, bei denen die Heraldische Kommission die Rolle eines Korrektors in Sachen künstlerischer Gestaltung auf sich nehmen muß. Von Ladislav CISÁRIK Jun. und Dragica VRTEL'OVÁ stammt der überwiegende Teil der Kreationen; diese beiden Künstler beeinflussen grundlegend die ganze Szene.

Es ist hier auch darauf hinzuweisen, daß die beschriebenen Vorgangsweisen durch keine kohärente und zwingende Rechtsnorm vorgeschrieben sind. Die Gemeinden fügen sich dieser pragmatischen Prozedur freiwillig. Die Heraldische Kommission erhebt allerdings auch keine Gebühr für ihre Tätigkeit.

DIE GESTALTUNG DER SLOWAKISCHEN GEMEINDEWAPPEN

Was die Gemeindegelben betrifft, kann man als Produkte dieser kreativen Aktivität Schildinhalte mehrerer Typen anführen. Zur Einführung werden einige Beispiele von erwähnten Siegelabdrucken vorgestellt (Abb. 1 bis 6); weiter von diesen abgeleitete, neugestaltete Gemeindegelben und -siegel. (Tafeln 1 bis 3). Bei den Neugestaltungen stellt man zunächst

Abbildungen fest, die völlig von den erwähnten Abdrucken übernommen worden sind. Es sind dies:

1. Heiligengestalten – Patrozinien lokaler Kirchen (z.B. *Horná Súča* und *Čerenany* auf Tafel 3). Die Heraldische Kommission bemüht sich, die Gemeinden davon zu überzeugen, daß es den Prinzipien der Heraldik entspricht, diese Gestalten durch die respektiven Heiligenattribute zu ersetzen, so wie es auf manchen Siegelabdrucken (z. B. *Devín*, *Topol'čianky* und *Devínska Nová Ves*, Abb. 1, 2 und 3) überliefert wurde. Natürlich wird streng darauf geachtet, daß nicht zwei oder mehrere slowakische Gemeinden Wappen desselben Inhaltes führen. Auch in den Fällen, wo dieselbe Heiligenfigur im Wappen erscheint, werden solche Wappen voneinander durch sekundäre Elemente im Schild, differenziert und individualisiert, z. B. *Horná Súča* (Tafel 3), wo neben der Gestalt des Hl. Johannes von Nepomuk Mondsichel und Sonne differenzierend erscheinen.

Manchmal werden Heiligengestalten bzw. Heiligenattribute durch andere, für die Gemeinde charakteristische Elemente ersetzt oder ergänzt. So bei *Chmel'nica* – statt der Abbildung des Hl. Andreas im alten Siegel, nur das Attribut des Heiligen und Hopfenfrüchte im teilweise redenden Wappen: *chmel'* bedeutet Hopfen auf Slowakisch.

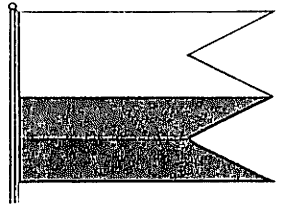
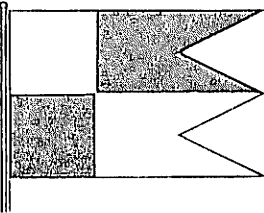
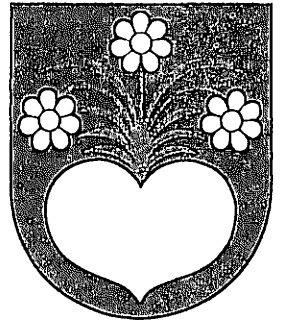
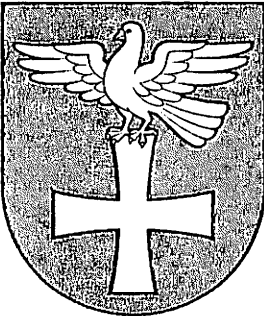
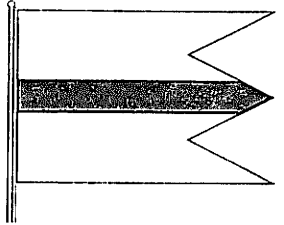
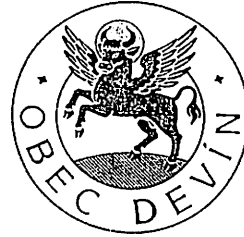
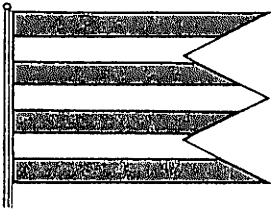
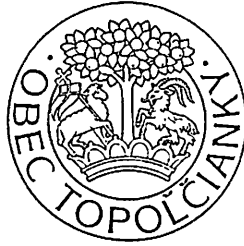
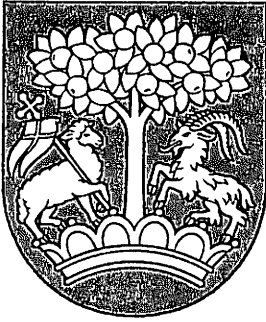
2. Auf die Beschäftigung der Einwohner hinweisende Symbole bzw. Abbildungen. Es sind vor allem

- der Pflug und seine Teile (*Lesenice*, *Hontianske Moravce* und vor allem *Košťany nad Turcom* auf Tafel 3),
- Sichel, Getreideähren und Garben,
- Blumen und Sträucher (z. B. *Cígel'* auf Abb. 4 und Tafel 1, *Sihelné* auf Abb. 6 und Tafel 2),
- Bäume (z. B. *Topol'čianky*, Abb. 1 und Tafel 1, *Dubodiel* und *Radobica* auf Tafel 3,
- Weinrebe und Weintrauben (z.B. *Orešany* auf Tafel 1).

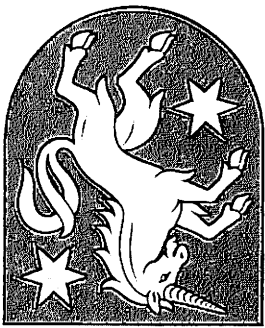
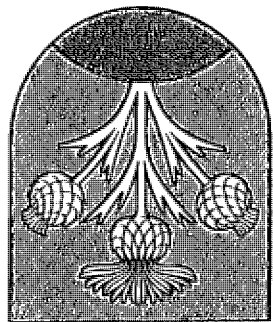
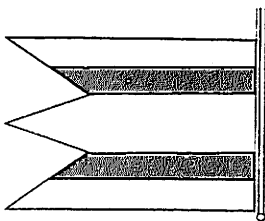
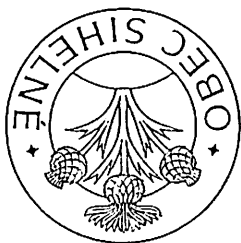
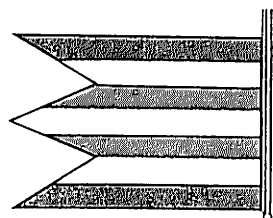
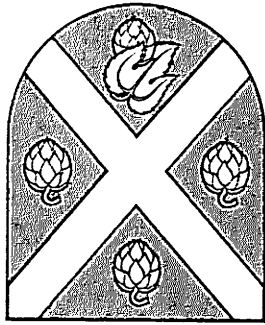
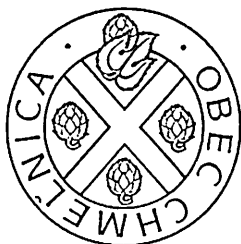
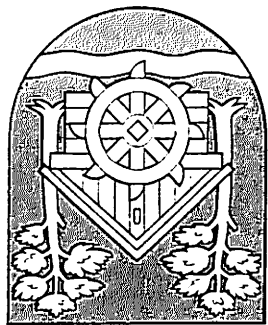
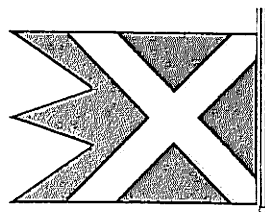
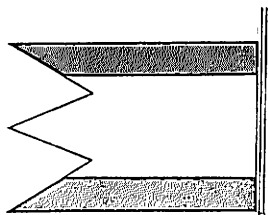
Da diese Elemente mit hoher Frequenz vorkommen, sorgt die Heraldische Kommission dafür, daß die einzelnen Gemeindewappen, wenn auch nur in Gestaltungsdetails oder mittels sekundärer Elemente, zur Genüge individualisiert werden, um Verwechslungen vorzubeugen. Eine zentral geführte Kartei mit Belegen hilft das Prinzip aufrecht zu erhalten.

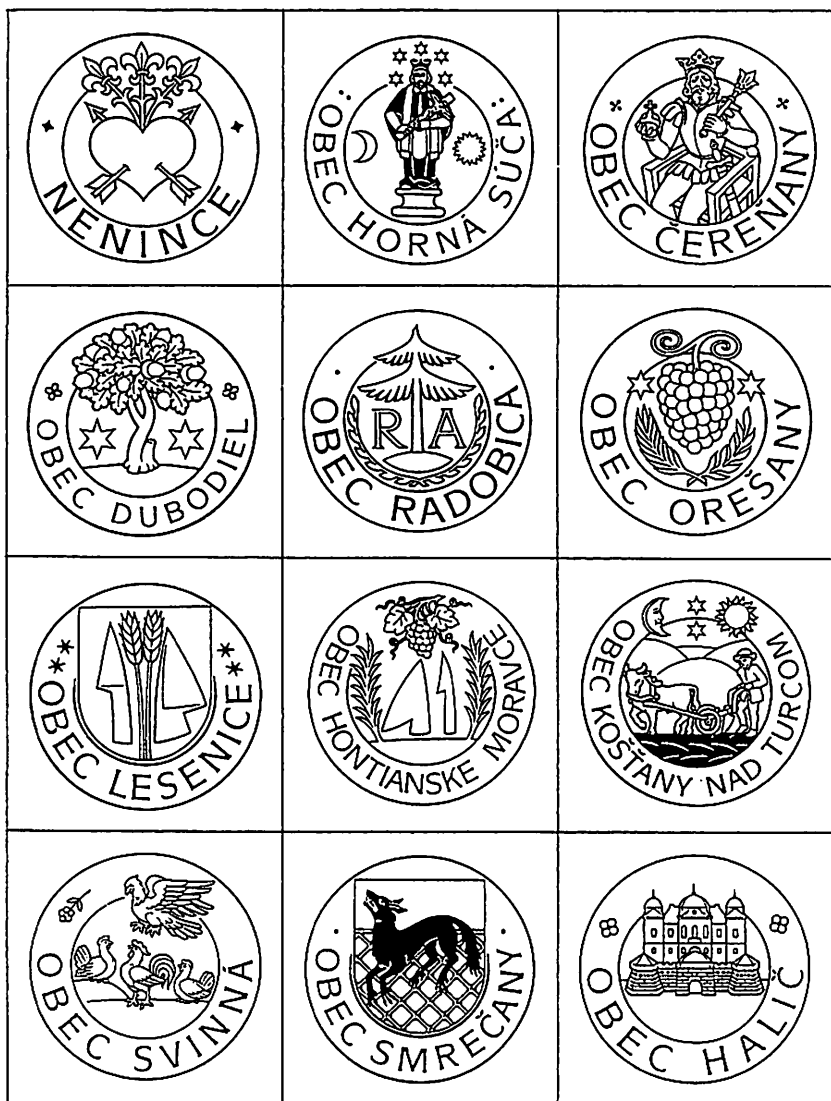
3. Zucht- sowie Wildtiere (z.B. *Svinia* und *Smrecany* auf Tafel 3).

4. Echte heraldische Elemente, die überraschenderweise auch bei Gemeinden mit geringer Bedeutung anzutreffen sind (z. B. *Topol'čianky* auf Abb. 1 und Tafel 1, *Chmel'nica* auf Tafel 2, *Opatovce nad Nitrou*, Abb. 5 und Tafel 2 und *Devínska Nová Ves* Abb. 3 und Tafel 1).



Tafel 1 - Vier Gemeindewappen, -flaggen und -siegel





Tafel 3 - Zwölf zeitgenössische Siegelabbildungen slowakischer Städte

5. Neugebildete Wappen, die mangels geeigneter überlieferter Symbole zustandekamen, so z. B. *Sajdkove Humence* (Tafel 2), wo eine der erhaltenen Mühlen zum Gemeindesymbol bestimmt wurde, weiter *Halič* (Tafel 3) mit der Abbildung des dortigen Schloßes (Ortsdominante), welche die Funktion des Gemeindesymbols übernahm.

Bei der Wappenkodifizierung wird darauf geachtet, daß im Schild Teilungen nur ausnahmsweise vorgenommen werden. Das Ideal einer einzigen Wappenfigur im Schild ist bei über 3.000 möglichen slowakischen Gemeindewappen leider kaum zu verwirklichen.

Die von der Heraldischen Kommission kodifizierten Gemeindewappen finden Verwendung in Amtsstuben, an Gemeindegebäuden, auf Briefpapier, Siegeln usw. Zu den Gemeindesiegeln ist zu bemerken, daß sie entweder den Wappenschild übernehmen oder, – was viel öfter vorkommt –, nur der Wappeninhalt, ohne Schild, zeigen. (Vgl. Tafeln 1, 2 und 3). Die zweitgenannte Variante entspricht der besten lokalen Tradition der Siegelgestaltung.

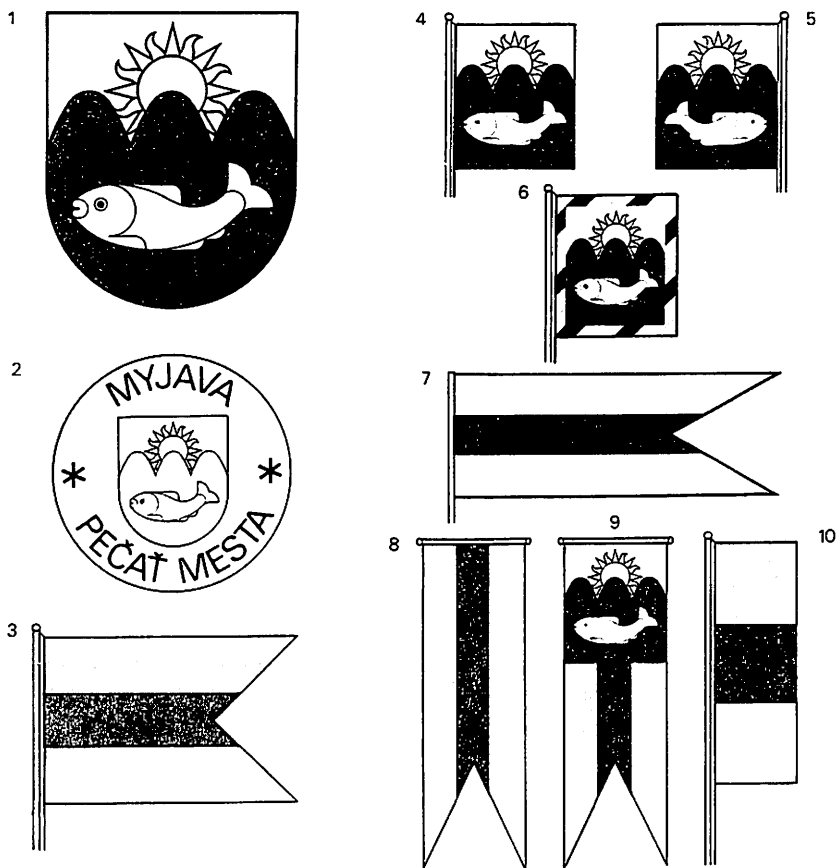
DIE SLOWAKISCHEN GEMEINDEFLLAGEN

Wie bereits erwähnt, kodifiziert die Heraldische Kommission nicht nur Gemeindewappen sondern auch Gemeindefllagen. Der Anwendungs- und Wirkungsbereich einer Flagge in der Öffentlichkeit ist bekanntlich viel größer als derjenige eines Wappenschildes. Daher der Grundsatz, daß zugleich mit dem Wappen von der Heraldischen Kommission auch die Flagge bestimmt und kodifiziert wird. Um den Flaggengebrauch attraktiv und kostengünstig zu gestalten, wird bei einfachen Flaggen (Grundausführung der Flagge) die Regel eingehalten, daß kein Wappenschild auf einer Fahne erscheint. Mit der Ausnahme einer Wappenflagge, in welcher der Wappeninhalt voll in einer quadratischen Flagge zu erscheinen hat. Auf Seite 309 und 311 des slowakischen Stadtwappen- und Flaggenbuches von 1991 erscheinen am Beispiel von *Myjava* alle empfohlenen Flaggen- und Standartenvarianten, die von Städten oder Gemeinden zu benutzen sind (Vgl. Tafel 4). Die hier unter Nr. 6 abgebildete Flagge stellt den Typ einer Bürgermeisterstandarte dar, die eine besondere Bordür- ausführung aufweist. Die Gemeindefllagen der Slowakei unterscheiden sich von den Stadtflaggen dadurch, daß sie einen dreiteiligen Schwalbenschwanz aufweisen. Bei Stadtflaggen ist dieser Schwalbenschwanz zweiteilig.

Dieser Exkurs in die kommunale Vexillologie ergab sich deshalb, weil beide Disziplinen, d. h. Wappen- sowie Flaggenkunde, eine innere Einheit bilden. Dies bezeugt ja ebenfalls die Handhabung der Problematik durch die slowakische Heraldische Kommission. Die Gemeindefllagen werden von dieser

Kommission zentral bestimmt und registriert, da sonst das Prinzip der ausschließlichen Individualität eines Flaggendesigns nicht gewährleistet wäre.

Mit einer schrittweisen Veröffentlichung der kodifizierten slowakischen Gemeindewappen, –siegel und –flaggen in Buchform wird zu gegebener Zeit zu rechnen sein.



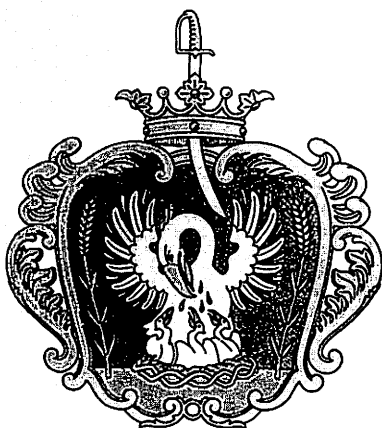
Tafel 4 - Acht Flaggen- bzw. Fahnenvarianten für slowakische Städte und Gemeinden

LITERATURANGABEN

- ALEXY, Zdenko G.: "Kommunalheraldik in der Gebirgsregion der Slowakischen Hohen Tatra". In: *XV Congreso Internacional de las Ciencias Genealogica y Heraldica*. Madrid, 1983, p. 49-72.
- ALEXY, Zdenko G.: "Kommunalheraldik in der Slowakei". In: *Genealogica & Heraldica*. Helsinki, 1984, p. 253-264.
- ALEXY, Zdenko G.: "Slowackie Flagi Miejskie i Sztandary" (Slowakische Stadtflaggen und -fahnen). In: *Biuletyn Polskiego Towarzystwa Heraldycznego*. Warszawa, Maj 1994, N° 11, p. 15-23.
- ALEXY, Zdenko G.: "Slovenské mestské vlajky a zástavy" (Slowakische Stadtflaggen und -fahnen). In: *Genealogicko-heraldický hlas*. Martin. 4 (1994)-1, p. 3-11.
- P. KARTOUS, J. NOVÁK und L. VRTEL': *Erby a vlajky miest v Slovenskej republike*. (Wappen und Flaggen der Städte in der Slowakischen Republik). Bratislava, 1991, 339 pp.
- NOVÁK, Jozef: *Slovenské mestské a obecné erby* (Slowakische Stadt- und Gemeindewappen). Bratislava, 1967 (1. Auflage), 291 pp; Bratislava, 1972 (2. Auflage), 452 pp.
- Verejná správa* (Öffentliche Verwaltung). Erscheint zweimal im Monat.



HÓDMEZŐVÁSÁRHELYI VÁROS
CÍMERE



Quatre armoiries municipales hongroises,
nouvellement créées:

1. Baja; 2. Hódmezővásárhely;
3. Szentendre; 4. Szoholc.

Iván BERTÉNYI

SYMBOLES DANS L'USAGE HÉRALDIQUE CONTEMPORAIN DES VILLES DE HONGRIE

RÉSUMÉ

Il y a 6 ans, au colloque international sur l'histoire des armoiries de villes à Keszthely en Hongrie, l'auteur a tenu une conférence intitulée «Symboles anciens et modernes dans l'usage héraldique des villes de Hongrie». Il y a essayé de présenter les belles figures des anciennes armoiries hongroises en les confrontant aux armes octroyées par le régime communiste de la deuxième moitié du XXe siècle. Ces dernières armoiries étaient schématiques, représentaient généralement des étoiles de gueules, des faucilles et des marteaux ainsi que des fabriques monstrueusement anti-héraldiques.

Depuis 1989, les armes communales de Hongrie se sont heureusement transformées à fond. Pour la plupart, les villes hongroises sont retournées à leurs anciennes armes historiques, utilisées déjà avant de l'époque communiste (p. ex. Budapest, Baja, Debrecen, etc.) De nouvelles villes, promues au rang de villes récemment, ont adopté en général de nouvelles armes en respectant les règles héraldiques tandis que leurs dirigeants ont fait un effort de choisir des figures et meubles caractérisant bien les localités différentes par les armes des seigneurs d'autrefois (p. ex. Aszód, Érd, etc.), par les symboles parlants (p. ex. Balatonfűzfő), ou par des figures allusives (p. ex. Ajka), etc. En général, l'héraldique communale contemporaine hongroise refuse les seules partitions de l'écu.

En automne 1988, le Musée Helikon (Château Festetics) de Keszthely organisa un colloque international au sujet des armes des villes ¹. Les journées d'études d'héraldique, organisées en 1990 à Keszthely également, sont considérées comme XIXe dans la longue liste des Congrès Internationaux des Sciences généalogique et héraldique ². Les organisateurs hongrois avaient invité les héraldistes les plus célèbres de l'Europe entière – de la Belgique à la Russie et de la Suède à la Roumanie – pour qu'ils présentent les armoiries

urbaines anciennes et modernes de leurs pays respectifs. Les bons exemples d'Europe occidentale devaient inspirer les dessinateurs/concepteurs d'armoiries en Hongrie – et plus encore les politiciens – dans leur recherche de nouveaux symboles appropriés pour les armoiries des villes hongroises, telle était l'intention des organisateurs du colloque de Keszthely.

LES PRATIQUES HÉRALDIQUES SOUS LE RÉGIME COMMUNISTE

Avant 1989, la plupart des armoiries étaient surchargées de symboles répétitifs, tels les étoiles rouges à cinq rais, les marteaux stylisés, de gros épis de blé et de livres. Le système symbolique d'avant le changement de régime, influencé qu'il fut par l'idéologie communiste, était pratiquement incapable à distinguer les armoiries d'une ville de celle d'une autre. En effet presque toutes les villes possédaient du moins une industrie, qui fut symbolisée dans ces armes par un marteau, par une roue dentée ou par un bâtiment d'usine. Or elles se caractérisaient aussi presque toutes par l'activité agricole, qui fut, elle, représentée par une épi de blé. Enfin, pratiquement toutes les villes ont des écoles, symbolisées diligemment par des livres de différentes dimensions. Pour couronner le tout, l'étoile rouge à cinq branches était obligatoire pour toutes les armoiries urbaines d'un pays communiste.

Il est certain que sans l'effondrement de ce système communiste en 1988-1989, l'ensemble des armoiries des villes hongroises n'aurait changé que très lentement. On ne peut donc que constater une coïncidence temporelle entre le colloque de Keszthely et l'arrêt d'une pratique erronée de l'héraldique municipale en Hongrie dans les années 1970 et 1980. Les matériaux y présentés au moyen d'exemples de différents pays européens ont pu servir de modèles pédagogiques pour les villes hongroises qui voulaient se doter de nouvelles armoiries dès la formation du premier gouvernement post-communiste en Hongrie.

Les nouvelles armoiries des villes, sous le régime communiste de l'État-Parti après la Deuxième Guerre mondiale, étaient approuvées et contrôlées par un jury d'armes du Lectorat des Beaux-Arts et des Arts Décoratifs. Cette fonction de contrôle grandissant allait certes de pair avec une amélioration de la qualité. Bien évidemment, ce jury était incapable, avant le changement de pouvoir des années 1989-1990, de mettre en question les symboles communistes omniprésents dans les armoiries municipales. Cependant, ce jury sut imposer assez conséquemment le respect des règles fondamentales de l'héraldique.

En 1990 se posa la question si le Lectorat et le jury d'armes, compromis par leur collaboration passée, étaient également des institutions à faire dis-

paraître. À la fin du compte, le jury et le Lectorat conservèrent un pouvoir restreint: dans la nouvelle démocratie hongroise, il n'est plus obligatoire de présenter des nouvelles armoiries à un jury de professionnels du Lectorat, ni à une institution compétente en matière héraldique. En vertu de la législation récente, les collectivités locales se sont vu octroyer plein pouvoir pour choisir et déterminer les armoiries municipales. Une situation déplorable, puisque les unes se font conseiller, d'autres pas du tout... Ayant demandé une expertise héraldique, les villes et communes sont libres d'en tenir compte, mais sont pareillement libres de la balayer d'un geste... Il est évident que, dans ces circonstances, l'information sur l'adoption de nouvelles armoiries par les municipalités est devenue aléatoire.

Cette situation malaisée incita le professeur KÁLLAY, président de la Société hongroise d'Héraldique et de Généalogie et l'auteur, en tant que membre hongrois de l'Académie Internationale d'Héraldique, à adresser, en été 1993, une lettre au Ministre hongrois de l'Intérieur. Nous y suggérions la publication d'un décret ministériel rendant obligatoire une expertise soit du Lectorat des Beaux-Arts et des Arts décoratifs, soit de la Chaire des Sciences auxiliaires de l'Histoire de l'Université de Budapest ou alors de la Société hongroise d'Héraldique et de Généalogie pour l'adoption de nouvelles armoiries communales. Une lettre du 15 juillet 1993, émanant du chef du cabinet ministériel, promettait que l'on commencerait sous peu à élaborer une réglementation dans le sens de notre proposition ³. Depuis, le ministre a changé mais la réglementation de l'héraldique municipale reste inexistante.

LES ENSEIGNEMENTS DU COLLOQUE DE KESZTHELY

C'est dans ce contexte qu'intervint utilement la publication des actes du colloque de Keszthely: les héraldistes hongrois purent prendre connaissance des usages en matière d'héraldique communale dans des pays européens qui n'ont jamais subi un régime communiste. Tous sans exception connaissent des organes consultatifs spécialisés qui, obligatoirement, émettent leur avis sur de nouvelles armoiries municipales. Mademoiselle Andrée SCUFFLAIRE y rendit compte du travail du *Conseil héraldique flamand* de Belgique, et de la formation d'un nouveau *Conseil héraldique de la Communauté française de Belgique* ⁴. Les conférenciers autrichiens, Hanns JÄGER-SUNSTENAU et Franz-Heinz von HYE, exposèrent que les *Ämter der Bundesregierung* (bureaux provinciaux) ont compétence d'octroi d'armoiries et que même les directions des archives provinciales jouent un rôle important dans l'octroi d'armoiries municipales en Autriche ⁵. Au Tyrol du Sud italien, à Trento, le Président du Conseil provincial autonome de la Région approuve les armoiries. Le même fonctionnaire promulgue le décret octroyant des armoiries nouvelles ⁶. Dans un pays où l'autonomie communale est très étendue comme en Suède, les

armoiries municipales sont agréées ensemble par les communes et les archives. Les projets d'armoiries y sont examinés par un comité aux compétences juridiques, archéologiques et artistiques. Représentées par l'héraldiste d'État, Madame Clara NEVÉUS, les archives nationales suédoises jouent un rôle consultatif dans l'adoption de nouvelles armoiries communales⁷. Une Commission d'héraldique fonctionne au niveau départemental en France, un pays où l'État se mêle peu de l'héraldique. Cette commission entreprend la publication des armoiries communales. Monsieur François-Jacques HIMLY a cité l'exemple du Bas- et Haut-Rhin⁸. Sur l'autre rive du Rhin, dans le *Land* de Rhénanie-Westphalie en R.F.A., on recommande aux communes de faire expertiser leurs projets d'armoiries par les archives de l'État compétentes. Qui plus est, les gouvernements régionaux prescrivent certains critères concrets pour les armoiries, tels valeur, simplicité, clarté et lucidité. Avant de valider et de promulguer les sceaux, armoiries et drapeaux communaux, le ministre-président du *Land* examine l'expertise des archives de l'État⁹.

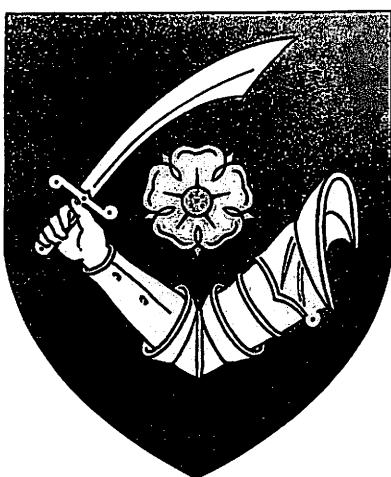
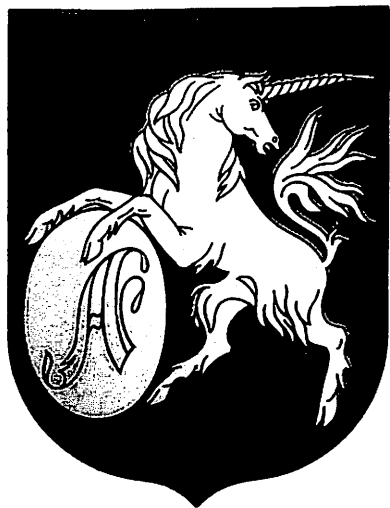
Le fait qu'en Hongrie, il ne soit plus obligatoire de recourir à un quelconque expert héraldique soulève de graves problèmes pour le jury héraldique, notamment dans le cas où les esquisses des armoiries présentent des défauts. Souvent, les communes intéressées et plus encore les artistes considèrent toute remarque bienveillante comme manifestation d'une jalousie professionnelle. Ils s'entêtent par la suite et la plupart du temps, l'esquisse erronée, présentée initialement, est votée par les élus municipaux et réalisée. En conséquence, le jury se limite de plus en plus à ne corriger que les défauts les plus évidents.

ANALYSE DES 27 ARMOIRIES MUNICIPALES ADOPTÉES ENTRE 1989 ET 1994

— RETOUR AUX ANCIENNES ARMOIRIES MUNICIPALES

Après cette introduction longue et désillusionnée, je voudrais présenter les 27 armoiries communales mises au point entre 1989 et 1994, depuis notre colloque de Keszthely consacré aux armes des villes qui offrit à mes compatriotes l'occasion de se familiariser avec les pratiques héraldiques en ce domaine dans d'autres pays.

Toutes ces armes municipales ont été enfin adoptées par le jury des armes, mais elles ne présentent que le choix le plus réussi des armoiries communales adoptées.



Quatre armoiries municipales hongroises, nouvellement créées:

1. Aszód;
2. Fehérgyarmat;
3. Dunakeszi;
4. Fegyvernek.

Un premier groupe important n'a de neuf que la forme: après l'effondrement du régime communiste en 1989, plusieurs localités reprurent leurs anciennes armoiries, qu'elles avaient dû abandonner sous contrainte. Ainsi la ville de **Baja** reprit en 1989 ses armes anciennes représentant les premiers parents sous le pommier ¹⁰. Ce sujet biblique des anciennes armoiries attestées dès 1696, avait fortement irrité l'État-parti. Les dirigeants communistes avaient alors octroyé à la ville des armes ressemblant à une publicité de poudre à lessive... Après la révolution pacifique de 1989, le motif religieux ne dérangeait plus.

Csorna également put reprendre la figure de Saint-Antoine de Padoue, représentée avec l'enfant Jésus. Ce meuble héraldique avait orné le sceau de la ville jusqu'en 1948.

De même, en 1989, la ville de **Debrecen** reprit ses anciennes armes de 1693, représentant un agneau avec drapeau sous un palmier. Or l'ancien dessin de l'écu fut complété par une aigle regardant vers un soleil figuré dans le concept du dessinateur Lajos GÖRÖG. La pratique internationale connaît des exemples similaires de surcharge et modernisation d'anciennes armoiries ¹¹.

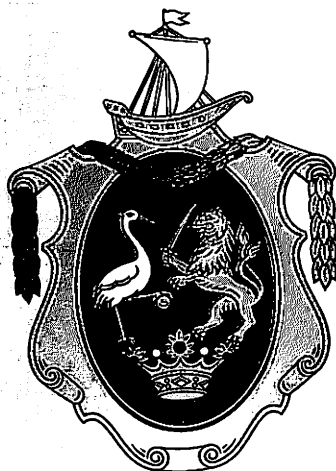
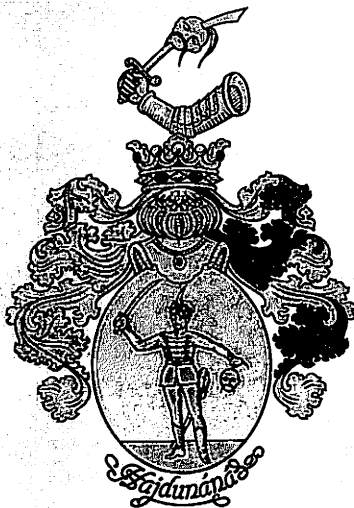
En 1989, la ville de **Fertőszentmiklós** reprit ses armes originales, utilisées du moins depuis 1906, quand furent réglementés au niveau national les sceaux et armoiries des villes en Hongrie. L'écu représente une tour d'argent à porte ouverte, surmontée d'un coq accompagné d'une étoile d'or et d'un croissant d'argent.

Les armes de la ville de **Kalocsa** sont dessinées d'après l'ancien modèle et représentent une porte entre deux tours, c'est-à-dire des meubles à caractère architectural.

Hódmezővásárhely reprit également ses anciennes armes au bras coupé tenant trois flèches serrées dans la main.

Les anciennes armoiries parlantes de **Kecskemét** – *kecske* signifie chèvre – s'étaient attirées les foudres de l'État-parti: en effet sous les pattes arrières de la chèvre rampant de la ville, se trouvaient trois monts de sinople qui rappelaient le mont de trois coupeaux de sinople des armoiries historiques de la Hongrie, abolies en 1949 par le régime staliniste. Selon une opinion officielle de 1973, le mont de trois coupeaux de sinople symbolise «l'irrédentisme» ¹²; il devait donc disparaître. Depuis la chute de l'État-parti et de ses arguments fallacieux, la chèvre de la ville de Kecskemét foule de nouveau allègrement les trois monts de sinople.

De la même façon, la ville de **Szentendre** a repris son ancien meuble, l'agneau avec un drapeau, ressemblant d'ailleurs à celui de Debrecen. La ville



Quatre armoiries municipales hongroises, nouvellement créées:

1. Hajdúdorog; 2. Hajdúnánás;
3. Fonyód; 4. Keszthely.

de **Szeged** elle aussi a repris ses anciennes armes héraldiques. **Eger** retrouva son ancienne licorne en 1990, tout comme la ville de **Szolnok** reprit ses armes tout en faisant repeindre le pélican arrosant ses petits de son sang. Le sabre en pal antihéraldique est une addition moderne de l'artiste Miklós TOMAY.

Il est curieux de constater que certains conseils municipaux ont tellement respecté l'ancien dessin héraldique qu'ils ont refusé de retoucher des défauts réels. En 1989, le jury des armes conseilla à la ville de **Keszthely** de transformer ou supprimer la guirlande pénétrant dans le chef de l'écu en cour-touche. Peu importe que cette ville hongroise ait accueilli le colloque sur les armoiries de villes en 1988, et deux années après, en 1990, les journées d'études d'héraldique, proclamées XIXe Congrès international des Sciences généalogique et héraldique, ses édiles ont répondu aux critiques: les armes doivent rester inchangées, même si elles sont contraires aux règles héraldiques. La guirlande se trouve dans la même position déjà depuis le XIXe siècle.

– INNOVATION DANS LES ARMOIRIES MUNICIPALES

Les nouveaux symboles héraldiques municipaux hongrois traités jus-qu'ici marquaient en substance le retour aux figures et meubles traditionnels.

Passons à présent aux exemples des villes et communes – parfois pro-mues au rang de ville – qui ne désiraient pas reprendre leurs armes anciennes antérieures à 1948, qui devinrent villes suite à la fusion de plusieurs localités au cours des dernières décennies, ou qui n'avaient pas d'armoiries muni-cipales du tout avant le régime communiste. Toutes ces localités se trouvaient devant l'obligation de choisir de nouvelles armoiries, souvent à défaut d'anté-cédents héraldiques sous le régime l'État-parti.

Les armes de la ville de **Kapuvár**, dessinées en 1991 par Miklós OROSZ, rappellent fortement les anciennes armoiries de la ville. Elles repré-sentent une partie stylisée de la forteresse d'autrefois avec une porte, donc – selon le classement de Jiri LOUDA ¹³ – elles appartiennent au type architectu-ral. Ce sont cependant aussi des armes parlantes, puisque *kapu* en hongrois signifie porte. Sous l'influence des armoiries anciennes, les responsables locaux n'ont pas résisté à la tentation: ils ont surchargé l'écu de deux étoiles à 6 rais comme élément cosmique, de deux drapeaux nationaux hongrois comme souvenir de la gloire militaire de jadis, en sus on a mis en scène un sabre, – type d'épée coudée, très répandue dans la Hongrie ancienne – une hachette, un tambour, un pistolet, un canon et même des boulets !

En 1990, la ville de **Aszód** a placé dans son écu les armes de la famille PODMANICZKY, les anciens seigneurs de la localité: une licorne supportant un petit écu oval à l'initiale A (de la ville) au lieu de P (initiale de la famille sei-gneuriale).

L'écu choisi en 1993 par le village de **Fehérgyarmat** rappelle les seigneurs d'autrefois par trois dents de dragon d'argent et de gueules. L'église d'argent dans le champ III de l'écu parti mi-coupé symbolise l'église à la tour de bois, un monument historique dont s'enorgueille la localité. Les trois fasces ondées d'argent évoquent les eaux autour du village.

L'écu de la ville de **Dunakeszi**, adopté en 1991 suivant un dessin de l'artiste Antal GUNDA, figure Saint Michel, patron de la localité. Le champ inférieur est formé par une fasce ondée d'argent, symbole du fleuve Danube. La tête de cheval d'argent symbolise le sport hippique pratiqué à Alag, une dépendance de Dunakeszi.

De nos jours aussi, bon nombre de villes hongroises choisissent des armes parlantes. Le saule dessiné avec des osiers sur une colline de sinople dans l'écu du village **Balatonfüzfő**, dessiné en 1992 par l'artiste Kálmán SZÉKELY, est à ranger dans cette catégorie, puisque *fűz* en hongrois signifie saule. De même l'écu de **Füzesabony**, projeté en 1989 par Vilmos KOVÁCS, arbore parti: au Ier d'azur au soleil figuré d'or; au II: de sinople au buisson de saule.

Les nouvelles armoiries du village de **Fegyvernek**, dessinées en 1993 par István SZEKERES, font partie elles aussi de ce groupe d'armoiries parlantes. Le sabre tenu par un bras vêtu d'une armure symbolise une arme, *fegyver* en hongrois. Ces armes parlantes de Fegyvernek montrent parallèlement l'exemple d'un meuble héraldique très répandu en Hongrie. Dans l'héraldique – surtout nobiliaire – ancienne, le bras coupé tenant un sabre était très populaire en tant que symbole du courage.

– RAPPEL HÉRALDIQUE DU PASSÉ HÉROÏQUE ET LÉGENDAIRE

D'autres villes hongroises ont préféré se doter d'armoiries rappelant leur passé héroïque ou légendaire. Les armes de la ville de **Hajduhadháztéglás**, dessinées en 1990 par l'artiste Ilona SZEREDAI, sont coupées, au I: de gueules au bras coupé tenant un sabre (encore !), au II: d'azur aux murailles d'argent. Au-dessus à une couronne de cinq perles d'or.

Le bras rappelant l'héroïsme dans les armes de **Hajdudorog**, créées par Kálmán MOLNÁR, est appuyé sur un hérisson, animal répandu dans cette région. L'écu montre encore un sabre transperçant une tête de turc de gueules accompagné de deux côtés par des symboles cosmiques. Cet écu déjà surchargé est accompagné par des ornements extérieurs: timbré d'un casque aux grilles verticales, d'une couronne de feuillage de cinq branches, cimé d'une croix patriarcale naissante d'or, de deux drapeaux d'azur et d'argent et, enfin, de lambrequins.

L'écu de **Jászapáti**, réalisé aussi par Kálmán MOLNÁR en 1990, représente comme meuble principal un *háïdouk* (mercenaire-paysan), vêtu d'azur et tenant un sabre. Au-dessus on trouve le soi-disant cor de Lehel et une grappe de raisin. Selon une légende moyenâgeuse, LEHEL ou LÉL, chef d'une armée hongroise dévastant l'Allemagne, frappa à mort l'empereur germanique au moyen de ce cor, après avoir reçu la permission de sonner une dernière fois cet instrument aimé, avant d'être exécuté, capturé et condamné à mort qu'il fut. Inutile de préciser que cette légende ne repose sur aucun fondement historique, quoiqu'un cor fissuré – instrument qu'on met en rapport avec cette tradition populaire – soit gardé au Musée iazyge.

– MEUBLES HÉRALDIQUES RAPPELANT DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES OU TOURISTIQUES

Venons-en à présent au groupe des instruments de travail comme meubles héraldiques. Les insignes de sable des mineurs de la ville minière d'**Ajka**, dessinées en 1992 par l'artiste Lajos KAMPER, appartiennent à cette catégorie de même que le voilier à deux mats dans l'écu de la ville de **Fonyód**, dessiné par l'artiste Gyöző KENÉZ en 1990. Le meuble principal y symbolise la navigation sur le lac Balaton. Le champ d'azur sous le bateau est inspiré de la nature puisqu'il figure l'eau du lac. De même la ville d'eau **Héviz** a choisi un meuble inspiré par la nature: les armes de cette ville, qui s'est développée au XXe siècle grâce à sa source thermale, représentent au champ inférieur un nénuphar, fleur rare poussant dans le lac de Héviz. Le champ supérieur est meublé d'un griffon tenant une épée, une création imaginée en 1990 par Nándor SZILVÁSSY et Ágnes SZALONTAY.

CONCLUSION

Au cours de la période 1989 – 1994, les villes hongroises se sont dotées d'armes très variées. Elles tranchent heureusement avec les solutions conventionnelles employées par l'héraldique municipale hongroise des décennies communistes. Continuant les traditions héraldiques hongroises, notamment en représentant des bras coupés tenant un sabre, ces nouvelles armoiries municipales ne font pas référence à l'actualité politique ¹⁴. Elles violent cependant souvent le principe héraldique qui interdit de superposer deux couleurs. Or dans la tradition multiséculaire de l'héraldique hongroise, la pelouse de sinople peut être en contact avec la couleur d'azur représentant le ciel, de même qu'un soldat (guerrier, vêtu d'un habit de couleur), se tient parfois devant un ciel d'azur. Souvent, les écus récents des villes hongroises sont surchargés de différents meubles: les créateurs ont voulu raconter, à tort, puisqu'il en résulte une mauvaise lisibilité. Il est intéressant de constater qu'en Hongrie, comme en Suède ¹⁵, les armoiries récentes des villes évitent les figures géométriques: si des partitions de l'écu sont utilisées, c'est en règle générale pour remplir plus facilement les champs ainsi formés de meubles et figures héraldiques. Les fasces ondées ont une signification propre dans l'héraldique hongroise: elles symbolisent les courants d'eau et les étangs.

Enfin, je voudrais souligner que les armoiries municipales hongroises présentées ici représentent le meilleur de la production des dernières années. Elles furent toutes présentées à un jury de spécialistes. Toutefois la réglementation juridique reste lacuneuse et encore de nos jours, des armoiries nouvelles sont adoptées en Hongrie qui seraient refusées par tout jury quelque peu compétent.

NOTES

1. *Acta contionis heraldicae municipalis hodiernae anno 1988° in oppido Keszthely habitae.* Redegerunt Iván BERTÉNYI et László CZOMA. Keszthely: Festetics Kastély, 1990, p. 403. [Cet ouvrage est cité par la suite comme *Acta contionis...*]
2. *Genealogica et Heraldica. 19. Internationaler Kongreß für genealogische und heraldische Wissenschaften, Keszthely, 2.-6. 10. 1990, Kongreßberichte.* Redigerunt Iván BERTÉNYI et László CZOMA. Keszthely: Festetics Kastély, 1992, 164 pp.
3. Ministère de l'Intérieur, N° 11-479/1993.
4. Andrée SCUFFLAIRE: «L'héraldique municipale en Belgique». In: *Acta contionis...* p. 24-25.
5. Hanns JÄGER-SUNSTENAU: "Probleme der österreichischen Kommunalheraldik". In: *Acta contionis...*, p. 70; sur le Tyrol voir également: Franz-Heinz HYE: "Die Entwicklung der Municipal-Heraldik in Tirol mit besonderer Berücksichtigung der Geschichte des Wappens der Landeshauptstadt Innsbruck". In: *Acta contionis...*, p. 147.
6. Franz-Heinz HYE: op. cit. (note 4), p. 147.
7. Clara NEVÉUS: «L'héraldique communale suédoise de nos jours». In: *Acta contionis...*, p. 72.
8. François-Jacques HIMLY: «Influences allemandes et françaises dans l'héraldique communale alsacienne». In: *Acta contionis...*, p. 130-131.
9. *Verwaltungsordnung zur Gemeindeordnung für das Land Nordrhein-Westfalen.* Ministerialblatt NW. Ausgabe A. 22 (1969), N° 96; Rolf NAGEL: *Rechtsgrundlagen der Heraldik. Gesetze und Verordnungen des 19. und 20. Jahrhunderts.* Köln: Rheinland Verlag, p. 63-64. L'auteur exprime sa gratitude à M. Toni DIEDERICH pour lui avoir signalé cette référence bibliographique.
10. Toutes les armoiries citées par après sont conservées aux archives du Lectorat des beaux-arts et des arts décoratifs à Budapest.
11. Clara NEVÉUS: «L'héraldique communale suédoise de nos jours». In: *Acta contionis...*, p. 72, 77; illustrations II:2, III:2, III:3, IV:2.
12. Section technique du Conseil municipal de KecsKemét, n°70.507/1973. IV. daté du 3 août 1973.
13. Cf. Jiri LAUDA: *Europäische Städtewappen.* Balzers: Genesis-Verlagsanstalt, 1969, p. 38-83.
14. L'actualité politique est reflétée dans les nouvelles armoiries de la ville d'Érd, dessinées en 1991 et utilisées depuis 1993. Dans le champ II de l'écu coupé, un dragon de gueules percé par une croix d'or est placé sur un fond azur. C'est un arrangement très irritant pour les yeux. L'auteur du dessin, récemment reconverti à la politique, fut sommé par une commission de changer cet arrangement. Il refusa de ce faire en arguant que la couleur rouge du dragon symbolise le règne communiste renversé tout récemment. Cf. HORVÁTH, Lajos: "Érd címerének és lobogójának a leírása" (Descriptions des armes et du drapeau de la ville d'Érd). In: *Érdi Ujság* (Journal d'Érd), édition du 16 août 1991, p. 1.
15. Clara NEVÉUS: «L'héraldique communale suédoise de nos jours». In: *Acta contionis...*, p. 76.

Stefan K. KUCZYŃSKI

DÉCOR HÉRALDIQUE DES VILLES POLONAISES DEPUIS LE MOYEN ÂGE JUSQU'À L'ÉPOQUE MODERNE

RÉSUMÉ

Les villes, en tant que centres à population dense, constituaient dès le début de leur existence un terrain où se manifestaient diverses sortes de signes et de symboles représentant le pouvoir, la loi ou la propriété. Dans le paysage sémiotique des villes, une place à part revient aux armoiries. Elles symbolisaient non seulement le pouvoir hiérarchique du roi en sa qualité de souverain suprême, celui du duc ou du maître de la ville, mais aussi la cité elle-même, ses différents offices ainsi que toute la communauté urbaine (armoiries des villes).

Dans le décor héraldique des villes, on trouvait fréquemment les armoiries de personnes morales – institutions et offices, corps collectifs et congrégations ecclésiastiques et laïques (évêchés, chapitres, couvents, corporations de métier).

Cependant les blasons de personnes physiques y dominaient nettement: il s'agissait des emblèmes de grands seigneurs, de nobles, des patriciens de la ville et de bourgeois. Toutes ces armoiries étaient exposées dans les lieux publics, c'est-à-dire sur les façades des châteaux et des palais, sur les églises, les portails, les murs de la cité, sur l'hôtel de ville, les monuments et les statues ainsi que sur les maisons d'habitation. Elles exerçaient partout le rôle qui leur a été attribué comme insignes du pouvoir ou de l'autogestion municipale et, également, comme signes de reconnaissance et de propriété.

L'auteur traite la question de la présence de ces armoiries surtout dans les grandes villes de Pologne, situées aussi bien dans les frontières historiques qu'actuelles: Cracovie, Poznań Varsovie, Lvov, Vilno, Toruń, Wrocław, Gdańsk, sans négliger toutefois les villes plus modestes. Il met en valeur la façon de présenter ces armoiries ainsi que leur fonctionnement et attache une grande importance au problème de la réception de ces symboles par la population citadine. L'ensemble des recherches est situé dans un vaste cadre chronologique, allant du Moyen Âge jusqu'aux temps modernes.

Depuis les temps les plus anciens l'homme vit entouré de différents signes visuels et de symboles. Selon la définition déjà classique d'Umberto ECO, ces signes et symboles forment une sorte de paysage sémiotique qui se manifeste dans diverses collectivités humaines constituant un élément essentiel de la vie collective ¹. L'ensemble de ces signes et symboles n'a cessé de s'accroître avec le progrès de la civilisation, le développement de la pensée humaine, le perfectionnement des techniques et des institutions de la vie sociale ainsi qu'avec l'épanouissement de la culture spirituelle et matérielle. Plus une collectivité était grande, plus on y trouvait de signes et de symboles adressés globalement au groupe tout entier ou sélectivement aux différentes catégories sociales et individus qui la composaient. Aujourd'hui, particulièrement dans les grandes agglomérations urbaines, nous vivons exposés à une multitude de signes visuels: signes d'information (tels que logogrammes de toutes sortes) et de reconnaissance, et surtout signes de publicité souvent agaçants et des fois agressifs.

Les villes, en tant que centres à population dense constituaient dès les début de leur existence un terrain où se manifestaient diverses sortes de signes et de symboles représentant le pouvoir, la loi ou la propriété. Dans le paysage sémiotique des villes, une place à part revient aux armoiries. Elles symbolisaient non seulement le pouvoir hiérarchique de l'empereur ou du roi en sa qualité de souverain suprême, celui du duc ou du maître de la ville (l'évêque, le grand seigneur), mais aussi la ville elle-même, ses différents offices ainsi que l'ensemble de la communauté urbaine (armoiries des villes). Dans les villes-capitales, où résidaient les monarques, les armoiries personnelles, familiales ou dynastiques de ceux-ci, ensemble avec celles du royaume ou du duché paraissaient plus fréquemment.

Dans le décor héraldique des villes, on trouvait également les armoiries de différentes personnes morales – institutions et offices, corps collectifs et congrégations ecclésiastiques et laïques (évêchés, chapitres, couvents, corporations de métier). Cependant les blasons de personnes physiques y dominaient nettement: il s'agissait des emblèmes de grands seigneurs, de fonctionnaires d'État et de municipalité, de patriciens de la ville et de bourgeois. Toutes ces armoiries étaient exposées dans les lieux publics, c'est-à-dire sur les façades des châteaux et des palais, sur les églises, les portails, les murs de la cité, sur l'hôtel de ville, sur les monuments et les statues ainsi que sur les maisons d'habitation. Elles exerçaient partout le rôle qui leur a été attribué comme insignes du pouvoir ou de l'autogestion municipale ou bien comme signes de reconnaissance et de propriété ².

Les armoiries utilisées comme motif architectural, appliquées à l'extérieur d'immeubles pour les embellir et décorer sont toujours les plus intéressantes pour l'histoire de l'art comme pour l'étude de l'héraldique elle-même.

Les grandes villes de l'Europe occidentale apportent de nombreux exemples de décor héraldique inséré de pareille façon dans le paysage de la ville qu'il en est devenu une partie intégrale. Rappelons ici la plus grande réalisation, sans doute, de ce genre, c'est-à-dire l'ancienne tour de l'empereur MAXIMILIEN Ier à Innsbruck (1499), la célèbre «*Wappenturm*» décorée de plus de 60 blasons représentant toutes les possessions des HABSBOURG. Ce fameux monument n'existe plus, ayant été démoli en 1766. Citons dans le cadre de la même ville l'ensemble des armoiries au *Goldenes Dachl* (Toit doré) et les fresques héraldiques avec le fameux aigle impérial, *Quaternioneradler*. Pour rester en Autriche, on n'oubliera pas de mentionner la toiture de la cathédrale de Saint-Étienne à Vienne qui est ornée d'aigles impériales et modernes d'Autriche aussi bien que d'armoiries de la ville réalisées en tuiles de couleur.

On trouve une richesse énorme de blasons posés sur les frontons des édifices ecclésiastiques et laïcs dans les villes italiennes: à Florence, Bologne et surtout à Rome et dans les grandes républiques urbaines telles Venise ou Gênes, mais aussi à Arezzo – voir la superbe façade du *Palazzo pretorio* –, à Padoue, Sienne et dans des dizaines d'autres villes de la Péninsule.

Le goût traditionnel des Suisses pour le blason se manifestait par la décoration héraldique fréquente d'immeubles privés et publics, même dans de petites villes et villages. Un phénomène pareil s'étend à toute l'Europe: de Tolède en Castille jusqu'aux villes de Saxe, des villes anglaises jusqu'à Buda et Prague, de Milan et Munich jusqu'aux villes hanséatiques de la zone bal-tique³.

À partir du Moyen Âge, les villes polonaises commencent à suivre cette tendance européenne, et les bâtiments aussi bien publics que privés de quelque importance se couvrent de décors héraldiques. La Pologne de l'époque n'était cependant pas un pays où les armoiries fussent affichées aussi largement et ostensiblement qu'en Italie ou en Allemagne. L'usage des armoiries avait en Pologne un caractère plus personnel que public et, par conséquent, le décor héraldique de nos villes, voire même des plus grandes d'entre elles, tout en étant fort intéressant, restait relativement modeste. Les destructions par les guerres que nos villes ont subies à maintes reprises au cours des quatre derniers siècles ont encore empiré cet état de choses. En outre, beaucoup d'armoiries furent enlevées sur l'ordre des occupants étrangers. C'était le cas de l'Aigle Blanche polonaise dont l'exposition publique était sévèrement défendue aux temps des partages du pays et de l'esclavage national du XIXe et du XXe siècles. Cet emblème a donc disparu des lieux publics et y a été remplacé par les emblèmes des puissances étrangères⁴.

On peut distinguer plusieurs groupes d'armoiries formant le décor héraldique des villes polonaises. Dans l'aspect historique, ce sont, comme par-

tout d'ailleurs:

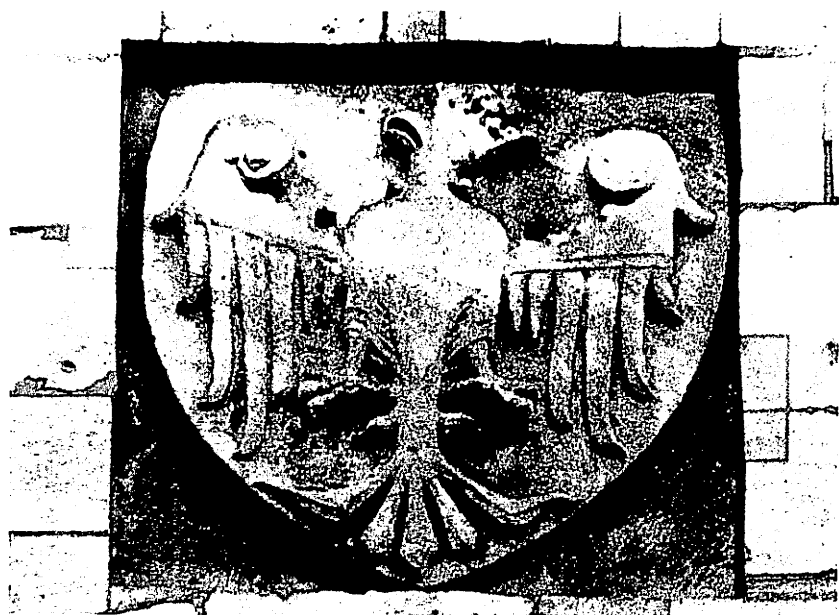
1. les armoiries des rois et celles de l'État;
2. les armoiries des seigneurs et des propriétaires de villes;
3. les armoiries territoriales;
4. les armoiries des villes-mêmes;
5. les armoiries des institutions et des congrégations ecclésiastiques;
6. les armoiries des institutions, des corporations et des organisations laïques;
7. les armoiries de personnes privées.

Ajoutons à cet inventaire certaines particularités héraldiques qu'on ne rencontrera pas ailleurs.

Examinons maintenant les différents groupes d'armoiries ainsi que leur présence dans les villes polonaises depuis le Moyen Âge jusqu'aux temps modernes. Concentrons d'abord notre attention sur les armoiries qui étaient placées à l'extérieur des bâtiments d'une façon stable et, par conséquent, étaient destinées à la vue publique pendant une longue période. Nous considérons la Pologne dans ses frontières historiques, c'est-à-dire en tenant compte également des villes qui se trouvent en dehors de l'actuel territoire national – notamment Lvov et Vilna. Par contre, nous traiterons de façon moins approfondie le décor héraldique, très intéressant du reste, des villes de Silésie⁵, de Poméranie occidentale et de Prusse orientale, car ces provinces ont été très tôt détachées de la Pologne ou bien n'en faisaient pas partie, et dès lors ne se trouvaient pas dans la zone d'influence directe de l'héraldique polonaise.

À CRACOVIE...

Les armoiries des rois et du Royaume de Pologne paraissent en plus grand nombre dans les deux villes-capitales, c'est-à-dire à Cracovie et à Varsovie. C'étaient les villes résidentielles des rois polonais où se trouvaient leurs châteaux et où ils exerçaient leur pouvoir. Le rôle de Cracovie reste primordial en tant que capitale de la Pologne unifiée depuis le premier quart du XIV^e siècle; c'est ici, dans la cathédrale érigée sur la colline de Wawel, que se déroulaient les cérémonies de coronation et de funérailles des rois. C'est aussi pourquoi une grande Aigle Blanche sculptée en pierre dès le XIV^e siècle a couronné le fronton de la cathédrale, lui conférant la fonction de l'église officielle du Royaume de Pologne. Plus tard, l'Aigle Blanche paraît plusieurs fois dans ce magnifique temple – ornant aussi bien son intérieur que l'extérieur, et, en particulier, ses grandes chapelles, celle des JAGELLONS et celle de la dynastie VASA (en polonais WAZA). Les armoiries des rois et du Royaume formaient également le plus important motif héraldique des sarcophages royaux, situés sur le sol de la cathédrale ou dans ses souterrains⁶.



L'Aigle Blanche sur la façade de l'église-cathédrale à Cracovie (XIV^e siècle).

À la cathédrale cracovienne était rattaché le château royal de style Renaissance dans sa forme actuelle, construit au début du XVI^e siècle à l'emplacement même de l'ancien château datant du Moyen Âge. Ici également, on constate la présence fréquente de l'Aigle Blanche aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'imposant édifice ⁷.

Étant situés sur la colline rocheuse de Wawel, la cathédrale et le château royal – qui formaient le centre du pouvoir, un lieu de culte et la nécropole des rois polonais – se trouvaient hors des murs d'enceinte de Cracovie. Ils étaient donc détachés de l'organisme vivant de la ville et accessibles généralement à un nombre limité de personnes officielles, aux courtisans de la cour et au clergé de la cathédrale. Les habitants de Cracovie pouvaient voir les armoiries du roi et celles du Royaume plutôt dans la ville-même, dans les rues et sur les places. Sculptées en bas relief, elles ornaient les façades de certaines églises comme celle de *Corpus Christi* (Corps de Dieu) datant de la deuxième moitié du XV^e siècle – ici l'Aigle Blanche polonaise et le Chevalier de Lituanie écartelé et avec la même Aigle Blanche en cimier – ou celle des Saints Pierre-et-Paul construite deux siècles plus tard – ici uniquement l'Aigle Blanche monumentale et de grande expression. Étant donné le rang de la capitale du pays, une des portes principales de la ville, celle de Saint Florian, était parée d'une grande Aigle Blanche en bas relief en pierre ⁸.

Dans le paysage urbain de Cracovie sont conservées encore des dizaines de représentations différentes de l'Aigle Blanche des XVIIe et XVIIIe siècles, comme par exemple l'Aigle parfaitement stylisée dans le portail d'une maison de la rue Grodzka. Après les partages de la Pologne vers la fin du XVIIIe siècle l'exposition publique des emblèmes de l'État polonais avait pratiquement disparu dans cette ville bien qu'à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle les autorités d'occupation autrichiennes aient montré un certain libéralisme envers les manifestations des sentiments nationaux des Polonais. C'est alors qu'ont été introduites les nouvelles armoiries officielles composées à Vienne – celles du Royaume de Galicie et de Lodométrie et celles de Galicie en tant que province de la monarchie des HABSBOURG ”.

À VARSOVIE...

À Varsovie, la deuxième capitale de la Pologne depuis 1596, les armoiries de l'État firent leur entrée dans la deuxième moitié du XVIe siècle, au moment où la Diète (*Sejm*) commençait à siéger dans cette ville. À partir du XVIIe siècle, quand le château royal fut construit comme résidence du roi SIGISMOND III, ces armoiries paraissaient plus fréquemment. Elles se présentent sous deux formes: l'Aigle Blanche avec les armoiries de VASA sur la poitrine, et la Pologne-Lituanie écartelée avec les armoiries de la Suède et celles de VASA sur tout, entornées de la chaîne de l'Ordre de la Toison d'Or. La première forme désigne le blason du roi et a un caractère plus personnel, la seconde représente le blason de l'État. Les deux se trouvent sur les deux tours du Château et sur le socle de la fameuse colonne du roi SIGISMOND III (1643) ¹⁰⁰.

Les rois qui ont régné plus tard, Jean III SOBIESKI, les deux WETTINS et surtout le dernier roi Stanislas Auguste PONIATOWSKI ont laissé à Varsovie bon nombre de réalisations héraldiques: sur les façades d'églises, sur les bâtiments officiels, sur des statues et sur toutes sortes de monuments. La ville, atrocement détruite à deux reprises au cours de la dernière guerre (1939–1945), s'est relevée des ruines et le château royal a été réédifié dans toute sa magnificence. La plupart des anciennes armoiries des rois et de l'État ont été reconstruites avec grand soin.

Sous le joug de l'occupant prussien et, après le Congrès de Vienne de 1815, de l'occupant russe, l'usage de l'Aigle Blanche polonaise était défendu à Varsovie. Il fut remplacé par les emblèmes des monarchies étrangères – l'aigle noire de Prusse et l'aigle noire bicéphale de Russie avec la petite aigle polonaise sur sa poitrine. L'Aigle Blanche polonaise a réapparu dans la vie publique en 1918, au moment où la Pologne est redevenue un État indépendant. C'est alors qu'il a ressurgi en sa qualité de blason de la République Polonaise dans la rue de Varsovie, placé sur les façades de nombreux



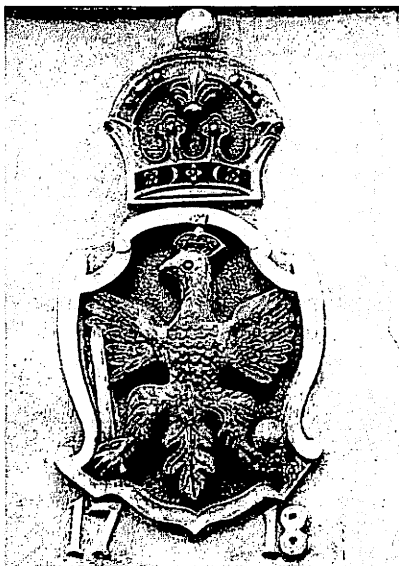
Les armoiries de la Pologne, de la Lituanie et de l'Autriche dans la cour intérieure du Château Royal à Varsovie (seconde moitié du XVIe siècle). Copie contemporaine.

immeubles du gouvernement, des ministères et d'autres offices centraux, parfois sous une forme stylisée moderniste ¹¹.

À POZNAŃ, GDAŃSK...

Dans d'autres villes de Pologne, on rencontre également l'Aigle Blanche et l'écu écartelé du Royaume de Pologne: Poznań, Vilno, Lvov, Lublin, Piotrków, Gniezno, Gdańsk – pour ne citer que les principales – donnent l'exemple de l'utilisation fréquente de la symbolique d'État dans l'architecture urbaine. À Poznań, sur la tour de l'Hôtel de Ville du XVI^e siècle – un chef d'oeuvre de l'architecture Renaissance en Pologne – a été placée, en 1690, une grande aigle en fer blanc. Après les partages de la Pologne, elle a été remplacée par l'aigle prussienne ¹².

À Gdańsk, l'Aigle Blanche accentuait vivement l'appartenance de cette ville à la Pologne. Elle était placée sur trois portes de la ville – y compris la magnifique porte principale de 1588 – ainsi que sur la tour de l'Hôtel de Ville. Sur la grille entourant la fontaine de Neptune devant l'Artushof brillaient depuis le XVII^e siècle les aigles dorées polonaises qui ont été brutalement brisées par les nazis en 1935, mais qui ont recouvré actuellement leur belle forme originelle ¹³.



L'Aigle Blanche sur la façade de la maison des notaires de la chancellerie royale à Varsovie (1718).



Les armoiries de la ville de Leszno sur la façade de l'Hôtel de Ville (1639).

LES COMPOSANTES DES ARMOIRIES URBAINES

Les blasons de seigneurs et de propriétaires de villes ont pénétré non pas tant dans le décor héraldique de ces villes que directement dans leurs armoiries. En Pologne, les villes privées, qui étaient relativement nombreuses, acceptaient en général les armoiries familiales ou d'autres symboles et attributs de leur propriétaire – personne physique ou morale. De nombreux exemples attestent ce phénomène. Ainsi, on voit les armoiries familiales de personnes privées figurant comme blasons de villes (BOJANOWO, BROK, CZARNKÓW, KONIECPOL, LUBARTÓW, ŁASK, PUŁAWY, RAWICZ, TARNÓW et bien d'autres). Les armoiries de personnes morales ou d'institutions (p. ex. les armoiries de l'archevêché de Gniezno dans les blasons de Skierniewice et Uniejów ou les armoiries de l'évêché de Cracovie dans les blasons d'Iłża et de Pabianice) sont utilisées de la même façon. Dans certaines villes royales, c'est justement l'Aigle Blanche qui meublait leurs armoiries (p. ex. à *Nieszawa, Ostrołęka, Piotrków, Sandomierz*)¹⁴.

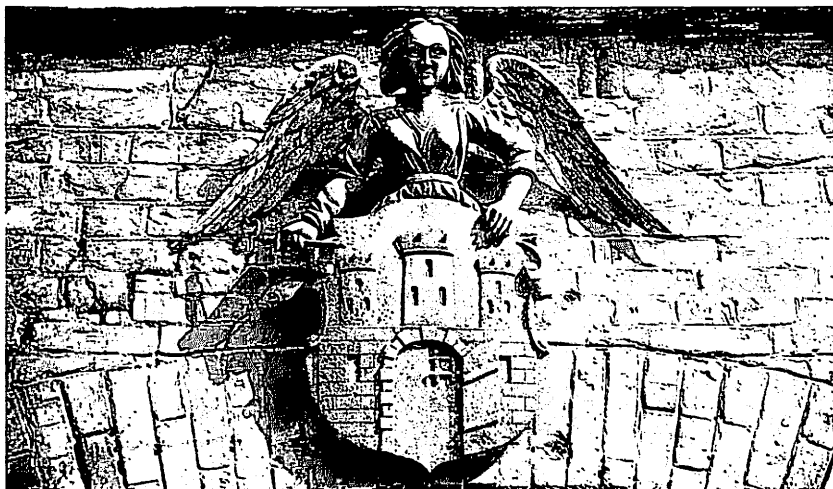
Les armoiries territoriales, c'est-à-dire celles des provinces et des voïvodies en tant qu'unités de la division administrative du pays, paraissent plutôt rarement dans les emblèmes armoriaux des villes polonaises. On peut cependant en relever un certain nombre (*Sandomierz, Sieradz, Łeczyca*)¹⁵.

Un rôle tout particulier revient aux armoiries de la Prusse Royale, province qui tout d'abord avait été sous la domination de l'Ordre de Chevaliers Teutoniques, et qui ensuite, en 1466, fut incorporée à la Pologne. Dans le régime de l'État polonais, cette province a reçu une large autonomie juridique et politique. On la soulignait souvent en affichant ses armoiries: *d'argent à l'aigle de sable tenant l'épée dans la main humaine*. Ce fait est visible surtout à *Gdańsk* et à *Toruń*. Parfois, ces armoiries étaient accompagnées de l'Aigle Blanche polonaise et des armoiries de la ville comme ce fut le cas à *Gdańsk*¹⁶.

LES ARMOIRIES, SYMBOLE ET DÉCOR MUNICIPAL

Dans le décor héraldique des villes, on voit souvent paraître les armoiries des villes elles-mêmes comme symboles de la communauté municipale et de son autogestion. Ces armoiries étaient exposées avant tout sur les façades des Hôtels de Ville et sur d'autres immeubles relevant des autorités municipales. La coutume d'y placer les armoiries a commencé au Moyen Âge et a persisté jusqu'à nos jours aussi bien dans les petites que dans les grandes villes comme en témoignent des centaines d'exemples.

Le monument le plus ancien de ce type qui se soit conservé est le blason de *Gdańsk* avant son augmentation en 1457 (c'est-à-dire sans couronne),



Les armoiries de Toruń sur l'Hôtel de Ville (XVIIIe siècle).

sculpté en pierre sur la porte de la ville dite Chlebnicka.

Les armoiries de villes ornent encore d'autres ouvrages municipaux comme les ponts, les statues, les fontaines, les réverbères ou les grilles décoratives. À Lvov, on rencontrait souvent le motif de lion emprunté aux armoiries municipales (armes parlantes), employé maintes fois dans l'architecture de la ville et aussi comme tenant de l'écu ¹⁷.

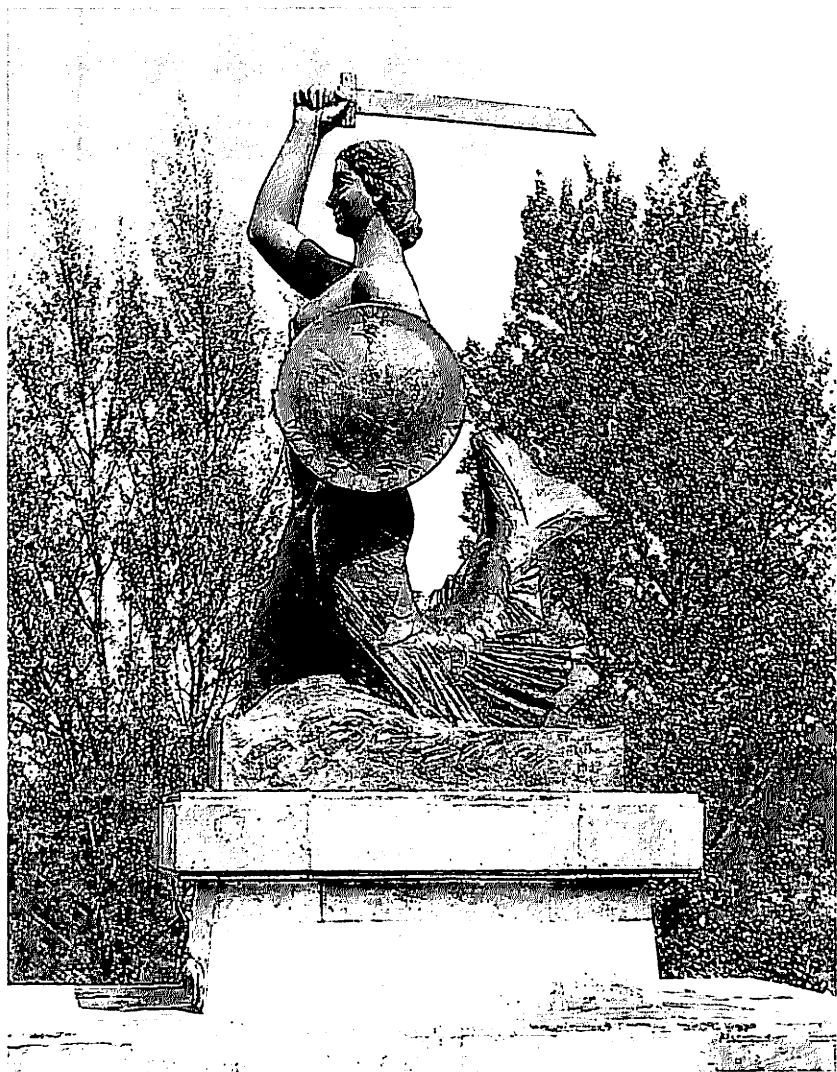
Certaines armoiries de villes étaient exécutées avec grand art, tel le blason de Gdańsk flanqué par des lions comme tenants de l'écu avant la porte principale de l'Hôtel de Ville (XVIIe siècle), ou les armoiries de Toruń sur la façade de l'Hôtel de Ville avec un ange comme tenant de l'écu (XVIIIe siècle).

Plus tard, on a commencé à apposer les armoiries des villes sur les moyens de transport urbain et sur d'autres ouvrages et objets dépendant de divers services municipaux. Aujourd'hui, elles sont placées souvent en tant que panneaux d'information visuelle ou comme logogramme aux limites administratives du territoire municipal, le plus souvent le long des grandes voies d'accès à la ville.

LA SIRÈNE DE VARSOVIE

À Varsovie, nous rencontrons un cas particulier: l'existence d'un monument consacré aux armoiries de la ville. Il s'agit d'une sirène armée tenant l'écu et l'épée. Le premier monument de ce type a été créé en 1855

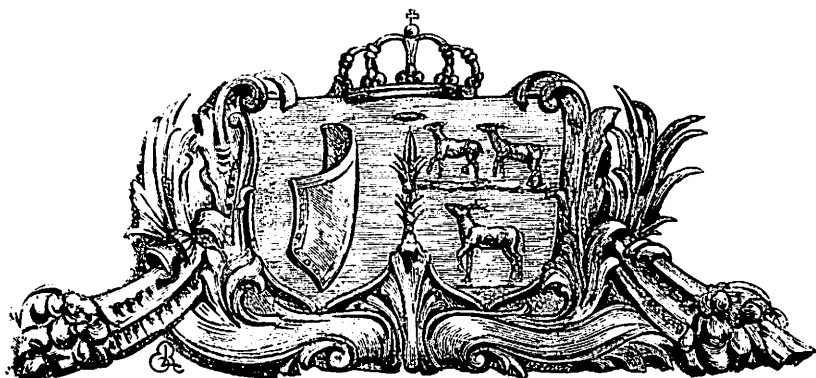
comme statue couronnant la fontaine située au milieu du marché de la Vieille Ville. Le second monument, plus imposant, a été érigé en 1939 au bord de la Vistule et a échappé heureusement aux destructions de la dernière guerre. Il y a peu de villes qui exposent ainsi leurs armoiries, les rattachant fortement à la ville et à son passé¹⁸.



Le monument de la sirène de Varsovie (1939).

ARMOIRIES ECCLÉSIASTIQUES DANS LA VILLE

Un autre groupe d'armoiries articulant le paysage urbain sont les blasons de personnes ainsi que d'institutions et de congrégations ecclésiastiques. On les disposait le plus souvent à l'intérieur ou sur les façades des églises, des couvents et d'autres immeubles appartenant à l'église. Ce sont les armes personnelles d'archevêques, d'évêques et d'autres dignitaires de l'Église, utilisées *ex officio* pour désigner leur résidence ou leurs actes de piété, comme la fondation d'églises. Ce fait est manifeste surtout dans les chefs-lieux d'archevêchés et d'évêchés (p. ex. à Gniezno, Poznań, Kraków, Kielce, Płock, Włocławek, Warszawa). À côté des armes personnelles de dignitaires ecclésiastiques paraissent les blasons d'évêchés et de chapitres ainsi que les armoiries et les emblèmes d'ordres religieux dont les plus fréquents étaient ceux des franciscains, des dominicains, des carmélites et des jésuites ¹⁹.



Les armoiries du roi Jean III SOBIESKI et de sa femme Marie-Casimire d'ARQUIEN sur la façade de l'église des Soeurs de Saint Sacrement à Varsovie (1688)

LES BLASONS DES CORPORATIONS

L'analyse des armoiries qu'on rencontre dans les villes serait incomplète si l'on passait sous silence les blasons des institutions, des corporations et des organisations laïques. En général, ces blasons ornaient les sièges des organismes mentionnés. Les offices d'État fonctionnant principalement à Cracovie et à Varsovie, villes capitales, utilisaient les armoiries d'État: l'Aigle Blanche avec les armes personnelles du roi sur la poitrine ou l'écu écartelé à

l'Aigle Blanche et le Chevalier de Lituanie. Les institutions municipales arboraient les armoiries de la ville, comme on l'a exposé plus haut.

Certaines institutions, comme par exemple les écoles supérieures, avaient leurs propres armoiries exposées sur les façades ou les portails de leurs bâtiments. Dans les rues de Cracovie, on voit à partir du XVe siècle les armoiries de l'Université Jagellonne: *de gueules à deux sceptres d'argent croisés*. Dans d'autres villes les universités furent fondées beaucoup plus tardivement, comme celle de Varsovie créée en 1816. Dans certaines villes, on rencontre également les blasons de corporations de métiers, placés principalement sur les façades de leurs sièges centraux; bon nombre d'entre eux datent du Moyen Âge ²⁰.

LES ARMOIRIES PERSONNELLES

Dans le décor héraldique des villes historiques, ce sont les armoiries de personnes physiques qui dominent nettement. Il s'agit des armoiries de grands seigneurs et de magnats ainsi que de nobles ayant leur résidence dans les villes. Ils ont posé leurs armoiries familiales sur la façade du château, du palais ou de la maison où ils résidaient, souvent aussi sur la façade de l'église ou du couvent qu'ils avaient fondés. Ces armoiries désignaient le résident, le propriétaire ou le fondateur, elles accentuaient le titre de propriété ou le mérite personnel, elles constituaient également un ornement significatif de ces bâtiments, et, parfois servaient de signe de reconnaissance. Dans ce rôle, elles paraissaient depuis le Moyen Âge, comme nous le voyons sur la façade de l'église des dominicains à Cracovie datant du XIVe siècle. Plus souvent, les armoiries familiales servaient d'ornement de palais et de résidences de grands seigneurs comme en témoignent de nombreux exemples surtout à Cracovie, à Varsovie, à Vilno et Lvov. Cette coutume s'est perpétuée jusqu'aux XIXe et XXe siècle. À titre d'exemple, citons les palais de grandes familles de la noblesse polonaise titrée à Varsovie, ceux de l'évêque à Młodziejowski, Potocki, Krasieński, Zamoyski, Sobański ou Uruski, tous ornés d'armoiries familiales sculptées en pierre ²¹.

LES GMERKI

Ce ne sont pas seulement les grands seigneurs et les aristocrates qui apposaient leurs armoiries familiales sur la façade principale de leurs résidences. La noblesse, les patriciens, les riches marchands et bourgeois posaient également leurs armes et les signes personnels et de propriété sur les parois de leurs maisons ou au-dessus des portails. Ce phénomène a lieu dans beaucoup de villes, surtout dans celles d'une grande importance (Cracovie, Varsovie, Lvov, Poznań, Toruń, Gdańsk). Il convient de consacrer une attention toute

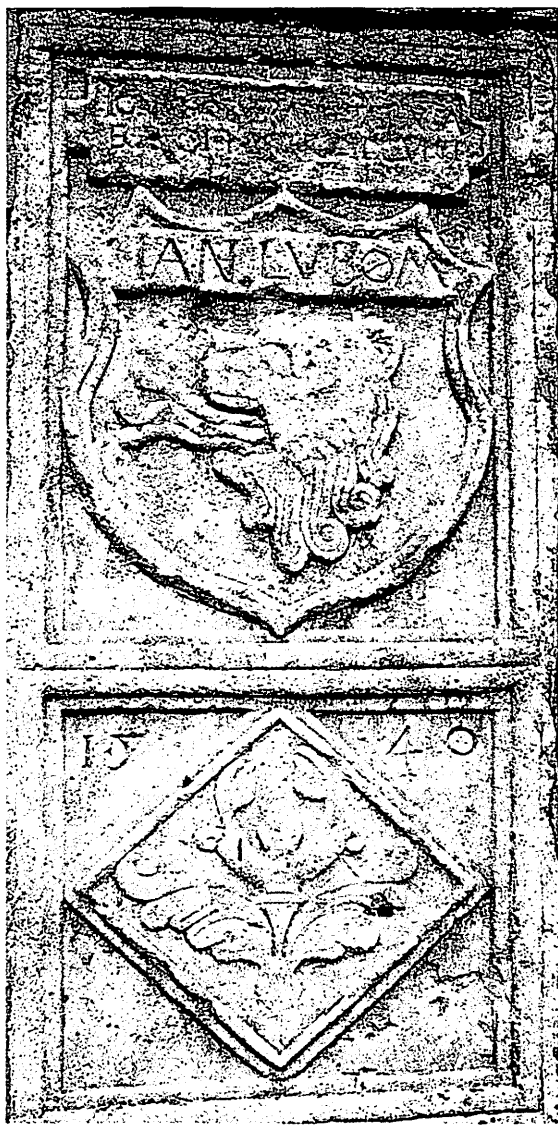


Plaque en pierre avec les armoiries Bończa (Unicorne) du chanoine Stanistaw BONIECKI apposées sur sa maison à Varsovie (XVII^e siècle).

particulière aux signes personnels des bourgeois appelés «*gmerki*» – emprunt du mot allemand *Marken*. Ils constituent diverses combinaisons de traits géométriques, situés sur un écu ou sans écu. Ils sont souvent accompagnés de monogrammes ou d'initiales – prénom et nom – du porteur. Ces marques personnelles de bourgeois furent rarement héritées sans aucune modification. Souvent, le fils adoptait un *gmerk* tout à fait différent de celui de son père ou il changeait le *gmerk* du père en combinant les lignes différemment. Ces signes posés sur les maisons d'habitation des bourgeois servaient surtout comme marques de propriété et aussi comme signes propres ou emblèmes des maisons (voir l'utilisation des *Hausmarken* en Allemagne) ²².

Indépendamment de l'usage de différents types d'armoiries fonctionnant dans le paysage urbain, il semble nécessaire de signaler l'emploi des symboles qui ne sont pas réellement héraldiques mais qui étaient utilisés à l'instar de véritables armoiries comme signes de reconnaissance para-héraldiques. Il s'agit de différentes sortes d'emblèmes de maisons, d'établissements de commerce ou d'ateliers, notamment des vieilles pharmacies. Dans les villes polonaises, beaucoup de maisons gardent de tels emblèmes dont dérivent les appellations de ces maisons. Ainsi, par exemple, à Cracovie la «Maison sous le Lion» du XVI^e siècle et «sous l'Eléphant» du XVII^e siècle, ou à Varsovie la «Maison sous la tête de Maure» (XVII^e siècle) ou «sous le Navire» (XVIII^e siècle). Dans le paysage sémiotique des villes polonaises, les armoiries constituaient des signes dont l'usage était très largement répandu. Le décor héraldique des villes de Pologne était sans aucun doute différencié mais non pas aussi riche que celui des grandes villes de l'Europe occidentale. Mais ici comme là, les armoiries saturaient en quelque sorte l'espace urbain de nombreuses significations pertinentes. Et qui plus est, les armoiries organisaient et

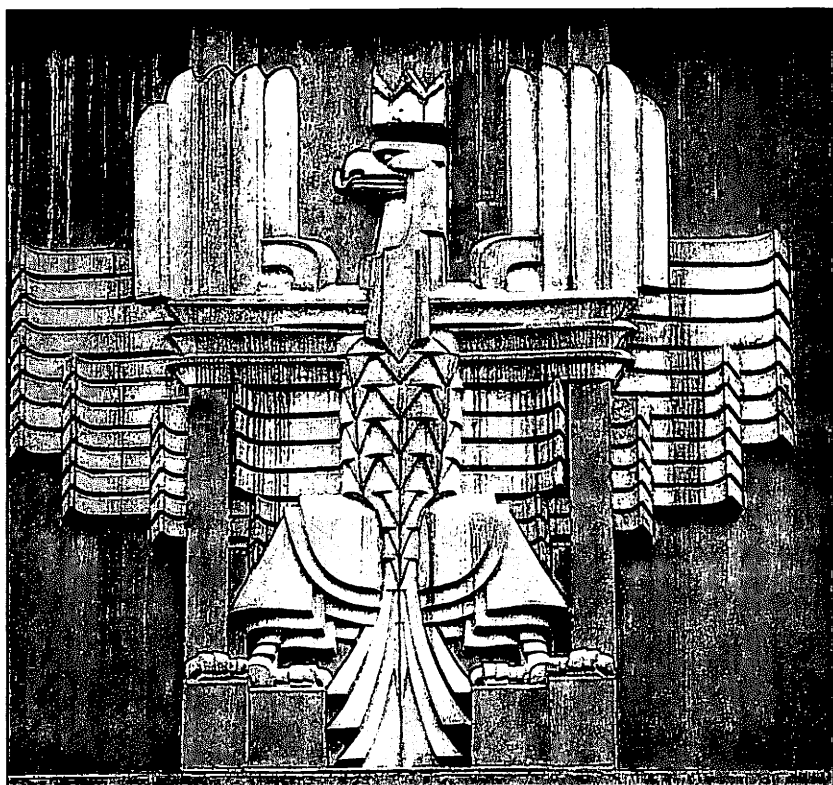
ordonnaient d'une certaine façon cet espace, désignant et délimitant les zones de pouvoir, de droit, de propriété, de culte religieux, de travail et d'études. En tant qu'éléments visuels dans le paysage urbain, les armoiries constituent une importante source de connaissance qu'on ne saurait négliger dans les recherches sur l'histoire des villes.



Les armoiries Zadora de Jan LUBOMELSKI dans le portail de sa maison à Lublin (1540).

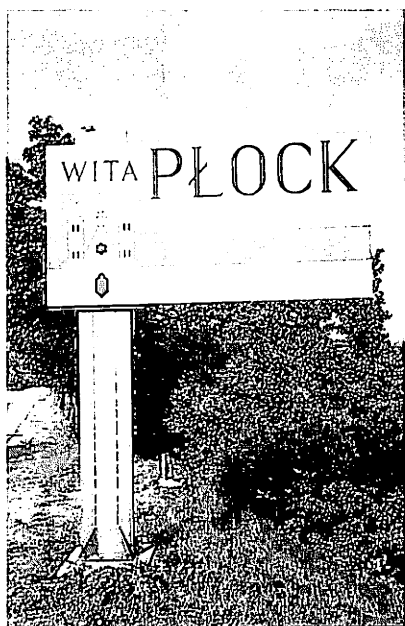
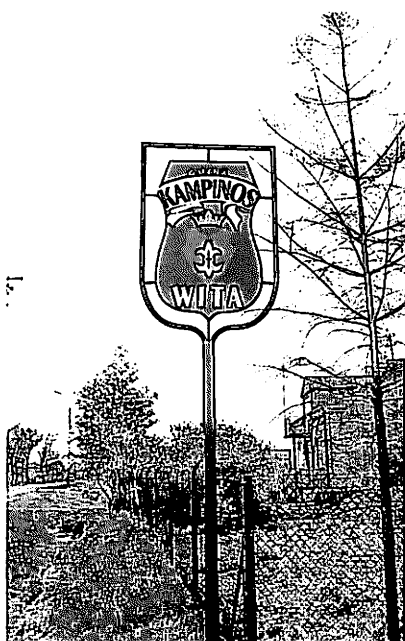
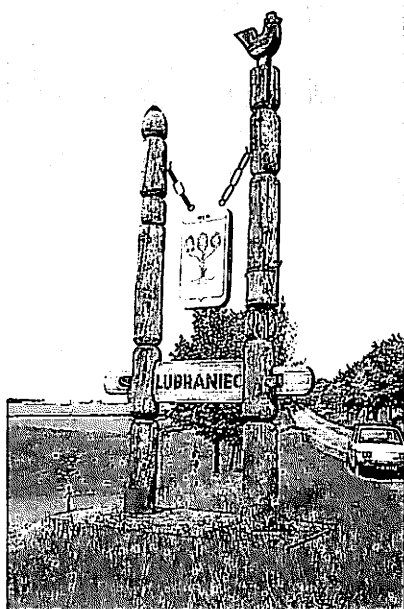
NOTES

1. ECO, Umberto: *La struttura assente*. Milano 1968 – Un fragment en a été traduit en polonais: *Pejzaz semiotyczny* (Le paysage semiotique), traduction polonaise par A. WEINBERG. Warszawa, 1972. Voir aussi la traduction anglaise: *A semiotic landscape*. The Hague, 1979.
2. NEUBECKER, Ottfried: *Le grand livre de l'héraldique. L'histoire, l'art et la science du blason. Adaptation française de Roger HARMIGNIES*. Paris: Bordas, 1993, p. 259 ss.: «L'utilisation des armoiries».
3. Ibidem.
4. KUCZYŃSKI, Stefan K.: *Orzeł Biały w Warszawie* (L'Aigle Blanche à Varsovie). Warszawa, 1993, p. 70 ss.
5. Voir par exemple l'excellent travail de ŁAGIEWSKI, M.: *Herb Wrocławia w architekturze miasta* (Les armoiries de Wrocław dans l'architecture urbaine). Wrocław, 1992.
6. *Katalog zabytków sztuki w Polsce, t. IV: Miasto Kraków, cz. I: Wawel* (Catalogue des monuments d'art en Pologne, vol. IV: La Ville de Cracovie, 1ère partie: Wawel). Travail collectif dirigé et rédigé par J. SZABŁOWSKI. Warszawa, 1965, p. 62-112.
7. Ibidem, p. 33-62.
8. *Katalog zabytków sztuki w Polsce, t. IV: Miasto Kraków, cz. II: Kościoły i klasztory śródmieścia, 1-2* (Catalogue des monuments d'art en Pologne, vol. IV: Ville de Cracovie, 11ème partie: Églises et monastères de la Vieille Ville, 1-2). Rédigé par A. BOCHNAK et J. SAMEK. Warszawa, 1971-1978, passim.
9. Sur le décor héraldique moderne des maisons et bâtiments à Cracovie voir les travaux de H. ŚWIATEK: *Rzeźby i emblematy patriotyczne na kamienicach krakowskich z przełomu wieku XIX/XX* (Les sculptures et emblèmes patriotiques sur les maisons de Cracovie des XIX-XXe siècles) et «Goda mieszczańskie na kamienicach krakowskich w I połowie XIX w. z tarczami typu "clipeus"» (Les signes des bourgeois sur les écus "clipeus" comme décor des maisons de Cracovie dans la 1ère moitié du XIX s.). In: *Krzysztofor* (Cahiers scientifiques du Musée Historique de la ville de Cracovie). n° 9 (1982), p. 84-99 et n° 13 (1986), p. 87-93.
10. S. K. KUCZYŃSKI: *op. cit.* (note 4).
11. Ibidem.
12. PAJZDERSKI, N.: *Ratusz poznański* (L'Hôtel de ville de Poznan). Poznan, 1913; J. PŁACZKOWSKI: *Dzieje Wieży i Orła z Ratusza poznańskiego. Kalendarium* (La tour et l'Aigle Blanche de l'Hôtel de ville à Poznań. Calendarium). Poznań, 1993, en manuscrit.
13. MAMUSZKA, F.: *Droga Królewska w Gdańsku* (La Voie Royale à Gdańsk). Wrocław, 1972, p. 65, 76, 81, 91.
14. Voir GUMOWSKI, M.: *Herby miast polskich* (Les blasons des villes polonaises). Warszawa, 1960 et dernièrement PLEWAKO, A. & WANAG, J.: *Herbarz miast polskich* (Armorial des villes polonaises). Warszawa, 1994.
15. KUCZYŃSKI, S.K.: *Polskie herby ziemskie. Geneza, treści, funkcje* (Les armoiries territoriales polonaises. Genèse, teneurs, fonctions). Warszawa, 1993, p. 210.



L'Aigle Blanche stylisée sur la façade de l'Office de Télécommunication à Varsovie (1934).

16. Ibidem, p. 200-209.
17. SOCHANIEWICZ, K.: *Herb miasta Lwowa* (Les armoiries de Lvov). Lwów, 1933.
18. KUCZYŃSKI, S.K.: *Herb Warszawy* (Les armoiries de Varsovie). Warszawa, 1977; idem: *Warszawska syrena* (La sirène de Varsovie). Warszawa, 1991.
19. Ces armoiries sont enregistrées dans les multiples volumes de Catalogue des monuments d'art en Pologne (*Katalog zabytków sztuki w Polsce*), publiés systématiquement depuis 1951.
20. Ibidem.
21. JAROSZEWSKI, T.S.: *Palais de Varsovie*, traduit du polonais par M. CISZEWSKA. Varsovie, 1985, passim.
22. KUCZYŃSKI, S.K.: «Quelques remarques sur les armoiries bourgeoises de Pologne». In: *Les armoiries non nobles en Europe XIIIe – XVIIIe siècles. IIIe Colloque international d'héraldique*. Montmorency, 19-23 septembre 1983. Paris, 1986, p. 55-64.



Leszek PUDŁOWSKI

POLISH MUNICIPAL HERALDRY IN THE 20TH CENTURY

Poland lost her independence at the end of the 18th century and her territory was annexed by her neighbors Russia, Prussia and Austria ¹. Therefore Polish municipal heraldry, vividly developing since the middle ages, began to be subjected to foreign influence and legal regulations.

The most difficult situation, looking at it from the town symbols' point of view, was under the Russian partition, when the use of municipal coats of arms was forbidden and instead town seals with the coat of arms of the Russian Empire were supplied. Under the Prussian and Austrian partition municipal coats of arms still functioned, yet were subject to local laws and customs, as authorities confirmed old and conferred new coats of arms ².

The heraldry of Polish towns was not homogenous after the country regained its independence in 1918. Towns in the south and west of Poland possessed old Polish coats of arms with a tinge of Austrian or German accretion (or they were new coats of arms conferred by foreign monarchs). Towns of central and eastern Poland for over a century have had no official symbols of municipal sovereignty. After the outbreak of the first world war, in 1914, these towns spontaneously began to restore effigies of their coats of arms dating back to the times of the kingdom of Poland. Some of them had lost any memory of their original arms and yet discarded the double headed Russian eagle. In its place was put the coat of arms of Poland – the effigy of the White Eagle ³.

Destruction caused by the war and difficulties in rebuilding an independent State made matters concerning the symbols of self-government seem truly minor legal problems. As the war with Soviet Russia still continued, only the high symbols of the reform State of Poland were quickly restored. Already in 1919, at the time of premiership of Ignacy PADEREWSKI – pianist and composer as well as a politician –, a law concerning the arms and colours of the Republic of Poland was passed ⁴. In this act the use of the coat of arms of Poland by non-State institutions was forbidden. Therefore placing the White

Eagle in town seals was against the law. Yet at the same time there were no rules regulating the conferring, creating and using of municipal arms.

A new design of the coat of arms of the Republic of Poland was introduced in 1927 and remains valid in practice until today ⁵. In the President's Decree defining this design, symbols of the local authorities and self-government offices were also included. The new town marks were henceforth to consist of State arms and province (in Polish: *województwo*) arms. This can be seen as a reference to the Russian Imperial tradition where in the old times the arms of the Russian provinces (*guberniia*) were also used beside the State arms. It was specified, however, that instead of the provincial arms towns had the right to place their own, historically justified arms. Towns, which had been decorated with orders as well as provinces were to be granted arms by the President of the Republic acting on a motion from the Council of Ministers. The arms of other towns were to be approved by the Minister of the Interior on a motion from the municipal authorities and town councils who had consulted the Ministry of Religion and Education beforehand. It was also decided that self-governing authorities would use oval seals composed in the upper part of the State eagle below which there was to be placed the name of the office ⁶.

This rule meant that in practice currently used seals and coats of arms were forbidden. From now on town seals were to be composed of State and Province arms, and only ancient towns could use "*their own, historically justified arms*" combined, however, with arms of the Republic. Other town seals were altogether stripped of the town arms and their identity was defined by an inscription in letters.

It should be underlined that at the moment of the introduction of the new rules in 1927, province arms were not officially confirmed yet. This was postponed because there was a State administrative division reform expected and – in spite of the existence of legal instruments – until the outbreak of the Second World War this matter was not formally regulated ⁷. Because officially approved province arms were lacking, the new regulations concerning towns' symbols were never put into practice. In spite of this, a number of towns came forth with petitions and protests against the banning of hitherto existing municipal symbols ⁸.

This resulted in changes of the existing decree, accepting half measures: In principle signs combining State and province arms were still to be used (or merely province arms in case of units of lower rank). It was added however, that the Minister of the Interior in consultation with the Minister of Religion and Education could, in exceptional cases, allow towns possessing historically justified arms to use only these in their municipal arms ¹⁰.

It was underlined already during consultations, that the right to use the state arms was granted too generously. As a result of the new rules all towns could use the top rank symbol of Poland, and only some would retain their traditional arms. It was underlined, that *“as a result, there will emerge two categories of towns: historically dignified towns meritorious to the Republic, which will relinquish the honor of using coat of arms with the white Eagle, and other towns, historically impersonal without any merits in the history of the Republic, which will use this dignified coat of arms”* ¹¹. These suggestions didn't, however, induce changes of the rules.

It was only seven years later that a new amendment of the decree on the state arms and colours was produced, in which proposed changes were included ¹². From now on organs of the municipal offices were to use signs composed of province arms and adequate inscriptions – we must remember, that confirmation of province arms was postponed indefinitely. On the other hand towns with historically justified arms confirmed according to the decree of 13 December 1927, could use on their seals only their own arms instead of the State eagle ¹³.

As you can see, the way towns had to go through to acquire the legal right to use their own arms was not an easy one. Also a municipal arms confirmation procedure was difficult and time consuming ¹⁴.

After the new laws were published, many towns presented motions requesting confirmation or the granting of a coat of arms ¹⁵. Very many requests concerning town arms were sent in, yet only several designs were correct and most were drawn so unprofessionally and carelessly from an artistic and heraldic viewpoint. The result was that almost none were approved without corrections. Authorities came to the conclusion that returning the projects did not guarantee that the following versions would be correct.

In July 1935 a rule regulating the procedures to confirm town arms was passed ¹⁶. Taking into account the difficulties which self-governing authorities had with producing correct arms' designs, it was decided, that projects should be prepared under the supervision of the National Archives Department and the Ministry of Religion and Education ¹⁷. Heraldic opinion on the design was produced by the National Archives Department after detailed research in historical sources ¹⁸. Drawings of arms were prepared by people qualified for the job under the supervision of specialists ¹⁹. Above this, it was decided that the right to possess a coat of arms would not be vested to communities (in Polish: *gromada*) and other organizational units which are not self-governing.

Polish municipal heraldry was not adequately worked out and therefore preparation of arms projects for many towns had to be proceeded by

long and arduous research in archives. The Polish Heraldic Society established in 1906 in Lwów provided consultations to the National Archives Department in order to produce correct, historically justified municipal arms and their correct blasoning ²⁰.

Finally after several years of preparations a procedure was worked out for the confirmation and conferring of a municipal coat of arms. The first city that received an officially confirmed coat of arms was Łódź. The document was signed on the 5 June 1935 by the Interior Minister Felicjan Sławoj SKŁADKOWSKI ²¹. From then on succeeding towns received formal confirmation of their heraldic rights ²². Until the end of 1936, as many as 47 towns had received such formal confirmation, and in the subsequent years about 20 arms a year were confirmed. All together during the three years left till the outbreak of the second world war 104 towns (1/6 of all towns in the Second Republic) were formally conferred coats of arms ²³. Among them were cities which, for centuries, had used their traditional coats of arms: e.g. Byagosszcz, Lublin, Lwów, Lecayca, Poznań, Toruń or Warsaw. But there were also new ones, which had received their newly designed arms only recently: e.g. Katowice, Konstancynów Łódzki and Pelplin.

Not all towns petitioned the authorities for confirmation of their signs. Many of them considered that the traditional arms which they had used for centuries did not need any confirmation ²⁴. However, over one hundred towns had their arms officially confirmed and several of them arranged their artistic images to be approved. The coat of arms of Lwów was designed by Rudolf MEKICKI ²⁵. The competition for the project of the coat of arms of Warsaw was won by Szczesny KWARTA ²⁶. During the inter war period the question of the arms of Kraków and especially its outlook, colours and artistic stylization was widely discussed ²⁷. Competition for the design of the coat of arms of Gdynia was well-known also and widely discussed. This seaport started to be built in 1922 on the site of a former fishermen's village. Four years later the new settlement received city status. The competition for the city arms was solved in 1936, but the project was not officially confirmed ²⁸.

In the post war period marked centralistic influences of the communist authorities have to be noted in heraldry and municipal spheristics. Cities were now obliged to use on their seals the official state coat of arms – that is the white Eagle without the crown. Municipal arms, however, were not abolished and were still widely used in local municipal life. In 1975 a law was passed which stated that municipal authorities could decide on their own about municipal coats of arms ²⁹. This unfortunately led sometimes – especially in towns without an ancient history – to the production of complicated coats of arms, incompatible with the rules of the art of heraldry. Nonetheless there were also projects of arms produced by professional artists, based on thorough

archival studies by historians. Colour plates included in the jubilee publication *"Polish towns during one thousand years"*, present a good example³⁰.

It is worth remembering, that during the past fifty years censorship interfered with many aspects of social life in Poland. Therefore municipal councils' resolutions couldn't be entirely free. Censorship authorities were very unsympathetic especially towards religious symbols. We must admit however, that in principle this did not lead to changes of historical arms in Poland.

In the past it often happened in Poland that a local church patron or his attributes were included in the town arms. Somehow these traditional pictures were preserved in the post war period. Attempts to remove representations of St. James from the arms of Olsztyn and St. Margaret from the arms of Nowy Sacz remained unsuccessful.

In Polish towns arms, coats of arms of their former owners were most commonly represented. We find here arms of royal families, aristocracy as well as petty gentry. In spite of the fact that noblemen's history of Poland was officially condemned, there were no attempts under the communist regime to change arms as symbols of the former ruling class. Sometimes even coats of arms of new towns reverted to the tradition showing arms of their founders or early lords.

It must be stressed that in Poland there never existed the situation of politicizing municipal heraldry. During the half century of communist rule, in no municipal coat of arms was there introduced any hammer and sickle. Neither is there to be found a single red star anywhere! This is of course totally unlike the numerous examples of such politicizing in the arms of neighboring countries and especially those of the Soviet Union itself³¹.

Mention must however be made of the phenomenon of auto-censorship. A perfect illustration of this was presented in 1980 by authorities of the town Sulejówek. This city is associated in the collective memory of Poles with the seat of the first leader of the newly independent Polish State, marshal Jozef PILSUDSKI who was criticized by the communists. As the author of the town's arms project, I have placed in one of the fields the coat of arms Kosciesza (of the PILSUDSKI family). This proposal aroused severe protests among the councilors, who in place of "the nobleman's arms of a bourgeois leader" put the letter 'S', meant to evoke the towns' name. And even then some of the representatives of the municipal council were afraid that this letter 'S' might be associated with "Solidarity", the Labour Movement of the 1980's.

As in other central and eastern European countries, an increasing interest in municipal heraldry can be observed after the fall of the communist

rule in 1989. This is an expression of a growing sense of citizenship and of the growing role of self-government in social life. Municipal authorities desire to underline symbolically their regained sovereignty. Once again town's coat of arms have become a symbol of the independence of the local authorities.

In the new act on territorial self-rule dated March 1990, the rules concerning arms were accepted in principle without changes, allowing them to be approved on the basis of particular council resolutions³². However the range of those who have the right to use arms was enlarged. Until 1990 only towns had this privilege – there are over 800 in Poland. The new act extended it also to local communities – there are over 2.000 local communities (in Polish: *gmina*; French: *commune*, German: *Gemeinde*).

Liberal rules concerning the creation and approval of new self-government coats of arms may also have their negative sides. It is understandable that the council bodies do not comprise heraldists or artists; therefore projects independently produced by town councils – like before the war 1939-1945 – usually are far from being heraldically correct. At times there arises the problem of abuse and usurpation. Authorities of Radom, a town possessing medieval arms, decided that these were not dignified enough and adopted new ones in which the Polish pope JOHN PAUL's II arms were placed in the city gate. Moreover, on top of the shield they placed a royal crown !

In this situation an important role is played by the Polish Heraldic Society. It was reactivated in 1988 and refers back to the praiseworthy, scientific tradition of the prewar organization. Our statutory duty is to take care of "the heraldic and stylistic correctness of coats of arms used in the present day" and providing consultations in the process of their creation³³. The Society actively realizes its obligations, assisting municipal and community councils in designing arms, seals and town banners³⁴. In 1991 the Lublin division of the Society organized a scientific session on "Polish self-government traditions and heraldry" which assembled not only scholars but also representatives of self-government³⁵.

Polish municipal heraldry, which is rooted in the 13th century, is very lively and developing also in the 20th century. Coats of arms always were an important symbol of municipal authority. Arms and banners are usually placed on authorities' and municipal police seats. Municipal boundaries are marked beside roads with – often – decorative constructions presenting arms. Self-government symbols are placed on uniforms of municipal police (arms on caps and arm sleeves and town colours on the cap's rim). We also see city symbols on city transportation vehicles e.g. buses, trams, taxis. Add to this that buses and trams are usually painted in the city colours³⁶. Desire to mark municipal property is – at times – stretched too far, when town arms are placed on garbage baskets or public lavatories³⁷.



In the post-communist countries changes of the political system produced major commercialization of life. This expresses itself also in heraldry. Many companies tend to place municipal symbols on their products to elevate their rank. We often find such arms in advertisements; trade marks of many companies refer back to arms. At the entrance into the towns' arms are often accompanied by advertisements of the biggest local enterprise. Authorities of some towns decided to take advantage of this situation and charge quite high fees for the right to use and post town arms in this context.

Municipal arms' symbols are often used in the media. Newspapers often decorate their regional supplements with town arms, as the TV Scenery often uses municipal heraldic symbols. Renowned artists and also children like to create and interpret arms of their home towns³⁸.

Polish heraldry is not – as the Finnish one – “*the best in the world*”³⁹. But it is truly alive. Usually it is not created by great artists, but it rises slowly in the wake of announced competitions and in long discussions conducted by citizens of towns and communities. It develops intensively and is the clear sign of a regained identity of the local societies.

NOTES

1. In the middle of the 18th century the Kingdom of Poland extended over a territory of 733.500 square km (today's Poland comprises 312.000 square km). In the years 1772–1795 Poland lost 463.000 square km to Russia, 141.000 square km to Prussia, and 128.000 square km to Austria.

2. Marian GUMOWSKI: *Herby miast polskich* (Coats of arms of Polish towns). Warszawa, 1960, p. 14-18; Sławomir GÓRZYŃSKI: “Miasta Galicji i ich herby. Krótki przegląd zasobu Allgemeine Verwaltungsarchiv w Wiedniu (Komunikat)” (Towns in Galicia and their coats of arms in the Allgemeines Verwaltungsarchiv in Vienna). In: *Polskie tradycje samorządowe a heraldyka*. Lublin, 1992, p. 99-105.

3. M. GUMOWSKI: *op. cit.*, p. 17.

4. Act of August 1, 1919 on the arms and colours of the Republic of Poland, *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej*, n° 69 of 28.08.1919.

5. Decree of the President of the Republic of Poland of 13 December 1927 on the state arms and colours as well as the signs, banners and seals, *Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej*, n° 115 of 28 December 1917.

6. *Dziennik Ustaw* of 28.12.1927, n° 115, pos. 980, art. 4.

7. Stefan K. KUCZYŃSKI & Leszek PUDŁOWSKI: “Udział acchiwów państwowych w

tworzeniu herbów okresu międzywojennego” (How Polish archives composed coats of arms in the period 1918–1939). In: *Archeion*. 87 (1987), p. 99-109.

8. *Archiwum Akt Nowych* (Archive of New Documents), Prezydium Rady Ministrów 59-2/1-15, p. 11.
9. *Dziennik Ustaw* of 29.11.1930, n° 80, pos. 629. An extensive justification of proposed changes was attached to the circular letter n° 35 produced by the Presidium of the Council of Ministers dated 22.09.1930, and sent together with the project of the decree. *Archiwum Akt Nowych*, Prezydium Rady Ministrów 59-2/1-15, p. 10-17.
10. *Dziennik Ustaw* of 29.11.1930, n° 80, pos. 629.
11. *Archiwum Akt Nowych*, Prezydium Rady Ministrów 59-2/1-15, p. 55.
12. Act of 03.12.1937 concerning changes of the decree of the President of the Republic of Poland of 13.12.1927, *Dziennik Ustaw* of 10.03.1937, n° 17, pos. 111.
13. *Ibidem*, art. 1.
14. Details of the procedure were discussed in: Leszek PUDŁOWSKI: “Heraldyka miejska II Rzeczypospolitej” (Municipal heraldry in the 2nd Republic of Poland). In: *Polskie tradycje samorządowe a heraldyka*. Lublin, 1992, p. 110-114.
15. *Archeion*. 13 (1935), p. 160-161; M. GUMOWSKI: *op. cit.* (note 2), p. 18.
16. Circular letter of 22.07.1935 concerning the arms of self-government unions n° 55. 32/25/10, “*Dziennik Urzędowy MSW*” of 31.07.1935, n° 24 pos. 138.
17. “Sprawozdanie z działalności WAP w latach 1933 i 1934” (Account of the activity of the department of the National Archives in 1933 and 1934). In: *Archeion*. 13 (1935), p. 161.
18. *Archeion*. 9 (1931), Dział urzędowy, p. 66; vol. 10 (1932), part 2, p. 30; 11 (1933), p. 125, 129; 15 (1937–1938), p. 191; 16 (1938–1939), p. 195.
19. The author of many projects was Waław GRANICZNY, see: “Sprawozdanie z działalności WAP z 1937 r.” (Account of the activity of the department of the National Archives in 1937). In: *Archeion*. 16 (1938–1939), p. 148.
20. Letter of the National Archives department to the Board of the Polish heraldic Society of 27.01.1934, Jagiellonian Library in Cracow, manuscript n° 9568, fol. 366.
21. “*Monitor Polski*” of 15.06.1936, n° 137, pos. 248.
22. All confirmations of coats of arms were published in the official law assemblage, titled “*Monitor Polski*”.
23. The numbers given are based on the respective publication in “*Monitor Polski*”, see: Stefan K. KUCZYŃSKI & Leszek PUDŁOWSKI: *op. cit.* (note 7), p. 124-134; Leszek PUDŁOWSKI: *op. cit.* (note 14), p. 115-126.
24. M. GUMOWSKI: *op. cit.* (note 2), p. 26.
25. Kazimierz SOCHANIEWICZ: “Herb miasta Lwowa”. (The coat of arms of Lwów), Lwów, 1933, p. 79, In: *Biblioteka Lwowska*, vol. 33.
26. Stefan K. KUCZYŃSKI: *Herb Warszawy* (The coat of arms of Warszawa). Warszawa, 1977, p. 94.

27. Until the outbreak of the second world war the city did not get its arms officially confirmed. See: Marian FRIEDBERG: "Herb miasta Krakowa" (The coat of arms of Kraków). In: *Rocznik Krakowski*. 28 (1937), p. 97-138; Włodzimierz BUDKA: "Barwy herbu miasta Krakowa" (Colors of the city of Kraków). In: *Miesięcznik heraldyczny*. 14 (1935), p. 8-11, 21-24.
28. Włodzimierz BUDKA: "Konkurs na herb miasta Gdyni" (The competition for the coat of arms of Gdynia). In: *Miesięcznik heraldyczny*. 15 (1936), p. 140-141; "Jeszcze o herb Gdyni" (More about the coat of arms of Gdynia). In: *Ibidem*, p. 175.
29. Dziennik Ustaw Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej of 25.08.1975, n° 26, pos. 139.
30. *Miasta polskie w tysiącleciu* (Polish towns during one thousand years). Volumes I-II. Wrocław, 1965. The scientific documentation of arms was undertaken by prof. dr. Marian HAIŚIG and doc. dr. Zygmunt WDOVISZEWSKI, in collaboration with prof. dr. Marian GUMOWSKI; colour pictures of arms were prepared under the supervision of Leon URBAŃSKI by Jerzy KOZŁOWSKI, Janusz OSTASZYK, Hanna PUŁAWSKA, Jan SARNECKI, Antoni SŁOCIĄK and Leon URBAŃSKI.
31. These problems were discussed during the Helsinki Congress of 1984. Cf. *Genealogica & Heraldica. Report of the 16th International Congress of Genealogical and Heraldic Sciences in Helsinki, 16-21 August 1984*. Edited by Tom C. BERGROTH. Helsinki: Gummerus Oy, 1986.
32. Act of 08.03.1990 concerning the territorial self-government, *Dziennik Ustaw* n° 16, pos. 94, art. 18.
33. *Statut Polskiego Towarzystwa Heraldycznego* (Constitution of the Polish Heraldic Society), chapter II, § 7, part 5.
34. Until now, about one hundred opinions were formulated concerning the symbols of towns and communities. The Society participated in the creation of the new coat of arms of the State, the distinctive marks of the Polish Army and State Police.
Stefan K. KUCZYŃSKI: "Reaktywowanie Polskiego Towarzystwa Heraldycznego i jego działalność w latach 1988–1993" (Reactivation of the Polish Heraldic Society and its activity in 1988–1993). In: *Rocznik Polskiego Towarzystwa Heraldycznego*. n.s. 1 (12), (1993), p. 190;
Henryk Seroka: "O problemach współczesnej heraldyki samorządowej. Komunikat" (Problems of the heraldry of Polish contemporary self-government). In: *Polskie tradycje samorządowe a heraldyka*. Lublin, 1992, p. 127–135.
- Detailed information about heraldic consultations are regularly published in the *Biuletyn Polskiego Towarzystwa Heraldycznego* (Bulletin of the Polish Heraldic Society).
35. *Polskie tradycjesamorządowe a heraldyka. Materiały z sesji naukowej zorganizowanej w dniach 4 i 5 czerwca 1991 w Lublinie* (Polish self-government traditions and Heraldry. Material of the scientific session of June 4 and 5, 1991, in Lublin), ed. by Piotr DYMMEŁ. Lublin, 1992, p. 35.
36. In Warsaw, trams and buses are painted yellow and red, in Cracow yellow and blue.
37. It is a historical observation – after the intervention of the Polish Heraldic Society in the Municipal Council of Warsaw.
38. Many children's works are being entered for competitions to chose town arms organized by the authorities (in Wesoła children's works were used in designing the town's arms). Children sent in some 200 works interpreting their town arms for a competition which I announced in the TV program titled "Two sips of heraldry" in 1994.
39. Sven Tito ACHEN: "The Modern Civic Heraldry of Finland – the World's Best". In: *Genealogica & Heraldica*. Helsinki, 1984, p. 243-252.

Jean GOUILLARD

VERS UN ARMORIAL DES VILLES DE FRANCE

RÉSUMÉ

Il existe dans ce domaine un certain nombre de travaux fragmentaires dont les principaux sont l'Armorial des villes fortes de France de LEMOU de la JAISSE (1733), ceux de TRAVERSIER (1842–1860 avec 524 blasons), de Jacques MEURGEY de TUPIGNY (1929 avec 421 blasons), ainsi que des armoriaux provinciaux: LAPAIX pour la Lorraine (1868), GAUTHIER pour la Franche-Comté (1884), GUIBERT pour le Limousin (1884), DAGUIN pour la Haute-Marne (1897), SOULTRAIT pour le Nivernais (1847), BOFFRAND pour la Provence (1976), BRESL pour la Provence (1972). Le graphiste Robert LOUIS a créé des blasons des départements de Seine, Seine-et-Oise (108), Aube, Aveyron, Lozère, Hautes-Alpes, Meurthe-et-Moselle, mais ils sont tous récents, sans intérêt historique et tombent sous le coup de la législation sur les droits d'auteur.

En 1989 parut à Munich l'ouvrage de NEUBECKER & RENTZMANN portant sur 10.000 armes des villes d'Europe, classées par meubles. Il est à remarquer que les pays d'Europe orientale ne négligent pas l'héraldique communale non plus.

Il a été trouvé au CARAN les blasons de 50 départements. L'auteur a choisi de borner son enquête aux chefs-lieux de canton en France dont on dénombre 3.145. Une circulaire fut envoyée dans toute la France aux villes qui manquaient dans CARAN; des 38 membres de la Société Française d'Héraldique, la moitié a désormais répondu. Cette communication présente un certain nombre de planches départementales françaises (37) et étudie les meubles les plus utilisés et leur signification historique.

1. BIBLIOGRAPHIE DES PUBLICATIONS ANTÉRIEURES

Le principal spécialiste de l'héraldique municipale dans la première partie du XXe siècle fut en France, avec Robert LOUIS, Jacques MEURGEY de TUPIGNY, qui dit dans la catalogue de l'exposition internationale «*L'Art et la Vie au Moyen Âge à travers les blasons et les sceaux*» (Paris, 1950): «Les armoiries urbaines où se lit l'histoire des ancêtres sont les visage vivant et éternel de la cité». Il s'inspira dans son ouvrage de 1929 de son premier prédécesseur, le père DELAPLANCHE, qui rédigea en 1669 la «*Description des provinces et des villes de France*», manuscrit dédié à LOUIS XIV et qui comprenait plus de 1.000 blasons. Il inspira GIRAULT de SAINT-FARGEAU et MALTE-BRUN («*Armorial des villes de France*» (1847).)

DELAPLANCHE était bibliothécaire de l'Oratoire, travailla dans la tradition des Mauristes fondés par RICHELIEU pour étudier l'histoire de France, comme le père ANSELME (Augustin), DUBOUCHET et dom PLANCHER. Il portait coupé d'azur au soleil d'or, et de sable au besant d'or, à la bande onnée d'argent brochante sur le tout, et avait pour devise: *Non fortuna sed veritate* (1664). Manquent dans son ouvrage l'Alsace et la Franche-Comté, qui n'avaient pas encore été réunies à la France par LOUIS XIV. Il fut suivi de l'«*Armorial Général*» de d'HOZIER (1696), imposé par LOUIS XIV, qui voulait renflouer les caisses de l'État vidées par la Guerre de la Ligue d'Augsbourg. Les porteurs d'armes, nobles et villes, qui ne voulaient pas payer le droit d'enregistrement, se virent imposer des armes d'office que souvent ils ne portèrent pas dans la suite. L'«*Armorial Général*» de d'HOZIER est donc une source douteuse, mais la seule qui ait une base légale.

Au XVIIIe siècle, parut l'«*Armorial des villes fortes françaises*» (1733) par LEMOU de LA JAISSE, «*Carte générale de la Monarchie française contenant l'histoire militaire de Clovis à Louis XV*»; cette publication contient un certain nombre de blasons des villes du pourtour du pays.

Au XIXe siècle parut l'«*Armorial National de France (villes et provinces)*» (1842-1860) de H. TRAVERSIER, qui comprend 524 blasons en noir et blanc classés par provinces – (un certain nombre d'autres blasons ne sont pas figurés) –, suivis d'un traité du Blason.

Au XXe siècle, enfin, parut l'«*Armorial des provinces et villes de France*» de Jacques MEURGEY de TUPIGNY, (Paris, 1929), un in-folio de 216 pages comprenant 421 blasons en noir et blanc classés par ordre alphabétique, tirés des collections du Musée Condé à Chantilly (1664). Cet ouvrage comprend principalement les préfectures et sous-préfectures.

La Bibliothèque Mazarine, fondée par le cardinal MAZARIN (1643), la plus ancienne bibliothèque publique de France, qui comprend 500.000 volumes, – dont 180.000 des XVIe au XVIIIe siècle –, 1.200 périodiques, 2.370 incunables, 4.600 manuscrits et 3.000 usuels, possède un nombre important d'ouvrages d'héraldique, et notamment les armoriaux municipaux de 29 départements:

CANEL Alfred: «*Armorial des villes et corporations de Normandie*» (Paris, 1863), 446 pp; on y trouve 87 chefs-lieux de canton de 5 départements, alors qu'il en manque 118.

LAPAIX: «*Armorial des villes de Lorraine et du Barrois*» (1868), portant sur les quatre départements lorrains de Meurthe & Moselle, Meuse, Moselle et Vosges. Il y manque une trentaine de chefs-lieux de canton.

GAUTHIER, Jules: «*Armoiries des villes, bourgs et corporations de Franche-Comté*» (1884), 451 pp donnant une quarantaine de blasons des trois départements du Doubs, du Jura et de Haute-Saône. Il existe à la Bibliothèque Nationale un Armorial de 1981, avec 230 pp.

BRESC, Louis de: «*Armorial des communes de Provence*» (1866, réédité en 1972), portant sur cinq départements: Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Var, Basses-Alpes et Alpes-Maritimes.

On y trouve aussi les armoriaux départementaux de l'Aube (1969) par Gildas BERNARD, des Hautes-Alpes (1974), de la Côte d'Or (1989) du chanoine MARILLIER (+ 1991), du Loir-et-Cher (1987) de Jean-Paul FERNON, de l'Anjou (1975) de Jean DENAIS, de la Haute Marne (1897) de DAGUIN, du Nivernais (1847) de SOULTRAIT, du Puy-de-Dôme (1964) de Pierre FOURNIER, du Roussillon (1982-1983) de l'abbé Albert CAZES, du Rhône (1955) de TRICOU, de la Sarthe (1962) et de la Somme (1972) de Jean ESTIENNE.

Robert LOUIS (+ 1960), continué par sa fille Mireille, qui travailla beaucoup pour l'Armée, et auquel fut consacré une exposition à Vincennes en 1985, réalisa les armoiries d'un certain nombre de départements: les blasons de 108 communes de Seine-et-Oise – à présent divisée entre plusieurs départements; et les départements de l'Aube, Aveyron, Hautes-Alpes, Lozère, Meurthe-et-Moselle, Bas-Rhin, Rhône, Sarthe, Somme, Seine, mais leur création récente entraîne moins d'intérêt historique et on ne peut reproduire ces dessins armoriés de LOUIS sans tomber sous le coup de la loi sur la propriété littéraire et artistique ("copyright"). C'est la raison pour laquelle elles ne seront donc pas représentées dans mon propre Armorial.

La Société française d'Héraldique et de Sigillographie a fait paraître dans son numéro 62-63 de 1992-1993 un article sur les recueils armorisés départementaux, qui ajoute à ceux déjà cités ceux de l'Aisne (1930) d'HAROT, des Alpes-Maritimes (1992) de CIAUDO, de l'Aude (1935) de SILVADE, de la Creuse (1933) par HUGON, de l'Ile-et-Vilaine (1991) de CHARPY & JORET, du Maine-et-Loire (1991) de CLOUZARD, de la Moselle (1950-1968) de BRAUBACH, des Pyrénées-Atlantiques (1932) de MEURGEY, du Haut-Rhin (1984) de WILSDORF, de la Saône-et-Loire (1989) de BOXBERGER, du Tarn (1990) de DURAND, du Vaucluse (1984) de GRANIES et CHARRASSE, et de la Vendée (1991) de FROGER et PRESSENSE.

J'ai écrit à 38 correspondants régionaux de la Société héraldique, dont la moitié ont répondu et m'ont fourni des informations sur 15 départements. J'ai relevé au CARAN, aux Archives Nationales, les armoriaux de 50 départements, dont 30 que je ne possédais pas dans mes relevés. Pour les 30 départements restants, j'ai envoyé du 16 au 30 avril 1994 758 lettres en province, dont la moitié avaient reçu une réponse au bout d'un mois. Il a fallu relancer les autres au téléphone. J'ai demandé des informations sur l'histoire et la signification du blason. Un dixième environ des destinataires ne possédaient pas d'armes.

2. LES «BONNES VILLES»

Le dictionnaire de l'Académie française de 1694 est muet à leur égard, de même que les LITTRÉ, DUCANGE, TRÉVOUX... Le dictionnaire de 1835 les définit comme «villes honorables, nommées par les rois»; l'Encyclopédie dit qu'elles avaient des magistrats jurés et le droit de bourgeoisie depuis 1314. Au XIII^e siècle, PHILIPPE-AUGUSTE parlait de ses fidèles villes, LOUIS VIII des bourgeois armés. Le terme «bonne ville» est cité dans l'ordonnance de 1245 sur Beaucaire, en 1247 par deux ordonnances sur la Normandie («maires des Bonnes Villes»). Le moine de Saint-Denis PRIMAT cite dans les «*Grandes chroniques de France*» sur l'expédition d'Auvergne (1122) des Bonnes Villes. SUGER les nomme *munitissima*. Le terme suppose une idée de puissance, confiance. CHRESTIEN de Troyes les cite dans ses chansons de geste sur Lancelot; Noyon est une Bonne Ville de 5 charrettes, Pontoise, Beauvais y figurent aussi. Le terme n'a pas de signification institutionnelle, mais comporte une notion sentimentale, comme celui de «*bonnes fêtes*» (Pâques, Pentecôte, Toussaint, Noël). Une ordonnance de 1346 parle des pertes des bons marchands *in castris bonnis villis*. L'emprunt de JEAN le Bon parle d'une bonne nef d'argent de Flandre. Ce sont en résumé des villes sur la fidélité desquelles le souverain peut compter et qui comptent à leur tour sur la protection royale, qui donnent une aide militaire et des hommes, de l'argent, des conseils. Une ordonnance de 1358 les oppose au plat pays; une liste en Auvergne en cite 13 au bas-pays, 6 au haut-pays (St. Flour) (1419).

En 1347, Reims envoya des bonnes gens à l'Assemblée d'Amiens après la défaite de Crécy. Elles participèrent aux assemblées des XIV^e et XV^e siècles (Jeanne d'Arc, Senlis, 1317). Elles se sentaient solidaires. LOUIS XI diminua leurs charges et parlait de ses chers et bien aimés habitants. Paris était la première, Lyon la seconde. Les Bonnes Villes ne reçurent pas d'armoiries avant 1696.

Elles se virent octroyer un statut seulement sous l'Empire et la Restauration: le 8 fructidor an X, 24 principales villes de France furent nommées pour désigner leur maire pour choisir le successeur du Premier Consul. Le 28 floréal an XII, 36 prêtèrent serment à l'empereur (par la voix de leurs maires). Le 3 messidor, la liste les cita dans l'ordre de population, y compris 10 villes étrangères: Milan, Nice, Mayence, Gênes. Le 4 novembre 1808 fut ajoutée Montauban, en 1811 trois autres, en 1812 Nîmes; le 15 juin 1811, à l'occasion du baptême du roi de Rome: Rome, Amsterdam, Brême, Cologne, Lübeck, Parme, Plaisance, Rotterdam, Turin. Ces villes reçurent un statut (17 mai 1809) demandèrent des armoiries à l'archichancelier. Le Conseil du Sceau les rangea en trois classes:

- 1^{re} classe: 36 (duchesses): chef de gueules chargé de trois abeilles d'or: maire = baron.
- 2^e classe: (comtesses): franc-quartier dextre d'azur chargé d'une étoile rayonnante d'or.
- 3^e classe: (baronnes): franc-quartier sénestre de gueules chargé d'une étoile rayonnante.

Les premières de ces villes dans cette hiérarchie urbaine étaient couronnées d'une tour crénelée d'où sortaient deux cornes d'abondance d'azur; les deuxièmes avaient deux cornes d'abondance d'azur au sautoir; les troisièmes avaient une corbeille d'argent avec épis au naturel, deux rameaux de pourpre. Elles ne portaient pas de devise. Paris demanda des armes et reçut en 1811 des abeilles d'or; en 1817 une couronne murale à quatre tours accompagnées de deux tiges de lays en support.

L'ordonnance de septembre 1814 rétablit les armes royales. Le 3 novembre, le ministre de l'Intérieur SIMÉON fit faire des recherches qui aboutirent à trouver que la seule «Bonne Ville» était Paris. Le roi avalisa celles de l'Empire: Antibes, Carcassonne, Avignon, Aix, Pau (1816), Vesoul (1817), Toulon, Colmar, Cambrai et Abbeville (1821).

L'ordonnance du 23 avril 1821 en désigna 40: au chef fleurdelysé. Cela entraîna des mécontents parmi les délaissés: Poitiers, qui couronna CHARLES VII en 1422, Auxerre (1536), Bourbon-Vendée. CHARLES X les éconduisit. Au sacre de 1825, les blasons des 40 Bonnes Villes figurèrent dans la cathédrale de Reims pour la première et dernière fois, et le terme de «Bonne Ville» entra avec retard dans le dictionnaire de l'Académie.

YONNE



ATILLY
SUR-THOLON



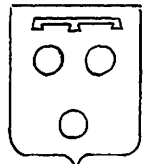
ANCY-LE-FRANC



AUXERRE



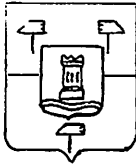
AVALLOU



BLANNAY



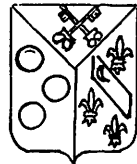
BRIENNE
SUR-ARMANÇON



BRIGNY



CHABLIS



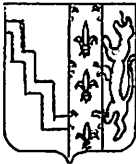
CHARRY



FLOGNY
LA-CHAPELLE



JOIGNY



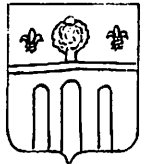
GYÉZY
LE-CHÂTEAU



NOYERS
SUR-SEREIN



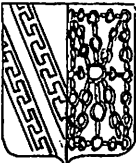
PONT-SUR-YONNE



PONTIGNY



SAINT-PARCEAU



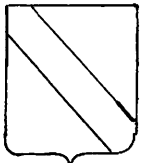
SAINT-FLOURY-TIN



GRIGÉLAY



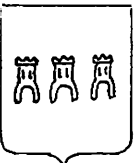
SENS



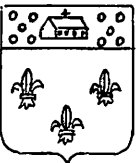
TONNERRE



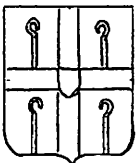
TOUCY



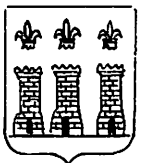
VERMENTON



VEZELEY



VILLENEUVE
L'ARCHEVÊQUE



VILLENEUVE
SUR-YONNE

3. LES TYPES ET LES MEUBLES

3.1. LES DÉCORATIONS

La Légion d'Honneur fut accordée à Châlon-sur-Saône, Tournus, St. Rambervillers (1896), Dijon (1899), Bazeilles pour sa défense en 1870 – immortalisée par le tableau des dernières cartouches –, Paris, Lille, Valenciennes, Landrecies (1900), Saint-Dizier (1905), Péronne (1913).

22 villes furent décorées pour la guerre de 1914-1918: Verdun (1915), Bitche, Reims, Dunkerque, Strasbourg, Phalsbourg, Arras, Lens, Cambrai, Douai, Longwy, Bapaume, Nancy, Metz, Béthune (1919), Soissons, Thionville, Château-Thierry, Noyon (1920), Montdidier (1924), Nomény (1928), Badonviller (1929) – 13 villes reçurent aussi la Croix de Guerre.

La guerre de 1939-1945 entraîna la décoration des villes suivantes: Calais (1947), Brest (1948), Abbeville, Amiens, Caen, Saint-Lô (1948), Saint-Malo (1948), Falaise, Evreux (1948), Argentan, Ascq, Etobon, Le Havre, Lorient, Oradour-sur-Glane, Saint-Dié, Saint-Nazaire, Lyon (1949), Beauvais (1957). Paris, Nancy, Grenoble, Vaissieux-en-Vercors et l'Île de Sein furent décorées de l'Ordre de la Libération.

3.2. LES TYPES FÉODAUX

Il y a en France environ 3.000 chefs-lieux de canton, sans compter les grandes villes qui en ont plusieurs. J'en ai obtenu 2.325 pour mon Armorial des Villes de France. J'ai envoyé 850 lettres dans 42 départements; il en reste 370 à envoyer, 200 n'ont pas répondu qu'il faudra relancer par téléphone ou par télétype. Les statistiques suivantes portent sur 2.265 blasons urbains:

263 villes (plus de 10 %) portent les armes de leurs seigneurs. On trouve en Bretagne les hermines, dans le midi de la France la croix de Toulouse, en Franche-Comté le lion billet, dans le duché de Bar les barbeaux, en Lorraine la croix de Lorraine ou les alérions, en Avignon des clés papales. Ils rappellent la suzeraineté des ducs de Bretagne, des comtes de Toulouse, de Bourgogne, des ducs de Bar, de Lorraine ou des papes. Auch porte un agneau et un lion: le lion est celui des comtes d'Armagnac, l'agneau représente l'archevêque d'Auch, coseigneur.

On trouve les armes des rois d'Angleterre à Villefranche-de-Larcha (Dordogne), des Béthune-Sully à Beaumesnil (Eure), des ducs de Béthune-Charost à Charost (Cher), des ducs de Bouillon à Raucourt (Ardennes), des Bourbon au Montet (Allier), des Bérulle à Saint-Mandé (Val de Marne), des

Chabannes (1479) à Dompierre sous Besbre (Allier), de CHAMILLART, ministre de LOUIS XIV à La Suze sur Sarthe, des COSSÉ à Cossé le Virieu (Mayenne), des CONDÉ à Enghien (Val d'Oise), des CROY, famille noble belge, à Solre-le-Château (Nord), des DUNOIS, compagnon de JEANNE d'Arc, à Marchenoir (Loir-et-Cher), du duc d'Épernon (1590) à Villebois-Lavalette (Cantal), des comtes d'Évreux à Évreux (Eure) (1276), des d'ESTAING à Saint-André de l'Eure, de Nicolas FOUQUET à Saint-Mandé (Val de Marne), des GRIMALDI (1970) à Betz (Oise), de du GUESCLIN à Pontvallain (Sarthe) et à Cachan (Val de Marne); des La ROCHEFOUCAULD à Liancourt (Oise) (XIIIe-XIVe siècle), Estissac et Vendevre-sur-Barse (Aube), Montendre (Charente-Maritime), Châteauneuf-sur-Charente), Dismes (Marne); des La TRÉMOUILLE à la Trémouille (Vienne) et Royan (Charente-Maritime); des LÉVIS-VENTADOUR à Satillieu (Ardèche), le Poul (Morbihan); des LUXEMBOURG à Piney et Ramerupt (Aube); de MAZARIN à Château-Porcien (Ardennes); des MEDICI (6 besants) à Arcueil (Val de Marne); des MÉRODE, famille belge, à Tréon (Nord); des MONTMORENCY, les premiers barons français, avec leurs seize aiglettes, dans le nord de Paris: à Damville (Eure), Écouen, Montmorency, Deuil-la-Barre, Eaubonne, Saint-Leu, Beauchamp, Taverny (Val d'Oise), Montlhéry (Essonne), Marly-le-Roi (Yvelines), Epinay (Seine-Saint-Denis); des NICOLAI, présidents de la Chambre des Comptes, à Goussainville (Val d'Oise); des NOAILLES à Formerie (Oise); de Madame de POMPADOUR à Mer (Loir-et-Cher); du duc de PENTHIÈVRE, beau-père de Philippe-Égalité, à Montrichard (Loir-et-Cher); des ROCHECHOUART (1458) aux Trois-Moutiers (Vienne); des ROCHEFORT (XVe-XIXe siècles) à Sornac (Corrèze); des ROHAN, la première famille bretonne, à Rohan (Morbihan); du chancelier SÉGUIER à Drancy (Seine-Saint-Denis); des TOULOUSE-LAUTREC à Arpajon (Essonne); du comte de TOURVILLE à Fismes (Marne); de TURENNE à Raucourt (Ardennes); des VENTADOUR à Égletons (Corrèze); des VILLENEUVE à Barrême (Alpes de Haute-Provence); des VILLEROY à Magny-en-Vexin (Val d'Oise); des VILLIERS de l'ISLE ADAM, dont un fut maréchal de France au XVe siècle, à l'Isle Adam (Val d'Oise); des VIVONNE, branche des LUSIGNAN, à Vivonne (Vienne); des VOYER-d'ARGENSON, qui furent lieutenants de police au XVIIIe siècle, à Asnières (Hauts-de-Seine).

70 autres blasons de villes portent des personnages divers dont la Vierge Marie (12), de nombreux saints, deux Mélusines à Melle (Deux-Sèvres), Richard Coeur de Lion à Chalus-Chabrol (Haute-Vienne); dans les Pyrénées Orientales, il y a saint Pierre à Prades, saint Jean-Baptiste à Perpignan, saint André à Oleta et Rivesaltes, saintes Juste et Rufine à Prats-de-Mollo.

3.3. LES TYPES ARCHITECTURAUX

Dans les armoiries urbaines françaises, les monuments sont très

représentés (372 exemples sur 2.265 analysés, donc 17 %). On y trouve 105 blasons avec châteaux (5 %), 151 avec des tours (6,66 %), 47 avec des ponts (2 %), 15 avec des églises, 6 avec des villes (Joigny, La Roche-sur-Yon, Verdun). Il faut signaler les ponts d'Orthez et de Cahors (Valentré), la cathédrale de Verdun, l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés, l'aqueduc d'Arcueil, le Kremlin au Kremlin-Bicêtre (Val de Marne), suite de l'occupation des Cosaques en 1814, le château de la Malmaison, trois huttes gauloises à Villecresnes (Val de Marne) où se trouve aussi le château de Grosbois.

3.4. LES TYPES ÉCONOMIQUES

Ils apparaissent sur 102 blasons (4,35 %) et reflètent les activités modernes. Les gerbes et les épis de blé figurent sur 27 blasons, les navires sur 40 blasons (moins de 2 %), dont Paris, Nantes, Lorient, Dieppe, La Rochelle, Roscoff. De nombreux objets rappellent la métallurgie ou l'industrie: Montataire, Anzin, Mouy, Firminy, Darnetal, Montceau-les-Mines (S. & L.), Roubaix (Nord), Le Creusot (S. & L.), Montchanin (S. & L.), avec un T.G.V., St-Beram-sur-Dheune avec une péniche, un four et des boisements de mines; dans la Nièvre, de petites villes industrielles datant du XIXe siècle portaient une lampe de mineur (La Machine), deux ancres (Guérigny); elles ont disparu maintenant, sauf Imphy qui n'a pas de blason. Campan (Hautes-Pyrénées) porte trois cloches de vaches; Decazeville (Aveyron) deux hauts-fourneaux, Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) un marteau et un pic; la vigne apparaît dans les communes de la banlieue parisienne: Créteil, Livry-Gargan, L'Hay-les-Roses, Villeneuve-le-Roi, Villiers-sur-Marne.

3.5. LES ANIMAUX

Ils apparaissent sur 700 blasons, c'est-à-dire près d'un tiers de l'échantillon. L'animal le plus représenté est le lion (234 cas, un tiers des animaux). Il est suivi par l'aigle (78, un tiers de la part des lions), les autres oiseaux (63, moins de 10 % des animaux), les poissons (62), dont les bars en Lorraine, les serpents (8), dont un amphibène à Bitche et une aspic à Aspel (Haute-Garonne), les coquilles (18), les abeilles (13), trois taons à Villebons/Yvette (Essonne), les chiens lévriers, loups, renards (29), les ours à Ruez (Basses-Alpes), Nozeroy (Jura), les porcs-épics à Blois, Belabre (Indre), Preuilly (Indre-et-Loire), les écrevisses à Flogny-la-Chapelle (Yonne), Loué (Sarthe), la Tarasque à Tarascon, un basilic à Saint-Germain les Corbeilles (Essonne), trois hydres à Tourteron (Ardennes), un éléphant au Muy (Var), un lynx à Valognes (Manche), une licorne à Saint-Lô (Manche), un hippocampe à Villeurbanne (Rhône), Pégase à Briennon-sur-Armançon (Yonne), un crocodile à Nîmes, des griffons à Entraygues-sur-Truyère (Aveyron), Laguiolle (Aveyron), Sigoulès (Dordogne), un chamois à Chamonix (Savoie), une biche percée d'une flèche à Saint-Gilles (Gard). La salamandre, emblème de FRANÇOIS 1er, apparaît à

Fontainebleau, Belleville-sur-Saône, Vitry-le-François, Le Havre, Villers-Cotterets, Romorantin, Sarlat, Chambord, Chenonceau, Pont-Ste-Maxence (Oise).

3.6. LES PLANTES

Elles apparaissent sur 259 blasons (plus de 10 %), sans compter les fleurs de lys qui figurent sur 412 blasons (plus de 20 %) de notre échantillon. Certaines communes portent les armes de France moderne: Gimont (Gers), Carbonne, Le Fousseret et Saint-Béat (Haute-Garonne), Limay (Yvelines), Sournia (Pyrénées-Orientales), Anglès, Saint-Paul-Cap-de-Joux (Tarn), Lorgues (Var); Meulan (Yvelines) porte les armes de France ancien.

De nombreuses essences sont représentées: bourrache, rose (29 cas), peuplier, chardon, palmier, laurier, sapin, pensée, trèfle (7), fougère, chêne (21), cognassier, olivier, oignon, genêt, poirier, noisetier, saule, champignon (4), marguerite, buis, alisier, tilleul, rave (Rabastens-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées)), grenade, chêne-vert, cerisier, noyer, asperges (Contres (Loir-et-Cher)), frêne, châtaigner, pommier, jasmin, mûrier, jonc, églantier, orme, fleurs parmentières (Neuilly-sur-Seine), hortensia (Malmaison), lilas, charme, aulne, cyprès, créquier (Montfort dans les Landes), tremble, raison (19), quinte-feuilles (14), fraises (Bièvres dans l'Essonne).

3.7. MEUBLES DIVERS

Ils se trouvent sur 366 blasons (17 % de l'échantillon). Les plus nombreux sont les clés (39) qui prouvent une seigneurie archiépiscopale ou papale; de même les crosses épiscopales (36); l'escarboucle orne les armes de Clèves (Rhénanie) et se trouve sur neuf blasons; le portcullis (ou herse) se trouve en Dordogne (influence anglaise), de même que le trescheur à Rumigny (Ardennes) qui orne les armes d'Écosse; les canons figurent à Marciac (Gers), Pornic (Loire Atlantique), Dompierre (Vosges), les avions à Montoir de Bretagne (Loire Atlantique) et Orly; Saint-Cyr l'École (Yvelines) porte deux casoars; Saint-Germain le berceau de LOUIS XIV, Chartres une fourche patibulaire, La Roche sur Yon une foi, Marcilly le Hayer (Aube) un dolmen, Larche (Corrèze) une arche de Noé, Le Thillot (Vosges) quatre bonnets phrygiens, Abondance (Haute Saône) une corne d'abondance, Bagnols sur Cèze (Gard) trois tinettes de bain d'origine romaine, Barrême (Alpes de Haute-Provence) une frette de six lances (famille de VILLENEUVE), Montrouge (Hauts de Seine) un thyrses, attribut de Dionysos, antique, Issigeac (Dordogne) un bâton écoté en bande - ("*the ragged staff*"), emblème de WARWICK, le faiseur de rois anglais au XVe siècle, pendant la Guerre des Deux Roses -, Autrain (Ille-et-Vilaine) les trois couleurs: azur, argent, gueules.

3.8. LES LETTRES

Elles apparaissent sur 111 blasons (moins de 5 % de l'échantillon).

3.9. ARMES PARLANTES

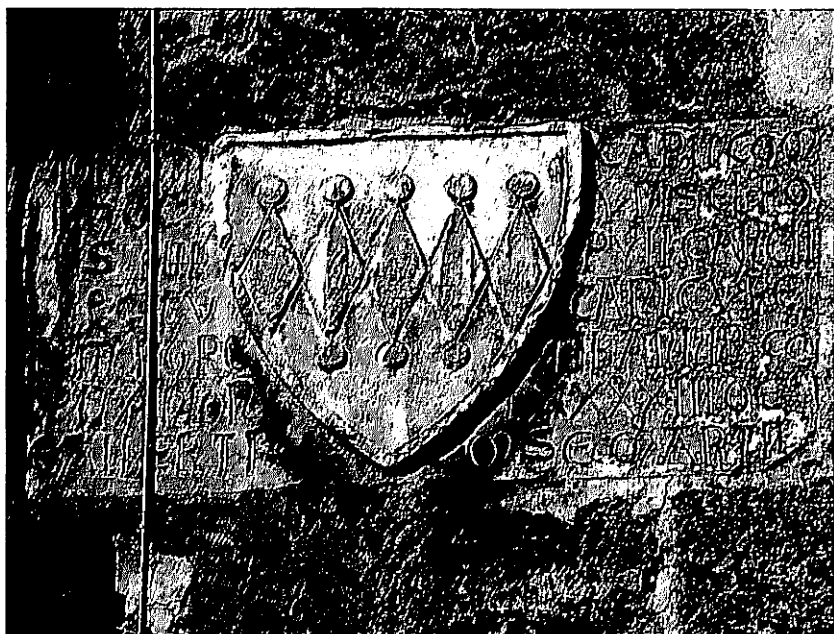
107 blasons de villes françaises (moins de 5 %) sont à ranger dans cette catégorie. En voici quelques exemples: Lyon (lion), Reims (rinceaux), Mulhouse (roue de moulin), Tarascon (Tarasque), Mantes (menthe), Montpezat (balances), Nuits (noyer), Nogaro (noyer), Le Quesnoy (chêne), Olargues (marmite), Draguignan (dragon), Monistrol (crosse), Châteauroux (château rouge), Pontoise (pont sur l'Oise), Montfaucon (mont et faucon), Rethel (râteaux), Coulommiers (colombier), Bapaume (mains), Forges-les-Eaux (enclume), Corbeil (coeur), Châteaurenard (château et renard); en fait le nom provient du comte RAYNARD de Sens, au Xe siècle; enfin Puy-Laurens (mont et laurier).

4. CONCLUSION

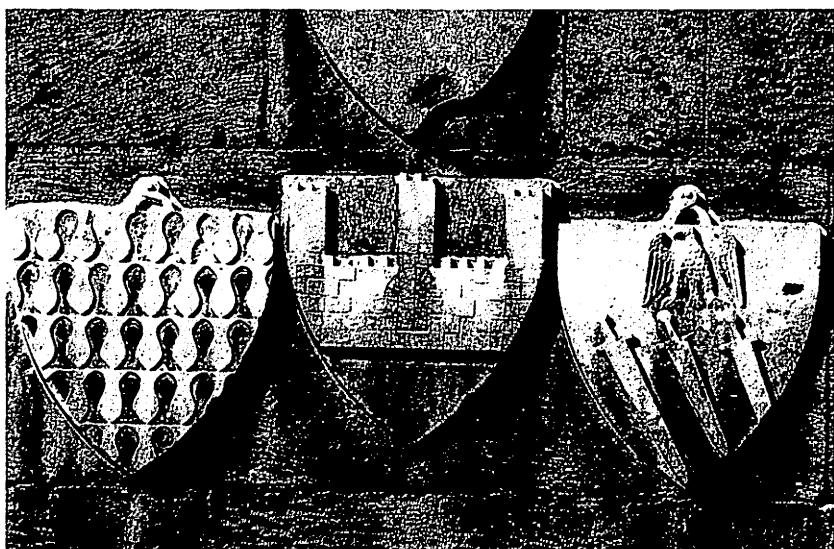
L'héraldique revient à la mode comme en témoignent de récentes expositions à Paris et ailleurs. De nombreuses communes adoptent des armes et, oubliant les anciennes préventions révolutionnaires, choisissent souvent les armes de leurs anciens seigneurs comme un témoignage de leur histoire, ce qui peut, le cas échéant, présenter un avantage touristique. Beaucoup de ces armoiries de villes et de communes comportent des fleurs de lys, comme une preuve de l'appartenance ancienne au domaine royal. Même les anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est ne sont pas exempts de cette évolution. Le développement des voyages et de la philatélie favorisent d'ailleurs cette évolution. Alors que les villes d'Amérique latine reçurent des armoiries des Espagnols dès le XVI^e siècle, les pays et villes d'Afrique en adoptent aujourd'hui.

Espérons que le mouvement de mode des logos ne durera pas et que la beauté des blasons, notamment en Angleterre, aura le dessus sur la vulgarité du modernisme. Seules les villes et États d'Amérique du Nord ont donné la préférence aux sceaux, ce qui ne leur enlève pas toute signification historique.

En résumé, mon ouvrage en préparation aura 400 pages de texte, 90 cartes départementales et 100 planches de blasons.



Écu de Grazia ALBERTI, capitaine du peuple de Cagliari, 1293.



Tour de l'Éléphant, écus des châtelains Giovanni CINQUINA et Giovanni De VECCHI, au centre l'écu de la ville de Cagliari.

Sergio SERRA

LA VILLE DE CAGLIARI ET SES HABITANTS: ASPECTS HÉRALDIQUES

RÉSUMÉ

Cagliari est le chef-lieu de la Région Autonome de la Sardaigne. Ville d'origine punique et romaine, du début du XIVe siècle jusqu'à la moitié du XIXe siècle, elle fut la capitale du Royaume de Sardaigne, d'abord sous la souveraineté des rois d'Aragon, ensuite des rois d'Espagne et de la maison de SAVOIE. Dans les rues et sur les immeubles de la ville ancienne on trouve beaucoup d'armoiries qui appartenaient aux gouverneurs de la ville, aux corporations d'artisans, aux ordres religieux, aux évêques, aux familles nobles, d'origine sarde ou bien d'origine espagnole et italienne, aux vice-rois et aux rois qui ont gouverné l'île.

L'héraldique nous permet de parcourir l'histoire de la ville de Cagliari et de ses classes sociales d'une façon très vivante et de découvrir ses liens, au cours des sept siècles écoulés, avec les autres villes et les autres îles de la Méditerranée, telles que Barcelone, Valence, Gênes, Pise, Naples, la Corse, la Sicile. La communication fut enrichie par la projection de diapositives.

Cagliari est le chef-lieu de la Région Autonome de la Sardaigne. Ville d'origine punique et romaine, dans le haut moyen âge elle fut la capitale du "giudicato" de Cagliari, un des quatre royaumes indépendants de l'île, qui, à la moitié du XIIIe siècle, fut conquis par la république de Pise.

LE "CASTELLO" DES PISANS

Les Pisans s'installèrent sur une colline qui dominait le golfe de Cagliari, la ceignèrent de murailles et de tours et l'appelèrent "Castello" (le château). Autour de Castello s'étendaient les trois bourgs de Stampace, Marina et Villanova et, ensemble, ils constituaient la ville de Cagliari.

Ces bourgs furent également ceints par des murailles: sur la tour de Porta Scalas, à Stampace, on peut voir les armoiries de Grazia ALBERTI, qui était capitaine du peuple de Cagliari en 1293: ce sont les plus anciennes de la ville.

En 1297 le pape BONIFACE VIII, désirant chasser de l'île les Pisans, guibellins et ses adversaires, nomma roi de Sardaigne JACQUES II d'Aragon. Les Pisans, craignant une expédition catalane, renforcèrent le "Castello" et bâtirent trois puissantes tours carrées: la tour de St. Pancrace, de l'Éléphant et du Lion. Sur ces tours se trouvent les armoiries des châtelains, qui gouvernaient à deux pendant un an, ce qui nous permet de connaître leurs noms et l'époque de la construction. Entre les écus des châtelains est placé l'écu du "Castello", représentant des murailles avec trois tours carrées et, au-dessus, l'écu de Pise, de rouge plein.

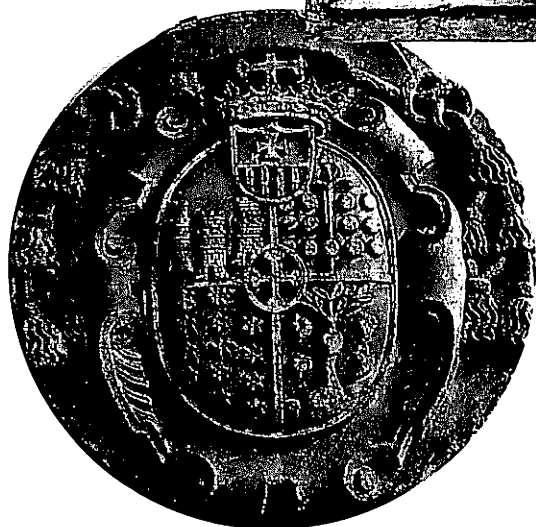
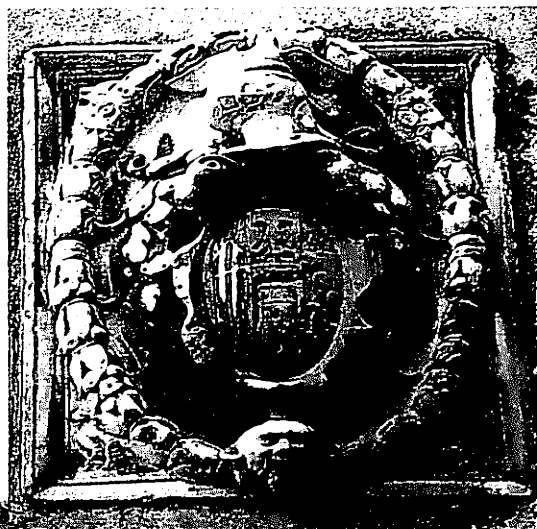
En 1323, les Catalans débarquèrent en Sardaigne sous le commandement du prince ALFONSE d'Aragon et mirent le siège à la ville de Cagliari qui, en dépit de ses fortifications, fut obligée de se rendre. Les Pisans abandonnèrent le Castello (ses armoiries furent écartelées en sautoir avec les pals catalans) et leurs maisons furent occupées par les nouveaux venus .

Castello, c'était le centre du pouvoir politique, administratif, militaire, religieux, économique; le vice-roi et l'archevêque y résidaient, les marchands et les artisans y avaient leurs magasins et leurs ateliers. Le roi donna des fiefs aux chevaliers qui l'avaient aidé lors de la conquête de l'île, tels que les CARROZ, BOYL, ENTENÇA, MONTPAÛN, DE SENA, SANJUST, SANTAPAU, etc.

Les marchands jouaient un rôle très important: les caisses de l'État souvent étaient vides et le vice-roi était obligé de leur demander des emprunts. En récompense de leurs services la noblesse fut concédée aux marchands d'origine catalane (comme les De DONI, CANYELLES, AYMERICH, BRONDO), d'origine gênoise, qui souvent modifiaient leur nom selon l'orthographe espagnole, comme les ALCIATTORE (ALCIATOR), ASCHERO (ASQUER), BONFANTE (BONFANT), NATTERO (NATER), et aux marchands d'origine juive, comme les BONFILL, COMPRAT, CARCASSONA, NIN. Les juifs habitaient une zone de Castello qui leur était réservée, autour de la synagogue. En

1492, FERDINAND le Catholique les chassa de ses royaumes et ils furent obligés de quitter Cagliari à l'exception de ceux qui se convertirent au christianisme et qui, comme les CARCASSONA et les NIN, obtinrent aussi d'importantes charges religieuses.

On exportait de la Sardaigne surtout du blé, du fromage, du sel, on se dédiait à la pêche du corail, du thon, à l'élevage des brebis, à la production de vin et d'huile d'olive.



Armoiries des AYMERICH sur la façade de l'église de famille, XVI^e siècle (en haut).

Armoiries de l'évêque Ambrogio MACHIN (1627-1640) (en bas).

LES VICE-ROIS D'ESPAGNE

En conséquence de l'emploi des armes à feu, les murailles qui ceignaient Castello furent remplacées par les remparts, sur lesquels on voit les armoiries des vice-rois qui les firent édifier: Juan DUSAY au début du XVI^e siècle, Alvaro de MADRIGAL en 1568, Diego de ARAGALL en 1638. Le long des côtes de l'île furent bâties des tours contre les attaques des pirates arabes, comme la tour sur le promontoire de St. Elia, dans le golfe de Cagliari, qui porte les armoiries du roi PHILIPPE IV et du vice-roi Antonio XIMENEZ de URREA. L'Administration des tours, qui fonctionna jusqu'au début du XIX^e siècle, s'occupait de leur construction et de leur défense en utilisant l'argent des impôts sur l'exportation du fromage et des peaux .

Parmi les vice-rois on peut mentionner le prince Nicola PIGNATELLI: lors de son voyage de Naples à Cagliari, où il se rendait avec sa famille pour assumer sa tâche, il faillit faire naufrage. Arrivé à Cagliari sain et sauf, il édifia une église en honneur de St. Nicolas, son saint protecteur, et il mit ses armoiries sur la façade. Elle devint l'église des Napolitains qui habitaient Cagliari, tout comme l'église Ste Eulalia était celle des Catalans, Ste Rosalie celle des Siciliens, St Georges et Ste Catherine celle des Gênois.

L'héraldique nous fournit un cadre des classes sociales: elle n'était pas réservée exclusivement à l'aristocratie mais était employée aussi pour identifier les corporations d'artisans, nommées "*confrarias*" ou "*gremios*", formées par les cordonniers, les menuisiers, les maçons, les orfèvres, etc. Dans leurs armoiries sont représentés les instruments de leur métier ou l'image du saint protecteur.

Jusqu'au début du XVII^e siècle les jeunes qui voulaient fréquenter l'université étaient obligés de se rendre en Italie, à Pise et à Pavie, ou bien alors en Espagne, à Salamanque et à Barcelone. Seulement ceux qui appartenaient aux familles nobles et riches pouvaient soutenir ces frais. Les jeunes des familles bourgeoises eurent également la possibilité d'accès aux études supérieures quand, en 1620, fut créée l'Université de Cagliari avec l'aide du Parlement sarde, de la mairie et de l'archevêque. Pour cette raison on remarque dans le sceau de l'Université les armoiries de Sardaigne, de Cagliari, les mitres des évêques LUCIFERUS et EUSEBIUS et la tiare du pape HILARIUS, trois saints d'origine sarde.

La plupart des familles sardes reçurent la noblesse pour les mérites professionnels de leurs ancêtres qui étaient notaires, avocats, juges, médecins, hauts fonctionnaires. On calcule qu'à partir du XIV^e jusqu'au XX^e siècle Cagliari a eu, environ, 300 familles nobles, dont 80 d'origine catalane, baléare et valencienne, 60 d'origine sarde, 30 gênoise, 20 espagnole, 90 familles prove-



*Les armoiries du roi d'Aragon; - du vice-roi Diego de ARAGALL, 1638;
- du vice-roi Nicola PIGNATELLI (1687-1690); - du vice-roi le marquis de YENNE (1822).*

nant de plusieurs régions d'Italie. À présent il en reste seulement une trentaine. On trouve les armoiries des nobles sur les façades des églises qu'ils ont édifiées, ou bien à l'intérieur, dans les chapelles de famille (De DONI, BRONDO, AYMERICH, BRUNENGO, GENOVÉS) sur les façades des maisons aristocratiques de Castello ou des villas des environs de Cagliari (AMAT, BORRO, CAO DI S. MARCO, CARROZ, CENTELLES, MANCA DI VILLAHERMOSA, PILO-BOYL, SERRA, VIALE, VIVALDI, ZAPATA, ZATRILLAS, etc.).

LA MAISON DE SAVOIE

En 1720, à la suite de la Guerre de Succession d'Espagne, la Sardaigne passa de la couronne d'Espagne à la maison de Savoie. Le Royaume de Sardaigne comprenait, à cette époque, le Piémont et la Savoie, et non pas seulement l'unique île de Sardaigne. À la fin du XVIII^e siècle, la famille royale quitta Turin, occupée par les Français, et se réfugia à Cagliari pendant une quinzaine d'années.

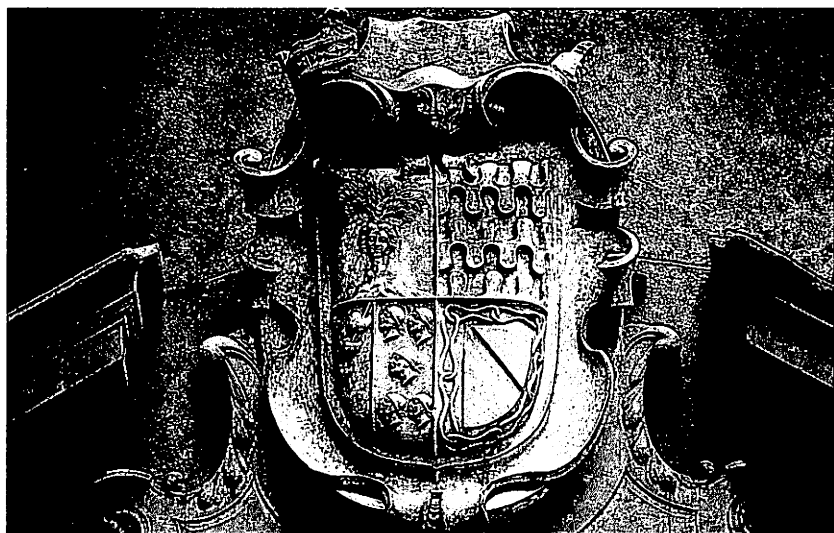
L'Ordre des Saints Maurice et Lazare, dont le roi était Grand Maître, transféra son siège à Cagliari, dans la Basilique de la Ste Croix, édifiée sur l'emplacement de l'ancienne synagogue. Sur la voûte sont peintes les armoiries de Savoie et la croix de l'Ordre.

Sur la porte de l'Arsenal, édifié par l'ingénieur sarde, le comte Carlo PILO-BOYL à l'imitation de la porte de la Piazza del popolo à Rome, sont placées les armoiries de Sardaigne, *d'argent à la croix de rouge cantonnée de quatre têtes de maures*, qui nous viennent des armoiries du royaume d'Aragon. Elles sont chargées d'une aigle avec la croix de Savoie sur la poitrine. La croix de Savoie remplaça les pals catalans dans les armoiries des villes sardes et jusqu'à présent elles ont gardé ce signe de privilège royal.

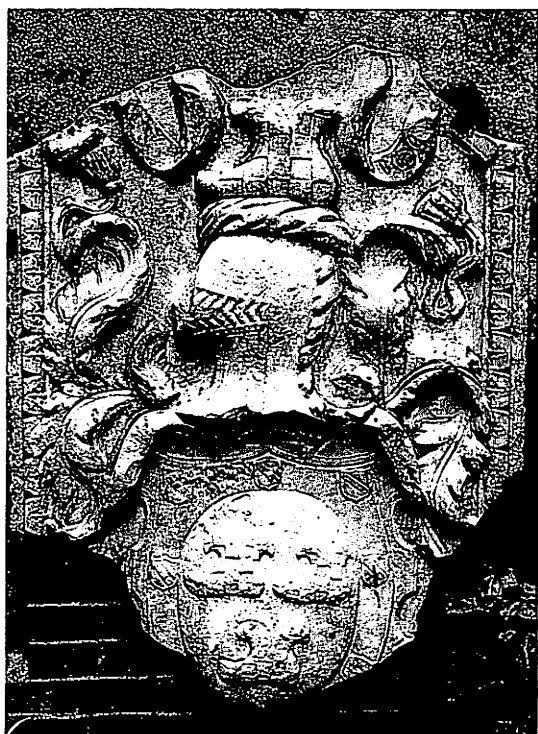
Pendant leur permanence en Sardaigne les Savoie se rendirent compte des problèmes de cette région et essayèrent d'améliorer les conditions de vie des habitants. Pour encourager la culture des oliviers, on concédait un titre de noblesse à ceux qui en plantaient 4.000 au moins.

En 1804, CHARLES-FÉLIX de Savoie créa la "*Reale Società Agraria ed Economica*", une académie qui avait pour but de développer l'agriculture et l'économie. En 1822, le vice-roi marquis de YENNE commença les travaux de la route "*Carlo Felice*" qui traverse l'île du nord au sud. Ses armoiries sont sculptées sur la colonne milliaire d'où part la route, située Place Yenne, à Cagliari.

L'héraldique témoigne aussi de l'importance que les différents ordres religieux avaient à Cagliari: l'ordre de la Mercède, Carmélitain, Augustinien,



*Armoiries du marquis Felice
Lussorio BRONDO de RUECAS
écartelées avec les armoiries des
GUALBES et des ZÚNIGA –
XVIIe siècle (en haut);*



*Armoiries des ZAPATA –
XVIe siècle (en bas).*

Dominicain, Franciscain, Jésuite, Trinitaire etc. Jouissaient de la protection royale le couvent des capucines et celui de Notre Dame du Bon Air (d'où provient le nom de la ville de Buenos Ayres en Argentine). Dans la cathédrale on peut voir les armoiries de plusieurs évêques (ESQUIVEL, MACHIN, qui fut Grand Maître de l'Ordre de la Mercède, de la CABRA, FALLETTI, qui fut aussi vice-roi); s'y trouvent aussi les sépulcres de MARTIN le Jeune, mort en Sardaigne en 1409, dernier descendant de la maison d'Aragon; le sépulcre du petit prince CARLO EMMANUELE de Savoie, fils du roi VITTORIO EMANUELE I, et celui de GIUSEPPA MARIA LUISA, soeur du roi et épouse de LOUIS XVIII de France.

Pour conclure, l'héraldique nous permet de parcourir l'histoire de Cagliari, ville qui a été caractérisée par l'apport de plusieurs cultures: pisane, catalane, espagnole, italienne, qui a été un centre de commerce ouvert aux contacts avec le monde extérieur mais qui, en même temps, a su garder sa propre culture, ses traditions religieuses, son rôle de capitale de la Sardaigne.

BIBLIOGRAPHIE

- FLORIS, F.: *Breve storia della Sardegna*. Roma, 1994.
- FLORIS, F. & SERRA, S.: *Storia della nobiltà in Sardegna*. Cagliari, 1986.
- SERRA, S.: «La Reale Società Agraria ed Economica». In: *Le opere e i giorni. Contadini e pastori nella Sardegna tradizionale*. Cagliari, 1982, p. 82-88.
- SERRA, S.: «Le grandi dinastie sardo-catalane». In: *I catalani in Sardegna*. Cagliari, 1984, p. 211-216.
- SERRA, S.: «Gli stemmi». In: *Dentro Castello*. Cagliari, 1986, p. 47-53.
- SERRA, S.: «L'araldica catalana in Sardegna». In: *Atti del XIV Congresso di storia della Corona d'Aragona*. Sassari, 1996 (sous presse).

Maria José SASTRE y ARRIBAS

VILLES ET ARMOIRIES – CONSIDÉRATIONS AUTOUR DE L'EXEMPLE ESPAGNOL

RÉSUMÉ

Des rapports existent entre ville et armoiries: ils se manifestent dans différents domaines, par exemple les armoiries d'une ville en tant que 'lieu' différencié d'une autre ville; en tant qu'espace urbain configuré d'une certaine manière (c'est-à-dire, le point de vue de l'urbanisme) ou encore la ville, considérée comme ensemble des habitants.

RÉSUMÉ EN ESPAGNOL

Entre las ciudades y los emblemas heráldicos existen diversas relaciones que se manifiestan en diferentes campos. Así, por ejemplo, las relaciones entre la ciudad, considerada como lugar geográfico diferente de cualquier otra ciudad, y su emblema heráldico; la relación entre los varios escudos de armas que hay en una ciudad y la ciudad como espacio urbano configurado de una determinada manera (es decir, el Urbanismo); o las relaciones entre la ciudad, considerada como el conjunto de sus habitantes, y los emblemas heráldicos de éstos.

La ville en tant que place ou endroit, où une collectivité humaine habite, possède d'intéressants rapports avec les armoiries. Ces rapports sont bi-directionnels: ils vont de la ville aux armoiries et vice-versa, et se situent également à différents plans ou niveaux.

Il faut signaler d'abord que ce rapport ville–armoiries n'est devenu possible qu'au moment où les emblèmes héraldiques ont débordé leur origines

guerrières pour s'établir dans toutes les manifestations de la vie humaine: du vêtement habituel ou la vaisselle de tous les jours (bien que des vêtements ou des vaisselles somptueuses portent aussi des marques héraldiques) au domaine 'extraordinaire' de la sépulture.

Ayant pénétré une fois les sphères de la vie quotidienne, les armoiries sont susceptibles de rapports avec les villes, la ville, rapports qui se révèlent dans différents domaines. Notre idée est montrer ici quelques-uns de ces rapports, de ces liens d'interrelation entre les armoiries et la ville.

LA VILLE ET SON EMBLÈME

Un premier niveau s'offre à l'analyse. C'est le niveau le plus évident, le plus manifeste: l'existence d'un emblème qui représente la ville elle-même. Si à l'origine, il est vrai, les armoiries rappellent seulement une personne, une famille, un lignage, c'est-à-dire "des hommes", on sait bien que dans la suite elles vont se rapporter aussi à des villes: celles-ci posséderont leurs propres armoiries. Cette situation est inscrite dans la conception de la "différence", la distinction entre les villes, voire l'opposition entre une certaine ville et les autres. On retrouve ici la même idée que dans le domaine des hommes. On dirait que s'exprime l'idée d'individualité d'une ville à l'égard des autres. Mais attention ! C'est précisément cette notion d'individualité – individualité en tant que réalité différente d'autres réalités de la même sphère et individualité en tant que réalité unitaire – qui rend possible l'existence d'emblèmes pour les villes.

Les armoiries ne sont attribuables à la ville que depuis le moment où celle-ci devient, en quelque sorte, personnalisée, considérée comme une personne, un individu, par opposition à une collectivité, c'est-à-dire un ensemble d'individus: dans la balance, le concept 'ville – réalité unitaire – espace physique' pèse plus que le concept 'ville – réalité multiple – ensemble des habitants'. Comme les armoiries sont des représentations associées aux hommes, elles sont initialement attribuées à titre symbolique – *pars pro toto* – à l'alférez de la ville, figure humaine représentant la métropole¹.

LES EMBLÈMES DANS LA VILLE

Le deuxième niveau des rapports entre les armoiries et la ville est aussi facile à cerner: les armoiries en tant qu'élément physique, visuel, en relation avec l'espace urbain. Présentes dans les rues, les armoiries donnent une configuration déterminée à la ville à cause, justement, de leur intégration dans l'architecture urbaine. Inutile de relever bien sûr l'existence de bâtiments

armoriés, ornés d'emblèmes dans les villes. Une certaine détermination urbanistique ressort de la manière – différente dans chaque ville – dont sont érigés en certains endroits les bâtiments ornés d'armoiries. Les liens divers entre bâtiments armoriés et plan des agglomérations résultent en des typologies différentes des villes.

Dans certains cas, il n'y a qu'une seule construction armoriée dans la ville: elle sera alors le repère principal. Dans d'autres cas, on en rencontre plusieurs, distribuées selon différents modes, ou bien partout, ou bien dans des endroits précis de la cité, définissant des rues, des quartiers nobiliaires – car la plupart des immeubles armoriés furent des demeures de nobles – au cas où la ville possède une certaine étendue. Enfin, on trouve de même quelques villes presque entièrement constituées de bâtiments armoriés: citons l'exemple de la ville espagnole de Cáceres, où s'est déroulé le Colloque héraldique de 1991² ! Or c'est précisément dans ces sortes de villes, littéralement pleines de maisons armoriées, que nous trouvons installés les lignages citadins: leurs luttes pour le pouvoir politique à l'intérieur de la ville et leurs jeux d'alliances ont entraîné pour l'héraldique d'intéressantes conséquences dont nous traiterons infra.

Mais retournons à l'urbanisme. La situation des bâtiments armoriés dans quelques secteurs de la ville répond à des motifs divers. Quelquefois il s'agit d'une décision rationnelle et dirigée, toute logique et préméditée: ainsi au XVIII^e siècle des Lumières, à Madrid par exemple, assistons-nous à toute une série de réformes urbanistiques menées par la Monarchie et suivies de la construction d'énormes bâtiments représentatifs et armoriés, patronnés par la royauté. Mais de tels cas restent exceptionnels. Plus fréquemment, la distribution des bâtiments armoriés à travers l'espace urbain fut déterminée par des causes moins rationnelles, on pourrait dire viscérales. Dans ce cas, il faut tenir compte du goût, du caprice, de la mode, de la tendance vers la croissance plus ou moins naturelle des villes, ou encore d'autres coordonnées aléatoires.

Ainsi par exemple, tout au long des XV^e et XVI^e siècles, un important noyau nobiliaire se profile à Madrid entre les endroits nommés *Campo del Rey* et *Puerta de Moros*, et notamment tout autour de la *Plaza de la Paja* et le voisinage de *San Miguel de la Sagra* et la *Plaza de San Salvador*, où beaucoup de palais armoriés – dont il reste aujourd'hui encore quelques vestiges quoique fort transformés – furent construits. Au cours du siècle suivant, ce secteur confirma sa vocation de quartier propre de l'aristocratie, avec la rénovation et l'édification de nouveaux bâtiments armoriés. Le XIX^e siècle verra naître un nouvel espace urbain préféré des nobles pour y ériger leurs demeures: l'axe *Recoletos–Castellana*, où survivent aujourd'hui quelques-uns de ces hôtels particuliers malgré une intense spéculation sur les terrains³. À Valladolid, nous constatons une vraie fièvre pour construire des bâtiments armoriés au commencement du XVII^e siècle, notamment dans la rue *Franco*s et alentours, où les

grands courtisans se sont installés⁴. Ce mouvement coïncide avec l'ascension de cette ville au rang de siège de la Cour-capitale de l'empire.

L'existence de ces zones de bâtiments armoriés conditionne, en quelque sorte, l'évolution et la configuration ultérieure de l'urbanisme des villes en question. En effet la relation réciproque entre armoiries et ville tant qu'espace urbain provient du temps où le bâtiment armorié fut édifié, se prolonge diachroniquement dans le temps jusqu'à nos jours, puisque le bâtiment armorié s'est conservé mieux que d'autres à cause de sa meilleure qualité de construction, du soin particulier des familles–propriétaires au cours du temps, de l'appartenance à l'État, de sa beauté et qualité artistiques... autant de raisons pour leur durabilité. Encore faudrait-il tenir compte de l'idée moderne de conserver les témoins du passé, conception héritée dès XVIIIe et XIXe siècles – les âges de la Raison et du Positivisme – mais qui plonge ses racines loin dans la Renaissance.

D'autre part, le placement des armoiries sur les façades des édifices fait de ceux-ci un élément très important dans le paysage urbain, un élément plein de dénotations et connotations dans l'ensemble de la ville. Les écus d'armes sur les façades sont, à la fois, marque de propriété, renseignement sur le propriétaire, ornementation du bâtiment et de la ville, repères dans la géographie urbaine, tout comme ils véhiculent l'idée de domaine, de pouvoir, de rivalité/opposition entre les diverses armoiries, toile de fond des perspectives urbaines, etc. Une sorte de dialectique entre la ville et les armoiries se trouve ainsi établie: la thèse serait les mêmes armoiries, l'antithèse la dénotation, et la synthèse la connotation.

Nous voudrions signaler à présent quelques faits curieux à propos de cette dialectique. D'une part, l'emplacement d'un énorme écu d'armes sur la façade: ainsi à l'église de La Magdalena de Valladolid, arborant les armoiries de l'évêque Pedro de La GASCA. Il s'agit d'attirer l'attention des passants, de rendre cette construction plus importante aux yeux du spectateur que celles des environs à travers une surprenante monumentalité des proportions de l'écu.

Parfois également, plusieurs petits écus d'armes – correspondant d'habitude aux différents lignages de la famille – sont placés sur toute la façade, couramment en haut des baies, comme c'est p. ex. le cas à Madrid au palais du Buen Consejo ou au palais Viana. Et, naturellement, des éléments héraldiques se retrouvent comme décor architectural: telles ces chaînes, emblème de la famille espagnole ZÚÑIGA qui entourent les baies des fenêtres à son palais à Cuéllar (Ségovie); ou encore le cordon franciscain déroulé tout autour de la porte flamboyante du couvent des Clarisses en la ville de Medinaceli (Soria).

Évidemment, les rapports entre les armoiries et l'espace urbain de la ville sont bien différents de l'un à l'autre cas.

Rapportons ici une anecdote qui essaie d'expliquer une modification du paysage urbain madrilène: Au commencement du XIX^e siècle, les ducs de VILLAHERMOSA firent construire un nouveau palais sur un terrain où se dressait auparavant un bâtiment baroque appartenant à la famille. Ce terrain à l'angle de la *Plaza de las Cortes* et du *Paseo del Prado*, était situé juste en face du grand palais, aujourd'hui disparu, des ducs de MEDINACELI, porteurs d'un des titres les plus importants de l'Espagne, issu de la famille royale au XIII^e siècle. Dans des circonstances normales, la façade principale du palais de VILLAHERMOSA se serait ouverte, ornée d'un grand écu, sur la *Plaza de las Cortes*, mais elle aurait été tournée alors précisément face au portail et à la façade armoriée du palais des MEDINACELI. Cela aurait été considéré comme une suprême insolence, une offense, un défi inconcevable – démonstration évidente de ce que les armoiries étaient considérées comme un symbole de pouvoir, pouvoir beaucoup plus fort en fonction de l'importance de la famille qui possédait ces armoiries. La solution passa par la construction d'une façade et porte très simples sur la *Plaza de las Cortes*, et le placement de l'écu héraldique VILLAHERMOSA sur la façade donnant sur le jardin privé, solution tout à fait surprenante et inhabituelle à Madrid. Pour l'anecdote contemporaine, signalons que si le palais de Medinaceli a disparu, celui de Villahermosa abrite depuis peu la collection d'art du baron THYSSEN.

Avant d'avancer plus loin dans l'exposé, nous voudrions noter et déplorer le manque d'intérêt des spécialistes, aussi bien en héraldique qu'en urbanisme, à ces rapports entre les armoiries (placement, dimensions, etc.) et l'espace urbain des villes, ainsi que les conséquences qu'elles peuvent avoir pour les passants (ici je songe à la psychologie) ou pour le développement de la ville elle-même.

LES EMBLÈMES DES HOMMES EN FONCTION DE LA VILLE

Parlons maintenant d'un troisième niveau dans les rapports entre la ville et les armoiries. À cette jonction nous faisons intervenir «l'homme» en tant que modificateur de ces rapports. On pourrait énoncer ce troisième niveau en affirmant: la ville/lieu commande, conditionne les armoiries. Parfois il ne s'agit point de l'idée de *ville* proprement dite, mais du concept de *lieu, territoire*, dans sa plus large acception, évoqué souvent par la dénomination, justement, d'une ville.

Certains cas se présentent où une personne emploie des armoiries différentes en fonction de ses rapports avec un endroit déterminé. Les raisons peuvent en être diverses, mais le fondement reste toujours le même: utiliser formes et emblèmes familiaux, coutumiers (et cela met en rapport l'héraldique et le *Gestaltisme*) pour mieux se faire reconnaître des autres, quelques fois pour donner plus d'importance à sa personne. Les différents écus d'armes employés par le roi d'Espagne PHILIPPE II sont fort répandus dans la Péninsule Ibérique, au Royaume des Deux Siciles et à Milan. Quand ALPHONSE (III) du Portugal habitait en France avant d'assumer la charge royale, il portait des armoiries en relation avec ses domaines français et non pas l'écusson de sa patrie; il ne les portera qu'à son retour au Portugal ⁵. Dans l'importante famille espagnole des MENDOZA, la branche de Seville, déplacée en Galice, changera ses emblèmes contre ceux de la branche principale, celle de l'INFANTADO.

Bien sûr dans ces exemples et d'autres cette diversité d'armoiries peut s'expliquer de différentes façons; néanmoins l'élément qui a presque toujours déclenché le fait c'est le lieu, le territoire.

Or les rapports entre la ville/lieu et les armoiries sont plus clairs et plus évidents encore dans les cas de possession des *mayorazgo*. La bibliographie y relative est fort volumineuse ⁶. Signalons seulement, qu'il s'agit d'une institution très en vue depuis 1370, et qui a bien pu exister auparavant, au royaume de Castille-Léon. Le but de l'institution du *mayorazgo* était de préserver au maximum et d'accroître les héritages pour une seule personne; ce fut d'habitude le fils aîné qui allait devenir chef du lignage. Un *mayorazgo* fut constitué couramment par des bien-fonds et, parmi ceux-ci, également des villes.

Puisque le *mayorazgo* est l'expression d'un pouvoir réel (à travers le domaine économique) et symbolique du lignage, il devient, pour ainsi dire, la vitrine de la famille. Plus important le *mayorazgo*, plus important sera aussi le lignage, car bien que le *mayorazgo* appartienne à une seule personne, il ne s'agit pas d'une possession absolue: cette personne n'est que l'administrateur, le dépositaire du *mayorazgo*, qu'elle doit préserver et accroître par sa gestion.

Dans le document de fondation d'un *mayorazgo*, le système de succession et nombre de détails à propos de sa possession étaient établis. Parmi ces détails, l'obligation pour l'héritier – s'il provient d'une autre branche ou d'un autre lignage – de porter les armoiries ainsi que le nom du fondateur est plusieurs fois explicitée, justement en fonction de la charge symbolique que le *mayorazgo* comporte. Cette symbolique est à voir en étroit rapport avec l'élément visuel le plus emblématique de tout le Moyen Âge et de l'époque moderne: l'écu d'armes ⁷.

Ainsi assistons-nous à un glissement du caractère des emblèmes héraldiques: attachés d'abord aux hommes, aux personnes, ils deviendront fixés au sujet géographique. On arrivera même à considérer le «lieu» comme le véritable maître des armoiries: l'homme portera ces armoiries en tant que simple possesseur du lieu.

Dans d'autres cas, et ils sont les plus nombreux, il n'est pas exigé de porter certaines armoiries, mais il devient d'usage d'ajouter les emblèmes liés au *lieu* récemment pris en possession à ceux utilisés antérieurement. Cela produit dans les mêmes armoiries un amalgame ou une combinaison d'emblèmes plutôt familiaux avec d'autres emblèmes plutôt attachés au territoire *.

LES EMBLÈMES DES HOMMES ET LES LIENS DES HABITANTS DE LA VILLE

Le quatrième niveau des rapports entre villes et armoiries nous réserve quelques curiosités. On pourrait dire qu'ici les liens des habitants de la ville (ou quelques-uns d'entre eux) vont déterminer leurs emblèmes. Situons-nous à l'époque de la renaissance des cités au Moyen Âge. Dès ce moment-là apparaurent des oligarchies citadines et, d'abord, chaque lignage possédait ses armoiries particulières. Jusque là, rien d'extraordinaire. D'autre part, ces oligarchies citadines détiennent le pouvoir dans les villes et, naturellement, elles rivalisaient entre elles pour ce pouvoir. Ainsi la ville devint la scène de luttes pour l'hégémonie urbaine, spécialement à la fin du Moyen Âge. Les familles, les lignages seront les protagonistes de ces conflits: un lignage s'oppose à tous les autres, ou bien un pacte entre deux ou plusieurs lignages est établi pour s'opposer au reste. Un réseau d'alliances et d'oppositions organise ainsi ces oligarchies citadines qui se partagent le pouvoir urbain.

Si, à l'origine, le concept de lignage possède la signification familiale propre à son étymologie, fondé qu'il est exclusivement sur le sang – les conjoints/tes n'appartiennent pas au lignage et même les mariages sont endogames – bientôt on y parviendra en épousant un membre du lignage, c'est-à-dire par affinité, et plus tard tout simplement sans aucun ou un très lointain rapport du sang. Ce jeu d'alliances et cette faculté d'intégration dans un lignage rend possible qu'à Ségovie, par exemple, les lignages passent de trois à deux en 1345; évidemment, un lignage s'est intégré dans un autre, le lignage absorbant étant le principal.

Le mot lignage subit ainsi un déplacement sémantique: de la signification étymologique 'agnation' on passe aux parents par la voie féminine aux parents lointains jusqu'aux apparentés, associés au groupe de pouvoir. Dans les villes où cette organisation municipale existe, le lignage ne sera plus une

famille de sang, mais une famille de pouvoir, une bande et, *mutatis mutandis*, un parti politique (si les puristes de la terminologie marxiste permettent de le dire).

Puisque les armoiries sont la devanture du lignage, son expression plastique, les membres 'acceptés' dans le groupe vont adopter les emblèmes propres au groupe, au lignage dans lequel ils se sont intégrés. Ils adoptent les emblèmes ou bien tous seuls, ou bien ils les ajoutent à leurs propres armoiries particulières: ainsi trouvons-nous des personnes qui portent des emblèmes qui ne leur correspondent pas par naissance, mais à cause de leur intégration dans un groupe de pouvoir urbain.

Un nombre de raisons peuvent expliquer ce fait. Pour le lignage: montrer l'importance numérique du clan face à ses rivaux. Pour les 'incorporés' au lignage: pouvoir exhiber des emblèmes appartenant à une collectivité importante comme leurs propres emblèmes et accéder ainsi à un degré plus 'élevé'; ne pas être seul, mais faire partie d'une communauté de puissance.

Or, une réalité subsiste: dans la ville, l'intégration dans l'un ou l'autre groupe oligarchique urbain va conditionner l'usage par nombre de personnes de certaines armoiries qui, strictement, ne leur appartiennent point. C'est le cas de villes espagnoles telles que Soria (peut-être le cas le plus connu), Avila, Arévalo, Trujillo, Cáceres, Ségovie, etc.: le lignage, déjà sans fondement généalogique, abstraction faite du sang, possède des armoiries qui peuvent être utilisées par tous ses membres⁹.

BIBLIOGRAPHIE

Quoiqu'il n'existe pas de bibliographie du sujet précis de l'exposé, on pourra trouver traités des aspects dans les titres suivants:

AGAPITO y REVILLA, J.: «La heráldica en las calles de Valladolid». In: *Boletín del Seminario de Estudios de Arte e Arqueología*. Universidad de Valladolid. 1946.

BECEIRO PITA, I. & CORDOBA de la LLAVE, R.: *Parentesco, poder y mentalidad. La nobleza castellana siglos XII-XV*. Madrid, 1990.

CLAVERO, B.: *Mayorazgo, propiedad feudal en Castilla 1369-1836*. Madrid, 1974.

GIBERT, R.: *La disolución de los mayorazgos*. Granada, 1958.

MENENDEZ-PIDAL, F.: *Heráldica medieval española. I. La Casa Real de León y Castilla*. Madrid, 1982.

MENENDEZ-PIDAL, F.: *Los emblemas heráldicos. Una interpretación histórica*. Madrid, 1993.

MENENDEZ-PIDAL, F.: «Los comienzos del uso conjunto de varias armerías: cuándo, cómo y por qué». In: *Hidalguía*. Madrid, 1987.

TOVAR, V.: *Arquitectura civil*. Madrid, 1988.

NOTES

1. Voir Faustino MENÉNDEZ-PIDAL de Navascués: *Los emblemas heráldicos. Una interpretación histórica*. Madrid, 1993; discours inaugural à la Real Academia de la Historia, p. 72.
2. Volume des actes du Colloque de l'Académie Internationale d'Héraldique de Cáceres.
3. TOVAR, Virginia: *Arquitectura civil*. Madrid: Ed. Giner, 1988, p. 35, 72 et 212.
4. AGAPITO y REVILLA, J.: «La Heráldica en las calles de Valladolid». In: *Boletín del Seminario de Estudios de Arte y Arqueología*, Universidad de Valladolid, 1946.
5. Pour les détails de cette histoire, voir Faustino MENÉNDEZ-PIDAL: «Heráldica medieval española I. La Casa Real de León y Castilla». In: *Hidalguía*. Madrid. (1982), p. 61 et ss.
6. À signaler B. CLAVERO: *Mayorazgo, propiedad feudal en Castilla 1369-1836*. Madrid, 1974; R. GIBERT: *La disolución de los mayorazgos*. Granada, 1958; J. L. BERMEJO: «Sobre nobleza, señoríos y mayorazgos». In: *Anuario de Historia del Derecho Español*. 55 (1985), p. 253-306.
7. À cet égard, les mots de Juan de SILVA, comte de Cifuentes, à propos des *mayorazgos* pour ses deux fils (15 mars 1458) sont très significatifs: les héritiers, avant de prendre possession des territoires, «*tomen mis armas y apellido sin realizar ninguna clase de mezcla con los de otra procedencia, y manden poner mis emblemas en las puertas de las casas principales de su morada, en los castillos y casas fuertes que tuvieren, en sus sepulturas y en todas las obras que mandaran hacer; pero si esa persona heredase más bienes y de más valor que los que de mí hubiere, pueda traer la mitad de las armas de aquel que lo heredare, y si heredase tantos bienes como de mí hubiere, traiga un cuarto de las armas del otro y los otros tres cuartos de mis armas sin mezcla alguna*» (15 août 1458, Archivo Histórico Nacional, Osuna liasse 2275, num. 3, fol. 209 v-227 v.

Dans le contrat de mariage de Leonor de la CERDA, fille et héritière du duc de MEDINACELI, et Rodrigo de MENDOZA, premier marquis de Cenete (le 1er et 2 octobre 1492), il est dit que si Leonor hérite le *mayorazgo*, son époux devrait être nommé duc de Medinaceli avant tout autre titre et porterait les armoiries du duché «*que son castillo e leones e flores de lis syn mesclar ni boluer con ellas otras armas uingunas...*» (Archivo Histórico Nacional, Osuna, liasse 1782, num. 2/1-3).

8. Plusieurs exemples sont mentionnés dans Faustino MENÉNDEZ-PIDAL de Navascués: *Los emblemas heráldicos. Una interpretación histórica*. Madrid, 1993, p. 108-109, et du même: «Los comienzos del uso conjunto de varias armerías: cuándo, cómo y por qué». In: *Hidalguía*. Madrid. (1987), p. 301-335.
9. Nous regrettons avec notre admiré maître Faustino MENÉNDEZ-PIDAL que, quoiqu'il existe une bibliographie relativement abondante sur les lignages urbains, la question de l'usage de leurs armoiries reste encore à étudier.

DEL EMBLEMA SIGILAR A LAS ARMERÍAS DE LAS CIUDADES

RESUMEN

Los emblemas heráldicos fueron en su origen exclusivamente personales; su poseedor era siempre un individuo, nunca una comunidad: una villa o un territorio. ¿Como se llegó a extender el uso de las armerías más allá de las personas físicas y, concretamente, a las villas ?

Es una cuestión de gran complejidad y mal conocida todavía, en la que es necesario distinguir dos aspectos diferentes: el cambio de mentalidad que hace posible el nuevo uso y las fuentes de las armas adoptadas. Nos referimos desde luego a las armerías atribuidas directamente a las villas, no a los simples emblemas sigilares ni a las armas del señor llevadas por la villa en su sello, por ejemplo.

Esta comunicación considera el problema por lo que se refiere a España, principalmente desde el punto de vista del cambio de la mentalidad. Algunos testimonios muy interesantes permiten conocer el desarrollo del proceso durante los siglos XIV y XV. Dada la analogía entre 'reino' y 'villa' admitida en la edad media, se estudia también el hecho excepcional de que tanto en Aragón como en Castilla hayan existido armas del reino diferentes de las armas del rey.

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

DE L'EMBLÈME SIGILLAIRE AUX ARMOIRIES DES VILLES

À l'origine, les armoiries étaient des emblèmes exclusivement personnels, dont le possesseur était toujours un individu et non pas une communauté, une ville ou un territoire. Comment est-on arrivé à étendre le port d'armoiries au-delà des personnes physiques et plus précisément aux villes ?

Question d'une grande complexité et encore mal connue, dont il faut distinguer deux aspects différents: celui du changement de mentalité qui rend possible le nouvel usage et celui des sources des armoiries adoptées. On parle toujours, bien entendu, des armoiries attribuées directement aux villes, et non des simples emblèmes sigillaires ou des armes du seigneur portées sur son sceau, par exemple.

Cette communication envisage le problème pour ce qui est de l'Espagne, notamment sous l'angle de vue d'un changement des mentalités. Certains témoignages très intéressants permettent de situer le déroulement du processus tout au long des XIV^e et XV^e siècles. Étant donné le rapport entre 'royaume' et 'ville' admis au Moyen Âge, nous étudions aussi le fait exceptionnel que tant en Aragon qu'en Castille ont existé des armoiries du royaume différentes des armoiries du roi.

La evolución de los pueblos ha estado siempre ligada a la comunicación. El mundo de la Antigüedad está marcado por la navegación en el Mediterráneo, por las vías abiertas por las legiones romanas. Del mismo modo, el nuestro lo está por los medios de comunicación de masas, por las redes de autopistas, los enlaces por cable o herzianos.

En nuestra Europa occidental, la etapa que va desde fines del siglo X a los comienzos del XII es la de la emergencia y la generalización de la comunicación personal. Varios indicadores nos muestran el deseo de las gentes de ser *conocidas* en un círculo de relación más amplio. En los sellos, se hacen representar en las actitudes y con los atributos que definen su posición en la sociedad. En los textos, se utiliza la doble denominación: el nombre seguido de un elemento que permite reconocer a la persona más allá del círculo de los próximos, a los que bastaría el solo nombre. Los individuos, las familias, adoptan signos gráficos – los emblemas heráldicos – que sirven para hacerse reconocer visualmente por aquéllos a quienes no es familiar el propio rostro. El uso de las armerías no es, en el fondo, sino una manera de abrirse a los demás, de afirmar la individualidad propia al hacerse conocer por otros.

De la misma manera, la época de la emergencia y la difusión de la idea del espacio geográfico es el siglo XIV. La noción de *pueblo* es sustituida al fin por una noción geográfica, pero la lengua, ya formada, no aporta una palabra exacta; quizá *país* sea la más cercana. Las relaciones jurisdiccionales se refieren ahora más al territorio que a los individuos. La *nación*, concepto en emergencia en esta etapa, encierra una idea mucho más geográfica: el territorio, que referida a una colectividad: los *nacionales*, las gentes *nacidas* de un pueblo, de una *nación* en el sentido antiguo del término. El viejo concepto de la relación personal del rey con sus súbditos deja paso a la idea de la autoridad del rey sobre un territorio: el *reino*. Las titulaciones de *rex Francorum* o *Anglorum* quedan anticuadas; las monarquías más jóvenes siguen las ideas nuevas: *rex Castelle* o *Legionis*. Pero el *reino* y la *villa* son esencialmente iguales, aunque

diferentes en tamaño; uno y otra están formados por un grupo humano asentado en un territorio. Esta similitud fue notada en la edad media y comentada en varios textos; no hay pues nada de extraño en que las dos ideas sigan evoluciones paralelas en nuestra civilización occidental.

Las villas y ciudades poseen armerías propias. Esto nos parece hoy perfectamente normal, porque tal uso está muy difundido, pero hubo un tiempo en el que no era posible atribuir un escudo de armas a una villa: se hubiera considerado absolutamente inadecuado. Porque los emblemas heráldicos o armerías, desde su origen, se vinculaban a una persona natural. Se cargaron, eso sí, de una significación jurisdiccional o familiar, manifestada en el modo de transmitirse a otras personas naturales. De manera que aunque pudieran contener ese componente de adscripción a una jurisdicción (p. ej. un reino) o a un grupo de parientes (un linaje), necesitaban siempre para existir el soporte de un hombre. Así, p. ej., en el espacio anglo-francés a fines del siglo XII y en el XIII se inventaron gran número de armas imaginarias, para personajes de épocas anteriores, de cuando estos emblemas no se usaban, e incluso para personajes que jamás existieron, como los héroes de las obras literarias. Siempre son personas naturales, jamás colectividades o territorios sin interposición de una persona. Recordaré aquí, por su relación con España, la invención de las armas de Galicia en la Inglaterra del siglo XIII, en uno de aquellos armoriales que se encabezaban con las armas de personajes atractivos por su fama o su misterio. Naturalmente, no se atribuyen directamente al territorio, sino a un imaginario «Rey de Galice» que no existía ni entonces ni muchos años atrás. Todavía en las láminas del famoso armorial ecuestre de la Orden del Toisón de Oro que se guarda en la Biblioteca del Arsenal de París, se juzga necesario, en el siglo XV, inventar un soporte humano para las armas de jurisdicciones territoriales que había sido absorbidas por el rey de Francia o por otros príncipes mucho tiempo antes. En España y ya en las propias armerías de los concejos tendremos ocasión de mencionar algunos ejemplos curiosos de personalización considerada necesaria.

Entonces ¿ cómo llegaron las ciudades a poseer un escudo de armas ? ¿ qué transformaciones conceptuales exigió este proceso de extensión de la titularidad de las armerías ? Y, llegado el caso, ¿ en qué fuentes gráficas se inspiraron las antiguas creaciones ? Intentaremos esbozar brevemente las respuestas a estas preguntas.

El tema que nos proponemos tratar permanece casi inexplorado. Hay, sí, buenos estudios que ilustran perfectamente la génesis de algunos escudos de armas de ciudades, pero siempre considerados aisladamente, sin llegar a establecer conclusiones más generales. Habría que intentar ahora reunir todos estos testimonios, muy dispersos, y tratar de compaginarlos en un estudio de conjunto. No es ésta, evidentemente, la ocasión oportuna para acometerlo;

hemos de limitarnos, aquí, a exponer algunas ideas básicas sobre las que tal estudio pudiera desarrollarse.

Según hemos apuntado poco antes, la extensión del uso de armerías desde las personas naturales a las ciudades y villas requirió sin duda una evolución conceptual importante. Sin embargo, tal hecho apenas es percibido en los estudios que mencionamos, atentos sólo a seguir la trayectoria de lo meramente formal. Los heraldistas han sido siempre muy propensos a considerar exclusivamente los aspectos formales, con olvido manifiesto de aquéllos otros aspectos humanos que se refieren al sentido, a la significación que se daba a las armerías, causa y razón de las costumbres que regulaban su uso y, en definitiva, de su propia existencia. Aquí intentaremos no dejarlos de lado, sino hacer resaltar el valor primordial que tienen, más necesario aún en una vista de conjunto como la que se pretende, que no se detendrá en el detalle de cada caso concreto.

ARMAS DEL REY, ARMAS DEL REINO

Los primeros indicios, en el orden cronológico, de la futura extensión de la titularidad de las armas a una colectividad o a un espacio geográfico, fuera ya de las personas naturales, se hallan en los emblemas heráldicos de los reyes. Era esperable que así sucediese, puesto que fueron los más desarrollados por más repetidos y los más ricos en connotaciones adheridas. En los siglos XII y XIII, los emblemas heráldicos de algunos reyes españoles poseen un evidente sentido territorial; son precisamente los que hicieron su aparición en los sellos ocupando el reverso, junto con una imagen del rey en el anverso, una fórmula que quizá pudiera aproximarse a una doble representación: del rey y del reino. El caso del emblema heráldico de ALFONSO VII – el león – es bien claro: no es heredado por el hijo mayor, rey de Castilla, sino sólo por el hijo segundo, rey de León, lo que nos demuestra su adscripción a aquel territorio. Un sentido semejante tuvo inicialmente el emblema castellano, adoptado por ALFONSO VIII a imitación del leonés, según corrobora su carácter parlante. Pero estos emblemas reales de León y de Castilla son ante todo emblemas personales de los reyes y, según las costumbres de la época, transmisibles por herencia a los descendientes aun separadamente de la dignidad real. Llegan a poseer así juntamente dos sentidos o significaciones en cierto modo contradictorias: son, por un lado, un emblema personal hereditario o, lo que es igual, familiar, mientras que, por otro, están adscritos al reino y pertenecen en exclusiva a una sola persona: el rey. Este conflicto, que se resolvió en general mediante las brisuras en el área anglo-francesa, halló otras soluciones en el espacio hispánico, soluciones que nos ilustran notablemente acerca de los sentidos o significaciones de las armerías reales y tienen una relación directa con la cuestión que nos ocupa: la extensión de la titularidad a ciudades y villas o, como decían algunos tratadistas, su «*capacidad heráldica*».

Para comprender debidamente el contexto en el que se situán estas cuestiones, es necesario recordar aquí que la línea general de su evolución nunca fue prevista ni programada, que se procedió de modo mucho más intuitivo que razonado, mediante tanteos diversos de los que sólo algunos prosperaban. Si hoy, a posteriori, podemos ver una trayectoria general en la evolución, no pudieron percibirla ni mucho menos adivinar su futuro los coetáneos. El primer paso – siempre en el ámbito hispánico – fue la recuperación del primigenio sentido territorial pleno por el rey de Castilla y de León, FERNANDO III el Santo, en 1230. Su conocidísimo escudo cuartelado (lamentablemente desterrado de las modernas armas de España) perteneció en lo sucesivo ya en exclusiva al rey; todos los hijos segundos hubieron de diferenciarlo de algún modo, porque su uso les estaba rigurosamente vedado. ¿Por qué ? precisamente a causa de este sentido que venimos llamando territorial, que expresa, en realidad, el vínculo que une al rey con el reino, por lo que las armas pertenecen o corresponden de alguna manera a ambos.

El paso siguiente se produce, medio siglo más tarde, en la corona de Aragón. PEDRO III después de suceder en el trono en contra de las previsiones de su padre, lanza en el reverso de sus bulas de plomo una innovación emblemática sorprendente: el escudo con la cruz de San Jorge cantonada de cabezas de moro, armas que modernamente se han denominado «de Alcoraz» por suponerlas recuerdo de aquella batalla. ¿Cuál es el sentido o significación de esta invención heráldica ? Nos lo dice, a mediados del siglo XIV, PEDRO IV, un rey que por ocuparse singularmente de los signos, de los emblemas y del protocolo, hasta en sus mínimos detalles, recibió el sobrenombre de «el Ceremonioso». Aquellas armas que aparecen en las bulas de PEDRO III algo antes de 1281 pertenecen al *reino* de Aragón, no a los *reyes*, que éstos se armaron siempre con los conocidísimos bastones o palos, como descendientes de RAMÓN BERENGUER IV. Porque, a diferencia de las leonesas y castellanas, estas armas de los bastones o palos no tuvieron un sentido territorial, ni en su origen, debido con toda probabilidad al cuarto conde RAMÓN BERENGUER, ya Príncipe del reino de Aragón, ni en su utilización posterior. Como armas puramente familiares, fueron usadas por todos sus descendientes agnados, de cualquier línea, en las casas de Aragón y de Provenza, hasta que la llegada de las modas anglo-francesas, a mediados del XIV, trajo los primeros intentos de brisura. La misma manera de presentar el escudo de la cruz y las cabezas de moro nos confirma el sentido explicado por PEDRO IV. Se dispone en el reverso del sello, como los emblemas castellano y leonés, mientras que en las representaciones del rey de Aragón éste se arma indefectiblemente con los palos o bastones, armas que jamás se mezclarán, durante la edad media, con las del reino, carentes de soporte personal, por ser ambas de diferente naturaleza.

Tenemos así, por primera vez, un escudo de armas de sentido territorial puro, que pertenece o representa a un territorio o a una colectividad –

después insistiremos en este punto – y no ya a una persona natural. ¿Influyó en esta invención de un escudo de armas para el reino de Aragón el carácter territorial que se daba a las armas del rey de Castilla y León? Es probable; en todo caso, ambos hechos son jalones de una misma línea de evolución conceptual. Estas armas del *reino* de Aragón, diferentes de las del *rey*, constituyen una gran novedad entonces en Europa. Sólo hay otro caso análogo: el de Hungría, donde coexiste el fajado, armas familiares de los reyes ÁRPÁD, con la cruz de San Esteban, que puede reputarse como emblema del reino.

Para terminar con la parte de este proceso que afecta a las armerías reales, hemos de trasladarnos otra vez a Castilla y a la primera mitad del siglo XV. Allí, en el reinado de JUAN II, se produce de hecho un desdoblamiento de las armas del rey y las armas del reino análogo al que hemos visto en Aragón y, muy probablemente, influido de alguna manera por éste. El escudo cuartelado de Castilla y de León, que reunía en sí ambos sentidos, es tratado ahora como armas del reino, puramente territoriales, mientras que el papel de armas personales del rey es asumido por la célebre Divisa de la Banda. Sin embargo, tal situación no se consolidó y en los reinados posteriores la Banda volvió a ser más bien una divisa real. Naturalmente, las conexiones y derivaciones del desarrollo de esta disyuntiva: armas del rey, armas del reino, son muchas y muy diversas, pero su exposición nos alejaría del tema que hemos propuesto. Bastará decir aquí que se relaciona estrechamente con el establecimiento de la idea de una administración pública separada de la persona del rey, es decir, del moderno concepto de Estado, y con las expresiones plásticas en sellos, monedas y monumentos del simbolismo de esa misma administración pública y de la autoridad real.

LA IDEA UNITARIA

Veamos cómo pueden ser aprovechadas en nuestro estudio sobre las armerías de las ciudades y villas las enseñanzas deducidas de este proceso que hemos expuesto rápidamente, en sus líneas fundamentales. Las ideas de *villa* y de *reino* evolucionan paralelamente a causa de su identidad esencial. Su primitivo contenido, hacia el siglo XII, se refería directamente al grupo humano, caracterizado por poseer un mismo estatuto jurídico. El *reino* está formado fundamentalmente por las gentes nacidas de este grupo humano, del mismo modo que los moradores de una villa o ciudad forman el *concejo*. Se tiene en cuenta el grupo humano vecinal, no el espacio que habita. Hacia mediados del XIV, el *reino* es ya un espacio geográfico-político y, al mismo tiempo, la idea humana de *concejo* será sustituida por la de *villa* o *ciudad*, cuyo contenido es topográfico. Las leyendas de los sellos muestran el cambio muy claramente. Esta transformación conceptual aporta un aspecto sumamente importante para la cuestión que nos ocupa.

Notemos que si la noción antigua es de carácter plural, por referirse a una colectividad, la que viene a sustituirla es unitaria: la villa o ciudad es una concepción singular y, como tal, de fácil personalización. Porque el escudo de armas, soporte o marco habitual de los emblemas heráldicos, conservaba indudablemente un sentido fuertemente individual, recuerdo de sus orígenes como arma defensiva personal. No por otra razón era escasamente usado en Castilla en el siglo XIII para presentar tales emblemas, porque éstos tenían un sentido mucho más familiar que personal. La concepción unitaria de las villas y ciudades que sustituyó a la colectiva del concejo allanó el camino para que les pudieran ser otorgados atributos y honores propios de las personas naturales, que, hasta entonces, sólo éstas habían poseído. Se les aplicará el dictado de *noble*, tendrán por supuesto escudo de armas y hasta se les inventarán halagadoras genealogías míticas, como a los grandes hombres, atribuyendo su fundación a héroes más o menos fabulosos.

La idea unitaria no es sino la consecuencia de haberse alcanzado un alto grado de cohesión entre sus habitantes. Naturalmente, el momento en el que se alcanza depende de numerosas circunstancias, muy variables de uno a otro caso. Las precisiones cronológicas que damos deben comprenderse referidas a una mayor frecuencia, prescindiendo de los casos que se adelantan o se retrasan. Pero todos los testimonios prueban que, en todas las épocas y en todos los países, la idea unitaria ha sido necesaria para poseer un signo propio, heráldico o no, lo que, por otra parte, es evidente. Así, en el mundo antiguo, Roma pudo ser personalizada en las monedas y las ciudades griegas mostraban un distintivo. Por el contrario, todavía en el siglo XIII e incluso en el XIV y comienzos del XV algunas aglomeraciones urbanas estaban lejos de haber alcanzado la unidad. El caso es especialmente notable en algunas villas navarras, donde convivían sin mezclarse diferentes grupos humanos regidos por diferentes estatutos jurídicos: infanzones, francos, labradores, judíos y moros. Cada grupo tenía sus propias autoridades y, lo que aquí más nos interesa, su propio sello. No se puede pensar que una de estas villas pudiera tener un emblema propio que significara el conjunto. En estos casos, el camino hacia la idea unitaria topográfica tuvo otra etapa más: la del paso de la situación descripta al *concejo* único, sustituido después por la *villa*.

El caso de la capital del reino, Pamplona, ilustra perfectamente lo que decimos. Hasta el siglo XV había conservado su antigua estructura, dividida en varios barrios fortificados, habitados por gentes que se gobernaban por diferentes estatutos jurídicos, que poseían cada uno su propio sello. En 1423 el rey CARLOS III ordenó la unificación administrativa, que en el aspecto emblemático se tradujo en la desaparición de los antiguos sellos, sustituidos por un único sello de la ciudad, que llevaba su *escudo de armas*, creado en esta ocasión.

Del mismo modo, la necesidad de la idea unitaria de la *villa* para poder atribuir armas a un *concejo* es manifestada, en nuestra opinión, por algunos sellos concejiles castellanos de comienzos del siglo XIV, por ejemplo los que utilizaron los concejos de Escalona y de Cuéllar. En el reverso, se representa una figura ecuestre, el alférez o el adalid del concejo, que lo personifica y puede, él sí, embrazar un escudo de armas plenamente heráldico, al que sirve de soporte humano. Pero este procedimiento no logró continuidad, ni permanecieron en uso aquellas armas de Escalona y Cuéllar.

EMBLEMAS HERÁLDICOS

Hemos mostrado una condición necesaria para que las villas y ciudades puedan poseer un emblema propio, pero ¿ por qué heráldico ? Tenían sus signos específicos: el sello y la seña ¿ por qué adoptar un emblema heráldico ? Otro importantísimo factor se une al proceso que hemos examinado: el que podríamos designar como la presión ejercida por el propio sistema heráldico en expansión, que tiende a absorber y «heraldizar» los grupos emblemáticos que existían fuera de él. No hay duda alguna de que la inicial cristalización del sistema heráldico y su siguiente difusión se apoyaron en fenómenos de moda, de inclinación colectiva, de gusto por estos emblemas, que adquirieron caracteres y grados diversos en los distintos países. La expansión, ciertamente extraordinaria, que alcanza el sistema heráldico en el siglo XIII prosigue en los XIV y XV, si no en el aspecto social, sí en el modo dicho. Las armerías llegarán a llenar por entero el campo emblemático, escudo de armas y emblema o distintivo serán, en la práctica, sinónimos. A la manera de las armerías, en un escudo, se presentarán, por ejemplo, las marcas en forma de cuatro de los artesanos (impresores, etc.) del centro de Europa, los símbolos religiosos que constituyen las llamadas armas de devoción de los eclesiásticos, las mismas divisas, un sistema emblemático diferente y hasta contrapuesto al heráldico, aparecerán bajo la forma de armerías, sobre todo en Italia, país en el que alcanzaron su mayor desarrollo. Nada de sorprendente tiene pues que otros signos gráficos que sirvieran como distintivo a los concejos queden al fin englobados en el sistema heráldico y presentados como armerías. Habremos de distinguir, según lo dicho, dos tipos de fuentes para el contenido gráfico de los escudos de armas de las ciudades y villas. Por un lado estarán los de nueva creación, formados *ex profeso* para tales; por otro, los que son el resultado de una evolución, de la «heraldización» de una composición o tema gráfico preexistente.

Al origen del primer tipo de los dos mencionados corresponde una cronología amplísima, que llega evidentemente a nuestros días y promete continuar en el futuro ¿ Cuándo comenzó ? Es difícil hoy contestar con exactitud a esta pregunta, porque falta, como antes dijimos, una previa labor de

recogida y criba de testimonios, muy trabajosa por la gran dispersión de las fuentes. En lo que alcanzan mis conocimientos, los más antiguos se sitúan a principios del siglo XIV; son los ya mencionados de Escalona y Cuéllar, que no tuvieron continuidad, cuya datación precisa es imposible por ser conocidas sólo las matrices de estos sellos, y el que adopta la villa de Viana en Navarra entre 1300 y 1319. Este, cuyo uso continúa en nuestros días, es quizá un caso especial: las cinco *vainas*, emblema parlante de *Viana* se dispusieron en un escudo a imitación de los palos o bastones de Aragón, porque el sistema heráldico ha ampliado siempre su repertorio gráfico por la vía de las semejanzas formales.

Nos queda por analizar, según lo prometido al comienzo de esta charla, el paso a los escudos de armas de composiciones gráficas anteriores. Pero ¿usaron las ciudades y villas, antes conceptualizados como concejos, otros distintivos, signos o emblemas de diferente género y anteriores a las armerías? Creo interesante dejar aclarados ciertos aspectos y matices de esta cuestión. Como siempre que se trata de signos, distintivos, emblemas, etc. hay que tener muy presente la importancia capital del soporte material, cosa que a menudo se olvida. No se pueden considerar aquellos signos, distintivos, emblemas o como preferamos designarlos como abstracciones intelectuales, separadas de sus soportes físicos. Y ello porque realmente no *existieron* sin ellos y porque el hombre medieval, fundado en esa realidad innegable, no distinguía entre unos y otros, entre el signo plástico y su materialización o soporte físico. Fijémonos, por ejemplo, que la misma voz *armas* significaba tanto los arreos militares del guerrero, de hierro y tabla, como las figuras y colores heráldicos que las recubrían. Sólo mucho más tarde, cuando el hombre cobra conciencia de que está usando signos y emblemas y llega la reflexión, la teoría y la especulación intelectual, serán considerados en abstracto, como las figuras geométricas o los conceptos filosóficos. Un caso flagrante ocurre con el concepto de *bandera*. Para el vexilólogo moderno es una abstracción, un determinado diseño coloreado que puede materializarse cuantas veces se quiera en diversas escalas. Sin embargo, hasta hace poco, hasta la época de la Ilustración más o menos, una bandera, pendón, enseña, etc. era algo único e irrepetible, era un concreto trozo de paño, cuya posible copia sería siempre una mera réplica y nunca equivaldría al original. Naturalmente, la confusión entre ambos conceptos, bien diferentes, provocada por la peligrosa homonimia, da lugar a frecuentes desatinos.

Este ejemplo nos muestra, de modo bien palpable, dónde reside el meollo de la cuestión: un determinado contenido plástico (formas, colores, etc.) se hace representativo por sí mismo, es decir, llega a ser un emblema, cuando se independiza del soporte o, lo que es la misma cosa, cuando es trasladable a otros soportes materiales. Notemos que esta cualidad conlleva un cierto esquematismo y simplificación de ese contenido plástico en cuanto a lo

esencial, porque así lo exigen los procesos de repetición y de identificación visual.

Ahora podemos abordar ya la cuestión de dónde buscar esos primeros signos o distintivos que pudieron dar lugar a armerías o sea cuáles serían sus posibles soportes materiales. Desde la época del desarrollo de los núcleos urbanos, los símbolos del concejo que expresan su propia existencia autónoma diferenciada son el sello y la *seña* o pendón. Si el sello sirve para marcar la presencia del concejo en un acta, la seña cumple idéntico fin en una concentración de carácter militar. Los textos de los siglos XII, XIII y XIV que citan a estos dos objetos como los símbolos materiales del concejo son demasiado numerosos y conocidos para que nos entretengamos en enumerarlos. Ahora bien, uno y otro aparecían cargados de unos contenidos gráficos que los caracterizaban, que diferenciaban un sello concejil de otros y una seña de otras. Pero, pongamos atención, porque esos contenidos gráficos no pueden ser considerados como *emblemas* del concejo, en el sentido que aquí venimos dando al término *emblemata*, porque no son trasladables de soporte, no son repetibles; caracterizan, individualizan aquel determinado soporte y nada más. Por ejemplo, el contenido gráfico de la seña es habitualmente diferente del propio del sello; mal podrían constituir por sí mismos, es decir, abstraídos de sus respectivos soportes, el emblema del concejo. Conviene no olvidar esta distinción, porque a veces se ha razonado sobre la falsa base implícita de que tales contenidos gráficos son la misma cosa que el escudo de armas. Pero sí es verdad que esos contenidos gráficos fueron frecuentísimamente utilizados para construir posteriormente las armerías. La transposición del contenido gráfico del sello a un escudo de armas se practicó entre los siglos XV y XVI de modo casi sistemático, incluso cuando tal contenido se ajustaba mal al estilo heráldico. Y también, evidentemente, en época anterior, en el XIV, si bien éstos suelen estar mucho más acordes con la deseable sencillez y esquematismo del mejor estilo. En la Corona de Aragón, la seña tuvo un especial protagonismo en el aspecto emblemático, en claro contraste con lo que ocurría en los demás reinos españoles. Las pruebas de este aserto, gráficas y textuales, son muy interesantes, pero no es ésta la ocasión de exponerlas. Los reyes de Aragón concedieron muchas veces a comunidades vecinales el uso de su propia seña: *vexillum nostrum*.. La más antigua, aquella que ALFONSO II expidió en 1187 a favor de los cónsules de la villa de Milhau, la primera donación conocida en Europa, aunque no de armerías, como erróneamente se viene repitiendo. En estas concesiones está el origen directo o indirecto de la extraordinaria frecuencia de las armas reales en las armas de municipios actuales de la corona aragonesa. Más tarde, los reyes acostumbraron a añadir algún elemento distintivo a esos pendones o enseñas concedidos a las villas. Recordaremos, como ejemplo, el caso de Burriana, en el que PEDRO IV añade a los bastones reales un jefe azul con una corona de oro. Parece que CARLOS III de Navarra imita en esto los usos aragoneses, porque en su privilegio del año 1423 cifra en el

pendón, no en un escudo, el emblema que concede a la ciudad unificada de Pamplona. Pero este emblema se trasladó en el acto a un escudo de armas para los nuevos sellos, porque entonces ya se admitía corrientemente que las ciudades poseyeran armerías.

Existe un monumento singularmente ilustrativo acerca del paso desde simple contenido gráfico del sello a emblema representativo heraldizado, monumento que, pese a su ámbito meramente regional, no podemos dejar de comentar aquí. Me refiero a la ornamentación emblemática de las claves de bóveda del refectorio de la Catedral de Pamplona, fechable hacia 1330, una época muy interesante para la cuestión que nos ocupa, ya que nos hallamos en pleno período de transición. En estas claves de bóveda, en número total de 30, se dispuso, probablemente por primera vez en España, un armorial, una serie de armerías diferentes, fórmula ornamental originaria del ámbito anglo-francés y desarrollada allí en el siglo XIII como consecuencia plástica del interés y entusiasmo popular por las armerías. En Pamplona se pusieron los escudos de armas de los principales reyes del occidente de Europa y los de algunos ricos-hombres navarros. Como novedad, aparecen entre ellos trasuntos de las figuras de los sellos de las principales villas del reino. Esta notabilísima inclusión de las villas que vienen a simbolizar el «*tercer estado*» y a completar así la representación emblemática del reino, es, según creemos, única en Europa en esta data y se debe al especial protagonismo político que las villas habían alcanzado en Navarra durante el dominio de los reyes de Francia. Pero lo que aquí nos interesa destacar es que esas figuras de los sellos de las villas no se presentan en un escudo de armas, como todos los demás emblemas, sino en un campo circular análogo al de los sellos. Esos contenidos gráficos de los sellos no eran pues armerías, por eso no se presentan en un escudo, pero iban ya camino de ser considerados emblema privativo y, como tal, trasladable de soporte. Este curiosísimo y singular ejemplo nos demuestra que el paso del simple contenido gráfico que caracteriza a un sello a emblema propio de la villa no se verificó de modo brusco, sino gradual, y que pudieron adquirir, siquiera parcialmente, el carácter emblemático como paso previo a ser absorbidos por el sistema heráldico y presentados, en consecuencia, en un escudo de armas.

ARMAS SIN SOPORTE PERSONAL

Tenemos ya así, surgidos como queda dicho y englobados en el sistema heráldico, unos escudos de armas cuyo titular o poseedor no es una persona natural, sino una villa o ciudad o – más generalmente – una entidad territorial, puesto que también han de ser incluidas en este grupo las armas propias de un reino. Debemos considerar, para rematar esta exposición, las relaciones entre estos dos grupos de armerías, las tradicionales, cuyo titular es una persona natural, y las de carácter territorial puro, carentes de ese soporte per-

sonal. Particularmente nos interesará el análisis de los casos mixtos, es decir, cómo y por qué ciudades y villas llevan armas personales y, a la inversa, de qué modo las armas territoriales llegan a ser incluídas entre las personales. El tema, así enunciado, es de gran complejidad, que hace imposible aquí una exposición minuciosa; habremos de limitarnos a algunas ideas básicas. La complejidad se deriva, como casi siempre que se trata del sistema heráldico, de que es éste un sistema en continua evolución, muchísimo más acusada en lo conceptual, es decir, en los usos y causas que lo motivan, que en lo meramente formal y gráfico. Acaso es ésta la razón profunda de que, como decíamos al principio, en los estudios heráldicos se haya dedicado una abrumadora preferencia a estos aspectos meramente formales, más inmediatos y evidentes, con manifiesto abandono de los aspectos humanos y sociales, donde reside realmente el interés de estos estudios.

Desde luego la diferente naturaleza entre las armerías de ambos grupos era claramente percibida en la época de mayor vivacidad del sistema heráldico: la edad media. Por eso, por ser de diferente naturaleza unas y otras, jamás se mezclaron entre sí y, en el período más antiguo, desde fines del XIII a mediados del XV por ejemplo, cuando se quiere expresar un sentido territorial se recurre siempre a armas personales. Unos ejemplos explicarán mejor lo dicho.

Las armas de los reyes de Aragón, los palos o bastones, se combinan sin dificultad con las de Sicilia, Urgel, Ampurias, etc., etc., armas todas que tuvieron soporte personal, pero jamás con las del *reino* de Aragón creadas por PEDRO III, porque éstas eran de naturaleza diferente. Separadas, en escudos diferentes, aparecen todavía en las preciosas tallas en piedra que se guardan en el Museo de la ciudad, en las portadas de las ediciones del XVI de los Fueros y de los Anales de Zurita, etc. Sólo muy modernamente se reúnen en un escudo, cuando se ignoraban ya todas estas cosas.

Del mismo modo, cuando a partir de mediados del XIV se incluye en el concepto de linaje un componente territorial, de asentamiento geográfico, muchos grandes personajes unen a sus propias armerías genealógicas o de sangre cuarteles que expresan simplemente la posesión de una tierra, pero son siempre armas con soporte personal, que fueron antes llevadas por una persona natural poseedora de la tierra en cuestión. Como ejemplos, además de los mencionados, los condes de Urgel y de Ampurias de la casa real de Aragón, recordaremos las armas de los ALVAREZ de las Asturias que añade en bordura el futuro ENRIQUE II por las tierras de Gijón y Noreña, las de Lara que añade de idéntica manera el futuro FERNANDO I de Aragón y las de Manuel que los señores de Villena añaden a las suyas de sangre de Aragón y Anjou.

La ruptura con este modo de pensar se produce ya al término del siglo XV, en las puertas de la edad moderna, y uno de los primeros ejemplos

se halla en la máxima altura, cuando los Reyes Católicos añaden a sus armas de linaje, todas de pleno carácter tradicional, claro es, las que para la ocasión se atribuyen al reino de Granada, carentes de cualquier soporte personal. Esta mezcla, impensable en épocas anteriores, tuvo por otra parte escaso eco. Acaso pudiera aportarse como tal el escudo que ostenta el castillo de Belmonte, en el que a las armas de los MANUEL se sobreponen otras, de carácter no personal, que parecen corresponder al propio territorio. Y, desde luego, el que puso en la puerta de su villa de Hita quizá el primer marqués de Santillana, en el que a las armas de los MENDOZA se añadió una bordura cargada de *hitas*, mueble parlante que se venía ya usando como distintivo en los sellos de aquel concejo. Pero ya en tiempos del Emperador CARLOS V la separación entre una y otra categoría de armerías es neta. En esta época aparecen con cierta frecuencia en sellos, medallas y estampas unas composiciones heráldicas que presentan todos o la mayor parte de los numerosísimos territorios que gobernaba el Emperador, muchas de esas armas de carácter territorial puro, puesto que jamás habían tenido un soporte personal. Así ocurría, por ejemplo, con varios de los reinos citados en el título grande de los reyes de España, que no tuvieron reyes privativos en la época de la creación heráldica, como Galicia, Toledo, Valencia, etc. Ahora bien, todas estas armas sin soporte personal jamás se mezclan con las propias o «auténticas» del Emperador, sino que se disponen generalmente rodeándolas, en posición secundaria y en escudos separados. Tal fórmula es seguida también, por ejemplo, en la espléndida composición heráldica que preside la portada del palacio del Infantado en Guadalajara: las armas familiares del Duque, acompañadas de su divisa, aparecen rodeadas, en una especie de collar, por las de sus numerosos señoríos.

BIBLIOGRAFÍA

- Faustino MENÉNDEZ PIDAL: *Heráldica medieval española. I. La casa real de León y Castilla*. Madrid, 1982.
- Faustino MENÉNDEZ PIDAL & E. GÓMEZ: *Matrices de sellos españoles, siglos XII al XVI*. Madrid, 1987.
- Adeline RUCQUI: «Des villes nobles pour le Roi». In: *Realidad e imágenes de poder, España a fines de la edad media. Actas del Coloquio «Genèse médiévale de l'Espagne moderne»*. Valladolid, 1988, p. 195-214.
- Faustino MENÉNDEZ PIDAL, M. RAMOS & E. OCHOA de OLZA: *Sellos medievales de Navarra*. Pamplona, 1995.
- A. MONTANER FRUTOS: *El señal del rey de Aragón: Historia y significado*. Zaragoza, 1995.
- J. MARTÍNEZ de AGUIRRE & Faustino MENÉNDEZ PIDAL: *Emblemas heráldicos en el arte medieval navarro*. Pamplona, 1996.

Manuel MONREAL CASAMAYOR

CONSECUENCIAS DE LA GUERRA DE SUCESIÓN ESPAÑOLA EN LA HERÁLDICA MUNICIPAL ARAGONESA

RESUMEN

Muerto CARLOS II (1665–1700) sin sucesión al Trono de España, deja en su testamento, como heredero, al Duque de Anjou, hijo segundo del Delfín de Francia, y nieto por tanto del Rey Sol, que tomó el nombre de FELIPE V.

La sucesión, sin embargo, no sería pacífica pues el Archiduque CARLOS de Habsburgo, hijo del Emperador LEOPOLDO de Austria, se declara pretendiente al Trono de España originando, con ayuda de alemanes, austriacos, ingleses, portugueses y otros, la llamada Guerra de Sucesión Española (1702–1715) en la que FELIPE V estuvo ayudado por LUIS XIV Rey de Francia. La guerra fue mas internacional que civil, siendo el Tratado de Utrecht (1713) y otros anejos los que reconocieron a FELIPE V como heredero de CARLOS II y Rey de España e Indias.

Aragón, Reino autónomo de la Monarquía Española, se declaró en esta guerra a favor del Austria, siguiendo el ejemplo de Zaragoza, su capital, lo que le ocasionó, con el triunfo del BORBÓN, la pérdida de su personalidad histórica y su desaparición como Reino que quedó englobado en un Estado centralista regido por las leyes de Castilla.

El ejemplo de Zaragoza no fue, en absoluto, seguido por el conjunto del Reino pues varias ciudades, villas y bastantes lugares se declararon inequívocamente partidarios de FELIPE V, por cuya fidelidad el Rey les mantuvo sus privilegios («En todo lo que no se oponga a la Nueva Planta de Gobierno y Leyes de Castilla»), les concedió otros nuevos, así como títulos y honores entre los cuales figuraba el que pudieran poner en sus escudos de armas la Flor de Lis borbónica, tema que constituye el objeto de esta comunicación.

LA GUERRA

Llamada Guerra de Sucesión al estar originada por la sucesión al trono de España, muerto el Rey Don CARLOS II (1665–1700) sin herederos directos. Puede considerarse como la primera guerra europea de la Era Moderna.

LOS PRETENDIENTES:

– JOSÉ FERNANDO de Baviera

Aunque son dos los pretendientes en lucha, existió un tercer pretendiente, primero en el tiempo (1698), el Príncipe Elector de Baviera, JOSÉ FERNANDO, propuesto por Inglaterra y Francia y reconocido por CARLOS II¹, pero su muerte prematura (1699) complicó la sucesión y dos nuevos candidatos se perfilan para ocupar el trono de España.

– CARLOS de Habsburgo

Archiduque de Austria, era hijo segundo del Emperador LEOPOLDO I de Austria, que por renuncia de éste, asume sus pretendidos derechos al trono de España con el visto bueno de las potencias europeas. En plena Guerra fue coronado solemnemente en Viena el 12 de Septiembre de 1703 con el nombre de CARLOS III.

– FELIPE de Borbón

Pero las presiones de LUIS XIV (Francia) y de INOCENCIO XII (El Papado), con el acuerdo del Consejo de Castilla, sobre CARLOS II, consiguen que en su último testamento (2 de Octubre de 1700) nombre heredero del trono a FELIPE, Duque de Anjou, hijo segundo del Delfín de Francia y nieto de LUIS XIV.

A la muerte de CARLOS II (1 de Noviembre de 1700) FELIPE es reconocido por los Reinos de España y por las demás Cortes europeas excepto por el Emperador LEOPOLDO de Austria.

Entra en Madrid, como Rey, el 18 de Febrero de 1701 tomando el nombre de FELIPE V, cuando contaba 17 años.

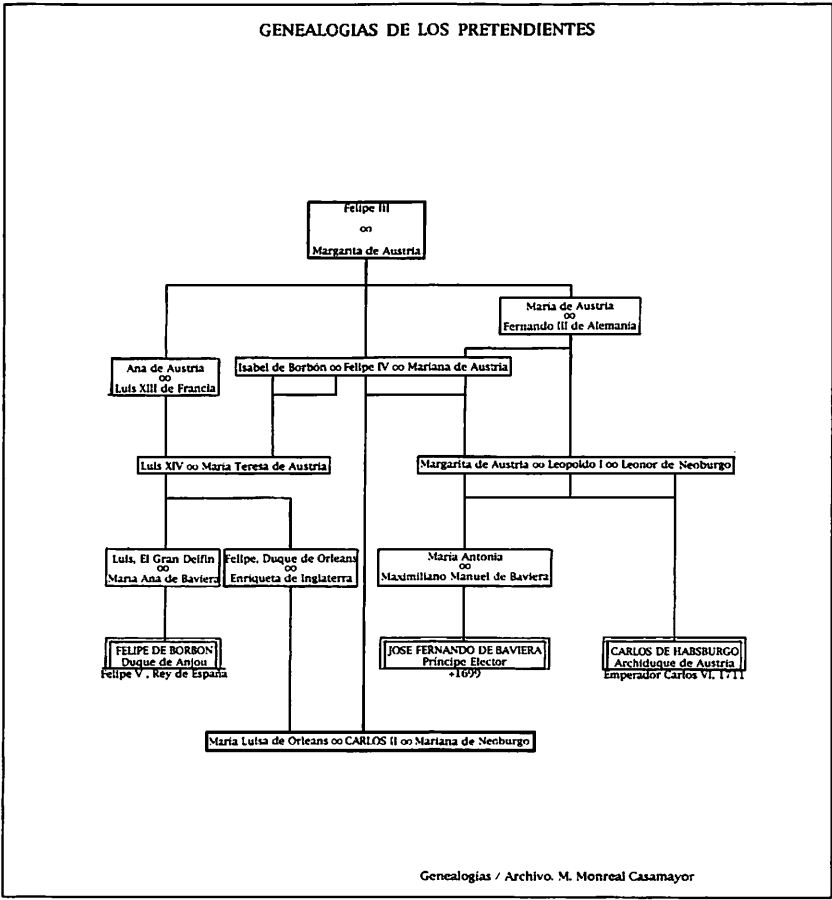
GUERRA INTERNACIONAL

Pronto las potencias europeas se percatan de que la alianza de Francia y España rompe el equilibrio militar europeo y temiendo de que al grito de «Ya no hay Pirineos», LUIS XIV instale también a FELIPE en el trono de Francia, constituyen la Gran Alianza (La Haya, 7 de Septiembre de 1701),

encabezada por Inglaterra, que declara la guerra a Francia y a España en Mayo de 1702. La guerra duraría hasta Febrero de 1715 siendo Portugal el último país en firmar la Paz.

GUERRA CIVIL

La Guerra declarada en 1702 por la Gran Alianza llega a España en los primeros meses de 1704 con la entrada por los Pirineos de las primeras tropas francesas (Febrero) y el desembarco de un ejército austracista en Lisboa (Marzo), convirtiéndose la lucha en contienda civil, pues los españoles optan: Castilla por el Borbón y la Corona de Aragón por el Austria, en líneas generales.



FIN DE LA GUERRA

Aunque la Guerra se prolongó hasta Febrero de 1715 se terminó prácticamente a la firma del Tratado de Utrecht (1713), por el cual y otros anejos la situación quedaba así:

Ganador de la Guerra: El BORBÓN que se ve reconocido como Rey de España e Indias.

Ganador de la Paz: La Gran Alianza que mantiene en Europa el equilibrio militar tan buscado por Inglaterra.

Los perdedores:

- El Archiduque CARLOS, que ve frustradas sus aspiraciones.
- España, que pierde los Países Bajos, Milán, Nápoles y Cerdeña a favor de Austria, Sicilia a favor del Duque de Saboya y Gibraltar y Menorca que pasan a Inglaterra.
- El pueblo español, que soportó el peso de la Guerra, dió su sangre en la lucha y quedó esquilado económicamente.

PAPEL DE ARAGÓN EN LA CONTIENDA

El alzamiento de Aragón en armas, a favor del Archiduque CARLOS, en diciembre de 1705, y de Zaragoza capital el 29 de junio de 1706, no fue un alzamiento total pues Aragón quedó dividido entre dos fidelidades:

- Por FELIPE V se decantó el alto clero (Arzobispo de Zaragoza y Obispo de Barbastro como más significativos), la nobleza titulada (sobre todo los títulos de reciente creación) ², los infanzones, caballeros y ciudadanos honrados. Entre las poblaciones las ciudades de Jaca, Tarazona y Borja, no pocas villas y numerosos lugares.

- Por el Archiduque CARLOS: El bajo clero, el clero regular (Incluidos los obispos de Huesca y Albarracín), el pueblo llano en general y media docena de nobles titulados encabezados por el activo Conde de SÁSTAGO.

La Guerra con éstos antecedentes fue particularmente sangrienta, pues Aragón fue campo de batalla, tierra de paso de tropas ³, sobre todo para someter a Cataluña, y al estar alternativamente las poblaciones en manos de ambos pretendientes, soportaron sus gentes un alto precio de guerra con la formación y mantenimiento, a su costa, de numerosas compañías de infantería y escuadrones de caballería (Mayoritariamente para la causa del Austria) ⁴ lo que provocó la pérdida de numerosas vidas humanas y el empobrecimiento del territorio.

DECRETOS DE NUEVA PLANTA

Perdida la Guerra para Aragón, prácticamente desde la Batalla de Almansa (25 de Abril de 1707), FELIPE V, actuando con el absolutismo de los Borbones franceses, comienza a promulgar una serie de decretos conocidos como «Decretos de Nueva Planta» por los que Aragón dejó de ser Reino independiente dentro de la monarquía española.

Dos de éstos decretos, y ya entramos en el terreno heráldico, nos interesan para el tema que nos ocupa:

Por el primero de ellos dado en el Buen Retiro a 29 de Junio de 1707, se dispone la abolición de todos los fueros, privilegios, exenciones y libertades del Reino de Aragón (También del Reino de Valencia) para reducirlos a las Leyes de Castilla...

Y ésto «*En virtud de mi poder absoluto y por el justo derecho de guerra y conquista que de Aragón han hecho mis armas con motivo de su rebelión*»⁵.

Este Decreto levantó las protestas, cuando no las iras, de sus fieles que se consideraron tratados como rebeldes. El Rey reacciona inmediatamente ante éste clamor y un mes más tarde promulga un nuevo Decreto (29 de julio) por el que se reconocen todos los privilegios individuales existentes y también los de las ciudades, villas y pueblos leales... «*en todo lo que no se oponga a la Nueva Planta de Gobierno y Leyes de Castilla*».

Era el comienzo de una serie de «decretos menores» por los que FELIPE V concede títulos nobiliarios y cartas de Infanzonía a las personas y franquicias, títulos y mercedes a las poblaciones, entre éstas el que pudieran poner en sus armas la Flor de Lis borbónica.

PETICIONES Y CONCESIONES: TRAMITES

No entraremos en el detalle administrativo de si las concesiones reales se consolidaron o no por el pago o impago de la media annata, pues en muchos decretos se especifica que las gracias concedidas están libres de este impuesto y en el resto creemos que se sobreentiende pues no estaba el antiguo Reino muy sobrado de caudales sino todo lo contrario.

En cualquier caso si la voluntad del Rey era «conceder» no debemos negar los Títulos y Mercedes concedidos pues siendo honores ningún perjuicio pueden acarrear, en el momento actual, a casi tres siglos vista de aquellos acontecimientos.

Publicado el Decreto de 29 de Julio de 1707 por el que Su Majestad intenta desagrar a sus leales, las poblaciones comienzan a elevar al Rey sus peticiones proclamando su fidelidad durante el conflicto y enumerando los padecimientos, privaciones y saqueos sufridos, los hombres y dineros puestos al servicio de su causa y un largo etc.

Poblaciones importantes como la ciudad de Tarazona redactan un memorial de sus merecimientos que es presentado en la Corte por el mismo Coronel Jefe de la guarnición en persona siendo favorablemente acogido y despachado con importantísimas mercedes contenidas en doce puntos de los que reseño los dos que pueden interesarnos: En el 2º singulariza a Tarazona entre todos los lugares fieles al real servicio y el 12º donde le concede el renombre de FIDELÍSIMA Y VENCEDORA y que anada al blasón de sus armas una FLOR DE LIS ⁶.

Las más de las poblaciones elevan escritos de súplica al Monarca que reciben variada respuesta. Así el lugar de Villarroya de la Sierra, de la Comunidad de Calatayud, pide en 1709 el título y renombre de «Noble Villa» y por expediente de 1720 se le recuerda que debe llamarse «Leal» y no Noble como pretende ⁷.

Algo parecido ocurre con el lugar de Aguaviva, en el Bajo Aragón, que pide al Rey en un memorial, el renombre de «Ilustre y Fidelísima» y el timbre de la «Flor de Lis» para el escudo de sus armas. Por un Decreto de 9 de Febrero de 1709 se concede la Flor de Lis a la villa de Aguaviva y el renombre de Fiel, recortándole la petición de «Ilustre y Fidelísima» ⁸.

Peor parada quedó la villa de Almodévar (Huesca) que a pesar de ser la primera villa que juró fidelidad al Rey en el Convento de San Lamberto de Zaragoza y de los documentados esfuerzos pecuniarios, de hombres y servicios que soportó durante la Guerra, de nada le sirvieron siendo desatendidas sus peticiones ⁹solicitadas por memorial de 1708 ¹⁰.

De otras villas y lugares «*Notoriamente muy leales y padecido mucho por ello*» ¹¹ no tenemos constancia de que hayan recibido merced alguna, bien porque nada pidieron o porque los despachos de los Decretos que deberían estar en los Ayuntamientos, o sus matrices en los Archivos Nacionales, no los hemos localizado de momento.

TITULOS Y RENOMBRE: VILLA Y CIUDAD. LEAL, FIEL, NOBLE, ILUSTRE Y VENCEDORA

Entre los Títulos concedidos el más sencillo es la elevación de rango de los lugares a Villa, sin otro renombre, como es el caso del lugar de Albelda, en la Litera oscense mayoritariamente hostil al BORBÓN, año 1729 ¹².

Sólo una villa es elevada a ciudad, Fraga, como luego veremos ¹³.

El primer dictado en orden ascendente sería el de Leal Villa, y a continuación vendría el de Fiel Villa con sus correspondientes superlativos Muy Leal y Fidelísima que pueden ir antepuestos de los renombres de Noble e Ilustre.

Leal, Fiel, y Vencedora son cualidades (circunstancias), demostradas en la Guerra. Noble e Ilustre forman parte de la esencia de cada villa o ciudad siendo reconocida esta calificación por el Rey al darle este dictado cuando le concede los demás honores; porque el Rey lo que no hace es ennoblecer, aunque está entre sus atribuciones ni «dar lustre» al que no tiene.

Así de las 42 localidades estudiadas tres reciben el título de Noble seguido de Fidelísima (La Almunia de Doña Godina, Ayerbe y Epila) y seis el de Muy Noble (Aranda, Ariza, Canfranc, Híjar, Monreal del Campo y la ciudad de Jaca), todas ellas, Villas y Ciudad con el suficiente peso específico dentro de Aragón, y con nobles titulados entre sus habitantes.

Citemos, por lo curioso, el título dado a todo un valle, el de Ansó, en el Pirineo, de Muy Noble Valle ¹⁴.

El renombre de Ilustre es más escaso y concedido así: Ilustre a Borja y Sádaba, (provincia de Zaragoza) y Muy Ilustre a Alcorisa (Teruel).

Vemos pues que en la Corte se otorgan títulos y renombres ganados durante la contienda sin profundizar mucho en el pasado más o menos noble y glorioso de las poblaciones siendo mayoritarios los títulos de Leal y Fiel con sus superlativos y en algún caso como en el de la Villa de Mallén aumentado el renombre de Fiel en tiempo y grado: Siempre Fidelísima Villa de Mallén.

El título de Vencedora es el máspreciado, sin duda, por ser pocas las poblaciones que no sucumbieron a los embites austracistas. Lo ostentan sólo cuatro poblaciones: Dos ciudades, Tarazona y Jaca, la Villa de Fraga que es elevada a Ciudad Vencedora y la Villa de Sos que sigue siendo Villa.

El renombre de Vencedora presupone los de Leal y Fiel, no obstante los decretos lo matizan permitiendo una clasificación de las poblaciones por sus títulos, materia opinable por supuesto, partiendo de los títulos de Tarazona y sabiendo que FELIPE V la «singulariza entre todos los lugares fieles al Real Servicio».

Estos Títulos y Renombres están incorporados normalmente a los escudos de armas municipales bien en bordura, que ha sido lo normal hasta el presente o bien en cinta o listel, fuera del escudo, que es lo que se aconseja actualmente por las diferentes Comunidades Autónomas ¹⁵.

TITULOS Y RENOMBRE POR POBLACIONES

Villa...	ALBELDA
Leal Villa...	VILLARROYA de la SIERRA
Muy Leal...	AINZON
	ALCALA de MONCAYO
	AÑON
	BULBUENTE
	LITAGO
	TALAMANTES
	VERA de MONCAYO
Lealísima Villa...	QUINTO
Fiel...	ABIEGO
	AGUA VIVA
	LONGARES
	MAS de las MATAS
	MUEL
Fiel y Leal...	IBDES
Fidelísima...	ALBALATE del ARZOBISPO
	ANSO
	BERDUN
	CALANDA
	MAELLA
	MORA de RUBIELOS
	TAUSTE
	TRASOBARES
	UNCASTILLO
Muy Fidelísima Villa...	TABUENCA
Muy Noble y Leal...	HIJAR

Muy Noble y Muy Leal...	ARIZA
Fiel y Muy Ilustre...	ALCORISA
Ilustre y Fidelísima ...	SADABA
	BORJA
Noble y Fidelísima...	LA ALMUNIA de Doña GODINA
	AYERBE
	EPILA
Muy Noble y Fidelísima ...	ARANDA de MONCAYO
	CANFRANC
	MONREAL del CAMPO
Muy Leal y Siempre Fidelísima...	MALLEN
Muy Leal y Vencedora...	SOS del REY CATOLICO
Muy Noble, Muy Leal y Vencedora...	JACA
Ciudad Vencedora y Fidelísima...	FRAGA
Fidelísima y Vencedora...	TARAZONA

MERCEDES:

FLOR DE LIS, LEÓN Y COLUMNAS DE HERCULES

«Don Phelippe por la Gracia de Dios Rey de Castilla, de León, de Aragón... Por cuánto mi real ánimo está muy propenso a favorecer y honrar a todas las Ciudades, Villas y Lugares de mis reinos... singularizar y distinguir a las que se han hecho acreedoras de mi favor con sus merecimientos y teniéndolos tan especiales la Villa de... por la fidelidad que ha mantenido y saqueo que ha padecido: He resuelto por Decreto señalado de mi Real Mano de... de Julio... hacerla merced de que pueda añadir a sus Armas una Flor de Lis en premio y demostración de su especialísima fidelidad.»

De este tenor son los Despachos enviados por la Corte para com-Inicar a los ayuntamientos la concesión de la Flor de Lis.

En unos Despachos pone explícitamente una Flor de Lis y en otros la Flor de Lis; en ambos casos debe entenderse que es una Flor la concedida atendiendo a la literalidad de la redacción.

Por si hubiera dudas, de lo antedicho, en el Despacho dado en el Buen Retiro a 4 de Julio de 1708 comunicando a la Villa de Híjar la concesión de la Flor de Lis se dice:

*«He resuelto por Decreto señalado de mi Real Mano de 20 de Mayo de este año (1708) hacerla merced de que pueda poner en sus Armas la Flor de Lis. Y así en virtud de la presente quiero, y es mi voluntad que la Villa de Ixar pueda poner y ponga en sus armas una Flor de Lis en premio y demostración de su singularísima fidelidad...»*¹⁶.

Señalemos que de las 42 poblaciones estudiadas a las que FELIPE V concede honores sólo a 23 concede la Flor de Lis y que esta concesión es desigualmente plasmada en los escudos de armas dándose los casos extremos de no poner ninguna Lis hasta poner dos y tres, cuando sólo se concede una Flor.

Así la Villa de Ansó no trae en sus armas ni el título de Fidelísima ni la Flor de Lis. Por contra Maella, villa de la provincia de Zaragoza pone dos Flores de Lis acostando a una mano no sabemos si por estética; en cualquier caso sobra una Flor salvo justificación histórica posterior que desconocemos.

Escudos con tres Flores de Lis, actualmente en uso, son los de la villa de Albalate del Arzobispo y Epila.

Albalate las trae en escusón, a imitación de la Casa de Borbón, pero bien ordenadas. Epila en lo alto del primer cuartel también dispuestas 1-2.

Hasta hace poco las villas de Monreal del Campo y de La Almunia de Doña Godina también traían tres Flores de Lis en sus escudos pero sendos informes del que esto escribe propiciaron la supresión de dos Flores de Lis en cada uno de ellos, quedando como aparecen en los escudos que al final se presentan ¹⁷.

Albalate y Epila deberían corregir también esta anomalía

La merced de poner un León en el escudo de sus armas sólo fue concedido a la ciudad de Borja en el somontano del Moncayo ¹⁸, y a las villas de Albalate y Calanda en el Bajo Aragón, en una zona también con varias poblaciones muy favorables a FELIPE V.

Las tres poblaciones sobresalieron por sus grandes méritos, lo mismo militares, como Borja que fue saqueada y destruída después de encarnizadas luchas o de Albalate con sus importantes servicios a la causa borbónica en hombres, armas, avituallamientos y crecidas sumas de dinero.

Po fin señalaremos la concesión a Sos (del Rey Católico) de dos columnas de Hércules con las leyendas 'PLUS' y 'ULTRA' para que acogieran entre ellas la Flor de Lis borbónica asimismo otorgada a la villa.

* * * * *

A continuación presentamos por orden alfabético las localidades con los títulos y mercedes conseguidos por cada una de ellas y que se han obtenido de la documentación de los Archivos Históricos Nacionales de Madrid y Simancas, de los Despachos de los Decretos existentes en los archivos munic-

pales y de fuentes solventes convenientemente contrastadas y que a veces, más a menudo de lo deseado, no se corresponden con los que figuran en los respectivos escudos de armas bien por ignorancia, lo más normal, bien por el prurito de ponerse medallas que no se corresponden con la legalidad emanada de los Decretos. Pero esto daría lugar a un estudio pormenorizado que no corresponde a este momento.

No son en absoluto de fiar los Títulos y Mercedes que vienen como concedidos ya en las historias locales, diccionarios enciclopédicos y publicaciones divulgativas en general, ni los honores puestos en los mismos escudos de armas, como ya se ha dicho anteriormente.

Véanse estas irregularidades en las representaciones gráficas que de los escudos municipales se presentan al final de la comunicación.

TITULOS Y MERCEDES CONCEDIDOS POR FELIPE V, CON MOTIVO DE LA GUERRA DE SUCESION ESPAÑOLA, A LUGARES, VILLAS Y CIUDADES ARAGONESAS

<i>POBLACIONES</i>	<i>TITULOS Y RENOMBRE</i>	<i>MERCEDES</i>	
ABIEGO	Fiel	-	-
AGUAVIVA	Fiel	LIS	-
AINZON	Muy Leal	-	-
ALBALATE del ARZOB ^o	Fidelísima	LIS	LEON
ALBELDA	Villa	-	-
ALCALA de MONCAYO	Muy Leal	-	-
ALCORISA	Fiel y Muy Ilustre	LIS	-
LA ALMUNIA de Da. Ga.	Noble y Fidelísima	LIS	-
ANSO	Fidelísima	LIS	- ¹⁹
ANON	Muy Leal	-	-
ARANDA de MONCAYO	Muy Noble y Fidelísima	-	-
ARIZA	Muy Noble y Muy Leal	-	-
AYERBE	Noble y Fidelísima	LIS	-
BERDUN	Fidelísima	LIS	-
BORJA	Ilustre y Fidelísima	LIS	LEON ²⁰
BULBUENTE	Muy Leal	-	-
CALANDA	Fidelísima	LIS	LEON

CANFRANC	Muy Noble y Fidefísima	LIS	-
EPILA	Noble y Fidelísima	LIS	-
FRAGA	Ciudad Vencedora y Fidelísima	LIS	-
HIJAR	Muy Noble y Leal Villa	LIS	-
IBDES	Villa Fiel y Leal	-	-
JACA	Muy Noble, Muy Leal y Vencedora	LIS	-
LITAGO	Muy Leal	-	-
LONGARES	Fiel Vila	-	-
MAELLA	Fidelísima	LIS	-
MALLEN	Muy Leal y Siempre Fidelísima	-	-
MAS de las MATAS	Fiel	LIS	-
MONREAL del CAMPO	Fidelísima y Muy Noble	LIS	-
MORA de RUBIELOS	Fidelísima	LIS	-
MUEL	Fiel Villa	-	-
QUINTO	Lealísima Villa	-	-
SADABA	Ilustre y Fidelísima	LIS	-
SOS del REY CATOLICO	Muy Leal y Vencedora Villa	LIS	- 21
TABUENCA	Muy Fidelísima Villa	LIS	-
TALAMANTES	Muy Leal	-	-
TARAZONA	Fidelísima y Vencedora	LIS	-
TAUSTE	Fidelísima	LIS	-
TRASOBARES	Fidelísima	-	-
UNCASTILLO	Fidelísima	-	-
VERA de MONCAYO	Muy Leal	-	-
VILLARROYA de la Sa.	Leal Villa	-	-

DOCUMENTOS

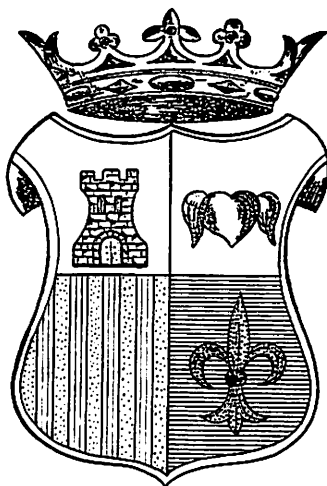
1. Despacho del Real Decreto (Archivo Municipal de Borja) concediendo a la Ciudad de Borja Títulos y Renombre.
2. Despacho del Real Decreto (Archivo Municipal de Borja) concediendo a la Ciudad de Borja Mercedes e Inscripción.
3. Traslado (Archivo de Simancas) de los honores concedidos a La Almunia de Doña Godina.

ESCUDOS MUNICIPALES ARAGONESES

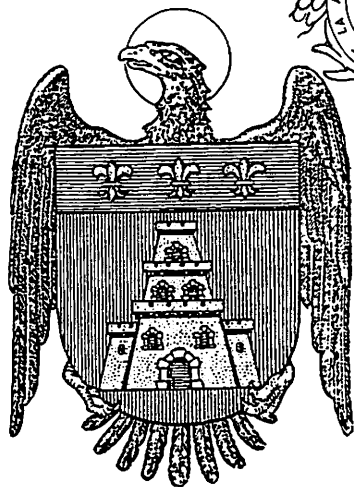
Afectados por la Guerra de Sucesión Española



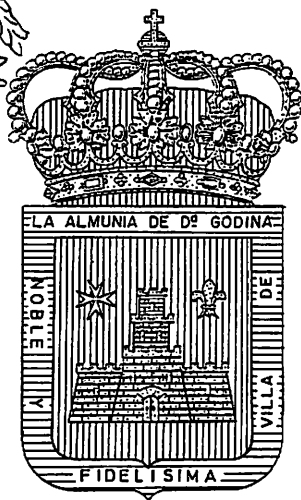
ALBALATE del ARZOBISPO



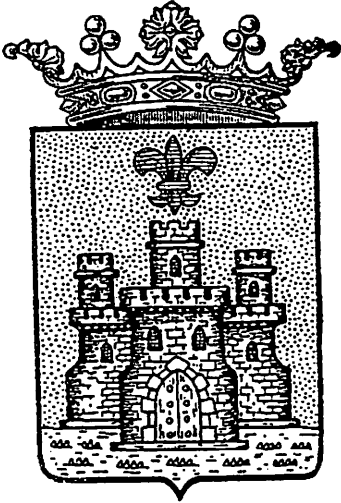
ALCORISA



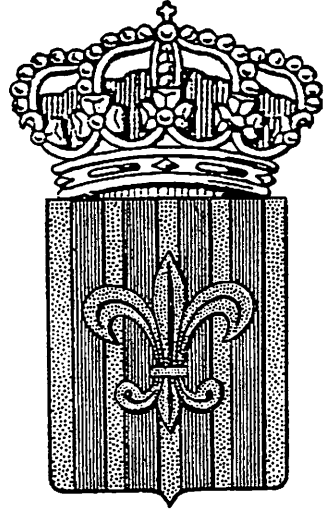
LA ALMUNIA de Da. GODINA



LA ALMUNIA de Da. GODINA
(Actual)



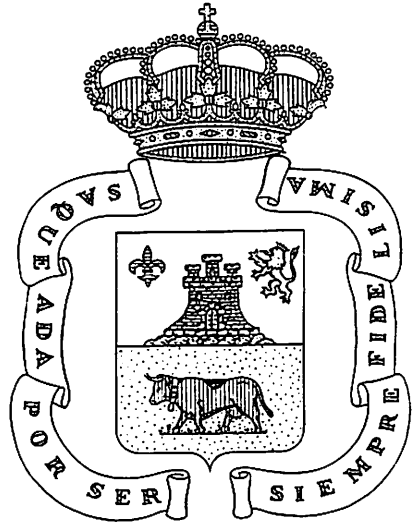
AYERBE



BERDUN



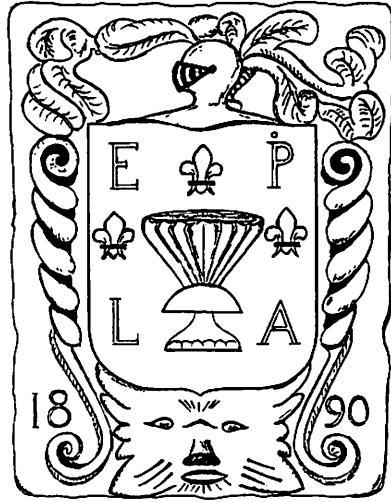
BORJA



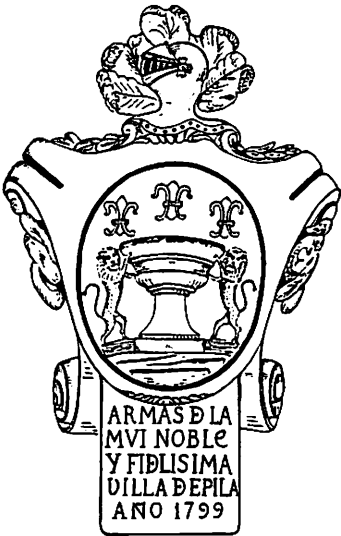
BORJA



CALANDA



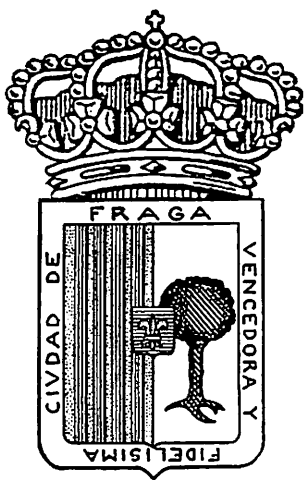
EPILA



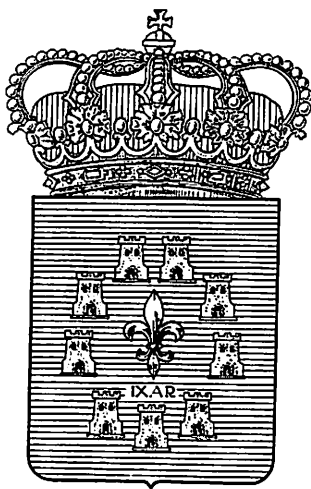
EPILA



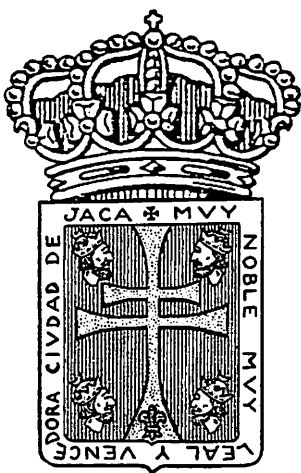
EPILA (Actual)



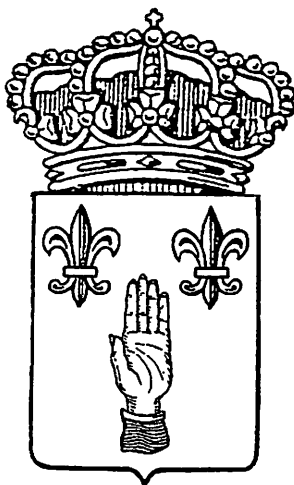
FRAGA



HÍJAR



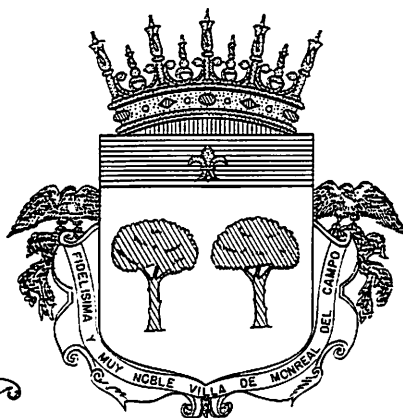
JACA



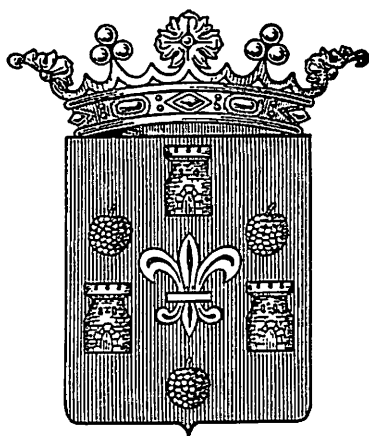
MAELLA



MAS de las MATAS



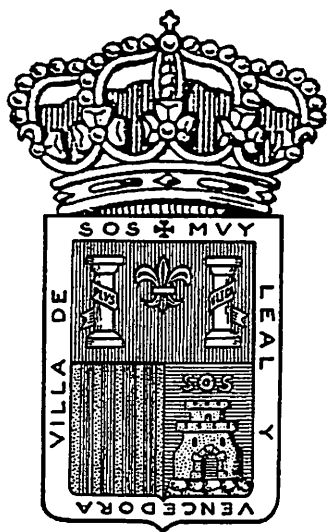
MONREAL del CAMPO



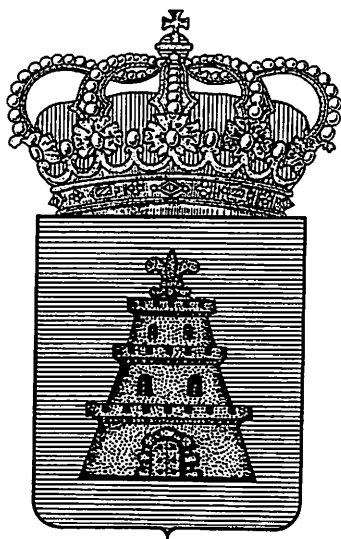
MORA de RUBIELOS



SADABA



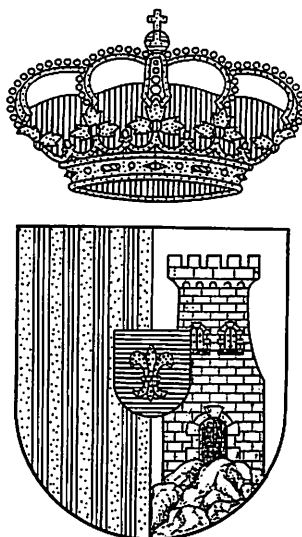
SOS del REY CATOLICO



TABUENCA



TARAZONA



TAUSTE

BIBLIOGRAFÍA

- ALIOD GASCON, J.L.: *Almudévar, Historia de una Villa Aragonesa*.
Archivo General de Simancas (A.G.S.).
- Archivo Historico Nacional (A.H.N.): *Consejos Suprimidos, Aragón*.
- ARMILLAS VICENTE, J.A. y PEREZ ALVAREZ, B.: «La Guerra de Sucesion en las Cinco Villas». In: *Actas de las IV Jornadas de Estudios sobre las Cinco Villas*. 1988.
- BARDABIO, V.: *Historia de la Antiquisima Villa de Albalate del Arzobispo*. Zaragoza, 1914.
- CANELLAS LOPEZ, A.: «Aragón y el Centralismo Borbónico». In: *Aragón en su Historia*. Caja de Ahorros de la Inmaculada, publicación n° 22, 1980.
- CARRANZA ALCALDE, G.: *Historia de Mallén*.
- CASTILLO GENZOR, A.: «Aragón, Historia y Blason representativo de sus Pueblos, Villas y Ciudades». In: *Publicaciones de la Cadiera*. Zaragoza, 1966.
- CORONA BARATECH, C.: «El Absolutismo Borbónico». In: *Aragón en su Historia*. Caja de Ahorros de la Inmaculada, publicación n° 22, 1980.
- DELGADO ECHEVERRIA, J.: "La Casa de Borbón". In: *Historia de Aragón del Heraldo de Aragón*, Capitulo XIV.
- FATAS, G. y REDONDO, G.: *Heráldica Aragonesa. Aragón y sus Pueblos*. Ediciones Moncayo, 1990.
- GIL ATRIO, C.: *Alcorisa y sus tradiciones*. Ayuntamiento de Alcorisa, 1954.
- GONZALEZ DORIA, F.: *Las Reinas de España*. 6° Edición. Editorial Bitacora, 1989.
- KAMEN, H.: *La Guerra de Sucesión en España, 1700-1715*. Edic. Grijalbo, 1974.
- KINDER, H. y HILGEMANN, W.: *Atlas Histórico Mundial. Auge del Absolutismo/ España III, Guerra de Sucesión (1701-1714)*. Ediciones Istmo, 1980.
- LABORDA GARCIA, M.: *Recuerdos de Hajar*. Talleres Heraldo de Aragón, 1980.
- LAPEÑA PAUL, A.I.: *San Juan de la Peña*. Guía historico-artística D.G.A., 1986.
- MADOZ, P.: *Diccionario Geográfico, Estadístico, Histórico. 1845-1850*.
- MENDEZ SILVA, R.: *Población General de España, año 1675*.
- MONREAL CASAMAYOR, M.: *Heráldica Municipal: Sádaba, La Almunia de Doña Godina, Monreal del Campo*. In: *Anuario de Ciencias Historiográficas de Aragón*. (1989).
- SANZ ARTIBUCILLA, J.M.: *Historia de la Fidelísima y Vencedora Ciudad de Tarazona*. Madrid: Imprenta de Estanislao Maestre, 1930.
- SOPENA, Editorial: *Historia de España Ilustrada*.

ANNOTATIONES

1. Hermann KINDER y Werner HILGEMANN: *Atlas Historico Mundial*, p. 287.
2. San Juan de la PEÑA: *Ana Isabel la Peña Paul*, p. 53-54.
3. «Todos los analistas del comportamiento aragonés durante la Guerra de Sucesión coinciden en señalar la facilidad con que se aceptan las mudanzas de dominio sin especial resistencia de los regnicolas». José A. ARMILLAS & Berta PÉREZ: *La Guerra de Sucesión en las Cinco Villas*. p. 164.
4. Jesús Delgado ECHEVERRÍA: *La Casa de Borbón*, p. 340.
5. Pragmática de 29 de Junio de 1707 por la que se abolieron los Fueros de Aragón para reducirlos a las Leyes de Castilla.
6. José Maria Sanz ARTIBUCILLA: *Historia de la Fidelísima y Vencedora Ciudad de Tarazona*. tomo II, p. 311-316.
7. Archivo Histórico Nacional (A.H.N.): Legajo 18.103 núm, 23. Consejo de Aragón.
8. A.H.N. Legajo 18.103 num, 13. Consejo de Aragón.
9. José Luis Aliod Gascón: *Almudévar. Historia de una Villa*, p. 118-119.
10. Adolfo Castillo GÉNZOR: *Aragón. Historia y Blasón representativo de sus Pueblos, Villas y Ciudades*. Almudévar IV, p. 35.
11. Informe del Arzobispo de Zaragoza al Ministro GRIMALDO, en Julio de 1707.
12. Castillo GÉNZOR: *obra citada* (n. 10).
13. También se dio el caso de pérdida de rango pues Biel y Luesia en la Comarca de las Cinco Villas fueron reducidas a la categoría de aldeas por su infidelidad.
14. Los núcleos poblacionales de este Valle son: Zuriza, Ansó, Fago y Biniés
15. *Conclusiones. Jornadas de Heráldica y Vexilología Municipales*. Zaragoza, febrero de 1994.
16. Mariano LABORDA: *Recuerdos de Hajar*, p. 82.
17. M. MONREAL. In: *Anuario de Ciencias Historiográficas de Aragón*. (1989), p. 155-188.
18. Zona de Aragón la mas activa al servicio del BORBÓN dirigida desde Tarazona.
19. Al Valle de Ansó además, el Título de «Muy Noble Valle».
20. Mas la inscripción o leyenda «SAQUEADA POR SER SEMPRES FIDELISIMA».
21. La Flor de Lis entre dos Columnas de Hércules con la leyenda 'PLUS' y 'ULTRA'.

Pedro SAMEIRO

L'HÉRALDIQUE MUNICIPALE PORTUGAISE

RÉSUMÉ

1. *Introduction et définition.*
2. *L'évolution historique de l'héraldique municipale portugaise: l'Ancien Régime, avec des considérations sur les périodes de formation XIIIe au XVIe siècle) et de consolidation (XVIIe siècle aux premières années du XIXe siècle). Le XIXe siècle qui voit la renaissance héraldique et les premières tentatives de réglementation étatique. La législation héraldique du XXe siècle.*
3. *"L'Armorial Municipal Portugais". Pièces et compositions dominantes; les sources: historisme, ruralité et progrès; les intersections de l'héraldique municipale avec l'héraldique familiale et l'héraldique officielle de l'État; normalisation et sauvegarde de situations d'exception.*
4. *Conclusion.*

1. – INTRODUCTION ET DÉFINITION

Nous présentons l'héraldique municipale portugaise, tant dans ses manifestations actuelles que sur le plan de son évolution historique. Pourtant, quelques précisions d'ordre terminologique et méthodologique semblent de mise au départ.

Par héraldique municipale, on comprend au Portugal non seulement l'héraldique des communes, mais aussi celle d'autres personnes juridiques de droit administratif, telles que les régions administratives, – dont le sort semble compromis dans le cadre de la prochaine révision constitutionnelle –, et les «*freguesias*», une subdivision territoriale personnalisée des communes, coïncidant historiquement et géographiquement avec les paroisses ecclésiastiques, mais avec lesquelles il ne faut cependant pas les confondre.

Pour la commodité de l'exposé, l'histoire de l'héraldique municipale portugaise est présentée ici comme divisée en diverses périodes. Cette procédure équivalait évidemment à une violence contre l'histoire, qui n'évolue point, de même que la nature, par des sauts, sauf dans le cas de mutations décisives d'ordre politique ou juridique. Cette réserve admise, il me semble cependant qu'on rencontre des périodes caractérisées par des phénomènes dominants, séparées par des zones grises de mutation ou d'adaptation.

Je voudrais vous proposer une division de l'histoire de l'héraldique municipale portugaise en quatre périodes: celle de la formation, qui débute avec les premières manifestations d'une héraldique communale et va jusqu'au commencement du XVI^e siècle; celle de la consolidation ensuite, qui va de la fin de la précédente étape à l'avènement de l'époque libérale en 1834; la période du renouveau libéral, de 1834 à 1930, comprenant la monarchie libérale et les premières années de la république, et, finalement la période actuelle, de 1930 à nos jours. L'année de 1930 est caractérisée par la parution de la première réglementation normative spécifique de l'héraldique municipale portugaise.

Nous pouvons de même segmenter la première période en trois: le premier tiers irait alors jusqu'à 1248, quand commençait le règne d'ALPHONSE III; le deuxième de 1248 à 1385 (acclamation de JEAN I^{er}), et le dernier de 1385 au début du XVI^e siècle. Restent valables pour cette subdivision les raisons d'une division équivalente, que nous avons proposées en traitant l'héraldique ecclésiastique au Portugal ¹.

2. – ÉVOLUTION HISTORIQUE DE L'HÉRALDIQUE MUNICIPALE PORTUGAISE

2.1. - PÉRIODE DE LA FORMATION

2.1.1 - DES PREMIÈRES MANIFESTATIONS À 1248

Les exemples connus d'héraldique municipale de cette période sont exclusivement de nature sigillographique. Ils sont représentés par 17 exemplaires, dont le plus ancien est le sceau de la ville de Castelo Mendo, apposé à un document daté de 1202 (*anno domini*).

L'ancienneté peut expliquer la disparition d'autres supports plus périssables, tels que les drapeaux, qui ont pourtant existé, car nous connais-

sons une référence documentaire au don d'un «bon drapeau de soie», fait par le chanoine Dom BENTO à la commune de Castelo Mendo, avant 1229 ².

On peut être sûr cependant que l'héraldique municipale portugaise, dans ses manifestations sigillographiques et vexillologiques, n'a pas vu le jour dans l'obscur bourgade de Castelo Mendo, à l'intérieur du pays et loin de la cour. Nous pouvons inférer que des villes telles que Lisbonne, Coïmbre et Santarém faisaient déjà usage de l'héraldique pour confirmer leurs documents ou démontrer leur propriété avant Castelo Mendo.

Poursuivant l'analyse des espèces sigillographiques, nous vérifions que le total des sceaux connus datables entre 1202 et 1248 est de 81 ³. Les catégories suivantes sont attestées du point de vue du contenu: motifs iconographiques 26, emblématiques 23, héraldiques 30, autres motifs 2. Les sceaux héraldiques représentent donc un pourcentage de 37% du total.

Dans l'ensemble des sceaux héraldiques nous plaçons tous les 17 sceaux municipaux connus, ce qui représente un pourcentage de 56,6% de ce groupe et démontre abondamment l'importance relative de l'héraldique communale à cette époque ⁴.

Ces sceaux ne se présentent pas tous sous une seule forme, quoique la forme circulaire soit clairement dominante (7 exemples). On trouve aussi des sceaux quadrangulaires (3), en double-ogive (3), en forme d'écusson (3) et en losange (1) ⁵. L'évolution démontrera que la forme circulaire, déjà significativement favorisée à cette époque, tend à devenir la forme exclusive.

Les sceaux scutiformes, appartenant à Lisbonne ⁶ et Penela ⁷, obéissent pourtant à deux canons esthétiques différents. Les écus des sceaux de Lisbonne sont en pointe ronde, avec une forme évasée plus large à la partie supérieure. Le sceau de Penela a la forme d'un écu normand qui fut sûrement inspirée par celle des sceaux de la chancellerie royale.

Analysant le contenu symbolique de ces sceaux, nous constatons une évidente économie d'éléments. Le château-fort, dans sa stylisation de pan de muraille couronné par trois tours, dont la centrale est plus élevée que les latérales, tel qu'on le voit dans les armes de Castille, représente la pièce la plus commune (exemples: les sceaux de Castelo Mendo, Parada et Santarém ⁸.) Mais on voit aussi le château fort à deux tours ⁹. Si le château fort représente le paysage construit, la fasce ondulée représente le paysage naturel, un fleuve ou une rivière, tel qu'on le voit par exemple dans les armes de Lisbonne ¹⁰. L'ensemble des symboles utilisés est encore complété par des écussons de Portugal-ancien (Santarém) ¹¹, des écussons besantés (Castelo Mendo) ¹², des poissons (Alenquer) ¹³, un buste de femme (Coïmbra) ¹⁴, un aigle ou un péli-

can (Trancoso) ¹⁵, un demi-aigle (Sortelha) ¹⁶, une plume – en portugais ‘*pena*’ – ou un pin – en portugais ‘*pinheiro*’ – (Penela) ¹⁷, un arbre non identifié (Alenquer) ¹⁸, un arbuste (Arruda dos Vinhos) ¹⁹, un navire (Lisbonne) ²⁰ et une étoile à six rais (Parada) ²¹.

L'avenir démontrera l'extrême popularité d'une bonne partie de ces éléments, avec une préférence particulière allant au château-fort.

La symbologie semble s'inspirer des motifs iconographiques (château, cours d'eau), ou d'une évocation du nom des villes (arbuste d'Arruda dos Vinhos, probablement une vigne), ou des légendes de la vie des saints (le navire de Lisbonne évoque la légende de Saint Vincent), ou même des mythologies pré-chrétiennes (le buste de femme couronnée de Coïmbra) ²².

2.1.2. - DE 1248 À 1385

Au cours de cette période, l'ensemble des sources héraldiques disponibles s'élargit par rapport à la période antérieure. Outre les sceaux nous trouvons encore des sculptures héraldiques en pierre, quoiqu'assez peu nombreuses.

Dressons une classification des 309 ²³ sceaux connus de cette période, en tenant compte de leur contenu, avec les résultats suivants:

Thème	Nombre	%
iconographiques	44	14,2
emblématiques	81	26,2
iconographiques et emblématiques	38	12,3
héraldiques	123	39,8
héraldiques et iconographiques	19	6,4
héraldiques et emblématiques	4	1,1
Total	309	100

Si l'on compare ce cadre avec les données de l'époque précédente, on remarque l'importance croissante des sceaux héraldiques en nombre et en pourcentage.

Le total des sceaux municipaux est de 26, ce qui représente un pourcentage de 8,4% par rapport au total général, et de 17,8% dans l'ensemble des sceaux héraldiques.

Dans le domaine de la forme, nous assistons à la disparition des sceaux en double-ogive et en losange et à l'apparition à côté des sceaux circulaires et scutiformes, des sceaux quadrangulaires. On observe, pourtant, une évolution dans le domaine des sceaux scutiformes: l'écu normand n'est plus représenté et en ce qui concerne l'écu en pointe ronde, selon le modèle précédemment décrit de Lisbonne, on n'enregistre plus que trois exemples: Lourinhã (1250), Torres Vedras (1260) et Leiria (1270)²¹, qui est le dernier exemple en date de cette forme.

Si on remarque une tendance vers la normalisation du côté de la forme, on assiste dans le domaine du contenu à un enrichissement de l'ensemble des éléments symboliques ou emblématiques.

La prédilection pour les monuments militaires se consolide. Le château-fort à trois tours est présent dans les armes de sept communes et remplace la plume ou le pin dans les armes de Penela²⁵. Le château à deux tours affirme sa présence dans les armes de Torres Vedras (1260), Leiria (1270), Santarém (1271), Alenquer (1272 – nouvelles armes), Torres Vedras (1320 – nouvelles armes)²⁶. Et l'on rencontre aussi des châteaux à quatre tours: Torres Novas (1263) et Belmonte (1293)²⁷. On constate même une évolution dans le sens de l'abstraction du symbole, car dans les sceaux de Santarém de 1243 et 1246, le château affectait une forme d'architecture mauresque avec les arcs des portes et fenêtres en fer-à-cheval, nuance qui a disparu dans la version de 1271.

Une autre construction, le pont, entre dans l'héraldique municipale, avec une claire intention iconographique également; ainsi le pont marque sa présence dans les sceaux de Chaves (1308) et de Terras do Vouga (1310)²⁸.

La fasce ondée (ou un fascé ou burelé), allusion à des cours d'eau riverains, est présente dans la symbolique sigillographique de Marrachique (1260), Torres Novas (1263), Leiria (1270), Santarém (1271), Alenquer (1272), Torres Vedras (1320) et Óbidos (1329)²⁹.

L'usage des écussons avec les armes royales persiste et, curieusement, sous une forme archaïsante, désignée par Portugal-ancien, ce qui veut dire sans la bordure de châteaux autour du centre de l'écu. L'héraldique municipale semble avoir ignoré la modification apportée aux armes royales du Portugal par ALPHONSE III avec deux exceptions seulement, celles des sceaux de Torres Novas (1263) et Chaves (1308)³⁰. On ignore les vraies raisons de cette attitude archaïsante, mais il est permis d'avancer quelques hypothèses explicatives; d'un côté une attitude simplement conservatrice; de l'autre et dans la supposition que l'usage des armes royales par les villes découlait d'une grâce octroyée par le Roi, le désir de maintenir les armes royales telles que les usait le monarque qui avait accordé le privilège. La simple ignorance des

modifications apportées aux armes royales nous semble une hypothèse à écarter, car elle serait inadmissible à Santarém et à Coïmbre, lieux de séjour habituels de la cour. Les cinq quinois en croix sont visibles dans le sceau de Leiria, datable de 1270 ³¹.

Les étoiles continuent à scintiller dans l'héraldique communale ³²; les arbres augmentent en nombre et en espèces, mais maintiennent le même rapport nominal avec la désignation de la ville ou de la bourgade; c'est le cas du laurier ('*loureiro*') de Lourinha et l'olivier sauvage ('*zambujeiro*') d'Azambuja ³³; l'aigle ouvre son vol dans le sceau de Penalva ³⁴; le taureau se lance au galop devant les murailles de Beja ³⁵; la représentation de Coïmbre se complique dans son symbolisme avec l'adjonction au buste de la mystérieuse femme couronnée d'un serpent ondulant, d'une fleur, d'un calice et de deux écussons de Portugal-ancien ³⁶; en tant que nouveautés on note des drapeaux ³⁷ et les cavaliers des sceaux d'Évora et d'Elvas ³⁸.

Comme nous l'avons déjà indiqué, nous disposons à partir de cette époque d'autres supports de l'héraldique municipale, telles les pierres sculptées avec les armes municipales apposées sur les remparts des villes ou sur d'autres monuments. Citons comme exemples les pierres sculptées de l'abreuvoir de la place d'Andaluz (1336) et de l'abreuvoir d'Arroios, toutes les deux à Lisbonne; la représentation héraldique de la ville d'Évora sur le mur extérieur de la cathédrale du côté du cloître, les armes d'Estremoz sur la porte de la salle de l'audience médiévale, l'écu d'armes de Santarém à la fontaine de Figueiras, l'emblème de Borba (un barbeau) dans la mémoire de la fondation du château et celui de Serpa (un serpent ailé) aussi sur les murailles.

Quand l'emblème municipal est représenté isolé sur ces pierres (Évora, Estremoz), on le voit normalement inscrit dans un espace quadrangulaire, limité par une baguette, à l'exception de la fontaine de Figueiras où les armes de Santarém sont représentées dans un écu. Si les symboles municipaux sont figurés à côté des armes royales ou d'inscriptions (Lisbonne, Borba), ils occupent aussi normalement la surface d'un quadrilatère. Ces observations nous suggèrent la conclusion qu'à une époque où les symboles héraldiques avaient une existence réelle et utilitaire, les maîtres-sculpteurs médiévaux ont représenté non pas des écus, dont les villes ne faisaient pas d'usage, mais des drapeaux ³⁹.

Le contreargument à cette thèse serait de dire que les représentations connues de vexillologie médiévale portugaise révèlent des drapeaux d'une composition bien plus simple. La première desdites représentations est le signal de validation du roi SANCHO I^{er}, copié dans le Livre II des Donations d'ALPHONSE III, où, dans le cadre d'un écu normand, on voit l'image du roi couronné et revêtu d'un manteau, ayant à son côté un drapeau rectangulaire

fascé. Dans le sceau d'Elvas, déjà mentionné et daté de 1258, le cavalier porte un drapeau rectangulaire fascé. Le sceau de Torres Novas de 1263 nous montre sur une des tours du château un drapeau avec une croix ⁴⁰ et, finalement, le sceau de Belmonte de 1293 ⁴¹ contient dans ses éléments un drapeau triangulaire fascé.

Nous croyons que le problème est résolu par l'inscription qui circonscrit la pierre d'Estremoz et qui dit: «Ère de 1379 [1341] années régnant Dom Alphonse le quatre fils du très noble Dom Denis Roi de Portugal. Ce Roi Dom Alphonse a donné ce drapeau, dans toutes les batailles où il a été toutes il a vaincu à ce temps» ⁴².

Cette inscription est également importante pour une autre raison. Elle documente l'intervention du Roi dans la création de l'héraldique municipale. Ce ne fut pas un acte isolé, car la chancellerie du roi PIERRE 1er, fils d'ALPHONSE IV – celui qui a accordé le drapeau à Estremoz –, a enregistré la concession à la commune de Canidelo du droit de faire usage d'un sceau avec les armes de Portugal, circonscrites par une inscription avec la dénomination de la commune ⁴³.

On constate, en conclusion, des signes clairs de l'évolution de l'héraldique à cette période, avec la dissémination de l'usage d'emblèmes municipaux et l'adjonction de nouveaux éléments à l'ensemble de ceux qui furent utilisés précédemment.

2.1.3. – DE 1385 AU COMMENCEMENT DU XVII^E SIÈCLE

Les sources héraldiques disponibles pour cette période restent les sceaux et les pierres sculptées. Nous pouvons classer les 123 sceaux connus suivant les critères:

Thème	Nombre	%
iconographiques	2	1,6
emblématiques	39	31,8
héraldiques	82	66,6
Total	123	100

On remarque l'importance croissante de l'héraldique dans la détermination de la thématique des sceaux et, parallèlement une diminution du nombre des sceaux connus, ce qui pourrait s'expliquer par l'activité croissante des notaires publics.

Sept sceaux municipaux, tous héraldiques, sont susceptibles d'être classés dans la fourchette de dates 1385–1500. Deux de ces sceaux, ceux de Lisbonne et Coïmbre, reproduisent l'emblématique déjà utilisée ⁴⁴. Les cinq autres n'étaient pas connus auparavant et appartiennent à Cantanhede, Viseu (identification hypothétique), Boaventura (identification hypothétique), Viana d'Ocem ou do Alentejo et un autre non identifié ⁴⁵.

Alors que le sceau de Cantanhede fait appel au vocabulaire héraldique traditionnel: tour entre deux étoiles à huit rais et, sur les lobules extérieurs, quatre écussons de Portugal-ancien –, les autres sont plus originaux. Celui de Viana d'Ocem porte un écu avec un lion, accompagné par quatre écussons, ceux des flancs à une croix et ceux du chef et de la pointe à l'étoile de David. Le sceau de Viseu a une sphère armillaire, celui de Boaventura un lion passant et l'autre appartenant à une commune non identifiée une croix fleurie sur une champagne. Le marquis D'ABRANTES, dans son ouvrage sur la sigillographie déjà cité, rattache l'héraldique de Viseu à la devise du roi EMANUEL I^{er} et celle de Viana, en partie, aux armes de ses anciens seigneurs.

Nous connaissons des pierres sculptées, datées de la fin du Moyen Âge, aux armes d'Evora, à la sculpture dite de la «*casa de ver o peso*», conservée actuellement au musée local, aux armes de Torres Novas datée de 1414 et encore en place au château, aux armes de Santarém sur le pont d'Alcorce, aux armes d'Ourém sur la porte de Santarém aux remparts de la ville, aux armes d'Atouguia figurant sur l'abreuvoir médiéval et d'Aleanede au château ⁴⁶. Les armes de Santarém et d'Atouguia sont représentées sur la surface d'un écu, l'héraldique de Torres Novas se résume à des pièces isolées (des tours surmontées par des écussons) qui accompagnent les armes royales, les autres sont plus proches des traditions venant de l'époque précédente.

Évora et Santarém se révèlent fidèles à leur tradition symbolique. Ourém suit les usages en choisissant pour élément principal le château-fort à deux tours et les cinq écussons, le signe distinctif étant un aigle éployé. Les armes d'Atouguia sont un taureau soutenant une tour sur chacun des cornes.

Nous pouvons conclure que, quelques années après la fin du Moyen Âge, on observait dans l'héraldique municipale portugaise les tendances suivantes:

- a) Le format circulaire est la forme dominante pour les sceaux;
- b) Sur les pierres sculptées, les écussons municipaux sont représentés de préférence dans une surface rectangulaire;
- c) Les symboles municipaux sont représentés sur des sceaux ou des drapeaux, sans exclure la possibilité de leur représentation sur des pavois;

- d) Les communes pouvaient assumer librement leurs armes, mais le Roi participait quelquefois dans le processus de création de l'héraldique municipale;
- e) Les sources d'inspiration pour la création de la symbologie municipale furent diverses. La topographie locale (château, pont, fleuve), le nom de la ville, l'histoire locale (le cas probable de la légende de Giraldo, le sans-peur, à Evora), la légende des saints patrons (le navire transportant le corps de Saint Vincent à Lisbonne), l'emblématique du pouvoir royal (écussons, quinois), des traditions pré-chrétiennes (Coïmbre, Beja) – voilà à quelques-unes des sources d'inspiration que l'on peut citer.

2.2. – LA PÉRIODE DE CONSOLIDATION – DU COMMENCEMENT DU XVI^E SIÈCLE À L'ANNÉE 1834

Au cours des trois siècles qu'a duré cette période, le Portugal subit diverses profondes modifications sociales. Il eut à subir une union personnelle avec l'Espagne pendant soixante années de 1580 à 1640. Au commencement du XIX^e siècle, la vie politique fut terriblement secouée par les invasions françaises. Or l'organisation du pouvoir local sous l'Ancien Régime avait développé une capacité de résistance suffisamment forte pour traverser tous ces événements adverses sans grands changements.

L'héraldique municipale suivit l'esprit conservateur de l'organisation politique locale ce qui résultait dans une confirmation des tendances héritées des temps passés. Cependant on ne peut pas prétendre que rien n'ait changé.

Les armes municipales se représentent de plus en plus dans la surface d'un écu, mais on les voit aussi sous la forme de pièces isolées, accompagnant quelquefois les armoiries royales⁴⁷.

On observe aussi des modifications dans la composition des armes.

Commençant par les modifications dans le domaine de la stylisation, nous notons l'existence d'évolutions contradictoires. D'un côté on marche dans le sens de l'abstraction, le vieux château-fort, image du principal monument civil local, est remplacé par une simple tour, la partie représentant le tout et cela, nous le supposons, par force de modification semblable vérifié avec les châteaux de la bordure des armes royales. D'un autre côté on progresse vers le naturalisme dans la mesure où le paysage local se rend de plus en plus précis dans le champ de l'écu. Les armes de Montemor-o-Novo figurent une vue de la ville prise de la rive gauche de la rivière qui la borde, avec le mont sur lequel se dresse le château et, en bas, la rivière et le pont qui l'enjambe. Les armes de

Barcelos sont le superlatif de cette tendance: les maisons s'alignent sur les deux rives du fleuve, reliées par un pont près duquel se dresse un chêne ⁴⁸.

L'univers des éléments utilisés par l'héraldique communale s'élargit aussi. Citons comme exemple la chouette de Coruche ⁴⁹, le navire et l'arc-en-ciel de Buarcos ⁵⁰, le navire d'Esgueira ⁵¹, l'écusson avec les armes de la maison de Bragançe ⁵², etc.

On commence également à timbrer les armes avec des couronnes, dont la forme est variable, mais généralement ouvertes, tel qu'on le voit dans les armoiries municipales dessinées dans l'armorial de Brás PEREIRA BRANDÃO, ou sur les armes de Braga dans la gravure initiale du livre «*Constituições sinodais do Arcebispado de Braga*», imprimé en 1697. L'exception à la règle est la couronne fermée des armoiries de la ville de Montemor-o-Novo à l'extérieur des «*Casas da Almoçaria*», à peine visible à cause des dégâts révolutionnaires de 1910. La couronne royale que Pedro de SOUSA CASTELO BRANCO, dans sa version de l'oeuvre de l'abbé de VALLEMONT ⁵³, a posée sur les armes de Lisbonne, nous semble une composition de sa responsabilité.

Les drapeaux municipaux ont connu une évolution tout au long de ce période. Dans le «*Livro de armas do Infante Dom Duarte*», plus précisément dans l'exemplaire conservé à l'Académie des Sciences de Lisbonne ⁵⁴, est représenté à la feuille 12 verso un ensemble de dessins de drapeaux, dont le n° 4, un drapeau rectangulaire terminé en queue d'hirondelle, est identifié par la légende suivante: «*villes et peuples – drapeau à deux queues*». Nous ignorons la période d'utilisation de ce type de drapeau, mais au XVIII^e siècle le drapeau municipal était rectangulaire en damas rouge, brodé à l'or, ayant sur une face les armoiries royales et sur l'autre celles de la ville (exemples: Evora, Montemor-o-Novo, Lamego, Ferreira do Alentejo, etc).

Les premières compilations d'armes et de blasons municipaux datent de ce période. Le plus ancien recueil d'héraldique municipale portugaise est intégré dans un manuscrit daté de 1575 et intitulé: «*Livro Darmas da nobreza fidalguia do Reino de Portugal. Tirado do lyvro que os Reis de Portugal tem na sua guarda Roupa por braz pereira brandam com muita verdade e asy muitas otras armas que vieram a sua noticia e achou em musteiros em sepulturas Antigas como se veran de lynagens que ya non a memorya delas começa primeiro nas ensinias e armas das cidades episcopais do Reino nam tem blasõ pola antiguidade ou por descuido dos cronistas e Reis nam serem disto coryosos*» ⁵⁵. Nous y rencontrons les armoiries, – car les écus sont timbrés d'une couronne ouverte –, des villes-sièges d'un évêché.

En 1645 Rodrigo MENDES da SILVA publie à Madrid son livre «*Poblacion general de España, sus trofeos, blasones, etc.*», qui contient également un recueil d'héraldique municipale.

Le plus important compilateur de l'héraldique municipale portugaise fut Francisco COELHO, roy d'armes des Indes, qui consacra quelques pages de son armorial intitulé «*Thesouro da Nobreza*» * aux armes des villes et communes du Royaume.

Finalement citons le manuscrit d'un auteur inconnu, intitulé «*Armas das cidades de Portugal quando se explicam por figuras*»⁵⁷, qui inventorie les blasons des principales villes du Portugal.

Cette période fut véritablement une étape de consolidation de l'héraldique municipale portugaise. Les innovations principales furent la représentation préférentielle des armes dans le champ de l'écu, l'utilisation des couronnes au-dessus des écus et la normalisation de l'étandard municipal.

2. 3. – DE 1834 À 1930

L'année 1834 est considérée comme la fin officielle de l'Ancien Régime au Portugal comme elle vit la capitulation de MICHEL 1er devant les armées de son frère PIERRE IV, l'ex-empereur PEDRO 1er du Brésil. Ce changement bouleversa profondément l'organisation politique et administrative du pays et eut des répercussions significatives sur l'héraldique municipale.

Les perspectives changèrent dramatiquement. Pour l'homme des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, qui avait une conception aristocratique de l'histoire, l'héraldique municipale était un certificat de la noblesse et de l'ancienneté de la ville. Le contemporain du XIXe siècle, épris de l'idéologie libérale, voyait en elle la preuve de l'indépendance des communautés bourgeoises et populaires face au pouvoir féodal.

Mais l'homme du XIXe siècle était trop imbu de ses idéaux pour pouvoir comprendre et respecter toutes les libertés communales. Son engagement réformateur ne pouvait pas le dispenser de trouver bénéfique et nécessaire l'intervention de l'État dans les divers aspects de la vie des entités municipales. D'ailleurs celles-ci étaient connues comme des cellules de l'appareil administratif étatique et donc dépendantes de son pouvoir disciplinateur. En conséquence, les actes d'octroi d'armoiries municipales se multiplièrent. L'adoption d'armoiries par un acte autonome de la commune, pratique couramment admise auparavant, était à présent devenue inconcevable.

L'Ancien Régime finissant avait, pourtant, déjà fourni un modèle pour ce type d'intervention étatique. Au 13 mai 1813, le Prince régent expédia de Rio de Janeiro une lettre royale par laquelle était octroyée à la ville de Porto le droit de faire représenter sur chacune des tours du château de ses armes un

bras armé, l'un portant un drapeau avec les armoiries royales, l'autre une couronne de laurier, en tant qu' accroissement honorifique. L'acte est tout à fait légitime et conforme aux règles traditionnelles, car le Prince régent disposait d'une chose qui lui appartenait – les armoiries royales.

Quelques années plus tard, en 1824, et après la modification des armoiries royales suite à la création du Royaume Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves en 1816, fut élaborée une minute de lettre de concession d'armoiries à la même ville de Porto. Or on mettait en accord le privilège de 1813 avec les nouvelles armoiries royales, mais on profitait aussi pour réformer intégralement les armes de la ville, quoique respectant leur composition traditionnelle. Ce goût pour la réforme annonce déjà l'esprit nouveau.

Après la victoire les libéraux ont voulu célébrer héraldiquement l'attachement à leur cause des villes d'Angra do Heroísmo, Praia da Vitória, Porto et Sabrosa, en leur octroyant les armoiries suivantes:

a) Très Noble, Loyal et Toujours Constante «*Cidade de Angra do Heroísmo*»: écu écartelé I et IV de gueules au bras armé d'argent tenant une épée à la main, II et III d'argent à un autour des palombes (en portugais «*açor*») au naturel; sur le tout un écusson avec les quinois de Portugal. Couronne murale. Cimier: le bras de l'écu. L'écu encerclé par un ruban bleu foncé avec l'inscription en lettres d'or: «*Valor, Lealdade e Mérito*», ayant suspendu la grande croix de l'Ancien et Très Noble Ordre de la Tour et de l'Épée, de la Valeur, Loyauté et Mérite;

b) Très Notable «*Vila da Praia da Vitória*»: écu coupé: I de gueules à la tour d'or, II d'argent au navire de sable voguant sur une mer d'argent et d'azur; sur le tout un écusson d'argent avec la légende en lettres d'azur «*onze de Agosto de 1829*». Couronne navale. Cimier: tour de sable sommée d'une bannière partie d'azur et d'argent;

c) Ancienne, Très Noble, Toujours Loyal et Invaincue «*Cidade do Porto*»: écu écartelé: I et IV les armes royales de Portugal; II et III les armes anciennes de la ville; sur le tout «*pour honneur et en mémoire du légat précieux, de mon Auguste Père*» un écusson de gueules au coeur d'or. Couronne ducale. Cimier: un «dragon de sable des armoiries anciennes des Seigneurs Rois de ces Royaumes», avec le mot en lettres d'or sur un listel d'azur «*INVICTA*». L'écu encerclé par le collier de l'Ancien et Très Noble Ordre de la Tour et de l'Épée;

d) «*Vila de Sabrosa*»: écu coupé I d'argent à l'abreuvoir au naturel versant de l'eau, II de sinople à un arbre fruité; bordure (le texte dit: orle) de pourpre avec la légende «*6 de Novembro de 1836*». Cimier: un bras armé tenant une épée à la main.

Considérant les aspects communs à ces quatre concessions, nous voyons que les éléments constitutifs des armoiries municipales sont: l'écu, la couronne (avec une seule exception) et le cimier. Le champ de l'écu présente des partitions contraires à la pratique traditionnelle de même que l'usage du cimier et des décorations sont aussi des innovations.

Le type de la couronne n'est pas uniforme: elle est ducal dans les armoiries de Porto, car la ville avait été érigée en duché (*ducat*), apanage du second fils du Roi; la couronne est navale dans le cas de Vila da Praia da Vitória pour célébrer la victoire contre l'escadre de D. Miguel, et murale dans les armoiries d'Angra do Heroísmo.

La couronne murale sera ultérieurement utilisée dans d'autres armoiries municipales, dans les concessions faites à Moçamedes en 1893 ⁵⁹ Cidade da Praia, à Lisbonne en 1897 ⁶⁰ et à Mafra en 1903.

Il est encore difficile de déterminer toutes les tentatives officielles et non officielles, faites après 1834, pour répertorier et enregistrer les armoiries municipales.

Quand le roi PIERRE V fut acclamé en 1855 on prit la décision de décorer la ville de Lisbonne, lors de fêtes publiques, au moyen de reproductions des armoiries des villes du Royaume. La municipalité de la capitale se chargeait dès lors de demander aux autres villes la description de leurs armes municipales. Mais cette collecte d'informations se poursuivait même après l'acclamation, qui eut lieu le 16 septembre 1855; ainsi le conseiller municipal de Lisbonne, Ayres de SÀ NOGUEIRA, signait encore le 25 septembre de la même année des lettres adressées aux municipalités d'Évora et Montemor-o-Novo, demandant des renseignements sur leur héraldique ⁶¹.

Quelques années plus tard, en 1862, le greffier de la noblesse, Henrique Carlos de CAMPOS, a envoyé une lettre à la municipalité de Lamego, disant que la ville ne pouvait pas porter d'armoiries sans les faire enregistrer au «*Cartório da Nobreza*» et sans payer les «droits de grâce» ⁶².

Mais la première tentative, officielle et consistante, d'organiser un registre public de l'héraldique municipale appartient à Rodrigues SAMPAIO, qui fit approuver la «*Portaria*» du 26 août 1881 de la Secrétairerie d'État des Affaires du Royaume, publiée le premier septembre suivant ⁶³, selon laquelle les préfets du continent et de la Madère et Azores étaient chargés de promouvoir auprès des municipalités et des corporations locales l'enregistrement des documents leur concédant des armoiries, ou d'autres documents relatifs aux mêmes armoiries auprès du «*Cartório da Nobreza*». Au cas où de tels documents n'existaient pas, les préfets étaient instruits de les encourager à demander la concession d'armoiries à la Secrétairerie d'État des Affaires du Royaume.

Le fonds du «*Cartório da Nobreza*», conservés à l'*Arquivo Nacional da Torre do Tombo*, nous révèle que seulement trois villes: Angra do Heroísmo, Elvas et Portalegre, ont sollicité l'enregistrement de leurs armoiries⁶⁴. Parmi les documents du dossier de Portalegre se trouve une minute de lettre patente, où on déclare que le titre de concession d'armoiries est enregistré à la feuille 7 du registre des armoiries des communes et corporations locales, qui, malheureusement, semble être perdu.

Des investigateurs se sont aussi intéressés au recueil d'armoiries municipales et, comme exemples, citons les livres de Vilhena BARBOSA: *As Cidades e Villas da Monarquia Portuguesa que têm Brazão de Armas* (1860–1862) et de Henrique Luís FEIJÓ da COSTA: *Descrição das Armas Reaes de Portugal, dos Brazões das Cidades e Principais Vilas do Reino, e Explicação das Insígnias delas*.

Il serait injuste de considérer cette période d'une façon totalement négative. L'intérêt porté aux armoiries et les divers répertoires d'héraldique municipale permirent de conserver le souvenir de l'héraldique municipale.

2. 4. – DE 1930 À NOS JOURS

Le «*Despacho*» du 14 avril 1930 du Ministre de l'Intérieur a été le premier texte normatif portugais à traiter l'héraldique municipale, établissant les règles générales qui devraient la discipliner, déterminant la capacité héraldique des personnes morales de l'administration locale et stipulant la nature et composition des symboles héraldiques.

Ce texte est basé sur un avis de l'*Associação dos Arqueólogos Portugueses*, qui exerçait depuis quelques années une activité fort utile de conseil auprès des municipalités qui voulaient réformer les armoiries ou en adopter de nouvelles. Cet avis était fort critique des sceaux et drapeaux municipaux alors en usage, accusés de ne respecter ni la tradition, ni les dispositions applicables et de se confondre, parfois, avec l'héraldique de l'État ou de famille.

En matière de capacité héraldique, le «*Despacho*» déclarait que le droit aux symboles héraldiques appartenait aux «*cidades*» (villes de première classe) et aux «*vilas*» (villes) et, exceptionnellement, aux «*freguesias*» (entité collective territoriale de droit public, correspondant à une subdivision du territoire municipal) si ces dernières avaient une «relative importance historique et culturelle et si elles se trouvaient éloignées du siège de la circonscription municipale».

L'intention déclarée du texte était de créer une héraldique municipale «vraiment populaire», célébrant des faits de l'histoire de la ville, ses «cir-

constances artistiques» et les raisons de la richesse locale. D'ailleurs tout cela s'inscrivait dans la sphère d'un sentiment décidément patriotique et dans le respect des traditions et institutions locales, qui avaient animé la révolution de 1926 dont sortira l'État corporatiste portugais.

Le «*Despacho*» comportait encore des dispositions relatives à la définition et organisation interne des symboles héraldiques. La représentation héraldique municipale comprenait les armoiries, le drapeau et le sceau. Les premières étaient l'élément le plus important, qui devait être représenté sur le drapeau et être la base de la composition du sceau, qui était censé représenter dans une surface circulaire le contenu de l'écu des armoiries.

Les armoiries seraient obligatoirement composées par l'écu, en pointe ronde et désigné par «écu portugais», la couronne murale et le listel où s'inscrivait le nom et la catégorie du titulaire. La couronne pourrait être de cinq, quatre ou trois tours apparentes, respectivement pour la «*cidade*», la «*vila*» et la «*freguesia*», et était toujours d'argent, sauf celle de la capitale qui était d'or à cinq tours apparentes. Les partitions du champ de l'écu, tels que l'écartelé, le parti et le coupé, ne seraient plus admissibles. L'usage par l'héraldique municipale de l'écu national avec la bordure de châteaux, ou des armoiries nationales dans la version utilisée par l'État était désormais banni. Mais on acceptait, à titre exceptionnel, l'usage d'un écusson chargé seulement des quinois, ou l'usage des quinois hors d'un écusson.

Quelques règles étaient aussi établies pour l'étendard municipal. Ce serait un drapeau carré, en soie, avec un mètre de côté, ayant au centre les armoiries municipales. Le drapeau devrait être gironné pour les «*ciudades*» et écartelé ou uni pour les «*vilas*» et «*freguesias*».

La procédure de création d'une symbologie dépendait d'une initiative de l'entité intéressée; sa proposition était soumise pour l'avis à la sous-commission d'héraldique de l'*Associação dos Arqueólogos Portugueses* et si son avis était positif, ou si le dialogue entre l'intéressé et la sous-commission menait à une concertation des points de vue, le Ministre de l'Intérieur faisait publier un acte normatif de concession d'armes. En cas d'avis négatif, le dossier restait sans résolution.

Ce «*Despacho*» a été en vigueur jusqu'au mois d'octobre 1991, quand il fut remplacé par la Loi n° 53/91 du 7 août, qui légifère dans le domaine de l'héraldique des personnes morales territoriales de l'administration locale et des personnes morales d'utilité publique administrative.

Entre la promulgation de ces deux textes légaux le Code Administratif a été modifié plusieurs fois. Une de ces modifications, au mois

de mars de 1984 ⁶⁵ concédait à l'assemblée municipale le droit d'«établir les armoiries, sceau et drapeau de la commune». Ce pouvoir fut mitigé par la réforme du mois d'août 1985 ⁶⁶ qui rendit obligatoire la sousmission du projet à l'avis de la section d'héraldique de l'*Associação dos Arqueólogos Portugueses*, dont l'avis n'était pas, pourtant, contraignant.

La Loi n° 53/91 reconnaît aux communes le droit d'approuver leur propre héraldique et déclare non seulement nécessaire, mais aussi contraignant, en matière héraldique, l'avis du Bureau d'Héraldique Municipale, à insituer, ou de ladite commission d'héraldique, que devra rester en fonctions jusqu'au moment où le Bureau sera en condition d'exercer son activité.

La Loi n° 53/91 constitue, en termes généraux, une confirmation de la doctrine héraldique du «*Despacho*» de 1930, avec toutefois les modifications suivantes:

- a) La capacité héraldique est aussi reconnue aux régions administratives, aux «*freguesias*», à ces dernières sans les restrictions du régime antérieur et aux personnes morales d'utilité publique administrative;
- b) Fixation de règles sur la constitution, la modification et la perte du droit à adopter et porter des symboles héraldiques;
- c) Création de quatre nouveaux types de couronnes: d'or à cinq tours apparentes et avec un quinois entre chaque tour pour les régions; d'argent à quatre tours apparentes, les latérales étant plus basses, pour les «*freguesias*» ayant leur siège dans une «*vila*» ⁶⁷; d'argent à quatre tours apparentes de «petite taille» pour quelques «*vilas*», et, pour les personnes morales d'utilité publique administrative, la couronne civique, qui est un cercle d'argent, garni par deux baguettes en haut et en bas, surmonté par trois rameaux apparentes de chêne, glandés d'or;
- d) Création de deux nouveaux types d'étendard: gironné de 16 pièces pour les régions; chargé d'une bordure, d'un sautoir ou d'une croix, ayant au centre les armoiries, pour les personnes morales d'utilité publique administrative.

C'est avec ce cadre normatif en toile de fond que nous commenterons maintenant l'état présent de l'armorial municipal portugais.

3. – L'ARMORIAL MUNICIPAL PORTUGAIS

Le Portugal compte actuellement 305 personnes morales dans la catégorie municipale et au-delà d'un millier de «*freguesias*». Ces dernières sont vraiment des nouveaux-venus au monde de l'héraldique et moins d'une centaine d'entre elles a déjà sa symbologie en ordre. Dans le premier groupe, 288 communes ont déjà bénéficié de concessions de symboles héraldiques. 58,6% des cas ont été vérifiés entre 1930 et 1941; après un long hiatus quand les concessions étaient faites à un rythme très lent, on a assisté à une nouvelle vague de création héraldique entre 1984 et 1989: 19,4% des communes en ont profité.

Considérant l'héraldique communale existant en conformité avec la législation, il est intéressant d'analyser la nature des éléments symboliques employés, leur conformité avec la tradition et les possibles idées-force exprimées par la nouvelle symbologie.

De l'héritage, qui dérive des premiers temps de l'héraldique communale portugaise, provient l'utilisation du château à trois tours, du château à deux tours, du pan de murailles entre deux tours, de la tour donjonnée, de la tour, du pont et de la fontaine, dont la présence s'observe, respectivement, 58, 2, 4, 21, 19, 16 et 5 fois. En tant que curiosités, mentionnons les tours mauresques de Sintra et d'Aljezur⁶⁸, le château spécialement ordonné des armes de Santa Maria da Feira, qui reproduit schématiquement le château existant réellement⁶⁹ et la reproduction d'un monument pré-historique, la célèbre «*truie de Murça*», dans les armes de cette commune⁷⁰.

La figure humaine et les membres du corps ne se rencontrent qu'exceptionnellement, et spécialement dans des motifs religieux. L'image de Notre-Dame est représentée sous l'invocation de l'Immaculée Conception dans les armes de Vila Viçosa et de Faro, de Notre-Dame de la Victoire dans l'écu de Batalha, de Sainte-Marie de Braga aux armes de Braga⁷¹ et plus de quatre fois sous d'autres invocations, ou même sans aucun titre. Saint Pierre et Saint Paul président aux armes de Peniche et la Reine Sainte Mafalda à celles d'Arouca⁷². Comme symboles parlants sont utilisés le maréchal-ferrant («*ferreiro*») de Ferreira do Alentejo et la femme habillée en blanc, une mauresse («*moura*») de Moura⁷³. Un rappel de légendes locales est effectué par l'homme jouant le cor de Vila Nova de Gaia rappelant l'histoire du roi Ramiro et par la femme avec un pain dans chaque main sur la tour de Monção⁷⁴. On doit référer les têtes de roi chrétien et de roi maure visibles dans la plupart des armoiries des communes de l'Algarve, ce qui correspond à une représentation partielle d'une des versions supposées des armoiries du Royaume de l'Algarve. Le cavalier d'Évora est la représentation d'un personnage historique, Giraldo-sans-peur, qui

a conquis la ville aux maures, ceux de Mertola, Ourique et Santiago do Cacém, sont en relation avec la légende de l'Apôtre Saint Jacques et l'ordre de chevalerie de Saint-Jacques.

La présence des animaux dans l'héraldique communale portugaise n'est pas si abondante et significative que celle des plantes. Un des animaux le plus fréquemment représentés – on le voit 15 fois – est l'autour des palombes (en portugais «açor») tenant un quinois dans les serres, en tant que symbole parlant des îles des Açores et comme tel un élément identificateur des armoiries de communes açoréennes. Cette première place est disputée par les abeilles, d'ailleurs sans grandes traditions dans l'armorial portugais, elles représentent fondamentalement l'apiculture. L'aigle est le suivant en popularité (dix exemples) et dans quelques armes il occupe sa position depuis de Moyen Âge: tel est le cas de Beja et, *cum grano salis*, de Vila Nova de Ourém⁷⁵. Mais il fonctionne aussi comme élément parlant (Aguiar da Beira), se relie avec l'héraldique de l'Ordre Militaire d'Aviz (Aviz -⁷⁶, ou, tenant un poisson dans les serres, l'aigle évoque une légende locale (Celorico -⁷⁷. Le lion (9 exemples) est normalement un élément indicatif de valeur militaire (Campo Maior, Amarante, Praia da Vitória).

Les autres animaux sont employés soit comme symboles parlants (chouette – «*coruja*» – de Coruche, corbeau – «*corvo*» – de Moncorvo, palombe – «*pomba*» – de Santa Comba Dão, le faucon hobereau – «*gavião*» – de Gavião, le bar – «*barbo*» – de Borba, la coquille Saint Jacques – «*vieira*» – de Vieira do Minho, le cerf – «*cervo*» – de Vila Nova da Cerveira, le lézard – «*sardão*» – de Sardoal, etc.)⁷⁸. Les images d'animaux en héraldique peuvent être autant d'exemples de la richesse en bétail ou de la faune d'une région (agneau de Valpaços, brebis de Mação, vache de Vale de Cambra, taureau de Salvaterra de Magos, sanglier de Grândola et Barrancos, baleine de S. Roque do Pico, etc.). Finalement, dans certains cas les animaux constituent un élément de liaison entre l'héraldique communale et celle des familles des anciens seigneurs (le léopard tenant à la patte dextre un chapelet de fleurs – cimier des COUTINHO – de Penedono; le léopard d'azur sommé d'une étoile de sept rais sur la tête – cimier des MONIZES – de Cinfães et le cigne – cimier des CARVALHOS – d'Oeiras)⁷⁹. Le bestiaire fantastique n'est représenté que par un dragon et un serpent ailé⁸⁰.

Le rôle le plus exubérant dans l'armorial municipal portugais est joué, sans doute, par la flore qui y est présente presque obsessionnellement: telles ces grappes de raisins dans 50 armoiries différentes et des épis de blé dans 27. Il faut remarquer que les grappes de raisins, chargées d'un quinois sont l'élément-clé des armoiries de l'Île de Madère.

MAIS QUELLES SONT LES RAISONS DE CETTE PRÉSENCE MASSIVE DE LA FLORE ?

Selon une tradition qui remonte aux premiers temps, les plantes sont utilisées comme symboles parlants (le saule – «*freixo*» – de Freixo de Espada à Cinta, le laurier – «*loureiro*» – de Lourinhã, l'olivier sauvage – «*zambujeiro*» – de Azambuja, le marronnier – «*castanheiro*» – de Castanheira de Pera, etc.)⁸¹. Et si traditionnellement les plantes pénétraient dans l'héraldique à cause de leur nom, elles sont restées à aujourd'hui une référence explicite aux productions locales. L'exemple le plus expressif en est la grappe de raisins. Il y a même des armes qui constituent un vrai catalogue de productions agricoles locales; tel est le cas p. ex. des armoiries municipales de Baião avec leurs branches d'olivier, grappes de raisins, épis de maïs, etc., de celles d'Alpiarça avec leurs branches d'olivier, pins, grappes de raisins et de Tabuaço avec leurs grappes de raisins et branches d'olivier et d'oranger⁸². La présence des fleurs (fleur de lis, rose, hortensia) et des fruits (pommes de pin, glands, oranges, poires, grenades) est limitée en nombre. Les plantes exotiques sont représentées par la canne à sucre et le dragonnier, exemples de la flore locale de l'archipel de Madère.

On trouve aussi des pièces honorables dans l'héraldique communale portugaise, telles la fasce (7 exemples), la bordure (11 exemples), le chef (7 exemples), mais les plus fréquentes sont les fascies ou burelles onnées, représentant la mer ou un cours d'eau, qu'on rencontre plus de 70 fois. Cette utilisation des pièces onnées pour représenter la mer ou les fleuves est enracinée profondément dans l'héraldique communale traditionnelle. Les écussons montrent aussi une présence effective, sous la forme de l'écusson aux armes de Portugal, de Portugal-ancien, de l'écusson besanté ou de quinois et, dans ce dernier cas, isolés ou en groupes. Toujours en suivant la tradition, l'écusson aux armes de Portugal est l'exception; l'écusson de Portugal-ancien, composé uniquement par les quinois est bien plus fréquent.

La liaison avec les anciens ordres militaires se manifeste par l'apparition de leurs croix dans l'héraldique municipale. Le cas le plus fréquent est celui de l'ordre de Saint Jacques (14 exemples) et, grâce à la considérable continuité des territoires de l'ordre, elle est présente dans les armes de presque toutes les communes du district de Setubal. Deuxième par sa fréquence est la croix de l'ordre du Christ (12 exemples) suivie par celles des ordres de Malte, du Temple et d'Avis.

Le paysage héraldique portugais est finalement composé de nombreux monts, rochers, dunes de sable auxquels il faut ajouter le volcan de Lages do Pico et le mont avec un jet d'eau de S. Pedro do Sul⁸³.

Du point de vue héraldique le Portugal n'est curieusement pas un pays de navigateurs. Au total on ne relève que 17 navires voguant dans les armoiries municipales portugaises; n'y sont représentés que quatre types de bateaux traditionnels («*muleta*, *rabelo*, *moliceiro* et *bateira*») sans compter la présence historique de la caravelle.

La présence d'instruments de travail se vérifie, mais n'est pas significative en nombre et fait normalement allusion à des métiers anciens.

* * * * *

À cet endroit interrogeons-nous quelles ont été les idées qui présidèrent à la conception de l'armorial municipal portugais et si elles restent valables pour les armoiries créées entre 1984 et maintenant.

Nous sommes frappés par la persistance des motifs et des modèles. On reconnaît facilement dans les armoiries actuelles l'esprit et le dessin des sceaux médiévaux. Les motifs qui étaient dominants au Moyen Âge restent populaires. Le respect de l'héritage historique est une des caractéristiques principales de l'héraldique municipale portugaise. Si l'on examine les armoiries créées après 1984 on note, par exemple, que l'élément le plus commun est la fasce ou la burelle représentant la mer et les cours d'eau; que la représentation la plus fréquente de la figure humaine est celle de l'image de Notre-Dame; que des six types de construction représentés le plus fréquent est le château fort à trois tours et que l'élément végétal le plus commun est la grappe de raisins; les éléments nouvellement adoptés se limitent pratiquement à l'igname, un bateau à voile traditionnel dit le *rabelo* .

Ce constat est tout à fait vrai pour les communes («*ciudades*» et «*vilas*»). Mais pour les «*freguesias*», qui ne possédaient pas d'armoiries auparavant et où le poids de l'histoire pèse moins lourdement, on peut observer l'introduction, dans leur héraldique, d'une série de nouveaux éléments. Même ici, le recours à la tradition et à l'histoire reste très fort.

Il est évident que chaque époque de notre histoire a laissé dans l'héraldique communale son témoignage circonstanciel. On remarque dans l'héraldique créée après 1930 une présence très concrète du monde rural, fait à imputer à une économie restée fondamentalement agricole et rurale. À noter également que la majeure partie des armoiries municipales portugaises fut octroyée au moment de la constitution et de l'épanouissement de l'État corporatiste portugais sous SALAZAR, ce qui favorisa l'exaltation factice de l'excellence et de la simplicité de la vie campagnarde. Cependant on ne saurait rendre directement responsable le gouvernement de ce résultat, car, nous l'avons vu, l'État n'imposait pas les armoiries aux communes. Cette vision

horacienne de la vie était une valeur pacifiquement acceptée et partagée par une société rurale. Parfois même ce goût a été préjudiciable au respect de la tradition: en effet on a ajouté pas mal de végétaux à des formes pures héritées du Moyen Âge. Le simple bar de Borba s'est vu accompagner de deux chênes-liège...

La modernité se manifeste dans les armoiries plus récentes par une organisation plus dégagée de l'espace des armes de même que par l'introduction, petit à petit, de nouveaux éléments reflétant d'autres activités économiques que la seule agriculture.

4. – CONCLUSION

Cette présentation sommaire de l'héraldique municipale portugaise passée et présente se termine par le constat que l'avenir sera aussi important: il reste beaucoup de choses à accomplir dans ce domaine si l'on tient compte du fait que la grande majorité des *freguesias* ne possèdent pas encore d'armoiries propres.

NOTES

1. Pedro SAMEIRO: «L'Héraldique ecclésiastique au Portugal». In: *Genealogica et Heraldica*. Helsinki, 1984, p. 466.
2. José MATTOSO: *Identificação de um país – ensaio sobre as origens de Portugal 1090–1325*. Lisboa: Imprensa Universitária, vol I, 1985, p. 378.
3. Voir: Marquês de ABRANTES: *O Estudo da sigilografia medieval portuguesa*. Lisboa, 1983; l'auteur ne donne, cependant, aucune statistique des sceaux dont il dresse le répertoire.
4. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 67, 94, 99, 117, 118, 120, 121, 123, 128, 132, 133, 137, 145, 147, 151, 152, 157.
5. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, pour la forme circulaire sceaux n°s 117, 118, 121, 123, 128, 145, 152; pour la forme en double-ogive sceaux n°s 94, 151, 157; pour la forme en écusson sceaux n°s 67, 137 147; pour la forme en losange sceau n° 132.
6. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 67, 137.

7. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 147.
8. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 94, 123, 128, 117 de Castelo Mendo (de... à un château fort de... ouvert de...), de Santarém sceau n° 151 et Parada sceau n° 118.
9. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 157.
10. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 67.
11. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, (écussons de Portugal-ancien) sceaux n°s 151 et 157.
12. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, (écussons besantés) sceaux n°s 94, 123, 128.
13. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 133.
14. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 99, 145, 152.
15. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 121.
16. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 132.
17. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 147. Le marquis d'ABRANTES, qui a vu le sceau, dit que la figure y représentée est un pin; la photographie publiée nous permettrait aussi de suggérer qu'il s'agit d'une plume (*pena*), ce qui plus probable si le symbole est parlant.
18. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 133.
19. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 120.
20. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 67.
21. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 118.
22. D. Luis GONZAGA de LANCASTRE e TÁVORA (Marqués de Abrantes e de Fontes): «O selo medieval de Coimbra e o seu simbolismo esotérico». In: *Armas e Trofeus*. IV série, Tomo I, Janeiro-Dezembro 1979, p. 98.
23. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 159 à 414 et encore les sceaux n°s 1 à 9, 13 à 19, 23, 33, 37, 39, 40, 41, 45, 46, 47, 53, 54, 55, 61, 62, 65 à 68, 81, 487, 488, 492, 495, 497, 498 499, 501 à 504, 512 et 513.
24. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 170, 216, 239.
25. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 203, 215, 279, 332, 364, 366, 383.
26. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 216, 239, 239-A, 240, 354.
27. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 225, 290.
28. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 330, 333.
29. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 215, 225, 239, 239-A, 240, 354, 366.
30. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux avec l'écusson de Portugal-ancien: 215 (Marrachique), 239-A (Santarém), 240 (Alenquer), 248, 249 (Coimbra), 279 (Penela – celui-ci datant de 1290); sceaux avec l'écusson de Portugal-moderne: 225 (Torres Novas), 330 (Chaves).
31. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 239.
32. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 216 (Torres Vedras), 215 (Marrachique), 364 (Vila da Feira).
33. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 170, 237.
34. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 41.
35. Marqués de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 383.

36. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 248, 249, 298.
37. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 211, 225, 290.
38. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 198, 199, 211.
39. Jaime LOPES DIAS: *Brazão da cidade de Lisboa*. Lisboa, 2 ed., 1968, planche hors texte entre les pages 8 et 9;
Túlio ESPANCA: *Inventário Artístico de Portugal – Concelho de Évora*. Vol. VII, 1°, colonnes 38a et 121a;
Túlio ESPANCA: *Inventário Artístico de Portugal - Distrito de Évora*. Vol. VIII, 2°, planche 150 – Estremoz;
Túlio ESPANCA: *Inventário Artístico de Portugal – Distrito de Évora*. Vol. IX, 2°, planche 150 – Borba;
Gustavo de MATOS SEQUEIRA: *Inventário Artístico de Portugal – Distrito de Santarém*. Vol. III, planche XXV.
40. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 225.
41. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceau n° 290.
42. Túlio ESPANCA: *Inventário Artístico de Portugal - Distrito de Évora*. Vol. VIII, 1°, col. 101b.
43. *Chancelarias Portuguesas – D. Pedro I*. Lisboa: Instituto Nacional de Investigação Científica, 1984, p. 526.
44. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 465, 417.
45. Marquês de ABRANTES: *op. cit.*, sceaux n°s 428, 11, 34, 58, 35.
46. Túlio ESPANCA: *Inventário Artístico de Portugal – Concelho de Évora*. Vol. VII, 1°, col. 121a;
Gustavo de MATOS SEQUEIRA: *Inventário... op. cit.*, Vol. III, planche CLXI, col 127a (Torres Novas), planche CXXVIII (Santarém), col. 153b (Ourém);
Gustavo de MATOS SEQUEIRA: *Inventário Artístico de Portugal – Distrito de Leiria*. Vol V, col. 103 a/b (Atouguia).
47. Túlio ESPANCA: *Inventário Artístico de Portugal – Concelho de Évora*. Vol. VII, planche CCXXXVII.
48. Artur VAZ OSÓRIO da NÓBREGA: *Pedras de armas e armas tumulares do Distrito de Braga*. Braga, vol. V, p. 13.
49. Gustavo de MATOS SEQUEIRA: *Inventário... – Distrito de Santarém*. Vol. III, col 34a et planche LXXXVII.
50. A. NOGUEIRA GONÇALVES: *Inventário...* Vol. IV, col. 93a.
51. A. NOGUEIRA GONÇALVES: *Inventário Artístico de Portugal – Distrito de Aveiro, zona sul*. Vol. X, col 166a.
52. Artur VAZ OSÓRIO da NÓBREGA: *op. et loc. cit.*
53. Abade de VALLEMONT: *Elementos da História*. Lisboa, 1741, Tomo II, p. 64 et planche 8e.
54. *Livro das Armas do Infante D. Duarte* (1585). Ms. Academia das Ciências, MS azul n° 135.
55. Nous avons pu consulter des reproductions de cet armorial en possession de M. le Professeur Martim de ALBUQUERQUE.
56. Cet armorial est conservé à l'Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Lisbonne.
57. Biblioteca Pública de Évora, Ms. cod. CXIV/1-8, «Miscelânea» folio 52.
58. *Processo de justificação de armas da Cidade do Porto*. Arquivo Nacional da Torre do Tombo,

- Cartório da Nobreza, Processos de Justificação, M. 55 n° 15, 1824.
59. *Processo de justificação de armas de Moçãmedes*. Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Cartório da Nobreza, Processos de justificação, M. 65 n° 50, 1893.
60. *Processo de justificação de armas de Lisboa*. Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Cartório da Nobreza, Processos de justificação, M. 66 n° 5.
61. «O escudo de armas da cidade de Évora». In: *A Cidade de Évora*. n.ºs 45/46 (1962–1963), p. 146; Arquivo Histórico Municipal de Montemor-o-Novo: *Livro de registo de correspondência expedida*, 1856, A7 C8.
62. F. J. CORDEIRO LARANJO: *Alguns aspectos da história de Lamego*. III, Lamego, 1984, p. 11.
63. Pedro A. AZEVEDO: «Heráldica Municipal». In: *Archeólogo Português*. 8 (1903), p. 275 et 278.
64. Arquivo Nacional da Torre do Tombo, processos de justificação M.49 n° 19, M. 65 n° 49 et M. 65 n° 47.
65. Decreto-Lei n° 100/84 de 29 de Março.
66. Lei n° 25/85 de 12 de Agosto.
67. Ce type de couronne de même que le suivant n'étaient pas prévus dans le projet de loi et, à notre avis, ils ne représentent qu'une inutile confusion.
68. Portarias du 17.01.1930 et n° 8.362 du 17.02.1936.
69. Portaria du 03.08.1942 in D. G. 2a série du 11.08.1942.
70. Portaria n° 8.382 du 12.03.1936.
71. Vila Viçosa, Portaria 7.847 du 27.06.1934; Faro, Aviso 16/87 *Diário da República 3a série* du 12.05.1987; Braga, *Diário da República 3a série* du 23.03.1989.
72. Peniche, Portaria n° 8.020 du 01.03.1935; Arouca, Aviso, *Diário da República 3a série* du 22.05.1986.
73. Portarias n° 8.477 du 02.07.1936 et 7.818 du 10.05.1934.
74. Portaria n° 7.883 du 10.09.1934 et Portaria du 17.06.1972 in *Diário do Governo*, 2a série, du 19.06.1972.
75. Portarias n°s 8.968 du 04.04.1938 et 8.424 du 01.05.1936.
76. Portaria n° 7.851 du 03.07.1934.
77. Portaria n° 8.211 du 30.08.1935.
78. Portarias n°s 7.838 du 11.06.1934, 8.088 du 27.04.1935, 7.963 du 04.01.1935, 8.407 du 04.04.1936, 9.295 du 22.08.1939, 9.514 du 26.04.1940, Portaria du 08.02.1972 in *Diário do Governo 2a série* 16.02.1972 et Portaria du 05.08.1947 in *Diário do Governo 2a série* du 11.08.1947.
79. Portarias n°s 8.081 du 20.04.1935, 8.475 du 01.07.1936, 8.835 du 28.10.1937.
80. Portarias n° 9.759 du 20.03.1941 et Portaria du 27.01.1948 in *Diário do Governo 2a série* du 03.02.1948.
81. Portarias n°s 8.088 du 27.04.1935, 9.923 du 05.11.1941, 8.971 du 06.04.1938, 8.093 du 30.04.1935.
82. Portarias n°s 8.599 du 20.01.1937, 8.514 du 26.08.1936, 8.032 du 11.03.1935.
83. Portarias n°s 8.193 du 08.08.1935, 8.028 du 07.03.1935.

José Guilherme CALVÃO BORGES

HERÁLDICA FLAVIENSE

ABSTRACT

The study of heraldic displays existing in the city of Chaves – the old Roman municipality of Aquae Flaviae which is 19 centuries old – reveals unexpected contributions to the knowledge and understanding of Portuguese Heraldry.

Five examples have been chosen to illustrate the importance and significance of this study:

1. *The Arms of Dominion – the Royal Arms (13th century), carved in stone in the inner tower of the castle;*
2. *The Civic Arms – the City Arms (13th century) on seals, including a possibly older version;*
3. *The Arms of the Community – the possible arms of a lodging house for pilgrims and the poor (Albergaria de S. Catarina – 13th century);*
4. *Family Arms – a forgotten version (17th century) of the arms of the LOUSADA family;*
5. *Family Arms – two 18th century concessions of family arms which seem to have no genealogical basis, suggesting a tentative explanation.*

The complete survey, inventory and study of Portuguese Armory is far from being accomplished. After an interval of about two hundred years (1650–1850), the interest in the study of heraldry revived in the second half of the 19th century ¹ but only in the last seventy years such study has been advanced on a sound scientific basis ².

The three main approaches being used are:

- inventory and study of all drawings, sketches or blasons included in an historic armorial or in an official register of royal patents of arms ³;
- inventory and study of all armorial bearings – normally stonecarved; found in a special building, or in a city, county or province ⁴.
- study of Letters Patent registered by municipal clerks or found in private collections ⁵.

Some of the studies have an excellent quality. However, most of them have been published in small author's editions, local history journals and even newspapers with no diffusion at a national level. This renders their access rather difficult if not impossible. Moreover, there are yet areas of Portugal where no such studies have been undertaken nor is there an updated inventory of what is being published either at the National Archives or the National Library.

Under such circumstances, it comes as no surprise that all reference works meanwhile published ⁶, not being based on an accurate full inventory, may frequently lead the reader into error, giving of the historic Portuguese heraldry a strict and normative image which is far removed from reality.

The recently initiated inventory and study of the heraldic displays existing in the city and county of Chaves in upper north Portugal has already revealed some cases which prove how incomplete the above mentioned reference books are, and the importance of persevering with a nation-wide survey.

THE CITY OF CHAVES THROUGHOUT HISTORY

Chaves is one of the oldest towns of the country. A Roman *civitas* – called *Aquae Flaviae*, or *Aquas Flaviae* ⁷ – 19 centuries ago, it was later a bishop's see in the Sueves kingdom ⁸. The city became depopulated after the Arab invasion and was populated again in 873 by count ODOÁRIO, «*digno bellatore*», by orders of León's king AFONSO III. Located in the border area between the kingdoms of Portugal and Galiza, Chaves went through a series of vicissitudes and finally had its castle walls and inner tower rebuilt and strengthened under orders of the Portuguese king D. AFONSO III, circa 1250–1300. It was then a royal town but king D. JOÃO I – a JOHN of Gaunt's son-in-law – donated it to the great Constable D. Nuno ÁLVARES PEREIRA. Chaves was included in the dowry of the Constable's daughter D. BEATRIZ in her marriage with the Infante D. AFONSO, future Duque of Bragança, who lived and died there. The town belonged to the dukedom up to the 19th century.

Being a border fortress and located far away from the central power, Chaves had natural difficulties in maintaining the required number of inhabitants. In the 15th century a royal warrant established the county as a «*Couto de Homiziados*», an area where the convicted of minor crimes elsewhere would have asylum without punishment. As a result, from the 15th to the 19th centuries, there was a regular influx of people, some of whom raised their families there. In spite of that, the population of the town was never high ⁹ and the number of noble families stayed quite small, particularly if we consider only the ones that have local roots going back to the 14th or 15th century. It comes

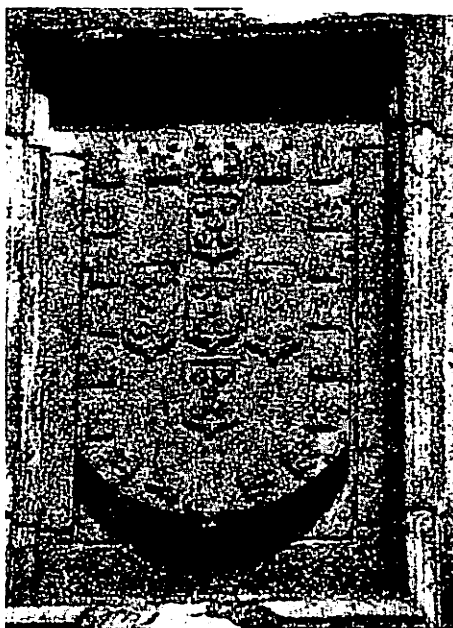
as no surprise therefore that a relatively small number of armorial bearings can be found in the city and county. Even so, of the 30 cases already detected, 6 have revealed important, original information.

This paper will present:

- 1° – Arms of Dominion: the Royal Arms (13th century) stone carved in the inner tower of the castle;
- 2° – Civic Arms: the Town Arms (13th century) in seals (and a possible older version in a private building);
- 3° – Arms of the Community: the possible Arms of a lodging house for Compostela pilgrims and the poor (13th century);
- 4° – Family Arms:
 - LOUSADA, (17th century) a forgotten arrangement of the armorial charges;
 - AVILEZ and ALVOS, two 18th century entitlements to Arms which seem to have no genealogical basis – a tentative interpretation.

I – ARMS OF DOMINION

The Arms stone carved in the external wall of the inner tower of the castle are: a Portuguese (or peninsular) shield, enclosed in a rectangular frame. Along the periphery of the shield thirty-eight decorative rivets or nails, suggesting the shield having been riveted to the wall. In the bottom edge a reinforcement spike. The shield is charged with five escutcheons in cross ¹⁰, each charged with five plates placed in saltire all within a bordure charged with nineteen castles.



These are the well known Arms of the Royal family which later became the National Arms. This blazon was: *Argent, five escutcheons in cross Azure on each as many plates in saltire, all within a bordure Gules thereon nineteen castles Or.*

These Arms present a remarkable uniqueness and, if they were not located where they are, it would be very hard to date them.

The position, shape and number of the charges do not conform to what should be expected for the date of the inner tower. The study of the Royal seals and coins has allowed historians to establish with a relative accuracy the evolution of the Royal arms. It is accepted that from king D. SANCHO I (1185–1212) on ¹¹, those arms included already the five scutcheons ¹² in cross, charged with a variable number of plates ¹³. These arms are called *Portugal-antigo* (Portugal Ancient). The shield and the escutcheons were originally almond shaped and gradually evolved to an almost triangular form, then the classical elongated type and finally the peninsular shape still in use.

With king D. AFONSO III (1248–1279) a bordure of Castille was added. The reasons for this change are well known and far different from the explanation which prevailed up to the beginning of the present century. D. AFONSO III was a second son and his mother, D. URRACA, was one of the daughters of king AFONSO VIII, of Castille. D. URRACA was therefore a sister



of queen BLANCHE de Castille, the mother of St. LOUIS. Being a second son and an orphan of both parents very early, he went to France (circa 1227) where he lived in his aunt's court. The arms he used then are well known from his seals and include Castille, France and, later, Boulogne from his first wife. When he returned to his country as a regent, his older brother

still being alive, he chose to use his father's arms with the bordure of Castille as a mark of difference, very much as did his cousins CHARLES, count of Anjou ¹⁴, and AFONSO, count of Molina ¹⁵. Since his brother died without heirs, D. AFONSO III could have dropped the use of the bordure. However, for reasons which are unknown to us, he chose to keep it. So, these were the arms ¹⁶ that were used up to the end of the 14th century.

King D. JOÃO I (1385–1433), having been a Grand Master of the Order of Aviz, after his accession to the throne chose to add the Aviz cross ¹⁷. One hundred years latter, king D. JOÃO II (1481–1495), regulated ¹⁸ the number and position of the charges. The Aviz cross was removed, the two lateral escutcheons were placed upright and the number of plates settled. The number of castles in the bordure remained unfixed up to 1558; it was then decided to use only seven. This option remained from then on.

The arms in the castle of Chaves have the two lateral escutcheons placed upright, five plates in the escutcheons and nineteen castles. Considering the official version of the evolution of the royal arms – summarized above – one would be tempted to date this armorial stone from the 1485–1558 interval. We think differently, however, for the following reasons:

1. The starting of the rebuilding of the castle is documented in the royal Chancery ¹⁹. The inner tower was finished during the reign of D. DINIZ (1279–1325). There is no record of any later great rebuilding or maintenance work;

2. There are seals from this period in which the two lateral escutcheons are upright ²⁰;

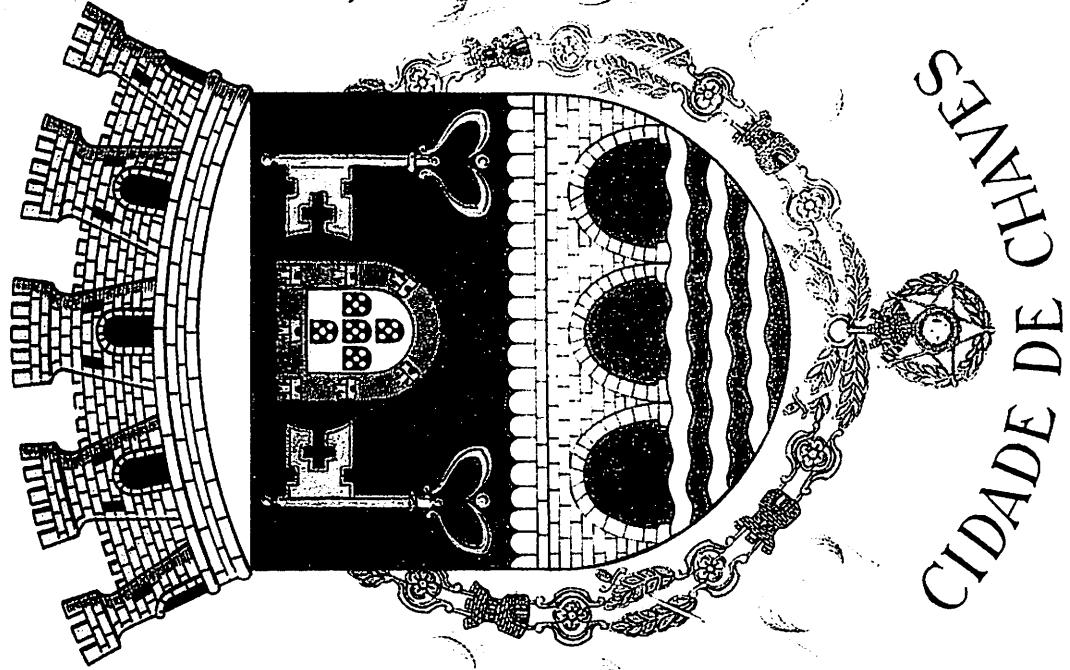
3. In the Torre de Lapela, a castle believed to have been built much before D. JOÃO II's regulation, the armorial stone ²¹ has also the two escutcheons placed upright;

4. In some of the coins from D. DINIZ' reign the escutcheons are charged with five plates;

5. The castles in the bordure are characteristic of the 13th and the 14th century;

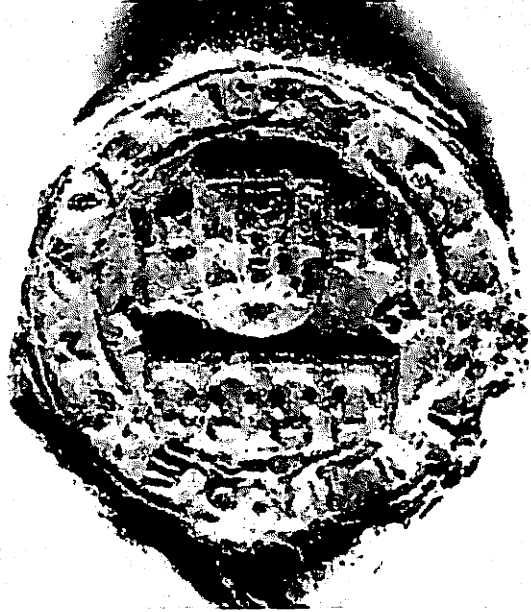
6. The presence of the decorative rivets and the reinforcing spike suggest a fresh memory of the shield construction techniques ²².

On this basis it seems reasonable to surmise that both the armorial stone and the inner tower are coeval. The evolution of the royal arms was not a precise, sequential process with rigid time boundaries, and the regulation of D. JOÃO II was only innovative in fixing the number and position of the charges, selecting one of the designs which had been already been used in the past.



II - CIVIC ARMS

The city and county arms of Chaves are: *Azure, over water barry wavy Argent and Azure in base, a stone bridge of three arches Argent masoned Sable, in chief the Royal Arms between two keys wards upwards, the dexter one contourné* ²³ Or. These arms date, at least, from the very beginning of the 14th century; there is a medieval seal in a document dated 1308 ²⁴ with



these charges. They are a good example of allusive arms: the canting element of the keys and the locally important Roman bridge. The inclusion of the royal arms, not an unusual honour in Portuguese autarchic heraldry, has some significance here because most of the other towns have in their arms Portugal Ancient or a simple scutcheon with the five plates.

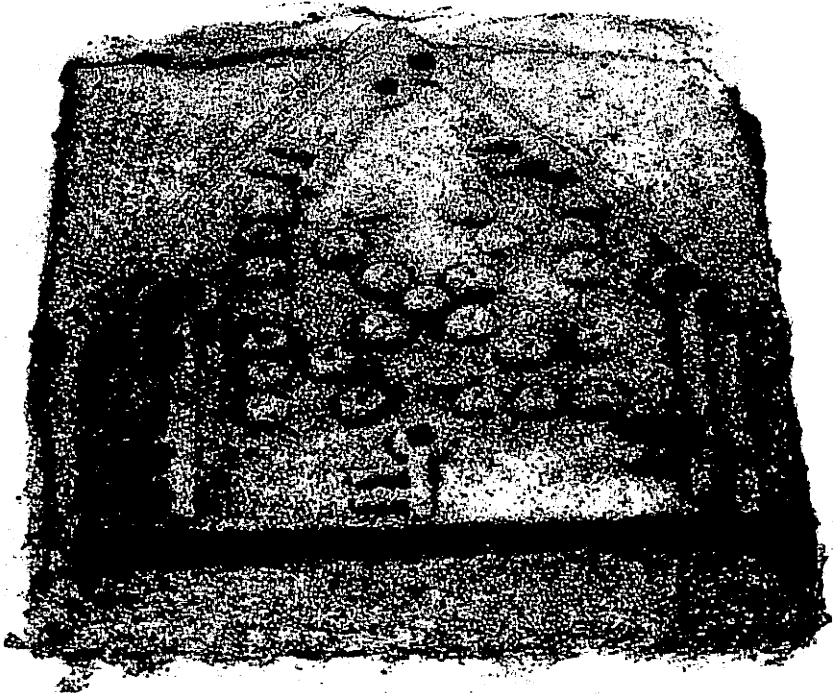
Considering the relatively dim historical presence of Chaves in sources of the first half of the 13th century, we would be tempted to consider these Arms as the first and only ones. It may have been different.

In a private house built after the middle of the 17th century, supported in the city walls, there is an armorial plate placed upside down. The plate is clearly older and was probably removed from another building before being reused here.

The arms are: a sharp pointed (almost triangular) shield charged with twenty five roundels each with a center point (forming an incomplete car-buncle), in orle five keys, the chief one in pale, ward upward.

There is no record or notice of such arms in all of Portugal and the roundel with a center point is a charge completely unknown in Portuguese armory ²⁵. The keys being a canting charge, we could be in the presence of the

arms of an extinct local family. However, the fact of having the keys placed in orle (or in a bordure) suggests they are a secondary charge with the roundels having precedence.



The two more important medieval families connected to Chaves were the GUEDES and the COGOMINHOS. The arms of the first are *Azure, five fleur-de-Lys Or*, showing no relationship with the toponym. The arms of the COGOMINHOS – *Gules, five keys ward upward Argent* – give more strength to the idea of giving the roundels priority in the arms we are analysing. So, we are tempted to admit the possibility of having in these arms a clumsy ²⁶ depiction of the original royal arms. In such case, this armorial stone could display the first arms of the town. This hypothesis adjusts to the coetaneous historical events. D. AFONSO III and his older brother engaged in civil war. History did not preserve the memory of all its incidents, probably because the winning side had conscience problems with the chivalry moral code of conduct ²⁷. D. AFONSO III married in the county of Chaves and there are many diploms of his Chancellery dated there. The castle having been rebuilt under his orders displays naturally his royal arms. The same royal arms which appear in the town seal. Would it be absurd to admit the existence of older town arms ?

III – ARMS OF THE COMMUNITY

In 1249 two *Flavienses* obtained royal authorization to build in Chaves a lodging house for Compostelian pilgrims with a chapel consecrated to S. Catherine. The chapel was removed, for military reasons, in the 17th century and the lodging house was demolished some seventy years ago.

Unfortunately, nobody had the possibility of preserving any part of the building. A local historian, however, had the good sense of making a photograph of the tympanum. In this, we find: *between two fleurs-de-lys, a Portuguese shield ensigned by an escutcheon of Portugal Ancient, with the two lateral escutcheons upright; in the shield a cross moline between a key ward upward contourné in the first quarter, a St. Catherine wheel in the second and third quarters and a key ward upward in the fourth quarter; a diminutive chief (?)*.

The analysis of this armorial tympanum is naturally impaired by the fact of having only this photograph to work on; what follows is therefore presented with all due caution ²⁸.

The lodging house and chapel date and the names of its founders (Lourenço PIRES and his brother Estevão) are recorded in the royal chancellerie ²⁹. The history of the chapel, particularly its removal from the original site, has been published. However, these studies did not include any reference to the tympanum of the lodging house.

Nevertheless, the symbols engraved in the tympanum have an “heraldic quality” which seems to confirm the historical data:

- a religious institution – the cross and eventually the fleurs-de-lys,
- the consecrated saint – St. Catherine's wheels,
- the place name or the founders ³⁰ – the keys,
- the kingdom – Portugal Ancient.

The style of the tympanum suggests a 15th century construction but without the rest of the building documented it would be risky to suggest a dating. There are a number of open questions such as:

- if the lodging house was established in the 13th century, why is the tympanum from much later ?
- did this tympanum substitute an older one ?
- what could be the reason for the inclusion of the Royal Arms ?
- if the tympanum is from the 15th century why is Portugal Ancient

represented with the lateral escutcheons upright ³¹ and why are not the Royal Arms common in the 15th century used ? Was it meant to show its ancient character ?

Whatever the date, there is a certainty. Whoever ordered the engraving of the tympanum had a model: physical or mental. He knew what he wanted. And we can guess most of it.

A tempting guess is suggested by the relatively minor place given to the St. Catherine wheels. The relative positions of shield, Royal arms and lateral fleurs-de-lys have an undeniable resemblance with some medieval seals in which a shield is placed in the center of a shamrock or a quatrefoil ³². The tympanum may have been inspired in the matrix of a seal. In such case the common reversion of the shield could have happened. But this of course is no more than a wild guess. Only the disclosure of the chapel archives – which may still exist – will enable a settlement of all questions raised by this tympanum.

IV – FAMILY ARMS

The following three cases regard family arms:

The first one is a stone-carved coat of arms in a manor-house located in the rural parish of Paradelada da Veiga. It shows the 17th century achievement of the family: a Portuguese shield with helmet facing the dexter, wreath, crest and mantling, all enclosed in a rectangular frame. In the shield a lion rampant holding in the dexter paw a sword, in chief five reversed crescents. These are the arms of the LOUSADA family (of Quiraz). Its blazon is: *per fess Purpure and Purpure, in chief five crescents reversed Argent, in base a lion rampant Or holding in the dexter paw a sword Argent.*

The identification of these arms was not easy. They are not included in any of the modern armorials. In fact the usual arms of the LOUSADA, a Galician family, include one or more slates over two or more lizards, an example of allusive arms because the Galician and Portuguese word for slate is «lousa». They commemorate two legendary brothers, Juan and Diego de LOSADA, the progenitors of the family, who with great courage and strength, extirpated a plague of snakes and lizards which had invaded their native valley of Quiroga. The branch that passed to Portugal uses: *Argent two slates issuant from the sinister Purpure and two lizards fesswise Proper issuant from the slates.*

In Portugal other LOUSADAs adopted different arms. This fact is registered by Braamcamp FREIRE and all later authors. Its blazon is: *per fess*

Gules and Gules, in chief a lion rampant Or holding in the dexter paw a sword Argent, in base five crescents reversed Argent.

Another branch of LOUSADAs, according to Villas BOAS e SAMPAYO ³³, and Braamcamp FREIRE quoting this author, used similar arms, the difference being the field divided per bend and having in chief the crescents.

The arms of the LOUSADAS of Quiraz are only registered in a 1631 manuscript: *Triunfos de la Nobleza Lusitana y Origen de sus Blazones*, by António SOARES ALBERGARIA ³⁴. Therefore we have to conclude that, contrary to general belief, there existed, at least, four distinct LOUSADA families in Portugal, each one having its own arms.

* * * * *

A very different case was revealed from the study of a 19th century stone-carved coat of arms located in a manor house in the rural parish of Casas Novas. The armorial bearings include an oval shield between two palm leaves in an ornamental rococo plate, surmounted by a nobility coronet; beneath the shield a scroll with the motto: "*EXITOS ACTA PROBAT*" ³⁵. The arms displayed are a quartering of CASTRO – Argent, six hurts ³⁶; SALDANHA – Gules, a tower Argent masoned and domed Azure ensigned by a banner Or ³⁷; PEREIRA – Gules, a cross flory voided Argent ³⁸; RIBAFRIA – Sinople, over water barry wavy Argent and Azure a tower Argent masoned Sable, domed chequy Or and Azure, in chief two six rays stars Or ³⁹. This coat of arms belonged to the father of the second earl of Penamacor.

This title has a very unusual history. It was granted by King D. AFONSO V, in 1475, to his Chamberlain and Ambassador in Rome and Castille D. LOPO de ALBUQUERQUE. This nobleman was later suspected of being involved in the conspiracy of the Dukes of Viseu and Bragança against King D. JOÃO II. To escape punishment he vanished and, after an adventurous life, died in Seville. His descendants led very honorable lives in the service of the kingdom in Europe and in India but the title was only restored in 1844, by Queen D. MARIA II.

The arms normally used by the earls of Penamacor are a quartering of Castro, Saldanha, Albuquerque ⁴⁰ and Ribafria. In the manor of Casas Novas, the Albuquerque of the third quarter was replaced by Pereira to honour the father of the second earl's paternal grandmother who built the manor house and founded an estate there. This great grandfather of the second earl, Dr. João Baptista VAZ PEREIRA, was a notable judge, member of the king's council and Governor of India to whom was recognized the right to use family arms by

Letters Patent in 1745. The official record was lost in the Lisbon earthquake of 1755 but the original Letters Patent "are kept by the family. The analysis of this diploma proves its authenticity and compliancy with the standard legal form ¹². Notwithstanding, it contains an extraordinary inconsistency.

When mentioning the arms, the Letters Patent state clearly: quarterly, in the first and fourth VAZ, in the second PEREIRA and in the third ROIZ (or Rodrigues). However, the blazon given for Vaz is an absurdity. The family name VAZ, (and also VAAZ, or VASQUES) is a patronymic meaning "son of Vasco". Naturally, there can coexist a number of families having this surname without any kinship between them. The Portuguese armorial records five different arms of families called VAZ. None of them has any resemblance with the arms in the Letters Patent. Moreover, the blazon given here for VAZ applies to another family, the VILEZ or AVILEZ: Sinople, a tower Argent masoned Sable with door gules and in base a mace Proper hafted Or ensigning a moor's head erased vested of the second. How to explain such a mistake ?

The existence of an AVILEZ family in the county of Chaves is documented since the 15th century. But the genealogy of our armiger as recorded in the Letters Patent and other sources does not reveal any AVILEZ ascendancy.

This genealogy is good evidence of the mobility which characterizes the Portuguese society in the 17th–18th century time frame. The older ancestor registered is:

I – Baltazar VAZ

A farmer living with his wife Antónia VAZ in Anelhe, a parish neighboring Casas Novas. They are the parents of:

II – Domingos VAZ

A wealthy farmer, having many servants. Marries on September 18th, 1639 Maria MARTINS. They are the parents of:

III – Baltazar VAZ

Born in Anelhe, May 13th, 1652. A cavalry soldier and wealthy farmer. Marries twice. The second time in Chaves, August 27th, 1690, with Ilena VAZ, daughter of Leonardo FERNANDES a second lieutenant and merchant in Chaves and his wife Ana VAZ. They are the parents of:

IV – Salvador VAZ

Baptised in Chaves, November 17th, 1691. A very wealthy farmer, bailiff of the Inquisition and Royal game warden of Chaves. In official documents is referred to as "*Homem Nobre*" – a gentleman. Married in the parish of Casas Novas,

March, 15th 1710, with Joana Baptista PEREIRA, daughter of Alexandre ROIZ and his wife Maria PEREIRA, this one from a noble old family. They were the parents of:

V – João Baptista VAZ PEREIRA

Our armiger, Knight of the Order of Christ, Fidalgo da Casa de Sua Majestade, etc. ⁴³. Married D. Maria Petronilha ZIGNONY de LANDSGRAVE, a lady in waiting to the Queen, daughter of José ZIGNONY de LANDSGRAVE, from Milan, Emperor CHARLES' VII ambassador in Lisbon, and his wife D. Isabel Maria Sofia ROCCI de DROXELY. They had only one daughter:

VI – D. Mariana José Francisca Vicência PEREIRA de LANDSGRAVE

Married in 1777 with António de SALDANHA e ALBUQUERQUE CASTRO RIBAFRIA, Alcaide-Mor of Sintra, Fidalgo Escudeiro and cavalry captain. These are the paternal grandparents of the second earl of Penamacor.

The genealogy gives no trace of kinship with the AVILEZ family. This does not necessarily mean, however, that such kinship did not exist. Curiously, when our armiger established the legal conditions for inheritance of its estate (*majorat*) in Casas Novas he imposed the use of the family name PEREIRA and not VAZ or AVILEZ. Even so, we can not be assured. The error in the Letters Patent has only three possible explanations:

- the armiger proved his right to the arms of AVILEZ and the scribe, by an honest mistake, identified them as VAZ;
- the armiger did not prove the right to use the arms of AVILEZ but, fraudulently, those were the arms admitted (in this case the error in the identification could have been intentional);
- the armiger proved his right to the arms of VAZ but the scribe, by blunder, transcribed the blazon of AVILEZ instead of the blazon of VAZ.

This last possibility is very unlikely. If such was the case, the armiger would protest and request a correct Patent. This reasoning does not apply to the first explanation because there could exist a full identity between the VAZ and AVILEZ in this particular branch of the AVILEZ ⁴⁴.

Therefore we have to retain the two first possibilities.

* * * * *

The third and final case is very similar to the previous one. In a stone-carved coat of arms in a house in the city ⁴⁵the arms presented are a quartering of ALVO – Azure a lion rampant Or over all on a bend gules edged Or three fleurs-de-lys Argent ⁴⁶; FERREIRA – Gules four bars Or ⁴⁷; SOBRINHO – per pale Sinople and Argent in dexter two belts bendwise Argent, in sinister three fleurs-de-lys paleways in bend Azure ⁴⁸; PINHEIRO – Argent five pines eradicated Sinople ⁴⁹. Crest – a lion Or holding in his dexter paw a fleur-de-lys Argent ⁵⁰.

The identification of these arms has been subject to controversy ⁵¹. In a lecture presented at the 17th International Congress of Genealogical and Heraldic Sciences in Lisbon, the late Ambassador Ary dos SANTOS, based exclusively on his sound judgement, proposed an identification. Documents which I was fortunate to find in the National Archives ⁵² confirm his proposal. The Letters Patent of Cavalry Captain Miguel ÁLVARES FERREIRA, dated 1732, identify and give the blazon described.

However, once again, heraldry seems to lack agreement with genealogy. In the ascendancy of this gentleman ⁵³ we find undoubtedly FERREIRA, SOBRINHO and PINHEIRO but no trace of ALVO and only of ALVES (or Alvares).

There is an astonishing similarity between this case and the previous one. A similarity reinforced by the fact that, in both cases, even the two family names in question have a resembling sound: VAZ – VILEZ and ALVOS – ALVES.

The Letters Patent of Miguel ALVARES FERREIRA were truncated by accident ⁵⁴. In the missing part we would have the names of the Officers of Arms. This absence does not prevent us from identifying one of them. King of Arms Portugal Manuel PEREIRA da SILVA was in office from 1730 to 1755. The Nobility secretary in 1734 was probably António FRANCISCO e SOUSA (1728 to 1741). In 1745 the holder was Hilário da COSTA BARREIRO. The King's appointed Reformer of the *Cartório da Nobreza* (Office of Arms) in the Letters Patent of 1745 was Fr. Manuel de SANTO ANTÓNIO e SILVA, recently nominated after the death of Fr. José da CRUZ. In summary, the two Letters Patent have the same King of Arms, different Nobility Secretary and different Reformers. However, in the Letters Patent of 1745 the Reformer had been so recently appointed that no change of doctrine should be expected. Moreover, we have a definitive reason to believe so. Fr. Manuel de SANTO ANTÓNIO e SILVA not only studied a former Letters Patent of Captain Miguel ALVARES FERREIRA and wrote about them ⁵⁵ but also was the authority in which the certificate referred to in note 54 was based.

Portuguese Heraldic Law recognized the Right to inherit Arms from both parent ancestors if born of legitimate marriage or if having been legitimized ⁵⁶. The Letters Patent referred expressly to the Arms being granted to the armiger and all his descendants ⁵⁷. The armiger had to prove in the appropriate Court – *Juizo Cível da Côte e Casa da Suplicação* – his ascendancy, on the lines he chose.

However, the genealogy presented in the Court proceedings was frequently very concise and based only in testimony ⁵⁸. The end result is the difficulty we have today, in some cases, in identifying the genealogical links.

In recent times, there has been a tendency among Portuguese heraldists and genealogists to despise the work of the Officers of Arms. Every time a difficulty arises in the identification of genealogical links or in the blazon given, the difficulty is discharged as an Officers of Arms error or ignorance.

This attitude is, to say the least, hasty. The full analysis of the Office of Arms' action has not yet been done. The existence of occasional errors, omissions and frauds is proved and quite extraordinary would be if otherwise. Yet, the pitfall of confusing the exception with the rule should be avoided.

In conclusion, the two possible explanations proposed for the VAZ–AVILEZ case are equally valid to the ALVOS–ALVES one. The possibility of a fraudulent process of entitlement in one or both cases is undeniable. The possibility of both cases being faultless is equally probable.

If the first of these three cases concerning family arms revealed forgotten arms, the other two are inconclusive. Nevertheless they might be significant for the intelligibility of the criteria applied by the Officers of Arms in the 18th century.

BIBLIOGRAPHY

- ARMANDO de MATOS: *Evolução Histórica das Armas Nacionais Portuguesas*. Porto: Ed. Liv. Fernando Machado, 1939.
- D. António CAETANO de SOUSA: *História Genealógica da Casa Real Portuguesa*. Coimbra: Atlântida Livraria Editora, 1954. (particularly, tomo IV, with the inventory and drawings of seals and coins).
- José Santiago CRESPO del POZO. O.M.: *Blasones y Linajes de Galicia*, 2^o ed., Publicaciones del Monasterio de Poyo, 1982.
- Edgar Hans BRUNNER: «Apontamentos sobre dois estudos ainda por fazer: o das origens da ascendência legendária do Conde D. Henrique e o do porquê da ausência de características ditas capetíngias na heráldica da família real portuguesa». In: *Raízes e Memórias*. Lisboa, n^o 5, Outubro 1989, p. 9–20.
- Faustino MENEDEZ PIDAL de NAVASCUÉS: *Heráldica Medieval Española, I, La casa Real de León y Castilla*. Madrid, 1982.
- J. FERRARO VAZ: *Numaria Medieval Portuguesa, 1128–1383*. Lisboa, 1960.
- Francisco Gonçalves CARNEIRO: *Chaves, Cidade heróica*. Chaves, publicação póstuma, 1978, p. 114–116.
- Francisco GONÇALVES CARNEIRO: *Temas Flavienses*. Chaves, publicação póstuma, 1986, p. 141.
- Hervé, Baron PINOTEAU: «À propos des Armes d'Alphonse de Portugal, comte de Boulogne». In: *Cahiers d'Héraldique*. Centre National de la recherche scientifique, Paris, 1975, p. 93–188.
- Hervé, Baron PINOTEAU: *Héraldique Capétienne*. Réédition. Paris, 1979.
- Hervé, Baron PINOTEAU: «Un difficile problème, celui des origines des armes de Portugal». In: *Comunicaciones al XV Congreso internacional de las ciencias genealógica y heráldica*. Madrid, 1982, Tomo III, p. 327–356.
- Hervé, Baron PINOTEAU: «Nouvelles recherches sur les origines des armes de Portugal». In: *Actas do 17^o Congresso Internacional das Ciências Genealógica e Heráldica*. Lisboa, 1986.

- MARQUÊS de ABRANTES: «Apontamentos de armaria medieval Portuguesa, VII, Da origem das armas de Portugal». In: *Armas e Troféus*, V série, tomo III-IV, Lisboa, 1982-1983.
- MARQUÊS de ABRANTES: «Apontamentos de armaria medieval Portuguesa, XII, Os Reis de Portugal e o sangue Capetíngio». In: *Raizes e Memórias*, nº 3, Outubro, Lisboa, 1988, p. 67-77.
- MARQUÊS de SÃO PAYO: «Os castelos nas Armas Nacionais». In: *Arqueologia*. vol. I, 1934.
- MARQUÊS de SÃO PAYO: «A bordadura das Armas Nacionais e os Juristas da Restauração». In: *Anais da Academia Portuguesa de História*, I série, vol VIII, Lisboa, 1944, p. 329-333.
- MARQUÊS de SÃO PAYO: «A bordadura nas armas do Infante D. Henrique – esclarece-se de vez a origem da bordadura dos castelos nas armas nacionais». In: *Armas e Troféus*. II série, tomo I, 1960, p. 101-106.
- MARQUÊS de SÃO PAYO: «Henrique de Chalons, aliás de Borgonha, Príncipe e cruzado francês, Conde de Portugal – Algumas considerações sobre o carácter, circunstâncias e determinantes prováveis da sua vinda à Península Hispanica (Subsídio para o estudo das armas nacionais)». In: *Armas e Troféus*. II série, tomo XII, 1971, p. 217-237.
- MARQUÊS de SÃO PAYO: «Um artigo magistral sobre “el nacimiento de las armas de Leon y Castilla” do Eng. D. Faustino MENENDEZ PIDAL de NAVASCUÉS – ainda a bordadura dos castelos nas armas nacionais». In: *Armas e Troféus*. III série, tomo II, 1973, p. 213-224.
- RIBEIRO de CARVALHO: *Chaves Antiga*. Lisboa, 1929.
- Albano da SILVEIRA PINTO e Visconde de SANCHES de BAENA: *Resenha das Famílias Titulares e Grandes de Portugal*. II tomo, Lisboa, 1890, p. 241-245.
- Padre SILVINO Rodrigues da NÓBREGA, António JÚLIO GOMES e FRANCISCO de BARROS Teixeira Homem: *A Capela de N^a Sr^a do Pópulo em Chaves*. Chaves, 1956.

NOTES

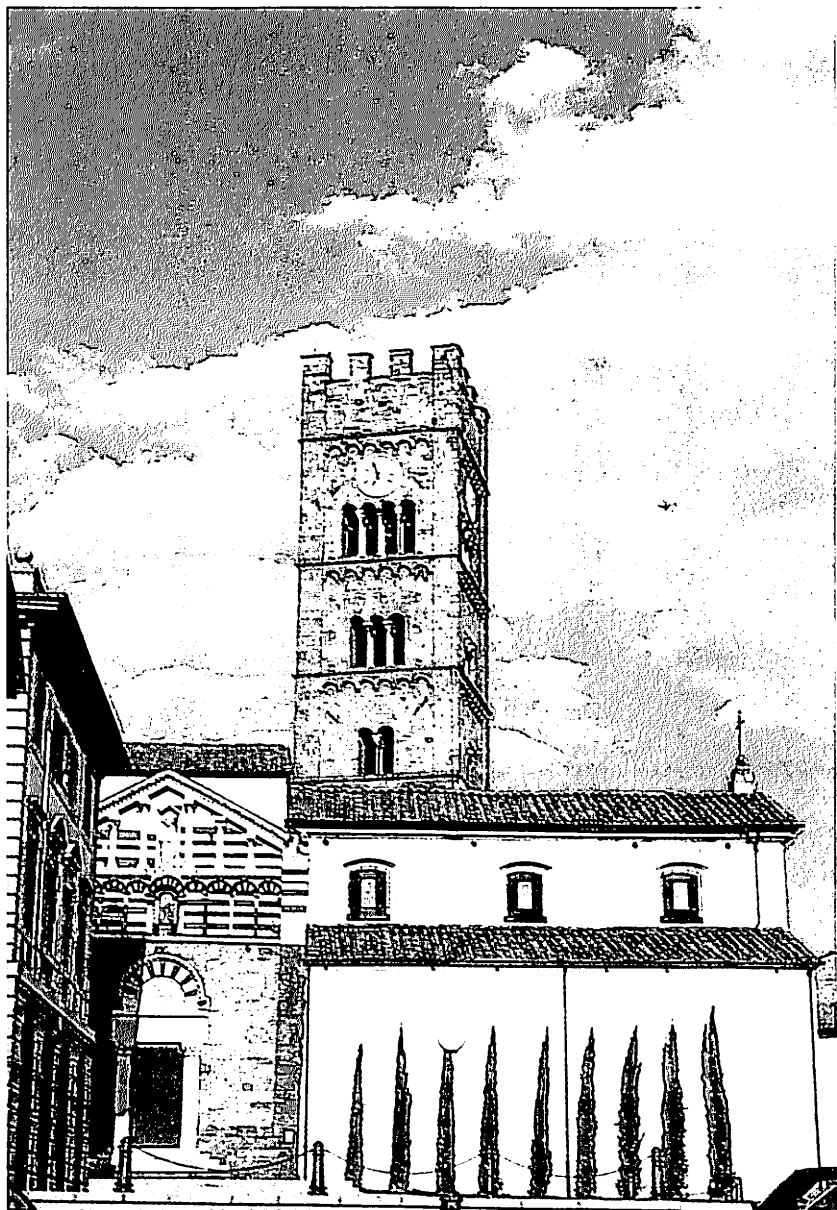
1. Visconde de SANCHES de BAENA: *Arquivo Heraldico-Genealogico*. Lisboa: Typographia Universal, 1872. This is an inventory of 2.462 cartas de brasão (Letters Patent) registered in the National Archives.
2. Anselmo BRAAMCAMP FREIRE: *Brasões da Sala de Sintra, 1899–1921*. 3ª ed. Lisboa, 1973; idem: *Armaria Portuguesa*, s.l., s.d.; A special reference is due to the works of Afonso de DORNELAS, Armando de MATOS, António MACHADO de FARIA, Carlos da SILVA LOPES, Marquês de SÃO PAYO, Travassos VALDEZ, Francisco de SIMAS ALVES de AZEVEDO e Marquês de ABRANTES.
3. *Livro do Armeiro-Mor*, (dated 1509), ed. da Academia Portuguesa da História, preceded by a study of António MACHADO de FARIA, Lisboa, 1956; *Livro da Nobreza e Perfeiçoção das Armas*, (dated 1517–1541), Fac-símile do ms. 164 da Casa Forte do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, with introduction, notes, artistic and graphic guidance by Martim de ALBUQUERQUE e João Paulo de ABREU e LIMA. Lisboa, 1987.
4. Pioneer works: Francisco Manuel ALVES (ABADE de BAÇAL): *Memoórias Arqueológico-Históricas do Distrito de Bragança – Os Fidalgos*, Tomo VI, Porto, 1928, and ARMANDO de MATOS: *O Tombo Heráldico de Viseu*. 1932. Recent examples: Miguel de MELLO e CASTRO: *Pedras de Armas de Tomar*. Lisboa, 1955; VAZ OSÓRIO da NÓBREGA: *Pedras de Armas do Cellorio de Lousada*. Porto, 1959; José GARÇÃO GOMES: *Moução e seu Alfoz na Heráldica Nacional*, published as n.º XVII of Revista, Viana do Castelo, 1969; ALDA Sales MACHADO GONÇALVES: *Heráldica Leiriense*, ed. Câmara Municipal de Leiria, 1992. A final and special reference is due to VAZ OSÓRIO da NÓBREGA: *Pedras de Armas e Armas Tumulares do Distrito de Braga*, a publication which started in 1970, has already reached 9 volumes and is an excellent reference work. Examples of inventories based on another than a geographic basis: Sérgio AVELAR DUARTE: *Ex-Libris Portugueses Heráldicos*. Porto: Ed. Liv. Civilização, 1990; Fr. M. MAUR COCHERIL: *Scutaux et Blasons Cisterciens Portugais*. Port-du-Salut, s.d..
5. António MACHADO de FARIA de Pina Cabral: *Cartas de Brasão*. Lisboa: Ed. Búblon, 1936; José de SOUSA MACHADO: *Brasões Inéditos*. Braga, 1906 and supplement, 1931; Manuel ARTUR NORTON, 94 letters patent published in miscellaneous magazines.
6. The most commonly used are: G. L. SANTOS FERREIRA: *Armorial Portuguez*. Lisboa, 1925; ARMANDO de MATOS: *Brasãoário de Portugal*. Porto, 1943; Afonso Eduardo Martins ZÚQUETE: *Armorial Lusitano*. Lisboa, 1961.
7. Derived from the name of emperor FLAVIUS VESPASIANUS. The building of a bridge – still in use today – was started in his reign. The construction was finished in TRAJAN's time. The evolution of the toponym was in brief: *Aguas Flaviae – Flaviae – Claviae – Claves*. People born in Chaves are called *Flavienses*. The word *chave*, in Portuguese, means 'key' which is important for the understanding of the heraldic charges chosen.
8. In 463 A.D. the bishop of Aquas Flaviae was the famous Cronicler IDATIUS, who extended the chronicles of EUSEBIUS and St. JERÔME up to 468.
9. About 2.000 people in the middle of the 17th century. Cf. Joaquim VERÍSSIMO SERRÃO: *O tempo dos Filipes em Portugal e no Brasil (1580–1688)*. Lisboa: Ed Colibri, 1994.
10. The two lateral escutcheons are here bigger than the others and placed upright.
11. And possibly with his father D. Afonso HENRIQUES (1109–1185), the first king of Portugal.

12. Possibly the number of escutcheons was bigger in D. Afonso HENRIQUES' time. The two lateral escutcheons were placed horizontally.
13. In some cases the escutcheons were platy.
14. A younger brother of St. LOUIS.
15. A son of AFONSO IX of Leon and BERENGARIA, another sister of BLANCHE de Castille.
16. With a varying number of castles in the bordure and, occasionally, five plates in the escutcheons.
17. A flory sinople cross placed under the shield in such a way that only the fleurs-de-lis at the cross tips appeared charging the bordure.
18. GARCIA de RESENDE: *Crónica de D. João II*. cap. LVII. Lisboa: ed. Imprensa Nacional–Casa da Moeda, 1973, p. 88: «E assi mandou mudar os cinco escudos de dentro, porque os dous das ilhargas andavão atravessados com as pontas de baixo para o do meio, que parecia cousa de quebra e os pos todos dereytos com as pontas para baixo, da maneira em que agora andão...». The Royal order is dated 1485.
19. C. da CUNHA COUTINHO: «Anotações á História Flaviense nos Séculos X a XVI». Sep. de *Arquivo Histórico de Portugal*. Lisboa. 1937; NUNO José PIZARRO Pinto DIAS: «Comarca de Trás-os-Montes, Chaves». In: *Atlas das Cidades Medievais Portuguesas (séculos XII–XV)*. Lisboa: Centro de Estudos Históricos da Universidade Nova de Lisboa, 1990, p. 29-30; Idem: «A vila de Chaves na segunda metade do século XIV. a lenda e a história». In: *Actas das Jornadas de História Medieval, História e Crítica*. Lisboa, 1985, p. 137-150.
20. MARQUÊS de ABRANTES (D. LUIS G. de LANCASTRE e TÁVORA): *O Estudo da Sigilografia Medieval Portuguesa*. Lisboa: Instituto de Cultura e Língua Portuguesa, 1983. (ex. 502).
21. José GARÇÃO GOMES: *op. cit.* p. 161.
22. FAUSTINO MENÉNDEZ PIDAL de NAVASCUÉS: «Le début des emblèmes héraldiques en Espagne». In: *Armas e Troféus*. Lisboa. 1982-1983, p. 7-48.
23. In Portuguese blazon we say *em cortesia* (in courtesy).
24. MARQUÊS de ABRANTES: *O estudo da Sigilografia...*, *op. cit.* p. 250, nº 330.
25. It seems to be very rare in Europe. The only example I was able to find is: Louis BOULY de LESDAIN: *Études Héraldiques, Simples notes sur les armoiries allemandes au XII^e siècle*. Réimpression. Paris: éd. Le Léopard d'or, 1983.
26. The masonry work in the area is normally of good quality. This armorial stone is the clumsiest found in the whole county.
27. Some of the castle's Alcaldes having sworn allegiance to D. SANCHO II betrayed him and helped D. AFONSO to conquer the crown.
28. François GARNIER: *L'âne à la lyre, sottisier d'iconographie médiévale*. Paris: Éd. Le Léopard d'Or, 1988.
29. Torre do Tombo (National Archives)– Chancelaria de D. Diniz, livro 3, fl. 77.
30. A family with the surname CHAVES, claiming to descend from the founders of the lod-

ging house, had the administration of the chapel from the 15th to the 19th century. Their arms are: *Gules five keys ward upward Or*. The similarity with the arms of the COGOMINHOS is remarkable.

31. The seeming anachronism of using Portugal Ancient with upright escutcheons may be related to what was said about the arms in the castle.
32. MARQUÊS de ABRANTES: *O estudo da sigilografia...*, op. cit., p. 46-48, and exemplars n° 5, 7, 33, 53, 292, 363 and 428; Faustino MENEDEZ PIDAL de NAVASCUÉS: *Le début...* op. cit., p. 33, names this type of seal «*sceau quadrilobé*».
33. António de VILLAS BOAS e SAMPAYO: *Nobiliarquia Portuguesa* (dated 1676), ed. of Monteiro de Campos, Lisboa, 1754.
34. António SOARES ALBERGARIA: *Olysiptonensis Sacerdotis pro operis Coronide Epygrama: Triunfos de la Nobreza Lusitana y Origen de sus Blazones*. Biblioteca Nacional de Lisboa, códice n° 1119, p. 137 verso.
35. The use of legends in carved arms is not very common in Portugal. Cf. Manuel ARTUR NORTON: «Da Armaria e da Heráldica Portuguesa Contemporânea». In: *Boletim de Trabalhos Históricos*. Guimarães. 39 (1988), p. 111-163.
36. Arms recorded in the *Livro do Armeiro Mor*.
37. Arms recorded in the *Livro da Nobreza e Perfeição das Armas*.
38. Arms recorded in the *Livro do Armeiro Mor*.
39. Arms recorded in the *Livro da Nobreza e Perfeição das Armas*.
40. Quarterly 1 and 4 Portugal Ancient, 2 and 3 gules, five fleurs de liz or.
41. These letters patent have never been published.
42. MARQUÊS de SÃO PAULO: «Cartas de Brasão de Armas – Um ensaio de diplomática». In: *Armas e Troféus*. Lisboa. II série, tomo 1, 1960, p. 219-239.
43. General Provost, Magistrate, Chancellor in High Court in Goa (1763), Governor of India (1765–1768), Commissioner of Junta do Tabaco and member of Queen D. MARIA I's Council.
44. For such a possibility see: Faustino MENEDEZ PIDAL de NAVASCUÉS: «Des relations entre les armoiries et les noms de famille en Espagne et au Portugal». In: *Akten des 12. Internationalen Kongresses für genealogische und heraldische Wissenschaften*. München, 1974, p. 279-290.
45. This armorial stone was carved very recently, being a copy of an 18th century one.
46. Arms recorded in Padre MANUEL da PURIFICAÇÃO Magalhães: *Blasones de Portugal*, manuscript dated 1676.
47. Arms recorded in *Livro do Armeiro Mor*.
48. Arms recorded in Fr. MANUEL de SANTO ANTÓNIO, reformador do Cartório da Nobreza: *Thezouro da nobreza de Portugal*, manuscript of the 18th century.

49. Arms recorded in the *Livro do Armeiro Mor*.
50. This crest is recorded only in António de VILLAS BOAS e SAMPAYO: *Nobiliarchia ...*, op. cit., p. 234.
51. José TIMÓTEO MONTALVÃO MACHADO: *Os Montalvões*, p. 46-49; António José VAZ VELHO: *Tezouro Heráldico de Portugal*, ms. dated 1830 and kept in Biblioteca da Academia Militar, tomo VI, p. 28; Francisco Xavier da SERRA CRAESBEK: *Espelho da Nobreza*, XVIIIth century ms. in the Biblioteca Nacional at Lisbon; Carlos Macieira ARY dos SANTOS: «Três soluções heráldicas (nº2 – A carta de brasão de Miguel Álvares Ferreira e as armas de Montalvões)». In *Actas do 17º Congresso*. Lisboa: Ed. do Instituto Português de Heráldica, 1986, p. 532-536.
52. Torre do Tombo: Cartório da Nobreza, maço 71, p. 271.
53. The ascendancy being given in ARY dos SANTOS' lecture will not repeated here. Cf. Biblioteca Nacional de Lisboa, códice 995, títulos 48, 34 and 4; Francisco MANUEL da SILVA: *Genealogias Manuscritas*, 18th century.
54. Because of the accident with the Letters Patent, some forty years later, members of the family requested a certificate from the Office of Arms. The Nobility secretary, Bernardo José AGOSTINHO de CAMPOS, confirmed the Arms granted. Cf. Biblioteca Nacional de Lisboa, códice 995, p. 207-213.
55. BRAAMCAMP FREIRE: *Armarias...* op. cit., p. 483-484.
56. CONDE de SÃO PAYO (D. António): «Do Direito Heráldico Portuguez.» In: *Arquivo do Conselho Nobiliarchico de Portugal*. Lisboa, III vol., 1928, p. 67.
57. MARQUÊS de SÃO PAYO, op. cit. (note 56), p. 224 & 228.
58. Both processes were lost in the Lisbon earthquake of 1755. As a result, the names of the witnesses are unknown. However we have a significant fact: in the time frame we are considering, there lived in Chaves an Apostolic Notary named Lisboa BRAVO, who was a qualified and respected genealogist. Under normal conditions he would have been consulted.



*L'église du TAU à Altopascio près de Lucques; lors de son passage en Toscane, l'Empereur CHARLES IV de Luxembourg créa l'ordre du Tau qui n'existe plus.
(Photo: Jean-Claude MULLER 25.06.1996, 18.57 h.)*

Luigi GUELFY CAMAJANI

IL COMUNE DI ALTOPASCIO ED IL SUO STEMMA – NOTIZIE SULL'ANTICO ORDINE DEL TAU

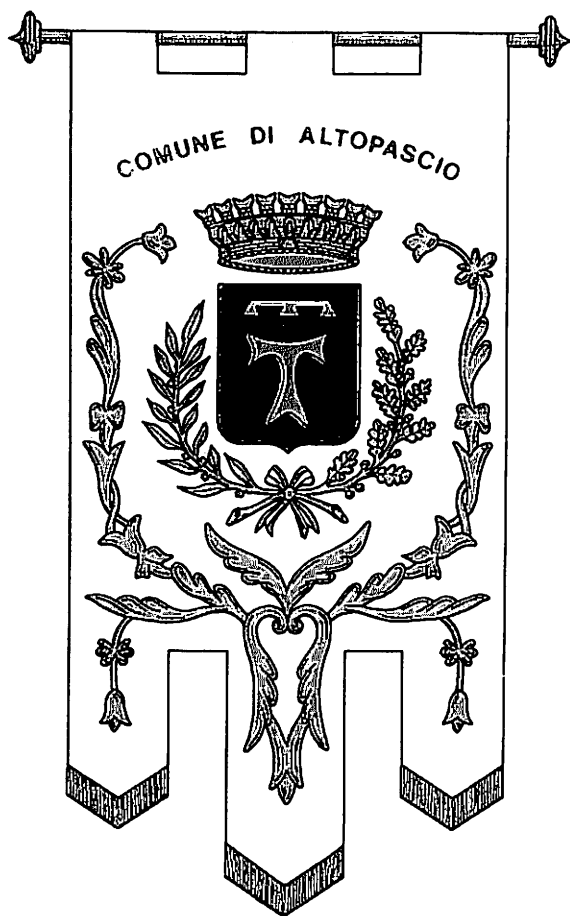
ABSTRACT

ALTOPASCIO AND ITS COAT OF ARMS

The coat of arms of the Italian town of Altopascio shows a 'Tau' which is reminiscent of the 1000-year-old history of the locality. Indeed, Altopascio was the seat of an old glory that belongs to Tuscany as well as to the whole world: the Order of the Knights of the Tau, or of Altopascio.

In this little town, not far from Lucca, is to be seen the old hospital with a tower, the bell of which is called «La Smarrita». This bell rang at sunset to call the pilgrims on their way to Rome – on the ancient «Via Romea» –, to offer them rest and safety. This paper shows how the memory of this great institution, the foundation of which dates back to the year 1100, still lives on in the coat of arms of the present town.

Esaminando gli stemmi dei Comuni d'Italia si può rilevare che tutti si ispirano ad un fatto saliente della storia del Comune che rappresentano. Lo stesso principio, che in effetti valorizza lo stemma del Comune, è il principio richiesto dall'«Ufficio Araldico» presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri della Repubblica Italiana in caso di richieste di concessioni o riconoscimenti di stemmi di Comune. L'Ufficio Araldico predetto è oggi attivo per tali concessioni o riconoscimenti governativi per i Comuni che ancor oggi sono privi del proprio stemma o che non hanno provveduto a suo tempo al riconoscimento governativo. È anche competente ed attivo in caso di controversie tra privati di rilevanza storica a tutela del patrimonio storico, familiare, nazionale.



Altopascio

LO STEMMMA DEL COMUNE DI ALTOPASCIO

Ma tornando al tema della nostra relazione con piacere possiamo affermare che proprio lo stemma del Comune di Altopascio è senz'altro uno degli stemmi che maggiormente si fondano sulla storia di questa piccola cittadina toscana, ma grande se esaminiamo la sua storia.

La blasonatura è: «*D'azzurro alla croce taumata d'argento sormontata dal lambello di rosso.*»

La croce taumata d'argento è infatti la croce dei Cavalieri del TAU o dell'Altopascio.

Questo Comune prende vita infatti dall'ospedale e dalla sede di questi Cavalieri che fecero storia e pertanto parlando del Comune di Altopascio non si può dimenticare la storia di questo Ordine Cavalleresco che da Altopascio si diffuse in molte parti d'Europa.

STORIA DELL'ORDINE DEL TAU O DELL'ALTOPASCIO

La storia del TAU o dell'Altopascio è interessantissima ed ho ritenuto indispensabile portarla alla Vostra conoscenza e completare quanto già detto in merito.

Dopo gli studi condotti per la rivalutazione della storia di questa antica gloria toscana che mi permisero la stesura di un'ampia relazione presentata al XV Congresso Internazionale di Araldica e Genealogia, tenutosi a Madrid nel 1982, pubblicata nei relativi atti, vorrei oggi portare a conoscenza degli studiosi delle discipline Cavalleresche che, nell'Archivio di Stato di Lucca, si conservano due Bolle imperiali di notevole importanza storica.

La loro collocazione risponde per quella dell'Imperatore Federico II al diplomatico TARPEA dell'aprile del 1244, e per la Bolla dell'Imperatore CARLO IV sempre al diplomatico TARPEA del 10 febbraio 1369.

Proprio dalle Bolle predette si può rilevare la natura ospitaliera dell'Ordine detto «*Hospitalis Sancti Jacobi di Altopassu*» ed in quella dell'Imperatore Carlo IV del 1369 l'allora Maestro Roberto da Pescia è chiaramente detto: «*Magister Rector*» Maestro, Rettore dei Frati e del Capitolo dell'Ospedale di S. Jacopo d'Altopascio.

La stessa definizione la troviamo sempre anche nelle Bolle concernenti l'Ordine di S. Giovanni detto successivamente di Malta. Marco ANTONINI nel suo articolo «Del Titolo di Gran Maestro dell'Ordine di Malta». In: *Rivista Araldica* 8 (Agosto 1910), p. 495 – riporta:

«È errore gravissimo il ritenere, come più volte venne affermato e come fu ripetuto dal sig. Nino Fairplay nel fascicolo di maggio di questa Rivista, che il titolo di maestro o, come oggi diciamo Gran Maestro, sia stato assunto dal capo dell'Ordine di S. Giovanni dopo che Innocenzo VIII unì l'Ordine del Santo Sepolcro agli Ospedalieri.

Nella Regola dell'Ospedale di San Giovanni Gerosolimitano che Papa Lucio III confermò nel 1185 a Fra Ruggero de Moulins, questi è già detto Magister e se per umiltà i suoi successori assunsero soltanto il titolo di Prior et Custos Hospitalis Sancti Ioannis, questo non toglie che nei documenti pontifici ed in altri e finanche in una antica moneta riportata dal Biancolini nelle Notizie storiche della Chiesa di Verona (1759–1765) e così nel Gomez quando riferisce del soccorso dato dagli Ospedalieri a Don Jaime I re d'Aragona, i capi della Gerosolimitana Milizia fossero detti Magistri e Magistri Militum.

In una carta del 1176 di Ugone signore di Joppe, citata da Paolo Antonio Paoli nella sua «Dissertazione sull'origine ed istituto del Sacro Militare Ordine di S. Giovanni Battista Gerosolimitano» (Roma, 1781), Raimondo de Puy è detto Maestro dell'Ospedale, Custode Governatore dei poveri».

Vediamo quindi che quasi contemporaneamente questi Ordini detti ospitalieri, e quindi successivamente Ospitalieri, nascono autonomi come ospedali per l'assistenza dei poveri e ricevono consensi ed aiuti per la loro attività benefica e civilizzatrice del mondo allora conosciuto. Per la loro autodeterminazione e propria elezione del Maestro sono detti Magistrali.

In effetti l'Ordine del TAU, come si rileva in molti articoli concernenti questo antichissimo Ordine, riceve la sua regola dopo vari secoli di attività dal Pontefice GREGORIO IX con la Bolla del 31.3.1239 e fu soppresso nel 1588 con la Bolla del Pontefice SISTO V che ne assegna i beni al nuovo Ordine di S. Stefano, costituito da PIO IV con sua Bolla dell'1.2.1562.

Così si esprimono, molto sbrigativamente, gli storici dell'Ordine ma attualmente alla luce delle Bolle Imperiali degli Imperatori FEDERICO II e CARLO IV l'Ordine del TAU deve essere esaminato e considerato Ordine Magistrale con riconoscimento della S. Sede ma anche dell'Impero.

La Bolla del 1369 conferma la precedente dell'Imperatore FEDERICO II che dice testualmente: *«prendiamo sotto la nostra protezione e difesa tutto ciò che esso [cioè l'Ospedale, ossia l'Ordine] possiede e con l'aiuto di Dio possederà»*, ed infine *«Stabiliamo infine per nostra imperiale autorità che nessuna persona tanto ecclesiastica che secolare, e nessun Comune o Città possa imporre alcun onere e vietare vettovaglie o altre cose necessarie ad esso Spedale e suoi poveri. Fatto l'anno 1244 il dì 2 di aprile. Federico per grazia di Dio Imperatore dei Romani Re di Gerusalemme e di Sicilia»*.

Ecco quindi che l'Ospedale, così erano detti gli Ordini Cavallereschi ospitalieri all'epoca, viene sollevato da qualsiasi ingerenza di altre autorità esistenti ed è reso autonomo ed indipendente.

Dal tenore della volontà imperiale quindi l'Ordine è riconosciuto sovrano nei suoi domini che in effetti non sono pochi per l'epoca.

Sempre nella Bolla si dichiara:

«Concediamo inoltre e per Nostra decisa Imperiale Autorità comandiamo ai predetti Frati di poter andare e venire liberamente per tutta la Lombardia e Toscana e in particolare per tutta la Diocesi di Pisa, Volterra, Lucca e in generale per tutta l'Italia, dovunque essi vorranno, per le loro necessità, e trasportare senza alcun pedaggio le loro cose ed animali».

Avevano quindi ricevuto tali esenzioni da poterne riscontrare l'odierna extraterritorialità concessa ai *«Soggetti di diritto internazionale»*.

Si può pertanto affermare che l'Ordine godeva del diritto di sovranità.

Nel *Bollettino Storico Pistoiese* anno V (1903), S. Flori e C. editori, vi è un articolo di Carlo STIAVELLI: «I cavalieri dell'Altopascio» e a pag. 12 si legge: «*Le Case affiliate si estesero anche in Francia, Navarra, Borgogna, Alemagna, Fiandria, Lorena, Delfinato, Inghilterra.*».

Tale notizia è confermata anche da molti altri storici e segnaliamo l'opera di BERTELLI, L.: «*Gli ospitalieri di Altopascio in Italia e in Europa.*» Reggio E., 1960.

Ma contiamo di esaminare questo aspetto alla luce dei vari riconoscimenti ottenuti dai sovrani europei e sul fatto che sia in Francia che in Inghilterra gli Ospitalieri di San Jacopo d'Altopascio furono attivi per oltre un secolo dalla Bolla Pontificia del 28.2.1587 a nostro giudizio irrilevante ai fini della esistenza giuridica o meno dell'Ordine.

Per quante ricerche abbia fatto, non ho trovato un successivo Rescritto Imperiale di chiusura dell'Ordine.

Di fatto quindi, mentre la Bolla di SISTO V lo chiudeva come Ordine Ecclesiastico, resta sempre aperto come Ordine imperiale. A questo punto occorre esaminare quanto fu magistralmente chiarito al Convegno sugli Ordini Cavallereschi tenutosi a Benevento, Faicchio il 7/8/9 maggio 1971.

Il Convegno ebbe per relatore il M.se Aldo PEZZANA CAPRANICA del GRILLO, di mia alta stima e personale conoscenza, Pres. di Sezione del Consiglio di Stato, Libero Docente di Diritto Romano dell'Università di Roma e molti altri aderenti che, con profonde relazioni, hanno puntualizzato la situazione storica giuridica degli Ordini Cavallereschi.

Il Pezzana precisa nella sua relazione che ciascuna autorità può sopprimere una sua emanazione e non quella di altri e dice esattamente: «*Il riconoscimento della natura dinastico-familiare di un dato Ordine importa che, nel caso di perdita del trono da parte della dinastia alla quale l'Ordine appartiene, il nuovo Governo può, se lo ritiene opportuno, negare valore alle onorificenze dell'Ordine e disporre dei beni esistenti nel territorio dello Stato, ma non può, propriamente parlando, sopprimerlo, giacché l'eventuale soppressione sarebbe irrilevante rispetto agli ordinamenti dai quali il carattere dinastico deriva.*».

È, in altri termini, lo stesso fenomeno che avviene per gli Ordini Religiosi, che spesso sono stati soppressi dalla potestà statale. Propriamente non si tratta di soppressione, ma di disconoscimento in rapporto all'ordina-

mento giuridico statale, mentre in rapporto al proprio ordinamento interno ed a quello canonico l'Ordine continua ad esistere».

L'Ordine del TAU pertanto riconosciuto da un capo del Sacro Romano Impero, CARLO IV Imperatore eletto dai vari rappresentanti degli Stati che componevano il Sacro Romano Impero, ossia l'Europa, è un Ordine di Diritto Internazionale mai soppresso.

Un interessante articolo in *Rivista Araldica* del 1951 di Mario COSTARELLA: «Un interessante documento del 1792 sugli Statuti del Sovrano Militare Ordine di Malta» commenta un volume intitolato «*Lezioni sugli Statuti del Sacro Ordine Gerosolimitano nell'Università degli Studi di Malta per l'anno 1792*» è opera del Sacerdote e Commendatore dell'Ordine Fra Antonio MICALLEG, Professore di diritto civile nell'Università degli Studi di La Valletta.

Riporta l'articolo: «*Ed ecco come l'autore si esprime "Corre l'antico errore che il Sagr'Ordine incominciò ad essere Sovrano nel 1309 epoca della conquista di Rodi: quandauche lo fu fin dal primo istante, che adottò l'Istituto della Milizia".*».

Segue una concisa esposizione di principi storico-giuridici che costituiscono il fondamento di ogni ordinamento sovrano: «*Ogni società civile, che da se stessa, e con le sue leggi si governa senza veruna dipendenza, è uno Stato Sovrano.*».

Alla stregua di questo principio l'autore fa risalire al 1118 la sovranità dell'Ordine che fin da allora si governava senza la minima dipendenza dal Re di Gerusalemme, nel cui territorio era la sua residenza.

Molto altro si potrebbe riportare ma già quanta identità giuridica si può vedere nella sovranità dei due Ordini Cavallereschi cioè di Malta e del TAU.

Una indubbia configurazione giuridica di sovranità, l'antico Ordine del TAU la acquisisce con la coniazione ed uso nella propria magione dell'Altopascio di monete, dette Pistacchie, ricordate da tutti gli storici che hanno illustrato questo Ordine.

Sempre nel Bollettino Storico Pistoiese o.c. Jacopo BOSIO nell'istoria di Malta, libro primo a Carte 71-72, dice che nell'antico libro chiamato Provinciale, dove sono descritti gerarchicamente tutti gli ordini Militari, dopo la religiosa milizia della Madonna di Montesa, e di S. Giorgio d'Alfama, segue l'Ospedale di S. Jacopo d'Altopascio, e che lo stesso si vede nella pratica di Cancelleria di Girolamo Paolo da BARCELLONA il che vorrebbe significare che questo Ordine veniva considerato come uno dei più nobili e antichi.

Robert D. WATT

THE EVOLUTION OF CANADIAN CIVIC HERALDRY

ABSTRACT

This paper outlines the legal and aesthetic evolution of Canadian civic heraldry from the mid 17th century to the present.

For much of this period, the official emblems of Canadian communities have been dominated by pictorial seals and devices designed by amateurs of varying abilities in imitation of true heraldry. Properly designed and granted municipal arms begin in 1945 with the first grants by the Lord Lyon King of Arms and Garter King of Arms and his colleagues. In some cases, these are based on the proto-heraldic emblems which precede them, in other cases they create new symbolic traditions.

The adoption of true heraldry by municipalities accelerates as we near the present with a dramatic increase following the establishment of the Canadian Heraldic Authority in 1988. Since then, the structural and aesthetic evolution of Canadian civic heraldry is under Canadian control, with national and regional history, local landscapes and indigenous flora and fauna appearing more frequently in new civic arms.

The paper examines specific cases for fifteen municipalities from colonial times to the present; analyzing the evolution of the specific symbols under topics such as acquisition, application of heraldry for identification of civic property and services and legal protection.

More broadly the paper discusses the aesthetic approach being taken by the Canadian heralds in the development of new civic heraldry and the question of the co-existence of civic heraldry and logos or other graphics.

Even the most cursory study of sources reveals that the adoption of true heraldry by Canadian municipalities, that is heraldry that is technically sound and granted by authorities with the power to design to internationally recognized standards and to confer it to the recipient, is a relatively new phenomenon, even in a country as young as Canada. The first such grant was made just 50 years ago next year ¹.

Yet these same sources also reveal an array of what one might refer to as proto-heraldic devices, that is emblems designed to suggest or imitate heraldry, in use by many municipalities far back into the 19th century. In some communities, these older emblems lead, in a fairly direct way, to real arms; in others they are discarded in favour of something dramatically armorial. A complete understanding would of course require a community by community study of the evolution of official symbolism. As there are now over 5000 incorporated municipalities, such a survey is manifestly impossible within the bounds of this short paper, not to mention the fact that most of these case studies have yet to be undertaken.

The aim of this paper is more modest. Firstly, I will attempt to broadly outline the main periods and main characteristics of the legal and aesthetic evolution of Canadian civic heraldry. Secondly, as the Canadian Heraldic Authority, established in 1988, provides for the first time in Canadian history a national mechanism to support and shape the adoption of true heraldry by our communities, I will also endeavour to provide a preliminary assessment on the impact of the Authority's work in relation to the evolution of Canadian civic heraldry. Before proceeding, I should make clear that, particularly in the first section of this paper, I am using the term civic heraldry to refer to the official symbolism of incorporated Canadian communities, that is municipalities of whatever size, established by law. Such symbolism may be heraldic or may not but is a symbol expressly adopted and recognized for official use by the governing, duly elected Council of the community.

This aesthetic and legal evolution will be described and analyzed in relation to a limited number of case studies. These have been selected from a larger group of possible examples for several reasons including the way in which they illustrate a particular approach to meeting the need for official symbolism, together with geographic, demographic, and chronological variety.

THE BEGINNINGS OF OFFICIAL MUNICIPAL SYMBOLISM

From a European perspective even the oldest Canadian communities are young. Our earliest European style settlements are 17th century creations; Québec in 1608 and Montreal in 1642. Many other communities follow in the

mid to later part of the 18th century including Charlottetown, Halifax and York, later called Toronto. From the perspective of this paper, however, none of these communities was incorporated until the 1830s, at a time when quite a number had reached a significant size with populations in the tens of thousands and sites of a considerable extent. It is worth noting that until then, the local interests and needs of these communities



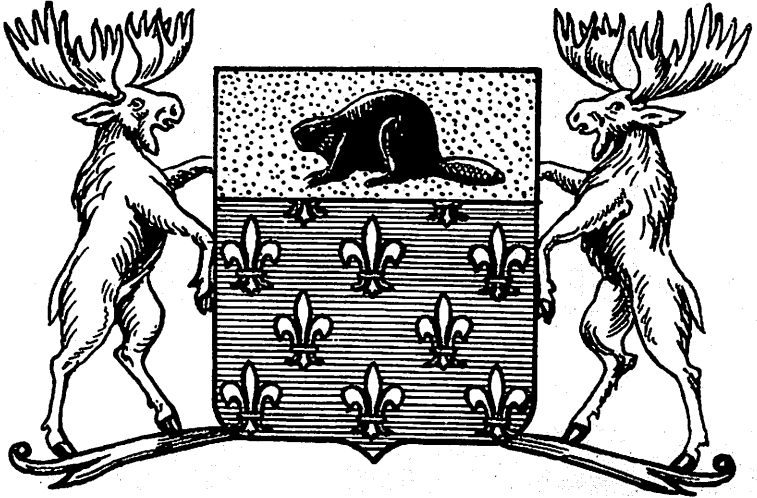
Jurisdiction de Montréal: Seal from a document of 1742 (National Archives, Ottawa, MG 24, B1 volume 23, p. 408; Photo Reference C 124 566).

were administered by magistrates who were appointed by a senior government body, ultimately, by the late 18th century, by the colonial assembly. In fact, present research indicates that prior to the 1830s, the only local emblem in what is now Canada was a seal from the "Jurisdiction de Montréal" which was not a local government as we understand it but a court operating in Montreal under the authority of the Conseil Souverain, the supreme governing authority resident at Quebec in the Royal Province of New France. The seal, shown here from a document dated 1742 features no local emblem, but the Royal Arms of France, the local content being confined to the community's name.

There is one fascinating, although in the end theoretical exception to this symbolic blank slate for Canadian communities prior to 1830. On 13 November 1673, le Comte de FRONTENAC, Governor of New France, wrote to the Minister of the Colonies, proposing that the City of Quebec be assigned a coat of arms².

He proposed a shield *Azure seme de fleur de lis Or on a chief Or a beaver Sable*. As well, FRONTENAC suggested moose for supporters and blue and white as the city's livery colours. Nothing came of this proposal but if it had been sanctioned Quebec would have been the first city in North America to bear officially granted arms. In view of the ultimate evolution of Quebec's official symbols it is worth noting FRONTENAC's choice of a black beaver, the

staple of the dominant local economy, the fur trade, as the particular symbol for the city as well as the livery colours, now predominant in the symbolism of the Province of Quebec. Here we see modern representation in black and white and colour, of FRONTENAC's idea.



Arms proposed by FRONTENAC for Quebec City, 1673; from GALLOWAY: Beddoe's Canadian Heraldry (Belleville, Mika, 1981) p. 48.

Until Canadian communities began to be incorporated in the 1830s, they had no legal requirement for official symbolism, no communally owned buildings or other property which required identification. With incorporation, the situation was suddenly changed. Municipal corporations began to appear in all the colonies of what was known as British North America; Newfoundland, Nova Scotia, Prince Edward Island, New Brunswick, the Province of Canada and in the far west, British Columbia.

Among the common provisions of the acts of the various colonial, and, after 1867, provincial legislatures was that these municipal corporations should have a "Common seal", a device used regularly by the Corporation to attest to its various actions. The content of these seals was left to the discretion of the Council of the municipality and the statute of incorporation made it clear the content could be altered as the Council saw fit³. Here, in the 1830s, is the real beginning of civic heraldry in Canada. Local emblems first appear on the common seals of these newly incorporated colonial villages, towns and cities. Was there any legal requirement that these seals have any emblem? No. For the seals that did have an emblem, was there any legal requirement that it be heraldic? No, again. As noted above, the content was entirely at the dis-

cretion of the Council of the corporation. Did these seals, at first take a heraldic form? In most cases, no.

What examples and what experiences might these colonial municipal officials draw on as they developed the first Canadian municipal seals and what constraints would have influenced them? Firstly, the lawful heraldry that would have been widely seen would have been the Royal Arms of the Sovereign; GEORGE III of Great Britain and his successors, GEORGE IV, WILLIAM IV and VICTORIA, the queen whose reign spanned a long period of political development and geographic expansion for Canada. These arms would have been familiar in a variety of forms including versions on printed documents and architectural decorations such as the magnificent armorial pediment at Province House, Halifax, circa 1820, as well as on the colonial deputed great seals of the various colonies⁴. These wax seals were used on a wide range of documents including land grants and commissions, both civil and military. They were double sided, one side featuring the Royal Arms and the other a symbolic scene, often having strong allegorical content. These sillographic scenes can in many ways, be viewed as the pictorial foundation for at least some later official Canadian symbolism.



*Reverse of the Great Seal Deputed of Lower Canada of GEORGE IV, 1828–1832.
National Archives of Canada Negative No. C-23 601.*

In addition to the Royal arms in various forms, early colonial officials might also have been influenced by the pictorial sigillographic tradition of symbolism dominant in post Revolution United States. American products of all kinds circulated widely in British North America. American economic and cultural influence was a reality from the earliest days of the Canadian colonies and even in the absence of explicit proof, it seems legitimate to assume that American seal makers, seals and the symbolism on them would have had some impact in British North America.

As a counterweight to this there was the strong political, cultural and social connection with Great Britain and the legal reality that these colonies had access to lawful heraldry if they wished to make use of it, via the Crown's heraldic offices in London and Edinburgh. Interestingly, despite this access, there were no grants to Canadian municipalities through the whole of the 19th century.

On balance, it would seem that for Canadian municipalities in the 19th century what we might term the pictorial allegorical sigillographic tradition won out for municipal symbolism. In just a few instances, which seem to be the exception proving the rule, a knowledgeable local person persuaded a municipal Council to adopt an emblem that would later be converted, with minor adjustments, into lawful heraldry. Even in these cases, these proto-heraldic symbols did not reflect the simplicity and drama of medieval heraldry but the more complex and heavy heraldic aesthetic of the 19th century.

THE HERALDRY OF CANADA'S FIRST CAPITAL: QUÉBEC

To turn now to our case studies, we begin with Quebec, the old capital of Canada and for a time, in the early 19th century, the largest and economically most important city in the Canadian colonies. When it was already more than 200 years old, Quebec was incorporated in 1833, and the first municipal elections held on 25 April that year. A month later, a design for the municipal seal was presented to Council and engraved. It was adopted for use on 23 May 1834. The design, is partly representational, partly allegorical. It appears to have been the work of a noted local artist, Joseph LEGARÉ junior, the representative on the first municipal Council from the quartier du Palais. The scene features Strénuia, goddess of work and activity seated in front of a scene showing Cap Diamant and the St. Lawrence River. The goddess supports an oval shield where the Lion of England carries a key, symbolizing Quebec as the key to Canada. A beehive for industry, wheat for agriculture and a ship for maritime commerce are symbols familiar in other jurisdictions and



(left): Representation of the official symbol of the City of Quebec, in use on the municipal seal 1834-1949. From a colour lithograph, circa 1910, loaned by the City Archives of Québec.

(right): Arms of the City of Quebec. Designed by a local committee 1948-9 and adopted by City Council, 20 May 1949. Colour lithograph from official programme, circa 1950. From collections of the Archives of the City of Quebec.

other centuries. The beaver is a Canadian touch, reappearing 160 years after FRONTENAC's suggestion.

This design was to survive in official use until 1949, when it was replaced by a dramatically different emblem. This new symbol followed nearly three years work by a special committee appointed by the Administrative Committee of the Municipal Council⁵. On the 20 May 1949, the new emblem was adopted. Although not granted by the Crown, it took an explicitly heraldic form and was referred to in city documents as the arms of Quebec. The shape of the shield and the "cousu" style of chief give the composition a distinctly French character. The symbolism is historical and patriotic. The waters represent the St. Lawrence River and the historic port. Jacques CARTIER, discoverer, and CHAMPLAIN, founder, are represented by the ship as is Québec's historic role as a shipbuilding port. The two keys in the chief are emblems of Quebec's heritage as the capital of New France and after 1867, of the Province of Quebec. The maple leaf identifies Quebec as a Canadian city. The mural coronet as the crest celebrates Québec's character as a walled, fortified city, each of the ports representing one of the historic gates of the fortifications. This new emblem was itself replaced by a modified version on 20

September 1988 when then Governor General Jeanne SAUVÉ presented the Letters Patent granting arms and a flag to the City ⁶. This grant was the first of any type made by the Chief Herald of Canada following the creation of the Canadian Heraldic Authority on 4 June 1988 ⁷. In petitioning for these arms, the first to be officially granted to Quebec, the Council expressed a strong desire to receive a design as close as possible to the one adopted in 1949. Thus the technical adjustments were minor; fimbriation of the chief to render the upper part of the field more visible and changing the tincture of the mural coronet. At the same time, the Patent included a formal grant of the City's flag, adopted on 12 January 1987.

There are several aspects of this historic grant which foreshadow recurring elements of the work of municipalities and the Canadian Heraldic Authority and we will see these elements repeated in other cases. Firstly, whether communities have an emblem in the style of heraldry or not, there is frequently an understandable desire to enshrine portions of the old emblem in a new grant. Secondly, Canadian grants of arms to municipalities often involve the grant of a municipal flag as well. In some cases this is a banner of the arms; in other cases a flag structured differently but still capable of being blazoned.

In other cases, the petition for arms results in an almost revolutionary shift to new symbolism; explicitly heraldic, of course, richer in general appearance and more complex in content. Quebec City is an example where the evolution went from pictorial sillography to unofficial heraldry to granted heraldry.

CRADLE OF CONFEDERATION: CHARLOTTETOWN

In contrast, the evolution of the official symbols for the City of Charlottetown, capital of the Province of Prince Edward Island and famous in Canadian history as the birthplace of the Canadian federation, exhibits what may, in the end be the more common Canadian pattern. Charlottetown grew out of a townsite surveyed in 1768, although it was not incorporated until 1855 ⁸.

The City's first official emblem was a pictorial seal in circular form featuring a sailing ship, honouring the port and maritime commerce, a plow and garb representing agricultural industries and a ribbon bearing the words "Incorporated" with "AD 1855". Encircling the whole is a belt and buckle style legend band with the words "CITY of CHARLOTTETOWN. PRINCE EDWARD ISLAND". No record has yet been discovered to identify the author of this composition but it features symbols which are found regularly in other seals of the period, where the inspiration is the local landscape and economy.

In 1989 this pictorial seal was completely supplanted as the City's official symbol by a coat of arms. In keeping with the emerging policy of the Canadian Heraldic Authority, the Letters Patent also included the grant of a municipal flag and a badge. Some of the symbols incorporated in the new arms were completely new, several others echoed themes found in the old seal.

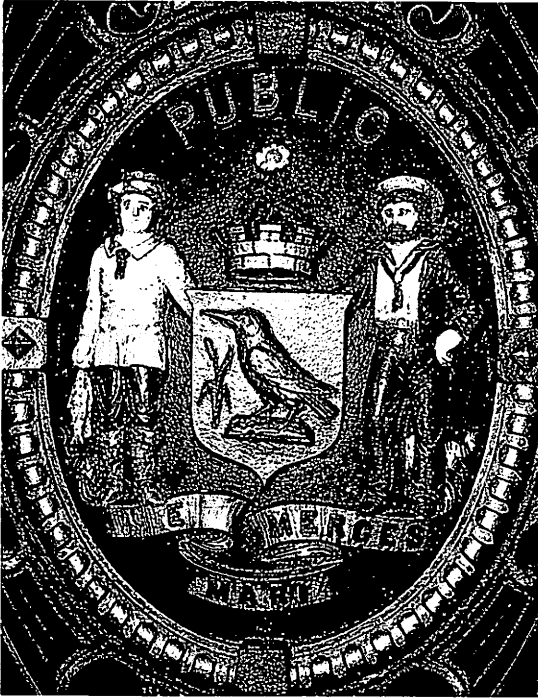
The arms themselves, "*Argent on a square Vert joined at each corner with a smaller square Vert a representation of the coronation crown of Queen Charlotte Sophia of England proper*", were inspired by the 18th century Georgian town plan of the City, where the treed central square is balanced with four smaller public squares, also planted with trees and grass. The coronation crown honours the City's namesake, the queen consort of King GEORGE III.

Following the policy established by the Heraldic Authority, City Council decided to seek a full achievement of arms, as well as a flag and badge. This permitted introduction of a considerable number of new themes and ideas into the City's official symbolism, as well as preservation of earlier ideas found in the old seal. These included the armorial sail in the crest, the use of the lady slipper flower, the official floral emblem of the Province, the griffin supporter found in the arms of the Duke of Mecklenburg-Strelitz, the father of Queen CHARLOTTE, and the silver fox, referring to an important local industry. The badge combines the sail, the garb from the old seal and a wreath of linden and elm, representing dominant heritage tree species in the City⁹. The effect of this grant has been to introduce an important and historic Canadian community to the reality of heraldry and to establish a strong heraldic presence where none existed previously. Since Charlottetown is the provincial capital it is reasonable to expect that the ongoing display of these arms will ultimately have a regional impact in a province where no community used heraldry before 1989.

WARDEN OF THE NORTH: HALIFAX

Over a hundred kilometres to the south, the situation in Halifax, the capital of the neighbouring province of Nova Scotia, is markedly different. Here we have the much rarer instance of an emblem designed in the middle 19th century, only a few decades after the City's incorporation, which imitated real heraldry and was technically sound enough that it could ultimately be granted, with little alteration.

Halifax was founded in 1749 and incorporated in 1841¹⁰. The idea of a coat of arms for the community seems to have belonged to a local resident, Dr. COGSWELL, described as a philanthropist. This heraldic emblem was designed in 1860 and approved for use in an ordinance passed in June of that



Assumed coat of arms of Halifax 1860-1992. Metal sculpture at entrance to Halifax Public Gardens c.1879. Artist unknown.

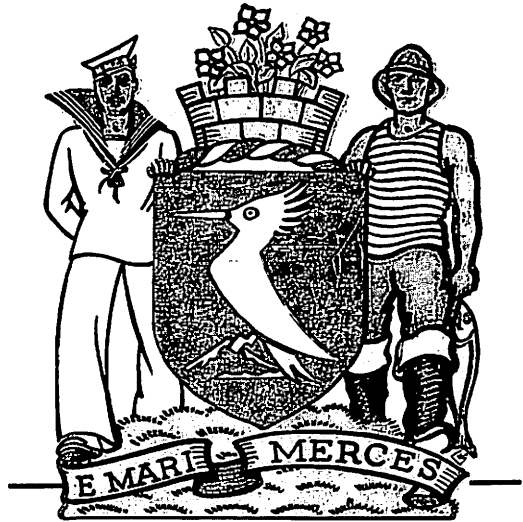
year ¹¹. The blazon, established in 1861 reads, "Azure a Kingfisher on a mound Or; Supporters: Dexter a Sailor, all ppr (sic), Sinister a fisherman ppr (sic) holding in the Dexter hand fish of the first; Crest: Out of a mural coronet Or a Mayflower, all ppr (sic); Motto: E MARI MERCES" ¹².

Early representations of this design including the rendering in stained glass at City Hall, circa 1888, and the metal sculpture at the entrance to the Public Gardens illustrate the limited understanding of heraldic composition among late 19th century artisans in Canada. By 1949, when the City was celebrating the bicentennial of its establishment, the rendering of these assumed arms was much surer and certainly exhibits the graphic style of the period.

Seventy six years after their adoption, the City moved to regulate the use of its official emblems. On 17 December 1936, Council passed an ordinance concerning the city's seal and arms. It is noteworthy that the civic seal remained pictorial having "a view of the City and the words "RECTE FACIENDO SECURA HALIFAX, CONDITA A.D. 1749 CIVITATIS REGIMINE DONATA A.D. 1841" ¹³. This ordinance repeated the blazon referred to earlier, including the kingfisher on a mound Or. The mound rarely appeared in representations either of this or subsequent periods.

This ordinance was ultimately repealed and replaced with Ordinance N° 101, "Respecting the Corporate Seal, Armorial Achievement and Flag", passed by Council 16 September 1964. The seal remained unaltered, the assumed arms continued in general terms as before although the position of the supporters was reversed. The new blazon was more precise. It established that

the arms would be "Azure a crested Kingfisher Or". Crest: "Out of a mural coronet Or a sprig of mayflowers in bloom proper. Supporters: Dexter, a deep sea fisherman with a codfish dependant [sic] from his exterior hand; sinister, a naval seaman all proper". Section 5 of the ordinance, while providing for a certain latitude in rendering required that the Kingfisher be the crested Kingfisher (*Ceryle alcyon*) of the locale and the supporters be rendered in period dress, of circa 1860; and shown on a compartment of a mount or hillock. Finally, the ordinance provided for adoption of a city flag, to be a banner of the arms.



Assumed coat of arms of Halifax 1860-1992. Rendering for City of Halifax promotional brochure 1949, artist unknown.

This ordinance provided the final aesthetic and historical context for City Council's petition for arms in 1992. When the Letters Patent granting arms were issued on 1 July 1992, the blazon came as close as possible to the spirit of the 1964 ordinance. The final blazon, which was granted to the City 122 years after the arms had first been assumed was:

Arms: *Azure a Belted Kingsfisher (Ceryle alcyon) Or;*

Crest: [No helmet or mantling] *Issuant from a mural coronet of five merlons Or masoned Sable a sprig of mayflower (Epigaca repens) proper;*

Motto: *E MARI MERCES;*

Supporters: *On a grassy mound dexter a fisherman holding a codfish by its head with his dexter hand sinister a naval rating both habited circa 1860 all proper;*

Flag: *A banner of the Arms;*

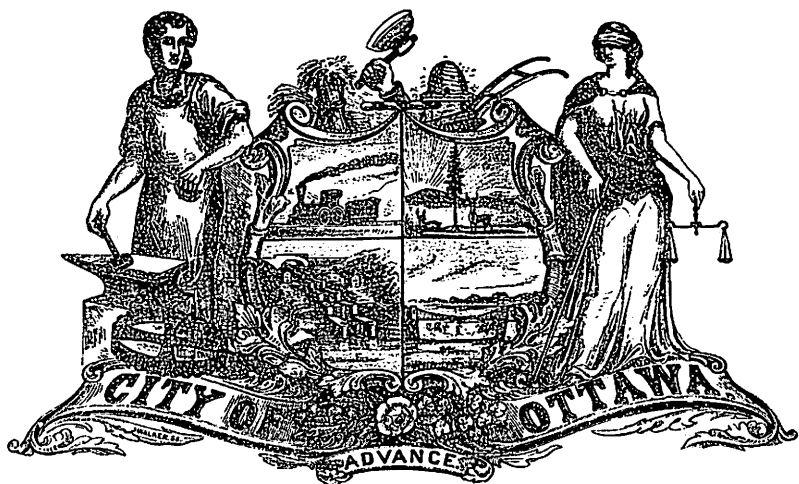
In the case of Halifax, the establishment of the Canadian Heraldic Authority permitted the City to celebrate and enshrine with the full force of a Crown grant, the assumed heraldry which had indeed been the City's main official emblem for over a century.

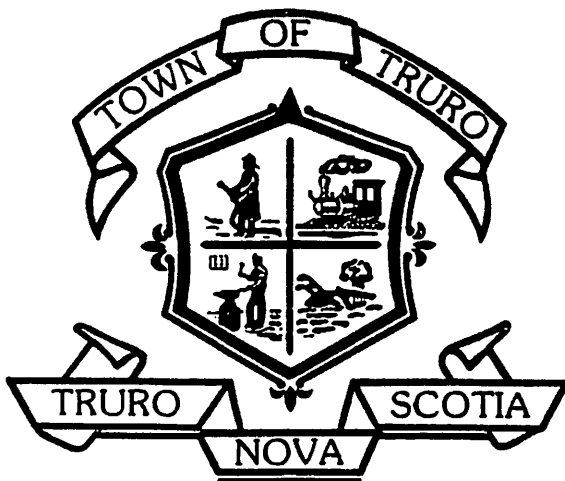
CANADA'S CAPITAL: OTTAWA

From the heraldists point of view, the history of official symbolism in Canada's capital, Ottawa, is no less interesting although technically much less satisfactory until the last half of this century.

Ottawa was established in the late 1820's on the newly constructed Rideau Canal as a town called Bytown and was incorporated on 28 July 1847. The first seal was extremely simple, featuring a tree, perhaps an oak, and an encircling legend band "THE MAYOR & TOWN COUNCIL OF BYTOWN". When the community was chosen by Queen VICTORIA to be the capital of the Province of Canada and was incorporated as the City of Ottawa on 1 January 1855, this sillographic simplicity disappeared in an effusion of Victorian pictorial exuberance. The authors of this pseudo-heraldic emblem which includes a "quartered" shield of four local scenes, supporters of a blacksmith and justice, a torse impossibly perched on the upper point of the shield, were a local bank manager and principal of a local secondary school. While recognizing this as very much a graphic child of its times in Canada, it underscores the extremely limited understanding of heraldry even among the elites which was widespread if not almost absolute in Canada until well into the 20th century.

When this device was supplanted by lawful heraldry with the grant from Garter King of Arms and his fellow Kings of Arms on 15 September 1951, a few of the themes present in the earlier emblem survived in the new arms but clearly there was little that could be satisfactorily rescued by sound heraldry. The new arms set a new, different and aesthetically higher standard for Ottawa.





CASE STUDIES: NOVA SCOTIA

This was also true for communities as diverse as New Glasgow and Truro, Nova Scotia, Picton, Port Hope and Brantford, Ontario.

A farming and then small industrial community in north eastern Nova Scotia, New Glasgow was founded in 1809 and incorporated on 4 May 1875¹⁴.

The Town's previous emblem, in a recent version, shows how deeply rooted are the ideas of quartering and the pervasive influence of the pictorial sillographic tradition. The arms, granted by Letters Patent of 23 April 1990 and entered in Volume II, p. 18 of the Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada do not have any apparent connexion with the old emblem, although certain themes such as mining, and smithing are evident. On the other hand, as with many new civic arms in Canada, these introduce new symbols and deepen and extend the community's symbolic personality.

Similarly, in the same province, the new arms of Truro, Nova Scotia break new symbolic ground. Truro was founded about 1760, but was not incorporated until May 6, 1875. The official emblem used until 1993 was similar to that just shown for New Glasgow, a "quartered" emblem set out on a shape dimly recalling a heraldic shield, the quarters filled with small scenes

honouring local history and the local economy. These city or town “crests” to use the common term are indeed meant to give the impression of heraldry while in reality remaining far distant from its actual legal or aesthetic character. In this instance, the new shield of arms is dramatically simple, based on the arms of the province but with the saltire reworked to suggest the Town’s historical importance as a rail and road centre for Nova Scotia. They produce a particularly effective flag. The crest, supporters and compartment draw heavily on historic and economic themes and include, on the dexter, a supporter honouring the heritage of the local indigenous peoples, a theme that now appears regularly in new Canadian civic heraldry.

CASE STUDIES: ONTARIO

Several thousand kilometres west in the centre of Canada, Ontario communities exhibit a diversity of approaches in the development of their official symbols. In some cases, such as Picton, the County town of Prince Edward County¹⁵, a heraldic device is assumed, but based on an incorrect reading of the sources. It would appear that someone, prior to 1930, consulted *BURKE’s General Armory* and discovered there, on p. 801, the crest for a person of the surname Picton “*A demi lion rampant gu[les]*”, and invited Town Council to adopt it as the Town’s emblem. Quite apart from overlooking the legal issue of assuming the heraldic property of someone else, the Town officials were unaware that the “Picton” of this crest had no relationship with the Napoleonic war veteran who was the Town’s namesake¹⁶.

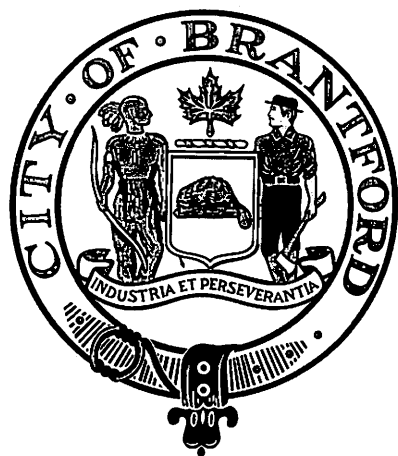
When arms and a flag were granted to the Town of Picton by Letters Patent on 29 May 1989, the Town’s heraldic inheritance from its namesake was appropriately recalled, together with symbols of its Loyalist roots and its beginnings from two separate settlements.

Incorporated in 1834, three years earlier than Picton, the village of Port Hope, located some distance west of Picton on the shore of Lake Ontario, adopted a pseudo-heraldic device which honoured the importance of its lake-side harbour using a female figure whose hand rested on an anchor, the traditional Christian iconography for the virtue of Hope.

This emblem provided considerable material on which to base lawful arms so that the grant of arms, a flag and a badge, dated 18 January 1991, permitted the community to recall its symbolic inheritance while adding new themes to its symbolic repertoire.

As a final Ontario example, we move westward again to the farming industrial centre of Brantford also noted for its proximity to a key settlement

of the indigenous peoples, the Six Nations on the Grand River. Founded in 1830, Brantford was incorporated as a Town in September 1847, becoming a City municipality 31 May, 1877.



NATIONAL SYMBOLS – LOCAL CONTEXT: BRANTFORD

In Brantford, we find a good example of the local use of two symbols that in the 19th century became firmly established as national symbols; the beaver and the maple leaf. In 1847 Brantford Council chose the maple leaf as the central emblem for the Town seal, surrounded by the words "BRANTFORD CORPORATION". In 1877, the emblem was modified, becoming much more explicitly heraldic in style, incorporating a maple leaf as a crest and adding supporters, a pioneer carrying an axe and a native Indian with a bow. The rendering of this new symbol blended a sillographic and heraldic approach.

When arms, a flag and a badge were granted in 1991¹⁷, the earlier design formed the exact basis for the grant of arms, although the opportunity to render the native Indian supporter more precisely was not overlooked, nor was the prospect of emphasizing that these were municipal arms through addition of the mural coronet to the maple leaf crest.

CASE STUDIES: WESTERN CANADA

Although European settlement in western Canada occurred in some cases two centuries later than beginnings of settlement in the St. Lawrence Valley, the actual evolution of official municipal symbolism in Western Canada, dating from the second half of the 19th century, does not show a pattern significantly different from the eastern Canadian experience.

Three examples are put forward here to support this claim. Firstly on the prairies, we can briefly examine the case of Regina, capital city of the province of Saskatchewan. Founded in 1882 and named for Queen VICTORIA, Regina was incorporated in 1903. Three years later the first version of an emblem in the heraldic style was adopted by City Council, and a later version in 1913. In 1948, a third version was adopted. The shield combines what might be referred to as the classic heraldry of the garb, highly appropriate for the capital of a wheat growing province and the pictorial symbolism of the buffalo in chief standing amidst a grove of trees.

When the arms were granted in 1992¹⁸, the shield was simplified, the buffalo now in one tincture against a plain field. Supporters and a compartment were also added, as well as a mural coronet to signify municipal government. A flag was also granted, a symbolic metaphor for the grain lands and the great prairie sky above with the Royal Crown recalling Queen VICTORIA.

Finally, on the Pacific Coast in the westernmost province of British Columbia, we show two examples where the evolution begins almost identically with pictorial sillography, mirroring approaches seen before in eastern communities but then proceeds much more rapidly in one case to an emblem styled as heraldry.

The City of Vancouver, now Canada's third largest city was incorporated in 1886. For the first fifteen years or so of its corporate existence, Council authorized use of a pictorial badge. Then, spurred on by the prospect of a Royal Visit in 1901, City Council commissioned a local artist who was a knowledgeable heraldist, James BLOMFIELD¹⁹ to design a coat of arms, which Council adopted in 1903. BLOMFIELD reproduced his Art Nouveau style rendering in 1945 to replace the lost original. The simplicity of BLOMFIELD's design is apparent; the symbolism of the waters for the harbour, the caduceus of Mercury for commerce, the logger and fisherman for the foundation industries. Unfortunately, early redesignings of BLOMFIELD's rendering by the heraldically ignorant, resulted in a disastrous debasement for nearly sixty years. Fortunately, a grant from the College of Arms on 31 March 1969 rescued the concept, with minor changes and officially recognized the heraldic heritage of the City.

The adjacent municipality to the east of Vancouver is the former District, now City of Burnaby. Incorporated in 1892, as in Vancouver, Burnaby Council decided to use a pictorial seal as its first official emblem. The symbolism was centred on the cornucopia representing agricultural abundance and local market gardens and a wooden house set beneath two fir trees, a probable reference to the quiet residential character of a suburban community between the cities of Vancouver and New Westminster.

This pastoral emblem was in use for nearly a century as the municipality's population grew from 250 to over 200,000. Urban densities and light industry came to characterize Burnaby as it approached the centennial of its incorporation.

The approaching anniversary led District Council to petition for a coat of arms. This was granted 28 April 1991²⁰. Here the symbolism was heavily based on the landscape and natural heritage of the region. On the shield the municipal territory is represented by the gold field contained between the waters of Burrard Inlet in the north and the Fraser River in the south, "*Azure on a Canadian fess wavy Or an eagle displayed Azure armed and tufted Argent charged on each wing with a fountain*". The magnificent eagles which habit Burnaby Mountain on the north side of the municipality are used as an emblem of the community's spirit, with each wing charged with a fountain to represent the two large lakes in Burnaby's centre.

New symbols are added, including, in the crest, a demi lion Gules, an allusion to the lion passant guardant Gules in the arms borne by members of the family of Robert BURNABY (1828-1878) of Loughborough, Leicestershire, England, namesake of the District²¹. The municipal flower, the rhododendron is incorporated as a collar for the supporters with the motto as the sole survivor from the original seal. A flag, in the form of a banner of the arms is granted as well as a badge in the form of a heraldic pun on the corporation's name, using a burning bee.

In the six years since the Heraldic Authority was created 62 grants have been made to Canadian municipalities and a further 18 petitions are in process. The majority of these have included the grant of a municipal flag and at least half have also included a badge. This represents, roughly 1.7 per cent of the total of incorporated Canadian municipalities. Clearly, great potential for further activity remains.

While the preceding case studies have demonstrated that the situation varies from community to community several patterns emerge. Sometimes, the presence of the Authority ensures that the emblems designed locally can be legally validated, with relatively minor technical adjustments, as

for Quebec City, Halifax, Toronto and Vancouver. In the majority of cases, however, there is nothing heraldic to build on, only what one might refer to as symbolic themes, so that the grant from the Canadian Heraldic Authority represents substantial visual change, from the lay person's perspective and signals the start of a new symbolic tradition for the community. If present trends continue it can be argued that the work of the Authority will, in 50 to 75 years, bring to a close the Canadian municipal tradition of pictorial emblems, logos and wordmarks and replace it with lawful heraldry.

There is not time, within this paper, to deal at any length with the phenomenon of logos and wordmarks as official municipal symbols. At present, they are in regular use in many Canadian municipalities, including some, where lawful arms now exist, as in the City of Regina. The experience of my colleagues and I to date suggests that if we have an opportunity to provide substantial briefings to elected and appointed municipal officials, heraldry is still favoured as the "senior" and enduring form official symbolism. Heraldry's dignity, technical superiority and aesthetic versatility are recognized in contrast to the limited aesthetic shelf life and more transitory character of logos and trademarks, most of which are highly susceptible to changes in the graphic style of a period.

IN SUMMARY AND IN THE FUTURE

In summary, what can be concluded about the impact of the first six years of the work of the Canadian Heraldic Authority in relation to Canadian civic symbolism?

Firstly, the level of awareness of the nature of heraldry is growing and spreading in the municipal world in Canada. There is a wider appreciation of the legal and aesthetic nature of heraldry and a growing knowledge about the procedures to be followed to acquire lawful arms. On the technical and cultural side, Canada now possesses its own mechanism for determining the structural character and content of municipal heraldry. As you have seen, we have determined that all incorporated municipalities, whatever their size, age or location shall be eligible to be granted arms, crest, motto, supporters, flag and a badge. As you have seen, also, not all municipalities chose to receive all these elements. At the same time, through the petition process and in subsequent contact we encourage municipal corporations to develop what we call a hierarchy of use; to use the full achievement in colour for some purposes and the shield only in black and white for others. We encourage them to carefully consider and take advantage of the versatility of their heraldic symbols and explore use of them in a variety of media. In this area, some excellent interpretations have begun to appear, including the new ceramic sculptures of

the arms of Windsor and Markham, Ontario by the Artessa Studio and the large poured concrete sculpture on the facade of the new municipal hall in Delta, British Columbia.

In discussions with municipal petitioners, my colleagues and I frequently refer to heraldry as one of our most beautiful inheritances from Europe, a comment that generally has a positive impact. However, we need to remember that this idea is, in Canada, an imported tradition. We have no medieval heraldic tradition ourselves. If municipal heraldry is to flourish in Canada, it must be presented in other ways; as a grant of honour from the Canadian Crown, or to put that another way, as a symbol through which the whole country honours the importance of a particular community. As noted earlier, heraldry is also gaining ground in municipalities in Canada because arms are a true symbol; at their best they are timeless and yet flexible through time, preserving the symbolic character of a particular place but adapting to the inevitable changes in aesthetic style. Blazons are the music of symbolism, fixed yet capable of an almost infinite number of interpretations.

Earlier, I remarked that in many ways the history of Canadian civic heraldry is just 50 years old, with the first Crown grant dating from 1945. As might be expected, the establishment of the Canadian Heraldic Authority has accelerated the pace and the nature of the evolution of this official symbolism dramatically. With the College of Arms and the Court of the Lord Lyon assisting Canadians to make a strong beginning in this field between 1945 and 1988, the Authority provides Canadians with the technical, legal and cultural focal point to carry this evolution forward. Ultimately, perhaps a century from now, the map of Canadian municipal heraldry will be substantially complete. In the meantime, I felt that an appropriate conclusion would be to offer a brief visual survey of some of the other new municipal arms, to provide a sense of our structural and aesthetic approach. There is not time to provide a detailed analysis of each design but I will indicate the main thematic impulse in each case.

A VISUAL SURVEY

To move from east to west, beginning with the small rural municipality of St-Cyrille-de-Lessard, Québec²². Here the symbolism is a metaphor for the local landscape, a series of 5 “ranges” of settlement moving through progressively higher hills.

Moving to the region of Metropolitan Montreal, we have the arms of Ville de La Salle, an urban municipality of over 100,000 on St. Lawrence River west of Montreal. The arms, granted 4 June 1992 were designed by Auguste VACHON, Saint-Laurent Herald, basing the concept on emblem previously

developed by a Canadian heraldist, M. Victor MORIN, who, in turn, based his concept on the personal arms of the great 17th century explorer, Robert CAVALIER de la SALLE. As with the arms of Truro, M. VACHON used this opportunity to honour the local indigenous peoples and refer to several elements in the remarkable life of de la SALLE ²³.

Moving into the province of Ontario, I am including the arms and flag of Midland, a light industrial and resort centre on the shores of Georgian Bay. The design is based on the Mission Cross, a new heraldic charge we created for communities which began, as Midland did in the 1640s, with a Christian mission. Here you see the achievement of arms, the flag and the municipal police badge ²⁴.

On the Canadian prairies, several smaller communities have received grants. The two shown here, Balgonie ²⁵ and Kindersley, Saskatchewan ²⁶ are linked because both concepts derive from the personal arms of the members of the Scots noblesse and English nobility who are the namesakes of the community.

We conclude with three communities in British Columbia.

The District of North Vancouver was incorporated in 1891 and like so many Canadian communities used a pictorial seal as its official emblem. The new arms, granted in 1991²⁷, strongly reflect the local landscape where the mountains rise steeply from the sea. Five hundred kilometres north-east is the small rural District of 100 Mile House in the centre of the ranching country. Here the design recalls the historic developments of the gold rush trail to the Cariboo gold fields at Barkerville in the 1860s when 100 Mile House was a road house on this journey ²⁸. Finally, turning back to the coastal region, I am showing the arms of Mission, British Columbia, a suburban and industrial District municipality of 25,000 on the Fraser River. Here also, the concept is centred in local history. This design inaugurated the appearance of the Mission cross, as Mission was established in 1862 by the Oblates, whose cross is also featured²⁹. The local indigenous peoples, the Salish, are honoured here in the crest with a canoe of the classic type they favoured.

My colleagues and I have found our work with Canadian municipalities to be particularly rewarding. We believe that grants to municipalities, because they have the potential to touch the lives of so many Canadians are a particularly vital segment of our service. The grants already completed and those to come will not only transform the character of Canadian municipal symbolism but may prove the key ingredient in transforming heraldry from a well regarded imported tradition to something perceived as more deeply Canadian.

BIBLIOGRAPHY

GALLAWAY, S.: *Beddoe's Canadian Heraldry*. Belleville: Mika Publishing, 1981.

Various short articles in *Heraldry in Canada*, the quarterly journal of the Heraldry Society of Canada, 1966 to date.

NOTES

1. The grant made by Lord Lyon King of Arms 1945 to Westmount, Quebec, one of the constituent municipalities of the metropolitan region of Montreal.
2. As noted in Robert PICHETTE: «Les origines de l'héraldique au Canada Français». In: *Heraldry in Canada 1966 - 1986*. Ottawa, 1986, p. 18, referring to a document in the National Archives of Canada, MG5B1, volume 5, partie 2, p. 99 and MG1C"A volume 4, p. 86.
3. An example is found in *An Act to Incorporate the Villages of Hollowell and Picton, by the name of the Town of Picton and establish a Police Therein*, passed 4 March 1837 by the Legislative Assembly of the Province of Upper Canada at Toronto. The Act provided that "The said Villages of Hollowell and Picton be Incorporated in one Town, under the name of the Town of Picton...which shall be and is hereby declared a Body Corporate and Politic... and may have a Common Seal, and may alter the same at pleasure".
4. The seals were the subject of the exhaustive landmark study by Sir Conrad SWAN, Garter King of Arms: *Canada Symbols of Sovereignty*. Toronto: University of Toronto Press, 1977.
5. The Special Committee was established 9 October 1946 and included former Mayor M. Lucien BORNE as Chairman ex-officio, M. Edouard HAMEL, Chief Engineer of the City and M. François-Xavier CHOUMINARD, archivist – statistician. The actual rendering of the armorial design was given to a knowledgeable amateur, M. Maurice BRODEUR. (Résumé provided by the Archives of the City of Quebec from files in the office of the City Clerk).
6. The presentation took place in the Council chamber at City Hall 22 September, 1988, a room featuring several examples of the old emblem 1833-1949, notably as a polychromed carving on the Speaker's chair or throne, circa 1865. For some details on the ceremony see Jean PELLETIER: «Les Armoiries de Québec». In: *Heraldry in Canada*. 27 (1993)–2, p. 14.
7. Grant of arms and flag to the City of Quebec, Letters Patent, 20 September 1988, Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada, Volume I, p. 3. Blazon: *Azure, on a base Barry wavy Argent and Azure an ancient ship under full sail Or, on a chief Gules fimbriated Or two keys in saltire Or surmounted by a maple leaf Vert, the shield is ensigned with a mural coronet Argent masoned Sable with ports Gules*. Motto: *DON DE DIEU FERAY VALOIR*. Flag: *Azure an ancient ship under full sail Or within an embattled bordure Argent*.
8. By the terms of an Act of the Legislative Assembly of Prince Edward Island passed 17 April 1855.
9. The crest; *above a helmet mantled Argent and Vert is blazoned, "Issuing from a circlet of Lady's Slipper (Cypripedium acaule) flowers proper a mast also proper bearing a sail of the City's Arms flying a pennant per fess Vert and Argent rigged Sable"*; Supporters: *Dexter a griffin Argent sinister a fox Argent standing on a compartment composed of a meadow above red soil proper washed by waves of Charlottetown harbour Argent and Azure; Motto: CUNABULA FOEDERIS; Badge: A mast proper charged with a garb also proper the whole encircled to the dexter a linden branch both leaved Vert; Flag: A banner of the Arms the three*

edges in chief fly and base charged with a bordure compony Vert and Argent: From Letters Patent 28 August 1989, op.cit.

10. According to the terms of an Act passed 10 May 1841 by the Legislative Assembly of Nova Scotia (Cap LV) entitled "An Act to Incorporate the Town of Halifax".
11. As outlined in a report prepared circa 1964 by the City Clerk's office, City of Halifax, entitled "The Coat of Arms of Halifax".
12. "The Coat of Arms of Halifax", *op.cit.*
13. City of Halifax, Ordinance N^o 1 "City Seal and Arms", 17 December 1936.
14. According to the terms of an Act of the Legislature of the Province of Nova Scotia entitled an Act to Incorporate the Town of New Glasgow, passed 6 May 1875.
15. PICTON was incorporated in 1837 from two villages, both founded in the late 1780s by refugees, "Loyalists" from the American Revolution.
16. The crest of Sir Thomas PICTON was "*Out of a mural crown Gules a Mullet Or charged with a Pellet between two branches of laurel proper*". Extract from the records of the College of Arms, reported to the author by letter from Garter King of Arms, 13 April 1989.
17. By Letters Patent of 6 March, 1991, Volume II, p. 80 of the Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada.
18. Letters Patent granting arms and a flag to the City of Regina, Saskatchewan, 5 September 1992, Volume II, p. 187 of the Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada.
19. A more detailed examination of BLOMFIELD's career is given in *BC Historical News*. 6 (1973)-3, p. 19-22.
20. Letters Patent of 24 April 1991, Volume II p. 91 of the Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada.
21. For some details of Robert Burnaby's life see W. DRAYCOTT: "Robert Burnaby and Municipality". In: *Museum and Art Notes Second Series*. Vancouver [B.C.]: Vancouver City Museum. 1 (1949)-1, p. 19-21.
22. Letters Patent granting arms and a flag to St-Cyrille-de-Lessard, Quebec, 16 May, 1994, Volume II, p. 328 of the Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada.
23. Letters Patent granting arms to Ville de LaSalle, Québec, 4 June 1992 in Volume II p. 170 of the Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada. See also A. VACHON: «Les Armoiries de Ville de LaSalle». In: *Heraldry in Canada*. 27 (1993)-2, p. 18-19.
24. Letters Patent granting arms and a flag to Midland, Ontario, 30 June, 1993, Volume II, p. 243 of the Public Register of Arms, Flags and Badges of Canada.
25. Letters Patent granting arms and a flag to Balgonie, Saskatchewan, 4 June 1993, Volume II, p. 248 of the P.R.A.F.B.C.
26. Letters Patent granting arms, a flag and a badge to Kindersley, Saskatchewan, 28 April 1993, Volume II, p. 231 of the P.R.A.F.B.C.
27. Letters Patent granting arms and a flag to the District of North Vancouver, British Columbia October 16, 1990, Volume II, p. 45, of the P.R.A.F.B.C.
28. Letters Patent granting arms to the District of 100 Mile House, B.C., 15 December 1993, Volume II, p. 214 of the P.R.A.F.B.C.
29. Letters Patent granting arms and a flag to the District of Mission, British Columbia, 27 March 1992, Volume II, p. 148 of the P.R.A.F.B.C.

**À PROPOS
DU XXI^E CONGRÈS
INTERNATIONAL
DES SCIENCES GÉNÉALOGIQUE
& HÉRALDIQUE
À LUXEMBOURG 1994**

**DOKUMENTARBERICHT
ÜBER DEN
21. INTERNATIONALEN
KONGRESS FÜR GENEALOGIE
& HERALDIK
LUXEMBURG 1994**



Son Altesse Royale le Grand-Duc JEAN de Luxembourg a accordé
Son Haut Patronage au XXI^e Congrès International des Sciences généalogique et héraldique
de Luxembourg - 1994.

**XXI^E CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES
GÉNÉALOGIQUE ET HÉRALDIQUE**

**21. INTERNATIONALER KONGRESS
FÜR GENEALOGIE UND HERALDIK**

**THE 21ST INTERNATIONAL CONGRESS OF
GENEALOGICAL AND HERALDIC SCIENCES**

LUXEMBOURG 28 VIII – 3 IX 1994

Organisateur / Organisator / Organizer:

Association Luxembourgeoise de Généalogie et d'Héraldique, a.s.b.l.
Château de Mersch L-7502 MERSCH (G.-D. de Luxembourg)

avec la collaboration de / unter Mitwirkung von /with the collaboration of:

Les Amis de l'Histoire – Luxembourg, a.s.b.l.
Archives municipales de la Ville de Luxembourg
Archives Nationales – Luxembourg
Association SESAM Luxembourg, a.s.b.l.
Bibliothèque Nationale – Luxembourg
CLUDEM – Groupe de recherches médiévales près le Centre
Universitaire de Luxembourg
Musée National d'Histoire et d'Art – Luxembourg
Section historique de l'Institut grand-ducal

Parrainage / Sponsoren / Cultural Patronage:

Présidence du Gouvernement / Ministère d'État, Luxembourg
Ministère des Affaires culturelles, Luxembourg
Collège des Bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg
Fonds Culturel National

Comité d'honneur / Ehrenkomitee / Honorary Committee:

S.E. Monsieur Jacques SANTER, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre
des Affaires culturelles, Président désigné de la Commission européenne
S.E. Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre délégué aux Affaires culturelles
Madame Lydie WURTH-POLFER, Bourgmestre de la Ville de Luxembourg
Monsieur Gilbert TRAUSCH, Président de la Commission héraldique de l'État

Président du Congrès / Kongresspräsident / President of the Congress:

docteur Jean-Claude LOUTSCH, Président de l'Académie Internationale d'Héraldique

Secrétaire général / Generalsekretär / Secretary General:

Jean-Claude MULLER, Attaché de Gouvernement, Vice-président de l'A.L.G.H.

Comité Organisateur / Organisationskonitee / Organizing Committee:

M. Fernand EMMEL, archiviste de la Ville, président de l'A.L.G.H.

M. Jean ENSCH, vice-président de l'A.L.G.H.

M. Georges KIESSEL, secrétaire-trésorier de l'A.L.G.H.

M. René KLEIN, héraldiste, membre de l'A.L.G.H.

M. Jean-Paul LEHNERS, professeur au Centre Universitaire

M. Marcel LENERTZ, héraldiste, membre de l'A.L.G.H.

M. Jean-Claude LOUTSCH, président du Congrès

M. Michel MARGUE, professeur, membre du CLUDEM

M. Paul MARGUE, professeur hon., éditeur de la revue *Hémecht*

M. Jean-Claude MULLER, secrétaire général du Congrès

M. Michel PAULY, professeur, membre du CLUDEM

M. Théodore A.H. PESCATORE, membre de l'A.L.G.H.

M. Léon SCHROEDER, membre de l'A.L.G.H.

M. François SCHROEDER, membre de l'A.L.G.H.

M. Fernand TOUSSAINT, membre de l'A.L.G.H.

en collaboration avec le Bureau permanent des Congrès:

M. Roger HARMIGNIES, président

M. Nils BARTHOLDY, secrétaire.

Expositions dans le cadre du Congrès / Ausstellungen anlässlich des Kongresses / Exhibitions organized on the occasion of the Congress:

HÉRALDIQUE ET GÉNÉALOGIE AU LUXEMBOURG

exposition en deux volets aux Archives Nationales – Plateau du Saint-Esprit et au Musée National d'Histoire et d'Art – Luxembourg

ERMESINDE – MÉMOIRE DES GÉNÉRATIONS

exposition en la Salle Mansfeld de la Bibliothèque Nationale – Boulevard Roosevelt – Luxembourg.

Un catalogue unique – relié en tête-bêche – et richement illustré a paru dans le cadre de ces deux expositions et les documents pour la postérité.

LA SÉANCE INAUGURALE DU CONGRÈS À L'HÉMICYCLE EUROPÉEN DE KIRCHBERG LE LUNDI 29 AOÛT 1994

PAROLES DE BIENVENUE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, MONSIEUR JEAN-CLAUDE MULLER

Monseigneur,

Permettez au Secrétaire général du Congrès de Vous présenter au nom de tous ici rassemblés nos salutations très respectueuses. S'y ajoute notre gratitude que Vous ayez bien voulu accepter la charge de représenter Votre auguste Père, Monseigneur le Grand-Duc, à l'ouverture de notre Congrès international de généalogie et d'héraldique qui rassemble exactement 248 participants de 34 pays des cinq continents à Luxembourg pendant une semaine. Puis-je vous prier au nom de tous les congressistes, Monseigneur, de transmettre à Vos augustes Parents nos sentiments de dévouement et de fidèle attachement à une Famille exemplaire ainsi qu'à une institution respectée.

Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Bien chers congressistes,

De 1929 à 1992, vingt Congrès Internationaux des Sciences généalogique et héraldique ont eu lieu de Madrid à Bruxelles, d'Uppsala à Lisbonne, contribuant puissamment à revaloriser des sciences que d'aucuns voudraient traiter de simples auxiliaires de la grande Histoire et à qui d'autres reprochaient naguère d'entretenir des idéologies de classe. Si notre XXI^e congrès de Luxembourg sera celui de la majorité, si en fait nous atteignons l'âge adulte, nous le saurons à la fin de la semaine.

Je demanderais à présent au comte Peter af TRAMPE de Suède, héraut du Congrès d'Uppsala, de venir me remettre les insignes de la charge de héraut.

Notre Congrès de Luxembourg réunit pour la première fois un fort contingent de représentants de pays, dont on osait à peine imaginer en 1988, quand le Bureau permanent des Congrès réuni à Innsbruck décida que Luxembourg allait organiser ce congrès, qu'ils allaient pouvoir se rendre sans difficultés à Luxembourg et assister à notre grande réunion internationale. Je parle évidemment des congressistes venus de Russie, de Pologne, de

Slovaquie, de Croatie, de Slovénie, de Hongrie et de Roumanie, mais je n'oublie pas pour autant la République d'Afrique du Sud. En effet nous avons parmi nous ce matin les hérauts d'armes officiels du Canada, de Suède, d'Afrique du Sud et de Russie. Nos félicitations particulières s'adressent à Monsieur Georges VILINBAKHOV, vice-directeur du Musée de l'Ermitage à St. Petersbourg, qui vient seulement d'être nommé à cette fonction la semaine dernière par le président Boris ELTSINE.

Hélas, alors que des régimes totalitaires tenaient enfermés jusqu'il y a peu ces collègues, leur rendant impossible d'assister à nos Congrès, ils risquent actuellement d'en être exclus à cause d'une situation économique sombre. Pour ma part je ne trouve pas normal que nos pays occidentaux exigent d'eux des droits de visa d'entrée qui s'élèvent souvent à l'équivalent d'un salaire mensuel dans les pays concernés. Mais il ne faut pas désespérer tant que subsiste l'espoir d'un avenir meilleur. Aussi est-ce avec émotion que je vous donne lecture à présent d'une lettre reçue par les organisateurs luxembourgeois de la part de Monsieur Anatoli SAVTCHOUCK, le maire de St-Petersbourg si connu pour ses positions démocratiques, dans laquelle il nous invite dans la 'Venise du Nord' pour un des prochains Congrès internationaux.

Puis-je à présent demander à Mme le Ministre Marie-Josée JACOBS de prendre la parole et d'ouvrir officiellement le Congrès. Madame JACOBS exerce une double fonction ministérielle qui prend pleinement en compte les deux versants de l'étymologie de *culture*, mot qui dérive du latin *colere*: à savoir les Affaires culturelles et l'Agriculture.

Le Ministère des Affaires culturelles du Grand-Duché de Luxembourg a bien voulu s'accocier au parrainage de ce XXI^e Congrès International, notamment par une garantie de bonne fin financière et une aide substantielle aux participants des pays de l'Europe du Centre et de l'Est. Soyez-en bien sincèrement remerciée, Madame la Ministre. Notre gratitude s'adresse également à Monsieur le Premier Ministre Jacques SANTER, Ministre d'État et Ministre des Affaires culturelles, qui offrira le banquet de clôture du Congrès au château médiéval de Vianden.



МЭР САНКТ-ПЕТЕРБУРГА

Участникам XXI Международного
Конгресса генеалогических
и геральдических наук

Люксембург, 28 августа-3
сентября 1994 г.

Доктору Ш.-К.Лучу

Уважаемый господин Ш.-К.Луч, Председатель XXI
Международного Конгресса генеалогических и геральдических наук,
Уважаемые дамы и господа,


Поздравляю всех Вас с открытием столь представительного международного форума экспертов по генеалогии и геральдике. Я испытываю чувство глубокого удовлетворения от того, что на Конгрессе присутствует группа российских ученых и что это в основном петербуржцы - сотрудники Российской Национальной Библиотеки и Государственной Герольдии при Президенте России.

Одно из заседаний Конгресса специально посвящено Санкт-Петербургу, и я с удовольствием представляю участникам Конгресса тезисы докладов, подготовленных Институтом генеалогических исследований. Чрезвычайно важно то, что лейтмотивом этих докладов является идея об уникальной роли Санкт-Петербурга как города, олицетворявшего столь актуальную ныне идею единства Европейского континента. Надеюсь, что один из ближайших очередных международных конгрессов по генеалогии и геральдике состоится в Санкт-Петербурге.

Желаю всем участникам XXI Конгресса успешной и плодотворной работы на благо развития отрасли знаний, которая служит благородному делу сохранения исторической памяти о людях, живших до нас, делу упрочения преемственности поколений и культурных традиций, делу сближения людей, принадлежащих к самым различным социальным, этническим, языковым и религиозным общинам.

С самыми добрыми пожеланиями

Мэр - Председатель
Правительства
Санкт-Петербурга



А. А. Собчак

**ALLOCUTION DE MADAME MARIE-JOSÉE JACOBS,
MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES CULTURELLES
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

Altesse Royale,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Au nom du Gouvernement du Grand-Duché et en mon nom personnel, je voudrais vous souhaiter une très cordiale bienvenue à Luxembourg, ville-forteresse des temps anciens qui s'est transformée en ville de congrès accueillante. En même temps, Luxembourg a eu la chance d'être choisis comme un des sièges des institutions de l'Union européenne. Vous trouverez implantés sur ce plateau de Kirchberg la Cour de Justice européenne, la Cour des Comptes, la Banque européenne d'investissement ainsi que le secrétariat général du Parlement européen et différents services de la Commission, notamment le service de traduction des organes de l'Union.

C'est pourquoi je ressens un plaisir particulier à voir si nombreux ce matin les représentants de 34 pays du monde entier. Parmi ceux-ci sont présents bien sûr les douze pays membres de l'Union européenne, mais également les quatre pays candidats qui adhéreront sans doute au premier janvier de l'année prochaine. Je voudrais saluer avec une cordialité particulière les représentants des pays de l'est et du sud-est européen que le Ministère des Affaires culturelles du Luxembourg soutient dans le cadre des accords culturels bilatéraux.

Monseigneur,
Mesdames, Messieurs,

N'est-il pas étonnant que précisément dans ces pays-là, nous ayons pu dernièrement observer un regain d'intérêt spectaculaire pour l'héraldique ? Partout des nouvelles armoiries ont été créées ou d'anciennes remises en valeur après la chute des régimes communistes. Tout se passe comme si ces armoiries nouvellement adoptées sont des gages de la liberté retrouvée, des symboles d'aspirations qui s'articulent difficilement hors du monde de l'image symbolique.

Dans une section de votre congrès, vous allez étudier les phénomènes de l'héraldique municipale au cours des cinq prochains jours. Sans doute n'est-ce pas une coïncidence qu'au Luxembourg aussi, toutes les communes et localités importantes ont été dotées d'armoiries héraldiquement correctes en 1989 précisément. On l'a souvent dit et répété: nous vivons de plus en plus dans une civilisation qui met l'accent sur le côté visuel des choses. Les images priment tout.

Or vous avez tous conscience que rien n'est aussi manipulable qu'une image, qu'une impression fuyante. Les dangers ne sont pas absents non plus dans le domaine parallèle de la généalogie: les ethnologues constatent avec stupeur que beaucoup de conflits contemporains peuvent se ramener à une «quête d'ancêtres» poussée à l'excès. Force nous est donc de lutter à tous les niveaux contre les nationalismes renaissants qui manipuleraient les recherches généalogiques et héraldiques auxquelles vous vous livrez avec tant de passion et d'engagement.

La recherche des filiations a connu dans notre pays un essor remarquable depuis la fondation, en 1984, de l'Association luxembourgeoise de généalogie et d'héraldique (A.L.G.H.) sous l'égide du Ministère des Affaires culturelles. La vaillante organisation de ce Congrès démontre mieux que toute publication ou discours que depuis dix ans, un travail considérable a été accompli sans que l'enthousiasme des premiers jours n'ait subi des entorses.

Le Luxembourg est par ailleurs un terrain idéal pour ces recherches. Nous avons connu au cours des deux siècles derniers des mouvements migratoires proportionnellement plus élevés que beaucoup de nos voisins.

Si une personne sur cinq a émigré au Nouveau Monde au XIXe siècle à cause de la terre qui ne nourrissait plus les siens, cette main-d'oeuvre manquait quand l'industrie sidérurgique prit son essor dans le sud du Luxembourg après 1870. On eut alors recours aux étrangers des pays romans du sud de l'Europe. Ainsi aujourd'hui, environ 30 % de la population, qui vit et travaille ici au Luxembourg, est non-luxembourgeoise. C'est un vrai record et il est d'autant plus remarquable que cette coexistence est généralement harmonieuse et pourrait servir de modèle pour une future Europe.

En 1995, Luxembourg sera Ville européenne de la Culture, titre que détient actuellement Lisbonne, la capitale du Portugal, le pays dont provient le plus fort contingent de nos immigrants. Le logotype retenu pour l'année culturelle luxembourgeoise est "Luxembourg, Ville européenne de toutes les cultures" et cela exprime avec justesse la richesse que signifie au plan culturel le brassage des populations, dont on semble avoir tellement peur dans certaines parties du monde.

Dans l'optique de ce que je viens d'exposer, je souhaite plein succès à votre Congrès international de Luxembourg. Je félicite les organisateurs apparemment infatigables et vous souhaite à vous tous de passer quelques journées enrichissantes dans notre ville si belle pendant ces derniers jours de l'été. Et je ne pourrais conclure sans lancer à chacun d'entre vous une invitation: rendez-vous à Luxembourg, ville culturelle européenne en 1995.

Monseigneur,
Excellences,
Chère assemblée,

Je déclare à présent ouvert le XXI^e Congrès International des Sciences généalogique et héraldique de Luxembourg mil neuf cent quatre-vingt quatorze.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DU BUREAU PERMANENT DES CONGRÈS, MONSIEUR ROGER HARMIGNIES

Altesse Royale,
Monsieur le Président,
Excellences,
Monseigneur,
Mesdames et Messieurs

Un heureux concours de circonstances veut qu'après un congrès nordique, à Uppsala en Suède en 1992, nous avons le plaisir à être accueillis au milieu de l'Europe, dans la capitale d'un État, dans la ville dont la souveraine est un enfant d'une inoubliable princesse suédoise.

La situation géographique et politique privilégiée de Luxembourg et le charme accueillant de cette ville ont sans nul doute contribué pour beaucoup à l'ampleur des inscriptions à ce XXI^e congrès. Le choix des thèmes proposés n'y est sans doute pas étranger non plus.

La ville de Luxembourg fête cette année le 750^e anniversaire de son affranchissement par ERMESINDE II., comtesse de Luxembourg, de Laroche et de Durbuy, successivement aussi comtesse de Bar, duchesse de Limbourg et marquise d'Arlon par ses deux mariages, ancêtre lointaine et multiple des souverains luxembourgeois, comme de bien d'autres monarques aussi.

Le souvenir de cette charte d'août 1244 est à l'origine du premier thème qui fut proposé par les organisateurs du XXI^e congrès: «*La ville et ses habitants: aspects généalogiques, héraldiques et emblématiques du milieu urbain à travers l'histoire*». Le thème, peu exploité jusqu'ici dans nos congrès, permet de nombreux et fort intéressants développements, dans le cadre des différents pays.

Urbaine ou rurale, une population n'est pas inerte. Les individus, les familles bougent; certaines quittent leur terroir, d'autres viennent s'y fixer. Le Luxembourg a connu de tels mouvements de population, qui furent et restent lourds de conséquences.

C'est ce qui a motivé le choix du second thème de ce Congrès: «*Émigration et immigration, et les problèmes généalogiques, démographiques et héraldiques qui y sont liés*». Un tel thème est bien d'actualité, lorsque l'on considère les flux migratoires que nous connaissons depuis la Seconde Guerre mondiale et qui sont toujours provoqués par les mêmes motifs économiques ou politiques.

Les deux thèmes, approuvés par le Bureau permanent des Congrès, ont incontestablement inspiré un très grand nombre d'auteurs, originaires de nombreux pays d'Europe, y compris d'Europe orientale – ce qui est assez nouveau dans nos congrès – et du Nouveau Monde du Nord et du Sud. Il a donc fallu opérer une sélection dans des dizaines de propositions, parfois en refuser, et répartir les quelque 80 communications retenues en sections cohérentes. Il fallait aussi établir un agenda permettant à chaque participant d'assister à un maximum de conférences dans la discipline qui l'intéresse, en maintenant un équilibre entre sujets héraldiques et sujets généalogiques. Mettre tout cela au point ne fut pas une mince affaire, comme on peut le constater au vu du programme.

Selon une tradition déjà longue, ce programme prévoit également des réunions internationales importantes. En tête de celles-ci se place l'assemblée générale de la Confédération internationale de Généalogie et d'Héraldique. Il s'agit là d'une réunion cruciale pour l'avenir des relations entre fédérations et associations nationales de généalogie et d'héraldique des pays représentés. La crise ouverte lors de la double assemblée d'Uppsala, il y a deux ans, doit impérativement être dénouée. Il est en effet indispensable de sauvegarder et d'intensifier les rapports fructueux qui sont nécessaires, en dehors des congrès, pour que les généalogistes et les héraldistes des différents pays puissent mener à bien leurs recherches et faire connaître leurs travaux à travers le monde. Les délégués des fédérations et associations nationales présents ici doivent faire preuve d'imagination, de compréhension, de générosité pour élaborer un nouveau système de collaboration et structurer une nouvelle organisation suffisamment souple, non seulement d'échange d'informations, mais aussi de promotion de nos disciplines sur le plan international. Ces délégués auront à désigner les personnes morales ou physiques qui auront la charge de faire démarrer cette organisation et de la gérer dans l'intérêt de tous. C'est ce soir-même que tout cela doit voir le jour; il ne faudrait pas en laisser passer l'occasion !

De son côté, le Bureau permanent des Congrès se réunira mercredi soir pour examiner, entre autres choses, les propositions fermes et détaillées des organisateurs pressentis pour mettre sur pied le XXIIe congrès en 1996. Le Bureau pourra donc prendre sa décision définitive à ce sujet et cette décision fera l'objet d'un communiqué officiel vendredi prochain au cours du banquet de clôture à Vianden.

Cette réception de Vianden constituera le point d'orgue du congrès et des manifestations culturelles et activités conviviales qui l'accompagnent. Dès à présent, le Bureau permanent des Congrès et nous tous ici tenons à témoigner notre vive reconnaissance aux plus hautes autorités de l'État luxembourgeois et de la ville de Luxembourg, ainsi qu'aux différentes administrations qui, par leurs généreuses contributions et leur efficace collaboration, permettent à ce XXI^e Congrès international des Sciences Généalogique et Héraldique d'avoir lieu ici et maintenant, et de se dérouler ensuite dans les meilleures conditions.

Mais je ne saurais évidemment terminer sans remercier aussi très chaleureusement le président, le dévoué secrétaire général et tous les membres du comité exécutif, pour les incessants efforts qu'ils ont déployés pendant deux ans afin de mettre sur pied ce congrès en tous points intéressant et qui sera – je le souhaite et j'en suis persuadé – très plaisant à suivre de bout en bout par tous et chacun d'entre nous.

ALLOCUTION
DU DOCTEUR JEAN-CLAUDE LOUTSCH,
PRÉSIDENT DU XXI^E CONGRÈS INTERNATIONAL

Altesse Royale,
Excellences,
Monseigneur,
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Pour la première fois, le Congrès international des Sciences Généalogique et Héraldique a lieu à Luxembourg. Son Altesse Royale le Grand-Duc a daigné lui accorder Son haut patronage et Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier a tenu à être parmi nous pour l'ouverture du congrès. Au nom aussi bien des organisateurs que de tous les participants, je Les prie d'accepter notre profonde gratitude.

Le comité du congrès voudrait aussi exprimer sa reconnaissance à l'égard de Son Excellence, Monsieur Jacques SANTER, Premier Ministre, Ministre d'État, Président désigné de la Commission européenne, qui, toujours ouvert à toutes les manifestations culturelles, a appuyé le projet de ce congrès, et sans qui il n'aurait pas été réalisé. En outre, le Premier Ministre nous fera l'honneur de nous recevoir pour le banquet de clôture au prestigieux château de Vianden. Tous nos remerciements vont aussi à Madame le Bourgmestre de Luxembourg qui a bien voulu mettre à notre disposition le "Cercle Municipal"

pour la durée du congrès, et qui recevra les participants au congrès le mardi 30 août 1994. Enfin je voudrais remercier les directeurs et leurs collaborateurs du Musée national d'histoire et d'art, des Archives nationales et de la Bibliothèque nationale, grâce à qui les expositions thématiques ont pu être réalisées.

Le Luxembourg a de tous temps été au centre des événements de l'histoire européenne. Sa situation au coeur de l'ancienne Lotharingie, sur une frontière linguistique, subissant les influences tant de l'ouest que de l'est, en a depuis ses débuts fait un pays à caractère particulier. Ce n'est pas uniquement par hasard, comme certains historiens ont voulu l'affirmer, que ce petit pays a su garder son indépendance et devenir à l'époque moderne, un État et une Nation à part entière. Les vagues d'immigration, au cours des siècles, semblent avoir renforcé cette évolution.

Les deux sujets retenus pour le XXI^e congrès se sont imposés par l'histoire luxembourgeoise et par l'actualité. Le premier, axé sur la ville et ses habitants, s'est imposé par le fait que la ville de Luxembourg fête cette année le 750^e anniversaire de son affranchissement par la grande comtesse ERMESINDE.

Cette souveraine est particulièrement chère aux coeurs des Luxembourgeois, qui, de tous temps, ont été épris de liberté. Pour les participants du congrès, il est nécessaire d'ébaucher rapidement la biographie mouvementée de cette princesse.

Née en 1186 d'un père âgé de soixante-douze ans, au grand dam de ses cousins de Flandre qui intriguèrent auprès de FRÉDÉRIC Barberousse pour mettre la main sur l'héritage de leur oncle, ERMESINDE fut fiancée à l'âge d'un an à HENRI II., comte de Champagne, son aîné de vingt ans, neveu des rois de France et d'Angleterre, ce qui ne pouvait que déplaire à l'Empereur, qui décida qu'elle ne pourrait hériter ni du comté de Luxembourg, ni du comté de Namur. Suivant la coutume du temps, elle fut amenée et élevée à la cour de Troyes. Mais HENRI de Champagne partit pour la croisade, épousa ISABELLE de Jérusalem et fut couronné roi de Jérusalem (en 1192). La petite princesse ne fut rendue à son père que quelques années plus tard. Celui-ci chercha un autre mari à sa fille et son choix se fixa sur THIBAUT, comte de Bar, à qui elle fut mariée vers 1197. Ce premier mari d'ERMESINDE, de quelque trente ans son aîné, se dévoua à sa cause et guerroya toute la fin de sa vie contre la maison de Flandre. La plus grande partie du comté de Luxembourg fut ainsi reconquise y compris les comtés de Laroche et de Durbuy.

Trois mois après la mort de THIBAUT en 1214, ERMESINDE se maria à WALÉLAN, futur duc de Limbourg. Le contrat de mariage est des plus importants pour le Luxembourg: WALÉLAN apportait en dot le marquisat

d'Arlon, qui devait être uni définitivement au Luxembourg. Il dut prêter serment de maintenir les comtés de Luxembourg, de Durbuy et de Laroche et leurs dépendances dans une seule mouvance et liberté.

Veuve une nouvelle fois en 1226, ERMESINDE s'occupa avec succès de ses domaines, d'abord avec l'aide de son gendre et beau-fils WALÉLAN le Long, sire de Montjoie, puis seule jusqu'à la majorité de son fils HENRI le Blondel en 1236. Mais jusqu'à sa mort survenue en 1247, elle semble avoir, sinon participé au pouvoir, du moins aidé et conseillé son fils le Blondel.

Sous le règne d'ERMESINDE, une vingtaine de villes ou localités furent affranchies, le plus souvent d'après la loi de Beaumont (en Argonne). La comtesse «défenseur contre toute violence» s'efforça de réformer l'administration et surtout la justice. Elle aurait même empêché la noblesse et les paysans luxembourgeois de participer à la croisade française de 1239, les persuadant qu'ils avaient mieux à faire chez eux.

Après la rapide évocation de cette figure exceptionnelle, je pense que les congressistes pourront mieux comprendre le prestige qui entourait la personne d'ERMESINDE à son époque, et la reconnaissance que les Luxembourgeois lui vouent jusqu'à nos jours. Une exposition lui sera consacrée à la Bibliothèque nationale de Luxembourg qui sera ouverte demain soir en votre présence.

Le deuxième sujet retenu concerne l'immigration et l'émigration. À notre époque qui connaît, hélas, une vague de xénophobie et de 'racisme', il est peut-être utile de rappeler que, depuis toujours, les populations se sont déplacées et mélangées.

Le Luxembourg a connu plusieurs vagues d'immigration, au XIVe siècle d'Italiens de Toscane et d'Ombrie, aux XVIIe et XVIIIe siècles surtout de populations originaires du Tyrol et du Vorarlberg, mais aussi de Lombardie, du Piémont et de Savoie, depuis la fin du XIXe et au début du XXe siècle du nord de l'Italie, puis, après la Deuxième Guerre mondiale, du Frioul et du sud de l'Italie. Enfin, depuis une trentaine d'années, le Luxembourg accueille de nombreux Portugais qui représentent actuellement plus de 10% de la population.

Depuis toujours, les immigrants ont été bien accueillis, ce qui, avec leur appartenance à la religion catholique, explique leur assimilation facile.

Avec les institutions européennes et la création de nombreuses banques, d'autres éléments étrangers au Luxembourg sont venus s'y fixer. Actuellement, la population de nationalité étrangère au Luxembourg dépasse les 30%, sans que pour autant il y ait des problèmes notables.

En ce qui concerne l'émigration, la plus ancienne documentée date du XIIe siècle, quand bon nombre de Luxembourgeois se sont fixés en Transsylvanie. La plus connue est celle du début du XIXe, avant l'ère industrielle, quand la misère a poussé des dizaines de milliers de Luxembourgeois, surtout des agriculteurs, à émigrer aux États-Unis, en particulier dans l'Ohio, le Wisconsin et l'Illinois. Toutes ces colonies ont prospéré, mais se souviennent avec nostalgie de leurs origines luxembourgeoises. Leur population représente actuellement plus de 300.000 personnes. À la même époque, de nombreux artisans se sont fixés en France, en particulier à Paris.

À en juger par le nombre important de communications proposées par les participants au Congrès, les deux sujets scientifiques ont rencontré le plus grand intérêt. Nous exprimons le souhait que le présent Congrès ait le même succès que les congrès précédents. Permettez-moi d'adresser quelques mots de bienvenue à nos amis parlant anglais et allemand.

I hope that most of our English-speaking friends have understood my short speech. If not, I may tell you in a few words that the two themes chosen for this congress are, first the city and its inhabitants, because exactly 750 years ago, countess ERMESINDE enfranchised the city of Luxembourg.

The second theme is emigration and immigration, which are both well known in Luxembourg, and have both been practised without major problems throughout our history. This, as we know, is not the case everywhere today. Please, feel welcome in Luxembourg.

Ich darf mich mit einigen Worten an unsere deutsch-sprachigen Gäste wenden, um sie herzlich willkommen zu heißen. Ich möchte nur zu den beiden Themen des Kongresses eine kurze Erläuterung geben:

- 1. Die Stadt und ihre Einwohner. Wir feiern dieses Jahr den 750. Jahrestag der Freiheitsurkunde der Stadt Luxemburg, durch Gräfin ERMESINDE ausgestellt.*
- 2. Einwanderung und Auswanderung sind beide in Luxemburg seit dem Mittelalter bekannt, und haben hier zu keiner Zeit die heute so abscheuliche Ausländerfeindlichkeit ausgelöst. Es ist deshalb ein hochaktuelles Thema.*

Je vous remercie tous de votre attention.

PROGRAMME DU CONGRÈS DE LUXEMBOURG 1994

Lundi, le 29 août 1994

- 10.00 – 12.00 Séance inaugurale en présence de S.A.R. le Grand-Duc héritier, le Prince HENRI de Luxembourg – Discours de circonstance – Exposés scientifiques MARGUE et LEHNERS.
- 12.00 – 14.30 Réception-lunch au Cercle Municipal offerte par le Président
- 14.45 – 18.15 Section A (Grande Salle du Cercle Municipal): "*Luxemburgensia*" sous la présidence du professeur Gilbert TRAUSCH
Section B (Salon Bleu du Cercle Municipal): "*L'Héraldique municipale – pays et régions*" sous la présidence de Don Faustino MENENDEZ PIDAL
- 19.00 – 20.30 Réunion de la Confédération Internationale de Généalogie et d'Héraldique au Centre Carrefour, suivie du dîner confédéral au Restaurant Florentin vis-à-vis du Palais grand-ducal.

Mardi, le 30 août 1994

- 9.00 – 12.30 Section A: "*L'Héraldique de villes particulières*" sous la présidence de M. Hendrik DEGERMAN
Section B "*L'Héraldique municipale – pays et régions: le monde roman du nord*" sous la présidence de M. Jean-Jacques van ORMELINGEN
- 14.30 – 18.45 Section A: "*Aspects théoriques de l'héraldique municipale*" sous la présidence du M. Bengt O. KÄLDE
Section B: "*L'Héraldique municipale – pays et régions: les pays scandinaves et le Canada*" sous la présidence de M. Otto SCHUTTE
- 19.00 – 20.00 Réunion du Bureau de l'Académie Internationale d'Héraldique
- 20.00 – 21.00 Ouverture officielle de l'exposition "*Ermesinde*" à la B. N. Lux.
- 21.00 – 23.00 Réception offerte par la Ville de Luxembourg au Cercle Municipal.

Mercredi, le 31 août 1994

- 9.00 – 11.00 Section unique: "*La documentation généalogique – Problèmes de littérature grise et esquisses de solutions par les nouveaux media*". Table-ronde avec la participation de Mrs Judith REID, MM. Jean ENSCH, Jean-Pierre MASSELA, Jean-Claude MULLER et Igor SAKHAROV.

- 11.00 – 19.00 Excursion en autocar aux châteaux de Septfontaines, Ansembourg et Mersch (siège de l’A.L.G.H.). Après le déjeuner visite du Mullerthal et de la ville abbatiale d’Echternach. Retour via Junglinster.
- 19.00 – 20.30 Réunion du Bureau Permanent des Congrès au Musée du Vin à Ehnen suivie du dîner au Restaurant Bamberg.

Jeudi, le 1er septembre 1994

- 9.00 – 12.30 Section A: *“Influences héraldiques d’un pays à l’autre”* sous la présidence de Mgr. Bruno B. HEIM
 Section B: *“Émigration et Immigration comme facteur culturel à Saint-Petersbourg”* sous la présidence de M. George VILINBAKHOV
- 14.30 – 18.45 Section A: *“Émigration et Immigration dans l’histoire de l’Europe après 1600”* sous la présidence de M. Fernand EMMEL
 Section B: *“L’Héraldique municipale – pays et régions: le monde de l’Europe de l’est et des Balkans”* sous la présidence du Dr. Franz-Heinz von HYE
- 19.00 – 24.00 Dîner de l’Académie Internationale d’Héraldique chez le Président.

Vendredi, le 2 septembre 1994

- 9.00 – 12.30 Section A: *“Sources des recherches sur les migrations”* sous la présidence de M. Claus BLEISTEINER
 Section B: *“Cas d’émigrations en monde latin”* sous la présidence de M. Szabolcs de VAJAY
- 14.30 – 18.30 Section A: *“Immigration au Nouveau Monde”* sous la présidence de M. Jean ENSCH
 Section B: *“Histoire des migrations est-ouest”* sous la présidence du Dr. Igor SAKHAROV
- 20.30 – 24.00 Dîner de clôture du Congrès International offert par le Premier Ministre et le Gouvernement luxembourgeois au Château médiéval de Vianden – Proclamation et remise des différents prix de la Confédération Internationale de Généalogie et d’Héraldique.

Samedi, le 3 septembre 1994

- 10.00 – 11.30 Promenade héraldique au coeur de la vieille Ville de Luxembourg (sous la direction de M. Jean-Claude MULLER).

**NOMS ET PAYS D'ORIGINE DES PARTICIPANTS
AU XXI^E CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES
GÉNÉALOGIQUE ET HÉRALDIQUE –
LUXEMBOURG – 1994**

Nom en caractères gras = conférencier

Nom en caractères italiques = membre du comité d'organisation local

(*) = conférence prononcée mais non publiée dans les actes du Congrès

(aih) = membre de l'Académie Internationale d'Héraldique

(bpc) = membre du Bureau permanent des Congrès

ADROER Anna-Maria	Espagne
ALEXY Zdenko G.	Slovaquie
ALLPRESS Peter	Andorre
ALLPRESS Lucille	Andorre
AMEE Anneli	Finlande
AMEIL Jacques	France
AMEIL Jacques Mme	France
AMERLINCK y ZIRION Teodoro (aih)	Mexique
AMERLINCK Josefina A.	Mexique
AQUILINA René	France
AQUILINA Maguy	France
ARCANGELI Giovanna	Italie
BAERT Roger	Belgique
BARTHOLDY Nils G. (aih) (bpc)	Danemark
BERGROTH Tom C. (aih) (bpc)	Finlande
BERINDEI Dan	Roumanie
BERNHARDT Volker (Mauritius Buchverlag)	Allemagne
BERTÉNYI Iván (aih)	Hongrie
BESTE Irmtraut	Allemagne
BEUTEL Dieter	Allemagne
BEUTEL Rosemarie	Allemagne
BIEGLER Thilo	Allemagne
BIEGLER Helga	Allemagne
BINAYÁN CARMONA Narciso (aih)	Argentine
BLEISTEINER Claus D. (aih)	Allemagne
BONNIVERT-VAN WATTEGEM R.M.	Belgique
De BOO Joh. A.	Pays-Bas
BORGIA Luigi	Italie
VON BÓZÓ Gyula	Hongrie
BRIËT Cornelis P.	Luxembourg
BRUNNER Edgar Hans (aih)	Suisse
BUDDÉ-IRMER Ursula	Allemagne

BUGALLAL y VELA Jaime (aih)	France
BUNKERS Suzanne L.	États-Unis
CALCATERRA Renato	Italie
CALVÃO BORGES José G.	Portugal
CALVAO BORGES Maria de Lourdes E.D.	Portugal
CAPPELEN Hans A.K.T.	Norvège
CARDON de LICHTBUER Miguël	Belgique
CEDMAN Alexander	Suède
CLOTTU Olivier (aih)	Suisse
CLOUÉ Daniel	France
COMNÈNE Angela (*)	Canada
COMNÈNE Raymond Alexis	Canada
CORNARO Andreas	Autriche
COSTA María-Mercedes	Espagne
DARDEL Jean-Paul	France
DAVIES Marjorie L.	Royaume-Uni
DEGERMAN Henrik	Finlande
DE LANGEN Jean E.	Pays-Bas
DENILLE Roger (aih)	Belgique
DENYS-STRUYF G. Mme	Belgique
DEWIT Jean	Belgique
DE DOMINICIS Claudio	Italie
DOUGLAS Percy	Pays-Bas
DOUMINE Stanislav	Russie
DUERLOO Luc (aih)	Belgique
DUPOU Luis	Argentine
DUVOSQUEL Jean-Marie	Belgique
EMMEL Fernand G.	Luxembourg
ENSCH Jean	Luxembourg
FALCON-UFF Peter	Royaume-Uni
FEDOSOV Dmitry	Russie
FRIDERICI Elisabeth	Allemagne
FÜCHTNER Jörg	Allemagne
GARCIA APARICI Bernardo	Espagne
MILLAN de GARCIA APARICI Adelaida	Espagne
GÖBL Michael (aih)	Autriche
GOGALA Ivan	Croatie
GÓRZYNSKY Slawomir	Pologne
De La GOUBLAYE de MÉNORVAL Yves	Bolivie
GOUILLARD Jean-Georges	France
GROENEVELD Hendrik Joannes	Pays-Bas
GRÜNEISEN-TOUSSAINT Mariette	Luxembourg
GRYPARI Maria	Grèce
GUELFİ CAMAJANI Luigi	Italie

GUELFY CAMAJANI Stefano	Italie
GUENTER Michael	Allemagne
GUENTER Barbara	Allemagne
GUZMAN Carlos Alberto	Argentine
HARMIGNIES Roger (aih) (bpc)	Belgique
HARMIGNIES Roger Mme	Belgique
HARDY Joan	Royaume-Uni
HARMO Maunu Fr.	Finlande
De La HAYE Thierry	Belgique
HEIM Bruno Bernard (aih)	Suisse
HELGEN Geir	Norvège
HEYEN Fanz-Josef	Allemagne
HEYMOWSKI Adam (aih)	Suède
HEYMOWSKA Ingeborg	Suède
HOEVEL Ruth	Allemagne
HOFMAN Rudolf	Pays-Bas
HOLYOAKE Cedric Jennings	Royaume-Uni
HOOGSTOEL-FABRI Christiane (aih)	Belgique
HUMPHERY-SMITH Cecil Raymond (aih)(bpc)	Royaume-Uni
HUMPHERY-SMITH Alice E.G. Mrs.	Royaume-Uni
HURTADO DE MENDOZA Enrique	États-Unis
Von HYE Franz-Heinz (aih) (bpc)	Autriche
JAKOLA Oliver	Canada
JANSEN-LINSE Yvonne-Adriana	Pays-Bas
JÖRRIS Diethilde Babette	Allemagne
<i>JUNG Arsène</i>	Luxembourg
JUREČIČ F. Valt (*)	Slovénie
KÁLDE Bengt Olof (aih)	Suède
KIEHL Peter	Allemagne
KIEHL Saime	Allemagne
<i>KIESSEL Georges</i>	Luxembourg
KLEIN René	Luxembourg
KORN Gunthild	Allemagne
KOVAC Antun (Slavica Verlag)	Allemagne
KRASKO Alla	Russie
KUCZYŃSKI Stefan K. (aih)	Pologne
LADNER Janet	Canada
LAMBERT-LOVENS Paula	Belgique
De LASZLOCZKY Ladislao (aih)	Italie
De LASZLOCZKY Paolo	Italie
LAWSON Donald Warren	Canada
LAWSON Máire Magee	Canada
LE CLERCQ Pierre	France
LEFEBVRE Annie	France

LÉGER Guy Marcel Henry	France
LÉGER Jacqueline	France
LEHNERS Jean-Paul	Luxembourg
LEREBOURG O. & François (exposants)	France
LOUTSCH Jean-Claude, Président du Congrès (aih) (bpc)	Luxembourg
LOUTSCH Douce	Luxembourg
MAIER Charles R.	Canada
MANDICH Donald R.	États-Unis
MANDICH Donald Mrs.	États-Unis
MANDL Hildegard	Autriche
MARGARIT Marc (*)	France
MARGUE Michel	Luxembourg
MARINESCU Florin	Grèce
MARQUIS Ralf	Allemagne
MASSELA Jean-Pierre (*)	France
MATHIEU Paul (*)	Belgique
MATTERN Günter (aih)	Suisse
MATTERN-CUENDET Silvine	Suisse
Von MAJLÁTH Konrad Konstantin	Hongrie
De MAYNARD Diane	France
MEDVEDEV Mikhail Y.	Russie
MENÉNDEZ PIDAL Faustino (aih) (bpc)	Espagne
MERSCH Jacques	Luxembourg
METZKE Hermann	Allemagne
METZKE Simone	Allemagne
MILES Marian	Royaume-Uni
MISSIR de LUSIGNAN Livio	Belgique
MOHR Herbert K. (Pro Heraldica Verlag)	Allemagne
MONREAL CASAMAYOR Manuel	Espagne
MOON Brian	Luxembourg
MOUTARDE Thérèse	France
MULLER Jean-Claude, Secrétaire général du Congrès (bpc)	Luxembourg
MULLER John J.	Luxembourg
MULLER Paul	Luxembourg
MÜLLER-WESTPHAL Lothar	Allemagne
NESSI DI SAN AGATA Arturo (*)	Italie
NEVÉUS Clara (aih)	Suède
NISSEN Harald	Norvège
NISSEN Grete	Norvège
NORDENVALL Per	Suède
NORTON Manuel Artur (aih) (bpc)	Portugal
NORTON María Henriqueta	Portugal
NOURMONT Claude	Luxembourg
OEHLER Irmgard	Allemagne

OLSSON Jan-Eric	Suède
Van ORMELINGEN Jean-Jacques	Belgique
OSTACHKOV Georges	Belgique
PÅHLSSON Leif	Suède
PATRAKOVA Anna	Russie
PAULY Michel	Luxembourg
PEIKERT Monika	Allemagne
PERTUY Isabelle et Thierry (exposants)	France
<i>PESCATORE Théodore H.A.</i>	Luxembourg
PESOLA Riitta	Finlande
PINOTEAU Hervé (aih) (bpc)	France
PINOTEAU Hervé Mme	France
PRANGMA-HAJENIUS Angelique M.L.	Pays-Bas
PUDŁOWSKI Leszek	Pologne
PUIG M. Luisa	Espagne
RAPHALALANI Mishack Matamela	Afrique du Sud
RÄTZEL Peter	Allemagne
RÄTZEL Regina	Allemagne
REHBINDER Else	Suède
REID Judith Prowse (*)	États-Unis
REUTER Antoinette	Luxembourg
ROCOUR Pierre	Luxembourg
ROLL Marguerite S.	États-Unis
RZHEUTSKY Vladislav	Russie
SAGERLUND Vladimir A.	Suède
SAKHAROV Igor	Russie
SAKHAROVA Nathalie	Russie
De SÁ SAMEIRO Antonio Pedro (aih)	Portugal
De MELO SA de CARVALHO Ana-Margarida	Portugal
SASTRE y ARRIBAS Maria José	Espagne
SCANNAPIECO-CAPECE-MINUTOLO Fabio (*)	Italie
SCHMIDT-SIBETH Friedrich	Allemagne
SCHNIBBE Klaus	Allemagne
<i>SCHROEDER François</i>	<i>Luxembourg</i>
<i>SCHROEDER Léon et famille</i>	<i>Luxembourg</i>
SCHROEDER Michael C.E.	Allemagne
SCHUTTE Otto (aih)	Pays-Bas
SCUFFLAIRE Andrée (aih)	Belgique
SEGERSVÄRD Harriet	Finlande
SERRA Sergio	Italie
SERRA Licia Mlle	Italie
SETTIPANI Christian	France
SIZONENKO Dmitri	Russie
SOL Reinder	Allemagne

STEINBICKER Clemens	Allemagne
STOLT Lars C.	Suède
STOLT-TÖRNQUIST Aino	Suède
SUTTER Rolf E.	Allemagne
TANGERAAS Lars	Norvège
TAYLOR Pete E.N.	Royaume-Uni
TAYLOR Nan Mrs.	Royaume-Uni
TEILLARD D'EYRY Michel	France
THADEN Günther	Allemagne
THADEN Ursula	Allemagne
THIBAUT J. Gordon	Luxembourg
TINTÓ Margarita	Espagne
TOUSSAINT <i>Fernand</i>	Luxembourg
TOUSSAINT-EVERARD <i>Anne-Marie</i>	Luxembourg
af TRAMPE Peter	Suède
af TRAMPE Eva	Suède
TRAUSCH Gilbert	Luxembourg
degli UBERTI Pier Felice	Italie
PINOTTI degli UBERTI Maria Loredana	Italie
UNKELHÄUSSER Charles	Luxembourg
VADHOLM Tom S.	Norvège
DE VAJAY Szabolcs (aih)	Suisse
VANNI di SANVINCENZO Maria	Italie
De VASCONCELLOS Francisco J.R.	Brésil
CUNHA de VASCONCELLOS Dionée	Brésil
VAZ de SÃO PAYO Luiz	Portugal
VILINBAKHOV George (*)	Russie
VOGELER Wilfried	Allemagne
VON VOLBORTH Carl-Alexander (aih)	Belgique
VON VOLBORTH-DANYS Diana	Belgique
DE WAAL Daniel P.	Afrique du Sud
WATT Robert D. (aih)	Canada
WATTIEZ René (aih)	Belgique
WEHN Karl Rudolf	Allemagne
WEHN Isolde	Allemagne
WEISS Volkmar	Allemagne
WENSCH Kurt	Allemagne
WERMES Martina	Allemagne
WIKSTRÖM Lars	Suède
WOLF Armin	Allemagne
WOLFERT Alfred F. (aih)	Allemagne
WOLFERT Waltraud	Allemagne
WOLLMERSHÄUSER Friedrich R.	Allemagne
WUCHERER Edmund	France

Jean-Claude MULLER

LE TABARD AUX ARMES DU
DUCHÉ DE LUXEMBOURG
DANS LES COLLECTIONS
DU *KUNSTHISTORISCHES MUSEUM*
DE VIENNE
– MOTIF DU TIMBRE DU CONGRÈS

Le 16 mai 1994, les Postes luxembourgeoises ont mis en vente un timbre-poste à la valeur de 14 francs, au format 28,00 x 35, 96 mm, imprimé en héliogravure par Hélio Courvoisier S.A. en Suisse, reproduisant 'au naturel' un tabard du héraut d'armes de l'ancien duché de Luxembourg. L'original de ce vêtement traditionnel des hérauts d'armes – «un manteau court et ample à manches formant ailerons et à fentes latérales, porté à l'origine sur l'armure» (dictionnaire Le Robert) – est conservé au "Kunsthistorisches Museum" de Vienne. Ce tabard aux armes du duché de Luxembourg est un des très rares exemplaires originaux à nous être parvenu.

Par l'émission de ce timbre spécial, les autorités postales luxembourgeoises ont contribué à marquer de façon originale le XXI^e Congrès International de Luxembourg – 1994. Qu'elles en soient sincèrement remerciées, notamment en la personne de M. Marcel WIETOR, préposé de l'Office des Timbres et de ses collaborateurs. La parution de ce timbre-poste, à la surface duquel l'oeil nu peut même détecter une mince couche d'or, a agréablement surpris les connaisseurs et a même été relevée dans les colonnes du journal 'Neue Zürcher Zeitung' du 24 juin 1994. Inutile de dire que la vente du timbre a dépassé les espoirs.

LUXEMBOURG



14

POSTES

21^e CONGRÈS DE
GÉNÉALOGIE ET D'HERALDIQUE

1994

COURVOISIER



ANDRÉ FRANÇOIS JAERENS, Est Roy
et Héraut d'Armes à titre de la Province et
Duché de Luxembourg et Comté de Chiny & rece-
vy de la cotte d'Armes de la même Province de
Luxembourg.

Léopold-Guillaume (vers 1659). À notre avis cependant, son origine remonte aux premières décades du XVIII^e siècle. On nous signale une gravure représentant 'Les Roys et Hérauts d'Armes qui assistèrent à la publication de la Sanction Pragmatique le 15 mai 1725 à Bruxelles' (voir la reproduction). Un des hérauts, en l'occurrence André-François JAERENS, y porte la cotte aux armes du Luxembourg.

La présence du tabard au Musée d'art de Vienne s'explique par le fait que le dernier héraut d'armes du duché de Luxembourg emmena la pièce en exil avec lui à la Révolution française, lorsqu'il alla se fixer à Vienne. Après la mort de Charles-Jean BEYDAELS, en 1811, le tabard fut intégré dans les collections nationales autrichiennes. C'est ce qui ressort des recherches entreprises à l'époque par Hanns JÄGER-SUNSTENAU pour le compte de Louis WIRION.

L'héraldiste belge Luc DUERLOO, qui a entrepris des recherches plus amples sur les hérauts d'armes des Pays-Bas méridionaux, a relevé des informations d'archives qui indiquent que ce tabard fut produit à Bruxelles au XVII^e siècle, qu'il fut réparé en 1715, et qu'il fut même conservé dans une armoire spéciale qui est documentée. On ne peut cependant associer sans équivoque ces tabards avec des hérauts d'armes individuels: si les armes changeaient parce que le souverain changeait, il était loisible aux hérauts de garder l'ancien tabard.

Ainsi le tabard du duché de Luxembourg, 'en exil' au Musée d'art de Vienne, nous est-il revenu par l'image pour annoncer au monde, grâce au timbre-poste, la nouvelle de notre Congrès International de Luxembourg - 1994.

L'existence de ce remarquable tabard au Musée d'art de Vienne a été révélée au public luxembourgeois par l'héraldiste Louis WIRION (+ 1961) qui en fit même coudre une réplique conservée actuellement aux Archives nationales et qui fut montrée dans l'exposition héraldique de 1994. Ce fut apparemment une Luxembourgeoise, de passage du Musée d'art de Vienne, qui au cours de la deuxième guerre mondiale découvrit l'existence de cet accoutrement extraordinaire. «Deux hypothèses se présentent quant à son origine», nous informe Louis WIRION dans une contribution à l'Annuaire 1948 de la défunte Société Héraldique Luxembourgeoise (p. 16-17). «Il peut dater de l'époque de l'archiduc

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES RECUEILS D'ACTES DE CES CONGRÈS INTERNATIONAUX

1. **Barcelone 1929** Pas d'actes parus.
2. **Rome/Naples 1953** Pas d'actes parus.
3. **Madrid 1955** Editorial Hidalguía, Atocha 9, E-28012 MADRID (España).
4. **Bruxelles 1958** Office généalogique et héraldique de Belgique, 93, avenue Ch. Thielemans, B-1150 BRUXELLES (Belgique).
5. **Stockholm 1960** Riksarkivet - Heraldiska sectionen, Box 1251, S-102 29 STOCKHOLM (Sverige/Sweden).
6. **Edimbourg 1962** Pas d'actes parus.
7. **La Haye 1964** Centraal Bureau voor Genealogie, Postbus 11755, NL-2502 AT DEN HAAG (Nederland).
8. **Paris 1960** Pas d'actes à proprement parler parus, à l'exception d'un petit memorandum sans intérêt.
9. **Berne 1968** [résumés seulement]: Bibliothèque cantonale, 18, rue Saint-Michel, CH-1700 FRIBOURG (Suisse).
10. **Vienne 1970** [2 volumes]: Heraldisch-Genealogische Gesellschaft Adler, 73, Haarhof A-1010 WIEN (Österreich).
11. **Liège 1972** Office généalogique et héraldique de Belgique, 93, avenue Ch. Thielemans, B-1150 BRUXELLES (Belgique).
12. **Munich 1974** [2 volumes]: Degener & Co. (actuellement Bauer & Raspe), D-Neustadt an der Aisch (Deutschland).
13. **Londres 1976** [résumés et microfiches]: The Institute for Heraldic and Genealogical Studies, Northgate, CANTERBURY (Kent) CT1 1BA (England).
14. **Copenhague 1980** E.G.C. Gad's Editor, 32, Vimmelskaftet, DK-1160 KØBENHAVN (Denmark).
15. **Madrid 1982** [3 volumes]: Editorial Hidalguía, Atocha 9, E-28012 MADRID (España).
16. **Helsinki 1984** Comité national finlandais pour la Généalogie et l'Héraldique, P.O. Box 153 FIN-00171 Helsinki (Finland).
17. **Lisbonne 1986** [2 volumes]: Instituto português de Heráldica, Largo de Carmo, P-1200 LISBOA (Portugal).
18. **Innsbruck 1988** Innsbrucker Stadtarchiv, 2, Badgasse, A-6020 INNSBRUCK (Österreich).
19. **Keszthely 1990** c/o Dr. Iván BERTÉNYI, Gaal Jozsef ut 24, H-1122 BUDAPEST XII (Hongrie).
20. **Uppsala 1992** Comité national suédois pour la Généalogie et l'Héraldique, P.O. Box 2022, S-103 11 STOCKHOLM (Sverige/Sweden).
21. **Luxembourg 1994** [2 volumes]: Association Luxembourgeoise de Généalogie et d'Héraldique, B.P. 118 L-7502 MERSCH (Luxembourg).

ADRESSES DES AUTEURS – ANSCHRIFTEN DER AUTOREN

- ALEXY Zdenko G.
3, Havlíčkova SK-81104 Bratislava (Slovaquie)
- BARTHOLDY Nils G.
9, Rigsdagsgården Archiviste au Rigsarkivet
DK-1248 København K (Denmark)
- BERGROTH Tom C.
P.O. Box 675 Turku Provincial Museum
FIN-20101 ÅBO (Finland)
- BERTÉNYI Iván
Gaal József V. 24 H-1122 Budapest (Magyar–Hongrie)
- BRUNNER Edgar Hans
37, Bernastraße Dr.
CH-3005 Bern (Schweiz)
- CALVÃO BORGES José Guilherme
Rua das Pragas 80 – 2º E P-1200 Lisboa (Portugal)
- DUERLOO Luc
46, Th. Reynlaan Prof. Dr.
B-2640 Mortsel (België)
- EMMEL Fernand
126, rue des Muguets Archiviste de la Ville
L-2167 Luxembg-Weimershof (Luxembourg)
- GOUILLARD Jean
38, rue Condorcet F-75009 Paris (France)
- GUELFİ CAMAJANI Conte Luigi
27, Via Santo Spirito I-50125 Firenze (Italia)
- HYE Franz-Heinz von
5, Bruder-Willram-Straße Univ.-Prof. Dr.
A-6020 Innsbruck/Tirol (Österreich)
- KLEIN René
120, rue du Vieux Moulin Professeur d'enseignement secondaire
L-4883 Lamadeleine (Luxembourg)
- KUCZYŃSKI Stefan K.
ul. Jana Styki 9 m. 2 PL-03-928 Warszawa (Pologne)
- LOUTSCH Jean-Claude docteur, Président du XXIe Congrès International
95, rue de Luxembourg L-8140 Bridel (Luxembourg)
-

- MARGUE Michel
6, am Gronn Dr., professeur d'histoire
L-6917 Roodt/Syre (Luxembourg)
- MATTERN Günter
35, Sichertstraße Dr.
CH-4410 Liestal (Schweiz)
- MENÉNDEZ PIDAL de NAVASCUES Faustino
56, Avenida de America E-28028 Madrid (España)
- MONREAL CASAMAYOR Manuel
P° de Cuéllas 15 – 10° E E-50007 Zaragoza (España)
- MULLER Jean-Claude
Congrès International M.A. – Secrétaire général du XXIe
B. P. 13
12, Allée des Tilleuls L-8501 Redange-sur-Attert (Luxembourg)
- NEVÉUS Clara
Riksarkivet – Box 12541 State Herald of Sweden
S-102 29 Stockholm (Sweden)
- PAULY Michel
4, rue du Parc Dr., professeur d'histoire
L-8083 Bertrange (Luxembourg)
- PUDŁOWSKI Leszek
9, Skr. poczt. PL-00-957 Warszawa 36 (Poland)
- RÄTZEL Peter
An der Buschmühle Dipl.-Ing.
D-15236 Frankfurt (O)–Güldendorf
(Deutschland)
- SAMEIRO Pedro de SA
Av. do Brasil 126 – 3° E P-1700 Lisboa (Portugal)
- SASTRE y ARRIBAS Maria-José
Colonia Crillas 7 – 2° E-28018 Madrid (España)
- SCUFFLAIRE Andrée
165 D, avenue Winston Churchill – Boîte 61
B-1180 Bruxelles (Belgique)
- SERRA Sergio
2, Via Firenze I-09126 Cagliari (Italia)
- WATT Robert D.
Rideau Hall – 1, Sussex Drive The Canadian Heraldic Authority
Ottawa, K1A 0A1 (Canada)

TABLE DES MATIÈRES – INHALTSVERZEICHNIS

I. *Si Ermesinde m'était contée...*

CONTRIBUTIONS LUXEMBOURGEOISES / LUXEMBURGER KONGRESSBETRÄGE

1. **René KLEIN** Le premier sceau de la Ville de Luxembourg et le monnayage comtal – À propos de l'emblème du XXI^e Congrès International de Généalogie et d'Héraldique.....9-15
2. **Michel MARGUE** Les tombeaux des comtes de Luxembourg à Clairefontaine: Naissance et Affirmation d'un lignage princier.....16-42
3. **Michel PAULY** Die Privatsiegel der Luxemburger Schöffenfamilien.....43-86
4. **Fernand G. EMMEL** Le justicier bourgeois, premier échelon d'une promotion sociale à Luxembourg-Ville.....87-98

II. ARMOIRIES MUNICIPALES / DAS STÄDTISCHE WAPPENWESEN

La Problématique en Belgique, dans les Pays Scandinaves, dans les Pays du Monde Germanique, dans les Pays de l'Est Européen, dans le Pays du Monde Roman, au Canada...

5. **Andrée SCUFFLAIRE** Armoiries familiales et emblèmes locaux: La maison de LIGNE et Beloeil.....100-116
6. **Luc DUERLOO** Belgian Local Heraldry under Dutch Rule.....117-128
7. **Nils G. BARTHOLDY** Dänische Städtesiegel als Ausdruck landesherrlicher Beziehungen.....129-146
8. **Tom C. BERGROTH** From the Three Crowns to the Double-headed Eagle.....147-164
9. **Clara NEVÉUS** Popular Reactions to Heraldic Issues – Three Swedish Examples: the Municipal Arms of Gävle, Sundsvall, and Gothenburg.....165-178
10. **Franz-Heinz von HYE** Haupt- und Residenzstadt, Stadtherr und Stadtwappen.....179-190
11. **Günter MATTERN** Das Stadtwappen im Wandel der Zeit.....191-201
12. **Edgar H. BRUNNER** Genealogie und Heraldik unter staatlicher Aufsicht im absolutistischen Bern.....202-216
13. **Peter RÄTZEL** Zum Wappengebrauch in Reformatorischen (Stadt-)Kirchen.....217-226
14. **Zdenko A. ALEXY** Gemeindesymbole in der Slowakei.....227-237

15.	Ivan BERTÉNYI	Symboles dans l'usage héraldique contemporain des villes de Hongrie.....	238-250
16.	Stefan K. KUCZYŃSKI	Décor héraldique des villes polonaises depuis le Moyen Âge jusqu'à l'époque moderne.....	251-267
17.	Leszek PUDŁOWSKI	Polish Municipal Heraldry in the 20th Century.....	268-278
18.	Jean GOUILLARD	Vers un Armorial des Villes de France.....	279-289
19.	Sergio SERRA	La ville de Cagliari et ses Habitants: Aspects héraldiques.....	290-298
20.	Maria José SASTRE y ARRIBAS	Ville et Armoiries – Considérations autour de l'exemple espagnol.....	299-308
21.	Francisco MENENDEZ PIDAL y NAVASCUES	Del emblema sigilar a las armerías de las ciudades.....	309-322
22.	Manuel MONREAL CASAMAYOR	Consecuencias de la Guerra de Sucesión Española en la Heráldica municipal aragonesa.....	323-342
23.	Pedro SAMEIRO	L'Héraldique municipale portugaise.....	343-366
24.	José Guilherme CALVÃO BORGES	Heráldica Flaviense.....	367-387
25.	Luigi GUELFI CAMAJANI	Il Comune di Altopascio ed il suo stemma – Notizie sull' antico Ordine del TAU...	388-396
26.	Robert D. WATT	The Evolution of Canadian Civic Heraldry.....	397-418

III. À PROPOS DU XXIE CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES GÉNÉALOGIQUE ET HÉRALDIQUE À LUXEMBOURG 1994

27.	Comités d'organisation et de patronage.....	421-422	
28.	La séance inaugurale au Centre européen (Hémicycle) à Luxembourg-Kirchberg.....	423-433	
29.	Le programme du Congrès.....	434-435	
30.	Liste des participants inscrits.....	436-441	
31.	Jean-Claude MULLER	Le tabard aux armes du duché de Luxembourg – motif du timbre du Congrès.....	442-443
32.	Liste bibliographique des Recueils d'Actes des Congrès Internationaux de généalogie et d'héraldique.....	444	
33.	ADRESSES DES AUTEURS / ANSCHRIFTEN DER AUTOREN.....	445-446	
34.	TABLE DES MATIÈRES / INHALTSVERZEICHNIS.....	447-448	

Figure
de la
tombe
de Henry
2 comte
de
Luxemburg
1271

M. P. L. L.
Ch. de la
74. 75. 76.

1271
1271
1271

1271
1271
1271



LES CONGRÈS INTERNATIONAUX DES SCIENCES GÉNÉALOGIQUE ET HÉRALDIQUE

I	Barcelona	1929	XIII	London	1978
II	Roma/Napoli	1953	XIV	København	1980
III	Madrid	1955	XV	Madrid	1982
IV	Bruxelles	1958	XVI	Helstinki	1984
V	Stockholm	1960	XVII	Lisboa	1986
VI	Edinburgh	1962	XVIII	Münster	1988
VII	Den Haag	1964	XIX	Keszthely	1990
VIII	Paris	1966	XX	Uppsala	1992
IX	Bern	1968	XXI	Luxembourg	1994
X	Wien	1970	XXII	Ottawa	1996
XI	Liège	1972	XXIII	Torino	1998
XII	München	1974	XXIV	Besançon	2000